Vᵉ CONGRÈS NATIONAL

DU

PATRONAGE DES LIBÉRÉS

Conseil

MARSEILLE 13-1[redacted] 1903

F9 D15

Vᵉ CONGRÈS NATIONAL

DU

PATRONAGE DES LIBÉRÉS

Marseille, 13-18 [redacted] 1903

ACTES DU CONGRÈS

Compte rendu sténographique
publié au nom de la Commission d'organisation

PAR

ALBERT VIDAL-NAQUET
Avocat-Avoué
Président du Comité de Défense des Enfants traduits en justice de Marseille
Secrétaire général du Congrès

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
Médiathèque Gabriel Tarde

MARSEILLE
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE DU JOURNAL DE MARSEILLE
ANT. GED
6, Rue Sainte, 6
—
1903

INTRODUCTION

BUREAU DU CONGRÈS

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

MM. Chaumié, Ministre de l'Instruction publique.

Ballot-Beaupré, premier président de la Cour de cassation.

Bérenger, sénateur, membre de l'Institut, président de la *Société générale pour le patronage des libérés*, président du IIIe Congrès national de patronage.

Théophile Roussel, sénateur, membre de l'Institut, président du Bureau central de l'*Union des Sociétés de patronage de France*.

Charles Petit, président honoraire de la Cour de cassation, président du Ier Congrès national de patronage.

Félix Voisin, conseiller-doyen de la Cour de cassation, président de la *Société de protection des engagés volontaires*, président du IVe Congrès national de patronage.

PRÉSIDENT

M. Cheysson, Emile, inspecteur général des ponts et chaussées, membre de l'Institut, vice-président du *Bureau central de l'Union des Sociétés de patronage de France*.

VICE-PRÉSIDENTS

MM. Dormand, premier président de la Cour de Toulouse, président du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Toulouse.

Rack, procureur général près la Cour d'appel de Rouen.

Harel, président de chambre à la Cour d'appel de Paris.

Eugène Rostand, membre de l'Institut, président de l'*Assistance par le travail* de Marseille.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. Albert Vidal-Naquet, avocat-avoué, président du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Marseille.

TRÉSORIER

M. Marc Poupardin, négociant, trésorier de la *Société marseillaise de patronage des libérés et des adolescents.*

SECRÉTAIRES

MM. Boullu, avocat, secrétaire général de la *Société départementale de la Drôme pour le sauvetage de l'enfance, le patronage des libérés et l'assistance par le travail.*

Bonnecorse de Lubières (de), avocat, ordonnateur de l'*Œuvre des prisons d'Aix.*

Guillard, avocat, secrétaire adjoint du *Comité de défense des enfants traduits en justice* du Havre.

Lung, secrétaire adjoint de la *Société de patronage des libérés* de Bordeaux.

Gardair, Augustin, secrétaire général de la *Société marseillaise du patronage des libérés et des adolescents.*

Jauffret, Wulfran, avocat, secrétaire général du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Marseille.

Le bureau central de l'*Union des Sociétés de Patronage de France* décidait la tenue, en 1903, du V^e^ Congrès national de patronage des libérés à Marseille et confiait à M. Conte, président de la *Société marseillaise de patronage des libérés et des adolescents*, et à M. Albert Vidal-Naquet, président du *Comité de défense des enfants traduits en justice*, le soin de l'organiser.

Une commission d'organisation fut alors composée :

COMMISSION D'ORGANISATION

BUREAU

Président :

M. Léonce Conte, juge au Tribunal civil de Marseille, président de la *Société marseillaise du patronage des libérés et des adolescents.*

Vice-Présidents :

MM. Paul Desbief, vice-président de la *Société marseillaise de patronage.*

Deleuil, juge au Tribunal civil de Marseille, vice-président du *Comité de défense des enfants traduits en justice.*

Secrétaire général :

M. Albert Vidal-Naquet, avocat-avoué, président du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Marseille.

Secrétaires adjoints :

MM. le Docteur Boubila, médecin en chef de l'Asile des aliénés de Marseille.

Augustin Gardair, avocat, secrétaire général de la *Société marseillaise de patronage.*

Trésorier :

M. Marc POUPARDIN, négociant, trésorier de la *Société marseillaise de patronage.*

Membres :

MM. AICARD, avocat, président du Dispensaire des enfants malades.

ALARIA (l'abbé), directeur du pensionnat Saint-Pierre.

ARDISSON DE PERDIGUIER, avocat, secrétaire du *Comité de défense.*

BAILLEUL, directeur de la 30e circonscription pénitentiaire, vice-président du *Comité de défense.*

BARTHELET, négociant.

BONNECORSE DE LUBIÈRES (DE), avocat, président de l'*Œuvre des prisons d'Aix.*

BERGASSE, Paul, avocat, secrétaire du *Comité de défense.*

BREMOND, avocat, secrétaire de la *Société de patronage.*

CHASTEL, substitut, conseiller du *Comité de défense.*

CORTICCHIATO, avocat, conseiller du *Comité de défense*

COUVE, Aimé, avocat.

DELIBES, professeur de l'Université en retraite.

FOUQUE (l'abbé), directeur de l'Orphelinat des Saints-Anges.

GHEERBRANT, juge au Tribunal civil, conseiller du *Comité de défense.*

GRANDVAL, avocat, président de l'*Association de secours aux gens de mer de la Méditerranée.*

GUINARD, vice-président de l'*Assistance par le travail.*

HENRIET, président de l'Université populaire le *Foyer du peuple.*

JAUFFRET, Wulfran, avocat, secrétaire général du *Comité de défense.*

MARTIN, ancien juge au Tribunal de commerce.

MAZADE, docteur en médecine, inspecteur de l'Assistance publique.

MARGUERY, avocat.

MM. MONTRICHER (DE), ingénieur, président de l'*Association polytechnique.*

NUGUE, vice président de la *Société de patronage.*

PARROCEL, juge d'instruction, conseiller du *Comité de défense.*

PEYRONEL, avocat, président de l'*Union chrétienne de jeunes gens.*

PIJOTAT, avocat.

POUPARDIN, trésorier de la *Société de patronage.*

ROCHE, avocat, trésorier du *Comité de défense.*

RODOCANACHI, vice-président de la *Société de patronage.*

ROSTAND, Eugène, président de l'*Assistance par le travail,* membre de l'Institut.

SAMAMA, avocat, vice-trésorier de la *Société de patronage.*

TALON, avocat, conseiller du *Comité de défense.*

VALRAN, professeur d'histoire au lycée Mignet, à Aix.

VINCENT, avocat, secrétaire de la *Société de patronage.*

VINCENS, Charles, assureur, vice-président de l'*Association polytechnique.*

Mme CURET, vice-présidente de la *Société de patronage.*

EYNARD DE MONTRICHER, membre de la *Société de patronage.*

LIVON, membre de la *Société de patronage.*

PLEUC (DE), membre de la *Société de patronage.*

POMMIER, membre de la *Société de patronage.*

BOUBILA, membre de la *Société de patronage.*

CIRCULAIRE

La circulaire dont nous reproduisons le texte a été tirée à dix mille exemplaires, et adressée, par les soins du Secrétaire général, aux différentes Œuvres de patronage de France et de l'étranger, aux adhérents des précédents Congrès de patronage nationaux, aux membres de la *Société générale des prisons* et de la *Société internationale pour l'étude des questions d'assistance,* à tous les membres des Cours et Tribunaux de France, aux professeurs et

maîtres de conférences des Facultés de droit, aux directeurs des Circonscriptions pénitentiaires, des Maisons centrales, des établissements d'éducation correctionnelle, aux aumôniers, pasteurs, rabbins, attachés à ces établissements, ainsi qu'à toutes les personnalités connues en France pour s'intéresser au patronage des libérés et à la défense des enfants traduits en justice.

UNION
DES
SOCIÉTÉS DE PATRONAGE
DE FRANCE

BUREAU CENTRAL
14, PLACE DAUPHINE, PARIS

COMMISSION D'ORGANISATION
PALAIS DE JUSTICE - MARSEILLE

V^e^ CONGRÈS NATIONAL
DU
PATRONAGE DES LIBÉRÉS

Marseille, le 15 janvier 1903.

M

Nous avons l'honneur de vous informer que le V^e^ Congrès national du patronage des libérés se tiendra à Marseille du 14 au 18 avril 1903.

L'intérêt que vous portez à l'utile fonctionnement et au progrès du Patronage nous est un sûr garant que vous voudrez bien honorer le Congrès de votre présence et nous y prêter votre précieuse collaboration ; nous vous serions, en outre, reconnaissants de nous procurer le concours de toutes les personnes pouvant s'intéresser à notre œuvre de relèvement et de préservation sociale.

Nous vous adressons ci-joint le règlement de ce Congrès.

Vous recevrez ultérieurement le programme détaillé des séances et des visites qui seront organisées dans les différentes œuvres de Patronage et les établissements pénitentiaires de Marseille, Aix, Toulon et Nice, et, s'il y a lieu, jusqu'en Corse.

Nous demanderons aux Compagnies de chemins de fer la faveur du voyage à demi-tarif jusqu'à Nice. Les demandes doivent en être faites par nos soins avant le 1^er^ mars 1903.

Si, comme nous en avons le ferme espoir, votre adhésion nous est acquise, nous vous prions d'adresser à M. VIDAL-NAQUET, secrétaire général de la Commission d'organisation, 70, rue Montgrand, à Marseille, le bulletin ci-inclus, accompagné d'un bon de poste ou mandat-poste de *dix francs* pour frais d'impression des travaux du Congrès.

Veuillez agréer, M , l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Au nom du Bureau Central,

Le Secrétaire général,
LOUICHE-DESFONTAINES,
Docteur en Droit,
Avocat à la Cour d'appel de Paris.

Le Président,
THÉOPHILE ROUSSEL,
Sénateur,
Membre de l'Institut,
Président du Conseil supérieur de l'Assistance publique,
Vice-Président du Conseil supérieur des Prisons,

Au nom de la Commission d'organisation,

Le Secrétaire général,
A. VIDAL-NAQUET,
Avoué,
Président du Comité de Défense des Enfants Traduits en justice.

Le Président,
LÉONCE CONTE,
Juge au Tribunal Civil,
Président de la Société Marseillaise de Patronage des Libérés et des Adolescents.

A cet appel, 523 œuvres ou personnalités ont répondu avec un empressement qui a dépassé les espérances de la Commission d'organisation.

La réunion du Congrès devant coïncider avec le voyage de M. le Président de la République à Marseille, la Commission d'organisation fit une démarche auprès de M. MASTIER, préfet des Bouches-du-Rhône pour le prier de demander à M. le Président de la République de vouloir bien faire au Congrès le grand honneur de l'inaugurer. M. MASTIER accueillit avec empressement cette propo-

sition et s'en fit le chaleureux défenseur auprès de l'Elysée. Aussitôt après sa visite, une délégation du bureau central composée de MM. Cheysson, Rivière, Louiche-Desfontaines et Félix Voisin fut reçue par M. le Président de la République qui accepta de comprendre dans le programme de sa journée à Marseille l'inauguration du V^e^ Congrès national du patronage des libérés.

C'était la plus haute consécration que nos Œuvres de patronage aient encore reçue, et nous avons été fiers de voir M. le Président de la République venir par sa présence témoigner tout l'intérêt que porte le Gouvernement de la République à l'œuvre humanitaire et de préservation sociale que poursuivent les Sociétés de patronage et les Comités de défense des enfants traduits en justice.

M. le Président du Sénat et M. le Président de la Chambre faisaient connaître qu'ils assisteraient, à côté de M. le Président de la République, à la séance d'ouverture.

M. Chaumié, ministre de l'Instruction publique acceptait, la présidence d'honneur du Congrès.

C'est sous ces heureux auspices que s'est ouvert le V^e^ Congrès national.

PREMIÈRE PARTIE

RÈGLEMENT DU CONGRÈS
PROGRAMME
RAPPORTEURS
HORAIRE DU CONGRÈS
LISTE DES ADHÉRENTS

RÈGLEMENT DU CONGRÈS

ARTICLE PREMIER

Le Congrès National du Patronage des Libérés se tiendra à Marseille du 14 au 18 avril 1903.

ART. 2

Le Congrès a pour but d'étudier les questions suivantes relatives au patronage des libérés :

1re QUESTION. — *De l'envoi aux colonies comme mode de patronage.*

2me QUESTION. — *Du patronage exercé à l'égard de la famille du détenu.*

3me QUESTION. — *Du placement définitif des patronnés.*

4me QUESTION. — *Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels.*

5me QUESTION. — *Du patronage des enfants délinquants arriérés.*

6me QUESTION. — *Des moyens pratiques d'organiser la surveillance, dans leurs familles, des enfants délinquants.*

ART. 3

Pour être membre du Congrès, il faut s'être fait inscrire et avoir versé la cotisation fixée par l'article 10 ci-après. Des cartes personnelles seront délivrées aux personnes qui auront rempli ces conditions.

ART. 4

Le président de la Commission d'organisation ouvre le Congrès.

Dès la première séance il fait procéder à l'organisation du bureau qui comprendra : un président, quatre vice-présidents, un secrétaire général et six secrétaires.

Les fonctions de trésorier seront remplies par le trésorier de la Commission d'organisation.

Le Congrès pourra nommer un ou plusieurs présidents d'honneur.

ART. 5

Pourront être seules discutées les questions inscrites au programme.

ART. 6

Les rapporteurs chargés d'introduire une question ne pourront occuper la tribune pendant plus de dix minutes.

Dans les discussions, les orateurs ne pourront parler plus de dix minutes ni prendre la parole plus de deux fois dans la même séance, à moins que l'assemblée consultée en décide autrement.

ART. 7

Des résolutions pourront être présentées par les rapporteurs ou les orateurs prenant part au Congrès, mais elle ne pourront donner lieu à un vote. Elles devront être rédigées par leurs auteurs et seront renvoyées à l'examen du bureau.

Le bureau décide s'il y a lieu de soumettre ou non ces résolutions au vote du Congrès et, dans le cas de l'affirmative, il en arrête la formule sur laquelle le Congrès est appelé à se prononcer.

ART. 8

Il sera tenu un compte rendu analytique de chaque séance.

Chaque orateur doit remettre au secrétariat général un résumé de sa communication ou de ses observations, au plus tard dans les vingt-quatre heures, pour la rédaction de ce procès-verbal.

Le bureau pourra exiger que ce résumé soit réduit.

Si l'orateur n'a pas remis ou modifié son résumé en temps utile, le texte rédigé par le secrétaire en tiendra lieu ou le sujet traité sera simplement mentionné par son titre ou son objet.

ART. 9

L'ensemble des actes du Congrès sera mis gratuitement à la disposition de ses membres le plus tôt possible après la session.

ART. 10

Pour faire face aux dépenses de cette publication et aux autres frais du Congrès, les membres adhérents devront verser une cotisation de 10 francs.

ART. 11

Le Congrès statuera en dernier ressort sur tout incident nouveau au cours du Congrès et non prévu au présent règlement.

PROGRAMME DES TRAVAUX DU CONGRÈS

RAPPORTEURS

1re QUESTION

De l'envoi aux colonies comme mode de patronage.

Rapporteurs :

M. Louis BERGASSE, docteur en droit, secrétaire adjoint de la Chambre de commerce de Marseille.

M. G. BREUILLAC, conseiller à la Cour d'appel de Lyon, vice président de la *Société des libérés*.

M. Frédéric GENTY, docteur en droit, président du Tribunal civil de Bône (Algérie), président de la *Société de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance en danger moral*, de la même ville.

M. Camille GRAMACCINI, directeur de la Maison centrale de Clermont (Oise).

M. Henri JOLY, vice-président de la *Société générale des prisons* et de la *Société d'économie sociale*.

Dr G. REYNAUD, médecin en chef des colonies en retraite, professeur à l'École de médecine et de l'Institut colonial.

M. Gaston VALRAN, professeur d'histoire au Lycée d'Aix.

M. VULLIEZ, avocat général près la cour d'appel d'Aix.

Rapporteur général :

M. CONTE, juge au Tribunal civil, président de la *Société marseillaise du patronage des libérés et des adolescents*.

2me QUESTION

Du patronage exercé à l'égard de la famille du détenu.

Rapporteurs :

M. Henri BAILLEUL, directeur de la circonscription pénitentiaire de Marseille, ancien secrétaire des *Sociétés de patronage* de Nimes et de Rouen, membre de la *Société de patronage*, vice-président du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Marseille, membre de l'Association polytechnique et de la *Ligue pour la défense de la moralité publique*, membre correspondant de l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Rouen.

M. Charles BONNECORSE de LUBIÈRES, avocat à la Cour d'Aix, ordonnateur de l'*Œuvre des prisons* d'Aix.

M. Wulfran JAUFFRET, avocat, secrétaire général du *Comité de défense des enfants traduits en justice*.

M. Henri PRUDHOMME, juge au Tribunal de Lille, vice-président de la *Société de patronage des enfants moralement abandonnés* et des *Libérés du département du Nord*, du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Lille, membre de la Commission administrative des maisons d'arrêt de Lille et de Saint-Bernard.

Rapporteur général :

M. Georges VIDAL, professeur de droit à l'Université de Toulouse, président de la *Société de patronage et d'assistance par le travail*, secrétaire général du *Comité de défense des enfants traduits en justice*.

3me QUESTION

Du placement définitif des patronés.

Rapporteurs :

M. Paul CUCHE, professeur à la Faculté de droit de Grenoble, secrétaire général de la *Société Dauphinoise de patronage des libérés* et de *Sauvetage de l'enfance*, membre de la Commission de surveillance de la prison de Grenoble.

M. Ch. GODDE, avocat à la Cour d'appel de Lyon, docteur en droit.

M. l'abbé ROUSSET, directeur de l'Asile de Saint-Léonard à Couzon-au-Mont-d'Or (Rhône).

Rapporteur général :

M. BERTHÉLEMY, professeur de droit à l'Université de Paris.

4me QUESTION

Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels

Rapporteurs :

Mme Henry DÉGLIN, du comité de la *Société nancéienne du patronage de l'enfance et de l'adolescence*.

M. Camille GRAMACCINI, directeur de la Maison centrale de Clermont (Oise).

M. Gaston VALRAN, professeur d'histoire au Lycée d'Aix.

Rapporteur général :

M. Ferdinand DREYFUS, avocat à la Cour de Paris, ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons.

5me QUESTION

Du patronage des enfants délinquants arriérés

Rapporteurs :

M. Emile BRUN, directeur de la Colonie agricole des Douaires.

M. F. MARIN, vice-président du Tribunal civil de Bordeaux, secrétaire général de l'*Œuvre des enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde*.

M. le Docteur Georges PAUL-BONCOUR, ancien interne des hôpitaux, ancien interne de l'hospice de Bicêtre (section des enfants nerveux et arriérés), médecin du service biologique à l'école Théophile-Roussel.

M. Gaston VALRAN, professeur d'histoire au Lycée d'Aix.

Rapporteur général :

M. GRANIER, président du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'Intérieur.

6me QUESTION

Des moyens pratiques d'organiser la surveillance, dans leurs familles, des enfants délinquants

Rapporteurs :

M. Frank BASSET, avocat, docteur en droit, secrétaire du *Comité de défense et de protection des enfants traduits en Justice* du Havre.

M. Georges BESSIÈRE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire du *Patronage familial*.

M. Joseph MAGNOL, docteur en droit, professeur suppléant à la Faculté de droit de Toulouse, secrétaire de la *Société de patronage*.

Rapporteur général :

M ALBANEL, juge d'instruction du Tribunal de la Seine, président du *Patronage familial*.

PROGRAMME

LUNDI 13 AVRIL

A 4 heures et demie de l'après midi, à la Préfecture.

Séance solennelle d'ouverture, sous la présidence de M. Emile CHEYSSON, inspecteur général des ponts et chaussées, membre de l'Institut, vice-président de l'*Union des Sociétés de Patronage de France*, en présence de **M. le Président de la République**.

MARDI 14 AVRIL

A 8 heures du matin. **Séance du Congrès** à la Faculté des Sciences.

Discussion de la 5me question :

5me *Question*. — Du patronage des enfants délinquants arriérés.
Rapporteurs : MM. Brun, directeur de la Colonie pénitentiaire des Douaires; docteur Paul-Boncour; Marin, vice-président de tribunal de Bordeaux; Valran.
Rapporteur général : M. Granier, président du Comité des Inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'Intérieur.

A 10 heures et demie. **Promenade en mer**.

A midi et demie. **Déjeuner maritime à l'Estaque**, au Château de la Falaise.

A 3 heures. **Visite** de l'École de Réforme à la prison Chave, de l'Asile de la Société Marseillaise du Patronage des Libérés et des Adolescents, des Asiles de nuit.

MERCREDI 15 AVRIL

A 8 heures. **Séance : Discussion** de la 1re question :

1re *Question*. — De l'envoi aux colonies comme mode de Patronage.
Rapporteurs : MM. Vuillez, avocat général à Aix ; Brejillac, conseiller à

Lyon; GENTY, président du tribunal de Bône; JOLY, vice-président de la Société des prisons ; GRAMACCINI, directeur de Maison centrale ; BERGASSE, secrétaire de la Chambre de Commerce de Marseille; docteur RAYNAUD, de Marseille ; VALRAN, professeur d'histoire au Lycée d'Aix.

Rapporteur général : M. Albert RIVIÈRE, secrétaire général de la Société des prisons, et, à son défaut, M. CONTE, juge au Tribunal civil, président de la Société Marseillaise du Patronage des Libérés et des Adolescents.

A 2 heures, **Départ pour Aix :**

Réception par M. le Premier Président, par la Municipalité et par l'Œuvre des Prisons.

Dîner offert aux Congressistes, à 7 heures et demie.

Retour à Marseille, à minuit.

JEUDI 16 AVRIL

A 8 heures, **Séance : Discussion** de la 2ᵐᵉ question.

2ᵐᵉ *Question*. — Du Patronage exercé à l'égard de la famille du détenu.

Rapporteurs MM. PRUDHOMME, juge à Lille ; DE BONNECORSE, avocat à Aix ; Wulfran JAUFFRET, avocat à Marseille : BAILLEUL, directeur de la 3ᵉ circonscription pénitentiaire.

Rapporteur général : M. Georges VIDAL, professeur de Droit à l'Université de Toulouse.

A 2 heures et demie : **Réunion des Congressistes** à l'Assistance par le Travail, place de la Préfecture.

A 3 heures, **Départ en tramways** de la place Saint-Ferréol : **Visites** des chantiers de l'Assistance par le Travail, des Ateliers d'Aveugles de l'Asile Jean Martin, de l'École Maritime Courbet, de l'Orphelinat des Saints-Anges, de l'Asile Florence Lexington.

A 8 heures, **Banquet à l'hôtel de la Réserve**, par souscription.

De 7 heures à 7 heures et demie, des tramways stationneront place Saint-Ferréol à la disposition des Congressistes.

VENDREDI 17 AVRIL

A 8 heures, **Séance : Discussion** de la 3ᵐᵉ question.

3ᵐᵉ *Question*. — Du placement définitif des patronnés.

Rapporteurs : MM. CUCHE, professeur de Droit à l'Université de Grenoble ; l'abbé ROUSSET, directeur de l'Asile de Saint-Léonard ; GODDE, avocat à Lyon.

Rapporteur général : M. BERTHÉLEMY, professeur de Droit à l'Université de Paris.

Discussion de la 4ᵐᵉ question

4ᵐᵉ *Question* — Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels.

Rapporteurs : Mᵐᵉ DEGLIN, de Nancy, MM. GRAMACCINI et VALRAN.

Rapporteur général : M. Ferdinand DREYFUS, avocat à la Cour de Paris ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons.

A 2 heures et demie, **Séance** : Continuation de la **Discussion** de la 4ᵐᵉ question.

Discussion de la 6ᵐᵉ question.

6ᵐᵉ *Question*. — Des moyens pratiques d'organiser la surveillance dans leurs familles des enfants délinquants.

Rapporteurs : MM. MAGNOL, professeur de Droit à l'Université de Toulouse ; Franck BASSET, avocat au Havre : BESSIÈRE, avocat à Paris.

Rapporteur général : M. ALBANEL, juge d'instruction du Tribunal de la Seine, président du Patronage familial.

A 9 heures, **Réception du Congrès par la Municipalité de Marseille à l'Hôtel de Ville.**

SAMEDI 18 AVRIL

Départ pour Toulon, *à 7 heures 35.*

A 8 heures 50, **Arrivée à Toulon** : **Visite** de l'ancien bagne et de l'Arsenal.

A 11 heures 33, **Départ pour Nice.**

A 2 heures 26. **Arrivée à Nice : Visite** de la Prison cellulaire

A 8 heures, **Représentation de gala** au Casino Municipal, offerte au Congressistes par la Municipalité.

LISTE DES ADHÉRENTS

MM.

ABRAM, Alexandre, vice-président du Tribunal Civil de Marseille, rue Paradis, 334, Marseille.

ABRAM, Benjamin, avocat, ancien Maire, cours Mirabeau, 6, Aix.

AICARD, Albert, avocat, rue Paradis, 43, Marseille.

ALARIA (l'abbé) Jean, boulevard de la Madeleine, Marseille.

AILLAUD, Louis-Aimé, avoué, rue Montgrand, 1, Marseille.

ALBANEL, Louis, juge d'instruction, président du *Patronage familial*, avenue des Champs-Elysées, 95, Paris.

ALBANEL (Mme), avenue des Champs-Elysées, 95, Paris

ALBANEL, Noël, avenue des Champs-Elysées, 95, Paris.

ALLATINI, Guido, Président de la Chambre de commerce italienne, rue Saint-Jacques, 2, Marseille.

ALPHANDERY, Fernand, conseiller à la Cour de Cassation, rue Mironesnil, 103, Paris.

ALPHANDERY, Georges, attaché au Parquet de la Cour d'Appel, rue Le Verrier, 13, Paris.

ALPHANDERY, Léon, avocat, professeur à la Faculté Marseillaise Libre de Droit, rue Saint-Ferréol, 52, Marseille.

AMALRIC (d'), Jules-Charles, avocat, r. de la Darse, 28, Marseille.

ANDRE, Gustave, substitut, avenue Beaulieu, 40, Nice.

ANTONELLI, Etienne, avocat à la Cour d'Appel, rue Dauphine, 18, Paris.

ARBAUD, Paul, propriétaire, rue du 4 Septembre, Aix.

ARBOUX, Jules, pasteur, aumônier des Prisons de la Seine, rue Le Verrier, 21, Paris.

ARDISSON DE PERDIGUIER, Gaston, avocat, secrétaire du *Comité de Défense des Enfants traduits en justice*, rue Venture, 19, Marseille.

ARDISSON DE PERDIGUIER (Mme), Gaston, rue Venture, 19, Marseille.

ARTAUD, Emile, avocat, rue de la Darse, 7 A, Marseille.

ASTOR, Joseph, docteur en droit, rue Coëtlogon, 4, Paris.

AUBIN, Maxime, avocat, ancien bâtonnier, rue Saint-Ferréol, 52, Marseille.

AUBIN, Paul, avocat, rue Saint-Ferréol, 52, Marseille.

AUDIBERT, Victor, avoué, rue Venture, 8, Marseille.

AULAGNON, Emile, étudiant, rue Lemercier, 17, Paris.

AUTRAN, Frédéric, avocat, doyen de la Faculté Marseillaise Libre de Droit, rue Montgrand, 62, Marseille.

AYRENX (d'), Jacques, étudiant en droit, rue Deville, 3, Toulouse.

AZENAY, Marius, constructeur, place des Bons-Voisins, 1, Marseille.

BAGARRY, Paul, avocat, place Jeanne-d'Arc, 8, Aix.

BAILLEUL, Henri, directeur de la 30e circonscription pénitentiaire, vice-président du *Comité de Défense des Enfants traduits en justice*, prison Saint-Pierre, Marseille.

BAILLIERE, Paul, secrétaire général du *Patronage des jeunes adultes libérés*, boulevard de Courcelles, 20, Paris.

BALLANDE, André, négociant-armateur, député de la Gironde, Bordeaux.

BALLY, Octavien, avocat, rue Grignan, 23, Marseille.

BARBARROUX, Paul, avoué, rue Saint-Ferréol, 43, Marseille.

BARD, Michel, notaire, rue Montgrand, 62, Marseille.

BARET, Félix, avocat, ancien bâtonnier, ancien Maire, rue Saint-Ferréol, 51, Marseille.

BARLATIER, directeur du *Sémaphore*, rue Venture, 19, Marseille.

BARTHELET, Ed., ancien membre de la Chambre de Commerce, boulevard de la Liberté, 33, Marseille.

BARTHELET (Mme), Ed., boulevard de la Liberté, 33, Marseille.

BARTHELET (Mlle), Marie-Louise, 33, boulevard de la Liberté, Marseille.

BARTOLO LONGO, avocat, fondateur du Sanctuaire de Valle de Pompeï, de l'Hospice éducatrice pour les fils des prisonniers, de l'Orphelinat féminin de la Vierge de Pompeï. Vallé de Pompeï, Italie.

BASSET, Franck, avocat, secrétaire du *Comité de défense et de protection des Enfants traduits en justice* du Havre, rue Fontenelle, 13, Le Havre.

BAUMANN, Albert, ingénieur-directeur de l'Usine de plomb-argentifère de l'Escalette, Madrague de Montredon. Marseille.

BAUMANN (M^me^), Albert, Madrague de Montredon, Marseille.

BEAUNIER, Etienne, directeur de l'Ecole de Réforme de Saint-Hilaire, Fontevrault.

BEDARRIDE, Armand, avocat, rue Paradis, 76. Marseille.

BEIG, Bernard, docteur en médecine, rue de l'Orangerie, 10. Le Havre.

BELLAIS, Samuel, avocat, rue Sylvabelle, 27, Marseille.

BELLAIS, (M^me^) Samuel, rue Sylvabelle, 27, Marseille.

BELLAIS, André, rue Sylvabelle, 27, Marseille.

BELLISSEN, Eugène, avoué, président de la Chambre des Avoués, rue Montgrand, 54, Marseille.

BENOIT, Albert, procureur de la République, Bougie.

BERGASSE, Louis, secrétaire-adjoint de la Chambre de Commerce, boulevard Notre Dame, 2, Marseille.

BERGASSE, Paul, avocat, secrétaire du *Comité de Défense des Enfants traduits en Justice*, rue Montgrand, 22, Marseille.

BERGER, Charles, rue de l'Obélisque, 15, Marseille.

BERNABO, Jules, agent de change, rue de la Darse, 21, Marseille.

BERNARD, Charles, président de Chambre à la Cour d'Appel, rue Derbisey, 21, Dijon.

BERNHEIM, Edouard, avocat à la Cour, membre du *Comité du Patronage Familial*, rue Labruyère, 52, Paris.

BERNICH, Emile, Consul général honoraire de Monaco, cours Pierre-Puget, 13, Marseille.

BERTHAULT, vice-président du Tribunal civil, Laon.

BERTHE, Léon, directeur du Comptoir d'Escompte, placé Saint-Ferréol, 1, Marseille.

BERTHELEMY, professeur à l'Université de Paris, rue Jean-Bart, 6, Paris.

BERTRAND, Maurice, docteur en médecine, médecin de la maison d'Arrêt, rue du 4 septembre, 15, Aix.

BESSIERE, Georges, avocat à la Cour d'Appel, secrétaire général du *Patronage Familial*, 14, place Dauphine, Paris.

BESSON, L., rue de la République, 5, Marseille.

BICKART-SÉE, Ed., avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue de Lisbonne, 30, Paris.

BLANC, Charles, avocat, rue Paradis, 76, Marseille.

BLANC, Polion, rue Paradis, 54, Marseille.

BOGELOT (M^me^), Isabelle, directrice de l'*Œuvre des Libérées de Saint-Lazare*, 14, place Dauphiné, Paris.

BONNECARRÈRE, Philippe, professeur à la Faculté de droit, boulevard du Roi-René, 32, Aix.

BONNECORSE DE LUBIÈRES (DE), Charles, avocat, ordonnateur de l'*Œuvre des Prisons*, rue de l'Opéra, 24, Aix.

BONNECORSE DE LUBIÈRES (M^me^ DE), Charles, rue de l'Opéra, 24, Aix.

BONNET, Melchior, avocat, rue Montgrand, 48, Marseille.

BONNET (M^me^), Melchior, rue Montgrand, 48, Marseille.

BONTAUD, Elie, avocat à la Cour d'Appel, chargé de conférences à la Faculté de Droit de Paris, rue de Rivoli, 90, Paris.

BONTOUX, Paul, avocat, rue Montgrand, 48, Marseille.

BONTOUX (M^me^), Paul rue Montgrand, 48, Marseille

BORDE, Jules, avocat, rue Montgrand, 1, Marseille.

BORELLI, Louis, avocat, rue Paradis, 31, Marseille.

BOSC, Louis, avocat, docteur en droit, rue Sylvabelle, 55, Marseille.

BOSC, Gaston, négociant, membre de la Chambre de Commerce, administrateur du Bureau de Bienfaisance, rue Sylvabelle, 55, Marseille.

BOSC, Louis, rue Saint-Jacques, 93, Marseille.

BOSC, David, rue Saint-Jacques, 94, Marseille.

BOSSAN, Emile, docteur en médecine, médecin de la maison d'Arrêt de Tarascon, Beaucaire.

BOSSAN (M^me^), née Guyot de Brobèque, Beaucaire.

BOSSU, Louis, avocat général, Douai.

BOUBILA, H., docteur en médecine, médecin en chef de l'Asile des aliénés, boulevard Baille, Marseille.

BOUBILA (M^me^) H., boulevard Baille, Marseille.

BOUIS, Henri, avocat, rue de la Darse, 7A, Marseille.

BOULARD, Ferdinand, instituteur à l'Ecole de Réforme de la prison Chave, rue Georges, 63, Marseille

BOULLU, Marius, avocat, secrétaire général de la *Société départementale de la Drôme pour le sauvetage de l'enfance, le Patronage des libérés et l'Assistance par le travail*, avenue Gambetta, 51, Valence-sur-Rhône.

BOYER, Gabriel, président du Tribunal de Commerce, rue Saint-Jacques, 34, Marseille.

BOYER, procureur de la République, Nîmes.

BOYER, Jean, avocat, rue Montgrand, 43, Marseille.

BREMOND, Victor, avocat, rue Paradis, 80, Marseille.

BRÉSARD, Jean, négociant, rue Périer, 28, Marseille.

BRESARD, Marc, avocat à la Cour d'Appel, 9, rue du Jardin-des-Plantes, Lyon.

BRESARD, J.-B., négociant, place de la Miséricode, 2, Lyon.

BREUILLAC, Georges, conseiller à la Cour d'Appel, vice-président de la *Société Lyonnaise de Patronage des Libérés*, rue Vaubecour, Lyon.

BRINQUANT, Paul, Louis, avocat à la Cour d'Appel, quai d'Orsay, 11, Paris.

BRION, Raoul, avocat, adjoint au maire, rue Haxo, 11 A, Marseille.

BROUILHET, Charles, professeur à la faculté de droit de Lyon, rue Pierre-Corneille, 127, Lyon.

BROUILHET, Francis, substitut du procureur de la République, Bourgoin, Isère.

BROUILLON, Théodore, docteur en médecine, médecin de la Maison de correction de Saint-Pierre, rue de Rome, 26, Marseille.

BRUEYRE, Loys, membre du Conseil supérieur de l'Assistance Publique, 9, rue Murillo, Paris.

BRUN, François, avocat, maire de Cuers, rue Pavillon, 9, Marseille.

BRUN, Paul, Emile, directeur de la Colonie des Douaires, près Gaillon, Eure.

BRUN (M^me^), les Douaires, près Gaillon (Eure).

BRUNET, Joseph, avoué, rue Saint-Ferréol, 71, Marseille.

BUDD (M^lle^), rue Augustin Fabre, 10, Marseille.

CABANIS, Abel, principal clerc d'avoué, trésorier de l'*Association Amicale des Clercs d'Avoués*, président des sociétés des *Sauveteurs du Midi* et *Saint-Jean-Baptiste* n° 8, rue Fortia, 14, Marseille.

CABASSOL, Joseph, avocat, Conseiller général, maire d'Aix, Aix.

CADALSO I MANZANO, Fernando, docteur en droit, Inspecteur général des Prisons de Madrid, Calle del Per, 40, Madrid.

CAILLOL, Henri, notaire, cours Saint-Louis, 3, Marseille.

CALVÉ, Jules, président de Chambre à la Cour d'Appel, président de la *Société de Patronage des Prisonniers libérés*, quai des Chartrons, 10, Bordeaux.

CARCANO (Le Marquis), Sylvio, Consul général d'Italie, rue Noailles, 24, Marseille.

CARCANO (La Marquise), rue Noailles, 24, Marseille.

CASABIANCA (de), Pierre, substitut au Tribunal de la Seine, rue de Fleurus, 38, Paris.

CASSOUTE, Paul, négociant, secrétaire de la *Société des Etudes Economiques*, rue Noailles, 16, Marseille.

CASTETS, Georges, juge suppléant chargé de l'instruction, Marseille.

CAUVET, Henri, industriel, rue des Arcades, 9, Marseille.

CAVAILLON, Augustin, juge suppléant au Tribunal civil, cours Lieutaud, 27, Marseille.

CELIER, avocat, place Saint-François-Xavier, 1, Paris.

CELLIER, Eugène, avocat, trésorier du *Patronage des Libérés*, de l'arrondissement de Valenciennes, 2, place Verte, Valenciennes.

CÉNAC, Ernest, procureur général, cours des Arts-et-Métiers, 7, Aix.

CÉNAC (M^me^), cours des Arts-et-Métiers, 7, Aix.

CHAGNIEL, Léon, avocat, rue Montgrand, 22, Marseille.

CHAMBRE DES NOTAIRES DE MARSEILLE (la).

CHAMSKY, Witold, avocat, rue Montgrand, 1, Marseille.

CHANOT, Amable, avocat, maire de Marseille, rue Nicolas, 18, Marseille.

CHANOT (M^me^), Amable, rue Nicolas, 18, Marseille.

CHAPONNIÈRE, Eugène, propriétaire, Préboisé, Ste-Marguerite, banlieue de Marseille.

CHARTIER (M^me^), Clarisse, présidente de l'*Œuvre des jeunes détenus et des enfants abandonnés*, rue Saint-Jean, 9, Mamers.

CHARTIER, Eugène, trésorier de *Patronage Familial*, Chaussée d'Antin, 10, Paris

CHASTEL, Arnoult, substitut, rue Nicolas, 2, Marseille.

CHAUVAU (DE) (M^me^), Bathilde, rue Prémontier, 11 *bis*, Paris.

CHAUVAU (DE), Charles, rue Prémontier, 11 *bis*, Paris.

CHAUVET, pharmacien, membre de la Commission de surveillance des Prisons, Barcelonnette.

CHERVET (M^me^), Jeanne, directrice du *Foyer de la jeune fille*, présidente du *Patronage des détenues, des libérées et des pupilles*, 38, rue de la République, Saint-Etienne.

CHERVET, Gabriel, substitut du Procureur général, avenue Victor-Hugo, 24, Aix.

CHERVET (Mme), Gabriel, 24, avenue Victor-Hugo, Aix

CHEVALIER, juge au Tribunal civil, Lyon.

CHEVALIER, docteur, médecin des prisons, place St-Michel, 3, Marseille.

CHEYSSON, Emile, inspecteur général des Ponts et Chaussées, membre de l'Institut, vice-président du *Bureau Central de l'Union des sociétés de Patronage des Libérés*, rue Adolphe-Yvon, 4, Paris.

CHEYSSON, Pierre, étudiant, rue Adolphe-Yvon, 4, Paris.

CHEYSSON, Jacques, étudiant, rue Adolphe-Yvon, 4, Paris.

CIVELLI, Antoine, député au Parlement italien, président de la *Société de Patronage de Florence*, via Oricellari, 10, Florence.

COMITÉ DES INSPECTEURS GÉNÉRAUX DES SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (le), rue Cambacères, 7, Paris.

COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE DE BORDEAUX, rue Leberthon, 54, Bordeaux.

COMITÉ POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LE PATRONAGE DES CONDAMNÉS (le), à Nevelles. M. Maurice JOURNEZ, délégué.

COMITÉ DE DÉFENSE DES ENFANTS TRADUITS EN JUSTICE DE MARSEILLE, rue Montgrand, 70, Marseille.

COMMISSION ROYALE DES PATRONAGES DE BELGIQUE (la). M. JASPAR, Henri, secrétaire général, délégué, 96, rue Royale-Sainte-Marie, Bruxelles.

COMPAGNIE DES AVOUÉS (la), près le Tribunal civil de Marseille.

CONTE, Léonce, juge au Tribunal civil, président de la *Société Marseillaise du Patronage des Libérés et des Adolescents*, rue Paradis, 121, Marseille.

CONTE (Mme) Léonce, rue Paradis, 121, Marseille.

CORBLET, Edouard, chanoine, aumônier des prisons, Amiens.

CORTICCHIATO, Paul, avocat, conseiller du *Comité de Défense des Enfants traduits en justice*, rue Pavillon, 9, Marseille.

COULLIÉ (S. E. le Cardinal), archevêque de Lyon, à Lyon,

COUVE, Aimé, avocat, rue Montgrand, 1, Marseille.

COUVE, Marcel, avocat, rue Montgrand, 1, Marseille.

CREMIEU, Adrien, avocat, ancien bâtonnier, rue Goyrand, 15, Aix.

CREMIEU (Mme), Adrien, rue Goyrand, 15, Aix.

CREMIEU, Marcel, externe des hôpitaux de Paris, rue Le Goff, 5, Paris.

CREYSSEL, J.-A., secrétaire général de l'Association pour la défense des droits civiques, rue Grignan, 53, Marseille.

CRUSE, Hermann, négociant, quai des Chartrons, 122, Bordeaux.

CUCHE, Paul, professeur à la Faculté de Droit, secrétaire général de la *Société Dauphinoise du Patronage des Libérés et du sauvetage de l'Enfance*, membre de la Commission de surveillance de la Prison, rue Lesdiguières, 28, Grenoble

CURET, Albin, président du Tribunal civil, 48, rue Saint-Savournin, Marseille.

CURET (Mme), Albin, vice-présidente de la *Société marseillaise du patronage des Libérés et des Adolescents*, rue Saint-Savournin, 48, Marseille.

DALÈSME, André, juge au Tribunal civil, Confolens.

DANEL, Léonard, président du *Patronage des jeunes libérés*, Lille.

DAVID, Sylvius, avocat, bâtonnier, rue Roux-Alphéran, 35, Aix.

DAVID, Georges, professeur à la Faculté marseillaise libre de droit, avocat, rue Paradis, 15 A, Marseille.

DAUPHIN, avoué près la Cour, rue du Quatre-Septembre, 28, Aix.

DECENCIÈRE, Jules-Etienne, substitut au tribunal civil, Sens (Yonne).

DECOPPET, E., directeur de l'École pratique d'agriculture et de viticulture de Valabre, B.-du-Rh.

DEGLIN, Henry, avocat à la Cour, directeur de la *Société nancéienne du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence*, rue Saint-Georges, 79, Nancy.

DEGLIN, (Mme) Henry, membre du Comité de la *Société nancéienne du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence*, rue Saint-Georges, 79, Nancy.

DELEUIL, Juvenal, juge au Tribunal civil, conseiller général des Bouches-du-Rhône, vice-président du *Comité de Défense des Enfants traduits en justice*, cours Lieutaud, 23, Marseille.

DELEURE, P., avocat à la Cour d'Appel, rue de Berne, 33, Paris.

DELIBES, Ernest, professeur de l'Université en retraite, président de la *Ligue de la Défense de la Moralité publique*, boulevard Longchamp, 105, Marseille.

DELIGNE, Jules-Albert, étudiant en droit, rue des Saints-Pères, 29, Paris.

DENIZET, directeur de l'Asile des Aliénés, extrémité du boulevard Baille, Marseille.

DEPEIGES, avocat général, Riom.

DEPEIGES (Mme), Riom.

DESBIEF, Paul, président des Raffineries de Saint-Louis, vice-président de la Chambre de Commerce, vice-président de la *Société marseillaise du Patronage des Libérés et des Adolescents*, rue de la République, 3, Marseille.

DESPLACES (le comte) Henri, avocat, villa Marine, chemin de la Corniche, Marseille.

DEVICQ, Léopold, greffier du 7e arrondissement de Marseille, rue Pierre-Dupré, 9, Marseille.

DOR, Emmanuel, avoué, rue Montgrand, 44, Marseille.

DORMAND, Jérôme, premier président de la Cour d'Appel, président du *Comité de Défense des Enfants traduits en justice*, Toulouse.

DOULET J., docteur en médecine, boulevard de la Magdeleine, 2, Marseille.

DOULET, (Mme) boulevard de la Magdeleine, 2, Marseille.

DREYFUS, René, avocat à la Cour, président de la *Société du Refuge du Plessis-Piquet*, rue de Monceau, 81, Paris.

DREYFUS, Albert, docteur en droit, rédacteur à la Préfecture de la Seine, rue Lallier, 3, Paris

DREYFUS, Jules, employé de Banque, rue Lallier, 3, Paris.

DROGOUL, Lucien, avocat, ancien bâtonnier, rue Saint-Ferréol, 71, Marseille.

DUCHAUFFOUR, Alfred, docteur en droit, juge au Tribunal civil de la Seine, 3, rue de la Terrasse, Paris.

DUCHAUFFOUR (Mme), Alfred, rue de la Terrasse, 3, Paris.

DUCHAUFFOUR, Marcel, étudiant, rue de la Terrasse, 3, Paris.

DUCHAUFFOUR, Bernard, étudiant, rue de la Terrasse, 3, Paris

DUCOS (La comtesse Bathilde), rue Prémontier, 11 *bis*, Paris.

DUCREUX, Gustave, négociant, rue Montée-de-Lodi, 12, Marseille.

DUCROUX, Armand, premier président de la Cour d'Appel, Riom.

DUGAS, Fernand, avocat, ancien bâtonnier, Alais.

DUMONTEIL-LAGRÈZE, Gabriel, directeur de l'Exploitation de la *Compagnie des Messageries Maritimes*, quai de la Joliette, 2, Marseille.

DUPUY (Mme), inspectrice générale des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, rue Poisson, 10, Paris.

DUVERGER, avocat, conseiller général des Bouches-du-Rhône, rue Haxo, 16, Marseille.

ESCOFFIER, Paul, conseiller à la Cour d'Appel, rue de Patay, 15, Orléans.

ESTIER, Nicolas, avocat, ancien président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, rue Paradis, 76, Marseille.

ESTIER (Mme), Nicolas, rue Paradis, 76, Marseille.

ESTRANGIN, Alexis, avoué, rue Paradis, 36, Marseille.

ESTRINE, Lucien, membre de la Chambre de Commerce, rue Saint-Jacques, 35, Marseille.

EYNARD DE MONTRICHER (Mme), boulevard Notre-Dame, 52, Marseille.

FABRE, Eugène, avoué, rue Haxo, 11 A, Marseille.

FERDINAND-DREYFUS, avocat à la Cour, membre des Conseils Supérieurs des Prisons et de l'Assistance Publique, avenue de Villers, 98, Paris.

FERNANDEZ, Gustave, président de la Société *Dante Alighieri*, rue Paradis, 395, Marseille.

FEUILLOLEY, Germain, avocat général à la Cour de Cassation, rue François Ier, 19, Paris.

FOUQUE (L'abbé), directeur du pensionnat des Saints-Anges, rue Diendé, Marseille.

FOURNIER, ancien commissaire de la Marine en retraite, inspecteur de la *Société Marseillaise de Patronage des Libérés et des Adolescents*, rue de Lodi, 41, Marseille.

FOURNIER, Elie, avocat, rue Montaux, 24, Marseille.

FOURNIER (Mme), rue, Montaux 24, Marseille.

FRANCART, Henry, avocat, secrétaire du *Patronage des enfants moralement abandonnés de Mons*, Mons (Belgique).

FRIOLET (L'abbé), Pierre, aumônier de la prison des Présentines, rue Rougier, 4, Marseille.

FRISON, Marc, avocat-avoué, juge suppléant au Tribunal civil, membre du Comité de *Patronage des Enfants moralement abandonnés*, Tournai (Belgique).

FRITSCH ESTRANGIN, Emile, négociant, rue Grignan, 49, Marseille.

FRONTIN (de), Marx, ancien pasteur, aumônier de la Colonie Pénitentiaire de Villeneuve-sur-Lot, Laparade, par Clairac.

GALULA, J., rue Paradis, 331, Marseille

GALULA (Mme), J., rue Paradis, 331, Marseille.

GARDAIR, Augustin, avocat, secrétaire général de la *Société marseillaise de Patronage des Libérés et des Adolescents*, rue Paradis, 68, Marseille.

GARDAIR (Mme) Augustin, rue Paradis, 68, Marseille.

GARDAIR, Léonce, avocat, rue Paradis, 50, Marseille.

GARNIER, Edouard, avocat, rue Grignan, 27, Marseille.

GARRIGUES, Roger, avoué, conseiller municipal, rue Grignan, 31, Marseille.

GAS, Auguste, ancien avoué, avocat, président de l'*Œuvre de bienfaisance des Prisons*, rue Victor-Clappier, 24, Toulon.

GAUTHIER, Henri, procureur de la République, Gray.

GAUTIER, Henri, avocat, rue Montgrand, 38, Marseille.

GED, Antoine, directeur du *Journal de Marseille*, rue Sainte, 6, Marseille.

GENSE, Emile, avocat à la Cour d'Appel de Paris, rue Blanche, 72, Paris.

GENTY, Frédéric, président du Tribunal civil, président de la *Société de Patronage et de Sauvetage de l'enfance en danger moral*, Bône.

GERARDIN, Joseph-Camille, professeur à la Faculté de Droit, rue de Rennes, 73, Paris.

GERAUD, Jean, avocat, rue Montgrand, 48, Marseille.

GERIN (Mme) Camille, secrétaire du *Patronage des Détenues et Libérées*, rue Michelet, 27, Saint-Etienne.

GERMAIN, Just, avoué, président de la *Société de Patronage des Libérés et Sauvetage de l'enfance*, Meaux.

GHEERBRANT, G., juge au Tribunal Civil, boulevard Baille, 11, Marseille.

GIRAUD, Charles, premier président de la Cour d'appel, Aix.

GIRAUD (Mme), Charles, rue de l'Opéra, 18, Aix.

GODDE, Charles, avocat à la Cour, rue Duguesclin, 107, Lyon.

GOIRAND, Charles, avocat, rue de la Darse, 31, Marseille.

GRAMACCINI, Camille, Directeur de la Maison centrale, Clermont (Oise).

GRANDVAL, Alphonse, avocat, président de l'*Association de secours aux Gens de mer de la Méditerranée*, rue Haxo, 23, Marseille

GRANIER, président du Comité des Inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'Intérieur, rue Boileau, 47, Paris.

GRIMANELLI, Périclès, directeur de l'Administration Pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur, rue Cambacères, 11, Paris.

GRIMANELLI (Mme) Hélène, rue Cambacères, 11, Paris.

GRIZOT, Arthur, juge d'instruction, Toulouse.

GUASTALLA, Albert, avoué près la Cour d'appel, avenue Victor-Hugo, 24, Aix.

GUASTALLA (Mme) Albert, avenue Victor-Hugo, 24, Aix.

GUERIN-PELISSIER, Louis, manufacturier, secrétaire général fondateur de l'*Office Central Lillois des Institutions sociales et charitables*, rue des Stations, 75, Lille.

GUIGOU, Adolphe, courtier, boulevard de la Liberté, 1, Marseille.

GUILLARD, avocat, secrétaire adjoint du *Comité de défense des Enfants traduits en justice*, rue Thiers, 111, Le Havre.

GUINARD, Auguste, architecte, vice-président de l'*Assistance par le Travail*, cours Lieutaud, 110, Marseille.

GUYON, Albert, procureur de la République, Marseille.

GUYON (Mme), Albert, rue Saint-Jacques, 66, Marseille.

HAREL, Albert, président de Chambre à la Cour d'Appel, boulevard Haussman, 157, Paris.

HEIRIES, Paul, avocat, ancien bâtonnier, rue des Epinaux, 9, Aix.

HENRIET, Jules, ingénieur, administrateur de la *Société Protectrice de l'enfance* président de l'Université Populaire " *Le Foyer du Peuple* " de Marseille, rue Paradis, 204, Marseille.

HOUDOY, R.-J.-Armand, avocat, ancien bâtonnier, président du *Comité de Défense de Lille*, délégué de la *Société de Patronage des enfants moralement abandonnés et des libérés du département du Nord*, square Jussieu, 8, Lille.

HOUDOY (Mme), Jeanne, square Jussieu, 8, Lille.

HUGUES, A, entrepreneur, rue Paradis, 31, Marseille.

HUOT, Joseph, architecte, rue Daumier, 40, Marseille.

ISNARD, Henri, conseiller à la Cour d'Appel, président de la *Société de Patronage des prisonniers libérés du Cher*, rue Bourbonnoux, 51, Bourges.

JAUFFRET, Wulfran, avocat, secrétaire général du *Comité de Défense des enfants traduits en justice*, rue Haxo, 22, Marseille.

JAUFFRET (Mme), Wulfran, rue Haxo, 22, Marseille.

JAUFFRET, Alfred, avocat à la Cour d'appel, rue des Epinaux, 13, Aix.

JEAN, Victor, avocat, conseiller général des Bouches-du-Rhône, rue Saint-Ferréol, 71, Marseille.

JOLANS (de) Albert, publiciste, villa Albertini, Nice.

JOLY, Henri, ancien professeur, doyen honoraire, vice-président de la *Société Générale des Prisons et de la Société d'Economie Sociale*, 3, rue Boissonade, Paris.

JOURDAN, Joseph, avocat, ancien député, rue Montgrand, 44, Marseille.

JOURDAN, Alfred, avocat à la Cour d'Appel, cours Gambetta, 43, Aix.

JOURDAN, Th., notaire, rue Montgrand, 52, Marseille.

KAHN, Zadoc, grand rabbin de France, rue Saint-Georges, 17, Paris.

KLOTZ, Victor, parfumeur, place Vendôme, 18, Paris.

KOCH, Lucien, avocat, rue Montgrand, 62, Marseille.

LACHAUX, Georges, docteur en médecine, ancien interne des Asiles de Paris, boulevard Louis-Salvator, 8, Marseille.

LADRIÈRE (de), Alexandre, attaché à l'Administration des prisons de Belgique, docteur en droit, rue Masin, 71, Bruxelles.

LAGET, Emile, docteur en médecine, médecin des Prisons, Professeur à l'Ecole de Médecine, rue Consolat, 72, Marseille.

LAGUESSE, Alexandre, directeur de la Maison Centrale de Poissy, et de la Circonscription Pénitentiaire de Poissy (Seine-et-Oise).

LANNELONGUE (Mme), présidente de l'*Œuvre de préservation et de réhabilitation des jeunes filles de 15 à 25 ans*, rue François-Ier, 3, Paris.

LARNAC, Léonce, secrétaire général de la *Société Centrale de patronage pour les libérés*, secrétaire de la libération conditionnelle au Ministère de l'Intérieur, rue du Débarcadère, 17, Paris.

LEGRAS, Arthur, docteur en médecine, expert près les Tribunaux, médecin de l'Infirmerie spéciale des Aliénés, près le dépôt de la Préfecture de police, passage Saulnier, 7, Paris

LEON, Anselme, conseiller à la Cour d'Appel, administrateur de la *Société de Patronage des Prisonniers Libérés*, rue du Tondu, 227, Bordeaux.

LEHR, Henry, pasteur de l'Eglise Réformée, rue Saint-Thomas, 20, à Chartres (Eure-et-Loir).

LEREDU, Georges, avocat à la Cour d'Appel de Paris, membre de la *Société de Médecine Légale de France*, rue de Paradis, 42, Paris.

LE SERRURIER, Ch., administrateur honoraire des Douanes, rue Montaux, 54, Marseille.

LEVY, Raphaël, rabbin, rue du Pas-de-la-Mule, 6, Paris.

LIEUTIER, Fabien, avoué, rue Saint-Ferréol, 72, Marseille.

LIVON, Alexandre, industriel, traverse du Chapitre, 28, Marseille.

LIVON (Mme), Alexandre, inspectrice du *Patronage des Libérés*, traverse du Chapitre, 28, Marseille.

LIVON, Fernand, traverse du Chapitre, Marseille.

LOGE MAÇONNIQUE (la), RÉUNION DES AMIS CHOISIS (la), rue Piscatoris, 24, Marseille.

FLORY, professeur au Lycée de Marseille, délégué.

LORME-CARRIE (Mme), Isabelle, boulevard de Strasbourg, 105, Le Havre.

LOUICHE-DESFONTAINES, avocat à la Cour d'Appel, secrétaire général de l'*Union des Sociétés de Patronage de France*, rue Washington, 31, Paris.

LUNG, Gustave, négociant, secrétaire adjoint de la *Société de Patronage des prisonniers libérés*, rue Arnaud-Mique, 36, Bordeaux.

LUNG (Mme), Gustave, née SILLIMAN, rue Arnaud-Mique, 36, Bordeaux.

LUZE (Mme de), Francis, présidente du *Relèvement moral et du Patronage des libérés*, cours des Jardins-Publics, 27, Bordeaux.

LYON (Mme), rue de France, 53, Nice.

MAGNOL, Joseph, professeur suppléant à la Faculté de Droit, docteur en droit, secrétaire de la *Société de Patronage*, rue du Peyron, 20, Toulouse.

MAHYET, Hilaire, juge d'instruction, cours Julien, 28, Marseille.

MALAVIALLE, Marcel, avocat, rue Montgrand, 36, Marseille.

MALGAT, Jean-Joseph, docteur en médecine, médecin de la Maison cellulaire, rue Masséna, 15, Nice.

MALLEIN, Victor, procureur de la République, Saint-Etienne (Loire).

MALLET, Eugène, avocat, rue de la Darse, 31, Marseille.

MANSAIS, Jules, référendaire au Sceau de France, secrétaire général de l'*Œuvre des Libérés* de Saint-Lazare, vice-président de la *Société des Crèches*, rue Fortuny, 16, Paris.

MARCILLAUD DE BUSSAC, Henri-Louis, Président de Chambre à la Cour d'Appel, président du *Comité de Défense des Enfants traduits en justice*, rue de St-Genès, 55, Bordeaux.

MARGUERY, Ernest, avocat, ancien adjoint au maire de Marseille, rue Wulfran-Puget, 4, Marseille.

MARGUERY (M^me^), Ernest, rue Wulfran-Puget, 4, Marseille.

MARGUERY, Jean, étudiant en Droit, élève à l'Ecole des Science Politiques, rue des Boulangers, 44, Paris.

MARGUERY (M^lle^), Valentine, rue Wulfran-Puget, 4, Marseille.

MARIN, Fernand, vice-président du Tribunal Civil, secrétaire général de l'*Œuvre des Enfants abandonnés de la Gironde*, allées Damour, Bordeaux.

MARTIN, Jean, ancien juge au Tribunal de Commerce, allées de Meilhan, 9, Marseille.

MARTIN-FAVENC, Georges, pasteur de l'Eglise Réformée, aumônier des Prisons, rue Nicolas, 28, Marseille.

MASBRENIER, Adolphe-Lucien, Docteur en médecine, médecin en chef de l'Hôpital Civil et de la Maison Centrale de Melun, président de la *Société de Patronage des Libérés et d'assistance par le travail*, avenue Thiers, 16, Melun.

MASSON, Maurice, avocat, ancien bâtonnier, cours Mirabeau, 32 Aix.

MASTIER, Georges, Préfet des Bouches-du-Rhône, Hôtel de la Préfecture, Marseille.

MASTIER (M^me^), Georges, Hôtel de la Préfecture, Marseille.

MATHIEU (M^me^ veuve), Dame du Vestiaire des jeunes libérées du département de la Seine, rue Saint-Maur, 1, Paris.

MAUREL-JOURDAN, Frédéric, avocat, Docteur en droit, rue Montgrand, 58, Marseille.

MAYRARGUE, Georges, Avocat, vice-président de l'Université Populaire, rue Gubernatis, 21, Nice.

MAZADE, docteur en médecine, inspecteur de l'Assistance Publique, boulevard de la Magdeleine, 82, Marseille.

MAZADE (M^lle^), boulevard de la Magdeleine, 82, Marseille.

MAZUC DE GUERIN DE CAYLA, avocat, rue de la Darse, 28, Marseille.

MEGE (M^lle^), Nice.

MENARD, Eugène-Pierre, avocat, rue Venture, 19, Marseille.

MESNARDS (M^me^ des), Marguerite, secrétaire administrateur du *Patronage des détenues et des Libérées de Saintes*, Saintes.

MILHAU, Louis, adjoint au maire, rue Paradis, 417, Marseille.

MILHAUD, Gabriel, président du Tribunal de Commerce, rue du Bras d'Or, Aix.

MILHAUD, Emile, avenue du Prado, 103, Marseille.

MILLETEAU, Albert, sous-préfet, président de la *Société de Patronage des prisonniers libérés de Valenciennes*, Valenciennes (Nord).

MILLIARD (l'Abbé), aumônier de la Petite Roquette, rue Saint-Maur, 1, Paris.

MIRABAUD, Albert, banquier, président de la *Colonie agricole et industrielle protestante de Sainte-Foy*, rue de Provence, 56, Paris.

MONCEAU DE BERGENDAL (le comte du), Louis-François, juge de paix suppléant à Wavres, Boulez, près Wavres (Belgique).

MONPILLIE, Georges-Joseph, négociant, cours d'Aquitaine, 110, Bordeaux.

MONTAUT (de), avocat à la Cour d'Appel, juge suppléant, Nimes.

MONTRICHER (DE) H., ingénieur, boulevard Notre-Dame, 52, Marseille.

MONTUS, Paul, négociant, cours Pierre Puget, 24, Mareille.

MONTUS, Edmond, négociant, ancien adjoint au maire de Marseille, inspecteur départemental de l'Enseignement technique, rue Pisançon, 14, Marseille.

MONTVALLON (de), Gabriel, substitut du Procureur de la République, secrétaire général de la *Société de patronage des Libérés et du Sauvetage de l'Enfance*, Carpentras.

MOREL D'ARLEUX, Charles, notaire honoraire, avenue de l'Opéra, 13, Paris.

MORIN (M^me^ veuve), rue Va-à-la-Mer, 10, Marseille.

MOTET, docteur en médecine, membre de l'Académie de Médecine, 61, rue de Charonne, Paris.

MUSCAT, Emile, avocat, Nice (Alpes-Maritimes).

MUSELLI, François-Marie, capitaine en retraite, directeur de la *Société lyonnaise du patronage des Libérés*, rue Confort, 6, Lyon.

MUSSO, Gaëtan, entrepreneur général des Services industriels et Economiques de la 30^e^ Circonscription Pénitentiaire, boulevard Chave, 42, Marseille.

NATHAN, Abel, avocat, rue Montgrand, 54, Marseille.

NATHAN (M^me^) Abel, rue Montgrand, 54, Marseille.

NÈGRE, Ernest, ancien aumônier des prisons, Toulon.

NICATI, (M^me^) Adèle, rue Grignan, 37, Marseille.

NIEL, Robert, entrepreneur et fournisseur de la marine, boulevard du Pont-Vieux, 20, Nice.

NUGUE, négociant, vice-trésorier de la *Société marseillaise de Patronage des libérés*, cours Lieutaud, 176, Marseille.

NUGUE (M^me^), cours Lieutaud, 176, Marseille.

NUGUE (M^lle^), cours Lieutaud, 176, Marseille.

ŒUVRE DES LIBÉRÉES DE SAINT-LAZARE, 14, place Dauphine (M. SIMON, vice-président).

ŒUVRE DU PATRONAGE DES LIBÉRÉS DE FLORENCE.

OPPEZI de CHERIO (M^me^) (la comtesse) Maria Emma, inspectrice adjointe des services administratifs au Ministère de l'Intérieur, rue Raynouard, 51, Paris.

ORSINI, capitaine en retraite, directeur du *Patronage des libérés et des adolescents*, rue des Vertus prolongée, Marseille.

OSTER (M^me^) Claire, ancienne administratrice déléguée du *Patronage des détenues et des libérés*, rue de Tournon, 12, Paris.

OSTERMANN, président de patronage, Chemin-Neuf de St-Jean, 11, Genève.

PAGÈS, Paul, arbitre de commerce, président du Grand Conseil des Sociétés de secours mutuels, rue de la République, 11, Marseille.

PAPARELLO (M^me^ Vve), doyenne enquêteuse de la *Société Protectrice de l'Enfance*, Villa des Trois-Pins, batterie du Prophète, Marseille.

PARROCEL, Pierre, juge d'instruction, rue Saint-Ferréol, 51, Marseille.

PASSEZ, Ernest, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 122, Paris.

PASSEZ, (M^lle^) Cécile, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 122, Paris.

PASSEZ, Marcel, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 122, Paris.

PATRON (l'abbé), directeur de l'Asile de Grillaud, à Saint-Joachim (Loire-Inférieure).

PAUL-BONCOUR, Georges, docteur en médecine, médecin du service biologique à l'école Théophile-Roussel, ancien interne des Hôpitaux et de l'Hospice de Bicêtre (section des enfants nerveux et arriérés), faubourg Saint-Honoré, 164, Paris.

PAUWELS, président du *Patronage*, avenue Charlotte, 13, Anvers.

PELISSIER, Léon-G., professeur d'histoire à l'Université de Montpellier, membre non résident du Comité des Travaux historiques, villa Leyris, boulevard Jean Jacques-Rousseau, Montpellier.

PÉNISSOU, Fernand, pasteur, directeur de la Colonie protestante Agricole et Industrielle de Sainte-Foy (Dordogne), par Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), membre du Conseil Central de l'*Union des Sociétés de Patronage de France*, Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

PERRIN, Félix, avoué, rue Montgrand, 21, Marseille.

PERRIN, Jean, notaire honoraire, président de la *Société de Patronage des Libérés de l'un et de l'autre sexe* à Lyon, et de la *Société lyonnaise pour le sauvetage de l'enfance*, cours du Midi, 19, Lyon.

PETIT, Charles, président honoraire de la Cour de cassation, Urrugne par Saint-Jean-le-Luz (Basses-Pyrénées).

PEYRONEL, D.-L., avocat, cours Lieutaud, 113, Marseille.

PEYSSON, Honoré, huissier, rue Paradis, 11, Marseille.

PHILIPPE, Jean, premier adjoint au maire de Toulouse, membre du *Comité de surveillance des Prisons* et du *Comité de Patronage des Libérés*, boulevard Carnot, 14, Toulouse.

PIEGAY, Edouard, ancien conseiller de préfecture, rue Notre-Dame-de-Lorette, 42, Paris.

PIERRE, Eugène, avocat, adjoint au maire, rue Paradis, 38, Marseille.

PIJOTAT, Georges, avocat, rue Paradis, 46, Marseille.

PLEUC (M^me^ de), rue d'Arcole, 8, Marseille.

POLLAK, Fernand, avocat, rue Montgrand, 1, Marseille.

POMMIER (M^me^), rue Breteuil, 57, Marseille.

PORTEU, Gontran, greffier en chef du Tribunal civil de Marseille, rue Saint-Jacques, 6 *a*, Marseille.

POUCEL, Paul, avoué, rue Montgrand, 68, Marseille.

POUPARDIN, Marc, négociant, trésorier de la *Société marseillaise de Patronage des Libérés et des Adolescents*, rue des Pierpus, 1, Marseille.

PRUDHOMME, Henri, juge au Tribunal civil, vice-président, de la *Société de Patronage des Enfants moralement abandonnés et Libérés* du département du Nord, et du *Comité de Défense des Enfants traduits en Justice* de Lille, membre de la Commission de Surveillance des Maisons d'arrêt de Lille et de Saint-Bernard, rue Solférino, 234, Lille (Nord).

PRUDHOMME (M^me^), Henri, rue Solférino, 234, Lille (Nord).

PRUDHOMME, Henri-Emmanuel, étudiant, rue Solférino, 234, Lille.

PURNOT, Eugène-Adolphe-Paul, juge au Tribunal civil, Château-Thierry

PURNOT (M^me^), née de CHALLEMAISON, Château-Thierry.

RACK, Edouard, procureur général, Rouen.

RACK (M^me^), Rouen.

RAMON ALBO ET MARTI, avocat, conseiller municipal, président du *Patronage des Enfants prisonniers et abandonnés*, secrétaire de l'*Association générale pour la Réforme Pénitentiaire en Espagne*, membre de la Junte officielle des prisons, et du *comité de protection de la maison de réforme*, rue d'Archs, 1, Barcelone.

RAMPAL, Auguste, avocat, ancien secrétaire général de la *Société marseillaise du Patronage des Libérés et des Adolescents*, rue Montgrand, 44, Marseille.

RAVEL, J.-M.-A., avocat, rue Bernex, 8, Marseille.

RAYNAL, Jean, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, rue Alphonse-de-Neuville, 31, Paris.

REGIS, Jules, avoué, rue Montgrand, 22, Marseille.

REMOND, Maurice, avocat à la Cour de Paris, quai d'Orsay, 11, Paris.

RENAUDIN, Victor, avocat, rue Grignan, 27, Marseille.

RENUCCI, Pierre, juge au Tribunal civil, rue des Princes, 18, Marseille.

REVEILLAT, entrepreneur du Dépôt de Mendicité, rue du Théâtre-Français, 3, Marseille.

REVERDIN, J., avocat général, rue des Tourneurs, 13, Toulouse

REVOL, Amédée, avoué à la Cour d'Appel, Aix.

REY, Philippe, docteur en médecine, médecin en chef de l'Asile des Aliénés de Montperrin, Aix.

REY (M^me^) Philippe, directrice du collège de jeunes filles, Béziers

REYNAUD, Gustave Adolphe, docteur en médecine, médecin en chef des Colonies en retraite, professeur d'Hygiène à l'École de Médecine et à l'Institut Colonial, cours Lieutaud, 126, Marseille.

REYNAUD, (M^me^), Cours Lieutaud, 126, Marseille.

REYNAUD (l'abbé), aumonier de la colonie correctionelle d'Eysses, Villeneuve-sur-Lot.

RICARD Fernand, avocat, cours Lieutaud, 9 a, Marseille.

RICHAUD (M^lle^) Marie, Œuvres philanthropiques pour jeunes filles, rue Edouard Charton, 6, Versailles.

RIGAUD, Paul, avocat, ancien bâtonnier, rue Lafon, 18, Marseille.

RIGAUD, Casimir, avocat, docteur en droit, rue Roux-Alphéran, 33, Aix.

RIGOT, Eugène, conseiller honoraire à la Cour d'Appel de Lyon, président du Comité consultatif de l'*Œuvre des jeunes filles libérées* de Sainte-Foy-lès-Lyon, vice-président du Conseil d'administration de l'*Asile Saint-Léonard* de Couzon-au-Mont-d'Or (Rhône), Fontaines sur Saône (Rhône).

RIGOT (M^me^) Jeanne, Fontaines-sur-Saône (Rhône).

RIGOT, Ernest, avocat à la Cour d'Appel de Lyon, Fontaine-sur-Saône.

RIOCREUX, Georges, industriel, membre perpétuel de la *Société d'Economie Sociale*, rue Saint-Guilhem, 18, Paris.

RIVIERE, Albert, secrétaire général de la *Société des Prisons*, rue d'Amsterdam, 52, Paris.

RIVIÈRE (M^me^) Albert, dame patronesse des hôpitaux, membre de la *Société de Protection des Engagés volontaires*, rue d'Amsterdam, 52, Paris.

RIVIÈRE, Louis, membre du Conseil de la *Société de Patronage des jeunes adultes* rue Jouffroy, 91, Paris

ROCHE, Joseph, avocat, trésorier du *Comité de Défense des Enfants traduits en Justice*, rue Montgrand, 70, Marseille.

RODEL, Henri, substitut du Procureur général, secrétaire général de la *Société de Patronage des Prisonniers libérés*, secrétaire de la Commission de Surveillance des Prisons, rue de Condé, 1, Bordeaux.

RODOCANACHI, Michel, vice-président de la *Société marseillaise de Patronage des Libérés et des Adolescents*, allées des Capucines, 10, Marseille.

RODRIGUES, Amédée, banquier, ancien membre de la Chambre de Commerce, rue Montgrand, 39, Marseille.

RODRIGUES, Georges, rue Montgrand, 39, Marseille.

ROGER, Léon, adjoint au maire, rue Grignan, 2, Marseille.

ROL, Philippe, juge de paix, licencié en droit, rue de l'Abbé-de-l'Epée, 15, Marseille.

ROLLAND, Pierre, avocat, rue de la Darse, 31, Marseille.

ROLLAND (Mme Pierre), 14, boulevard Salvator, Marseille.

ROLLET, Henri, avocat à la Cour de Paris, directeur du journal *l'Enfant*, avenue du Château, Bellevue (Seine-et-Oise).

ROQUE (de la), baron ADHEMAR, propriétaire, maire d'Esclassan, l'Estaque-Marseille.

ROSE, Louis, avoué, Aix.

ROSE, Louis (Mme), rue des Epinaux, 6, Aix.

ROSSI (de), président honoraire du Tribunal civil de Marseille, boulevard Sakakini, 5, Marseille.

ROSTAND, Eugène, membre de l'Institut, président de l'*Assistance par le Travail*, rue Montaux, 14, Marseille.

ROUQUET, Jean, conseiller à la Cour d'Appel, Montpellier.

ROUQUET (Mme) Jean, secrétaire de la *Société de Patronage des Détenues et Libérées*, Montpellier.

ROUSSET, Gabriel, avoué, rue Haxo, 23, Marseille.

ROUSSET, Eugène, avoué, rue Grignan, 35, Marseille.

ROUSSET, Joseph, avocat, avoué honoraire, rue Haxo, 23, Marseille.

ROUSSET (l'Abbé), directeur de l'*Asile Saint-Léonard*, à Couzon-au-Mont-d'Or (Rhône).

ROUSSET-ROUVIÈRE Edouard-Joseph-Marie, avoué, rue Venture, 11, Marseille.

ROUSSIN, Jean-Marie-Frédéric, avocat, rue Pavillon, 9, Marseille.

ROUX, Jules, docteur en médecine, cours Lieutaud, 15, Marseille.

ROUX-MARTIN, avocat, rue Montgrand, 44, Marseille.

ROUZAUD, J.-C., industriel, rue de la République, 50, Marseille.

ROZÈS, Joseph, avocat à la Cour d'Appel, secrétaire du *Comité de Défense des Enfants traduits en Justice*, rue Lapeyrouse, 9, Toulouse.

ROZÈS, Albert, membre de la *Société d'Assistance par le Travail*, rue Lapeyrouse, 9, Toulouse.

ROY, Ferdinand, industriel, vice-président de la *Société de Patronage des prisonniers libérés protestants*, place Malesherbes, 24, Paris.

RUSSIER, pasteur, secrétaire de la *Société de Patronage des jeunes libérés de la Colonie* de Sainte-Foy (Gironde).

SAINT-QUENTIN, Fénelon, avocat, docteur en droit, président de la Commission de permanence du *Patronage des libérés*, Valenciennes.

SAINT-QUENTIN (Mlle), Pauline, membre de la Société de Patronage, Valenciennes.

SAMAMA, Nissim, avocat, président du Bureau des étrangers au *Patronage des libérés*, vice-trésorier du Patronage, avenue du Prado, 194, Marseille.

SAMAMA (Mme), Nissim, avenue du Prado, 194, Marseille.

SANGOUARD (Mme), Coralie, 16, rue Bleue, Paris.

SARRAZIN, avocat à la Cour d'appel, ancien bâtonnier, président du *Comité de défense et de protection des mineurs traduits en justice de Rouen*, Rouen.

SARRAZIN, Jean, avocat à la Cour d'Appel, Rouen.

SAVY, Louis-Charles, avoué, rue Paradis, 46, Marseille.

SCEMAMA Victor, étudiant, allées des Capucines, 49, Marseille.

SEGOND, Alfred, avocat, rue Montgrand, 43, Marseille.

SEGUIN, Charles, avocat, rue de la Darse, 28, Marseille.

SEGUIN, Félix, avoué, rue de la Darse, 28, Marseille.

SEMAMA, Moïse, cours du Chapitre, 37, Marseille.

SEMAMA (Mme), Moïse, cours du Chapitre 37, Marseille.

SEMAMA (Mlle), Juliette, cours du Chapitre, 37, Marseille.

SEMAMA, Eugène, cour du Chapitre, 37, Marseille.

SEMAMA, Joseph, cours du Chapitre, 37, Marseille.

SICARD, Fréderic, place de la Bourse, 11, Marseille.

SIGNORET, Charles, avoué, rue Paradis, 43, Marseille.

SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES MINEURS DE TURIN, *via* Arcis, 3, Turin.

SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES PRISONNIERS LIBÉRÉS DE BORDEAUX (la), rue Malbec, 97, Bordeaux.

SOCIÉTÉ DE PATRONAGE DES PRISONNIERS LIBÉRÉS PROTESTANTS (la), représentée par son agent général M. Etienne MATTER, ingénieur des Arts et Manufactures, rue Fessart, 36, Paris.

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DU PATRONAGE DES LIBÉRÉS ET ADOLESCENTS, rue des Vertus prolongée, Marseille.

STEFANI, Antide, gardien chef de la maison d'Arrêt, Tarascon.

STEIN (Mlle), Berthe, visiteuse des prisons, membre du Conseil d'administration du *Patronage des libérées et des détenues*, rue du Dulong, 70, Paris.

SUCHET, Francis, avocat, ancien bâtonnier, rue Grignan, 27, Marseille.

TALON, Eugène, avocat, bâtonnier de l'Ordre, rue Haxo, 23, Marseille.

TALON (M^me^), Eugène, rue Haxo, 23, Marseille.

TAVERNIER, Henri, greffier du Tribunal civil, Aix.

TAXIL-FORTOUL, notaire, rue Montgrand, 46, Marseille.

TEISSEIRE, Raymond, avoué, rue Montgrand, 43, Marseille.

TELLIER, Georges, conseiller à la Cour d'appel, rue d'Esquerchin, 27, Douai (Nord).

THÉRY, Edmond, directeur de l'*Economiste Européen*, membre du Conseil supérieur de statistique, boulevard Haussmann, 154, Paris.

THOMAS, Paul, avocat, rue Pelisson, 31, Béziers.

THRAEN-JAUGE (M^me^), rue de la Douane, 19, Marseille.

TIMON-DAVID, juge de paix, Carpentras.

TOY-RIONT, Théodore, négociant, rue Sainte, 71, Marseille.

TOY-RIONT, Maurice, négociant, rue Sainte, 71, Marseille.

TRIBUNAL CIVIL (le) de première instance de Marseille.

TROTEBAS (M^me^), place du Change, 5, Marseille

TURCAS, Francis, président de section au Tribunal Civil de la Seine, rue Labruyère, 36, Paris.

USSLAUB, Léonce, place de la Corderie, 5, Marseille.

VALENSI, Raoul, avocat, rue Pisançon, 14, Marseille.

VALENSI (M^me^), Raoul, rue Pisançon, 14, Marseille.

VALENSI, Edouard, courtier, rue Breteuil, 75, Marseille.

VALRAN, professeur au Lycée, cours Gambetta, 56, Aix.

VAN BROCK, Gaston, avenue Kléber, 30, Paris.

VAN DEN BORREN, Charles-Jean-Eugène, avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles, rue d'Espagne, 181, Bruxelles.

VIALE, A., avocat, rue Montgrand, 44, Marseille.

VIDAL, Georges, professeur à la Faculté de Droit, président de la *Société de patronage et d'assistance par le travail*, secrétaire général du *Comité de Défense des enfants traduits en justice*, rue Saint-Remezy, 12, Toulouse.

VIDAL (M^me^), Thérèse, rue Saint-Remézy, 12, Toulouse.

VIDAL-NAQUET, Albert, avoué, président du *Comité de défense des enfants traduits en justice*, rue Montgrand, 70, Marseille.

VIDAL-NAQUET (M^me^), Albert, rue Breteuil, 31, Marseille.

VIDAL-NAQUET, Aristide, avocat, avoué honoraire, président du Consistoire Israélite, rue Dragon, 41, Marseille.

VIDAL-NAQUET, Emmanuel, directeur de la Cote de la Bourse et de la Banque, place de la Bourse, 1 et 3, Paris.

VIDAL-NAQUET, Charles, directeur de la Cote de la Bourse et de la Banque, place de la Bourse, 1 et 3, Paris.

VIDAL-NAQUET, Edmond, avocat à la Cour d'Appel, rue Pelouze, 12, Paris.

VINCENS, Charles, assureur, vice-président de l'*Association Polytechnique*, rue Nicolas, 9, Marseille.

VINCENT, Jean-Charles, avocat, rue Grignan, 35, Marseille.

VINCENT, Alfred, substitut du Procureur Général, rue Castilhon, 4, Montpellier.

VINCENT (M^me^), rue Castilhon, 4, Montpellier.

VITAGLIANO, avocat, rue St-Ferréol, 71, Marseille.

VITRY, Paul, directeur de la 26^e^ circonscription pénitentiaire, membre du bureau de la *Société de patronage des prisonniers libérés de Bordeaux*, du *Comité de Défense des enfants traduits en justice*, de l'*Œuvre des enfants abandonnés et délaissés de la Gironde*, Fort-du-Hâ, Bordeaux.

VOISIN, Félix, président de la *Société de protection des engagés volontaires*, conseiller à la Cour de Cassation, rue de Milan, 11 *bis*, Paris.

VULLIEZ, Jules, avocat général, Aix.

WARRAIN, Georges, Procureur de la République, Thiers.

WARRAIN (M^me^), Thiers.

WEILL, directeur du *Bon Génie*, rue de la République, 27, Marseille.

DEUXIÈME PARTIE

TRAVAUX PRÉPARATOIRES

RAPPORTS ET NOTES

1re QUESTION

De l'envoi aux colonies comme mode de patronage

Rapporteurs :

M. Louis BERGASSE, docteur en droit, secrétaire adjoint de la Chambre de commerce de Marseille.

M G. BREUILLAC, conseiller à la Cour d'appel de Lyon, vice-président de la *Société des libérés*.

M. Frédéric GENTY, docteur en droit, président du Tribunal civil de Bône (Algérie), président de la *Société de patronage des libérés et de sauvetage de l'enfance en danger moral*, de la même ville.

M. Camille GRAMACCINI, directeur de la Maison centrale de Clermont (Oise).

M. Henri JOLY, vice-président de la *Société générale des prisons* et de la *Société d'économie sociale*.

Dr G. REYNAUD, médecin en chef des colonies en retraite, professeur à l'École de médecine et de l'Institut colonial.

M. Gaston VALRAN, professeur d'histoire au Lycée d'Aix.

M. VULLIEZ, avocat général près la cour d'appel d'Aix.

Rapporteur général :

M. CONTE, juge au Tribunal civil, président de la *Société marseillaise du patronage des libérés et des adolescents*.

RAPPORT

DE

M. Louis BERGASSE

Docteur en droit,
Secrétaire adjoint de la Chambre de commerce de Marseille.

PLAN

Les colonies ont été presque toujours considérées comme des déversoirs pour le rebut de la métropole et comme un moyen de reclassement.

Ne serait-il pas logique, dès lors, pour les Sociétés de patronage de diriger vers ces pays les libérés ?

Deux questions à examiner :

1. *Est-il possible de trouver des places ?*
2. *Le relèvement moral a-t-il chance de s'opérer ?*

Conclusions.

C'est une opinion déjà ancienne et fort répandue que les colonies sont destinées à servir de déversoir à la métropole pour les éléments les moins recommandables de sa population et qu'elles peuvent offrir un moyen de relèvement aux déclassés de nos vieilles sociétés européennes.

Telle est l'idée qui a inspiré un grand nombre de tentatives faites à diverses époques et dans différents pays par les gouvernements.

Ainsi, au XVIII[e] siècle l'Angleterre a envoyé les condamnés et les vagabonds dans ses possessions de la Virginie et de l'Australie.

La Russie pratique la déportation des condamnés en Sibérie ; la France sous Richelieu et sous la Régence fit quelques envois de prisonniers, chiourmes ou gens sans aveu au Canada et dans les Antilles ; depuis un demi-siècle elle transporte les condamnés aux travaux forcés à la Guyane en Nouvelle Calédonie.

Aujourd'hui encore, parmi ceux qui désirent aller aux colonies, on en trouve beaucoup auxquels des fautes ou quelque tare ont rendu la situation difficile dans leur pays et qui espèrent trouver plus aisément aux colonies une situation matérielle et le relèvement social.

Il n'est pas étonnant dès lors que les Sociétés de Patronage des Libérés aient été amenées à envisager l'envoi des libérés aux colonies comme un moyen de réaliser le but de relèvement moral et matériel qu'elles se proposent.

En faveur de cette solution on peut faire valoir d'ailleurs, semble-t-il, trois sortes d'arguments :

1° Le changement de milieu arrachera le libéré à certaines influences mauvaises, à certaines tentations

2° Il sera plus facile de trouver du travail au libéré dans les colonies qu'en France ; parce que dans ces pays neufs les emplois s'offrent en plus grand nombre et qu'il y a moins lieu qu'en France de se préoccuper de la moralité et des antécédents du titulaire.

3° Le reclassement sera plus aisé que dans la métropole. En face de la population indigène, tout Européen a un rang supérieur et c'est une nécessité pour les membres de la colonie européenne de se grouper et de s'entr'aider mutuellement.

Il y a lieu d'examiner si ces arguments sont bien fondés, et à cette question on nous permettra de répondre que l'enquête à laquelle nous avons procédé sur le double point de savoir : *a*. s'il est toujours possible d'envoyer des libérés aux colonies; *b*. si cet envoi sera un bon moyen de relèvement pour les libérés.

A. — Dans la plupart de nos colonies, à l'exception de l'Algérie, Tunisie et de nos possessions océaniennes, le travail manuel est impossible pour l'Européen, qui ne saurait s'y livrer sans inconvénients graves pour sa santé, à raison du climat, et même sans compromettre la dignité de sa race vis-à-vis des indigènes ; les emplois

de ce genre ne pourraient donc convenir aux libérés. Quant aux concessions de terre, il n'y faut pas songer davantage à moins que le libéré n'eut à sa disposition un petit capital de 5.000 ou 10.000 francs au moins. Il reste alors les emplois de commis, surveillant, contre-maître dans une exploitation industrielle, commerciale ou agricole et c'est sur ceux-là surtout qu'il y aurait lieu de compter. Ces emplois ne sont pas assurément très nombreux, mais ils tendent à le devenir à mesure que grandit le développement économique des colonies. Pour remplir certains d'entre eux, tels que surveillant dans une scierie, dans une vanillerie, par exemple, il n'est pas besoin de grandes capacités, ni d'une moralité très haute.

D'autre part, le personnel colonial n'abonde pas, au moins dans certaines colonies, telles que Madagascar. Raison de plus pour faciliter le placement des libérés. Notons toutefois que dans nos établissements de la Côte Occidentale d'Afrique, plusieurs négociants intéressés nous ont déclaré qu'ils tenaient à recruter leur personnel dans les meilleures conditions et que grâce au courant qui se se manifeste de plus en plus pour l'émigration aux colonies, parmi les éléments sains de la population, ils arrivent à obtenir le choix qu'ils désirent.

Aussi l'idée de faire appel à des libérés ne rencontre pas auprès d'eux un accueil favorable, et ils se défient *à priori* d'auxiliaires de cette origine. Cette défiance nous paraît exagérée, car il ne s'agit pas de diriger indistinctement tous les libérés sur les colonies, mais de faire parmi eux, *grâce aux Sociétés de Patronage*, un triage intelligent. Dès lors les chefs d'entreprises coloniales auront chance de trouver dans ces milieux des auxiliaires suffisamment capables et ils pourront se procurer d'ailleurs à l'avance tous les renseignements utiles.

Le placement des libérés aux colonies apparaît donc comme difficile, mais il n'en est pas moins possible dans une certaine mesure.

B. — On conteste que le milieu colonial soit propre à faciliter le relèvement des libérés. Dans la colonie européenne, nous dit-on, qui est fort restreinte et où tout le monde se connaît, l'origine du libéré n'est pas ignorée et il sera mal vu, traité en suspect, tenu à l'écart.

Quant aux races indigènes, il ne peut rien gagner à leur contact. Sa situation sera donc celle d'un isolé, plus encore qu'elle ne le serait en France. Dans la métropole les œuvres et institutions diverses, où trouver un appui, un élément de moralisation, sont nombreuses. Elles sont rares aux colonies. Même le libéré fut-il dans une certaine mesure accepté par la société européenne, il y trouvera moins qu'en France, les bons exemples dont il aurait besoin.

On nous montre enfin ce que deviennent les libérés en Nouvelle-Calédonie. Ils en sont le fléau. « Le libéré qui vient d'achever sa peine ne vaut rien et il est d'autant plus disposé à abuser de cette libération qu'il en a été privé plus longtemps, dit M. L. Simon dans son cours d'enseignement colonial à la Sorbonne. Il ne tarde pas à prouver qu'il ne s'est nullement amendé et son engagiste est le plus souvent obligé de s'en séparer. » Bien que dans presque toutes les maisons les libérés soient bien traités, il est rare cependant qu'on arrive à se les attacher et qu'on conserve les mêmes pendant longtemps. Ils ne peuvent se fixer à rien, mais sont nomades et paresseux, ils dépensent tout leur argent à boire, à acheter de l'alcool pour le revendre aux indigènes qu'ils empoisonnent et exploitent de toutes les manières, ils sèment partout la corruption, le mécontentement, l'esprit de révolte.

M. Paul Leroy-Beaulieu constate également qu'en Australie un des côtés fâcheux du système pénitentiaire, c'était la situation des condamnés après l'expiration de leur peine, quand ils étaient libres de leurs actes et maîtres du fruit de leur travail. Selon Merivale, les anciens convicts se rangent presque tous dans une des classes suivantes : la classe basse et brutale dont les habitudes ne diffèrent en rien de celles des convicts, mais qui étant moins surveillés a plus de facilité à mal faire ; la classe adroite et habile qui court après la fortune et qui y arrive presque toujours par toutes sortes de moyens véreux.

Il est certain qu'une forte discipline est bien nécessaire aux libérés pour les maintenir dans la bonne voie et qu'elle leur manque particulièrement aux colonies. C'est là une lacune particulièrement grave. Mais ne pourrait-on, dans une certaine mesure, l'atténuer

au moyen des stipulations du contrat par lequel le libéré s'engagerait au service d'une entreprise coloniale, et qui lui imposerait une discipline rigoureuse ? Il y aurait, nous semble-t-il, quelque chose à faire en ce sens. Le P. Piolet, si hostile qu'il soit à l'envoi des anciens condamnés aux colonies, reconnaît que ce système serait acceptable à condition de voir toujours en eux d'anciens condamnés ayant quelque chose à expier, à moins toutefois qu'ils ne donnent les preuves les plus sérieuses d'amendement et qu'on les maintienne sous une discipline de fer pour peu qu'ils retombent dans leurs vices.

D'autre part, remarquons que si les libérés forment un très mauvais élément en Australie et en Nouvelle-Calédonie, c'est qu'ils y forment un groupe nombreux composé indistinctement de tous les condamnés sortis du bagne. Les résultats ne seraient pas les mêmes dans notre système puisque les Sociétés de patronage feraient un choix judicieux des libérés à envoyer aux colonies et que ceux-ci s'y trouveraient en bien petit nombre disséminés dans la population honnête.

Enfin, nous croyons que pour certains tempéraments et certains criminels le changement de milieu et la vie des colonies sont susceptibles d'avoir des effets salutaires. Il n'est pas niable que de bons résultats aient été ainsi obtenus dans la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-Calédonie, l'Australie, là surtout où les condamnés ont été bien encadrés, suffisamment isolés de leurs congénères et soumis à une forte discipline (1)

Conclusions

La rapide étude que nous venons de faire nous amène aux conclusions suivantes :

L'envoi des libérés aux colonies rencontre de sérieuses objections à cause :

1° Du petit nombre relatif d'emplois disponibles ;

2° De la défiance des colons et Compagnies coloniales ;

(1) P. Leroy Beaulieu « De la colonisation chez les peuples modernes » ; P. Piolet « La France hors de France ».

3° Du niveau moral des colonies.

Mais nous croyons néanmoins que, si restreint soit-il, un débouché existe aux colonies pour les libérés et qu'il peut être utilisé.

Les deux dernières objections seront d'ailleurs grandement atténuées par l'action des Sociétés de patronage qui feront un choix judicieux des éléments les plus sains physiquement et moralement, qui renseigneront utilement les chefs d'entreprise, pourront même peut-être entrer en rapport avec les « autorités sociales des colonies » en vue d'assurer, outre-mer, le patronage des libérés.

En s'adressant à l'Union Coloniale Française, au Comité Dupleix et à l'Office Colonial, nos sociétés auront connaissance des emplois disponibles, des entreprises avec lesquelles il sera utile d'entrer en relations pour le placement des libérés.

C'est dans ces conditions que nous envisageons la possibilité de l'envoi des libérés aux colonies comme mode de patronage.

RAPPORT

DE

M. G. BREUILLAC

Conseiller à la Cour d'appel de Lyon
Vice-Président de la Société des Libérés

C'est avec juste raison que notre commission d'organisation a recommandé de ne pas reprendre sur la colonisation pénale une discussion épuisée et bonne pour un congrès pénitentiaire. Le profit en serait nul et il vaut mieux se borner à remplir un programme plus modeste, mais tendant à des résultats pratiques.

A Lyon, comme au siège de toute société de patronage un grand nombre de patronnés demandent de les envoyer dans une quelconque de nos colonies. Peut-on leur faire une réponse affirmative et dans quelles conditions ce mode de patronage peut-il être exercé utilement ? Si nous trouvons à cette question une solution qui concilie les différents intérêts en présence un pas de plus sera fait dans l'œuvre de relèvement que nous poursuivons.

Tout d'abord observons que dans plusieurs de nos colonies d'outre-mer les conditions climatériques interdisent à l'européen de se livrer à un travail manuel. Or, comme on ne saurait confier à nos protégés, dans la période qui suit l'époque de la libération, la surveillance d'une exploitation industrielle et agricole, il en suit que de ce côté, sauf de rares exceptions où des libérés pourraient être appelés à des surveillances en second au moment du défrichement du terrain, du transport de matières premières ou bien aux fonc-

tions de gardien dans quelques factoreries, l'issue sur laquelle ils semblent compter leur est à peu près fermée.

Toutefois il ne faut pas se lasser de mettre en lumière que les colonies de cette catégorie ne sont pas les plus nombreuses. Chaque jour l'exploration apprend que de vastes régions, comme nos possessions du centre de l'Afrique, celles qui confinent au lac Tchad, par exemple, renferment des richeses jusque-là insoupçonnées, qu'elles sont cultivables, habitables et qu'il ne faut pas les confondre avec les zônes torrides des côtes.

Dans les colonies de peuplement telles que la Nouvelle-Calédonie ou en Algérie, le placement des libérés chez les commerçants et les industriels ne semblerait devoir rencontrer aucune objection. Bien des coloniaux ont été à la peine avant d'être à l'aisance, sinon à la fortune : ils savent quelle énergie particulière est souvent cachée chez l'homme que le milieu social de la vieille Europe et le développement de la civilisation ont laissée endormie, énergie qui se réveille au contact de la nature jeune et d'une société en formation.

Eh bien, malgré tout, nous sommes obligés de reconnaître que les patrons coloniaux refusent de recevoir nos protégés ou ne les recevront qu'à titre exceptionnel. Plus difficiles que leurs concitoyens de la mère patrie, les colons ne semblent pas disposés à accueillir des individus qui ne présenteraient pas toutes les garanties désirables au point de vue de la localité où ils désirent s'établir.

Il est une matière surtout où je ne les comprends pas : l'agriculture. Les Français, hors de la mère patrie, poursuivent un rêve dont depuis longtemps ils auraient dû comprendre l'inanité : l'emploi unique de la main-d'œuvre indigène. Ainsi, en Algérie, l'arabe musulman ne connaît pas l'individualisme : il ne vit que dans le douar et par le douar ; c'est lui enlever toute valeur et le ramener à ses instincts ataviques de pillard du désert que de l'extraire de la tribu en essayant d'en faire un journalier ou un salarié. Quant le Français concessionnaire cherche à exploiter l'ancien sol avec cette poussière de douar, si l'on peut s'exprimer ainsi, il n'arrive à aucun résultat et poursuit un essai qui n'est pas souvent sans danger. A défaut d'arabes, il vient des mahonnais ou des maltais. Est-ce pour livrer plus tard à une autre puissance latine les rives

de la Méditerranée que nous nous sommes transplantés en Algérie il y a 70 ans. Ailleurs, à Madagascar, on fait venir des coolies de l'Océan Indien, comme à la Renaissance on avait transporté des nègres d'Afrique aux Antilles. Pourquoi ne pas avoir recours à nos protégés. Ils feraient le travail de la terre puisqu'elle manque de bras : ils cultiveraient à bon marché, ce qui est encore appréciable pour le colon. Et ils s'établiraient dans le pays sans esprit de retour ; ils serviraient peut-être de lien entre la race conquérante et la race conquise en contractant des unions que dédaignent de plus favorisés du sort. Ainsi ont fait, en Amérique, tous ceux que les conquistadors ont amené à leur suite et qui sont les pères de tous les métis, plus nombreux aujourd'hui que les habitants issus de la race blanche

J'aime à croire, par toutes ces considérations, que l'administration centrale et celle des colonies n'ont pas dit leur dernier mot sur ce sujet.

Repoussés comme employés, nos libérés pourraient bien, à la rigueur, s'expatrier comme patrons ou concessionnaires et cela vaudrait mieux souvent, pour la France et pour eux-mêmes, que d'essayer de recommencer la vie dans le milieu d'une capitale ou d'une grande ville dans lesquelles, après avoir remonté quelque temps, ils font vite une rechûte parfois définitive. Mais à quels libérés s'ouvre cette voie ? A ceux qui seraient possesseurs d'un très fort pécule ou auxquels resteraient des ressources que n'auraient pas englouti leur dernier désastre. Ceux là sont rares : il n'en est guère, parmi nos protégés, ayant les moyens de se relever presque d'eux-mêmes. Nous tendons une main à de plus déshérités : nos sociétés sont plus démocratiques.

Pour aboutir, nous avons donc bien des obstacles à surmonter, bien des résistances à vaincre. Pour obtenir un résultat, je crois que les sociétés de patronage devront concentrer leurs efforts en vue des protégés réunissant les conditions suivantes : forte santé, casier judiciaire peu chargé, possession d'un pécule suffisant et surtout l'aptitude à l'emploi que le sujet sollicite ; puis chercher à continuer son patronage en suivant l'individu. Les deux premières conditions n'ont pas besoin de commentaires. La troisième fait naître cette

question : le pécule ne va-t-il pas être absorbé par le transport sur le lieu du futur établissement ? Les règlements administratifs, paraît-il, ne permettent d'accorder aucune concession de passage, soit à titre gratuit, soit à prix réduit, à des personnes qui ne seraient pas à même de joindre à leur demande un casier judiciaire ne comportant l'indication d'aucune condamnation. Ce serait là une règle à laquelle il n'est permis de déroger que dans des circonstances très particulières et extrêmement rares. Telle est du moins l'affirmation qui m'a été donnée par M. le directeur de l'office colonial. Soit, mais ces cas particuliers et extrêmement rares pourquoi ne seraient-ils pas ceux de quelques-uns de nos protégés. Nous pouvons espérer, par des démarches réitérées et un appui tenace, arriver parfois à fléchir les rigueurs de l'administration en faveur de certains de nos clients. Des compagnies de navigation charitables s'intéresseront peut-être à notre œuvre et consentiront à donner quelques laisser-passer à nos protégés.

Mais évidemment notre intervention devra être éclairée et certains individus devront seuls en bénéficier. Cela me conduit à examiner la condition *sine qua non* de réussite dans le projet d'envoi des libérés aux colonies garantie de succès pour le libéré une fois placé, cette condition seule nous permettrait de lutter avec chance en sa faveur pour obtenir ce placement. Il faut que le libéré qui veut se réhabiliter moralement et matériellement par l'envoi aux colonies soit apte au travail qu'il va entreprendre. Il y a assez de déclassés, de membres de l'armée roulante aux colonies et je comprends à ce titre les susceptibilités et les réserves des gouvernements de nos colonies. Ils savent que nos sociétés de patronage ont pour leurs protégés des yeux de père, qu'elles leur voient aisément des aptitudes, ne vérifient pas toujours la sincérité des protestations de leurs clients et sans vouloir les placer pour les placer et faire un numéro de plus sur leur registre de bienfaisance ne sont pas fâchés de trouver une solution à une situation qui peut empirer. De là ces méfiances d'autant plus légitimes que le patron ne va plus se trouver à côté du patronné et le surveiller et l'encourager et le tenir pour ainsi dire par la main dans la voie nouvelle qu'il lui faut parcourir.

Une première sélection consistera à séparer d'abord d'avec les récidivistes les condamnés primaires — les premiers ne devant être proposés par le patronage colonial qu'à titre exceptionnel. Il faut procéder ensuite à un second triage parmi ceux de nos protégés qui demandent à aller aux colonies : Point de représentants de professions libérales et parmi les représentants de professions manuelles il conviendrait de s'attacher de préférence au patronage des terrassiers, agriculteurs, viticulteurs, employés à l'extraction des minéraux, charpentiers, maçons, ouvriers du bâtiment. Ce qui revient à poser en principe que la majorité devra être prise parmi les ouvriers qui ont travaillé aussi bien à la ville qu'à la campagne à des professions qui s'exercent en plein air. Quant à ceux qui ont été antérieurement employés à la fabrication des vêtements, ou à l'alimentation, cordonniers, tailleurs, cuisiniers, etc., les colonies ne sont pas faites pour eux. J'ai vu échouer l'œuvre entreprise par un noble philanthrope pour avoir négligé cette vérité. La société des Alsaciens-Lorrains en fondant en Kabylie des villages qui devaient porter le nom de nos villes perdues, avait essayé de coloniser avec les expulsés des échoppes de Strasbourg, Metz ou Mulhouse. Ces gens-là n'entendaient rien aux choses de l'agriculture. Les lots qui leur furent attribués, grevés peu à peu d'hypothèques, finirent par devenir la proie de spéculateurs peu patriotes et retourner aux arabes expropriés après l'insurrection de 1872. Donc ne faisons de demandes pour obtenir leur envoi aux colonies qu'en faveur de protégés sûrs d'y trouver un travail en rapport avec les occupations de leur passé et qu'ils puissent continuer le plus longtemps possible. Aux autres demandes opposons courageusement une réponse négative. C'est le seul moyen de faire une œuvre qui ait chance de réussir.

Voilà le patronné dans la colonie ; agriculteur, vigneron ou maçon, je suppose, que va-t-il devenir si des déceptions surviennent ou si la tentation le hante ? Nous plaçons, d'habitude, nos protégés à notre portée afin de pouvoir, si besoin est, continuer notre secours et les défendre contre eux-mêmes. Le libéré vient au bureau du Comité, si l'emploi cesse on lui en procure un nouveau : si l'envie du mal le guette encore, on lui fait entendre de bonnes paroles, de

réconfortants conseils. Argent de la Société, cœurs affectueux de ses membres, soutiennent le patronné. Mais là-bas, bien loin de la mère patrie, seul, à qui confiera-t-il ses peines, auprès de qui implorera-t-il asile et assistance. Il y a bien la conscience qui ne meurt jamais chez un individu : mais cette voix intérieure a parfois besoin d'être provoquée à faire entendre son langage.

Nous pensons que cette question ne peut-être résolue que de deux façons : 1° par l'Union des Sociétés de patronage qui se transfèreraient leurs pouvoirs et leurs devoirs sur leurs clients réciproques, lesquels seraient en quelque sorte en subsistance, pour employer un terme régimentaire, dans la Société lointaine. Celle-ci, pour le compte de la Société d'origine, exercerait le patronage dans les premiers temps du séjour dans la colonie. Il y a déjà des sociétés de patronage en Algérie et en Tunisie. Il y a intérêt à ce qu'elles se développent dans nos autres possessions. 2° Mais ce qui serait préférable, ce serait l'institution auprès de chaque grande Société de patronage, car il n'y a que celles-là qui peuvent véritablement entreprendre l'œuvre que nous examinons, des membres correspondants ou associés dans chaque centre de colonisation important. Il existe en dehors de la mère-patrie, malgré les difficultés plus grandes de la lutte pour la vie, des hommes dévoués et désireux de s'associer à une tâche de bienfaisance. Il appartiendrait à ces correspondants de visiter ou d'appeler à certains jours auprès d'eux les protégés et de les réconforter.

La Société, présidée par M. Voisin, a ses membres correspondants. Les visites que le dévoué philanthrope ordonne de faire aux engagés qui viennent des maisons de correction, nos sociétés pourraient également y faire procéder par des membres délégués. Cette installation me semble indispensable. En tous cas, sans continuation du patronage dans les colonies, l'œuvre ne donnera que des désillusions et les obstacles que nous aurions parfois réussi à dominer, se reformeront cette fois insurmontables.

Ces mêmes associés ou membres correspondants tiendraient la Société de patronage au courant des places et emplois vacants dans nos colonies et s'assureraient à l'avance que tout libéré recevrait là l'accueil dû à sa bonne volonté et à ses désirs de se réhabiliter.

J'ai terminé cet exposé un peu long. La question cependant n'est pas nouvelle, dès 1900 la Société de patronage des libérés de Lyon s'est occupée de ce mode de placement. Des lettres ont été échangées avec l'office colonial qui laissaient espérer que notre désir recevrait en quelques points une solution favorable : on devait étudier en haut lieu le patronage des libérés par la colonisation. Il faut croire que l'étude à du conduire à des conclusions peu favorables, car à la suite d'une nouvelle lettre que j'ai adressée personnellement on m'a répondu par de diverses objections que j'ai examiné une à une et en n'entrouvrant que bien légèrement la porte à nos revendications en faveur des déshérités.

Ceci soit dit sans critique pour l'administration coloniale. Elle a des intérêts multiples à protéger et peut-être que si nos essais restreints réussissaient partiellement elle arriverait à se montrer moins rigoureux et on pourrait entreprendre alors sur une plus grande échelle l'œuvre de relèvement des libérés par le travail colonial.

ANNEXES

1° Lettre du 10 janvier 1900, du directeur de la société Lyonnaise de patronage.

Lyon, le 8 janvier 1900.

Monsieur le Ministre,

Au nom de la Société Lyonnaise de Patronage des Libérés, dont je suis le directeur, j'ai l'honneur de vous informer que, parmi les individus qui se trouvent dans l'obligation de demander l'aide et la protection de notre Société, beaucoup seraient désireux d'aller se fixer dans nos nouvelles colonies, afin d'y trouver une occupation en rapport avec leurs goûts et aptitudes et d'y poursuivre avec fruit l'œuvre de la réhabilitation, ainsi que l'explique plus spécialement la page 28 du compte rendu de notre Société pour l'année 1898, que j'ai l'honneur de vous envoyer à la date de ce jour ; vous y cueillerez peut-être, Monsieur le Ministre, quelques appréciations qui pourraient être mises utilement à profit pour le relèvement moral et matériel d'un grand nombre de nos patronés.

Je me permets d'ajouter, Monsieur le Ministre, que tous les individus secourus par notre Société ne sont pas dans les conditions énoncées ci dessus. Certains jeunes gens, n'ayant rien à se reprocher, ayant un métier en mains, vigoureux, robustes, laborieux, ayant même accompli leur service militaire, seraient très heureux de voir s'aplanir les difficultés afférentes à leur migration aux Colonies. Ces jeunes gens sont secourus par la Société Lyonnaise de Patronage des Libérés, lorsque sans travail et à bout de ressources ils lui demandent un secours. C'est là une attention que cette Société ne refuse jamais, estimant qu'il ne faut pas attendre la chute définitive du malheureux que la misère, mauvaise conseillère, pourrait faire tomber, pour lui tendre la main. Mais ces secours sont distribués dans les limites de son budget qui, malheureusement, sont très restreints.

J'ose donc espérer, Monsieur le Ministre, que vous me permettrez, en cette circonstance, de vous signaler un cas, entr'autres, qui vient encore de se présenter parmi les diverses demandes de nos patronnés :

Le nommé F., Emile, né à Q. Nord), le 5 août 1866, chaudronnier de son état, nous prie, à la date du 7 courant, de bienvouloir intervenir auprès de qui de droit, afin que les autorités compétentes lui facilitent son départ pour une de nos Colonies.

Le nommé F., Emile, fait partie de la classe 1886 et a fait huit ans de service militaire, soit dans l'infanterie de ligne, soit dans l'infanterie de marine. En cette dernière qualité, il a fait la campagne du Tonkin.

Le nommé F., Emile n'a rien à se reprocher sous le point de vue de la conduite, il est prêt à fournir les meilleurs certificats concernant son existence et les pièces légales indispensables à sa demande.

J'appelle donc, Monsieur le Ministre, plus particulièrement votre haute et bienveillante attention sur cette dernière catégorie d'individus pour faciliter, dans la mesure du possible, leur départ dans nos Colonies sur leur demande ; en tous cas de bien vouloir nous donner connaissance des moyens existants, à la portée des Compagnies et Sociétés publiques ou privées se chargeant de pareilles missions.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon profond respect.

Le Directeur.

2e Réponse du 14 décembre 1901, par le Chef de service des renseignements coloniaux.

Monsieur,

Vous m'avez fait connaître le désir souvent exprimé par des libérés, au moment de leur sortie des établissements pénitentiaires, de trouver dans les colonies françaises le travail qui ne leur est plus offert en France, et vous m'avez demandé s'il ne serait pas possible à mon administration de seconder dans une certaine mesure leurs intentions.

Vous poursuivez une œuvre de réhabilitation à laquelle je serais très heureux de pouvoir concourir, mais je ne dois pas vous laisser ignorer les difficultés que nous ne manquerons pas de rencontrer.

Dans les colonies de peuplement, comme la Nouvelle-Calédonie, où des concessions gratuites de terrain peuvent être accordés, le Gouvernement local repousse l'introduction d'un élément dont il juge la présence préjudiciable à la Colonisation.

Les colons venant s'établir avec des ressources ont, en effet, à maintes reprises, manifesté la crainte de voir s'installer à côté d'eux des gens dont les antécédents n'offrent pas toutes les garanties d'honorabilité. Si bien qu'une des principales conditions exigées des personnes qui sollicitent le passage gratuit à destination de nos établissements est la production d'un casier judiciaire net.

Si, d'autre part, nous envisageons la question au point de vue du placement des libérés chez les commerçants ou les industriels coloniaux, nous sommes obligés de prévoir que ces derniers refuseront de les accueillir, à part de très rares exceptions

Je ne vois donc pas, pour le moment, le moyen de venir en aide à vos protégés, mais la question que vous avez bien voulu me soumettre sera étudiée, et je ne manquerai pas de vous faire part de la solution qui pourra intervenir.

Pour le Ministre et par Ordre,

Le Chef de Service

des Renseignements Commerciaux et de la Colonisation.

3e Lettre de direction de l'Office colonial du 11 novembre 1902.

Monsieur le Conseiller,

Par lettre en date du 20 septembre dernier, vous avez exprimé le désir de connaître l'opinion du département sur la possibilité qu'il y aurait de contribuer au relèvement moral des libérés en leur procurant du travail dans les Colonies.

Je dois vous rappeler tout d'abord que les règlements administratifs ne nous permettent d'accorder aucune concession de passage, soit à titre gratuit, soit à prix réduit, à des personnes qui ne seraient pas à même de joindre à leur demande un extrait de leur casier judiciaire ne comportant l'indication d'aucune condamnation. C'est là une règle à laquelle il ne m'est permis de déroger que dans des cas très particuliers et extrêmement rares.

D'ailleurs, dans la plupart de nos possessions d'outre-mer, les conditions climatériques interdissent à l'Européen de se livrer par lui-même à un travail manuel, c'est-à-dire au seul genre d'occupations que pourraient exercer des individus sortant d'une prison centrale, à qui ne sauraient être confiées ni la direction, ni la surveillance d'aucune exploitation industrielle ou agricole.

La seule Colonie où les immigrants français puissent travailler manuellement, — je veux parler de la Nouvelle-Calédonie — a suspendu momentanément toute demande de personnel ouvrier, et, en tout cas, son Gouvernement ne semble pas disposé à accueillir des colons qui ne présenteraient pas toutes les garanties nécessaires au point de vue de la moralité. Cette Colonie se trouve d'ailleurs à cet égard dans des conditions tout-à-fait spéciales, puisqu'elle compte déjà un grand nombre de colons relégués ou libérés.

Dans ces conditions, je ne puis que vous exprimer mes sincères regrets de ne pouvoir coopérer d'une façon effective à votre œuvre si louable. Je reste néanmoins à votre entière disposition pour examiner avec le plus sincère désir de faciliter votre tâche, les cas particuliers que vous voudriez bien me soumettre. Il me serait d'autant plus facile de leur donner une solution de nature à vous satisfaire, que les libérés que vous voudriez bien me recommander seraient possesseurs d'un pécule leur permettant de se créer une situation indépendante avec leurs ressources personnelles.

Agréez, Monsieur le Conseiller, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Le Directeur de l'*Office Colonial*,

RAPPORT

DE

M. Frédéric GENTY

Docteur en droit, Président du Tribunal civil de Bône (Algérie)
Président de la Société de Patronage des Libérés
et de sauvetage de l'enfance en danger moral, de la même ville

Avant d'aborder le fond même de la question à traiter, c'est-à-dire la possibilité d'envoyer utilement les libérés ou patronnés en Algérie, il est nécessaire de donner un aperçu de la topographie de cette France ultraméditerranéenne ainsi que de sa situation économique.

Topographie et Démographie.

Le territoire de l'Algérie est aussi grand que celui de la mère-patrie. On peut même dire que ses limites au sud sont indéfinies, puisque, grâce à nos éminent explorateurs, et à nos soldats aussi braves que dévoués, le Sénégal, le Soudan français et les terres avoisinant le lac Tchad, ne forment plus guère avec l'Algérie qu'une seule et même portion de l'Afrique soumise tout au moins à notre influence.

Mais sans nous avancer vers ces régions dont nous n'avons pas à nous occuper ici, et pour rester en pays algérien proprement dit, nous voyons que, d'après les systèmes généralement adoptés, ce pays est divisé en trois zones bien distinctes, le Tell, les Hauts plateaux et le Sahara.

Le Tell est cette partie du territoire qui va de la mer Méditerranée

aux Hauts plateaux dans le Sud. Là sont les grandes plaines, entrecoupées de massifs montagneux, qui offrent à la culture des terres riches et fécondes. Les céréales, la vigne, les arbres fruitiers y viennent à merveille. Des forêts de chênes-lièges couvrent d'immenses espaces, que de grandes sociétés exploitent d'une façon lucrative, malgré des incendies qui, l'été, occasionnent des dommages plus regrettables qu'importants, hâtons-nous de le dire.

Le Tell renferme aussi des minéraux de diverses sortes, de fer surtout, et des carrière de marbre de nuances variées.

Les Hauts plateaux forment la partie de l'Algérie qui est située entre le Tell et le Sahara. Leur altitude moyenne est de mille mètres. Cette région est plus ou moins fertile, suivant les contrées. Ainsi, dans le département de Constantine, on y cultive avec succès les céréales, tandis que dans le département d'Oran, les terres en friche sont couvertes d'alfa sur de vastes étendues, et, au printemps, des pâturages abondants permettent d'y élever de nombreux troupeaux. Le département d'Alger tient un peu des deux autres, tout en se rapprochant davantage de celui d'Oran, sous ce rapport.

Là où les terres de culture sont rares, on trouve évidemment peu d'agriculteurs ; les indigènes qui habitent la contrée sont presque tous des pasteurs qui se déplacent suivant les saisons et viennent généralement passer l'été sur les confins du Tell où les terres sont moins arides et moins désséchées à cette époque de l'année.

C'est dans les hauts plateaux que sont les très riches gisements de phosphates de chaux que l'on exploite en grand depuis un certain temps.

Enfin le Sahara est la région désertique, c'est-à-dire infertile, sauf dans les Oasis où l'on remarque cet arbre magnifique qui nous donne la datte, fruit fort goûté, même par les Européens, qui n'en font, toutefois, qu'un usage très exceptionnel.

Les indigènes de ce pays ou habitent les oasis ou sont des nomades qui, souvent, font parler d'eux par leurs rapines et leurs instincts sauvages.

De ce qui précède on peut conclure que le Tell est la partie de l'Algérie ou l'Européen est le mieux à même de vivre et de travailler. Là, en effet, le climat est très supportable pour lui ; là il trouve des terres qui furent le " grenier de Rome ", grâce à leur fertilité étonnante ; là enfin, la mer lui offre ses ressources et son moyen de transport.

Aussi est-ce la partie de l'Algérie où a le plus pénétré la civilisation sous toutes ses formes ; voies ferrées, routes, télégraphes, ports, canalisation des eaux, villes et villages pour la plupart remplis de vie et d'animation...

La statistique publiée par le Gouvernement général en 1902, et basée sur le recensement opéré l'année précédente, établit que la population totale de l'Algérie est de 4.739.331 habitants, dont 4.723 000 forment la population municipale. D'après le dénombrement de 1896, ce dernier chiffre était de 4.359.578, soit une augmentation de 363, 422 habitants en cinq années et de 72.684 par an. Il nous semble que c'est là un argument irréfutable de la prospérité du pays et de l'attrait qu'il exerce.

Dans le chiffre de la population municipale, les indigènes proprement dits figurent pour 4.072.089, les Français (y compris les naturalisés et les Israélites,) pour 421.389, les Espagnols, qui habitent surtout le département d'Oran, pour 155.265 et les Italiens, qui résident principalement dans le département de Constantine, pour 38.791.

Il ne faudrait pas induire du chiffre assez considérable de la population étrangère que notre influence, nos mœurs, notre civilisation en Algérie puissent être atteintes d'une façon fâcheuse. Cette grande émigration de l'Espagne et de l'Italie produit ici les mêmes résultats que partout ailleurs, c'est-à-dire que les nouveaux venus se plient assez vite aux habitudes et aux goûts de ceux qu'ils trouvent implantés sur le sol depuis longtemps et qui, surtout, font la loi et exigent qu'on la respecte.

Il est utile de remarquer, d'ailleurs, que ces étrangers qui viennent s'établir en Algérie, y font souche et que leurs enfants sont *français* si, dans l'année qui suit leur majorité, ils ne déclinent pas cette qualité. Ainsi le veut l'article 8 - 4° du code civil, modifié par la loi du 26 Juin 1889. Or, il est extrêmement rare que le titre de Français soit ainsi refusé et ces jeunes gens font avec entrain

leur service militaire à côté de leurs camarades Français d'origine, sans que le traitement des uns diffère de celui des autres.

Situation économique

Jusqu'à présent, aucun gisement de houille d'une importance appréciable n'a été découvert en Algérie. Le charbon de terre qu'on y emploie vient donc soit de la France, soit de l'Angleterre, soit d'autres pays producteurs de cette matière première.

D'un autre côté, les cours d'eau du nord de l'Afrique sans être rares, ont un débit très inconstant, souvent nul, par suite de la sécheresse des étés. On ne peut donc compter sur eux comme force motrice.

De cette absence de houille, d'une part, et de la pénurie d'eau, d'autre part, il résulte que les grandes usines métallurgiques ou autres analogues, n'existent pas en Algérie. On y trouve d'importantes minoteries, des manufactures de tabacs, d'allumettes, de crin végétal, de salaisons, de briques, des tanneries, etc, mais le travail du fer et ses transformations diverses ne peuvent s'y installer pour les raisons qui viennent d'être indiquées.

Tout le monde est d'accord pour affirmer que l'Algérie est un pays essentiellement agricole. D'immenses terres propices aux cultures des céréales et de la vigne sont en friche, et si elles ne sont pas encore livrées au travail humain, c'est parce que l'immigration européenne est insuffisante et aussi parce que l'argent manque pour les acheter aux indigènes qui les détiennent. Ceux ci font paître leurs troupeaux dans la brousse, se contentant eux-mêmes de cultiver un petit lopin de terre qui leur donnera, à eux et à leur famille, la subsistance indispensable pour l'année qui court. Car il faut bien le dire, l'arabe est plutôt paresseux,... indolent, si le premier mot paraît trop dur, et il est surtout imprévoyant, sa religion lui disant que s'il manque de quelques chose, *Dieu y pourvoira*. De là les disettes affreuses, dont il souffrit jadis (1), mais

(1) La grande famine de 1867, dûe à une extrême sécheresse, fit périr environ 300.000 indigènes. Les vieillards d'aujourd'hui, qui se rappellent cette époque, l'appellent *l'année de la misère* et ils la citent comme une date.

qui aujourd'hui sont impossibles, par suite de la facilité et de la rapidité des communications.

Le Gouvernement général a, d'ailleurs, très sagement agi en provoquant la création et en favorisant le fonctionnement de *sociétés indigènes de prévoyance*, qui permettent aux cultivateurs de se procurer des semences et d'attendre les prochaines récoltes. Ce sont là des institutions admirables qu'on ne saurait trop développer et encourager.

Au point de vue des professions qu'un Français ou un Européen venant en Algérie peut y exercer, il va de soi que toutes celles qui touchent aux travaux des champs devraient trouver ici des ressources. Mais la main-d'œuvre indigène est presque universellement employée en raison de son prix minime. Le journalier arabe ou kabyle se contente, en effet, d'un salaire de 2 francs par jour, sauf les moissonneurs et les bons laboureurs qui sont payés 3 et 4 francs. Il est probable que les ouvriers français n'accepteraient pas d'aussi bas prix.

Tous les métiers courants sont exercés en Algérie, notamment ceux qui se rattachent à l'industrie du bâtiment. Les maçons, charpentiers, menuisiers, serruriers, peintres sont nombreux dans les villes. Le charronnage, la carrosserie, la maréchalerie emploient aussi beaucoup d'ouvriers, de même que la cordonnerie, la sellerie et la bourrellerie. Mais, à cet égard, nos villes et villages algériens ne présentent aucun caractère particulier qui les distingue de ce qu'on trouve en France.

Une industrie qui, au contraire, se remarque dans notre grande colonie, alors que dans la mère-patrie elle n'existe guère, je crois, que dans une petite partie de la Provence, est celle de l'exploitation des forêts de chênes-liège. Il y a là une sylviculture spéciale qui se borne à la coupe du liège, opération qu'on nomme *démasclage*, et qui exige de l'expérience. Le liège est ensuite bouilli dans de grandes chaudières afin de le rendre souple et de le couper en plaques rectangulaires qui sont mises en balles, ficelées et expédiées en France et à l'étranger.

C'est surtout dans le département de Constantine que se trouvent les grandes forêts de chênes-liège. Les sociétés puissantes les exploitent frutueusement.

A Philippeville, il y a quelques petites fabriques de bouchons. Dans l'arrondissement, à Collo, se trouvent des manufactures de liège plus importantes. On y emploie un certain nombre de Français pour les travaux qui exigent de l'intelligence et de l'activité.

Une autre industrie locale qui tend à se développer en Algérie est celle du crin végétal. On en fait un peu partout, c'est-à-dire dans les trois départements. La matière première qui est employée est le palmier nain, qui couvre des étendues immenses. Le travail est très facile et un bon ouvrier peut gagner 2 fr. 50 à 3 fr. par jour après trois mois environ d'apprentissage.

Les salaisons de poissons se font sur certaines parties du littoral à Philippeville, notamment, où on n'emploie guère que des Napolitains, que l'on paie fort peu.

Dans le département d'Oran, les Espagnols, qui sont très nombreux, fabriquent des *espadrilles*, sorte de chaussure dont l'empeigne est en toile. C'est encore une industrie toute particulière, mais elle ne fait travailler que des Espagnols, qui, eux-mêmes, se contentent d'un gain très modeste.

Il existe certaines professions exercées exclusivement par des indigènes ; ce sont celles qui concernent la sellerie et la cordonnerie arabes, la confection de burnous, de couvertures de laine multicolore, de tentes en poil de chèvre, de tapis algériens, pour lesquels des écoles spéciales ont été créées, l'une à Alger, l'autre à Tlemcen. Ce dernier genre de travail constitue en quelque sorte une industrie familiale à laquelle les femmes et les jeunes filles se consacrent dans leurs demeures ou dans les locaux scolaires.

La poterie grossière et simple est également faite par les indigènes, qui ont conservé, chose curieuse, les modèles que l'on retrouve dans les ruines antiques de Carthage, de Lambèse, de Timgad et de toutes ces vieilles cités que des savants exhument et reconstituent aujourd'hui.

Nous en avons fini avec ce préambule et nous nous excusons de sa longueur. Mais, peut-être, grâce à lui, pourrons-nous abréger le développement des questions que nous avons à traiter au point de vue du patronage des libérés et que nous abordons maintenant.

I — De la colonisation agricole.

Nous donnerons à ces mots : *colonisation agricole* leur sens usuel, qui implique simplement la culture du sol et l'exploitation de ses produits venus soit naturellement, soit par le travail de l'homme.

La colonisation est faite en Algérie par deux catégories d'individus :

1° Par ceux qui ont acquis la propriété d'une terre à titre onéreux, vente ou échange, par exemple.

2° Par ceux qui ont obtenu du gouvernement ou, si l'on veut, de l'Etat, la concession d'une terre à titre gratuit.

Les colons de la première catégorie achètent leurs terres aux propriétaires qui veulent les leur vendre, ou procèdent par voie d'échange quand l'occasion s'en présente. Dans ces cas, l'Algérie n'offre rien de particulier, c'est-à-dire que les choses se passent absolument comme en France. Le propriétaire, de même que le charbonnier, est maître chez lui ; il fait de sa terre ce qu'il veut, sauf, bien entendu, à souffrir les servitudes d'utilité publique et à subir l'expropriation pour la même cause, mais moyennant une indemnité qui est fixée par les tribunaux statuant sans assistance de jury, ce dernier point constituant la seule différence avec la métropole en la matière.

De grands domaines appartiennent ainsi à des particuliers ou à des sociétés privées, qui y ont créé principalement de magnifiques vignobles de plusieurs centaines d'hectares d'un seul tenant. On peut citer le domaine de Guebar-bou-Aoun, de Monville, du chapeau de gendarme, près de Bône, celui de M. Lefebvre, près de Duperré (Alger) et quantité d'autres qu'il serait trop long d'énumérer.

Les colons de la seconde catégorie, c'est-à-dire ceux qui ont obtenu de l'administration une terre à titre gratuit sont appelés *concessionnaires* et leur terre se nomme une *concession*.

Ici intervient une règlementation spéciale qui a pour but essentiel de ne donner des terres qu'à ceux qui peuvent et qui veulent les faire fructifier. Cette règlementation fait l'objet d'un décret du 30 septembre 1878.

L'Etat prend d'abord dans son domaine privé les terres qu'il entend concéder gratuitement. Si ce domaine est insuffisant ou impropre à la petite culture, il achète aux indigènes ou obtient par voie d'échange ou d'expropriation les terres dont il a besoin.

Ces terres sont divisées en lots de villages variant de 25 à 35 hectares et en lots de fermes de 100 hectares au maximum.

Ces lots sont ensuite concédés aux candidats qui en ont fait la demande et qui sont agréés par une commission établie près du Gouverneur général ou près du préfet de chaque département. Les demandes doivent être adressées au Gouverneur général ou au Préfet. (1).

Mais d'après les instructions du Gouverneur, les terres ne doivent être attribuées, en général, qu'à des cultivateurs de profession, pris parmi les chefs de famille recommandables et disposant d'un avoir réel de 5 à 6.000 francs (Circulaire du G. G. de l'Algérie du 31 décembre 1900.)

En outre, d'après la législation en vigueur, le concessionnaire est obligé de résider sur la terre concédée, de bâtir et d'améliorer, et le titre définitif de propriété ne lui est délivré que cinq ans après sa mise en possession et vérification faite des dépenses qu'il a effectuées.

On voit que les diverses conditions imposées aux candidats à une concession en Algérie sont telles qu'il sera à peu près impossible aux libérés de se mettre sur les rangs. Il suffit, en effet, de rappeler que le candidat doit être *recommandable* et posséder un un capital de 5 à 6.000 frs. Or, les postulants sont très nombreux, la plupart ont des titres sérieux, beaucoup sont d'anciens militaires, sous-officiers ayant d'excellents états de services, connaissant l'Algérie, travaillant déjà dans des exploitations agricoles.... D'autres sont des colons qui demandent l'augmentation de leurs lots, ou des fils de colons déjà rompus au métier d'agriculteur dans ce pays... Comment nos libérés, quelque intéressants qu'ils soient,

(1) Le Gouverneur s'est réservé entièrement la disposition des concessions à accorder aux immigrants, et ce sont les plus nombreuses. Par arrêté du 29 décembre 1900, il a délégué aux préfets le soin de statuer sur l'attribution de concessions à des Algériens (Instruction du G. G., 2 février 1901).

pourraient-ils lutter contre ceux qui se présentent avec de tels atouts dans leur jeu !

Mais, objectera-t-on, ne serait-il pas possible d'obtenir du Gouvernement une règlementation moins rigoureuse en cette matière, ou plutôt une règlementation qui ne ferme pas aussi complètement la porte à ceux de nos libérés qui auraient les qualités voulues pour faire de bons colons ? Evidemment, on peut essayer d'agir dans ce but ; on peut, par exemple, faire appel à la haute sollicitude de notre éminent Gouverneur général pour tout ce qui est de nature à profiter à la colonisation algérienne ; on peut aussi recourir à la représentation du pays dans le Parlement. Il est certain pour nous que nos appels seront accueillis avec une grande bienveillance et un sincère désir de nous donner satisfaction dans la mesure du possible. Mais il faudrait qu'une voix plus autorisée que la nôtre voulut bien se faire entendre à ce sujet.

A côté de la concession d'une terre donnée immédiatement en pleine propriété, se trouvait ce qu'on a appelé le *bail de colonisation*. Un décret du 15 juillet 1874 règlementait cette matière.

Aux termes de ce décret, le Gouverneur général était autorisé à consentir, sous promesse de propriété définitive, des locations de terres domaniales, d'une durée de cinq années, au profit de Français d'origine européenne ou naturalisés, qui justifiaient de la possession des ressources suffisantes pour vivre pendant une année. Cette faveur pouvait exceptionnellement être accordée à des indigènes qui auraient servi brillamment la France dans les armées de terre ou de mer.

Le locataire devait résider sur la terre louée et payer annuellement un franc à l'Etat, quelle que fut l'étendue de son lot. La concession variait entre 20 et 50 hectares autour des villages ; elle pouvait aller jusqu'à 100 hectares, s'il s'agissait de lots de fermes isolées.

A l'expiration de la cinquième année, l'Etat récompensait le colon tenace et laborieux en lui donnant gratuitement la propriété définitive du lot affermé, sous la simple réserve de ne point vendre pendant une nouvelle période de cinq années, aux indigènes non naturalisés.

Mais les dispositions de ce décret, sans avoir été complètement abrogées, ne sont plus appliquées. Le décret précité du 30 septembre 1878 est seul en vigueur.

Doit-on le regretter, au point de vue spécial qui nous occupe ? Je ne le pense pas ; car, en fait, la situation est à peu près la même pour les libérés, puisque ce sont les mêmes commissions qui examineraient les demandes de concessions, qu'il s'agisse du bail de colonisation, ou de propriété transférée immédiatement.

II. — Des professions que les libérés pourraient exercer en Algérie.

Comme cela a déjà été dit, les libérés pourraient faire en Algérie à peu près les mêmes travaux que l'on fait en France, sauf, bien entendu, ceux qui concernent l'exploitation des mines de houille, l'industrie métallurgique (fonte et transformation des minéraux et la grande manufacture.

Mais c'est, sans conteste, dans l'agriculture qu'ils trouveront le plus facilement à s'employer, soit comme garçons de ferme, charretiers, soit comme contre-maîtres ou gérants. Ces derniers emplois surtout leur seront plus accessibles, car là ils n'auront pas la concurrence arabe ou kabyle, les indigènes étant, pour la plupart, complètement illettrés et n'ayant pas les qualités requises pour occuper de pareils postes.

Et puisque nous venons de parler de concurrence, il faut avouer que les ouvriers agricoles se recrutent en très grande partie dans la population indigène. Aux époques de la fenaison et de la moisson des céréales, les kabyles descendent de leurs montagnes et se répandent dans le Tell armés de leurs faux pour se louer à qui veut les prendre. Les arabes font de même, mais sans quitter la contrée qu'ils habitent. Au temps des vendanges, les journaliers employés sont également arabes ou kabiles, du moins pour la cueillette du raisin et son transport aux cuves.

Dans ces conditions, il ne faut pas espérer que les Français proprement dits puissent venir avec succès se substituer aux autochtones.

D'ailleurs, ce sont là des travaux momentanés qui laisseraient

inoccupés pendant une grande partie de l'année ceux qui ne seraient pas attachés d'une façon permanente à une exploitation agricole.

La fabrication du crin végétal constitue un travail à la portée de tous et qui n'exige pour ainsi dire aucun apprentissage. Là, les libérés ayant de la bonne volonté, pourraient gagner leur vie.

L'établissement d'un budget spécial pour l'Algérie et l'emprunt de 100 millions dont la moitié vient d'être réalisée, vont sans aucun doute produire une sérieuse poussée dans l'exécution des grands travaux d'utilité publique, tels que création de centres de colonisation, chemins de fer, routes, ponts, travaux hydrauliques, etc.

D'autre part, la recherche des gisements miniers a pris depuis quelque temps un énorme développement dans les trois départements. La riche mine de fer de l'Ouenza, non loin de Bône, va être incessamment concédée et donnera du travail à plusieurs milliers d'ouvriers.

Il y a donc comme une ère nouvelle qui apparaît et qui demandera de nombreux travailleurs. Espérons que nos libérés en profiteront.

Mais il ne faut pas se dissimuler que les Marocains sont d'excellents terrassiers et qu'ils envahissent, avec les Espagnols, le département d'Oran, que les Italiens se répandent en nombre dans celui de Constantine et que les Arabes et les Kabyles se trouvent un peu partout prêts à se faire embaucher comme journaliers. C'est là une concurrence d'autant plus redoutable que ces diverses catégories de travailleurs se contentent d'un salaire modique et sont, en général, sobres et peu difficiles pour l'habitation.

III. — Des salaires.

Pour les travaux des champs, le simple journalier, c'est-à-dire celui qui n'a pas un métier spécial et technique, ne peut guère compter que sur 2 fr. 50 à 3 fr. par jour. Et encore les indigènes ne sont payés que 2 fr. en moyenne.

Mais le laboureur, le faucheur, le tailleur de vigne gagnent quotidiennement 3, 4, et 5 francs.

Quant aux garçons de fermes, on les paye de 40 à 60 francs par mois, nourriture et logement compris, 80 à 100 francs sans cela.

Les cavistes sont recherchés et bien payés, car ils peuvent gagner 6 à 7 francs par jour.

Les autres ouvriers d'art, tels que maçons charpentiers, menuisiers, charrons, serruriers, ont à peu près les mêmes salaires qu'en France, et naturellement, ces salaires varient suivant l'habileté et l'activité de l'ouvrier.

Les manœuvres gagnent 2 fr. 50 à 3 fr. par jour.

Les grèves sont fort rares en Algérie. Cela tient sans doute à l'absence de grandes agglomérations d'ouvriers exerçant la même profession.

Mais les chômages se rencontrent comme partout, suivant les saisons et quelquefois en raison du déplacement de l'activité industrielle ou commerciale.

Comme corrélation avec les salaires, il est utile de dire que les dépenses nécessaires à la vie, nourriture, logement, vêtements, sont peut-être en Algérie légèrement supérieures à ce qu'elles sont en France, sauf dans les grandes villes de la Métropole.

Cela tient à ce que beaucoup d'objets concernant l'alimentation et le logement viennent de France et ont subi, par conséquent, des frais de transport. En outre, il n'existe pas ici de manufactures, telles que filatures, fabriques de draps, tissages, etc., dont les produits doivent aussi traverser la mer avant d'être vendus aux consommateurs.

L'ouvrier sérieux et économe devra donc établir son budget en tenant compte de ces divers éléments. Mais celui qui est laborieux et évite la fréquentation du cabaret, peut, comme en France, vivre convenablement et mettre de côté une petite part e de son gain.

Les caisses d'épargne soit postales, soit communales fonctionnent, d'ailleurs, en Algérie comme en France.

IV. — De la possibilité de conserver les libérés en Algérie.

Cette question n'est que la conséquence de celle de savoir s'il est possible d'envoyer utilement les libérés dans ce pays.

Or, on a vu par ce qui précède, que les protégés des sociétés de

patronage auront quelque peine à trouver du travail dans notre grande colonie.

A notre avis, il est nécessaire qu'avant de leur faire traverser la Méditerranée, on soit absolument certain de pouvoir les caser, c'est-à-dire leur donner un emploi, dès qu'ils auront mis le pied sur le sol algérien. Il faut donc que les sociétés de la Métropole se mettent en rapport avec des correspondants habitant l'Algérie, qui les renseigneront sur la situation et leur diront s'il est possible de donner du travail aux libérés qui consentiront à venir ici.

Mais, dans ce but, il est indispensable d'intéresser aux œuvres de patronage tous ceux qui, par leurs sentiments philanthropiques ou par la nature de leurs fonctions, sont à même de s'associer au grand mouvement qui s'est développé en France à ce sujet.

La Société de Patronage de Bône est la première qui se soit créée en Algérie et son existence ne remonte qu'au mois de juin 1902.

J'ai personnellement fait de nombreuses et pressantes démarches auprès des chefs des tribunaux civils du département de Constantine, et, d'après les promesses qui m'ont été faites, j'espère que certaines villes de ce département auront bientôt aussi leurs Sociétés de Patronage, mais il faut de la patience, de la persévérance et surtout ne pas brusquer trop vivement les choses.

J'ai reçu de divers côtés des adhésions précieuses, des encouragements chaleureux et les fonctionnaires du service pénitentiaire notamment ont secondé et secondent encore chaque jour les efforts que j'ai faits pour mener à bien l'œuvre entreprise.

Je crois qu'il serait utile de faire de la propagande par la presse, par des circulaires, par des réunions, afin de faire connaître en Algérie le patronage, qui n'est pas même soupçonné en beaucoup d'endroits. Mais il faut avoir du temps, des loisirs, et un grand dévouement à l'idée qu'on veut propager.

Lorsque le patronage se sera implanté dans ce pays, où les cœurs généreux abondent, on pourra songer à tirer parti des ressources qu'il offre pour l'envoi des libérés, mais en l'état, comme on dit au Palais, j'estime qu'il faut surtout semer la bonne graine, c'est-à-dire l'idée et dès qu'elle aura donné quelques résultats,

il sera facile d'avoir une moisson sinon abondante, du moins satisfaisante.

Pour conserver les libérés qu'on aura pu envoyer en Algérie, il faudra qu'ils se sentent soutenus et protégés. N'oublions pas qu'ici comme en France, la méfiance à leur encontre est vive et tenace. Plusieurs Chambres de commerce algériennes, auxquelles j'ai fait demander des renseignements qu'elles ont eu la grande obligeance d'envoyer, ce dont je les remercie vivement, n'ont pas caché leur sentiment à l'égard des libérés. On ne veut pas que ceux-ci fassent concurrence aux ouvriers restés dans le droit chemin, et, pour cela, on préconise l'achat de vastes territoires que les Sociétés de Patronage feraient défricher et exploiter au moyen de la main-d'œuvre des libérés.

L'idée en soi n'est pas mauvaise ; mais, pour la réaliser, il faudrait de gros capitaux. Et puis, ces exploitations n'offriraient-elles pas le danger de ressembler un peu à des colonies pénitentiaires, où ceux qui travaillent seraient portés à croire qu'ils sont encore détenus ?

N'oublions pas, non plus, que souvent nos protégés sont des gens de caractère faible, qui se laissent facilement entraîner soit au mal, soit au bien. Il faut donc que les Sociétés de patronage continuent à veiller sur eux et à leur venir en aide au besoin. L'ouvrier ne reste pas toujours chez le même patron, il aura donc maintes fois besoin de recommandation, d'appui et si une main secourable ne lui est pas tendue, il risque de faire naufrage de nouveau.

J'en reviens donc à mon point de départ :

Répandons en Algérie l'idée du patronage, provoquons-y la création de Sociétés, puis lorsque nous pourrons utilement envoyer nos libérés dans cette belle et fertile contrée, il nous sera facile de les y conserver.

Résumé et Conclusions

I. — L'Algérie étant un pays essentiellement agricole, ce sont principalement les individus aptes aux divers travaux des champs qui peuvent y trouver un emploi.

II. — En raison de la grande concurrence de la main-d'œuvre indigène et même étrangère, le Français proprement dit, c'est-à-dire immigrant, ne pourra guère s'employer en Algérie que comme garçon de ferme, contre-maître ou gérant, vigneron ou caviste dans une exploitation agricole, vinicole ou forestière.

III. — Les libérés ne peuvent pas, en l'état de la législation et des règlements administratifs, espérer obtenir des concessions gratuites de terre en Algérie.

IV. — Les salaires dans ce pays ne diffèrent pas sensiblement de ceux qui existent dans la Métropole, mais la vie est plutôt un peu plus chère ici qu'en France.

V. — Avant d'envoyer des libérés en Algérie, il faut y créer des Sociétés de Patronage. Ensuite, on pourra non seulement les envoyer, mais encore les conserver.

RAPPORT

DE

M. Camille GRAMACCINI

Directeur de la Maison centrale de Clermont (Oise)

La transportation est appliquée en France aux forçats et aux relégués : pendant que les premiers subissent leur peine, et que les seconds sont soumis au régime de la relégation collective, les deux catégories travaillent en commun.

Les forçats, à l'expiration de leur peine, et les relégués, quand ils obtiennent le régime individuel, forment une classe qui va toujours grandissant.

En dehors de la surveillance dont ils doivent être l'objet, pour les empêcher de créer une association dangereuse, une armée de récidivistes, il est souvent très difficile, quelquefois même impossible, de donner à chacun d'eux une occupation suivant ses aptitudes et ses forces.

Augmenter le nombre de ces libérés, en y ajoutant ceux de France, serait une faute qui aggraverait une situation embarrassée, sans aucune compensation, tant au point de vue de la colonie elle-même, que pour l'avenir des patronnés.

Donc, pour tenter l'expérience, il faudrait faire choix de contrées autres que celles affectées à la transportation.

Si le reclassement des libérés, en France, ne présentait pas des

difficultés, que tous les jours on constate, sans arriver à les surmonter, on n'aurait pas eu l'idée de soumettre au Cinquième Congrès de Patronage cette question spéciale qui confine à une autre d'intérêt général : la colonisation.

Depuis un quart de siècle surtout les sociétés de patronage se sont multipliées, ont groupé leurs efforts, créant dans toute l'étendue du territoire un vaste réseau de bienfaisance : refuges, asiles, ma sons de travail, pour lutter contre la paresse, l'inertie, la mauvaise volonté de ceux qui, à l'heure actuelle, ne sont plus en droit d'invoquer cette excuse : on nous repousse de partout.

Et cependant, le nombre de ces déclassés suit une progression croissante.

Les causes sont multiples, et il faudrait pour les énumérer toutes, sortir du cadre de cette question : notre code pénal surtout, son application de jour en jour plus indulgente, le court séjour en prison sous un régime trop facile à supporter sont, en tout cas, parmi ces causes, celles qui ont ôté à la peine son caractère répressif et intimidant.

Quoi qu'il en soit, le mal existe, et s'il ne nous est pas permis de remonter à sa source, nous avons à cœur d'en atténuer les effets, en attendant le revirement nécessaire à une situation que chacun constate et déplore.

L'envoi des patronnés dans nos colonies peut-il être considéré comme un bon moyen de sauvegarde ? Est-il pratique, et dans quelles conditions pourrait-il être appliqué ?

Il faut envisager d'abord la catégorie de détenus qui serviraient à faire l'expérience.

En procédant par élimination, il semble que l'on doive d'abord écarter :

1° Les vagabonds et mendiants (en général des paresseux) ;

2° Ceux qui, sans être infirmes, n'ont pas les aptitudes suffisantes pour gagner complètement leur vie ;

3° Les habitués de la prison de courtes peines, incapables, en liberté, de faire un effort continu de travail.

En dehors de ces trois classes, combien en est-il encore, qui, individuellement, ne pourront pas, ou ne voudront pas s'expatrier ?

Nos détenus libérés acceptent-ils tous franchement le Patronage ?

Beaucoup s'y soumettent momentanément pendant quelques jours, en attendant une occasion favorable pour le quitter.

Dans nos maisons d'assistance par le travail, le séjour est souvent de courte durée ; je sais bien que ces maisons ne sont pas organisées comme de véritables ateliers, où chacun peut s'appliquer à son métier ; c'est surtout une occupation temporaire qui permet d'attendre un placement meilleur, et cependant, il est beaucoup de libérés qui préfèrent la vie des grands chemins, le gîte de hasard, d'étape en étape, à ce séjour d'attente où ils sont obligés de fournir un travail quotidien.

Il est évident que le système le meilleur serait le placement individuel, mais c'est aussi le plus difficile à obtenir, des patrons d'abord, et aussi des ouvriers qui, soit à cause d'un contact qui leur répugne, soit qu'ils envisagent avec crainte les jours possibles de chômage, ne se soucient pas d'admettre dans leurs rangs un élément qu'ils jugent peu digne d'y figurer, alors qu'il peut être en outre, une cause de rivalité de travail.

C'est cependant à ce placement individuel qu'il faudrait avoir recours dans nos colonies pour les ouvriers des villes ayant un métier, et pour ceux qui appartiennent à la population rurale.

Une autre question qui a son importance, c'est celle de l'acclimatation sinon de l'idée, du moins du tempérament

On ne peut, en effet, tenter l'aventure qu'avec des hommes sains et robustes, dont le nombre est forcément limité, et ce sont les plus faciles à placer en France.

Ceux que la gangrène de la prison n'a pas atteints gravement, s'ils ont un métier, un lien qui les attache, de près ou de loin, à la mère-patrie, seront, suivant toute probabilité, rebelles à toute idée d'expatriation.

Les autres, forcément affaiblis par les désordres de leur vie, et leurs nombreux séjours en prison, ne présenteront plus les facultés de résistance indispensables à cette acclimatation.

Il en serait tout autrement si des chantiers extérieurs de travailleurs étaient organisés, en France pour les peines d'une certaine durée, et dans nos colonies, pour les plus longues.

Ces hommes, habitués au climat, n'auraient plus, à leur libération, les mêmes raisons de redouter le séjour dans un pays qu'ils connaîtraient ; et, comme, chez le libéré, c'est souvent le manque de persistance dans la volonté qui l'empêche d'agir, il accepterait plus facilement un état de choses qui serait la continuation améliorée de la situation présente.

Nos colonies sont nombreuses, leur territoire est vaste, et l'encombrement n'est pas à craindre.

Je n'ai pas à m'occuper ici de la création de ces chantiers en France ; on doit cependant souhaiter que l'expérience soit tentée.

Dans l'état actuel des choses, le placement des libérés dans nos colonies sera forcément limité à un petit nombre, et il est à craindre que les résultats aient des conséquences à peu près insignifiantes au point de vue général.

L'idée, cependant, en attendant qu'elle soit le corollaire d'une organisation différente de l'application de la peine, ne doit pas être rejetée ; qu'un essai soit tenté, tout modeste qu'il soit ; il peut servir au moins de champ d'expérience, et nous donner des indications utiles sur les modifications à apporter à son application.

J'ajouterai, que si le projet d'émigration des patronnés, qui est en lui-même une idée juste, ne semble pas devoir produire à l'heure présente des résultats pratiques, cela ne tient pas seulement à la mauvaise qualité physique et morale des travailleurs, mais aussi à l'atrophie de l'esprit de colonisation dans la nation française.

Depuis quelques années, un courant nouveau commence à circuler sous ce rapport, dans l'éducation de la jeunesse ; il faudrait introduire ce courant dans nos prisons, et, ne dédaignant aucun concours, tâcher d'y créer un état d'âme que j'appellerai l'esprit colonial, comme on a infiltré l'esprit militaire dans nos écoles de réforme.

Pour cela, je propose une mesure qui aurait l'avantage, très grand et très rare, de ne coûter rien au Trésor : ce serait d'organiser dans les maisons centrales et dans les maisons d'arrêt importantes, des conférences sur nos diverses colonies, les ressources qu'elles renferment, les avantages qu'elles offrent, la possibilité d'y faire vivre sa famille ou de s'en créer une.

Ces conférences auraient, à mon avis, une influence moralisatrice bien plus grande que les conférences déjà essayées dans les prisons dans un but direct de relèvement, surtout si on les rendait intéressantes et s'il se peut, amusantes.

Inspirer à ces natures viciées le désir d'un effort d'amélioration matérielle, peut amener insensiblement le retour au bien, plus sûrement que des conseils, presque toujours peu ou mal écoutés ; c'est d'ailleurs seulement ainsi que s'opère parfois le sauvetage de nos relégués ; il m'a été donné dans ma longue carrière, d'en voir passer sous mes yeux plus d'un exemple ; je n'en citerai qu'un seul:

C'était à Landerneau, maison exclusivement affectée alors aux détenus relégués ; l'un d'eux, F..., récidiviste incorrigible, ne se souciait pas plus de la règle de la maison, qu'il n'avait eu cure des lois de son pays. Toujours il fallait le punir et exercer sur lui une surveillance active à cause de son mauvais esprit ; il était intelligent, serrurier habile et un peu mécanicien. Un jour, au prétoire, je causai longuement avec lui ; il m'écouta avec la plus grande attention, et je vis à son émotion que je frappais juste.

— Jamais, me dit-il, Monsieur le Directeur, on ne m'a parlé comme vous venez de le faire ; si je vous disais que je veux suivre vos conseils, changer de vie, faire peau neuve, non seulement dans la maison, mais aussi dans l'avenir, vous ne me croiriez pas.

— Mais je ne demande pas mieux que de vous croire, et suis tout disposé à vous aider.

— Eh bien, donnez-moi la place de serrurier de la régie, vous me verrez à l'œuvre, et je vous jure qu'on n'aura plus de reproches à me faire.

Je tentai l'expérience, mais pour continuer mon œuvre, j'allai souvent dans son atelier causer avec lui, et le fortifier dans ses bonnes résolutions.

Pendant tout le temps de son séjour à la maison centrale, je n'ai eu qu'à me louer de lui, et au moment de son départ pour la Guyane, je lui promis de le suivre, et de l'aider à se créer une situation.

Je continue à être en correspondance avec lui ; il a obtenu au bout de peu de temps de travailler de son métier, puis, deux ans

après son arrivée, il était nommé mécanicien d'une chaloupe de l'Etat qui fait le service de ravitaillement des camps disséminés sur le cours du Maroni.

Libéré individuel, il a conservé cette situation qu'il doit occuper encore. Sa dernière lettre se terminait ainsi : « Je conserve pré-« cieusement vos lettres que je relis souvent ; elles sont pour moi « de chères reliques de bonté, d'encouragement ; c'est dans leur « contenu que je puise à chaque instant le courage qui m'est « nécessaire pour suivre, sans en dévier, la route qui doit un jour « me conduire près de ma famille. »

Cette digression ne doit pas me faire oublier de conclure :

Il convient d'encourager pour les patronnés, comme pour tous les Français, l'envoi aux colonies, mais dans une mesure restreinte, et seulement à titre d'essai, tant que les sociétés de patronage ne se seront pas entendues avec l'Administration pénitentiaire pour les mesures concordantes.

Il est d'un intérêt immédiat de créer dans ce but, dans les prisons, des conférences tendant à inspirer l'esprit colonial aux libérés actifs et intelligents, désireux de se créer une vie nouvelle et un avenir.

RAPPORT

DE

M. Henri JOLY

Vice-Président de la Société générale des Prisons
et de la Société d'Économie Sociale

L'envoi aux colonies est-il un mode de patronage à recommander ? La question ainsi posée s'offre à nous dans sa brièveté — nécessaire, sans doute — mais quelque peu obscure. Convenons tout d'abord que l'envoi pur et simple n'est pas un patronage à proprement parler, mais que c'est beaucoup plutôt une mesure exigeant, pour être efficace, l'organisation d'un patronage spécial. Quoiqu'il en soit, la question est complexe et elle nous oblige à un assez grand nombre de distinctions.

I

S'il s'agit des enfants pour lesquels le nom de libérés doit être pris dans un sens de plus en plus large puisque les mesures paternelles l'emportent de plus en plus sur les mesures répressives et correctionnelles, je me permettrai de renvoyer au rapport que j'ai soumis au Congrès pénitentiaire international en 1900. Les conclusions en ont été toutes adoptées (1).

Elles posaient : que le placement d'enfants dans les possessions coloniales, comme moyen préventif, était possible et qu'il pouvait

(1) Avec une légère restriction à la conclusion 1 : « il n'y a pas lieu de recommander l'envoi en pays étranger » le Congrès a cru devoir ajouter : « en général ».

même donner des résultats très avantageux ; mais qu'il y avait à cela certaines conditions, car, bien loin que cette tentative de solution supprime les difficultés du patronage, on peut dire qu'elle en ajoute quelques-unes. Il faut choisir non pas les pires sujets, mais les meilleurs, les plus solides, les plus aptes à se tirer d'affaire. Il ne faut pas trop les agglomérer, surtout quand il sont en période d'éducation réformatrice. Il faut leur assurer, dans la colonie, un travail assez rémunérateur pour qu'ils ne soient pas tentés de revenir, coûte que coûte, dans la Métropole. Enfin, il ne faut pas les perdre de vue.

Encore une fois, ces conclusions ayant été adoptées unanimement, il y a lieu, ce semble, de les considérer comme bien acquises. Elles s'appliquent aux œuvres de patronage réformateur ou curatif comme aux œuvres de patronage purement préventif.

J'y ajouterai cependant plusieurs considérations que l'expérience des trois dernières années dans le soin d'un patronage en Tunisie me permettrat de mieux préciser.

Quand un adolescent a dépassé l'âge de quatorze ans, son placement aux colonies devient déjà difficile. Le faire entrer dans un orphelinat ou dans un internat agricole, c'est apporter un élément de trouble, sans la compensation d'un apport de connaissances utiles ou d'idées sérieuses. Aussi les directeurs de ces établissements refusent-ils presque toujours des garçons de cet âge (1). Les fermiers, les métayers, les exploitants directs d'un petit domaine voudraient, eux, au contraire, en avoir. Mais qu'on ne se hâte pas de chanter victoire ! Je l'ai constaté en plus d'une occasion, ils ne les demandent et ne sont disposés à les accepter qu'à la condition de ne pas être obligés de les payer. Autrement ils aiment encore mieux payer un indigène ou bien un italien ou un maltais qui feront beaucoup plus de travail, en se contentant d'un salaire modique. D'autre part, il est aujourd'hui plus que difficile de faire accepter d'un petit français, marchant sur ses quinze ans et ayant vécu jusque là dans une certaine indépendance, de donner son

1) Peut-être feront-ils des exceptions pour des enfants n'ayant pu, en raison des expulsions ou dissolutions prochaines, achever leur temps d'éducation dans un orphelinat agricole de France.

travail sans être parfaitement assuré d'une rémunération convenable.

On dira : mais pourquoi ne confierait-on pas d'office à un cultivateur algérien, tunisien ou autre un garçon soit acquitté en vertu de l'article 66 du code pénal, soit mis en placement selon les dispositions de la loi de 1898 et sur lequel on a la main ? L'assistance publique, à qui les tribunaux remettent actuellement un grand nombre de ces enfants, ne pourrait-elle les placer aux colonies tout aussi bien que chez un paysan du Nord ou de la Nièvre ? Strictement, elle le pourrait. Mais qui ne sait combien elle connaît de lamentables insuccès quand au lieu de placer ainsi des enfants à la mamelle et en bas âge, elle place des adolescents ayant déjà comparu devant la justice ? Malgré ses inspecteurs, préposés, agents qui sont dans la région, un grand nombre de ces pupilles pris trop grands s'enfuient et s'arrangent de telle sorte qu'on ne peut pas, dit-on, les retrouver. L'assistance publique donc, eut-elle même des fonctionnaires nouveaux dans les colonies, ne pourrait y faire de fréquents envois sans y envoyer surtout des vagabonds, des maraudeurs, des excitateurs de désordres dangereux. Sans doute on peut admettre qu'elle opère sur une petite échelle ; mais dans ce cas même elle ne réussira quelquefois qu'à la condition d'observer d'une façon de plus en plus rigoureuse les règles posées ci-dessus.

Prendre des enfants de douze à quatorze ans, les adopter, par exemple, au lendemain de la première communion, faite en temps normal ou retardée, peut paraître une solution très satisfaisante. Le temps de l'école est fini ou à peu près. On peut mettre tout de suite le jeune garçon aux travaux de la terre et l'y habituer peu à peu. Il grandira dans le domaine et s'y attachera. Les gratifications qu'on lui mettra de côté, les exemples qu'il aura, sous les yeux, d'aînés bien dirigés, bien placés et réussissant, tout cela le soutiendra et le rendra moins exigeant et plus docile. C'est cette méthode qui domine à Sainte-Marie du Zit, en Tunisie, où les pupilles de la Société d'Economie Sociale de Paris se mélangent à ceux qu'a recrutés de son côté M. l'abbé Boisard. La Société Parisienne ayant pu inaugurer avec quelque solennité la remise de

la dot qu'elle sert annuellement au jeune homme le plus persévérant et le plus capable, l'établissement tout entier a pu voir authentiquement et de près la solidité des promesses qui lui sont faites. Elle l'a vue mieux encore en mai 1902, lors du premier mariage célébré entre un pupille de Sainte-Marie et une jeune fille élevée par les franciscaines de Sainte-Monique, à la Marsa, près de Carthage (1).

Les épreuves, toutefois, ne manquent pas et surtout quand le jeune patronné a conservé en France quelques parents sur lesquels il a encore un peu d'action. Tout d'abord il faut se défier des pères et mères qui sollicitent l'adoption de leur enfant pour que son éducation et son apprentissage ne leur coûtent rien. Il faut se défier aussi de certains enfants qui ne demandent pas mieux que de faire le voyage, mais aspirent bientôt à se faire renvoyer, fut-ce chez un oncle, chez une sœur, chez un grand'père et se conduisent de manière à rendre la mesure inévitable. L'expérience qu'on a faite de ce genre de déboires et les difficultés mêmes du recrutement font qu'on s'est mis à accepter des enfants de moins de douze ans. La dépense est beaucoup plus grande, car elle n'a pas la contre partie des premiers services rendus par les bras du pupille à la culture du domaine. Mais, au point de vue de la moralisation de l'enfant et de la francisation croissante du pays, les garanties sont incontestablement supérieures.

Supposons maintenant que ces enfants, pris plus ou moins jeunes, aient grandi, qu'au lendemain de leur année de service militaire (2) ils reviennent volontiers à l'orphelinat comme à une maison paternelle, comment faudra-t-il les placer ? Isolément ou par groupes ? Aucun de ces deux systèmes ne doit être préféré à l'exclusion de l'autre. D'après l'expérience qui se dessine, on peut s'en tenir à la solution suivante : laisser libres de s'établir n'importe où tous ceux qui auront quelque initiative et qui trouveront de bonnes occasions ; avec ceux qui demandent un peu plus à être dirigés, former de petits centres où chacun sera chez soi, mais

(1) Voir la *Réforme Sociale* du 1er juillet 1902.
(2) On sait que les jeunes gens établis aux colonies ne font qu'un an.

où les traditions et l'amour du berceau commun de l'œuvre se continueront pour le plus grand profit de tous. on doit penser, de plus qu'il faut faire une différence entre les enfants qui, retirés à peine de la rue, sont placés directement (ceux-là il ne faut pas les agglomérer) et ceux qui après avoir passé une longue séries d'années ensemble sous une même paternité d'adoption ne peuvent que retirer de sérieux avantages de leur rapprochement dans une commune ou dans un hameau fondé pour eux.

II

Si nous en venons aux adultes, le mot de « libéré » devra être pris, cette fois, dans le sens le plus restreint. Il s'agit évidemment de gens ayant fait de la prison et ayant ensuite de la peine à se reclasser dans la société.

Je demanderai tout d'abord à exclure ici l'hypothèse de la transportation en cours de peine et par masse de libérés. Quand deux ou trois cents forçats viennent d'accomplir leur peine à la Guyane (comme il y a peu de temps en Nouvelle-Calédonie), on ne peut pas dire que ces hommes là sont *envoyés* aux colonies pour y être dépaysés et offrir à l'action salutaire du patronage une moindre résistance. Il y a des années déjà qu'ils ont amené avec eux de France ce milieu pénitentiaire et galérien, qu'ils l'ont installé, renforcé, aggravé par la demi-liberté dont ils ont joui, par la solidarité malheureuse qui s'est forcément resserré entre tous. Quand on parle d'un patronage qui envoie des libérés aux colonies, on pense évidemment à des hommes qui ont fait leur peine dans la mère-patrie et qu'on s'attache à disséminer dans nos diverses possessions pour qu'ils s'affranchissent précisément des traditions, des entraînements, des associations, des servitudes que laisse la vie de prison, surtout avec le régime en commun.

Eh bien ! que faut-il ici ?

En premier lieu, des renseignements précis indiquant : 1° le nombre de travailleurs que la colonie pourrait recevoir et occuper ; 2° les conditions du travail offert.

Qui demanderait ces renseignements ? Evidemment la société de patronage continentale.

A qui les demanderait-elle ? A un patronage correspondant de la colonie ; et celui-ci serait constitué soit par des colons libres et laïques, soit (ce qui serait à coup sûr plus facile) par des religieux, soit par un comité mixte. Il va sans dire que nous n'excluons pas les membres compétents des différentes administrations.

De ce qui précède il résulte que ceux qui donneraient de loin les renseignements nécessaires seraient aussi ceux qui indiqueraient sur place la meilleure manière d'en user. Les vrais colons proprement dits qui peuplent ou qui exploitent avec quelque fruit une contrée lointaine ne sont-ils pas aidés par une méthode analogue ? N'est-ce pas un groupe d'anciens compatriotes qui les appelle, qui les renseigne et les fortifie par son contact ? Le nombre appelle le nombre. Si désireux qu'on puisse être de trouver un pays neuf avec des terres à bon compte et avec moins de réglementation, l'on aime à rencontrer des gens qui parlent la même langue et qui facilitent la transition. Tout est facile pour l'Anglais qui est partout chez lui, puisque partout il peut trouver des compatriotes Encore, est-il par là même évident qu'il va là où les voies lui ont été préparées. L'émigration basque dans l'Amérique du Sud, les établissements de bas-alpins et surtout d'émigrés de la vallée de Barcelonnette au Mexique se sont accrus selon la même loi, avec une rapidité toujours croissante, au fur et à mesure que les familles déjà fixées devenaient plus nombreuses, plus attractives et plus accueillantes.

Pour faire son chemin tout seul, il faut une singulière force d'âme, et ce n'est pas ce qu'on trouve chez nos libérés. Quelles ne seraient pas les difficultés semées sous leurs pas, alors qu'il y en a déjà tant à faire calculer d'avance aux honnêtes pères de famille et aux braves gens, demandant à émigrer avec leur petit capital ?

On dira peut-être ici : Mais ne faut-il pas placer le libéré dans un milieu qui l'ignore ? Et n'est-ce pas, en grande partie, pour cela qu'on retrouve bon de le dépayser ? Je réponds : le principe du patronage est le même partout. Pour que la plus grosse partie de l'entourage reste sans inconvénient dans l'ignorance sur le passé d'un libéré, il est bon que ceux qui le patronent le connaissent. C'est là aussi une transition nécessaire. Ce que les groupes d'anciens

amis, de parents plus ou moins éloignés sont pour les colons ordinaires, c'est le patronage qui le sera pour le libéré devenu colon.

Je n'ignore pas qu'un certain nombre de libérés encore jeunes et munis de quelques relations, émigrent d'eux-mêmes pour éviter les suites qu'aurait pour eux, sur le sol français, une condamnation récente. Mais ceux-là se partagent, je crois, en trois groupes. Les uns tombent rapidement dans la misère et meurent prématurément sans profit, à moins qu'ils ne se fassent rapatrier et ne retombent alors plus que jamais à la charge de la Métropole. Les autres arrivent à quelques résultats, mais par quel moyens ? par l'usure, par l'escroquerie, par le chantage, par le montage de certaines industries interlopes, bref, par ces agissements qui compromettent partout si gravement l'essor régulier de nos colonies. D'autres, enfin, trouvent à se placer honnêtement ; mais alors c'est presque toujours un certain mode de patronage qui les sauve. Quand l'administration d'une colonie reçoit sur place les offres de service d'un français, la première chose qu'elle fait, c'est de demander son casier judiciaire, et, en attendant qu'il arrive, elle tire de son homme le parti qu'elle peut pour ne pas avoir à sa charge ou sa nourriture ou son rapatriement. Quand elle est fixée, elle tient son fonctionnaire sous sa surveillance que, du reste, l'habitude de voir souvent des sujets de cette nature rend très tolérable. Je pourrais citer dans telle de nos colonies un grand nombre de ces cas. Si l'Administration est à la fois vigilante et paternelle (elle l'est toujours quand c'est l'élément militaire qui domine), l'homme ainsi encadré marche assez bien et se réhabilite. Le patronage que nous proposons ne sera que la généralisation de ce système constitué avec une plus grande partie d'éléments libre.

Il vaut la peine de l'essayer avec méthode, c'est-à-dire avec un plan d'ensemble et avec persévérance. N'attendons pas le moment où le relâchement des poursuites, où l'indifférence à l'égard du mal et la perte de ce qu'on peut appeler la pudeur sociale, donneront à chaque libéré le désir obstiné de rester en France et de considérer la Métropole comme étant pour lui la meilleure des colonies à exploiter.

RAPPORT

PAR

Dr G. RAYNAUD

Médecin en chef des Colonies en retraite
Professeur à l'École de Médecine et de l'Institut Colonial

La concurrence vitale, chaque jour plus ardente en France, rend très difficile le placement des sujets tarés que les sociétés de patronage s'efforcent de pourvoir d'une position sociale capable d'assurer leur existence et de contribuer à leur relèvement moral.

Aussi, depuis longtemps, la colonisation par les libérés s'est-elle présentée comme une des solutions applicables à ce difficile problème. Champs nouveaux ouverts à l'activité de notre race, faiblesse du courant d'émigration libre, situations lucratives assez nombreuses et offertes, bénéfices rapides, relèvement moral par la lutte pour l'existence dans l'indépendance, par la responsabilité, par l'obligation de se débrouiller, par la stimulation du besoin, par l'émulation entre les races, par le sentiment de supériorité envers les indigènes, voilà autant de raisons suffisantes pour justifier la proposition d'envoi des libérés aux colonies. Les sociétés de patronage trouveront dans ces situations les éléments de moralisation et de réhabilitation parfaitement adaptés à leur programme d'action.

Mais cette conception peut-elle se réaliser pratiquement ? Quelles sont les possibilités et les difficultés que l'application fera surgir ?

Pour se rapprocher aussi étroitement que possible de la réalité, il faut distinguer les facteurs matériels des facteurs moraux dans une pareille entreprise.

Considérons tout d'abord les libérés colonisateurs comme des travailleurs, hommes libres, sans tares, s'expatriant de leur propre mouvement.

Un Français quel qu'il soit, résolu à s'implanter dans une colonie, doit, avant son départ, choisir une localité dont la salubrité permette l'existence d'un ouvrier Européen, s'assurer une place, posséder un petit pécule indispensable pour faire face aux dépenses de première installation.

Les principales colonies françaises sont, à l'exception de l'Algérie et de la Tunisie, toutes situées dans la zone torride et, si l'on excepte quelques petites îles telles que Tahiti, la Nouvelle-Calédonie, la Réunion, la Guadeloupe, Saint-Barthélemy, elles offrent une redoutable insalubrité dans les terres basses où sont construites les principales villes. La chaleur humide, excessive et constante, les maladies endémiques, telles que paludisme, dysenterie, hépatite, anémie, rendent impossible, pour les Européens, le travail manuel exécuté au Soleil ou devant les feux, surtout le travail de la terre et, d'une manière générale, tous les travaux de force prolongés.

Les seules professions accessibles à l'ouvrier européen dans les terres basses des colonies tropicales, sont celles de surveillant ou d'ouvrier travaillant à l'abri du soleil ou des feux, et d'une manière générale de toutes les professions d'art ou libérales.

Les professions agricoles ne sont accessibles à l'Européen que dans les colonies prétropicales, dans les colonies tropicales salubres, dans les hauteurs des colonies intertropicales en général. Ces conditions sont rarement réalisables parce que ces régions n'offrent qu'un champ restreint à l'activité de l'industrie européenne.

Ainsi le nombre des professions accessibles à l'ouvrier Européen est restreint : les places disponibles sont donc peu nombreuses, car l'Européen, dans nos grandes possessions telles que Madagascar, l'Indo-Chine, l'Afrique Occidentale, le Congo, représente avant tout la tête qui dirige, tandis que l'indigène est le bras qui exécute. Le

nombre des places accessibles aux libérés sera encore plus restreint parce qu'il obtiendra difficilement des emplois de contre-maître, de surveillant, de gérant d'habitation.

Néanmoins, la proposition qui précède, n'a rien d'absolu, et si le travailleur Européen ne peut être qu'un surveillant dans une exploitation agricole, cependant des emplois lucratifs peuvent s'offrir à des ouvriers d'art (mécaniciens, plombiers, menuisiers, horlogers, tailleurs, etc., etc.), dans les grands centres coloniaux. Exceptionnellement quelques grandes industries (ateliers de construction, de tissage, de distillerie, etc.), peuvent employer plusieurs ouvriers Européens. Mais le plus souvent l'ouvrier d'art devra travailler pour son propre compte, installer son commerce, pourvoir avec ses ressources disponibles à son établissement ; il devra donc posséder un pécule d'une importance variable suivant la colonie, le commerce à entreprendre, le temps jugé nécessaire pour la mise en rapport de l'entreprise, suivant le nombre des membres de sa famille. Il s'efforcera de recueillir des renseignements précis sur les chances que la Colonie choisie offre pour le succès du métier qu'il veut exercer.

C'est seulement lorsqu'il est en possession de ces éléments de succès que le travailleur Européen peut songer à se mettre en route. Agir autrement, c'est courir une aventure qui se terminera très probablement par un désastre. Dans les colonies insalubres, la maladie viendra s'ajouter à la misère et cette aventure, commencée sur le pont d'un navire se terminera sur un lit d'hôpital.

Il ne suffit pas, en effet, pour coloniser, de se mettre en route avec de bonnes résolutions et une bonne santé. Il faut encore avoir les moyens de mettre les intentions en pratique et de conserver la santé.

Si, en débarquant, le colon est condamné à errer dans les ruelles d'une ville coloniale et à frapper de porte en porte pour trouver un emploi, il aura beaucoup de chances pour voir son temps s'écouler sans profit, ses ressources s'épuiser promptement, car le prix de la vie est très élevé pour un Européen. Sa santé sera promptement compromise pour toujours, car rien ne favorise plus l'apparition des maladies infectieuses que la misère et les privations subies sous un soleil de feu.

Alors, comme les colons libres, recrutés sans souci de ces difficultés, que je conduisais en 1881, en Nouvelle-Calédonie, il ne restera plus aux émigrants que la ressource de réclamer une place dans une administration publique ou le rapatriement.

Grâce à l'assistance des Sociétés de patronage, le libéré, destiné à la colonisation, sera mis à l'abri de quelques-uns de ces aléas. Les renseignements recueillis par les Sociétés sur le climat, la salubrité, les professions accessibles, les places disponibles, seront précis. La tutelle précieuse, accordée en Europe, au libéré à sa sortie de la prison, lui sera peut-être continuée dans les colonies par des correspondants de ces sociétés. Mais il n'est pas douteux qu'il sera difficile de procurer au libéré émigrant les ressources suffisantes, en argent et en nature, indispensables pour le premier établissement. Cette condition est cependant essentielle. La constitution d'un fonds de colonisation sera, à mon avis, avec l'institution d'un service de renseignements et la constitution, dans chaque colonie, des Sociétés de patronage affiliées avec celles de la Métropole, un facteur essentiel de colonisation par les libérés.

Les *libérés*, transplantés dans une colonie, privés de la tutelle des Sociétés de patronage, vont être brusquement abandonnés à leurs seules forces morales. Embrigadés dans le personnel d'une grande industrie en travaillant pour leur propre compte, ils seront désormais livrés aux inspirations de leur conscience.

Dans la lutte si âpre de l'existence coloniale, au milieu des difficultés inusitées qui surgissent chaque jour dans cette vie nouvelle, que deviendront-ils ? Résisteront-ils aux suggestions que la libre initiative fait naître dans la gestion des biens qui leur sont confiés ? Dans ces débuts si pénibles d'un établissement à créer, où les volontés les plus fermes sont quelquefois ébranlées par les tâtonnements et les désillusions, auront-ils la force d'âme nécessaire pour marcher au succès par les droits chemins de l'Honneur ?

Dans les relations avec les indigènes conserveront-ils assez la notion des devoirs qui incombent à l'homme civilisé ? Sauront-ils respecter les droits, les biens, les familles, les mœurs, les croyances de ces indigènes ? Auront-ils dans leur âme assez de Justice pour respecter les contrats survenus avec des hommes dont ils se consi-

dereront comme les supérieurs, sinon comme les maîtres ? Trouveront-ils en eux-mêmes assez d'humanité pour rester bons et charitables à l'égard de ces êtres faibles que les hasards de la vie auront placés sous leur autorité ? L'exploitation de la main-d'œuvre indigène faite par eux restera-t-elle dans les limites tracées par la civilisation ? Seront-ils d'honnêtes employeurs ou de féroces exploiteurs.

Les actes dont j'ai été le témoin attristé et dont se rendaient coupables des colons libres dans leurs rapports avec les indigènes, soit à l'occasion de l'exécution de contrats de travail, soit à propos de violation de territoires réservés, m'inspirent les plus vives appréhensions sur la conduite probable de libérés devenus colons. On est en droit de redouter les plus regrettables abus.

Loin de toute surveillance, affranchis de la contrainte qui jusque-là pesait sur eux, ces hommes seront bientôt en proie aux impulsions qui ont déjà fait d'eux des délinquants ou des criminels et que la prison n'a pu supprimer. Les mauvais instincts, les pires passions vont renaître. Les exemples innombrables que j'ai eu sous les yeux en Nouvelle-Calédonie ne me laissent aucun doute à cet égard.

A la fois malfaiteurs et démoralisateurs, ils constitueront ainsi un dangereux voisinage, pour les colons libres comme pour les indigènes, s'ils sont réunis en grand nombre, car les vices, acquis ou héréditaires qui les ont conduits en prison où ils se sont aggravés et multipliés par les promiscuités fâcheuses, vont devenir une cause de rapprochement parmi ces hommes.

Cependant les forces indéniables qui résident en eux peuvent être mises à profit, et l'œuvre de réhabilitation commencée en France pourra être continuée dans une colonie si, au lieu de constituer des groupes et d'être abandonnés à eux-mêmes, ces hommes sont embrigadés parmi d'autres ouvriers, colons libres sans tares, s'ils sont placés sous la tutelle des sociétés de patronage exerçant une action aussi constante et immédiate que celles de la Métropole, s'ils trouvent, en un mot, de bons exemples devant eux, si leurs vices sont contenus par une surveillance toujours en exercice, paternelle mais vigilante, qui ne permettra pas à ces arbres à peine

redressés de se courber de nouveau sous le moindre souffle de mal qui viendrait les frapper.

A ces conditions seulement le libéré pourra être admis à cette vie coloniale qui exige de ceux qui s'y consacrent autant de force d'âme que de résistance du corps.

RAPPORT

DE

M. Gaston VALRAN

Professeur d'Histoire au Lycée d'Aix

Le peuplement de nos colonies par les sujets que des circonstances diverses mais également malheureuses ont déracinés du sol natal, la rééducation, et, par suite, la réhabilitation de ces déracinés ou de ces déchus par la transplantation sur un sol nouveau, dans une ambiance nouvelle, l'une et l'autre de ces circonstances étant plus favorables à la régénérescence d'êtres débiles, telles sont les idées maîtresses, en quelque manière, les causes finales, l'une économique, l'autre sociale, qui ont inspiré la proposition et même provoqué l'institution résumées et caractérisées dans cette formule : de l'envoi aux colonies comme mode de patronage.

Economistes et sociologues peuvent être d'accord s'ils voient dans cette théorie et dans cette initiative une pensée et une action philanthropiques ; l'harmonie qui règne dans leurs cœurs, émus d'une même compassion pour la plus fragile partie de l'humanité, l'enfance, ne règne plus dans leurs esprits, avisés par la science et l'expérience, et portés par l'habitude de procéder rationnellement à observer la même discipline dans l'œuvre même de la philanthropie.

Les Economistes opposent aux sociologues, l'intérêt même des colonies dont le peuplement peut être compromis par un recrute-

ment défectueux et même, disent-ils vicieux : dans les recrues dont les institutions de patronage approvisionneront les colonies, ils ne voient que des êtres tarés, contaminés et contagieux ; inquiets déjà sur la valeur physique, intellectuelle et morale des éléments sociaux qui ont fourni longtemps la main-d'œuvre aux colonies, ils sont alarmés par la perspective d'une aggravation morbide, et associant, confondant la colonisation par les recrues des patronages avec la colonisation pénale, ils se montrent hostiles à cette émigration, pour le moins défiants, tout simplement sceptiques sur l'efficacité que l'on en pourrait espérer.

Les sociologues opposent aux économistes avec l'argument humanitaire d'usage l'intérêt même de la métropole dont la population va s'encombrant des résidus de l'immoralité, des habitués de la criminalité juvénile ; ils opposent encore aux économistes qui plaident pour l'exportation de ces déchets sur des terres abandonnées par la colonisation volontaire l'intérêt même de ces malheureux dont quelques-uns, un plus grand nombre qu'on ne pense peut-être, ne méritent pas encore le bannissement par anticipation dans des pays meurtriers et dont plus d'un, distrait de son milieu, rénové dans ses mœurs, pourrait renaître à une vie supérieure à la condition de leur origine et de leur éducation premières.

La mésintelligence entre économistes et sociologues, sur l'initiative à prendre, sur la méthode à suivre, sur les résultats à escompter, ne provient-elle pas d'un différend dans la conception initiale, dans l'organisation primordiale de ce que devrait être l'envoi aux colonies comme mode de patronage.

Tout dissentiment ne se dissiperait-il pas si tout d'abord l'on était fortement convaincu que cette proposition repose non seulement sur des principes théoriques, mais sur des données vérifiées par l'expérience ? Ne se dissiperait-il pas encore si l'on essayait d'examiner et si l'on pouvait par cet examen être amené à accepter certaines conditions essentielles du recrutement, de l'installation, de l'éducation qui conviennent à une œuvre de réforme juvénile par la colonisation et le patronage, autrement dit, par l'*Adoption coloniale*.

Une tradition établie par des publicistes dès le XVIII^e^ siècle, et

des institutions créées dans les divers pays du monde, ont consacré définitivement la doctrine du peuplement colonial par les patronages. *Dans les vues d'un citoyen*, l'auteur anonyme, Chamousset, selon les plus fortes présomptions, préconise l'émigration des enfants trouvés vers la Louisiane. En Angleterre, aux États-Unis, fonctionnent avec succès des patronages qui procurent de la main-d'œuvre aux fermiers des colonies ou du Far-West. En France, on connaît les essais de l'Assistance publique en Algérie. De ce côté, les résultats ont-ils répondu aux efforts ? Ils pourraient être aujourd'hui l'objet d'une enquête économique et sociale dont le caractère scientifique et la portée philanthropique seraient décisifs et pourraient être d'une réelle et féconde utilité. Abstraction faite des vues particulières et des accidents locaux, il est constant que l'opinion publique à notre époque contemporaine, d'une manière générale et sous une impulsion continue, tient en certain crédit l'institution de patronages coloniaux affectés à l'assistance de sujets métropolitains.

Peut-être sa confiance s'affirmera-t-elle si l'on s'impose quelque conditions dans l'édification de cette institution, ou pour être plus explicite sans être discourtois, si l'on se met en garde contre quelques errements.

Une première erreur à éviter ne serait-elle pas de prétendre transplanter nos jeunes protégés, sans distinction d'origine, d'éducation première, de prédisposition et d'établissement ? La première règle de sagesse ne serait-elle pas de s'inspirer des besoins des colonies, des aptitudes et des règles que ces besoins requièrent et des circonstances climatériques où ces aptitudes pourraient se révéler dans leur plus libre et plus ample épanouissement de forces physiques, intellectuelles et morales. Il ne faudrait point voir arriver dans les colonies de sujets anémiés, difformés, point de sujet arriérés, point de névrosés ; il ne faudrait point transporter du pavé de Paris ou de Marseille au bord de la brousse sous le soleil africain, pour vivre aux champs, vivre de la terre, sur la terre, de petits gavroches habitués à la foule, au camelot ; ils seraient guettés les uns par la fièvre, les autres par la nostalgie, voire même terrassés par l'une et l'autre de ces endémies des pays d'outre-mer. Ne serait-il pas préférable de

recruter des sujets dont la croissance sera avancée, la santé raffermie, la vocation première tournée vers la culture ; ne serait-il pas plus prudent de les recruter dans la zône méridionale, région de transition, pour les établir sur la bordure africaine, dans la zône tellienne, région d'acclimatation. Bref, théoriquement, il est deux conditions primordiales à l'envoi aux colonies comme mode de patronage : la sélection des sujets, l'acclimatation sur le littoral méditerranéen africain. Pratiquement ces conditions pourraient se réaliser d'après la formule des deux vœux suivants :

1° L'envoi aux Colonies comme mode de patronage ne peut être salutaire aux enfants et profitable aux Colonies que vers l'âge de 14 ans, après une période d'épreuves dans la Métropole.

2° Cet envoi ne peut donner sa mesure d'utilité que sur la bordure méditerranéenne d'Algérie-Tunisie.

Ces conditions réunies assurent au système du recrutement que la garantie physique : si c'est un ensemble de conditions nécessaires, il est insuffisant : le peuplement français de nos colonies réclame deux autres garanties, l'une professionnelle, l'autre morale. L'une et l'autre de ces garanties pourraient être obtenues par la méthode d'éducation ou plutôt de rééducation.

Quelle sera l'instruction ? Agricole, comme il convient à la phase même, à l'âge économique de cette colonisation. Pour cette partie il suffit de mettre au point colonial ce qui se pratique avec un remarquable succès dans la colonie des Douaires ; l'adaptation aux cultures coloniales pourrait être faite sur le plan de l'école d'agriculture indigène qui s'est fondée l'année dernière à Tunis et encore sur le plan de l'école agricole de Djedeïda. La méthode se résume en un mot : c'est l'apprentissage rationel de la culture coloniale.

Quelle serait l'éducation ? Toute discussion sur les divers systèmes en vigueur étant écartée, l'exemple des *Scattered Home* à Sheffied, en maisons de famille dispersées sur un vaste domaine agricole, autour d'une école instituée au centre, semble le plus propice pour réformer le caractère et créer dans le sujet une seconde nature. La méthode consiste à doter ces *sans famille* d'une famille artificielle, qui leur offre le type de la famille coloniale à souhaiter.

Outre l'éducation directe, cette méthode renferme l'avantage de pouvoir hospitaliser des filles comme des garçons, ce qui prépare par les mariages ultérieurs, des familles souches de colons. Là où s'établira la femme française demeurera le colon : c'est dans l'acclimatation et l'éducation de la femme que réside d'ailleurs la solution de tout problème de peuplement. Point d'internat de filles ni de garçons ; mais des familles artificielles de 4, 5, 6 enfants groupés sur un lot autour de colons d'expériences, poursuivant par l'école et par le champ leur apprentissage cultural et colonial.

De ce qui précède peut se déduire la formule de deux vœux :

Le patronage par l'envoi aux colonies s'exercera en vue de donner à ses assistés :

1° Une instruction rationnellement professionnelle, c'est-à-dire un apprentissage cultural et colonial.

2° Une éducation familiale dans des maitairies élevées au milieu d'allotissements distincts.

Si ces règles sont mises en pratique, le peuplement français, quelque prévention que l'on puisse avoir sur la valeur de ces recrues, sera entouré de trois des garanties désirables : l'endurance physique, l'habileté professionnelle, l'honnêteté morale.

De ces conditions purement spéculatives, toutefois nécessaires si on procède à l'execution pratique, l'on entrevoit des réalités qui pourraient réduire à néant les scéhmas les plus logiques.

Comment, dans le domaine non plus des concepts mais des faits, se représenter l'institution dont la raison d'être et la fonction sera de recevoir aux colonies des sujets envoyés par les patronages métropolitains.

N'y aurait-il pas deux processus possibles ? Utiliser ce qui existe en procédant par juxtaposition, ou, s'il n'existe rien, créer de toutes pièces une œuvre qui aurait sa fin propre.

L'important dans ces deux méthodes, c'est de bien déterminer le caractère de l'institution directrice, viendront en suite les détails d'organisations et de fonctionnement.

Voudrait-on utiliser ce qui existe, on trouverait à Tunis la Société française de bienfaisance, mixte, en ce sens, qu'elle est partie privée, partie officielle.

Serait-on dépourvu d'une société analogue,on créerait un patronage sur le type même d'administration qui s'observe dans la métropole.

Quelle que soit l'institution de patronage, annexe ou autonome, sa fonction serait la même : office de correspondance avec les patronages métropolitains pour recruter leurs sujets destinés à la colonisation, conseil d'administration pour contrôler la gérance des métairies et la discipline des métayers sur leurs apprentis, office de placement soit dans la colonie, soit au dehors pour les ouvriers formés, gestion financière des fonds qui seront affectés à l'œuvre même de la jeunesse.

Pour l'exploitation agricole, le patronage s'enquerrait d'un vaste domaine, à titre de concession gratuite par l'Etat, en Algérie ou d'Enzel par la Djemmaïa des Habous en Tunisie : elle partagerait ce domaine entre les familles, par lot d'une dizaine d'hectares.

Pour les frais d'installation, afin de se procurer les capitaux de premier établissement, chaque patronage colonial pourrait solliciter les pouvoirs publics et l'initiative privée.

A l'initiative privée elle offrirait des actions, sorte de société anonyme, sur le type de la société des métayers français en Tunisie.

Aux pouvoirs publics, conseils généraux des colonies et protectorats intéressés à alimenter cette source de main-d'œuvre, aux conseils généraux métropolitains des départements migrateurs, il pourrait demander des subventions qui serviraient de garanties aux capitaux versés.

Pour les frais d'entretien et d'amélioration, il aurait d'une part, à s'adresser aux patronages métropolitains dont il recueillerait les recrues, et d'autre part, à compter sur les revenus de l'exploitation.

Il pourrait encore incomber à ses soins une tâche d'une haute portée éducatrice, coloniale et sociale. La constitution d'un fonds de premier établissement au profit de l'apprenti colon par l'épargne, l'accumulation des sommes et intérêts, épargne, et une subvention proportionnelle au capital constitué par le travail même du pupille. Du jour où il entrerait au patronage colonial, un feuillet lui serait ouvert sur le *Livre d'Epargne coloniale* : Chaque mois une somme à déterminer d'après son travail par le conseil des métayers

et des maîtres serait portée au pupille, prélevée sur les revenus de l'exploitation. L'apprentissage fini, le service militaire accompli, le stage terminé, la concession obtenue ou un contrat de métayage passé ; pour la fille, au jour du mariage avec un colon établi, le capital lui serait compté, au besoin et par complément, au moyen d'une assurance sur la vie d'après le système de M. le Castries, une somme pourrait lui être prêtée avec remboursement garanti par le contrat d'assurances. Avec ces combinaisons de la prévoyance le patronage fournirait à sa petite colonisation une main-d'œuvre pourvue du premier capital d'exploitation.

Maison d'adoption agricole et coloniale,tel serait le patronage avec ses métairies. Institution de colonisation pratique en vue de la main d'œuvre, institution de relèvement social par transplantation et redressement de tout l'être physique, intellectuel et moral, en un milieu favorable à l'acclimatation et à la réhabilitation, tel est dans sa forme la plus concise, le système qui pourrait rallier économistes et sociologues pour le succès d'une œuvre patriotique et humaine.

Que vaut le projet ? Il compte,esquissé déjà par ailleurs quelques partisans dans la métropole, en Algérie, en Tunisie, honoré même de l'estime du groupe colonial. Il aura ses adversaires : à leur manière ils serviront encore la cause du peuplement français et de la réforme juvénile : par leur clairvoyance et leur esprit critique ils montreront à l'une et à l'autre sa véritable orientation.

RAPPORT

DE

M. VULLIEZ

Avocat général près la cour d'appel d'Aix

La première des questions inscrites au programme des travaux du Congrès a trait à l'envoi aux Colonies comme mode de patronage.

Cette question m'a paru, après examen, beaucoup plus étendue que ne semblent le comporter les termes dans lesquels elle est formulée. A moins de considérer à priori les libérés comme une classe à part, comme des *outlaws* ou des parias qu'il importe de catégoriser et d'isoler du reste de la population, ce qui serait le contre-pied de vos intentions généreuses, j'ai été amené à voir en eux des travailleurs comme les autres, et à rechercher dès lors, d'une façon générale, quelles sont les conditions d'existence faites à l'homme qui s'expatrie, alors qu'il n'a que ses bras, sa bonne volonté, et un simple appui moral dont l'effet, par la force des choses, s'arrêtera au seuil de sa nouvelle existence.

Faute d'une documentation suffisante qui me permit de traiter moi-même la question, je me suis adressé à M. X***, Commissaire de l'Exposition de Hanoï, et je l'ai prié de se renseigner dans notre colonie Indo-Chinoise. Ce sont les résultats de son enquête que j'apporte au Congrès en laissant à son travail la forme personnelle et la liberté d'appréciation qui en font l'intérêt.

« En arrivant à Saïgon, écrit M. X***, ma première visite a été pour M. Didier, fonctionnaire important de l'Administration locale, à qui j'étais recommandé. M. Didier est ce que beaucoup de gens appellent un Colon, c'est-à-dire un homme qui a trouvé à vivre sur une terre exotique, qui même y est arrivé à la fortune, et dont l'exemple, par conséquent, peut être proposé à ceux qui tentent la même carrière. J'attendais de lui non seulement les explications et les renseignements que son expérience du pays le mettaient à même de fournir, mais, ce qui vaut mieux, le fait précis qu'il représente, le document constitué par sa propre individualité.

M. Didier réside en Cochinchine depuis vingt-cinq ans. Il habite à Saïgon une de ces jolies maisons entourées de jardins, dont l'architecture donne à la ville un si grand air de luxe et de coquetterie. Une large vérandah protège la façade contre les rayons du soleil, et ses piliers en forme de colonnade, son perron orné de plantes vertes contribuent à la beauté de l'ensemble qui s'harmonise avec la richesse de la végétation tropicale. La façade est en retrait de quinze mètres sur la rue et l'espace libre est occupé par une pelouse et des massifs fleuris d'hibiscus et de gardenias. Je me présentai à l'heure la plus matinale, pendant ces courts instants où l'Européen peut circuler en plein air et savourer la demi fraîcheur des premières heures du jour, si courtes sous ces latitudes. Bientôt en effet, le soleil va monter sur l'horizon, un soleil qui dévore tout, comme le contact d'un fer rouge, et dont un seul rayon peut décocher la mort à l'imprudent qui ose le braver.

Je trouvai M. Didier sous sa vérandah, étendu sur un Rocking-chair et surveillant le travail d'un jardinier chinois dont l'activité contrastait avec son far-niente. Il me reçut avec la cordialité coutumière dans le pays, et se prêta aisément à ma curiosité :

— « Vous me demandez si je me suis bien trouvé d'avoir quitté la France ?... Regardez autour de moi. Comment ne serais-je pas heureux de la situation que je me suis faite ? Il y a loin, croyez-moi, de ce que je suis à ce que je serais certainement, si j'étais resté dans mon coin à marquer le pas. Pour être heureux, il me suffit de faire un retour sur moi-même et de revoir les vieux quartiers de Marseille où je suis né et où s'est passée mon enfance

besogneuse. Mon père, contre-maître dans une fabrique, était occupé au dehors tout le jour, et quand, le soir venu, il rentrait au logis, il rapportait plus de bourrades que de tendresses. Ma mère, sur qui retombait le fardeau d'un ménage de cinq enfants, avait dû, elle aussi, remplacer les expansions par une exacte discipline, maintenue le verbe haut et la main prompte. Je dûs à sa vigilance éclairée de ne pas vagabonder avec les gamins du quartier, de suivre exactement l'école, et, ce qui vaut encore mieux, d'en profiter. Aussi n'eus-je pas de peine à trouver une place de commis dans un magasin. C'est là que le service militaire est venu me prendre pour m'envoyer aux colonies, dans l'Infanterie de marine, où mon écriture régulière et la correction de mon orthographe me valurent un emploi dans le bureau du Capitaine. Ma fortune a commencé là, car le jour où, libéré du service, je me présentai pour entrer dans l'Administration de la Colonie, je fus admis comme commis auxiliaire de 1re classe. Des années ont passé depuis. J'ai franchi nombre de degrés dans la hiérarchie, et si je ne suis pas devenu un Nabab, ou un grand chef, du moins j'ai une position sortable, quinze mille francs d'appointements et une retraite en perspective. Trouvez-en beaucoup en France de ma condition qui aient fait le même chemin! Quinze mille francs, monsieur! cela ne se rencontre pas dans le fer d'un cheval! J'en mets six de côté chaque année, et, dans quelques mois, quand l'avancement que j'attends m'aura fait passer à dix-huit, j'en mettrai davantage. »

Il fit une pause, l'esprit comme traversé par une idée importune; puis, il reprit :

— « Sans doute il y a le climat. C'est vrai! Il est dur à certains moments, en Avril et en Mai, par exemple. Mais regardez moi, cher Monsieur! Ai-je l'air d'un homme mal portant? Je suis un peu pâle, peut-être. C'est d'être toujours à l'abri du soleil, pas autre chose. »

Je jetai les yeux sur mon interlocuteur. Son aspect démentait l'optimisme de ses paroles. Son teint plombé, ses yeux qui semblaient agrandis, un air de lassitude générale dénotaient dans son être physique une altération plus profonde qu'il ne semblait croire ou qu'il ne voulait laisser paraître. Il ajouta :

— « Le soleil, voyez-vous, tout est là. Il faut s'en garer plus que du feu ; c'est le secret de la santé. Ainsi, tenez : il n'y a pas loin d'ici à mon bureau. Vous voyez là-bas, au tournant de la rue, les bâtiments de la Direction. Eh bien! quand j'en sors à dix heures ; quand j'y retourne à deux heures, je prends une voiture, un *malabare*, comme nous disons ici, couvert et fermé. Cela vous étonne ? C'est que vous n'avez pas idée de cette brûlure. Attendez le milieu du jour et vous m'en direz des nouvelles. Ou même, sans attendre si longtemps, voici huit heures du matin. Sortez de la verandah et déjà vous la sentirez. Encore êtes-vous débarqué depuis peu ; vous avez la force de résistance apportée d'Europe. C'est dans quelques mois, quand l'anémie commencera de faire son œuvre, que vous aurez pleine conscience de ce que c'est que le soleil de Cochinchine. Ah! les règlements savent ce qu'ils font quand ils prescrivent de fermer les bureaux à dix heures du matin! Quand ils consignent les soldats dans les casernes à partir de neuf heures! Retenez ceci, Monsieur, le soleil, ici, c'est la mort. Il n'y a qu'une vie possible, la vie de bureau, bien close et bien abritée, jusqu'à ce que, après cinq heures du soir, un peu de détente se produise. Alors l'Astre est moins haut, partant moins chaud. On peut sortir en voiture découverte et jouir d'un peu de fraîcheur, l'air vous fouettant la figure. »

Comme pour joindre l'expérience à ses explications, M. Didier s'était levé. Sortant de la verandah, il avait traversé la pelouse ensoleillée et s'était dirigé vers le massif où travaillait le coolie. Je l'avais suivi. Mais, si court que fut le trajet, si matinale que fut l'heure, j'avais senti cependant la morsure des rayons, en même temps qu'une sueur abondante traversait les diverses pièces de mon costume que l'expérience coloniale ne m'avait pas encore appris à alléger. Bien vite nous gagnâmes l'ombre d'une touffe de bambous qui poussait près de la porte, et de cet abri, nous continuâmes de regarder le jardinier chinois qui transplantait un cyca. Lui, ne paraissait pas se soucier du soleil. Il avait déposé à terre le long du mur de la maison l'immense chapeau-parasol qui ne peut servir d'abri qu'au repos, et le crâne nu, rasé comme une bille d'ivoire, avec seulement, sur le sommet, la queue nouée en tortillon, il

prochait la terre, poussant des Han ! sonores qui ne trahissaient que la volonté de mener énergiquement la besogne. Et une comparaison me venait à l'esprit, celle que vous faites déjà en me lisant et qui s'impose dès la première heure à tout nouveau débarqué, la comparaison entre cet endurcissement d'une part, cette insensibilité aux agents atmosphériques, et de l'autre, la mollesse allanguie, l'impressionnabilité morbide dont témoignent les détails que m'avait fournis mon hôte. Comment l'idée pourrait-elle venir à des êtres bâtis comme nous, déprimés comme nous par le climat, de disputer de force et de résistance avec ces Chinois, fourmis laborieuses que l'impérieux besoin de la subsistance jette par légions innombrables sur tous les continents où il y a un pouce de terre à occuper, un travail à faire, un commerce à entreprendre, et qui, pour toutes ces besognes où elles déploient une force de résistance invincible, se contentent de salaires infimes, invraisemblables, en rapport avec l'invraisemblable exiguité de leurs besoins ?

Je roulais ces pensées dans mon esprit pendant que mon hôte s'absorbait dans la contemplation du travail du coolie, sans me douter que le hasard allait précisément donner à ces réflexions une forme concrète plus éloquente que toutes les dissertations. Nous tournions le dos à la grille d'entrée, et nous n'avions pas vu tout d'abord un homme qui l'avait franchie de quelques pas, et qui, derrière nous, depuis une minute, lui aussi regardait. Sa figure était singulière, du moins à raison du pays, car en France, où tout le monde sur les routes en rencontre de pareilles, elle eût passé pour banale. Moitié mendiant, moitié ouvrier, l'homme répondait à ce qu'on appelle en argot un *trimard*, et c'était déjà une chose qui jurait, dans ce milieu exotique, et chez un Français, que ces apparences de la misère et du travail manuel tranchant sur la correction de l'universelle bureaucratie.

Doucement l'étranger s'était avancé en deçà de la grille ouverte, et, comme nous ne l'avions pas remarqué, il toussa pour éveiller notre attention ; puis, sans autre préambule, toute timidité vaincue, il questionna :

— « Alors, ça donne du produit, c'te plante-là ? »

Nous nous retournâmes et un coup d'œil nous suffit pour reconnaître à qui nous avions affaire. Justement un transport avait mouillé sur rade quelques jours auparavant. L'homme évidemment venait de débarquer. Ce qui le trahissait, c'était moins son costume, sa veste ouverte laissant voir la chemise de couleur, son chapeau, sa cravate, toutes choses bannies de ce pays du casque et du blanc, que l'allure incertaine, l'écarquillement des yeux, l'effarement de toute sa personne, devant la différence des races et la nouveauté des objets.

Après une pause, il ajouta, comme pour faire excuser sa hardiesse :

— « Quand on voyage, c'est pour s'instruire, pas vrai ? »

Bonnement Didier répondit. Il donna le nom de la plante ; il dit à quoi elle pouvait servir. Puis il donna le nom d'une autre, et encore d'une autre. Il indiqua que celle-ci avait une racine qui, moulue et traitée convenablement, fournissait une farine comestible ; que celle-là, quand on la piquait, laissait couler une sève gluante qui était le caoutchouc ; que l'emploi de cette substance devenant de plus en plus répandu, il fallait satisfaire à une demande de plus en plus pressante, et qu'on en arriverait, sans doute, à utiliser des variétés inférieures, demeurées jusqu'ici sans emploi ; que c'était à voir, à chercher..... Qu'il y avait comme cela une quantité de produits dont on ne tirait pas parti, mais qui, un jour, pourraient donner la fortune à celui qui découvrirait le moyen de s'en servir.

A chaque nom, à chaque détail nouveau, l'homme hochait la tête. Un travail semblait se faire dans sa cervelle, qui allait au delà des explications si complaisamment fournies. Quand elles furent terminées, il resta un instant silencieux. Puis, esquissant un geste vague qui traduisait je ne sais quel sentiment d'amertume ou de colère :

— « Ah ! dit-il, le Gouvernement est bien coupable ! »

***

Décidément le hasard me servait à souhait. Je venais d'avoir devant les yeux une première face de la colonisation, celle représentée par mon hôte fonctionnaire. J'en ai assez dit pour permettre

de toucher du doigt le singulier abus des termes qui fait donner le nom de Colonisation à un système consistant à exporter des fonctionnaires et à les faire vivre sur le budget comme un rentier vit sur sa ferme. Je n'ai pas à formuler de critiques qui ne seraient pas ici à leur place. J'ai voulu simplement faire comprendre l'impossibilité de tirer parti d'un pareil système en faveur de la classe de protégés dont nous avons à nous occuper.

L'immigrant besogneux, dont la mentalité se révélait par l'étrange exclamation que je viens de reproduire, me représentait la Colonisation sous un autre aspect. Je me hâtai de profiter de l'occasion qui s'offrait de m'en instruire, et après avoir pris congé, écourtant ma visite, je me mis sur sa trace.

L'homme avait regagné la rue, où il continuait de déambuler d'un pas indécis, s'arrêtant parfois pour jeter un coup d'œil au-delà des grilles fermées, quêtant un appel ou une pitié derrière chaque fenêtre close. Sa figure s'éclaira lorsque je lui demandai de me suivre à l'hôtel. C'était du travail, pensait-il, qui lui arrivait, et « Il ne faisait pas bon en chercher, du travail, dans ce pays de malheur ! »

Je n'eus besoin d'aucun artifice pour l'amener à me raconter son histoire. J'étais, hélas ! la première oreille qui se prêtait à l'entendre.

Landry était parti parce que l'ouvrage ne marchait plus aussi bien au pays. On lui avait dit que là bas, aux Colonies, il y avait des Français qui gagnaient des fortunes ; que tout de suite les ouvriers y devenaient des bourgeois. Longtemps auparavant déjà, en regardant des gravures qui avaient amusé son enfance, des réclames de produits exotiques, il avait rêvé de planteurs en veste blanche, la tête couverte d'un chapeau Panama, qui commandaient à des armées de nègres, sur des champs plantés d'arbustes aux feuilles gigantesques, et il s'était dit que, dans ces pays où la terre était si riche, la fortune devait être à la portée de tout le monde ; qu'il n'y avait qu'à se baisser pour la prendre. Grâce à une intervention charitable, il avait obtenu un passage gratuit sur un transport de l'Indo-Chine, et il était venu de confiance, avec quelques pièces d'argent dans la poche, sans autre viatique que sa bonne volonté, ses bras robustes et ses illusions.....

Alors, c'était cela, les richesses rêvées ! Cette terre prodigue de l'or, il la foulait aux pieds. Qu'est-ce qu'il en pouvait faire sortir ? Il était dans une ville, c'est vrai, et on sait que la canne à sucre et la vanille ne poussent pas entre les pavés. Mais aussi bien c'était dans une ville qu'il avait le plus de chances de trouver l'emploi de ses bras. Landry n'était pas un simple manœuvre ; il était ce que, en termes de chantier, on appelle un homme de peine, déjà dégrossi, bon pour river un boulon, frapper devant, percer au besoin..... mais incapable de ce qui exige l'effort intellectuel ou la grande précision.

Il avait cherché de l'ouvrage en rapport avec ce qu'il savait, des ateliers, des chantiers où il put s'offrir. Il n'avait rien découvert, Les villes d'Orient ne sont pas des villes d'industrie où l'on n'a qu'à se présenter aux portes pour trouver un patron qui vous embauche. Ici, rien, personne même à qui parler. Il avait bien vu, en débarquant, à même le quai, des chantiers où l'on travaillait à des réparations de bateaux. Plus haut, en remontant la rue Catinat, dans une rue transversale, il avait entendu le bruit familier des marteaux résonnant sur le fer. Il s'était approché. Il avait vu des Chinois, toujours des Chinois, la tête rase, le torse nu, qui supportaient sans sourciller les rayons d'un soleil de feu, alors que, à lui, ils lui fondaient la cervelle. Et, rien que de les voir, il avait eu le sentiment que ce travail, si familier qu'il lui fût, n'était plus son affaire ; que, en admettant qu'on l'embauchât, il serait, lui, Français, comme un intrus au milieu de cette population à peau jaune à l'égard de laquelle il sentait s'éveiller un sentiment nouveau, ignoré jusqu'à présent, l'instinct de la race, qui déjà lui faisait envisager le travail en commun comme une dégradante promiscuité.

Il fallait que cet instinct fut bien fort pour avoir raison de la sensation d'isolement absolu qui commençait à l'étreindre, de la faim aussi, du besoin, qui allait se faire plus âpre, plus impérieux, à mesure qu'il se rendait mieux compte de l'impossibilité de le satisfaire.

Il devait pour le moment y songer, et des yeux il chercha une enseigne, restaurant, bar ou buvette, quelque chose qui fut en

rapport avec la modicité de ses ressources. C'est aussi dans ces endroits qu'on trouve avec qui parler. On y rencontre des camarades auprès desquels en se renseigne, parfois même on s'y rend des services ; les pauvres gens en sont moins avares que les gros messieurs.

Landry fut quelque temps avant de découvrir ce qu'il cherchait. Non pas que les établissements publics manquassent autour de lui. Loin de là. Au rebours de ce qui se passe dans les villes anglaises où il avait fait escale, les cafés étaient nombreux sur le quai, dans le bas de la ville. Et c'était déjà quelque chose de caractéristique, un contraste significatif, que cette place faite à la flânerie, au bavardage et à l'alcool, dans des endroits où partout ailleurs se manifeste l'activité bourdonnante, le mouvement enfiévré du négoce et des affaires. Mais ces cafés étaient trop beaux, ou du moins trop chers, sans doute, pour les gens de sa condition, car il n'y vit personne dont la physionomie l'invitat à pénétrer. Ce n'est que plus loin, au coin d'une rue moins fréquentée, après avoir contourné un square orné d'une statue, qu'il finit par découvrir ce qu'il cherchait : une taverne précédée d'une sorte d'auvent très bas, abritant des tables et des chaises grossières. Un Hindou, qu'il prit pour un nègre, composait à lui seul le personnel de l'établissement. En excellent français, il demanda à Landry ce qu'il fallait lui servir. Ce fut pour le pauvre homme un réconfort d'entendre parler français par cette bouche exotique, de recevoir une offre, une avance, si intéressée fut-elle, au lieu de l'attitude passive, de l'activité discrète et silencieuse qu'il avait remarquée chez les Chinois qui faisaient le service dans les autres établissements. Les pauvres gens ne s'accommodent pas de l'allure correcte des serviteurs bien dressés, dans laquelle ils croient démêler plus de dédain que de respect. Ici, Landry était devant un vrai *Bistro*, la pauvreté du lieu en témoignait, et cette rencontre le soulagea, comme aussi de voir quelqu'un qui, malgré sa haute taille et une certaine dignité de tenue, paraissait aussi peuple que lui et dont la familiarité répondait à sa détresse. Aussi, est-ce d'une voix presque joyeuse qu'il clama dès l'entrée :

— « Une verte, patron ! Et dites-moi s'il y a du turbin par ici. Depuis ce matin que je cherche de l'embauche dans ce pays de malheur ! »

L'Hindou parut surpris. Il fallut répéter, et, quand Landry eut transformé son argot en français ; quand il eut expliqué le sujet qui lui tenait à cœur, il s'aperçut que la difficulté était la même. A défaut des mots, devenus clairs, c'étaient les idées qui ne cadraient plus. L'Hindou était aussi étranger aux préoccupations qui assiégeaient l'unique consommateur de son établissement que celui-ci pouvait l'être lui-même aux distinctions des castes de l'Inde ou aux mystères du Brahmanisme.

Du travail ?... Oui, il y en avait quand une escadre mouillait sur rade, ou que des compagnies débarquaient. Alors les affaires allaient bien et le débit marchait... C'était tout le travail dont l'Hindou paraissait prendre souci. Le reste, affaire de coolies, sans doute, ou de qui l'on voudra ;... il n'y avait jamais pensé.

... D'ouvriers, il n'en connaissait pas. Jamais il n'en venait dans sa buvette, fréquentée seulement par des marins et des soldats. Ici encore Landry vit bien qu'il était aussi dépaysé qu'ailleurs. Que rien de ce qu'il avait connu, éprouvé, senti jusqu'à ce jour, ne cadrait avec ce que ces hommes connaissaient, sentaient et éprouvaient.

Le soir vint, et l'impression de solitude contre laquelle il se débattait depuis le matin se fit plus poignante. Pourtant la ville était devenue infiniment animée et bruyante. Des voitures en quantité innombrable se croisaient dans tous les sens, et une population nouvelle, française celle-là, semblait sortir de terre. Des équipages à deux chevaux, conduits par des Malais vêtus à l'Européenne, emportaient hors de la ville des messieurs, des femmes élégantes. Sur le pas de leurs boutiques, les Chinois prenaient l'air, humant la fumée de leurs petites pipes de cuivre, pendant que des cuisiniers ambulants, Chinois aussi, déposaient le long des trottoirs leurs fourneaux portatifs autour desquels se groupaient des consommateurs indigènes, petits boys Annamites à figure de gamin, coolies Chinois vêtus de moleskine, et des femmes, des *congaïs* à la robe voyante, fendue sur le côté, dont les pans voltigeaient au mouvement de la marche.

Le tableau lui aurait paru pittoresque s'il avait eu, comme il disait, le cœur à regarder. Mais il était trop absorbé par sa recherche. Où donc étaient, dans cette foule bigarrée, les seules figures qu'il eût eu plaisir à découvrir ? Celles des travailleurs comme lui, parlant sa langue et vivant sa vie ? Il ne les trouvait nulle part. Brusquement, sans transition, sans crépuscule, comme il arrive sous ces latitudes, la nuit se fit. En même temps, d'innombrables lumières piquèrent l'obscurité, et le spectacle n'en devint que plus étrange. En passant devant les boutiques Chinoises, éclairées maintenant par des lampes à pétrole, Landry découvrit des profondeurs inquiétantes. Partout le travail avait repris, et c'étaient de tous côtés, dans la pénombre, des têtes rases, penchées sur la besogne, des mains actives de cordonniers, de tailleurs, de gens de tous métiers, qui continuaient le travail commencé le matin, et conduit presque sans trêve jusqu'à une heure avancée de la nuit.

— « Alors quoi ! ils ne se reposaient donc jamais ces magots-là, et comment lutter avec eux, si, comme on le dit, ils font tout cela pour dix sous par jour, et une pitance dont un bourgeois ne voudrait pas pour son chien !

La déception de Landry était trop forte ; trop fort le coup porté à ses illusions. C'était donc cela qu'il était venu chercher si loin ! Car il le sentait bien, et un infaillible instinct le lui disait sans qu'il eût besoin de recourir aux docteurs de l'économie politique ou sociale. Les lois du travail sont les plus impérieuses de toutes. Elles sont réglées par le rapport de l'offre et de la demande. Sans doute, en se groupant, en se liguant, on peut — encore dans une certaine mesure et pour un temps — peser sur cette offre et sur cette demande. On peut aussi, quand on est un Gouvernement, faire comme les Etats-Unis, proscrire en masse. Mais où sont ici les éléments pour une action pareille ? Et sera-ce lui, Landry, tout seul, qui galvanisera ces masses abruties par le besoin et la concurrence des bras, qui réveillera l'Orient endormi de son léthargique sommeil ?

Ah ! s'il avait su commander, diriger, ou bien, assis dans un bureau, tirer des plans et faire des calculs ! Cela, oui, lui eût

profité ! Il suffisait, pour s'en convaincre, de voir les beaux messieurs qui passaient en voiture. Ceux-là devaient se la couler douce à promener leur main sur le papier. Mais pour cette besogne ignorée, il fallait un acquis préalable, un capital, instruction ou argent, qui lui manquait et sans lequel rien n'était possible.

Landry avait vu de la ville tout ce qu'il avait à en voir, assez pour se rendre compte qu'elle lui était plus inhospitalière cent fois qu'aucune ville de France ne pouvait l'être jamais. Qu'il y avait trop de bras sur le marché, à des conditions trop dures, pour que les siens pussent y trouver un emploi.

***

Une chose restait à connaître, celle précisément dont le mirage avait entraîné Landry dans cette aventure. C'était la Terre, cette terre qu'on lui avait dit si féconde, qu'il suffisait de l'effleurer pour en faire sortir la richesse. N'est-ce pas elle qui est le principe de toute colonisation ? Avant toute chose, un pays *neuf* doit commencer par nourrir ses habitants, et l'Amérique, dit-on, n'a prospéré que par ses fermiers.

Landry se résolut à voir la terre, non plus, cette fois, en gravure, comme il avait fait jusqu'ici, non plus même au travers des prospectus, des chiffres et des statistiques, ainsi que tant d'autres s'en contentent, « *frais à l'hectare, tant.*,. *Rendement à l'hectare, tant* .. », mais dans la réalité, en la foulant aux pieds, en la fouillant au besoin, pour lui arracher le secret de ses entrailles. Au matin suivant, il sortit de la ville. Une rue déserte qui longeait des terrains militaires ; puis un pont, jeté sur un large *arroyo*, le conduisirent en pleine campagne.

Ce fut un éblouissement.

Landry, quoique ouvrier ou peut-être parce qu'ouvrier, avait un sentiment très vif de la nature. Le peu qu'il en avait connu, au cours de quelques équipées du dimanche, lui avait laissé des impressions profondes. Il aimait à en retrouver l'écho affaibli dans les niaises romances qu'il fredonnait aux heures de loisir, les romances des « Blés d'or » ou du « Temps des cerises », si chères

aux travailleurs de toute classe, parce que le vague sentimentalisme des paroles, porté sur les ailes d'un rythme berceur, entraine leurs imaginations dans des envolées bienfaisantes qui leur font oublier les vulgarités quotidiennes et le labeur cloîtré de l'usine et du chantier.

Aux premiers pas, il s'arrêta. Devant lui s'étendait un pays d'une horizontalité absolue, sans une montagne, sans presque une ondulation jusqu'aux limites de l'horizon, et pourtant pittoresque et varié à l'infini, grâce à un perpétuel changement de décor. Autour de lui, ce n'était que clairières verdoyantes, qu'il reconnut, sur les descriptions sommaires qu'on lui avait faites, pour être des rizières. Plus loin, des bouquets d'arbres du dessin le plus élégant abritaient à leurs pieds de minuscules chaumières enfouies dans le feuillage. C'étaient les maisons annamites.

Rien n'égale la simplicité de ces demeures dont le propriétaire a été à la fois l'architecte et le constructeur. Quelques poteaux fichés en terre supportent l'édifice. La maçonnerie est remplacée par des clayonnages en bambou qui servent de protection extérieure et séparent les divers compartiments. Un toit de chaume recouvre le tout. Pour porte, une sorte d'auvent mobile qui se relève le matin et se rabat le soir. Il ne faut pas plus pour abriter une famille.

Landry quitta la route et reprit sa marche sur les étroits talus qui retiennent l'eau dans les rizières. Mais bientôt l'impression favorable des premières minutes disparut. A quelque distance, un groupe d'indigènes travaillait : l'échine courbée, les jambes enfoncées dans la vase, ils plantaient, sous l'eau marécageuse, de petites touffes d'herbe verte arrachées d'un semis voisin, et la vue de ce travail à moitié aquatique commença de bouleverser toutes les idées du pauvre homme sur le labeur champêtre.

Puis ce furent des buffles qui, dès qu'ils l'aperçurent, s'approchèrent, le cou tendu, en soufflant bruyamment, et leur attitude menaçante le fit changer de direction. Il dut abandonner les talus de rizières et s'éloigner au plus vite. Mais, au premier pas, il se trouva enlisé dans une vase gluante dont il eut grand peine à se dégager. Ce n'est qu'après bien des efforts qu'il put gagner la base la plus rapprochée en suivant un sentier qui traversait

d'épaisses touffes de végétation. Il déboucha ainsi sur un espace nu de quelques mètres carrés, au-delà duquel s'élevait une maison. Son approche fit fuir une bande d'enfants, en même temps que deux femmes qui s'occupaient à des travaux domestiques disparaissaient, elles aussi, dans l'intérieur. Un peu déconcerté par la frayeur que causait son apparition, Landry s'était arrêté, cherchant des yeux quelqu'un à qui s'adresser, lorsqu'il vit un homme qui émergeait de derrière la maison et venait au-devant de lui.

Sans mot dire, celui-ci s'approcha, joignant les mains dans un geste qui devait être un salut, et il se tint immobile devant lui :

— Bonjours, camarade ! .. s'écria Landry, et il allait s'expliquer, lorsque l'Annamite l'interrompit :

— Khong birk ! (Je ne comprends pas) dit-il.

Ce fut tout. Vainement, en s'aidant du geste, Landry essaya d'entamer une conversation.

— Khong birk ! fut de nouveau la réponse, et elle coupait court à toute explication.

Certes, il n'y avait là rien que de bien naturel. Si ignorant que fut Landry, jamais il ne s'était attendu à ne rencontrer partout que des gens parlant sa langue et s'entendant avec lui. Pourtant, ce petit fait, avec lequel tout voyageur est d'avance familiarisé, produisit chez lui une nouvelle déception plus amère que les autres. Il était le dernier terme, et comme l'aboutissant d'une série d'impressions qui, toutes, avaient eu pour résultat de lui faire mieux sentir la coupure de sa vie et le prodigieux lointain du passé vécu jusqu'ici. Déjà le soleil et ses ardeurs inaccoutumées, puis ces animaux farouches et ces cultures, ces arbres étranges, dont le port, le feuillage, les fruits, différaient de ce qu'il avait toujours vu, tout cela faisait un ensemble mystérieux et redoutable, contre lequel il lui semblait vain, maintenant de chercher à lutter.

Et voilà que l'homme, son semblable, trompait aussi son attente ! Quel secours espérer de ce personnage étrange, au teint jaune, aux pommettes élargies, aux yeux bridés, avec ses cheveux ramassés en chignon sur la nuque ? Il suffisait de le voir pour comprendre combien peu « les peuples sont pour nous des frères » et quelle place il faut faire à ce facteur méconnu qu'on appelle la Race, le

plus persistant et le plus impérieux de tous ceux qui marquent leur empreinte sur les corps et sur les cerveaux.

Landry sentait aussi qu'on ne s'improvise pas paysan, agriculteur, qu'il est impossible à un homme non préparé, à un ouvrier comme lui, de s'initier du jour au lendemain à ces mystères de la culture que des générations d'ancêtres se sont transmis d'âge en âge, et que leurs descendants sont seuls à pénétrer.

Ah ! on pouvait la lui donner la terre et aussi les instruments nécessaires pour la cultiver ! Qu'en tirerait-il ? Comment en ferait-il sortir la récolte ? Ce riz dédaigné dont les coolies se contentent, mais qui ne saurait lui suffire, à lui, l'ouvrier français, dont l'amour-propre, encore plus que l'estomac, exigeait un autre régime.

Rien de tout cela n'avait frappé son esprit au cours de ses rêves d'avenir, quand il se voyait planteur ou fermier, commandant à des nègres soumis, dans un paysage encadré de bananiers et de bambous. Le seul contact avec la terre hostile avait suffi à dissiper tous ces songes, et le malheureux se trouvait à cette heure plus impuissant, plus désemparé qu'il ne l'était la veille sur les trottoirs de la cité qui, elle du moins, lui rappelait encore dans une certaine mesure, sa patrie, sa race et le passé vécu jusqu'ici.

Le cœur serré, Landry s'en revint vers la ville, et une irritation lui montait au cerveau à mesure qu'il jugeait mieux l'étendue de sa déconvenue. A qui s'en prendre de ce naufrage de ses espérances ? A qui incombe le soin de faire que tout le monde vive, et à quoi servent ces beaux Messieurs qu'il avait vu, leurs écritures finies, se prélasser en carrosse ? Qui donc les faisait manger, boire et dormir sous un toit, ces bourgeois grassement appointés, et la besogne du *travailleur* qui les nourrit n'est-elle pas aussi nécessaire à l'Etat que leurs grimoires ?

L'Etat !... s'il est, comme on le dit, chargé des intérêts de tous, pourquoi ne s'occupe-t-il que d'eux et non pas de tous ? Et des souvenirs lui revenaient, des phrases recueillies dans les cabarets, en entendants les orateurs de réunions publiques, auxquelles il n'avait attaché autrefois qu'un sens vague, mais qui prenaient à

cette heure une signification précise qu'il appliquait à sa détresse. Il les tournait et retournait dans son cerveau en revenant vers la ville, et toutes ses réflexions aboutissaient à cette conclusion qui était comme la synthèse de ses amertumes et de ses déceptions : C'est la faute du Gouvernement.

Landry était rentré à Saïgon et il avait repris à travers la ville son vagabondage hébété. C'est à ce moment qu'il nous avait vus, Didier et moi, et que, derrière nous, il avait franchi la grille ouverte. Ici, du moins, il avait trouvé à échanger deux idées ; il avait pu s'enquérir et quelqu'un lui avait répondu.

Et voilà qu'il apprenait qu'elles existaient réellement les richesses rêvées ! Qu'il y avait dans ce sol, à l'aspect si ingrat tout à l'heure, des fortunes à exploiter : caoutchouc, vanille, tapioca.. et que, pour les faire sortir, il lui suffirait d'être renseigné, secouru aussi par le budget qui est la bourse commune, et dans lequel tant d'autres puisent qui n'ont pas les mêmes besoins !

Ah ! oui, le Gouvernement est bien coupable ! Le Gouvernement, l'Etat, la Société... qu'importe le nom, n'est-ce pas, puisque pour les miséreux c'est tout un, et qu'il n'y a que les capitalistes qui en profitent !

Voilà la conclusion à laquelle Landry se croyait amené par sa lamentable expérience, et une fièvre s'allumait dans ses yeux, pendant qu'il s'évertuait à m'en faire la démonstration, encouragé par l'attention que j'avais prêtée à son long récit.

Que pouvais-je lui répondre ? Comment faire comprendre à son cerveau échauffé que le Capital contre lequel il déclamait son anathème était cependant la condition essentielle de toute entreprise de colonisation ? Qu'en effet, eût-il la terre, avec toutes les richesses qu'elle contient, celles même que son imagination y pouvait enfouir, encore fallait-il la cultiver, la fouiller, et cela avec des instruments, des outils, des machines... un Capital.

Qu'il fallait vivre, en attendant qu'elle produisit des récoltes, c'est-à-dire avoir des provisions, argent ou denrées, qui lui permissent de se nourrir pendant une ou plusieurs années... un Capital.

Que, s'il agrandissait le champ de son activité, employait une

main-d'œuvre, indigène ou autre, il faudrait la nourrir, la payer, lui faire des avances... un Capital.

Qu'il faudrait se loger, et pour cela construire, acheter ou bien ouvrer des matériaux. Que rien de tout cela ne peut se faire sans capital, lequel n'est lui-même que l'œuvre de la prévoyance et de l'épargne.

Visiblement, j'y perdais ma peine. Une chose cependant le frappa. Landry avait compris bien vite la distinction à faire entre les deux catégories de colonies, celles situées sous les Tropiques, où l'émigrant ne peut apporter que ses capitaux et son intelligence ; où il lui est interdit de faire œuvre de ses bras. Et celles situées dans des climats plus tempérés, où le travailleur peut utiliser ses muscles, telles l'Algerie, la Tunisie, le plateau central de Madagascar... Mais alors une réflexion lui vint, que je n'eus pas besoin de lui suggérer.

Ne connaissait-il pas déjà un pays où des milliers de bras, venus de l'au delà de toutes les frontières, trouvent à s'employer ? Où, dans certaines grandes villes, les ouvriers étrangers comptent pour un dixième, peut-être davantage, de la population ? Où pas un grand travail, public, établissement de chemin de fer, percement de tunnel, n'est le produit de la main-d'œuvre locale ; où le sol lui-même est cultivé par des milliers d'émigrants ? Encore cette culture ne consiste-t-elle pas en travaux hâtifs et momentanés, tels qu'il s'en présente à certaines saisons, et pour lesquels tous les bras sont bons. Non ! les émigrants deviennent *métayers*, *fermiers*, *granyers*... Ils s'établissent à demeure ; eux et leurs enfants se fixent sur la terre et beaucoup n'en partent plus. Ils trouvent à vivre ; quelques-uns même à épargner sur ce sol nouveau, et l'exportation des capitaux, fruit de leurs économies, arrive à un total mensuel considérable. Ce sont bien là de véritables colons, au sens exact du mot, exploitant une véritable colonie.

Cette colonie, c'est la France.

Marseille compte sûrement plus de trente mille Italiens ; dans le Var, il y en a, dit-on, vingt-trois mille. Que font-ils ? Rien autre que ce que Landry était allé chercher à faire si loin, sous un soleil de feu, dans des conditions climatériques meurtrières. A quoi bon, alors quitter la France ?...

Cette réflexion, qui fit à Landry l'effet d'une découverte, était le seul fruit qu'il devait retirer de son expedition. Son parti fut pris immédiatement de revenir, et lorsqu'il s'en ouvrit à moi, je ne pus que l'approuver. Je m'employai à lui faire obtenir un passage gratuit sur le même transport qui l'avait amené. Les formalités ne furent ni longues, ni difficiles. Le cas de Landry se présente fréquemment, et il n'y a dans les écritures administratives qu'une formule à changer : les voyageurs sont arrivés sous la rubrique « émigrants », ils repartent sous celle d' « indigents » ; c'est le même article du budget qui pourvoit aux frais de ces promenades.

Telle est l'histoire du colon Landry. Avec celle du colon Didier, elle représente la note caractéristique de notre expansion, au point de vue individuel, en Cochinchine. Je vous laisse le soin de tirer les conclusions qui en découlent.

Agréez, etc...

J'ai transcrit, sans y changer un seul mot, la lettre de mon correspondant. J'ai pensé que, malgré sa solution négative et la sévérité de certaines appréciations, il y avait quelque profit à en tirer, ne serait-ce que pour se tenir en garde contre les tentatives trop aventureuses. Mais je ne saurais souscrire à une conclusion aussi pessimiste. L'auteur parle d'un climat exceptionnel, aussi d'un milieu spécial, dont il y aurait la plus grande exagération à faire la règle commune. Pour exacts que soient les faits signalés, ils n'ont qu'une portée limitée et il reste à rechercher s'il n'existe pas ailleurs des conditions plus favorables qui permettraient au travailleur, même dépourvu de capital, de trouver un emploi rémunérateur de ses bras et de ses facultés. D'autre part, est-ce bien répondre à la question posée que de montrer l'émigrant seul, sans direction et sans appui, livré à sa faiblesse et à son ignorance, alors que, précisément, le Congrès se préoccupe de le guider, de le soutenir et de parer aux premières difficultés qui sont l'écueil de son entreprise. N'y a-t-il pas quelque raison de supposer que si ces difficultés avaient été aplanies, la solution eût été différente ? Quelque raison aussi de penser, en admettant qu'en Indo-Chine ces difficultés

soient insurmontables, qu'il y a ailleurs des pays, des climats où il serait possible d'en avoir raison ?

Toutes ces considérations que je crois justes changent notablement la face du problème. Il en est une dernière qui doit vous engager à persévérer dans la recherche de sa solution. Je disais en commençant qu'il ne faut voir dans les libérés sur lesquels s'exerce notre patronage, que des travailleurs comme les autres. C'est encore exact ; mais à une nuance près. L'intérêt qui s'attache à faciliter l'expatriation des libérés est d'une nature spéciale et diffère des considérations purement économiques qui décident du sort des autres travailleurs. Votre congrès se propose comme un objet de la première importance, de dépayser le jeune homme qui a subi une condamnation ; de le soustraire pour l'avenir aux influences du milieu et aux promiscuités qui sont l'écueil contre lequel viennent souvent se briser les plus généreux efforts. La direction à lui donner est donc d'un intérêt secondaire. L'essentiel est que les libérés s'expatrient : terre française ou terre étrangère, peu importe, pourvu qu'ils soient acheminés quelque part. Sans doute il y aurait un intérêt national à ce que des forces vives, tirées de notre sol, pussent être utilisées pour l'exploitation de notre domaine. Mais si cet objectif était reconnu irréalisable, nous ne devrions pas hésiter à chercher ailleurs un champ d'activité plus propice.

Ce champ existe-t-il ? — Je le crois. La première chose à lui demander c'est que toute la place ne soit pas déjà prise, c'est-à-dire que l'émigrant ne se trouve pas, en débarquant, en face d'une concurrence, indigène ou autre, qui lui rende la vie impossible. C'est le cas de nos possessions méditerranéennes, Algérie et Tunisie, où la présence d'une population arabe qui possède et cultive le sol, celle aussi d'une immigration espagnole et italienne depuis de longues années ancrée dans le pays et familiarisée avec le climat, joue pour nos nationaux le rôle des Annamites et des Chinois.

Il faut chercher plus loin, là où la route a été tracée déjà par des milliers de Français, qui, sans secours officiels, sans patronage d'aucune sorte, depuis plus d'un demi-siècle, ont réalisé le

véritable idéal de la colonisation. Cet idéal ne consiste pas à conquérir des royaumes pour y exporter des fonctionnaires, pour y appliquer des lois et des règlements ou y faire prévaloir ce que nous appelons des principes. Il consiste à vivre sur le sol et du sol, en ne comptant que sur ses forces et son courage.

Sans parler du Pays Basque, ils sont nombreux les villages de France où l'on voit s'élever à l'écart des chaumières quelque maison proprette, aux murs éclatants de blancheur, qui contraste avec la simplicité rustique, parfois la misère, des constructions environnantes. Lorsqu'on demande à quelque paysan quels sont les propriétaires de ces cottages, presque toujours on reçoit la même réponse : « Ce sont des Américains ». On sait ce que cela veut dire. Il y a quelque trente ou quarante ans, un garçon d'humeur aventureuse a quitté le village pour aller à Buenos-Ayres, léger d'argent mais riche de courage et d'espérance. Aujourd'hui le voilà revenu : il a fondé une famille, gagné une fortune, et il n'a pu résister au désir longuement caressé d'en jouir aux lieux qui l'ont vu naître. Qu'a-t-il fait ? Tout ! J'entends tous les métiers, à commencer par les plus humbles. Il a connu la misère, la faim, parfois le désespoir. Il s'est raidi... Là-bas, pas de subventions à attendre de pouvoirs publics complaisants ; pas de concessions qu'on puisse revendre, pas d'emplois officiels infimes, aucune de ces menues faveurs administratives qui, en allumant les convoitises, détournent les activités, dissolvent les énergies et, au lieu de colons, ne font que des politiciens. L'homme n'a à compter que sur ses bras et son esprit d'initiative. Un jour l'occasion s'est présentée, n'importe laquelle, de faire quelque chose ; il l'a saisie. Tel qui, la veille, badigeonnait une façade, le lendemain fait du savon, ayant pu se procurer à vil prix des graisses d'abattoir. Tel autre, entré comme ouvrier dans une famille Basque qui faisait de l'élevage, a fini par acquérir un lot de terre, l'a transformé en prairies. Celui-ci a créé un petit commerce, cet autre une ferme... Ce qui fait de l'Argentine un pays privilégié pour l'émigrant, c'est qu'il peut trouver, dès son débarquement, de l'ouvrage qui lui permet de vivre en attendant. Certes, le flot des arrivants dans les grandes villes de l'Amérique du Sud est énorme, et il

semble que là, plus qu'ailleurs, la concurrence des bras doit rendre la recherche d'un emploi difficile. Les Italiens, surtout, y affluent. Aussi l'émigrant ne doit-il pas se montrer exigeant dans son choix, et tout métier doit lui être bon. Mais il se passe là ce qui ne se passe plus ailleurs, dans les pays d'ancienne colonisation, aux Etats-Unis, par exemple. Immenses sont encore les terres à exploiter dans les provinces reculées, voire jusqu'aux Cordillères, et le flot d'immigration, sans cesse renouvelé, trouve encore à s'y écouler. Sur ces terres, hier désertes, la main-d'œuvre est recherchée ; chaque jour se créent des entreprises nouvelles. C'est là que l'immigrant d'aujourd'hui, terrassier, manœuvre ou balayeur des rues, trouvera bientôt à s'employer, quand il aura pris le vent, étudié le terrain, recueilli des indications. Et alors à la grâce de Dieu !

Certes, il s'en faut que tous réussissent. Beaucoup ne connaîtront jamais que le labeur de l'ouvrier, à qui chaque jour apporte son pain. Comme partout, les indolents, les passifs, les malchanceux, continueront à se plaindre du sort. Mais les actifs, les courageux, finiront par trouver leur voie et se faire une place au Soleil.

Bonne chance et « adieu vat », comme disent les marins !

2me QUESTION

Du patronage exercé à l'égard de la famille du détenu.

Rapporteurs :

M. Henri BAILLEUL, directeur de la circonscription pénitentiaire de Marseille, ancien secrétaire des *Sociétés de patronage* de Nimes et de Rouen, membre de la *Société de patronage*, vice-président du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Marseille, membre de l'Association polytechnique et de la *Ligue pour la défense de la moralité publique*, membre correspondant de l'Académie des sciences, belles lettres et arts de Rouen.

M. Charles BONNECORSE de LUBIÈRES, avocat à la Cour d'Aix, ordonnateur de l'*Œuvre des prisons* d'Aix.

M. Wulfran JAUFFRET, avocat, secrétaire général du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Marseille.

M. Henri PRUDHOMME, juge au Tribunal de Lille, vice-président de la *Société de patronage des enfants moralement abandonnés* et des *Libérés du département du Nord*, du *Comité de défense des enfants traduits en justice* de Lille, membre de la Commission administrative des maisons d'arrêt de Lille et de Saint-Bernard.

Rapporteur général :

M. Georges VIDAL, professeur de droit à l'Université de Toulouse, président de la *Société de patronage et d'assistance par le travail*, secrétaire général du *Comité de défense des enfants traduits en justice*.

RAPPORT

DE

M. Henri BAILLEUL

Directeur de la Circonscription Pénitentiaire de Marseille
Ancien secrétaire des Sociétés de Patronage de Nîmes et de Rouen
Membre de la Société de Patronage
Vice-Président du comité de défense des Enfants traduits en Justice de Marseille
Membre de l'Association Polytechnique
Et de la Ligue pour la Défense de la Moralité Publique
Membre Correspondant de l'Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts de Rouen

Tous ceux qui, pénitentiaires ou légistes, s'occupent de criminalité, s'accordent à reconnaître qu'une des sources pricipales de la récidive, en dehors de certaines catégories de repris de justice qui sont portés au crime par une tendance invincible, ou le commettent avec une volonté réfléchie, comme s'ils exerçaient une profession, est dans la presque impossibilité du reclassement du libéré.

Sortir de prison ! en cela se résument toutes les aspirations du prisonnier : au seuil de la prison commence la difficulté ; qu'une main secourable soutienne ses efforts et guide ses premiers pas, il n'y a plus de récidive pour l'homme de bonne volonté.

Un tel concours assurément est œuvre d'humanité déjà recommandable à ce seul titre, mais c'est aussi œuvre d'intérêt social ; un malfaiteur est, en somme, une charge pour la Société, il ne produit pas ou peu et il consomme toujours au détriment de la masse sociale ; le libéré reclassé cesse de nuire d'abord, et il redevient un élément de production utile ; il y a donc intérêt de premier ordre à assurer cette transformation, d'abord par le châtiment, c'est l'œuvre de la justice de répression ; ensuite par le reclassement, c'est l'œuvre de la justice de bienfaisance.

Ce besoin d'une intervention de patronage apparaît surtout quand il s'agit des enfants; pour beaucoup, le temps de correction fixé par les tribunaux est si court que ces enfants doivent être maintenus à la prison du ressort, où ils vivent entre eux la plupart du temps, dans une promiscuité déplorable ou dans un isolement nuisible à tous les points de vue, n'y pouvant recevoir les éléments d'une éducation réformatrice qui est avant tout œuvre du temps, y perdant la crainte de la répression qu'ils ne sentent pas parce qu'elle se fait douce pour eux, et y puisent l'habitude de la prison. Pour remédier à cet état de choses, deux moyens se présentent, d'abord l'élévation de la durée du temps de correction par les tribunaux répressifs, mesure réclamée avec tant d'autorité par M. Voisin, conseiller doyen de la Cour de Cassation, ensuite par l'intervention opportune du patronage réclamant suivant les circonstances l'enfant devant le tribunal, et assurant soit son envoi dans un orphelinat ou dans un asile ouvert à l'enfance moralement abandonnée, soit sa mise en apprentissage dans une famille d'artisans, soit son renvoi conditionnel dans sa famille même, si celle-ci présente des garanties, sous le contrôle vigilant du patronage (1).

Œuvre d'intérêt social par excellence, œuvre de bienfaisance pour les premiers, œuvre aussi de justice pour les seconds.

Et que dirons-nous de l'inculpé, mis hors de cause après une détention préventive, dont la prolongation lui a fait perdre un temps précieux et a pu compromettre sa situation, en tarissant les sources de son gagne pain quotidien? Le patronage ne devient-il par pour lui une mesure d'équité?

Et que dirons-nous de la famille de cet inculpé; de la famille même du condamné? Ce dernier sans doute mérite son sort par le manquement à la loi, par l'atteinte portée à la sécurité publique, et cependant le patronage vient à lui! Que ne doit pas la Société aux innocents, frappés en même temps que le coupable, dont la condamnation les prive du soutien nécessaire et les jette à la

(1) C'est l'œuvre poursuivie, avec tant de dévouement, dans son programme agrandi, par le Comité de défense des enfants traduits en justice de Marseille.

misère, qui les conduit fatalement au vice, et à toutes ses conséquences funestes.

A ces maux apparaît un remède par le patronage dans la famille du prévenu pendant l'attente douloureuse, du condamné au début ou au cours de la détention.

Ici il s'agit de parents âgés ou infirmes, dont l'absent était le soutien, là de frères ou sœurs, auprès desquels il était le chef de famille, là de femmes ou d'enfants que la disparition du chef jette dans un complet dénouement.

Et combien sont dignes de pitié, de compassion ces êtres qui, eux, sont innocents de toute faute et subissent durement les conséquences de celle commise par celui dont ils dépendent. Combien plus douloureux encore apparaît la situation de ceux dont le soutien est maintenu en incarcération préventive, qu'une ordonnance de non-lieu, une absolution ou un acquittement viendront terminer quelquefois après un laps de temps considérable sous l'empire des nécessités impérieuses de la répression et des exigences de la sécurité publique pour l'administration de la justice.

L'ancienne pénalité connaissait la confiscation des biens qui pouvait être en certains cas un juste châtiment des méfaits du coupable, mais qui toujours frappait des innocents en frappant la famille. Sous le cri de la conscience publique, la confiscation a été abolie : ici, innommée, elle reste entière !

Dans l'appréciation de la faute et de sa responsabilité, le principe de la personnalité a triomphé ; et cependant en fait les conséquences de la répression retombent comme jadis la confiscation sur les innocents qu'elles écrasent de tout leur poids.

La moindre pratique des incidents des poursuites criminelles les signale, ces conséquences fatales, au seuil de l'instruction, la moindre connaissance du monde des prisons nous initient à ces misères humaines au cours de la détention.

Faut-il des exemples ? en voici quelques-uns au milieu de tant d'autres montrant au jour le jour la profondeur du mal et la nécessité sociale d'y porter remède.

N'a-t-on pas souvenance de ce fait divers signalé il y a quelques années dans la chronique des journaux de Paris ? Un employé de

commerce arrêté, mis au dépôt, relaxé ensuite et rentrant chez lui, heureux d'une ordonnance de non lieu : le foyer est désert, sa jeune femme affolée par une absence d'abord inexplicable, désespérée ensuite par l'annonce de l'arrestation qu'elle ne s'explique pas, avait pris le parti d'échapper aux étreintes de la misère et au déshonneur qu'elle entrevoit, par le suicide avec ses 2 petits enfants.

A Montpellier, nous trouvons une malheureuse institutrice, elle, à la prison, ses 2 enfants, un fils de 9 ans, une fille de 15 ans dans la rue. Notre intervention sauve du désespoir la mère, en assurant protection aux enfants et leur retour auprès de l'aïeule. Cette femme rendue à elle-même par cette assistance qu'elle bénit, reprend courage : elle gagne sa libération conditionnelle, et à force d'énergie, de travail et d'abnégation, elle reconquiert avec l'honneur par la réhabilitation l'amour et le respect de ses enfants par son admirable dévouement : la fille est maintenant employée supérieure dans une grande administration de l'État, et le fils a conquis les galons de sous-officier en passe de devenir à bref délai officier mécanicien de la flotte.

A Toulon, c'est un misérable : Il sait qu'il est un repris de justice, il l'avoue, il a conscience qu'il n'est plus qu'une épave : mais il a une fille : il connaît son abandon et si son sort personnel le touche peu, il tremble pour cet enfant que ses 18 ans et sa beauté exposent à tous les dangers, et l'on ne pourrait soupçonner, en présence de son casier judiciaire les trésors de tendresse recélés dans son cœur et la délicatesse des sentiments qui l'animent et font en même temps sa torture morale par la constatation de son impuissance actuelle. Ici nous pouvons faire appel à un patronage « l'Œuvre des Prisons de Toulon », dont le concours bienveillant rend la paix au père en assurant un refuge à la fille ; il accepte pour son compte sa situation de misérable, mais il tremblait à la pensée des souillures pouvant atteindre son enfant, et plus il se sent personnellement indigne, plus il veut l'élever, elle, sur un piédestal de pureté. Par la jeune fille préservée, nous avons pour le père la réhabilitation morale.

A Aix, et c'est tout récent, notre attention est appelée sur un

pauvre enfant souffreteux d'une dizaine d'années, isolé dans une cour. Nous l'interrogeons : quel méfait avait-il bien pu commettre ? Aucun, mais son père, vendeur ambulant, chanteur de rues à l'occasion, venait d'être arrêté sous l'inculpation de vagabondage et l'enfant l'avait suivi à la prison. Par humanité on n'avait pas séparé le fils du père ; quelle cruelle ironie, la prison devenant un refuge pour un enfant ! Là, il y a une Commission de surveillance avec des hommes au cœur vaillant comme M. le professeur Valran, là, il y a une œuvre des prisons dont nous connaissons l'admirable dévouement, qui se recrute dans le barreau et qui vit en communion d'idées avec la magistrature : ce double concours invoqué par nous, assure la sortie immédiate de l'enfant par une démarche auprès du magistrat et son placement à la campagne, sous les auspices de la Société de patronage de Marseille.

Nous pourrions multiplier ces exemples qui montrent les familles, les femmes, les enfants des inculpés et des condamnés dont l'état faisait dire à M. le pair de France Béranger « c'est eux surtout « des innocents que la justice frappe dans la personne du coupable. »

Mais la cause n'est-elle pas entendue ? Des considérations de cette nature avaient amené M. le Ministre de l'Intérieur, lors de la réforme disciplinaire des maisons centrales, à admettre dans la réglementation de l'emploi du produit du travail la possibilité de dépenses sous forme de secours aux familles « la captivité en enlevant un père ou une mère à des enfants, un fils à sa mère, un « frère à sa sœur, la jette quelquefois dans un état de misère, « Quelques condamnés, j'ai du plaisir à le dire, se sont imposés et « s'imposent encore des privations réelles pour venir au secours de « leurs familles qu'ils ont laissée dans le besoin. C'est là une « réparation morale que l'administration doit favoriser parce que « si elle n'est de la part du condamné que l'accomplissement d'un « droit sacré, d'un acte de justice, il est aussi permis d'espérer « qu'une détermination semblable prend sa source dans des sen- « timents honnêtes qui peuvent déterminer le repentir. » (1)

M. Bonneville, ce magistrat qui a laissé dans la science péniten-

(1) Instruction sur le nouveau régime disciplinaire des maisons centrales du 10 mai 1889.

liaire et pénale un grand nom s'exprimait ainsi, sur la question

« S'il est au monde des êtres dignes de la sollicitude du patro-
« nage, ce sont sans contredit les femmes, les enfants abandonnés
« de ces hommes que la justice retient sous les liens de la préven-
« tion ou de ceux plus nombreux à qui elle a infligé la redoutable
« épreuve du châtiment. Car, eux, *malgré leur innocence*, la
« justice les a frappés du même coup que les coupables. Soit que
« sur de graves soupçons, soit que sur d'irrécusables preuves, la
« société ait pour un temps plus ou moins long, et à jamais peut-
« être ! enlevé à une femme son mari, à une mère son fils, à des
« enfants leur père ; toujours est-il que dans l'un ou dans l'autre
« cas, cette femme, cette mère, ces enfants subissent, par le fait,
« les conséquences d'un crime qui n'est pas le leur, ou le dommage
« d'une incarcération due aux déplorables nécessités de la procé-
« dure, si ce n'est à l'erreur de la justice... Maintenant s'il est vrai
« que la nature, d'accord avec la loi civile, donne à la femme un
« mari pour la protéger » ; aux père et mère des enfants pour sou-
tenir leur vieillesse ; à ces derniers des parents pour les nourrir,
pour les élever, pour les diriger dans les voies fécondes de la
morale, de la religion, du travail ; pour leur faciliter l'entrée dans
la vie morale et matérielle ; dites-moi que voulez-vous que devien-
nent cette foule de pauvres femmes, que la société elle-même, dans
l'intérêt de sa propre sûreté vient de rendre veuves ; ces pauvres
enfants qu'elle vient de rendre orphelins ; ces faibles vieillards
qu'elle a privés de l'unique enfant qui était leur soutien. Quand la
société enchaîne un coupable, elle ne le condamne pas, pour cela, à
mourrir de faim, à croupir dans l'abjection de l'ignorance ou du
vice ; loin de là, elle le nourrit, elle l'instruit, elle le moralise.

Se peut-il donc qu'elle enlève ainsi brusquement à des milliers de
familles leur appui maternel « sans prendre pitié de leur affreuse
« destinée... Occupons nous donc de ces iminentes familles des
« condamnés ; protégeons-les, dans l'intérêt de notre repos, puis-
« qu'il est démontré que presque toujours le criminel lègue à ses
« enfants le germe d'une précoce perversité.

« La société doit donc aux familles imminentes des prévenus et
« des condamnés une protection en quelque sorte spéciale.....

« Et qu'on ne craigne pas que cette protection donnée aux
« familles des coupables, décourage et n'attriste la famille honnête,
« qu'elle voit une immensité nouvelle à ajouter à toutes celles qui
» déjà provoquent au crime les malfaiteurs. — Non, car j'ai suppo-
« sé d'abord et aussi tout un patronage organisé pour les misères
« honorables. »

A l'œuvre donc et que le patronage se multiplie dans ses manifes-
tations en prêtant aux innocents l'assistance qu'il ne ménage pas
aux coupables rènovés par l'expiation, réhabilités par le repentir,
suivant la parole du philosophe Senèque « quem pœnitet pecasse
pene est innocens » au regard de ceux-ci, c'est de l'humanité, c'est
de l'intérêt social ; au regard de ceux-là c'est encore de l'humanité,
c'est encore de l'intérêt social, mais c'est aussi quelque chose de
plus, c'est de la justice ; car ils souffrent d'une faute qu'il n'ont
point commise.

RAPPORT

DE

M. Charles BONNECORSE de LUBIÈRES

Avocat à la Cour d'Aix
Ordonnateur de l'Œuvre des Prisons d'Aix

La question que nous avons à examiner peut se concevoir sous deux aspects différents qui formeront la division de notre travail :

I. — Le patronage s'exerce à l'égard de la famille du détenu en vue de procurer au détenu lui-même un reclassement plus facile à sa sortie de prison.

II. — Le patronage s'exerce à l'égard de la famille du détenu en vue de parer aux conséquences fâcheuses de la disparition de l'un de ses membres.

I

A. — *Le détenu est un jeune homme abandonné par sa famille.*

Doit-on persuader à sa famille de lui pardonner ?

Quels sont les moyens à employer ?

Visites aux parents. — Conseils affectueux sur la manière de le corriger. — *Plus fait douceur que violence.* — Nécessité d'éclairer les parents sur les devoirs qu'ils ont envers leurs enfants. — Amener coûte que coûte une réconciliation du détenu avec sa famille.

Nécessité d'une législation qui donne à l'obligation des parents de veiller sur leurs enfants une sanction efficace (je penche pour la privation du droit de vote.)

B. — *La famille n'a pas des ressources suffisantes pour constituer au détenu un bon milieu familial.*

Doit-on s'employer à recréer ce milieu incomplet ?

Par quels moyens ? — Les mêmes que ceux du paragraphe précédent augmentés de toutes les ressources que peut suggérer une ingénieuse charité.

Aider par suite dans la famille tous ceux qui se trouvent dans une situation inférieure, leur trouver du travail, des ressources, etc., etc.

Il n'y a pas de plus noble but à proposer à nos efforts que la reconstitution d'une famille qui se désagrège.

Un membre de la famille en prison compromet la solidité, la stabilité de la famille toute entière. Les familles disloquées sont le péril social de notre temps.

Au-dessus de tous les patronages, de toutes les œuvres de réhabilitation il y a un patronage modèle, un instrument de réhabilitation que rien ne remplace c'est : la famille. Nous aurons beaucoup fait le jour où nous aurons pu prouvrer au détenu sortant de prison le retour dans une famille vraiment forte et honnête.

C. — *Le détenu est un chef de famille.*

La tâche est plus difficile, elle n'est pas impossible. Elle n'a à mon sens, d'autres moyens efficaces que l'appel aux sentiments élevés de l'âme en première ligne desquels je place l'idée religieuse. Les visites fréquentes à la prison. Les encouragements. Les conseils non seulement à lui, mais à ceux qui ont souffert de sa faute, afin d'éviter les récriminations inutiles, les mots aigres-doux. Faire comprendre la loi de pardon.

Observation commune. — Ne jamais perdre de vue ceux que l'on aura ainsi replacés dans de bonnes conditions de famille. Le patronage est une œuvre de durée et de patience. Longtemps encore la famille du libéré aura besoin d'aide et d'assistance, ne serait-ce que pour parer aux inévitables défaillances qui ne manqueront pas de se produire.

II

Les questions que nous aurions à examiner sont d'ordre extrêmement complexe, il est difficile de poser des règles générales.

A. — *Le détenu est un membre de la famille dont l'absence privera ses parents de ressources.*

Le remède se trouvera de lui-même en faisant appel aux œuvres nombreuses qui s'efforcent de parer à toutes les misères humaines : asiles de vieillards, orphelinats, écoles, hôpitaux, assistance par le travail, patronage. Ce choix sera fait suivant les circonstances.

B. — *Le détenu est le chef de famille même.*

Le patronage doit le remplacer. S'occuper des enfants ; les mettre en apprentissage, en nourrice, leur donner un état civil (légitimation, mariage), pourvoir à leurs besoins, procurer du travail, en un mot et d'une façon aussi complète que peuvent les forces humaines, chercher à remplacer efficacement dans toutes les circonstances de la vie celui qui est parti.

Observation commune. — Le patronage doit s'appliquer à resserrer les liens relachés de la famille. Ses efforts doivent tendre à replacer ses patronnés dans l'ordre naturel, rarement à substituer à cet ordre naturel une création artificielle si bien réglée qu'elle soit. Ce n'est ni l'aumône, ni la sauvegarde matérielle qui doivent être son ambition. Le patronage c'est : l'encouragement, le coup d'épaule nécessaire pour replacer le char sur une bonne voie.

Il doit être dans le premier cas un instrument de réhabilitation, dans le second un moyen offert à la famille pour guérir la plaie faite par la disparition de l'un de ses membres.

Conclusion. — Notre ambition n'est pas d'avoir envisagé sous toutes ses faces la question posée par le programme.

Dans nos deux hypothèses tous les efforts doivent tendre à reconstituer et à consolider la famille sur ses bases normales.

Nous voyons là le remède à toutes les misères qui mènent à la

prison. Le foyer de famille, la femme, les enfants, n'y a-t-il pas là, sous l'inspiration des Espérances de l'Au-delà, le plus puissant levier de moralisation ?

Pour accomplir cette œuvre ce n'est pas trop de nos efforts individuels, il y faut joindre aussi la connaissance de toutes les manifestations de la charité, de toutes les œuvres de bien qui toutes peuvent être appelées à aider efficacement celui qui entreprend la lourde tâche de réhabiliter dans lui-même et dans sa famille un condamné.

Il faut donc avoir l'esprit assez large et assez désintéressé pour faire appel à chacune de ces œuvres sans parti-pris et avec l'unique ambition de faire un peu de bien.

RAPPORT

DE

M. Wulfran JAUFFRET

Avocat

Secrétaire général du Comité de Défense des Enfants traduits en justice

Le but des comités de patronage est d'amener le relèvement moral des condamnés et leur reclassement dans la société ; Les moyens qu'ils ont employés jusqu'ici ont consisté dans la visite des prisonniers, l'assistance dans leurs besoins au moment de leur libération et la recherche d'un emploi.

Ces moyens, eu égard aux ressources financières et au temps dont disposent les membres des comités, leur ont paru assez onéreux et assez absorbants pour ne pas être étendus.

Cependant les meilleurs esprits ne cessent depuis quelques années de demander que ce cercle soit élargi et que l'action du patronage s'étende non seulement aux prisonniers eux-mêmes mais à leurs familles.

Il nous suffira, à cet égard, de citer quelques opinions très autorisées qui se sont produites au congrès international de patronage de 1900, et que nous avons relevées dans le texte de plusieurs rapports.

M. le Docteur Von Engelbert, de Bade écrit ceci : Une société bien organisée n'oubliera jamais d'étudier la situation de famille du prisonnier. Si cette famille peut se maintenir dans une situation favorable, il y a là un profit matériel et moral digne des grands sacrifices qu'exige justement le soin de l'entretien d'une famille.

M. Magnol, de Toulouse dit d'autre part : Lorsque le détenu verra qu'on s'intéresse à lui, à sa famille, par simple dévouement et non par intérêt personnel, il se laissera plus facilement aller vers ces personnes qui veulent bien s'occuper de son sort.

M. Helme, de Chambéry est plus explicite encore : Dans tous les cas le soin du patronage doit être de recourir dès le premier abord à la famille du détenu, lorsque bien entendu celle-ci n'est pas encore plus suspecte que lui.

Le rapporteur général M. Rivière se faisant l'écho de toutes ces opinions émises au cours des travaux du congrès sur la question des moyens à employer pour rendre le patronage efficace, affirmait d'une façon non moins formelle : L'appui le meilleur, le plus naturel, c'est la famille. C'est donc au visiteur à se mettre en relation avec la famille du détenu. »

Enfin le congrès votait la résolution suivante : Les sociétés de patronage doivent dans la mesure du possible, préparer la réconciliation du détenu avec sa famille. Il sera souvent utile de conseiller aux patronnés d'affecter une partie du produit de leur travail au soulagement de leur famille.

On peut dire en se basant sur l'autorité de personnalités aussi compétentes, que les efforts des Comités de patronage demeureraient le plus souvent inefficaces, si le détenu à sa libération ne trouvait dans la vie de famille ou tout au moins dans une vie soutenue par des relations de famille, un milieu favorable au développement de ses nouvelles résolutions. Il serait en effet bien difficile à un condamné, quelque soient ses nouvelles dispositions, de les maintenir et d'y persévérer, s'il se retrouvait, sans un soutien plus ferme, exposé aux mêmes occasions, aux mêmes dangers que lors de sa précédente chûte.

Comment le patronage va-t-il s'étendre à la famille du détenu, de façon à préparer à celui-ci cette existence plus saine, plus honnête et plus digne qui va le préserver de l'avenir, tel est l'objet des courtes observations qui vont suivre :

Enfants

S'agit-il des enfants, l'expérience des Comités des enfants traduits en justice est là pour établir que la plupart des mineurs arrêtés sont moins des coupables, que des enfants sans discipline, sans éducation, sans direction, — jeunes plantes qui ont poussé de travers parce que personne ne les a redressées — Aussi les Comités de défense ont eu pour principe, dès leur origine, de rechercher la situation de famille de l'enfant. Tous leurs efforts ont tendu à obtenir des enquêtes sérieuses sur la position sociale de la famille, sur la surveillance dont l'enfant avait été l'objet, la moralité de ses parents et de leur entourage, la possibilité en un mot de voir le jeune détenu s'amender au milieu des siens.

Nous avons en effet toujours soutenu qu'à côté de chaque enfant doit exister un «responsable», et que c'est celui-là qu'il faut atteindre, qu'il faut patroner.

S'il offre des garanties suffisantes l'enfant lui est rendu, mais si la famille naturelle n'est pas capable de répondre à l'action du Comité, il n'y a pas à hésiter, il faut substituer à cette famille indigne ou impuissante, une autre famille et la législation récente nous en donne largement les moyens.

Adultes

Les adultes, en prison, peuvent recevoir pendant leur détention, qui est souvent assez longue, les sages avis, les conseils et les exhortations des membres du Comité. Comment en assurer le profit après la libération ?

A côté de l'adulte il n'y a pas de responsable. Au jour où il sort de prison, le condamné, muni des meilleures dispositions d'esprit, impressionné par la parole de l'aumônier ou des membres du Comité, touché par les appels chaleureux et vibrants faits à sa conscience, à ses sentiments d'honneur et d'affection, sera non-seulement libre de tous ses mouvements mais indépendant de toute influence.

L'action du Comité se manifestera bien au début pour la gestion de son pécule, la recherche d'un emploi, la distribution de quelques secours, mais ensuite ces liens seront bien vite relâchés, et si

l'homme se retrouve isolé, exposé fatalement aux jours de chômage, aux fréquentations équivoques, aux séductions du vice, comment ne sera-t-il pas entraîné vers ces mauvais penchants qui ont amené sa première chûte ?

Seule la vie de famille peut conserver à l'homme la pratique de ses devoirs ; elle seule donne de l'intérêt à son travail, du charme à son repos, une occupation constante à son esprit, des affections à son cœur. Des natures d'élite, au caractère bien trempé, soutenu par des convictions ardentes, pourraient se maintenir fermes et stables dans tous les milieux, même, comme dit Horace: *si fractus illabatur orbis*, mais ce n'est pas chez le condamné, chez l'homme qui a failli, que l'on pourra retrouver le *justum et tenacem propositi virum* ; pour cet être faible au contraire, il convient de préparer à l'avance ce milieu essentiellement favorable au développement d'une existence fragile et voici, selon nous, comment il faudra procéder.

Avant de se mettre en relations avec la famille du détenu, il conviendra de se renseigner sur elle : si d'ores et déjà, il était démontré que la famille était foncièrement mauvaise, il faudrait soustraire le condamné au moment de sa libération à l'influence pernicieuse de ses proches ; mais en l'interrogeant lui-même sur ses parents et sur les dispositions d'esprit qu'il leur prête, il faudra se montrer particulièrement circonspect. L'interrogatoire de la famille permettra de contrôler les dires du détenu, et l'on pourra obtenir d'elle des renseignements utiles sur son caractère, sa moralité antérieure, les causes de sa chûte et même sur les moyens à employer pour l'amender. N'est-il point à présumer que la connaissance du sujet, n'inspire à ceux qui ont vécu avec lui des indications sur ce point, qui pourront être précieuses ?

Le patronage envers la famille s'exercera d'une façon différente, suivant que le condamné est lui-même chef de famille ou qu'il vit chez ses parents.

Détenu chef de famille

Dans le premier cas, le patronage envers sa famille, s'inspirera surtout d'une impérieuse raison d'humanité ; comprendrait-on une œuvre charitable qui s'occuperait des prisonniers, sans venir en

aide à ceux qui, privés de leur travail et de leur soutien, seraient plongés dans la misère. Il est bien entendu que le patronage d'une famille n'impose pas ici, au Comité, le soin et la charge de subvenir seul à l'existence d'une famille indigente, mais son rôle consistera, après la distribution des secours les plus urgents, à diriger cette famille vers les œuvres multiples de charité et de bienfaisance qui s'occupent de la visite des pauvres, vers les œuvres de placement ou d'assistance par le travail.

L'intérêt que l'on portera à sa famille aura toujours pour conséquence d'augmenter chez le détenu la confiance qu'il aura déjà accordée aux membres du Comité. Le dévouement et le désintéressant des visiteurs rendront plus vivaces chez lui les sentiments d'affection et de sollicitude que l'époux et le père coupables avaient laissé s'éteindre.

Détenu non chef de famille

Si, au contraire, le patronné vivait encore chez ses parents, il faudrait savoir en quels termes il est demeuré avec eux depuis sa condamnation. A-t-il cessé toutes relations avec les siens, il importe alors de se demander si c'est lui qui a provoqué cette rupture, préférant pour l'avenir la licence d'une vie indépendante aux devoirs de la vie familiale, ou bien si ce ne sont pas les siens qui l'on rejeté et lui refusant tout pardon, ont montré vis-à-vis de lui une fierté et un mépris qui s'opposent à son retour.

Il n'est pas rare, en effet, de trouver dans les familles et principalement, nous assure-t-on, dans les classes populaires, un sentiment de fierté exagéré, un point d'honneur déplacé qui leur font refuser toute miséricorde au coupable et le rejettent pour toujours, croyant faussement l'honneur de leur maison intéressé à cette rupture définitive avec le condamné qu'ils affectent dès lors de ne plus connaître.

En ce cas, il suffira bien souvent d'une démarche auprès des parents, de quelques mots pleins de mansuétude pour amollir les cœurs les plus endurcis ; si le visiteur sait avec tact se faire entre la maison et la prison le bon messager des paroles de paix et d'oubli, il finira bientôt par renouer les affections et par faire obtenir à celui qui s'en croyait privé pour toujours, l'estime et la confiance des siens.

A coté des détenus repoussés par leur famille, il en est d'autres qui sont soutenus par elle dans des sentiments de révolte et de haine qui constituent un obstacle invincible à tout relèvement.

Ces sentiments ne sont déjà que trop fréquents et trop vivaces chez le condamné ! Obéissant à une impulsion d'orgueil, il se refuse à reconnaître sa faute et à rêver d'une existence plus honnête, il préfère ne voir que les torts de ceux qui n'ont point imité sa conduite, et leur vouer une haine d'autant plus grande qu'ils ont généreusement tenté de le maintenir dans la bonne voie. Si ces idées funestes sont partagées par la famille, en ce cas le visiteur du patronage semble devoir perdre toute espérance.

Dans ce cas particulièrement difficile le comité pourra faire beaucoup de bien, en apaisant progressivement dans la famille ces ferments de révolte et en versant le baume de la résignation et de la consolation dans des cœurs ulcérés.

C'est ainsi que dans toutes les situations et quels que soient les difficultés qui se présentent, les membres des comités de patronage agissant avec le tact et le dévouement que réclament leurs sublimes fonctions s'efforceront de reclasser le patroné dans sa famille pour le reclasser dans la société.

RAPPORT

DE

M. Henri PRUDHOMME

Juge au Tribunal de Lille
Vice-Président de la Société de Patronage des enfants moralement abandonnés
et des Libérés du département du Nord
du Comité de Défense des Enfants traduits en justice de Lille
Membre de la Commission administrative des maisons d'arrêt de Lille
et de Saint-Bernard.

Le premier Congrès National du patronage des libérés, en élaborant les *statuts types* dans lesquels il s'est efforcé d'indiquer toutes les formes sous lesquelles peut utilement s'exercer l'activité charitable de nos œuvres, a adopté la disposition suivante : « Art. 2. La Société pourra étendre exceptionnellement ses secours au conjoint et aux parents en ligne directe des détenus. » (1) La même règle se trouve identiquement reproduite dans l'article 3 de la 2e édition des *statuts types* préparé par notre bureau central (2).

Cette invitation discrète à étendre, dans certains cas, le patronage à la famille du condamné, doit-elle être maintenue ? Dans le cas de l'affirmative, comment et sous quelles conditions ce patronage peut-il et doit-il s'exercer ? Telles sont les deux questions dont il convient de chercher rapidement la solution.

* * *

Mais d'abord, rappelons les précédents, dont il n'a pas été parlé en 1893, le texte que nous venons de rappeler ayant été alors admis sans discussion.

(1) *Compte rendu sténographique des travaux du 1er Congrès de Patronage*, p. 316 et *id.* p. 102

(2) *Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage de France*, t. 1. 1895, p. 162.

Dès 1878, au Congrès pénitentiaire international de Stockolm, M. le docteur Guillaume signalait le patronage de la famille du détenu comme l'un des modes les plus efficaces du patronage préventif. La détention du père laisse trop souvent la femme et les enfants dans le dénuement le plus complet et les expose à toutes les tentations de la misère. La honte qui rejaillit sur eux et la répulsion et le mépris dont ils se sentent trop souvent l'objet peuvent « donner une direction fatale à leurs idées » et, pour peu qu'il existe dans la famille des tendances héréditaires au vice et au crime, vont peut-être « développer chez les enfants des instincts criminels dont la Société aura plus tard à souffrir moralement et matériellement.» « Parfois le père et la mère sont condamnés et alors les enfants sont dispersés sans que l'Etat s'assure s'ils sont placés dans des conditions favorables à leur éducation. Et cependant ce sont les enfants de cette catégorie qui, plus que les orphelins dont les parents étaient honnêtes, réclameraient des soins et une sollicitude particulière pour leur placement et leur éducation. » (1)

* * *

Douze ans plus tard, au Congrès de Saint-Pétersbourg, la question faisait l'objet d'une étude et d'un débat approfondis. Elle était était ainsi formulée : « Pour accomplir dans toute son étendue leur mission, les institutions et Sociétés de patronage n'auraient-elles pas à se préoccuper de la situation même et des besoins des familles des détenus avant qu'ils aient recouvré la liberté, soit pour assurer le maintien des affections familiales, *soit pour assister les familles mêmes, et les garantir contre les conséquences de la condamnation de tels de leurs membres ?* Comment ce rôle spécial de patronage à l'égard des familles pouvait-il s'exercer de manière à n'éveiller aucune susceptibilité et à tirer avantage de cette action sur elles pour l'amendement même du détenu et son retour à une vie honnête ?

Le rapport très documenté soumis à la troisième section par M. l'abbé Krauss, aumônier de la maison pénitentiaire cellulaire de

(1) *Congrès de Stockolm*, I p. 359.

Fribourg en Bringau (Grand duché de Bade), après avoir rappelé le vœu émis en faveur du patronage des familles des condamnés par la Société des fonctionnaires allemands des prisons, dans sa session tenue à Vienne en septembre 1883 (1), nous initiait à la pratique des Sociétés suisses et allemandes, ainsi que d'un certain nombre de Sociétés françaises, anglaises, belges et hollandaises. Puis, il s'appliquait à démontrer que l'assistance des familles des condamnés pendant la détention de ces derniers est « un devoir philhanthropique dont l'accomplissement, conforme à la justice compensatrice et à l'économie sociale », « facilite l'éducation morale du condamné et sa rentrée dans la Société libre ,et peut ainsi contribuer à prévenir les récidives et à diminuer le nombre des criminels ». Ce devoir d'assistance, s'il incombe d'abord, d'après l'honorable rapporteur, d'Etat, à l'Église et à l'assistance publique et privée, incombe aussi, au moins subsidiairement, aux Sociétés de patronage, « toutes les fois qu'il est constaté que l'avenir, la prospérité et la conduite même du détenu dépendra du bien être de sa famille. » (2)

M. le professeur Giuseppe Veratti, de Bologne, allait plus loin encore, car, si l'on dégage ses conclusions des formules oratoires sous lesquelles il les présente, on s'aperçoit qu'il fait de l'assistance de la famille du détenu l'œuvre primordiale du patronage, et il allait même jusqu'à demander que la législation « ajoutât à la loi quelques articles qui assureraient une ère de travail et de secours en ce qui touche les familles des détenus libérés et des libérés eux-mêmes. (3)

Pour M, Hafstrom, aumônier du pénitencier danois de Horsens, s'il est utile souvent de secourir la famille dans l'intérêt même du détenu, l'intervention des Sociétés de patronage doit avoir pour but

(1) Ce vœu il est ainsi conçu : « Il est désirable que, pendant la durée de la détention d'un condamné, le patronage s'étende aussi sur les membres de sa famille. »

(2) Actes du Congrès pénit. intern. de Saint-Pétersbourg. IV p. 3 et V. 320.

(3) *Voi. Ibid.* 321 à 334 v. not p. 323, 324 et 338 parlant de l'Italie, l'auteur parle de faire aux familles des détenus indigents des distributions de terres incultes à défricher par les soins des Sociétés de patronage.

dans ce cas, d'empêcher la rupture du mariage (1) d'aplanir les difficultés que la femme éprouve à se procurer du travail à raison de la condamnation même encourue par le mari, et surtout de sauver les enfants d'une démoralisation presque certaine. Cette intervention sera encore utile, en cas de « *malheur extraordinaire* » que ce malheur soit occasionné par l'absence du père ou non, c'est-à-dire lorsqu'une crise passagère menace le bien être de la famille. Mais, en dehors de ces cas, à raison des « *difficultés pratiques* » de cette sorte de patronage, de l'insuffisance de leurs ressources, de l'impossibilité où elles se trouvent de connaître souvent la situation exacte des familles des détenus, les Sociétés de patronage ne peuvent pas se charger d'une manière générale de les assister. (2)

Le rapporteur de la Commission de la Société de jurisprudence de Saint-Pétersbourg. M. Sliosberg, tout en reconnaissant que « l'équité » et l'intérêt social ou, pour employer son expression, « la politique pénitentiaire » conseillent de ne pas laisser sans secours la famille du condamné que l'incarcération de son chef a plongée dans la misère, n'admet pas que cette assistance rentre dans le cercle de action de nos œuvres. Elle, « a surtout pour objet de garantir l'ordre social des périls qu'implique le paupérisme » ; donc c'est à l'Etat, à la charité officielle ou privée d'y pourvoir, et, à ce point de vue, les institutions anglaises doivent être proposées comme modèles. Quant aux sociétés de patronage elles « n'ont à se soucier du sort des familles des détenus qu'autant qu'il affecte les fins spéciales du patronage ayant pour but de concourir à l'accomplissement de l'objet du châtiment moyennant le concours actif de la société ». En d'autres termes, les œuvres de patronage, ayant en vue le relèvement moral du condamné, doivent simplement intervenir dans ses rapports de famillle pour « conserver intacts les liens d'affection mutuelle » et pour faciliter la remise aux parents

(1) Le rapporteur à ce sujet, signale qu'en Danemarck. les administrations des paroisses ou communes, dans le but d'éviter de grever leur budget d'assistance, exercent parfois une véritable pression sur la femme du condamné pour la déterminer à demander le divorce.

(2) *Congrès de Saint-Pétersbourg.* IV p. 35 à 341.

de la part du pécule que le détenu est autorisé à leur donner ou même déterminer la part du pécule que la famille, eu égard à ses charges, doit être en droit de se faire attribuer pendant la détention de son chef (1).

Devant la 3e section, le rapporteur général M. le pasteur Riggenbach se montra particulièrement favorable à la thèse du premier rapporteur M. Krauss. Le devoir philanthropique, l'intérêt de l'éducation morale du condamné, l'intérêt de la société elle-même lui parurent imposer aux œuvres de patronage l'obligation de s'occuper avec sollicitude de la situation et des besoins des familles des condamnés pendant la détention de ces derniers.

En même temps les explications de MM. le comte Skarbek, de Yakovlew, et du pasteur Grœber tendaient à approuver cette conclusion et à démontrer qu'en Galicie, en Allemagne et en Russie, l'assistance publique et la charité privée soulageaient largement les familles nécessiteuses des détenus. Cependant, sur la proposition des membres français du Congrès MM. le conseiller Félix Voisin et Henri Rolet appuyés par M. Tcheslavsky, une formule moins absolue fut unanimement adoptée. L'assemblée générale l'approuvait à son tour presque sans discussion, (2).

I.— Il est désirable que les Sociétés du patronage puissent avoir la faculté de se préoccuper de la situation des familles des détenus, avant qu'ils aient recouvré la liberté : *a*) afin d'assurer autant que possible le maintien des affections familiales ; *b*) *afin de secourir exceptionnellement la famille du détenu*, si la détention a causé un grave préjudice à des mineurs, vieillards ou infirmes

II.— Pour atteindre ce but, les Sociétés de patronage doivent le mentionner expressément dans leurs statuts et se mettre en relations avec toutes les autorités locales, administratives ou ecclésiastique.

En rendant compte du Congrès de Saint-Pétersbourg à la Société

(1) *Congrès de Saint-Pétersbourg*, IV. p. 346 à 353.

(2) *Congrès de Saint-Pétersbourg* I. p. 454 à 457 et p. 581 à 584 séance du 5(17 juin 1890 l'assemblée générale du 6(18 juin 1890. Une observation présentée à l'assemblée générale par M. Xavier Blanc qui n'a pas été accueillie tendait simplement à rectifier, en l'abrégeant, la première phrase de la résolution.

générale des Prisons, M. le conseiller Félix Voisin a précisé pour quels motifs, il lui avait paru impossible, ainsi qu'à ses collègues français d'accepter entièrement le thèse du rapporteur. « Pour notre part, nous avons dit qu'en France il nous était quelque fois bien difficile de faire un patronage utile en faveur des libérés eux-mêmes, et que sans exclure de se mettre en relation avec la famille dans certaines circonstances malheureuses, il y aurait peut-être un danger à dire dans un Congrès aux Sociétés de patronage : « Si vous voulez faire un bien réel, il est indispensable que vous vous mettiez en relation avec toutes les familles des détenus, il faut patronner ces familles elles-mêmes ».

* * *

Au moment même où le Congrès de Saint-Pétersbourg clôturait ces travaux, le juriconsulte éminent qui dirigeait alors en Belgique le ministère de la Justice, M. Le Jeune, provoquait la réunion à Anvers du premier « Congrès international pour l'étude des questions relatives au Patronage des détenus et à la protection des enfants moralement abandonnés ». La deuxième section de ce Congrès présidée et inspirée par M. le sénateur Bérenger, a adopté un certain nombre de résolutions, dont l'ensemble, suivant l'appréciation très exacte, d'un juge très expert en la matière, « constitue un petit code du Patronage des Libérés, un code dont les articles précis, clairs, complets se passeraient au besoin de commentaires (1). »

L'article 10 de ce code est ainsi conçu : « Le Patronage doit, autant que possible, comprendre l'assistance des membres de la famille à la charge du détenu ou du libéré (2) ». Il a été adopté presque sans discussion, tant pour la deuxième section que par l'Assemblée générale, après un discours de M. le conseiller intime Fuchs dans lequel l'orateur, après s'être expliqué sur l'ensemble de l'organisation du patronage, avait en peu de mots rappelé sur

(1) *H. Barthélemy*, Rapport sur le Congrès international d'Anvers, *Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1891, p. 40.

(2) *Congrès d'Anvers* de 1890, compte rendu sténographique, p. 21.

notre sujet, la pratique très large des Sociétés Badoises et cette brève observation de M. Bérenger, au cours de son rapport oral à l'assemblée générale : « Le Patronage doit, autant que possible, comprendre l'assistance des membres de la famille. Si on soutient le libéré, mais qu'on laisse sans secours les membres de la famille dont il doit assurer l'existence, l'œuvre devient incomplète (1) ».

* * *

Si nous recherchons maintenant la pratique habituelle de nos œuvres, nous constatons, — je parle bien entendu des Sociétés qui n'ont pas limité leur protection à une catégorie particulière de patronnés, — que la plupart admettent la possibilité d'étendre les secours à la famille du détenu ou du libéré (2). Sans doute, à lire les comptes rendus que nous avons pu consulter, cette disposition statutaire paraît ne recevoir qu'une application assez rare. Le seul fait de son existence, rapproché des conseils théoriques résultant des décisions des Congrès, constitue un préjugé dont on ne saurait nier l'importance.

Telle est aussi la pratique d'un grand nombre de Sociétés étrangères. Sans, entrer à cet égard, dans des détails évidemment superflus dans un Congrès national, nous ne saurions oublier que c'est en adressant un généreux appel en faveur de pauvres enfants demeurés sans ressources par le crime de leur père, que nos voisins d'Italie ont provoqué en faveur des œuvres de patronage le mouvement d'opinion le plus actif et le plus fécond. L'*Opera pia nazionale per assistere i figliuli derelitti dei condannati*, qui suscite jusque dans les prisons d'obscures aumônes est parvenue à

(1) *Id.* p. 236, 263 et 493. A l'assemblée générale, M. Rethoan-Macari a simplement fait réparer une omission matérielle en ajoutant les mots *du détenu*, dans la proposition primitive.

(2) Citons notamment les Sociétés de Marseille, Toulouse, Bordeaux, Lille, Dreux, Périgueux, Lons-le-Saunier, Nantes, Orléans, Angers, Versailles, Sens, Melun, etc

fédérer, pour ainsi dire, pour un commun effort toutes les œuvres d'assistance publiques et privées, laïques et religieuses (1).

* * *

On a parfois présenté cette assistance comme une sorte de droit pour la famille du condamné (2). Cette proposition a éveillé de justes susceptibilités. Un droit ! Comment justifier ce privilège ? La victime d'un accident de travail intentionnellement provoqué par elle n'a droit à aucune indemnité ; et l'assassin, condamné à mort, le voleur transporté à perpétuité ou relégué auraient la consolation de voir l'avenir de tous les leurs garanti par l'État ? Ce n'est évidemment pas soutenable.

Mais, d'autre part, nous avouons ne point partager davantage l'opinion de ceux qui, au nom d'une prétendue loi d'égalité dont la rigueur ne supporterait du moins dans la prison aucune atténuation, prétendent interdire aux Sociétés de patronage de s'intéresser aux familles nécessiteuses des condamnés. « Je ne comprends pas, a-t-on dit, pourquoi les personnes qui visitent les prisonniers, iraient s'occuper de leurs femmes et de leurs enfants. Les prisonniers mariés seraient ainsi avantagés au milieu des autres. Il ne faut pas que toute souffrance soit supprimée, parce qu'alors il n'y aurait plus de châtiment qui doit être la punition de toute faute grave (3) ». S'il faut maintenir le châtiment, il ne convient pas

(1) Sur cette œuvre v. *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 1346 et 1347 et *Actes du Congrès international de patronage*, de 1900, page 270. — L'œuvre, grâce au produit d'une loterie autorisée en sa faveur par une loi, a pris un développement considérable. Son actif, au 31 janvier 1903, dépassait 30.000 fr. Le chiffre des offrandes anonymes des détenus publié dans le dernier compte rendu mensuel, par la *Rivista di disciplina carceraria*, était de 153 fr. 60. — Nous possédons en France, quelques œuvres semblables, parmi lesquelles nous citerons l'Œuvre parisienne dite de la Chaussée du Maine ; mais leur champ d'action, est très restreint. En Russie, l'asile de l'Impératrice Marie, de Moscou, répond au même objet.

(2) Consultez la discussion du rapport de M. Herbet, à la séance du 3 juin 1891 de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, et *Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1891, p. 826, 827.

(3) V. séance de la Société générale des prisons du 19 juin 1883, observations de M. le capitaine Verney.

moins de ne pas le faire peser à la fois sur le coupable et sur les innocents. Sous prétexte de ne pas donner une sorte de prime au malfaiteur marié, n'en crée-t-on pas une au profit du célibataire ? Pour être logique, dans ce système, il faudrait interdire à l'Assistance publique comme à l'Assistance privée, au Bureau de bienfaisance comme à la Société de Saint-Vincent-de Paul, de donner le moindre bon de pain à la femme ou aux enfants des condamnés, ces malheureux dussent-ils mourir de faim. Non, la vérité n'est pas davantage de ce côté.

Une comparaison, qui nous permettra de rappeler le rôle des Sociétés de patronage, nous fera peut-être entrevoir la solution de notre problème.

Le sauveteur qui arrête un équipage emporté, ne se borne pas à ramasser et à transporter dans la pharmacie voisine le cocher maladroit ou peut être coupable qui a été cause de l'accident. Il se préoccupera également des personnes qui se trouvaient dans la voiture, si elles ont été blessées, et même du passant qui, au moment où il est intervenu, venait d'être renversé par les chevaux. Or n'est ce pas là aussi le rôle du patronage. ? Lui aussi fait œuvre de sauvetage, sauvetage moral sans doute. «Il a pour but principal de favoriser par tous les moyens d'action (visites durant la détention, assistance après la délibération, etc., etc.) le relèvement moral des libérés des deux sexes de toutes les catégories, sans distinction d'age, de culte, ni de nationalité (1). » Nous ne lui demandons pas d'abandonner cette mission qui est, à proprement parler, la raison d'être de nos œuvres. Mais, lorqu'en le remplissant, il trouve à côté de l'homme déchu qu'il s'efforce de relever des malheureux absolument dénués de resources, dont la misère est la conséquence même de celui à qui il s'intéresse, le Patronage doit-il demeurer indifférent, doit il se refuser à assister, au moins provisoirement, cette détresse innocente, qu'il a été, à raison même des circonstances le premier à connaître, en attendant qu'il ait pu la signaler à son tour à la charité des œuvres voisines plus naturellement désignées peut-être pour la secourir ?

(1) *Statuts types* art. 1

Personne ne le pensera.

Observons que sous l'empire d'un mouvement d'opinion dont nous avons été peut-être les premiers inspirateurs, la loi elle même nous invite à étendre ainsi notre action. Elle appelle d'une façon générale notre protection sur les enfants *victimes* de délits (loi du 19 avril 1898, art. 4.) Je dis *notre* protection, car par ces mots personne ou institutions charitables à qui ces enfants peuvent être provisoirement confiés par le juge d'instruction, la force des choses nous oblige à entendre avant tout les œuvres de patronage et leurs représentants qui sont pour ainsi dire en rapport quotidien avec ce magistrat. Pour étendre notre appui provisoire de l'enfant qui a été volé par un nomade, et qui va être rendu dans quelques jours à sa famille, à l'enfant du voleur, de l'assassin, de l'expulsé même, que l'arrestation de son père laisse sans ressources, il suffit de prendre le mot *victime* dans un sens un peu large, de manière à comprendre dans cette expression non seulement ceux qui sont directement lésés par le délit, mais encore ceux qu'il frappe d'une façon indirecte mais certaine.

La loi, sans doute, n'autorise pas actuellement le magistrat à donner cette extension à l'article 4 de la loi de 1898 Mais on comprendrait fort bien qu'elle le fit, et nous applaudirions à une réforme qui permettrait, dès l'arrestation du père ou de la mère de pourvoir provisoirement à la garde des enfants mineurs que cette arrestation laisse en état absolu d'abandon.

Mais ce que la loi ne fait pas encore, la charité peut s'en charger et les Sociétés de patronage sont mieux qu'aucune autre œuvre en état de l'accomplir, parce qu'elle seront souvent les premières à être averties, et que leur intervention peut se produire avant même que l'Assistance publique, dont le fonctionnement n'est pas toujours très actif en dehors des grands centres, ait même pu être prévenue, et songer à remplir les obligations résultant pour elles du décret du 19 janvier 1811.

Ce que nous disons de l'enfant, est également vrai de la femme, des parents vieux et impotents, de la sœur infirme que le prévenu avait à sa charge.

Et qu'on ne s'étonne pas de ce dernier mot le prévenu : grâce à la

loi bienfaisante du 8 décembre 1897 et aux habitudes nouvelles qu'elle a introduites partout, c'est désormais à l'époque contemporain de l'arrestation que la Société de patronage sera avertie.

***

Refuser son concours, dans de telles circonstances, serait inhumain, et les Sociétés de patronage n'encourront pas ce reproche. Leur intervention, d'ailleurs, se traduira d'ordinaire par un secours temporaire et matériel et par des démarches auprès d'œuvres voisines plus spécialement organisées en vue de secourir les misères qui se sont ainsi révélées d'abord à l'œuvre du patronage des libérés.

Plus que jamais, l'union et les rapports fréquents sont indispensables entre les œuvres. Un particulier peut continuer à se soumettre à l'antique règle et observer une telle discrétion que sa main gauche ignorera toujours l'aumône faite par sa main droite. Les œuvres doivent se connaître matériellement, se communiquer au besoin leurs programmes réciproques, et être toujours prêtes à s'entraider.

***

Pendant la détention, les visiteurs de la Société de patronage peuvent être naturellement amenés à connaître la situation malheureuse de la famille du condamné. Dans bien des cas l'éloignement de la famille lui interdira tout contrôle personnel et direct, et ce sera en correspondant avec telle institution locale d'assistance publique ou privée qu'elle pourra assurer à la famille du condamné les secours urgent dont elle peut avoir besoin.

Lorsque la famille habite dans le lieu même où le condamné subit sa peine, le rôle du représentant de la Société de patronage pourra être plus actif. Vérifier la situation exacte de ceux qui lui sont signalés comme ayant besoin d'un secours urgent ; parer au plus pressé et mettre ensuite ses assistés temporaires sous la protection d'autres œuvres, tel sera son rôle.

***

Nous avons raisonné jusqu'ici dans l'hypothèse où le patronné principal de l'œuvre est lui-même détenu. Le texte même de notre question nous en imposait l'obligation. Après la libération, l'assistance à la famille du patroné se distinguera difficilement de celle qui sera donnée au libéré lui-même, lorsque celui-ci habitera avec sa femme et ses enfants. Dans le cas contraire, le rôle sera à peu de chose près le même que celui incombant à la Société de patronage dans le cas où la famille du détenu habite en dehors du lieu où celui-ci subit sa peine.

***

Nous pouvons peut-être, après ce trop long exposé, arriver à des conclusions précises.

I. - L'assistance ne saurait être en principe refusée par les Sociétés de patronage à la famille du détenu.

II. — Par ces mots la famille, il convient d'entendre d'une façon générale tous les parents qui, en droit ou en fait, se trouvaient à la charge du patronné au moment de son arrestation.

III. — Cette assistance doit avoir surtout pour but de parer aux besoins indispensables et urgents, et de mettre les nécessiteux en rapport avec les institutions publiques ou privées qui, par le but même proposé à leur activité par leurs statuts ou par la loi, sont naturellement désignées pour les secourir.

IV. — A cet effet, les Sociétés de patronage doivent se tenir en relations constantes avec toutes les institutions locales de bienfaisance publiques ou privées.

V. — L'assistance des Sociétés de patronage doit particulièrement s'étendre aux enfants qui, par suite de l'arrestation et de la détention de leurs parents, se trouvent en danger moral et en état d'abandon.

VI. — Il est désirable que la loi étende à ces enfants le pouvoir de protection qui appartient déjà au juge d'instruction sur les enfants victimes de délits.

VII. — Il est désirable que les magistrats du parquet et de l'instruction signalent à l'Assistance publique et, par l'intermédiaire des Sociétés de patronage, aux œuvres d'initiative privée, la situation des familles des inculpés préventivement détenus ou des condamnés, qui leur sont révélés par les enquêtes officielles comme appelant des secours urgents.

3ᵐᵉ QUESTION

Du placement définitif des patronés.

Rapporteurs :

M. Paul CUCHE, professeur à la Faculté de droit de Grenoble, secrétaire général de la *Société Dauphinoise de patronage des libérés* et de *Sauvetage de l'enfance*, membre de la Commission de surveillance de la prison de Grenoble.

M. Ch. GODDE, avocat à la Cour d'appel de Lyon, docteur en droit.

M. l'abbé ROUSSET, directeur de l'Asile de Saint-Léonard à Couzon-au-Mont-d'Or (Rhône).

Rapporteur général :

M. BERTHÉLEMY, professeur de droit à l'Université de Paris.

RAPPORT

DE

M. Paul CUCHE

Professeur à la Faculté de droit de Grenoble
Secrétaire général de la Société Dauphinoise de patronage des Libérés et de Sauvetage de l'Enfance
Membre de la commission de surveillance de la prison de Grenoble

En inscrivant cette question au programme des travaux du Congrès, la Commission d'organisation n'a sans doute pas eu l'illusion que les rapports ou la discussion en fourniraient la solution. Il est peu probable, en effet, depuis le temps qu'on le cherche, que le secret du placement définitif des libérés nous soit subitement révélé au cours d'une de nos séances, par un congressiste d'humeur au moins originale, qui aurait décidé de ne nous le livrer qu'à cette heure et dans ce lieu.

Cette question domine l'œuvre entière du patronage, car peu nombreux sont les libérés que l'on parvient à reclasser autrement que par le placement. Elle a déjà été très complètement étudiée dans de précédents congrès, notamment au Congrès international de patronage de Paris (1900), où elle a fait l'objet d'un remarquable rapport général de M. Louis Rivière, dont j'ai le devoir de rappeler ici les grandes lignes et les conclusions.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les travaux des Congrès antérieurs doivent être le point de départ de nos discussions actuelles.

La littérature à laquelle ils ont donné naissance est déjà volumineuse, et l'on oublie trop souvent que dans cette masse imposante

de rapports il y a beaucoup de pages excellentes, quelques-unes, même de tout premier ordre, que les congressistes de l'avenir devraient avoir soin de relire avant de se rencontrer dans de nouvelles assises. Ils éviteraient ainsi de piétiner sur place et de recommencer plus mal ce qui a été mieux fait par d'autres avant eux.

L'utilité de cette pratique est surtout manifeste quand il s'agit de questions aussi vastes que celle qui nous occupe et qui, sous une forme ou sous une autre, restent en permanence à l'ordre du jour de nos discussions.

Il est d'ailleurs évident que le rôle du rapporteur est en grande partie de faciliter aux membres du Congrès cette vision rétrospective des efforts déjà tentés et des idées déjà émises. Je vous apporte donc, au début de ce rapport, tous les résultats que l'expérience du patronage, résumée dans nos précédents travaux, permet de considérer comme acquis en ce qui concerne le placement définitif des libérés : j'exposerai ensuite quelques données nouvelles qui les complètent.

Et d'abord que personne ne s'effraye de ces mots « résultats acquis ! » Comme on l'a déjà fait observer à Paris en 1900, il ne peut s'agir ici de poser des règles ayant une valeur absolue. Le patronage est et doit rester une « œuvre individuelle » qu'il faut conduire avec l'intelligence des nécessités particulières à chaque cas d'intervention. Il est des procédés d'assistance, jugés ordinairement médiocres et peu efficaces qui peuvent devenir merveilleusement féconds quand ils sont maniés par des hommes d'un grand sens pratique et d'une inlassable activité : d'autre part, chacun sait que, suivant les régions et les époques, les mêmes modes de patronage ne sont pas toujours employés avec le même bonheur.

Réserve faite de ces contingences, voici les principaux points sur lesquels la majorité des praticiens du patronage semble aujourd'hui d'accord

On reconnaît d'abord que le placement du libéré doit être préparé avant la libération, surtout lorsque la Société de patronage n'a pas à sa disposition un établissement d'assistance par le travail pour recevoir ses patronnés à leur sortie de prison. Ce n'est pas en un

jour que l'on peut faire sérieusement accepter à un détenu l'idée d'un travail régulier, consulter ses goûts, ses aptitudes, et lui procurer un embauchage ou un emploi. Il faut s'y reprendre à plusieurs fois. Il est d'autre part à signaler que les entrevues assez fréquentes entre patrons et patronnés que supposent toutes ces démarches, cette enquête, ces bons conseils, ne peuvent être organisées que très difficilement dans les prisons en commun : encore faut-il que le gardien chef y apporte une complaisance extrême dont on ne saurait lui faire une obligation professionnelle.

On peut concevoir, il est vrai, que ce patronage préparateur du placement et antérieur à la libération, soit exercé par les fonctionnaires de la prison eux-mêmes Dans un congrès international, il serait peut-être de bonne politique de juxtaposer les deux systèmes sans obliger l'assemblée des congressistes à prendre parti entre eux. Nous ne saurions avoir les mêmes hésitations dans un Congrès national : pour plusieurs raisons, dont la plus évidente est la disproportion entre son effectif et le travail qui lui est imposé, notre personnel pénitentiaire n'est pas en situation de fournir aux détenus une assistance sérieuse dans la recherche d'un placement. Il faut, en France, confier ce soin aux Sociétés de patronage, d'où la nécessité de leur ouvrir largement les portes de la prison pour communiquer avec le détenu avant sa libération, si l'on veut que leur intervention s'opère en connaissance de cause et avec le maximum d'efficacité.

Il est bien entendu que lorsque le patronage de la Société s'adresse à des prévenus ou des accusés, une discrétion toute particulière s'impose à ceux qui l'exercent et qu'ils doivent éviter soigneusement tout empiètement sur les droits du juge d'instruction.

Il arrivera souvent que les démarches faites par la Société pour préparer le placement définitif du prévenu pendant les dernières semaines ou les derniers jours de son emprisonnement resteront sans résultat. Le détenu est libéré, il paraît toujours décidé à accepter un travail régulier, il le trouvera peut être dans quelques jours. Que va-t-on en faire ? Comment va-t-on le préserver et l'occuper pendant cette période d'attente ? Il est essentiel que la Société de patronage ait alors à sa disposition un atelier d'assis-

tance par le travail, soit qu'elle l'ait créé elle-même comme complément de son œuvre, soit qu'elle ait conclu un accord avec un établissement indépendant d'assistance par le travail qui veut bien lui prendre ses libérés en quête d'un placement définitif.

Il n'est pas douteux aujourd'hui que l'atelier d'assistance par le travail ne soit un accessoire indispensable du patronage des libérés. Le Congrès international de Paris a formulé un vœu dans ce sens : la même indication se dégage nettement d'une discussion qui a eu lieu en 1902, à la *Société générale des Prisons*, entre praticiens du patronage ; enfin, s'il m'est permis d'invoquer mon expérience personnelle, qui constitue en quelque sorte une contre-épreuve, je ne fais aucune difficulté d'avouer que, dès mes débuts dans la Société dauphinoise de patronage à Grenoble, l'utilité de cet organe essentiel de notre œuvre s'est révélé à moi avec une cruelle évidence. Mes efforts pour le créer sont jusqu'ici restés infructueux, mais si je regrette amèrement cet échec, qui, je l'espère, n'a rien de définitif, c'est, croyez-le, beaucoup moins par un sentiment très humain de dépit, que par la conscience douloureuse du bien que j'aurai pu faire et que je n'ai pas fait. Certes, je n'ai pas l'illusion que tous nos libérés se fussent reclassés en passant par un atelier d'assistance par le travail, je crois seulement qu'il y en aurait eu quelques-uns parmi eux, quatre ou cinq par an peut-être, pas plus, que le séjour dans cet atelier aurait préservés d'une rechûte, et qu'il aurait définitivement aiguillés vers une vie laborieuse et honnête. A l'appui de l'expérience positive de ceux d'entre nous, qui voient tous les jours quelques malheureux s'acheminer par l'atelier d'assistance jusqu'au placement définitif, j'apporte mon expérience négative portant sur plusieurs cas où l'absence d'atelier a très probablement favorisé la rechûte et la perte irremédiable.

Je n'ai pas à rappeler longuement ici comment l'établissement d'assistance facilite le placement définitif ; je me contente de résumer, comme je l'ai fait jusqu'ici, nos travaux extérieurs sur cette question.

Le séjour dans l'atelier d'assistance est d'abord une protection contre les tentations des premiers jours de la libération : le libéré reçoit le logement, la nourriture, voire même un petit salaire : il

échappe pendant ce temps aux influences, mauvaises conseillères, de la faim et du dénuement : il est également soustrait dans une certaine mesure à la fréquentation de ses anciens complices ou co-détenus. Il peut, d'autre part, se mettre lui-même en quête de travail ; or, il n'est pas douteux qu'un embauchage est plus facile, quand l'employeur peut entrer directement en rapport avec son futur employé. Enfin, le stage qu'il fait à l'atelier, permet à la Société de patronage de l'étudier et de le mieux connaître. S'il lui paraît tout à fait digne d'intérêt, elle ne le lâchera pas avant de lui avoir trouvé une bonne place.

Je n'ai pas à entrer dans les difficultés que soulève la présence, dans un même atelier, de libérés et d'ouvriers sans travail, mais sans antécédents judiciaires. Ces difficultés, que je crois d'ailleurs parfaitement résolubles, sont du ressort des Congrès d'assistance. Jusqu'ici, je n'ai passé en revue que les préliminaires du placement. Nous connaissons maintenant quelles conditions il faut réunir, et de quel outillage il faut disposer avant de l'entreprendre, si l'on veut avoir quelques chances d'y réussir. Arrivons au placement lui-même.

Comme notre programme contient d'autres questions relatives au patronage des enfants, je crois devoir limiter ce rapport au placement des patronnés adultes, c'est-à-dire ayant dépassé l'âge de 16 ans. D'autre part, étant donné que le mot placement est pris habituellement dans le sens restreint d'embauchage ou d'emploi, je ne parlerai pas de l'engagement militaire qui constitue, si on veut, un mode de placement et même l'un des meilleurs, ni de l'envoi aux colonies qui est l'objet de la première question soumise au Congrès. Je viserai donc uniquement le placement dans l'industrie ou dans le commerce.

C'est ici que les vœux des Congrès commencent à manquer de précision.

Le Congrès de Paris 1900 désire « que les Sociétés de patronage se tiennent en *rapport constant* avec des entrepreneurs, des contremaîtres, des associations ouvrières, des bureaux de placement gratuit, pour faciliter le placement des libérés dès leur sortie. »

Le Congrès d'Anvers (1898) qui s'est occupé très particulière-

ment de la question, préconise « une organisation rationnelle et généralisée des bureaux de placement et des bourses de travail. »

Le Congrès national de Lyon (1894) conseille aux membres des Sociétés de patronage « de s'adresser directement aux chefs et contremaîtres d'industrie, et d'user avec persévérance de leurs relations et de leur autorité personnelle. »

Les Congrès nationaux de Paris, Bordeaux et Lille n'ont point discuté cette question.

Maintenant que faut-il entendre par ce « rapport constant » entre la Société et des entrepreneurs, contremaîtres et ouvriers, ou encore par cette « organisation rationnelle et généralisée des Bureaux de placement ? » Les travaux des Congrès ne permettent point de l'indiquer avec précision et avec détails.

S'il s'agit d'une grande Société de patronage qui s'occupe toutes les semaines d'un certain nombre de libérés, il n'est pas impossible de concevoir qu'elle s'assure par une correspondance fréquente avec des chefs d'industrie, des débouchés réguliers pour le placement de ses patronnés. Les industriels en relation avec la Société connaissent le genre de personnel qu'on leur envoie, ils leur réservent certains travaux et les placent sous la surveillance de contremaîtres habitués à manier de tels ouvriers. Encore faut-il que le « rapport constant » dont il s'agit, soit établi avec des industries assez variées et par conséquent nombreuses. Aujourd'hui il faut une place pour un métallurgiste, hier c'était pour un gantier ; demain, après demain, ce sera pour un plombier, un peintre, un menuisier, etc.

Mais n'oublions pas que les grandes sociétés de patronage sont rares, et que les procédés de placement qu'elles peuvent employer, ne sont pas accessibles au moins directement — je m'expliquerai sur ce mot — aux moyennes et aux petites sociétés. Supposons un chef-lieu de département ayant de 20 à 60.000 habitants, ce qui me permet d'invoquer *à fortiori* les résultats de ma propre expérience, puisque la population de Grenoble dépasse ce dernier chiffre. Ecartons le cas où, soit dans la ville, soit dans son voisinage immédiat, il y aurait une maison centrale : toute l'activité de la Société de patronage est dès lors concentrée sur les libérés de la maison d'arrêt, qui est en même temps prison de courtes peines.

Or, sait-on quel est le total annuel des sorties dans un établissement de cette importance ? Une statistique pénitentiaire très récente — celle de 1899 publiée en 1901 — donne pour Valence, 124 sorties ; pour Evreux, 137 ; pour Chartres, 91 ; pour le Puy, 77 ; pour Orléans, 83 ; pour Blois, 40 ; pour Bourges, 59, etc. Acceptons le chiffre plutôt majoré de 80 à 150 sorties pour les chefs-lieux d'importance moyenne. Je n'apprendrai rien à aucun d'entre vous en disant que, sur ce nombre de libérés, le patronage ne peut s'adresser efficacement qu'au cinquième environ tout au plus, soit de 15 à 30 unités. Il faut se rappeler, en outre, que ces libérés, jugés dignes de patronage, n'ont pas tous une profession urbaine, les deux cinquièmes sont des ruraux ; nous restons à un chiffre de 9 à 18 libérés plus ou moins aptes à un emploi dans le commerce et l'industrie. Si l'on réfléchit que pour quelques-uns d'entre eux le procédé de patronage le plus efficace ne sera pas le placement mais la réconciliation avec la famille, le rapatriement ou l'engagement militaire, on constate qu'en fin de compte il y a nombre de sociétés de province établies dans des villes de moyenne importance qui n'auraient pas cinq libérés par an à admettre au placement chez les industriels ou commerçants de bonne volonté avec lesquels elles doivent se tenir en « rapport constant. »

Et songez que sur ces cinq ou six libérés, chacun aura son métier. Il y a donc des industriels correspondants de la Société, auquel on n'adressera qu'un libéré par an ou même tous les deux ou trois ans ! Il n'y a pas là une périodicité suffisante pour baser sur elle une organisation régulière et permanente du placement.

Le vœu du Congrès de Paris me paraît sujet à critique à un autre point de vue. Il laisse de côté les travailleurs ruraux sans indiquer par quel procédé on pourra les écouler au fur et à mesure de leur libération dans les emplois conformes à leurs aptitudes. Si la libération se produit au moment où commencent les travaux de la campagne (récoltes, vendanges, etc.), le placement sera facile, et le libéré y pourvoira souvent lui-même ; mais il ne s'agit là que d'un embauchage tout à fait temporaire, qui ne conduira au placement définitif qu'assez rarement : Le placement rural définitif, c'est

l'engagement comme valet de ferme ; il est particulièrement difficile à raison de la communauté de vie qui s'impose entre le maître, propriétaire ou fermier et les auxiliaires qu'il emploie. C'est ce qui fait aussi, nous le savons tous, qu'il est impossible de placer un libéré comme domestique à la ville. Il n'est guère plus commode de le faire accepter à la campagne. On y arrive pourtant, lorsqu'on connaît d'avance un assez grand nombre de cultivateurs qui peuvent l'encadrer dans un bon personnel et qui, ayant déjà fait l'expérience de cette main-d'œuvre, ne répugnent pas trop à y avoir recours de temps à autre.

Il faut donc que, là encore, la Société de patronage soit placée comme au centre d'un réseau de communications, assez fréquentes pour être qualifiées de régulières, avec un certain nombre d'exploitations agricoles. A une telle organisation ne me paraissent pas non plus pouvoir prétendre les Sociétés de moyenne et de petite importance.

Il me semble que les observations qui précèdent me conduisent assez naturellement à l'examen de ces données nouvelles que l'expérience du patronage dans ces trois dernières années permet peut-être d'ajouter aux résultats déjà acquis qui viennent d'être rappelés.

On a déjà songé à créer entre les différentes sociétés de patronage françaises une union qui doit les rendre plus fortes pour obtenir de l'Etat, des départements, des municipalités, des Compagnies de chemins de fer, etc., une collaboration qui est indispensable à leur œuvre. C'est fort bien, mais ce n'est pas tout. Une idée que s'est déjà fait jour, mais qui n'a pas retenu l'attention autant qu'elle le mérite, c'est qu'il faut aussi introduire entre ces Sociétés une division du travail.

Lorsqu'on a organisé le patronage en France, on a eu l'illusion qu'il suffisait pour multiplier l'œuvre de multiplier les sociétés. On a ainsi éparpillé sur la surface du territoire des groupements souvent minuscules « à l'instar de Paris » ayant chacun leurs présidents, vice-présidents et secrétaires, recueillant des cotisations, publiant un bulletin, dépensant en frais généraux une part proportionnellement énorme de leur maigre budget.

Encore cette dépense est-elle une preuve d'activité, mais combien y a-t-il de ces patronages provinciaux qui meurent d'anémie, qui n'ont pas pu conserver la vitesse initiale des premiers mois de leur fonctionnement ? Dans la création de quelques-uns, il y a eu de l'amour et ceux-là vivent encore ; d'autres ont été dès le début trop encombrés de personnages officiels, que l'œuvre n'intéressait pas et que mettait en branle la seule préoccupation de donner effet à une circulaire ministérielle. Surviennent quelques changements de résidence, inévitables dans le monde des administrateurs ou des magistrats, et la Société ne se trouve plus guère organisée que sur le papier.

Faut-il ajouter que ces œuvres de constitution débile se sont imposés dès le début la tâche du patronage avec toutes ses difficultés, décuplées, s'il est possible, dans les petites villes, avec leurs prisons en commun qui ne permettent pas l'action moralisatrice préparatoire par des visites au détenu, avec leurs industries très limitées comme nombre et comme personnel, qui n'offrent pas un débouché suffisant pour le placement, enfin avec leur psychologie particulière, un peu mesquine, assez hostile à ces entreprises philanthropiques qui trouvent, au contraire, si facilement dans les grands centres, une clientèle de bons esprits pour les comprendre et les encourager.

Ce n'est pas tout de présenter à un Congrès une carte de France, émaillée de multiples cercles multicolores, fleurs symboliques du patronage. Ne soyons pas hantés par l'obsession des belles statistiques ? Y a-t-il de la besogne pour chacune de ces Sociétés, et sont-elles toutes assez vivantes et assez bien outillées pour s'acquitter réellement de cette besogne ?

J'ai peur que non et voici ce que je propose.

Parmi les fonctions d'une société de patronage, il y en a qui peuvent toujours être accomplies sur place, quelque médiocres que soient les ressources locales. Tenter la réconciliation du libéré avec sa famille, faire des démarches pour son engagement militaire, lui procurer à sa sortie des vêtements convenables, le rapatrier, tout cela peut et doit rester dans les attributions des moyennes et des petites sociétés.

Un pareil programme n'a rien qui dépasse les forces d'un secrétaire général tant soit peu actif. Quelques visites au bureau de recrutement ou au parquet, quelques lettres, de temps en temps un petit acte d'apostolat pour attirer à la Société un membre nouveau et maintenir à un niveau constant le chiffre des cotisations, enfin une réquisition annuelle de vieux vêtements pour entretenir le vestiaire des libérés, voilà à peu près tout ce qu'exige le fonctionnement normal d'une Société de patronage, la question du placement mise à part. Voilà également, selon moi, le rôle auquel devraient se limiter les moyennes et les petites Sociétés.

Reste le placement, ici les fonctions qui conviendraient aux Sociétés de moyenne importance seraient celles de rabatteuses, de pourvoyeuses des grandes Sociétés. Certes, si elles parviennent exceptionnellement à faire elles-mêmes leurs placements, rien de mieux ; mais leur attitude ordinaire devrait être celle que j'indique. Leur mission est de faire choix, parmi les libérés dont elles s'occupent, de ceux qui paraissent vraiment en quête d'un travail régulier et de les diriger sur la grande Société la plus voisine, qui centralisera tout l'outillage du placement, établissement d'assistance par le travail avec séjour possible jusqu'à l'embauchage, bureau de placement spécial, relations constantes avec des cultivateurs, des industriels, des commerçants, des contremaîtres des associations ouvrières, etc. Il est de toute évidence que cet outillage ne peut être multiplié indéfiniment, dans tous les coins du territoire, quand ce ne serait que par économie des frais généraux. Il faut se résigner à n'en organiser que dans les grands centres. Chacun de ces centres aura sa circonscription, comprenant un certain nombre de sociétés moins importantes qui évacueront sur la Société centrale leurs libérés intéressants et désirant être placés. Bien entendu, il ne faut pas concevoir cette organisation comme une sorte de transportation à l'intérieur, comme l'application d'un système de « débarrassez-moi » pratiqué égoïstement sur le dos du voisin. La petite Société n'enverra à la grande que des libérés dont elle s'occuperait elle-même si elle en avait le moyen : elle évitera soigneusement d'encombrer l'atelier et le bureau de placement de la Société Centrale par des récidivistes notoirement inutilisables.

Je ne veux pas pousser plus loin le développement de cette idée, car j'estime qu'elle est tout à fait au point où elle peut recevoir de vos discussions une élaboration féconde, qui me permettra de la reprendre plus tard avec plus de hardiesse, si toutefois elle rencontre auprès de vous bon accueil,

Rappelons-nous qu'avec le temps il faut varier les procédés de patronage La loi qui a introduit chez nous la condamnation conditionnelle, a modifié considérablement le personnel des libérés aptes au placement. Les délinquants primaires véritablement intéressants ne franchissent plus le seuil de la prison. Je suis loin de le regretter, mais je constate simplement que nous avons de moins en moins affaire à ces égarés d'un moment, déclassés brutalement par une première faute, auxquels notre intervention était particulièrement précieuse, et dont le placement nous procurait des résultats parfois si réconfortants. Il nous faut maintenant tirer parti de natures plus ingrates, réveiller des énergies plus profondément assoupies : tout en s'y résignant, il est bon de chercher à atténuer les difficultés nouvelles de notre tâche : je n'ai pas eu d'autre but dans la conclusion de ce rapport.

RAPPORT

DE

M. Ch. GODDE

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon, docteur en droit

Le but essentiel du patronage doit être le placement définitif des libérés. Les secours en argent, les dons de vêtements, les emplois passagers ne sont que des palliatifs, parce qu'ils ne sont que temporaires. Le libéré, ce désarçonné de la vie, n'est vraiment remis en selle que lorsqu'il est rétabli en situation de gagner sa vie. Il importe donc de chercher les moyens de le placer définitivement et de déterminer les précautions à prendre dans ce but.

C'est l'expérience seule qui doit nous diriger ; dégageons donc de la pratique, les règles principales et la méthode à suivre.

*
* *

Examen de la demande

Les demandes de placement, que reçoit chaque jour une Société de patronage, sont fort nombreuses ; elles viennent d'un peu partout et sont présentées par des individualités fort différentes. C'est un libéré à l'expiration de sa peine qui demande assistance, un détenu qui réclame la libération conditionnelle, un prévenu ou un acquitté qui cherche à se relever d'un faux pas; c'est enfin tous ceux qui sans travail s'adressent à elle pour trouver une petite situation leur

permettant de vivre et d'espérer. La Société va-t-elle prêter attention à toutes ces suppliques ? Doit-elle satisfaire toutes ces demandes ? Au point de vue théorique, la réponse paraît simple, et peut se résumer ainsi : Chaque Société a un champ d'action délimité par ses statuts, elle n'a qu'à consulter ces derniers pour connaître les demandes qu'elle doit accepter.

C'est ainsi qu'une Société de patronage de libérés adultes devrait laisser de côté les demandes des jeunes détenus; en partant du même principe, on dira qu'une Société de patronage de libérés n'a pas às'occuper des « sans-travail ». Ces solutions sont beaucoup trop rigoureuses, surtout depuis que des lois récentes permettent d'épargner aux jeunes délinquants la peine qu'ils ont encouru justement. Une Société de patronage doit s'occuper de toutes les demandes de placement émanant d'individus ayant une situation, sinon identique, tout au moins analogue. Nous dirons que la Société de patronage doit admettre les demandes « des gens qui pourraient bien mériter, qui méritent actuellement, ou qui ont mérité d'encourir les pénalités édictées par nos lois ». Tous ces individus ont également besoin de son patronage ; elle évitera la chute aux uns, la récidive aux autres. Il ne faut donc pas vouloir limiter l'action des Sociétés aux libérés dans le sens juridique du mot.

Cette solution a donné de trop bons résultats dans la pratique pour ne pas l'admettre. La vérité en matière de patronage est là où est le résultat.

C'est ainsi que pratique la Société Lyonnaise de patronage des libérés adultes de l'un et de l'autre sexe, fondée en 1889. Son titre indique suffisamment le but primitif de l'œuvre. Si vous consultez maintenant son compte rendu financier de 1900-1901, vous trouverez qu'elle a dépensé 3.614 francs pour entretien et placement d'enfants traduits en justice, et que le chiffre des « sans-travail » qu'elle a placés s'élève à 243 ; son bilan pour 1901 est de 12.327 fr. 85 et comprend 653 placements. Qui donc devant ces résultats pourrait lui reprocher d'avoir étendu son action de patronage ?

Nous ne saurions mieux faire que de répéter sur ce point ce que disait M. Cheysson au Congrès de 1893 : « Ce qui importe, ce n'est pas d'administrer des remèdes suivant l'ordonnance, c'est de guérir. »

Pour arriver à ce résultat, il est nécessaire que la Société de patronage fasse une certaine sélection parmi les malades qui se présentent à elle. Il y a, en effet, parmi les libérés toute une classe d'individus qu'elle devra rigoureusement écarter; ce sont ceux qu'on est convenu d'appeler « les antisociaux ». Une Société en patronant ces derniers, peut rapidement perdre tout son prestige auprès des patrons. S'il est bon de s'occuper des malades, encore faut-il que la maladie soit curable. En plaçant des individus qui ne sont pas susceptibles d'amendement, la Société arrivera vite à détourner les patrons de son œuvre, et à se fermer les portes des usines et ateliers où les précédents patronnés auront apporté le trouble et le mauvais exemple. La tâche de la Société de patronage est déjà trop délicate pour vouloir l'aggraver ou la compromettre.

La Société devra aussi se mettre en garde, contre toutes les demandes formulées par les professionnels de la mendicité ; ces derniers resteront toujours inaccessibles aux sages exhortations et ne se plieront jamais aux exigences d'une vie réglée. Il est impossible de s'occuper du placement définitif de pareils nomades, le patronage n'aurait sur eux aucune action. Ce premier travail de classement et délimination se fait par l'examen même de la demande. Si la demande est verbale, la Société questionnera le libéré, elle cherchera à connaître ses antécédents, son degré d'instruction, ses aptitudes morales et physiques, en un mot ses moyens.

Les demandes verbales se produisent ordinairement au cours d'une visite d'un membre de la Société auprès du prisonnier ; il lui sera donc facile d'obtenir tous ces renseignements. Il devra dans ce but, multiplier ses visites auprès de lui, et arriver peu à peu à devenir pour le détenu un confident et un conseiller. On ne saurait attacher trop d'importance à ce rapprochement du condamné avec son futur protecteur. Il est capital en matière de patronage et bien souvent, c'est de lui seul que dépendra, dans la suite, le relèvement moral du libéré. Cette prise de possession du libéré permettra à la Société de diriger plus sûrement ses recherches, et de satisfaire sa demande enlui procurant une situation conforme à ses aptitudes.

Mais le plus souvent la demande est formulée par écrit ; si le futur libéré est dans une prison voisine du siège de la Société, il importe qu'un de ses membres aille auprès du condamné pour lui permettre d'expliquer oralement l'objet de sa demande; c'est, nous ne saurions trop le répéter, le seul moyen efficace qu'il faut employer, si l'on veut arriver à un résultat sérieux en matière de patronage. Dans le cas où le prisonnier se trouverait trop éloigné du siège de la Société pour pouvoir utiliser ce procédé, la Société écrira au directeur de la prison pour lui demander tous les renseignements susceptibles de l'éclairer, dans la tâche qu'elle doit entreprendre ; elle le priera de lui faire connaître les antécédents, le caractère, la conduite actuelle du demandeur. Ces renseignements ainsi recueillis et contrôlés, serviront à établir sans retard le dossier du nouveau patronné. Il semble dès lors que la Société pourra agir et chercher à satisfaire la demande du libéré.

Elle doit exiger de lui auparavant la remise entre ses mains du montant total du pécule qu'il peut posséder. Il s'agit là d'une règle absolue ; et la Société doit se montrer inéxorable en ce qui concerne son application.

Tout individu qui, ayant un pécule, forme une demande de placement, doit remettre, à titre de dépôt, ce petit capital à la Société sous peine de voir repousser sa demande.

En se pliant à cette exigence, le libéré échappera aux tentations malsaines qui guettent toujours la sortie des détenus et cet acte de soumission doit être considéré comme le premier pas qu'il fait dans la voie de son redressement. Ce sera pour la Société le premier signe de l'amendement du libéré.

Il ne faut pas se contenter d'une simple promesse : souvent un libéré visité par un membre d'une Société de patronage, promet la remise de son pécule ; il sort de prison, dissipe son pécule et revient quand il n'a pas été arrêté entretemps, vers la Société, les mains vides. Pour éviter ce danger, la Société fera bien d'exiger de lui un pouvoir spécial autorisant cette dernière à toucher au jour de l'élargissement chez le greffier comptable de la prison le montant total du pécule. Le pécule est conservé par la Société, elle ne le verse à la Caisse d'épargne que s'il est trop élevé ; le pécule cons-

titue ainsi la première mise de fonds qui doit contribuer à faciliter le placement définitif du libéré. C'est vers ce but que doivent tendre maintenant tous les efforts de la Société de Patronage.

***

Mesures intérimaires

Il arrivera bien rarement que la société de patronage puisse donner immédiatement satisfaction à la demande du libéré, et lui procurer de suite une place. Elle sera obligé de faire des démarches nombreuses, avant de voir accueillir favorablement sa demande par un patron charitable. C'est la durée de cette période d'attente qu'il importe de réduire le plus possible. On comprend les dangers que court le libéré, jeté hors de la prison sans asile et sans travail. Cette situation particulière des libérés constitue un danger public. Pour l'écarter, la société peut employer deux moyens. Le premier consiste à engager le futur libéré à formuler sa demande, deux ou trois mois avant sa sortie de prison ; pendant ce laps de temps, la société lui cherchera une place, et dès sa sortie, lui procurera son placement définitif. Le second aura pour résultat de donner des secours immédiats au libéré et de lui procurer une place provisoire.

Les secours ainsi distribués, ne doivent jamais être que des secours en nature ; une société de patronage n'a pas à donner de l'argent au libéré. Pour attendre son placement définitif, la société lui donnera des vêtements convenables, lui permettant de se présenter chez son futur patron ; elle lui procurera un abri pour passer la nuit, en s'adressant soit à des œuvres charitables, soit à des logeurs de profession connus d'elle : elle lui fournira enfin des bons pour sa nourriture.

Mais en toutes circonstances, la Société doit, avant tout, se préoccuper de trouver un emploi provisoire pour le libéré ; il faut lui procurer du travail, soit dans des asiles, soit dans des emplois de journaliers. C'est en effet le travail seul, qui en assurant l'existence du libéré doit le replacer dans le milieu social. Le placement provisoire lui montrera la voie qu'il doit suivre, le placement définitif, avec son travail assidu et régulier, lui procurera sa libération définitive.

Placement définitif

La Société arrivera à ce placement par différents moyens ; ceux qui donnent les meilleurs résultats sont : 1° les emplois, 2° les engagements dans l'armée, 3° le rapatriement, 4° la réconciliation du libéré, 5° la réhabilitation, 6° l'envoi aux colonies.

Nous laisserons de côté l'envoi aux colonies considéré comme mode de placement des libérés ; ce mode de placement a en effet fait l'objet d'une question spéciale qui sera étudié devant le congrès.

1. *Emplois.* — Le moyen normal et naturel de donner satisfaction à la demande du libéré, est de lui procurer un emploi Certes la chose n'est pas facile par le temps de crise que nous traversons, alors qu'un homme honnête trouve difficilement une position.

La société arrive à surmonter toutes ces difficultés, si elle a le bonheur de posséder un directeur actif et intelligent. Jusqu'ici nous avions toujours parlé de la société de patronage en tant que personne morale, il importe de sortir de l'abstraction. A la tête de la société figure un comité qui administre, mais ce comité confie l'exécution à un directeur. C'est de ce choix que dépendra le résultat de l'œuvre ; c'est cet homme, en effet, qui va assurer la lourde tâche du placement du libéré. On le choisira bon sans faiblesse, sévère sans raideur, travailleur et dévoué, mais avant tout, il devra être un homme perspicace et physiognomoniste. Il se se rendra ainsi rapidement compte de la valeur du solliciteur et de l'intérêt qu'il faut attacher à ses déclarations. D'un coup d'œil, il verra le placement auquel peut prétendre le libéré. Il commencera par lui indiquer les places disponibles qu'il peut connaître, et l'enverra avec un petit mot de recommandation, chez le patron qu'il lui aura désigné. Si le libéré échoue dans sa démarche, il ira lui-même rendre une visite au patron. S'il sait plaider la cause du patronné, il fera souvent revenir le patron sur sa détermination.

Il ne faut jamais cacher la situation du libéré un patron ; ce dernier doit exactement connaître ses antécédents et inversement

il est nécessaire d'informer le libéré, que son futur patron aura connaissance de sa situation particulière. Rien n'est plus dangereux que la dissimulation en matière de patronage ; il ne faut pas oublier qu'un patron trompé, est un protecteur à tout jamais perdu pour la société.

C'est au directeur qu'appartient le rôle ingrat de trouver des adeptes ;c'est lui qui dressera les listes de patrons par profession et qui entretiendra avec eux des relations suivies. Il ira frapper à toutes les portes et s'adressera non seulement aux gros industriels, mais encore aux petits patrons, contre-maîtres ou ouvriers dévoués.

C'est en parlant beaucoup de l'œuvre et de son résultat qu'il arrivera à ouvrir les chantiers et les ateliers aux libérés. Il est certain qu'il sera particulièrement difficile de trouver certains emplois par exemple ceux d'employés de commerce,mais certains autres s'obtiennent sans peine par exemple ceux de manœuvres, de terrassiers etc.

Remarquez que le directeur ne doit pas être seul à chercher un emploi au libéré, il importe que ce dernier sur ses indications fasse de son côté tous ses efforts pour atteindre ce but.

La société de patronage doit jouer ainsi le rôle beaucoup plus d'un bureau de renseignements que d'un bureau de placements. Toutefois on ne saurait user de trop de moyens, lorsqu'il s'agit de trouver un emploi à un libéré.

Aussi est-il bon que le directeur de l'œuvre, connaisse les différents présidents des sociétés de secours mutuels et philantropiques ; ces derniers sont souvent d'excellents intermédiateurs, dans la chasse aux emplois. Très souvent aussi, on peut se servir avec succès de l'intermédiaire d'un ancien libéré, placé dans un atelier, pour y faire entrer un nouveau patronné. Mais quelque soit le moyen employé pour procurer un emploi au libéré, le directeur devra toujours tenir compte des aptitudes morales et physiques de ce dernier avant de lui procurer son placement définitif.

II. *Rapatriement*. — Rapatrier, c'est conduire ou renvoyer un libéré dans son pays d'origine ; c'est le rendre à son milieu, à sa famille. Le rapatriement est d'une grande utilité lorsqu'on a devant soi un enfant ayant encore sa famille ou un libéré qui n'a jamais exercé de métier ou qui ne peut en exercer aucun. Tantôt le

patronné est réclamé par ses parents ou ses anciens patrons, tantôt il forme lui-même une demande de rapatriement. Dans tous les cas, la société de patronage ne devra pas hésiter à lui accorder son assistance et satisfaire sa demande. Pour arriver à ce résultat, le directeur de l'œuvre fera des démarches nécessaires auprès de de l'administration préfectorale ou municipale ; il est bien rare qu'il n'obtienne alors de l'une ou de l'autre un bon de réquisition et de transport gratuit ; parfois, le libéré aura un petit pécule, mais la modicité de son montant ne lui permet pas de prendre un billet de chemin de fer ; là encore la société de patronage doit intervenir, soit en complétant la somme qui lui manque, soit en demandant pour lui aux compagnies de chemin de fer un billet à demi-tarif, Certains réseaux délivrent même des carnets à souche à cet effet et facilitent ainsi l'œuvre des sociétés de patronage.

Le rapatriement par chemin de fer est celui qui sera le plus souvent employé, on doit le préférer à tous autres.

Toutefois le rapatriement du libéré peut s'effectuer à pieds, c'est en effet un procédé qui est employé parfois avec succès. Il a son utilité lorsqu'on se trouve en présence d'un homme jeune et vigoureux. La société remet au libéré une note d'identité, constatant qu'il part tel jour, de tel endroit pour se rendre dans tel autre endroit. Dans cette note le directeur de l'œuvre sollicite pour lui l'appui des maires des localités où il doit passer, lui interdit de mendier et lui fait une obligation de parcourir un certain nombre de kilomètres par jour.

Il est bien rare que muni de ce passeport d'un nouveau genre, il ne trouve pendant son voyage un gîte convenable et un peu de nourriture. Toutefois ce procédé de rapatriement, n'est bon que si le directeur connait bien le caractère du libéré, auquel on le propose ; il est dangereux s'il s'adresse à un homme faible et sans énergie. Ce dernier abandonnant son itinéraire ira, la plupart du temps, grossir l'armée des vagabonds et des cheminaux.

Le rapatriement s'adresse tantôt à des nationaux, tantôt à des étrangers. Dans ce dernier cas, on dit que le patronage est international.

Nous n'avons pas à entrer dans l'explication des règles compli-

quées qui régissent le rapatriement des étrangers (1) ; nous nous contenterons de dire que pour réaliser le but que l'on se propose, il faut, avant tout, que la société française de patronage s'assure le concours de la société du pays où l'étranger doit rentrer et s'entende avec elle sur les frais et débours qu'entraîneront les formalités du rapatriement.

III. *Engagement.* — Il n'en est plus de même dans le cas où le directeur du patronage a à s'occuper de débiles « qui ne peuvent marcher droit qu'à la condition d'être maintenus par des serre-fils ». Pour ceux-ci, l'engagement dans l'armée s'impose.

Le directeur de la société de patronage aura le souci d'envoyer à l'armée par ses conseils et ses exhortations, ces esprits faibles qui ont besoin de direction, ainsi que les esprits turbulents auxquels une discipline sévère est nécessaire. Ce mode de placement intéresse surtout les jeunes gens de moins de 21 ans ; il trouve particulièrement son application, lorsqu'on est en présence de jeunes détenus sur le point d'être condamnés.

Il arrive souvent, surtout depuis la loi de 1898, que les magistrats instructeurs envoient aux sociétés de patronage des adolescents sur le point d'être condamnés afin de leur faciliter les formalités d'un engagement. Ils évitent ainsi une condamnation certaine et la flétrissure qu'imprime à tout homme l'entrée dans une prison.

Ces jeunes gens rempliront les formalités exigées par la loi de 1889 et entreront dans un des régiments stationnés en France avec un casier judiciaire encore blanc.

L'expérience nous prouve que la plupart du temps, ces jeunes engagés se conduisent bien dans la suite ; leur entrée dans l'armée, en les tirant du milieu spécial où ils vivaient a été leur salut.

La société de patronage, depuis la loi du 1 mai 1897, peut aussi faire engager dans les corps métropolitains, les jeunes condamnés ayant obtenus le bénéfice du sursis.

La loi nouvelle modifiant la loi de 1889 sur le recrutement, a enfin donné satifaction à des vœux formulés depuis longtemps en

(1) Sur ce point spécial voir : actes du Congrès de Paris 1900 : Rapport de MM. Fuchs et Carpentier.

épargnant aux jeunes condamnés le contact odieux des bataillons d'Afrique.

Ces adolescents, sous l'action bienfaisante de l'armée métropolitaine, s'amendent bientôt et deviennent de bons soldats.

C'est ainsi que les engagements contractés soit par des jeunes prévenus soit par des adolescents condamnés au bénéfice du sursis, donnent dans la pratique les résultats les plus heureux.

En est-il de même des engagements contractés par les autres libérés ? par ceux ayant subi une peine correctionnelle ? Il est bien certain que le redressement moral de ces derniers doit en principe être plus difficile, on a devant soi des coupables plus endurcis ou plus pervers.

Cette raison ne saurait suffire à expliquer le petit nombre de résultats obtenus. Il faut, croyons-nous, chercher la cause de ces échecs dans les lois qui régissent cette catégorie d'engagés volontaires.

Sous notre législation actuelle, il résulte (art. 5 et 59 de la loi de 1889) que tous les jeunes gens qui ont subi une condamnation, soit à la prison, soit à l'amende pour un des motifs prévus par l'art. 334 du code pénal, ne peuvent contracter un engagement dans l'armée métropolitaine ; ils ne peuvent s'engager que dans un bataillon d'Afrique.

Ainsi peu importe l'étendue du délit, la gravité de la peine, l'armée métropolitaine est fermée à tous ces jeunes libérés. Une condamnation à 16 francs pour vol nous oblige de laisser partir un enfant de 18 ans aux bataillons d'Afrique. Cette règle sévère se comprendrait toutefois, si elle s'appliquait à tous les jeunes gens appelés à servir. Il n'en est pas ainsi.

Le jeune libéré dont nous venons de parler attend-il le moment de l'appel ? Il ne sera pas envoyé aux bataillons d'Afrique car sa condamnation est de moins de trois mois de prison. Nous ne saurions assez protester contre de pareilles contradictions, contraires à la fois au simple bon sens et à la justice. Depuis longtemps déjà les Sociétés de patronage font entendre leurs récriminations ; jusqu'à ce jour, malgré l'énergique intervention de M. Bérenger au Sénat rien n'a encore été fait; aucune loi n'a été votée définitive-

ment (1). Il nous est donc permis de formuler encore des vœux et de présenter quelques observations. Nous demandons que l'engagement volontaire, ne comporte pas de plus nombreuses exclusions que l'appel : le libéré appelé et le libéré engagé doivent être traités sur un pied d'égalité. Toutefois, il serait sage que les engagés de cette catégorie ne pussent contracter que des engagements de quatre ans. Il ne faut pas que les jeunes condamnés viennent enlever aux jeunes gens sans condamnation, les places aujourd'hui peu nombreuses des engagements de trois ans. La proposition que nous formulons, est ainsi plus libérale que l'amendement présenté au Sénat par M. Bérenger. Dans ce projet, l'assimilation du libéré appelé et engagé, n'est que facultative ; il faut la faire prononcer dans chaque cas par le ministre Un jeune libéré veut-il s'engager dans l'armée métropolitaine ? Il est obligé de faire une demande spéciale au ministre, et ce dernier, après enquête faite par le Préfet, l'acceptera ou le refusera. Cette solution plait beaucoup au premier examen. On n'accepte ainsi que les demandes des libérés vraiment repentants, et l'enquête préalable permet de faire un triage qui donne entière satisfaction aux appréhensions des pères de famille redoutant toujours pour leurs enfants qui font leur service militaire la promiscuité de gens tarés. Ce qui nous effraie dans cette proposition, c'est la multiplicité et la longueur des formalités exigées, non moins que l'incertitude des enquêtes administratives.

Nous savons hélas ! ce que dure une enquête; nous savons ce qu'elle produit et connaissons le temps nécessaire pour obtenir une autorisation ministérielle ! L'autorisation surviendra souvent trop tard ; le patronné sera de nouveau en prison. Qu'arrive-t-il en pratique? Un jeune homme sort de prison, et vient trouver une Société de patronage; il demande à sortir du milieu qui l'a conduit en prison et veut contracter un engagement. Que doit faire le directeur de l'œuvre ? Donner immédiatement satisfaction à sa demande ? Ce sont les bataillons d'Afrique avec leur odieuse promiscuité. Lui

(1) La dernière proposition de loi de M. Bérenger sur cette question a été présentée sous forme de deux amendements qui ont été joints à la proposition de loi de M. Rolland tendant à modifier la loi du 15 juillet 1889. Bulletin des Sociétés de Patronage 1902 n°1.

dire de faire une demande au ministre pour entrer dans un régiment métropolitain et d'attendre ? C'est la rue que vous lui offrez avec ses dangers et ses tentations. Qu'allez-vous donc faire de ce jeune libéré pendant tout le temps que durera l'enquête ? Ne croyez-vous pas que fatalement ce jeune désœuvré, malgré les bonnes résolutions prises à sa sortie de prison ne retombera pas ? L'attente, aussi bien que le bataillon d'Afrique sera sa perte. Nous fondons de grandes espérances sur le relèvement de ces libérés qui entreront dans l'armée de la métropole. Les bataillons d'Afrique, avec leur composition actuelle, constituent un placement déplorable pour les jeunes intelligences déjà déformées. Il faut placer ces jeunes libérés dans des corps ordinaires, et l'exemple des autres, contribuera à leur relèvement moral.

Si le placement dans l'armée ainsi entendu constitue un placement excellent pour les jeunes gens, il faut parfois le conseiller aussi à des hommes plus âgés mais encore valides. On arrivera ainsi à donner une occupation forcée à ceux qui n'en ont jamais eue. Pour ces engagements, les Sociétés de patronage rencontrent une vive résistance de la part des intéressés : ils sont donc plus rares que les précédents.

Nous n'avons pas la prétention d'énoncer les formalités à remplir pour les engagements volontaires. Qu'il nous soit permis toutefois de demander, après bien d'autres, la suppression d'une formalité qui n'a plus sa raison d'être depuis la loi du 5 août 1899. Nous voulons parler de la nécessité de produire un certificat de bonne vie et mœurs ; les Sociétés de patronage ont parfois des difficultés sérieuses à se le procurer. Cette formalité est un non sens, depuis que l'autorité militaire reçoit directement le casier judiciaire du futur engagé ; il faut la supprimer au plus tôt. C'est une faute grave de retarder par des formalités inutiles, l'œuvre des Sociétés de patronage ; le relèvement du libéré dépend souvent de la rapidité du placement.

IV. *Réconciliation.* — Reste enfin le placement du libéré dans sa famille même, c'est-à-dire la réconciliation. Ce mode de placement spécial doit nous arrêter quelques instants.

Un adolescent libéré sort de prison et s'adresse à une société de

patronage; ses sentiments sont bons, son repentir sincère, qu'allez-vous faire de ce jeune homme ? Le placement normal est celui qui consiste à le réconcilier avec sa famille et à le faire rentrer au milieu des siens.

Le père qui pardonne devient ainsi le tuteur naturel du libéré, c'est lui qui est chargé de le conduire dans la voie de la réhabilitation. Si le libéré était toujours sûr de trouver dans sa famille les exemples et les conseils qui lui sont nécessaires pour rentrer dans la bonne voie, ce mode de placement devrait toujours être préféré à tous autres. Mais, hélas ! il n'en est pas ainsi ; l'expérience nous montre que bien souvent, c'est la famille même du libéré qui a été la cause première de sa démoralisation. On comprend dès lors les dangers que l'on ferait courir au libéré en le replaçant dans ce milieu où il ne pourrait qu'achever de se corrompre.

Avant de replacer un libéré dans sa famille, il importe donc de bien la connaître.

Le directeur de l'œuvre ne saurait donc prendre sur ce point trop de précautions et de renseignements ; il ne devra employer ce mode de placement qu'avec beaucoup de circonspection. Le même danger n'existe pas lorsqu'on cherche à réconcilier le libéré avec son ancien patron, car il est bien rare que le libéré se soit corrompu en travaillant.

Les mêmes précautions ne seront donc plus nécessaires, mais les difficultés de ce placement sont nombreuses. Il ne faut le préconiser que lorsqu'il s'agit d'un libéré qui était employé seul par le patron ; il nous semble impossible de replacer un libéré au milieu de ses anciens camarades d'atelier ; il sera repoussé brutalement par ceux qui auront connu sa faute. Découragé, il quittera l'atelier et retrouvera tous les dangers de la rue. Le patron peut pardonner, le compagnon d'atelier ne pardonnera pas.

V. *La réhabilitation.* — Lorsque le temps et la bonne conduite du libéré auront fait disparaître les traces infamantes de la première faute, la réhabilitation viendra procurer au patronné son relèvement définitif.

La réhabilitation est plutôt la constatation officielle de l'amendement du libéré, qu'un mode de placement de ce dernier. La réhabilitation a pour but de récompenser, de constater la bonne conduite et l'amendement du condamné libéré et de faciliter la rentrée et le reclassement du condamné dans la société

Certes, s'il est des formalités agréables à remplir pour une société de patronage ce sont bien celles que nécessitent les demandes en réhabilitation. La réhabilitation, accordée à un de ses patronnés, constitue pour la société de patronage, la récompense la plus réconfortante auquelle elle puisse prétendre ; elle la console de de bien des déboires et lui donne une force nouvelle pour continuer sa tâche. Les sociétés de patronage se prêteront donc toujours avec joie à faciliter les demandes des libérés qui auront pour objet de leur procurer leur réhabilitation.

La réhabilitation ainsi demandée, constitue ce que l'on pourrait appeler la réhabilitation volontaire. Depuis la loi du 5 août 1899, il y a à côté de cette dernière, la réhabilitation de droit que crée les articles 8 et 10 de cette loi. La réhabilitation de droit part du principe suivant : après un certain nombre d'années 10, 15 ou 20 ans suivant les cas, lorsqu'il n'est pas intervenu une nouvelle condamnation, la personne condamnée, a acquis un véritable droit à être considérée comme n'ayant jamais été condamnée. Le libéré n'a qu'à faire constater par les tribunaux, qu'il se trouve dans les conditions voulues pour obtenir la réhabilitation, les tribunaux doivent alors nécessairement faire droit à sa demande. Cette loi, attendue depuis longtemps par les sociétés de patronage, véritable complément de la loi de 1891, sur le sursis, apporte un remède efficace aux situations délicates dans lesquelles se trouvaient nombre de libérés. Souvent un libéré ne pouvait demander la réhabilitation ; l'enquête publique, la procédure nécessitée par cette demande rappelait sans raison une situation ancienne et parfois oubliée. Demander la réhabilitation, c'était souvent pour le libéré la perte de sa place ; le silence s'imposait, le libéré ne serait jamais réhabilité. Aujourd'hui, grâce au généreux effort de M. Béranger, il pourra sans bruit demander l'effacement des derniers vestiges de sa faute. Cette loi, a une portée considérable en matière de patronage ; elle vient ainsi compléter la loi de 1885 et crée une sorte de prescription acquisitive en matière de réhabilitation ; elle

laisse toutefois ses avantages à la réhabilitation volontaire et ne corrige que les inconvénients qu'elle pouvait présenter dans certain cas.

La réhabilitation de droit vient ainsi consolider le placement définitif du libéré dont la situation spéciale était ignorée ou oubliée.

***

Jusqu'ici nous avons toujours supposé que la société du patronage agissait seule avec ses seuls moyens pour atteindre le but final qu'elle se propose : Le placement définitif du libéré. La pratique du patronage nous montre qu'elle ne peut, ni ne doit rester isolée.

La grande enquête, qui avait servi de préface au congrès de Paris en 1893, avait montré de la façon la plus nette, le sentiment qu'avaient les sociétés de patronage de leur isolement et de la nécessité de se rapprocher. Les unes et les autres cherchèrent un appui mutuel, un guide, un conseiller.

La création de Bureau Central le 23 décembre 1893 et l'Union des sociétés de patronage répondit aux vœux des unes aux besoins de toutes. Une des attributions les plus utiles de l'Union est certainement celle « d'honnête courtier » et de serviteur des sociétés de patronage. C'est le bureau central qui facilite le placement des libérés des différentes sociétés de patronage. Certes il est loin de notre pensée de vouloir critiquer le rôle bienfaisant de l'union, ou de soulever un doute sur son utilité ; mais ne pouvons-nous pas nous demander, s'il ne serait pas bon de créer, entre les sociétés de patronage d'une même région, des liens plus étroits des rapports plus suivis.

La question a été posée déjà plusieurs fois dans les congrès des sociétés de patronage ; elle a été ajournée et l'idée de fédération n'a pas trouvé alors des adeptes bien nombreux. Il faut reprendre la discussion sur ce point ; nous croyons que depuis 1893 (1) l'idée de patronage et de mutualité à fait chez nous un chemin suffisant

(1) V. Séance du Congrès de Paris 1893 — Bulletin du Congrès p. 230 et s.

pour nous permettre aujourd'hui de songer à une union régionale des sociétés de patronage.

Nous demandons la fédération des sociétés de patronage existant dans une même cour d'appel. Les membres des différentes sociétés de patronage ont besoin de se voir, de se consulter souvent pour arriver à un résultat sérieux : les congrès nationaux sont trop espacés, pour produire tous les résultats qu'on peut attendre du rapprochement régulier des sociétés d'une même région.

Les sociétés retireront de cet état d'union des résultats sérieux Il importe donc d'organiser ces fédérations si l'on veut véritablement faciliter le placement des libérés. Il s'établira entre les diverses sociétés un échange continuel de libérés et ces échanges qui facilitent souvent le placement deviendront d'autant plus nombreux que les rapports des sociétés entre elles seront règlementés plus étroitement.

Arrivant à la fin de la tâche que nous nous étions tracée, nous nous apercevons, mais bien tardivement du développement excessif que nous avons donné à notre sujet.. Et cependant que de choses à dire encore en matière de placement des libérés ! que d'observations à présenter ! ne conviendrait-il pas d'étudier le placement des jeunes femmes libérées ou des libérés âgés ? Ne serait-il pas intéressant de chercher par quels moyens on peut arriver à suivre le patronné après son placement ?

Nos recherches doivent être limitées et pour nous résumer, nous déposerons les conclusions suivantes :

1° La société de patronage doit accepter les demandes de placement qui lui sont présentées par des hommes qui sont entrés ou sont sur le point d'entrer en prison.

2° La société doit faire une sélection parmi les demandes et repousser celles qui lui seront présentées par des anti-sociaux ou des professionnels de la mendicité.

3° La société doit repousser les demandes des libérés qui se refusent à remettre leur pécule entre ses mains.

4° Il est indispensable que la société ait une connaissance parfaite du libéré qu'elle désire placer ; les visites dans la prison constituent le meilleur moyen pour arriver à ce résultat.

5° *Les emplois constituent le moyen normal de placement du libéré ; pour pratiquer ce placement la société doit posséder un bon directeur.*

6° *Le rapatriement par chemin de fer est préférable au rapatriement à pieds.*

7° *Pour les engagements volontaires, nous demandons l'assimilation entre le libéré appelé et le libéré engagé.*

8° *La réconciliation avec la famille est souvent un mode de placement dangereux ; on ne doit l'employer que si l'on est sûr de l'honorabilité de la famille du libéré.*

9° *La réhabilitation de droit créé par la loi de 1899 est venue consolider le placement définitif du libéré.*

10° *Les sociétés de patronage doivent s'unir plus étroitement si elles veulent obtenir un résultat sérieux en matière de placement ; nous demandons la création de fédérations régionales.*

RAPPORT

DE

M. L'Abbé ROUSSET

Directeur de l'asile de Saint-Léonard à Couzon
Au Mont d'Or (Rhône)

Pour arriver à un placement définitif sérieux, il est nécessaire de procéder à un placement provisoire, et ce *placement provisoire* n'est ni plus ni moins que le patronage. Nous serions tentés de croire que les honorables organisateurs du 5e congrès de patronage ont mis à dessein ce mot : *définitif*, parce qu'ils sont convaincus de la nécessité du patronage, que nous pouvons appeler un placement provisoire, et ont voulu y faire allusion.

On a longtemps combattu, dans les congrès et partout où se traitait la question du relèvement des condamnés, la nécessité de l'asile pour la généralité des hommes tombés ; heureusement que les dissidents, à l'heure actuelle, se réduisent à un très petit nombre

Nous disons : *la généralité des hommes tombés* ; nous reconnaissons qu'on peut placer, dès la sortie de la prison, un petit nombre de libérés, mais à la condition que l'on connaisse parfaitement leur passé, leurs passions, que ce soient des condamnés primaires, à la condition, par conséquent, que l'on ait fait, avec eux, ce que nous faisons dans nos asiles : qu'on les ait étudiés et éprouvés.

A ceux-là, s'il n'y a pas eu l'action du patronage ordinaire, il y a eu cependant application indirecte de la dite action.

Et cette préparation au placement définitif est tellement impor-

tante que nous la continuons en quelque sorte dans la plupart des emplois que nous procurons à nos réfugiés lorsque, par exemple, nous les plaçons comme infirmiers dans des hôpitaux, les règlements de ces maisons sont assez sévères, surtout au point de vue des sorties, et c'est très heureux ; d'autre part, dans ces nouvelles positions, ils ont plus de liberté qu'au patronage, par exemple, dans la disposition de leur pécule, et c'est un exercice de plus de la vie ordinaire qu'ils ont à leur disposition. S'ils supportent d'une façon victorieuse cette nouvelle épreuve de la liberté, leur rentrée complète, plus tard, dans la société, permettra d'espérer qu'ils seront à l'abri de nouvelles chûtes.

Si, pour le placement d'un sujet qui n'a jamais failli, nous voulons agir sérieusement, que faisons-nous? nous prenons des précautions, nous allons aux renseignements, étudions ses qualités et ses défauts, et, en cela, nous avons parfaitement raison, mais combien plus faut-il agir de même à l'égard de ceux dont le passé a été entaché.

L'étude de ces malheureux doit être plus longue afin d'être plus complète, et où pourra-t-on les étudier sérieusement, sinon dans un patronage ?

En prison, pas de liberté, pas de sorties, pas d'argent, pas ou peu d'occasions de faire le mal, par exemple. de s'énivrer, de se livrer à la débauche, de voler, et chaque jour, nous voyons des individus dont la conduite pendant leur détention a été parfaite, retomber dans le mal, dès qu'ils jouissent de la liberté. C'est surtout dans l'application de la libération conditionnelle que nous constatons ces différences. Conduite parfaite en prison et comme conséquence, faveur d'une libération anticipée, mais sur 100, nous nous demandons s'il y a persévérance chez 25. —

Tous les précautions prises, c'est-à-dire, bons renseignements venus de la prison, bonne conduite pendant les six mois de séjour dans le patronage, bonne conduite même dans les maisons où le patronage s'exerce en partie, comme les hôpitaux dont nous parlions tout à l'heure et surtout ceux dans lesquels sont encore des religieuses qui s'occupent de leur personnel, quel est le nombre de ceux qui persévérent ? Eh bien, avouons-le franchement, il est à peine du quart.

Et pourquoi ce si petit résultat ? C'est que ces hommes ayant des passions très fortes et des volontés très faibles, ne sont pas faits pour vivre de la vie ordinaire. Ce ne sont pas en règle générale des religieux manqués (je dis : *en règle générale*, parce que quelques uns ont été infidèles a une vocation qui les poussait vers la vie religieuse, nécessaire à leur faiblesse de volonté) mais ce sont des gens qui auraient besoin d'un règlement ayant quelque rapport avec celui des monastères.

Je ne parle pas 1° de ceux qui ont été victimes d'une faiblesse accidentelle. Il sont parfaitement relevables, ordinairement, et il leur arrive ce qui peut nous arriver à nous tous, sans exception ; pour ceux-là, la rentrée dans la société peut se faire sans patronage 2° Je ne parle également pas de ceux qui sont foncièrement mauvais et sur lesquels le patronage n'a pas d'action. Mais je fais allusion à ceux que je signalais plus haut, à ceux qui ont des passions très fortes et des volontés très faibles, et ils sont très nombreux ; à ceux-là, hélas, il faudrait le patronage p rmanent, ou le quasi-patronage permanent. Je vais soulever, en émettant cette réflexion' de longues protestations, et cependant je me base sur des chiffres, sur près de 3000 libérés qui ont passé dans notre asile, nous n'en avons pas relevé plus de 500.

Le placement definitif de cette 3ᵐᵉ catégorie de patronnés si j'invoque la vieille expérience de 38 ans du chanoine Villion et la mienne, de 21 ans, est donc rarement couronné de succès. Si ces natures faibles et passionnées savaient puiser dans la prière et la fréquentation des sacrements la force qui leur manque, elles résisteraient réalisant cette parole de l'apôtre St Paul : C'est lorsque je suis faible (humainement parlant) que je suis fort (avec la grâce de Dieu), et cette autre du même apôtre : Je puis tout en celui qui me fortifie ; et nous avons eu de ces exemples d'âmes faibles et passionnées qui se sont relevées par une vie profondément chrétienne. Et cette nécessité d'une vie profondément chrétienne, l'honorable M. Lejeune, ministre d'Etat de Belgique, si versé dans les questions pénitentiaires, l'a proclamé en termes énergiques, dans la 3ᵐᵉ section du Congres international du patronage des libérés, tenu à Paris, en 1900.

Je ne voudrais pas décourager les bonnes volontés, mais je crois qu'il est préférable de prévenir à l'avance des insuccès, parce qu'un homme averti, nous dit le proverbe, en vaut deux, et quand le dit insuccès arrive, si on l'attend, il ébranle moins ; s'il surprend, il décourage.

Puis, la vérité avant tout : *Amicus plato, magis amica véritas.*

On nous a objecté plusieurs fois que nos insuccès venaient de ce que nous recevrions seulement des récidivistes, sur lesquels il n'y avait pas beaucoup de chances de succès. A cela, nous avons répondu et répondons encore : 1° Nous recevons aussi des condamnés primaires ; 2° Nous avons souvent plus de satisfactions avec des libérés ayant 5, 10, 15 et 20 condamnations qu'avec ceux qui n'en ont qu'une. Il ne faut pas seulement considérer le *nombre* des condamnations, mais encore et surtout leur *nature* et leur *cause*. Un condamné primaire peut être plus mauvais qu'un récidiviste.

En outre, pour ceux qui, comme nous, font passer les libérés dans un patronage, il y a cette consolation d'en voir quelques-uns ne pas nous quitter et alors, ne pas retomber, puis cette autre de constater, pour ceux qui ne persévèrent pas, après avoir été placés, qu'ils sont restés chez nous six, huit, dix mois sans faire le mal (ce qui est déjà très appréciable) et ont puisé dans les enseignements de la maison, dans les exemples qu'ils ont eu sous les yeux, dans les encouragements qui leur ont été prodigués, des leçons qui portent plus tard des fruits. Et s'ils ne se relèvent pas, humainement parlant, ils meurent parfaitement réconciliés avec Dieu, et quand on leur demande où ils ont puisé cet esprit de foi, cette soumission à la volonté d'en Haut, ce regret sincère de leurs fautes, ce sacrifice de leur vie, ils répondent : C'est à St Léonard.

Pour nous, prêtres, qui pensons, il est vrai, à la réhabilitation terrestre, mais surtout à la réhabilitation devant Dieu, la plus importante des deux, la seule nécessaire, c'est un précieux encouragement, lequel nous prémunira contre toutes les défaillances, et nous engagera à pousser de plus en plus ce beau cri d'espérance qui est la devise de St Léonard :

En avant et toujours en avant !

P. S. — Je dirai quelques mots en terminant sur les difficultés

du placement des patronnés. Si ceux qui ont d'excellentes références ont tant de peine, à l'heure actuelle, par suite soit de l'encombrement des carrières libérales, de l'exode des campagnes dans les villes, du marasme de l'industrie et du commerce, à se placer, que doit-il en être de ceux qui n'ont pas un passé irréprochable ? Et si nous n'avions pas, parmi nos débouchés, quelques hôpitaux, qui ne réclament pas encore le casier judiciaire, nous éprouverions de très grosses difficultés pour le placement de nos réfugiés, étant donnée la tendance à généraliser les mesures prises à Paris, à Lyon et dans beaucoup d'autres villes, surtout là où les religieuses ne sont pas chargées du recrutement du personnel, d'exiger le casier judiciaire, *vierge*, nous envisagerions avec effroi l'avenir. Bientôt, soit à cause du départ probable des religieuses, soit à cause des exigences des administrateurs ou économes de ces maisons, nous ne pourrons plus compter sur ce débouché !

Et alors, nous formulons un vœu, c'est que les administrations hospitalières, tout en exigeant le casier judiciaire, consentent à prendre comme infirmiers ceux qui auront fait un stage de quelques mois dans un patronage. D'ailleurs, ils n'auront pas à s'en repentir, et nous nous rappelons cette parole d'une supérieure d'un hôpital des environs de Paris : J'ai des difficultés avec le personnel que je prends chez vous, disait-elle, mais j'en ai *beaucoup moins* qu'avec les infirmiers de passage, n'ayant pas eu cependant de condamnations et munis de bons certificats.

Une dernière réflexion : c'est d'éviter, dans le placement, de mettre les hommes tombés dans des milieux qui puissent les faire rechuter, comme par exemple, des condamnés pour attentat à la pudeur, dans un pensionnat ou orphelinat ; des ivrognes, dans une cuisine où le vin et les liqueurs seront à leur disposition ; des voleurs, comme caissiers dans un magasin, ou encaisseurs, ou commissionnaires avec obligation de toucher de l'argent ou de payer des factures.

4me QUESTION

rôle de la femme dans le relèvement des criminels

Rapporteurs :

Mme Henry DÉGLIN, du comité de la *Société nancéienne du patronage de l'enfance et de l'adolescence.*

M. Camille GRAMACCINI, directeur de la Maison centrale de Clermont (Oise).

M. Gaston VALRAN, professeur d'histoire au Lycée d'Aix.

Rapporteur général :

M. Ferdinand DREYFUS, avocat à la Cour de Paris, ancien député, membre du Conseil supérieur des prisons.

RAPPORT

DE

Mme Henry DÉGLIN

du Comité de la Société Nancéienne
du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence

Toute infirmité physique ou morale ne provoque le plus souvent chez les gens du monde que dégoût et mépris. Le condamné n'est-il pas présumé au point de vue moral être un dégénéré et un infirme ? On se croit fort généreux si l'on se borne à lui témoigner, non pas de l'indulgence, mais de l'indifférence. On satisfait sa conscience par cette seule raison : « Ne le plaignez pas, il est coupable ». « Dure « et révoltante parole, s'écrie Mme Swetchine. Il est coupable, et « c'est là à quoi s'attache ma plus vive, ma plus tendre compassion. « L'innocent opprimé par le sort ou par les hommes a deux asiles « qui ne peuvent lui manquer : Dieu et sa conscience. Le coupable « n'ose lever les yeux vers Dieu qu'il a offensé ; il n'ose descendre « en lui-même où le remords se reproduit sous toutes les formes. « Son seul et dernier asile, c'est notre pitié. Ah ! que notre estime, « notre admiration soient pour la vertu persécutée ou même triom- « phante, mais que nos larmes tombent sur les plaies de la « conscience comme l'huile du Samaritain. »

Ces paroles expriment admirablement à notre sens la profonde compassion qu'inspire aux cœurs généreux la chute d'une âme. Elles nous semblent convenir particulièrement à la femme que sa nature même porte vers tous ceux qui souffrent sans même se demander la cause de leurs souffrances. Aussi réclamons-nous, en

faveur des coupables, l'intervention de la femme pour adoucir la rigueur nécessaire des mesures répressives et pour compléter en quelque sorte l'action de la justice par celle de la miséricorde. La femme nous paraît éminemment propre à cette délicate mission.

La vraie charité *qui supporte tout, qui croit tout, qui espère tout, qui souffre tout* (1), a suscité à toute époque de généreux dévouements qui ont fait accomplir des actes héroïques en faveur des pauvres prisonniers et ont opéré de véritables prodiges d'amendement.

Ici, à Marseille, le souvenir de Saint Vincent de Paul prenant la place d'un galérien n'est-il pas présent à toutes les mémoires ?

Bien que les leçons du passé soient pleines d'enseignements, nous ne voulons pas nous livrer à une étude rétrospective, qui, si intéressante qu'elle soit, étendrait trop les limites de ce rapport. Qu'il nous suffise de renvoyer entre autres sources à l'intéressant travail déjà fait par Mme la baronne Van Caloen (2). Nous tenons simplement à rappeler que la visite des prisonniers indiquée comme une des principales œuvres de miséricorde par l'Évangile lui-même, a été pratiquée de tout temps et n'est nullement une découverte récente de la philanthropie contemporaine. Sur ce terrain comme sur tant d'autres la voie a été frayée par la piété et la charité religieuses.

Si la femme ne refuse sa compassion à personne, c'est surtout sur la femme et l'enfant qu'elle peut exercer une action efficace et directe. En France, elle n'est point admise dans les prisons d'hommes où d'ailleurs n'est pas sa place.

Nous partagerons ce rapport en deux parties, la première relative à la femme criminelle et la deuxième à l'enfance coupable.

I

Femmes criminelles

C'est à tort que l'opinion publique croit que la perversité de la femme est plus grande que celle de l'homme. Mme Concepcion Arenal, d'une si grande expérience en la matière, affirme, au contraire, que les femmes ne surpassent jamais en scélératesse les

(1) St-Paul I Cor. XIII. 7.
(2) Congrès de 1900. Rapport sur le rôle de la femme.

grands criminels et arrivent rarement à les égaler. En outre les statistiques établissent qu'en France la criminalité féminine (1) est six fois moindre que la criminalité masculine ; pour la récidive la disproportion est plus forte encore. Tels sont les faits qui nous dispensent de commentaires.

Puis n'y a-t il pas lieu de tenir compte à la femme, lorsque on veut apprécier exactement la mesure de sa responsabilité, de l'état d'infériorité dans lequel elle se trouve au point de vue de la lutte pour la vie ? Plus faible que l'homme, elle est aussi plus exposée que lui, parce que ses salaires sont moindres, parce qu'elle est plus isolée. Sa chute est plus profonde et plus irrémédiable.

La principale des causes qui entraînent la perte d'une femme est la désorganisation de plus en plus complète de la famille. Combien de malheureuses sont jetées dans la vie sans avoir jamais connu la douceur d'un foyer, qu'aucune instruction, qu'aucune éducation n'a armées pour les luttes à venir ! Manquant de tout appui, elles sont infailliblement vouées à la chute. Combien d'autres n'ont jamais rencontré dans leurs familles l'affection, l'amour, l'autorité, le respect et n'ont reçu que les pires exemples.

Les unions libres et les divorces qui se multiplient de jour en jour consomment la déchéance de la femme.

L'éminent juge d'instruction, M. Adolphe Guillot, constate que les délits et les crimes augmentent en même temps que la débauche et le désordre des mœurs s'introduisent dans la famille. La disparition du sens moral et la soif de jouissance sont l'explication de nombre de vols et d'assassinats.

En dehors de tout frein religieux et même simplement moral, en dehors de l'asile sacré de la famille, faut-il s'étonner si beaucoup de pauvres créatures aux prises avec les inexorables nécessités de la vie, torturées par la faim et entourées de pièges, de sollicitations et de séductions de toutes sortes, tombent presque fatalement jusqu'au dernier degré de l'échelle et viennent échouer misérablement à la prison ?

Ces malheureuses sont dignes de pitié. C'est à elles qu'il faut

(1) Ad. Guillot Les prisons de Paris.
H Joly. La France criminelle.

aller pour les relever, pour fortifier leurs bonnes résolutions, les mettre à l'abri des rechutes, les reclasser dans la société. Grande et sublime mission que doit remplir vis-à-vis de ses sœurs déshéritées la femme que la Providence a mise à l'abri des tentations et du besoin, à qui Elle a prodigué ses bienfaits à condition d'en faire profiter de moins favorisées. La femme n'a qu'à ouvrir son cœur : il est assez large pour comprendre toutes les misères, assez généreux pour les secourir toutes, assez persévérant pour ne se point lasser. Il ne suffit pas, en effet, de visiter la prisonnière; il faut encore la ressaisir et la suivre à la sortie de la prison, la protéger contre elle-même et contre les tentatives du dehors, en refaire définitivement une honnête femme.

Mais il n'y a pas que les détenues et les libérées pour mériter notre sollicitude. Bien des femmes ont pu faillir dont la faute ne tombe pas sous le coup de la loi pénale ou n'a pas été relevée par la justice humaine. Elles ne sont pas encore totalement corrompues ; le repentir pénètre en leur âme pour les ramener dans le droit chemin. A celles-là aussi notre devoir est de tendre une main secourable.

Nous aurons donc ainsi à examiner l'action que la femme est appelée à exercer en faveur 1° des détenues, 2° des libérées et 3° des repenties.

1° Détenues

Si légitimes que soient notre indulgence et notre pitié pour celles qui sont tombées et que nous estimons souvent être plus malheureuses que coupables, ne nous laissons pas aller à une fausse sentimentalité trop fréquente parmi les partisans dévoués du patronage qui semblent parfois oublier complètement que les gens restés honnêtes méritent quelque intérêt.

L'homme étant libre, tout acte par lequel il transgresse la loi et blesse l'ordre social doit être expié. L'expiation est la raison d'être de toute peine : elle est en même temps l'élément indispensable du relèvement. « La charité qui voit juste et sauvegarde tous les droits, a dit M. Adolphe Guillot, se garde bien d'affaiblir la répression et de se montrer indulgente pour le crime tout en se dévouant au bien du criminel »

Donc la peine, de l'aveu de tous, doit tendre à l'amendement du coupable. On ne traite plus celui-ci comme un ennemi dont il faut se venger, mais comme un malade, un faible qu'il faut relever.

C'est le but que poursuivent les nouvelles lois pénales et pénitentiaires, lois de sursis, de libération conditionnelle, lois sur le casier judiciaire, etc... C'est en ce sens que la femme peut exercer un utile et laborieux apostolat en consacrant à l'amendement de la coupable son plus généreux dévouement.

Deux catégories de femmes se rencontrent auprès de la détenue : le personnel féminin chargé du service intérieur de la prison, les membres des sociétés de patronage qui viennent visiter les prisonnières.

Cette question du rôle de la femme dans les établissements pénitentiaires, soit au point de vue de l'administration, soit au point de vue du patronage a été traitée de main de maître par M. Puibaraud, inspecteur général des services administratifs, au Congrès International de 1900.

Nous n'avons qu'à relever les idées principales de son rapport général résumant très bien les remarquables travaux des autres rapporteurs et à rappeler les conclusions pleines de sagesse adoptées après de longs et intéressants débats.

D'abord au point de vue administratif, il a été établi que tout le service intérieur des prisons de femmes doit être confié à des femmes et on a même exprimé les vœux : « 1° que dans les établisse-« ments pénitentiaires exclusivement affectés aux femmes, il était « désirable que les femmes ne fussent pas systématiquement exclues « de la direction, ni des services administratifs sous la réserve des « mœurs et de la législation de chaque pays ;

« 2° Que le service médical et de salubrité pourrait être confié à « des docteurs-médecins-femmes ;

« 3° Que le service du transfert des femmes ou filles détenues fût « assuré par un personnel exclusivement féminin.

Nous ignorons quelle suite a été donnée à ces vœux. Nous ne reviendrons pas sur les considérations relatives à l'attribution aux femmes des postes de directrices de prisons, car nous regardons cette question comme étrangère à notre sujet.

Nous ne voyons pas, en effet, comment des fonctions purement administratives faciliteraient l'action bienfaisante que la femme peut remplir auprès des détenues.

Absorbée par un travail de bureau et occupée au dehors, elle perdrait le contact quotidien avec les condamnées, ou bien chargée de sévir et d'apparaître en garde chiourme, elle s'écarterait de son véritable rôle de charité et de miséricorde.

Le principe de la garde des femmes par des femmes est aujourd'hui universellement admis ; mais il n'a été adopté qu'en 1819. Une circulaire du 22 avril 1841 règle le service des sœurs dans les maisons centrales et les maisons d'arrêt et de correction. Ce sont des gardiennes qui se trouvent actuellement dans toutes les prisons de femmes, tant en France que dans les Colonies.

La présence des femmes a été un véritable progrès. M. Puibaraud le proclame hautement et déclare que le rôle des femmes devrait être encouragé et étendu de toutes les façons, matériellement et moralement.

Dans la petite prison renfermant un nombre très-restreint de détenues, la surveillance du quartier des femmes est généralement confiée à la femme du gardien-chef qui peut suffire à cette tâche.

Dans les maisons centrales et les grandes prisons, il faut recourir à une catégorie de femmes supérieures comme élévation d'esprit aux excellentes et braves femmes des gardiens-chef ainsi que le fait remarquer M. Puibaraud. Avec sa haute expérience il démontre que des personnes qui ont renoncé aux joies si douces de la famille pour se consacrer exclusivement aux misères d'autrui, qui ne poursuivent aucun but d'ambition personnelle et qui consentent de leur plein gré à borner tout leur horizon aux limites mêmes de la prison pour s'astreindre à exercer sans trêve la pénible surveillance de jour et de nuit qui leur incombe, se trouvent seules dans d'excellentes conditions pour faire de très bonnes gardiennes.

Le détachement et le désintéressement absolus sont impossibles à exiger et à obtenir d'une façon durable de personnes laïques qui ont à satisfaire à des devoirs de famille et à des intérêts d'avenir qu'elles ne sauraient négliger.

Estimons-nous donc heureux de pouvoir recourir en France à

tant de religieuses d'Ordres différents qui, au prix d'un salaire minime dont d'autres ne voudraient jamais se contenter, donnent sans compter toute leur vie et le meilleur de leur cœur aux infortunées prisonnières. On imagine difficilement l'abnégation héroïque dont il faut qu'elles fassent preuve pour se condamner volontairement à passer toute leur vie dans cet égoût toujours coulant de boue humaine, selon la forte expression de Taine parlant du Dépôt de la préfecture de police (1) « Et, ajoute-t-il, elles sentent parfois « leur cœur défaillir ; mais on leur a ménagé dans un coin une « petite chapelle ; elles y vont prier, et au bout d'un quart d'heure « elles ont refait leur provision de courage et de douceur. Par « dessus la pitié naturelle, voilà le poids surajouté qui fixe la « volonté instable et maintient à demeure l'âme dans l'abnégation » Disciples du Bon Pasteur, elles partagent son amour pour les brebis égarées et elles ne reculent devant aucun sacrifice pour les ramener dans le bon chemin.

Au seuil de la prison, leur vue seule inspire le respect, éveille le souvenir de la vertu dans les âmes oublieuses de tout bien et fait renaître l'espoir d'un amendement possible. Leur bonté et leur patience ne se rebutent de rien. Au contact de tant de faiblesses, elles acquièrent l'habitude d'une immense indulgence et elles se montrent toujours attentives à encourager les moindres velléités de retour au bien ! Elles savent qu'il faut demander encore si peu de choses à des natures dévoyées, elles savent qu'il faut du temps pour relever les ruines du passé et elles ne désespèrent jamais de l'avenir. Leurs humbles et douces vertus sont un exemple vivant, bien plus éloquent que toutes les paroles. Elles font croire au bien tant de malheureuses qui n'avaient vu que le mal autour d'elles.

Et même lorsqu'on ne les écoute pas, et même lorsqu'on leur résiste, on rend encore hommage à leur inépuisable charité et à leur patience inlassable, ainsi que le témoigne, par exemple, cette inscription relevée sur le mur d'une des cellules de la Souricière : « Les sœurs sont toujours bonnes, même quand on leur fait du mal (2).

(1) Le régime moderne.
(2) Ad. Guillot. Les prisons de Paris.

Nous ne saurions taire que, malgré les services rendus, les Sœurs sont aussi l'objet d'une opposition systématique et de vives attaques. Mais en constatant que ces critiques n'ont pour base que l'ignorance et la jalousie, nous voulons espérer que le bon sens aura le dernier mot. De l'aveu de tous ceux qui les voient à l'œuvre, les Sœurs ne sont-elles pas les plus dévouées et les plus économiques des gardiennes ?

Signalons en particulier les Sœurs de Marie-Joseph qui s'occupent des prisons de Paris. Au bout de fort peu de temps, on reconnaissait l'importance de leurs services et l'inspecteur général, M. Moreau-Christophe, n'hésitait pas à dire « qu'elles étaient désormais attachées à l'œuvre pénitentiaire dont elles étaient devenues un des éléments indispensables, méritant d'être bénies des hommes et de Dieu ». M. Ad. Guillot, témoin du bien qu'elles accomplissent en se faisant les servantes volontaires de toutes les lépreuses d'esprit et de corps entassées dans les prisons, déclare qu'elles opèrent souvent de véritables miracles dont d'autres ont la joie de récolter les fruits. En effet, ce sont elles qui préparent et ensemencent le terrain par leur dévouement et leur maternelle sollicitude ; elles font éclore les bons sentiments, elles font contracter des habitudes d'ordre et de discipline. En amenant la coupable à rentrer en elle-même et à accepter sa peine comme une expiation salutaire, elles obtiennent les premiers efforts et provoquent un commencement de moralisation.

On ne mentionne guère les Religieuses dans les Congrès et on attribue peut-être trop facilement à d'autres le succès de relèvements dont elles sont les véritables auteurs cachés. Nous croyons qu'il est de stricte justice de rappeler que la plus grande part leur revient dans l'œuvre du relèvement. Leurs exemples d'abnégation et de patience sont pour leurs infortunées clientes la meilleure des leçons.

Mais les bonnes résolutions que celles-ci ont prises sont fragiles et risquent de s'évanouir au premier souffle de la liberté. La conversion est si récente et si mal assurée encore !

L'œuvre régénératrice, déjà commencée sous l'influence du personnel dévoué de la prison, est complétée par le concours de dames visiteuses qui viennent de l'extérieur offrir à la détenue

conseil et protection. Ce sont elles qui la préparent à rentrer sans danger dans la vie libre en leur tendant, à la sortie, une main amie. Elles veillent à lui assurer tout à la fois un abri matériel et un appui moral. La visiteuse, comme on l'a dit si heureusement, fait pénétrer une bouffée d'air pur dans la prison. Elle ranime l'espoir en un avenir meilleur ; elle soutient et encourage la volonté défaillante et elle se préoccupe d'assurer les moyens d'existence indispensables à sa protégée et de préparer son reclassement dans la société.

Le Congrès International de 1900 avait traité également cette partie de la question et formulé les vœux suivants auxquels nous nous rallions complètement :

4° Le rôle des femmes dans les établissements pénitentiaires, au point de vue du patronage, doit être admis de la façon la plus complète et facilité dans la plus large mesure possible.

5° Le patronage doit avoir pour but : 1° de relever le moral des détenues et de les moraliser ; 2° de préparer leur sortie de prison et leur reclassement dans la société.

6° Pour que le patronage puisse produire tous ses effets, il doit y avoir entente complète et action combinée du personnel de l'établissement pénitentiaire et du personnel volontaire du dehors.

A ce programme si précis ajoutons seulement quelques réflexions sur les qualités de la visiteuse des prisons et sur sa manière d'agir. Nous les empruntons notamment à Mme Concepcion Arenal.

L'apostolat des prisons est une vocation spéciale qui réclame, en même temps qu'une immense charité, des qualités toutes spéciales de tact et de prudence. La première condition est d'aimer la pauvre détenue et de pouvoir nous en faire aimer à notre tour. Alors s'établissent des rapports d'intimité faits de respect et de confiance qui nous permettent de nous faire écouter et de faire beaucoup de bien.

En abordant nos pauvres clientes, il faut nous efforcer d'effacer la distance qui nous sépare d'elles et chercher à nous mettre à leur portée. Témoignons-leur un profond et sincère intérêt qui aura raison tôt ou tard des préventions et des résistances qui accueillent souvent les premières visites. Il importe d'étudier soigneusement la personne à laquelle nous avons affaire. Il faut nous initier à son

histoire et arriver à connaître ainsi ses tendances et ses antécédents de manière à nous rendre compte des causes qui ont occasionné sa chute ; alors seulement nous pourrons savoir ce qu'il faudra dire et ce qu'il faudra faire. Dans toute nature, si corrompue soit-elle, subsistent encore quelques bons sentiments qu'il s'agit d'éveiller pour trouver le chemin du cœur. Ils serviront sous une direction habile comme d'un levier qui soulèvera l'énergie de l'esprit.

Notre tâche consiste à remettre une pauvre créature dévoyée dans le bon chemin et à la réconcilier avec Dieu et les hommes. Efforçons-nous de redresser cette conscience et d'éclairer en elle le sentiment religieux si souvent obscurci par l'ignorance et par le vice ; car sans cela, il n'y a pas de relèvement possible. Si nous amenons une coupable à comprendre et à regretter le mal qu'elle a commis et à accepter le châtiment comme la condition nécessaire de sa réhabilitation, nous avons cause gagnée ; faisons-lui envisager le pardon et l'oubli accordés au repentir et aux efforts de la bonne volonté. Soutenons-la contre l'accablement et le découragement qui pourraient s'emparer d'elle ; enseignons lui à puiser sa force dans la grande source de toute consolation en priant avec elle. Ce n'est qu'à force de patience et de persévérance que l'on peut espérer parvenir à un heureux résultat. Aussi ne faut-il pas se laisser rebuter au début par certains échecs. Telles malheureuses tombées bien bas pourront tenir des propos d'un cynisme révoltant qui finiront par se laisser vaincre par la douceur et la charité. Il arrive souvent que ces allures violentes ne servent qu'à masquer une excessive faiblesse qui cherche à donner l'illusion de la force. La clairvoyance et la fermeté sont donc nécessaires au plus haut point pour mener à bien l'œuvre du relèvement. Il faut savoir discerner quelles sont les natures qui, en dépit d'une apparence détestable, sont susceptibles d'amendement. Mais c'est une erreur de s'imaginer que le patronage puisse s'adresser indistinctement, quoique avec des chances inégales de réussite, à tout le monde. Certes les criminels absolument pervertis sont l'exception, mais il faut faire la part de certaines natures irréductibles et laisser de côté des personnes inconscientes et déséquilibrées incapables de profiter jamais de ce que l'on tenterait de faire pour elles.

A notre avis, la chose essentielle sans laquelle il n'y a pas de relèvement possible, c'est de provoquer et de soutenir chez nos protégées les premiers efforts d'une bonne volonté qui s'essaye à revenir au bien. Tout ce que nous ferons sera inutile, si nous n'obtenons pas cette action personnelle dont il s'agit ensuite de maintenir la durée. Rien n'est important comme de fortifier et de développer la volonté. Il ne faut donc pas se contenter d'agir sur le sentiment. Comme le fait remarquer très judicieusement Mme Arenal, il faut se servir du cœur pour entrer dans la tête. L'impulsion du cœur doit aider, mais non remplacer la persuasion. Et elle conclut par cette formule qui concilie tout : « ni tout par la raison, ni rien sans la raison. »

Qu'on nous permette à l'appui de ces observations de rappeler les admirables exemples donnés par la marquise de Barol, la réformatrice des prisons de Turin et la fondatrice de tout un ensemble d'œuvres de relèvement et de préservation qui présente comme la synthèse de toute la question. On rencontre rarement une personnalité aussi complète réussissant à réaliser toutes les conceptions de son immense et intelligente charité.

Mme de Barol commença d'abord par travailler à l'amélioration matérielle de la situation des prisonniers et fit supprimer de nombreux abus. En premier lieu, elle obtint qu'on séparât les prévenues des condamnées. Elle s'enfermait avec ces malheureuses, mettant à leur service les trésors de son âme, mais leur parlant tout à la fois avec autorité et douceur; elle coupait court aux récriminations et s'efforçait de faire naître dans leurs cœurs aigris le repentir et la resignation. Et maintes fois, elle eut la consolation de voir ses exhortations porter des fruits et de pauvres coupables rentrant en elles-mêmes accepter la peine comme une expiation salutaire. Elle ne se rebutait pas de la grossièreté, de l'ignorance, de la méchanceté de ces femmes ; elle les traitait avec la douce fermeté d'une mère toujours prête à accueillir le retour d'un enfant égaré, elle les instruisait avec patience, les ramenait à Dieu, leur prodiguait l'instruction religieuse qui leur faisait si souvent défaut, priait avec elles, faisait rétablir les exercices du culte dans la prison, organisait des classes primaires et un travail rémunérateur,

veillait à assurer aux libérées un modeste pécule et se préoccupait de les placer le plus promptement possible. Toutes les formes du patronage consacrées aujourd'hui par une longue expérience, action personnelle et directe, visites fréquentes à la prison, démarches multipliées au dehors, enseignement religieux et moral, travail manuel, constitution d'un pécule, placement à la sortie, relations continuées avec les patronnées, Mme de Barol, à elle seule, a tout prévu et tout pratiqué avec une rare intelligence. Elle avait commencé son apostolat en 1814, à la même époque, où, en Angleterre, Elisabeth Fry se préoccupait si vivement du sort des prisonniers et elle le continua cinquante ans, jusqu'à sa mort, survenue en 1864.

C'était surtout à la réforme intérieure que s'attachait Mme de Barol. Elle ne se laissait pas leurrer par la simple apparence d'une soumission obtenue par la contrainte ; elle cherchait à agir sur la volonté et à faire comprendre la nécessité d'obéir à une règle. Elle ne se faisait pas l'illusion de croire que toutes ses protégées s'amenderaient, mais elle s'appliquait à faire appel chez toutes aux bons sentiments qui sommeillent et qui sont le point de départ de tout véritable progrès.

Mme de Barol, pour assurer la continuation de son œuvre, obtint du Gouvernement de confier la garde des prisons aux Sœurs de Saint-Joseph de Savoie. Puis, après s'être dévouée aux condamnées, elle s'occupa des repenties ; elle leur offrit, dans un Refuge confié également aux Sœurs de Saint-Joseph, un asile où elles pouvaient demeurer toute leur vie. Pour celles qui désiraient entrer dans la vie religieuse, afin de se vouer à la pénitence, elle construisit le couvent des Madeleines, près du Refuge, et elle leur donna la mission d'élever, dans une maison voisine, de pauvres fillettes déjà flétries par le vice, désignées sous le nom de Maddalenine.

Entre le couvent et le Refuge, elle établit un 4me institut en faveur de pénitentes qui, ne voulant pas rentrer dans le monde, mais n'ayant pas la vocation monastique, s'adonnaient, sous le nom d'oblates de Sainte-Marie-Madeleine, aux œuvres de bienfaisance, spécialement au soin des malades dans les hôpitaux. Sans vouloir donner une liste complète des autres fondations de Mme de

Barol : asiles, écoles, hôpitaux, etc., nous appellerons l'attention sur la création d'œuvres d'apprentissage, d'ouvroirs internes et externes, de maisons de famille pour jeunes ouvrières, en indiquant que ces œuvres ont un rapport éloigné avec notre sujet. Elles ont été envisagées par leur fondatrice comme les moyens de préservation les plus efficaces pour éviter les chutes lamentables dont nous nous préoccupons ici de sauver les malheureuses victimes.

On nous pardonnera sans doute cette digression. C'était, nous semble-t-il, un des meilleurs exemples à proposer à l'admiration et à l'imitation de chacun.

La visite des prisons, pratiquée sans doute à titre individuel par bien des personnes charitables, est organisée d'une façon régulière et officielle par diverses Sociétés de Patronage. Les membres de ces sociétés, dûment accrédités auprès des autorités judiciaires, jouissent de toute facilité pour s'adonner à leur tâche. Nous citerons l'Œuvre protestante des prisons de femmes, à laquelle se rattache le Patronage des Détenues et Libérées, qui compte des sections dans les villes suivantes : Bayonne, Saintes, La Rochelle, Saint-Etienne, Montpellier, Nice, Niort, Tarbes et Rennes ; l'Œuvre des Libérées de Saint-Lazare, l'Œuvre de préservation et de réhabilitation des jeunes filles de quinze à vingt-cinq ans.

2° Libérées

C'est surtout au moment de la libération que la visiteuse exerce son influence de la façon la plus salutaire. Il ne suffit pas, en effet, d'avoir éclairé, fortifié, consolé une femme désireuse de se relever. Il faut encore la soutenir et la guider au moment difficile où elle franchit le seuil de la prison et se trouve aux prises avec la tentation et les dangers qu'offre la vie libre. Sa bonne volonté, si sincère soit-elle, est mal affermie et ne pourra pas résister aux excitations du dehors. La régénération obtenue pendant la détention n'est souvent que *conditionnelle*, suivant l'expression si juste de Mme Arenal ; elle ne peut se maintenir que dans un milieu approprié qui lui assure une sauvegarde bien nécessaire. A côté de la faiblesse morale de la libérée qui l'expose plus qu'une autre à tant

de chutes, il y a à considérer les difficultés de la vie matérielle et les obstacles particuliers qu'elle rencontre avant de trouver du travail ou un emploi. Qui ne sait qu'à la sortie même de la prison, elle est guettée par d'infâmes personnages qui, avec une astuce infernale, spéculent sur sa détresse et son désarroi Si, étant seule au monde ou repoussée par sa famille, elle n'a ni asile ni gagne-pain immédiat en perspective, comment aura-t-elle la force de résister ? Elle ne voit devant elle qu'une vie de misères et de privations de toutes sortes. Sous l'empire de la faim, mauvaise conseillère, ses bonnes résolutions fléchiront vite et elle sera presque inévitablement la proie du vice qui, par un fatal engrenage, l'entraînera de nouveau au crime et la ramènera tôt ou tard en prison.

On a pu dire avec raison : le difficile n'est pas d'emprisonner un criminel, mais de le rendre à la vie libre, sérieusement amendé et pourvu de moyens d'existence suffisants pour se mettre à l'abri de rechutes menaçantes.

Nous avons recueilli sur cette grave question l'avis de personnes extrêmement compétentes. Nous avons entendu un directeur de Maison Centrale déclarer que pour mettre les libérées en état de reprendre une place utile dans la Société, il serait indispensable de les initier graduellement à l'usage de la liberté. Selon lui, l'Administration pénitentiaire devrait prendre des mesures pour ménager une transition à la fin des longues détentions entre le régime de la prison et celui de la vie libre. Ce saut brusque de la détention rigoureuse à la liberté absolue offre les plus grands inconvénients. Les libérées livrées à elles-mêmes sont si souvent incapables de se diriger.

De son côté, une religieuse vouée depuis 40 ans au service d'une prison départementale, tout en déplorant l'inefficacité des courtes peines qui affaiblissent singulièrement la notion de la répression et ne laissent pas le temps d'exercer la moindre influence, nous disait également qu'il n'y avait pas d'autre moyen, à son avis, de remettre dans la bonne voie les libérées qui témoignent de la bonne volonté, que de pouvoir les accueillir immédiatement dans un asile provisoire où, en échange de leur travail, elles fussent défrayées

de tout. Il est si difficile et parfois si long pour une femme d'arriver à se suffire à elle-même, surtout lorsqu'elle ne possède pas de véritable métier et qu'elle a perdu l'habitude du travail !

C'est donc pour éviter la récidive et le retour à la prison et préparer avec chance de succès le reclassement des libérées dans la Société qu'on a mis à leur disposition divers asiles en maints endroits. Si l'Administration pénitentiaire n'a encore pris aucune mesure préventive dans ce sens, la charité privée qui cherche à s'adapter aux besoins multiples qu'elle découvre, a fondé depuis longtemps déjà des refuges et des asiles pour les libérées.

Les Asiles sont destinés à offrir une hospitalité temporaire, tandis que dans les Refuges la durée des séjours n'est pas limitée.

Il y a généralement avantage à préparer le placement des détenues avant l'expiration de leur peine et à les faire entrer directement dans leur emploi, si la chose est possible. Seulement, en réalité, dans la plupart des cas, c'est souvent fort difficile. La libérée inspire aux patrons une juste défiance et elle est parfois dans un état de dépression physique qui ne la rend guère apte au travail. Il importe donc de la recueillir et de la sauvegarder jusqu'à ce qu'elle puisse occuper utilement un emploi.

L'Asile temporaire cherche à répondre à ce double besoin. L'utilité de l'Asile temporaire, spécialement affecté aux libérées et réduit à un très petit nombre de places, 8 ou 10 au maximum, afin d'éviter le danger de la contamination et de faciliter la surveillance, système si fort préconisé par Mme Bogelot et appliqué par elle depuis 1884, a été souvent discutée dans les Congrès. On en admet généralement le principe ; mais il ne semble pas que l'impulsion donnée ait été grandement suivie. Nous ne connaissons à Paris que trois asiles de libérées qui présentent de notables différences entre eux : celui de l'Œuvre des Libérées de Saint-Lazare, à Billancourt, boulevard de Strasbourg ; celui du Patronage des Détenues et Libérées, rue Michel-Bizot, 21, et celui de la Société Générale pour le Patronage des Libérés, rue de Lourmel, 49.

Le petit Asile Bogelot, tel qu'il existait ces dix dernières années, rue du Vieux-Pont de Sèvres, à Billancourt, ne recevait qu'un très petit nombre de pensionnaires à la fois et pour une durée moyenne

de 7 à 8 jours. Le dernier compte-rendu signale 168 entrées, ce qui donne une présence de 3 à 4 personnes, tout au plus, par jour. C'est à proprement parler une halte entre la sortie de prison et le placement définitif ou le rapatriement.

On y hospitalise également, mais pour un temps plus long, des femmes ou filles laissées en liberté provisoire, des condamnées bénéficiant de la loi de sursis, enfin des détenues dont la conduite justifie la libération conditionnelle en cours de peine. Nous avons pu constater en outre que le cadre primitif s'était singulièrement élargi, car nous avons fait des rencontres inattendues, comme celle, par exemple, d'une bonne vieille attendant son admission aux Quinze-Vingts, ou encore de jeunes écoliers en vacances recueillis pendant l'absence de leur mère. Il nous a semblé qu'en s'efforçant d'imprimer à l'asile un caractère familial, on s'est parfois un peu écarté du but primitif indiqué par le titre d' « Œuvre des Libérées de Saint-Lazare ».

La dévouée directrice, M^lle^ Coignet, qui est à la tête de l'Asile depuis sa fondation, partage entièrement la vie de ses pensionnaires et cherche à les former, par ses exhortations et ses exemples, à des habitudes honnêtes et laborieuses. Mais celles-ci passent trop peu de temps sous son toit pour qu'elle puisse les astreindre à un travail sérieux et exercer sur elles une action suivie. Nous avons visité la construction nouvelle dans laquelle se transporte actuellement l'Asile de M^me^ Bogelot, 114, boulevard de Strasbourg, à Billancourt. C'est une élégante maison, fort bien aménagée, dans laquelle on pourra recevoir en dortoirs et en chambres particulières, différentes catégories de pensionnaires au nombre d'une vingtaine.

A l'Asile protestant des Détenues et Libérées, installé très confortablement depuis 1899, rue Michel Bizot, 21, on se préoccupe vivement de continuer auprès des Libérées le patronage commencé à la prison. L'expérience ayant souvent démontré qu'il ne fallait pas s'en rapporter à de simples impressions pour compter sur un amendement qui est parfois compromis dès la première épreuve, on estime que pour obtenir des résultats sérieux et durables, il est nécessaire de faire subir à la libérée un certain stage et de l'amener

à donner elle-même la mesure de sa bonne volonté et de son amour du travail. Aussi les pensionnaires de l'Asile font-elles des séjours qui se prolongent plusieurs mois. Elles sont employées au travail de la couture ou de la blanchisserie et jouissent d'une certaine latitude pour faire elles-mêmes au dehors les démarches nécessaires pour se placer. Une surveillance active est exercée à l'Asile où est appliqué le régime cellulaire pendant la nuit.

Enfin, la Société générale de Patronage des Libérés, que préside M. Bérenger, s'est inquiétée de procurer aux femmes reçues dans son Asile spécial l'avantage d'un véritable apprentissage du brochage. Un si grand nombre de ces malheureuses sont ignorantes de tout métier et incapables de gagner leur vie à elles seules! La première condition pour assurer leur relèvement est donc bien de les mettre en état de se suffire. Elles passent en moyenne six mois à l'Asile, en sortent avec un petit pécule et réussissent presque toutes à se placer convenablement. 150 femmes environ sont admises annuellement. La direction de l'Asile est confiée à une dame qui s'acquitte fort bien de cet emploi délicat et maintient le bon ordre parmi ses nombreuses pensionnaires.

Les notions qui se dégagent pour nous des longues discussions entreprises sur les Asiles provisoires sont fort bien résumées dans les conclusions adoptées au Congrès de 1900.

1° Le séjour des libérées dans un petit asile temporaire est dans la plupart des cas indispensable pour donner aux Sociétés de patronage le temps de faire connaître la libérée aux personnes pouvant l'employer ou d'attendre le moment favorable de la réconcilier avec sa famille.

2° Alors même que ce séjour n'est pas absolument nécessaire pour le reclassement de la libérée, il lui est encore très profitable, au point de vue moral comme au point de vue physique et ne peut que concourir efficacement à son relèvement et à la diminution des récidives.

Nous nous sommes demandé pourquoi ces différents types d'Asiles temporaires ne s'étaient pas propagés et multipliés. En voici, croyons-nous, les raisons. Si l'Asile se borne à être une simple halte entre la détention et le retour à la liberté, point n'est

besoin d'ouvrir un asile spécial pour les libérées. C'est une étiquette toujours fâcheuse qu'il est préférable de supprimer. A Paris et dans un certain nombre de villes, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, etc., existent déjà d'autres œuvres d'une portée plus générale, telles que les Hospitalités de nuit, les refuges municipaux, les institutions d'assistance par le travail, etc., qui peuvent rendre les mêmes services, puisqu'elles sont ouvertes à tout le monde. Elles offrent même cet avantage de ne pas révéler au public l'existence d'un casier judiciaire qui, quoi qu'on fasse, est toujours une mauvaise recommandation. En second lieu, si on envisage la nécessité de prolonger le stage et de refaire vraiment l'éducation de la libérée trop mal affermie pour reprendre sans danger sa place dans le monde, un séjour de quelques mois devient insuffisant. En outre, on n'a pas le temps de la former au travail qui assurera son existence. On ne saurait recourir pour les adultes aux multiples œuvres d'éducation qui se fondent en faveur des mineures et sur lesquelles nous aurons à revenir tout à l'heure.

La nécessité s'impose donc d'offrir à ces créatures désemparées des refuges où elles puissent séjourner tant que bon leur semble et abriter même définitivement leur triste existence. Elles sont nombreuses, hélas! les pauvres femmes qui, au sortir de la prison, n'ont ni famille, ni appui d'aucune sorte. Elles redoutent leur faiblesse dont elles ont fait une si lamentable expérience; elles redoutent la terrible incertitude du pain quotidien qu'elles seraient souvent hors d'état de gagner. Alors s'ouvrent devant elles des refuges où elles sont reçues sans autre condition que celle de prendre part au travail commun. On n'exige d'elles aucune aptitude spéciale et on se contente de leur bonne volonté. Elles entrent librement et sortent aussi librement. D'autre part, elles peuvent, si elles le désirent, demeurer jusqu'à la fin de leurs jours dans l'hospitalière maison qui les a recueillies et où elles se reconstituent une véritable famille au milieu de leurs maîtresses et de leurs compagnes. En visitant ces refuges on a souvent occasion de constater la présence d'un certain nombre de personnes âgées dont l'entrée dans la maison remonte à 20 ou 30 ans. C'est bien la meilleure preuve que le régime est bon, puisque personne ne reste que de son plein gré. Et quelle immense consolation que de n'avoir pas à

redouter le moment où l'âge et les infirmités mettront hors d'état de travailler et d'être assurée, au contraire, de recevoir les soins les plus dévoués et les plus désintéressés.

Les Sœurs de Marie-Joseph qui remplissent les fonctions de surveillantes dans un si grand nombre de prisons, connaissent mieux que personne la triste situation de tant de pauvres libérées isolées dans le monde ou repoussées par leurs familles. Aussi ont-elles été les premières à songer à leur venir en aide. Depuis plus de cinquante ans, elles ont fondé ou accepté de diriger des refuges qui sont très florissants. Nous citerons entre autres ceux de Montpellier, de Bordeaux et de Marseille, qui recueillent des centaines de pensionnaires, soigneusement réparties en diverses catégories.

Au triple point de vue matériel, moral et religieux, ces refuges offrent d'inappréciables avantages, ainsi qu'en témoignent d'ailleurs les merveilleux résultats obtenus. Les pauvres déshéritées qui viennent s'y abriter se trouvent entourées d'une atmosphère vivifiante qui prépare insensiblement leur régénération.

Grâce à l'excellence du régime, à la nourriture saine et abondante, à la vie calme et régulière, les santés si souvent ébranlées s'affermissent. Grâce à la bonne et franche simplicité qui règle tous les rapports, les cœurs s'ouvrent à la confiance. Il n'y a rien dans ces maisons qui rappelle de près ou de loin le régime pénitentiaire. On se trouve dans une grande famille, entouré d'affection et de bonté.

Des leçons et des lectures bien appropriées apportent la conviction dans les esprits. La force de l'exemple agit puissamment et entraîne les bonnes volontés. C'est surtout l'enseignement religieux qui exerce l'influence la plus salutaire sur ces pauvres femmes incultes en leur révélant tout un ordre de choses souvent insoupçonnées d'elles. La profonde ignorance religieuse de la plupart d'entre elles a été une des causes principales de leur chute. Aussi est-ce en les éclairant sous ce rapport qu'on réussit le mieux à les mettre en garde contre elles-mêmes et à les sauver définitivement.

Les religieuses que nous avons consultées sur leur mode d'action auprès des pauvres créatures tombées qu'il s'agit de relever insistent toutes sur la nécessité d'exercer partout et toujours la plus

vigilante surveillance, à l'atelier, au réfectoire, au dortoir. Mais ce n'est là que le moyen apparent et extérieur. Elles ne nous disent rien de leur propre mérite, de leurs privations et de leurs sacrifices pour sauver les âmes qui leur sont confiées. C'est là cependant le secret de conversions qui, pour n'être pas toutes aussi éclatantes que celle que nous allons rapporter, n'en sont pas moins extraordinaires. Si nous nous bornons à renfermer dans un aperçu général les nombreux détails qui sont parvenus à notre connaissance, nous ne saurions passer sous silence l'histoire de Louise Gimet.

Parmi les nombreuses criminelles arrêtées au lendemain de la Commune, se trouvait une misérable, Louise Gimet, âgée de 33 ans, qui s'était signalée par ses désordres et par ses crimes. Habillée en homme et se faisant appeler le capitaine Pigerre, elle avait pris une part active aux perquisitions et aux massacres des otages. C'était elle qui, les 24 et 26 mai, avait commandé le feu sur Mgr Darboy, l'archevêque de Paris, et le P. Olivaint, et avait tiré la première. Elle avouait plus tard avoir tué treize prêtres de ses propres mains. Condamnée à mort, elle obtint un sursis à la prière de la Supérieure de Saint-Lazare et plus tard une commutation de peine.

Internée à Saint-Lazare, elle devint l'objet du dévouement héroïque de la Supérieure, Mère Marie-Eléonore, qui s'acharna à la sauver. Après des luttes terribles, Louise Gimet fut vaincue par une telle charité, et elle revint complètement à Dieu. Il s'opéra en elle une transformation absolue et elle apporta au bien la même ardeur qu'elle avait mise au mal. A l'expiration de sa peine, elle passa successivement dans plusieurs Refuges des Sœurs de Marie-Joseph et se retira définitivement à la Solitude de Nazareth, à Montpellier, où elle entra dans la Congrégation religieuse des Filles de Marie.

Depuis sa conversion, Louise Gimet avait mené une vie de mortification, de pénitence et de sacrifices de tous genres qui, prolongée pendant vingt années, devait racheter ses crimes et lui inspirer à l'heure de la mort une indicible confiance en l'infinie miséricorde de Dieu.

Il nous semble difficile de citer un exemple plus caractéristique

que celui-là. Pouvait-il y avoir chute plus profonde et relèvement plus complet ?

Il existe une noble et généreuse émulation entre plusieurs Ordres religieux dans le but de se dévouer à la régénération de tant de pauvres femmes tombées. Nous regrettons de ne pas posséder les éléments d'une enquête générale qui nous permettrait de faire ressortir l'étendue du bien accompli dans la France entière et de rendre ainsi un juste hommage à tant de dévouements ignorés. Citons pour mémoire seulement, les Sœurs de la Sagesse, les Religieuses Dominicaines, les Sœurs Servantes de Marie, etc., qui sont à la tête de divers Refuges où les libérées sont admises au même titre que les repenties.

Mentionnons encore d'une façon spéciale le Refuge Sainte-Madeleine, dirigé à Limoges par les Sœurs de Marie-Thérèse. Cet établissement, fondé il y a 25 ans par M. Le Myre de Vilers, alors préfet de la Haute-Vienne, reçoit, dans trois quartiers absolument séparés, des libérées et des filles publiques, des détenues et des malades. Pour les premières, l'entrée et la sortie sont absolument libres. Ce qui caractérise particulièrement cet asile, c'est que la porte en demeure toujours ouverte à toute femme qui veut y revenir, sans qu'on tienne compte de la gravité et du nombre des rechutes. Cette miséricordieuse charité finit par triompher des natures les plus lâches et les plus rebelles.

Entre autres exemples, on nous a cité le cas d'une pauvre fille qui, n'ayant pas la force de rompre tout d'un coup avec une vie coupable, s'était ressaisie petit à petit, revenant jusqu'à sept fois au Refuge. Après ces étapes successives, son amendement avait été si profond et si durable, qu'on n'aurait jamais pu se douter de son passé et qu'elle est morte en laissant d'universels regrets.

Il est consolant de constater les bons résultats obtenus après un séjour plus ou moins prolongé dans les Maisons de Refuges. C'est pour un grand nombre de libérées une initiation à la vie honnête et laborieuse. Elles y contractent l'habitude du travail et deviennent capables de se suffire. Beaucoup d'entre elles se placent assez facilement comme domestiques ; d'autres se marient convenablement. Dans ces diverses situations, un certain nombre reste en

relation avec les Sœurs et leur témoignage une reconnaissance touchante.

Parmi celles qui préfèrent demeurer toute leur vie dans les Refuges, il en est qui manifestent de vifs sentiments de pénitence et de piété. Dans plusieurs maisons religieuses il s'est constitué des congrégations spéciales pour elles sous le nom de Madeleines ou de Filles de Marie. Enfin, un apôtre des prisons, le P. Lataste, discernant chez certaines libérées vraiment transformées, les aspirations les plus élevées, entreprit de poursuivre pour elles la réhabilitation complète et de faire tomber les barrières qui les signalaient encore comme d'anciennes coupables. Il ouvrit alors ces Maisons de Béthanie dans lesquelles des femmes, dont le nom est sans tâche et le front sans souillure ne craignent pas d'ouvrir leurs rangs à des femmes qui ont été dégradées et flétries par la justice humaine pour les couvrir de l'auréole de leur pureté et les relever complètement en s'assimilant à elles.

3° Repenties

Ce ne sont pas seulement les détenues et les libérées qui ont besoin d'appui pour s'affranchir du joug du mal et revenir à une vie honnête. Combien de malheureuses qui côtoient le crime sans tomber néanmoins sous le coup de la loi, qui ont une conduite déplorable, réprouvée par la morale, mais tolérée, hélas! par les mœurs! Lorsqu'elles veulent s'arracher à cette misérable existence, elles ne trouvent généralement pas de meilleurs moyens de salut que de se réfugier dans l'un des nombreux asiles ouverts à la faiblesse et au repentir. Beaucoup, sans doute, ne sont amenées que par la misère et la lassitude et cherchent avant tout à échapper à la poignante incertitude du lendemain. Mais d'autres sont poussées par une aspiration plus haute, par le désir sincère de changer de vie.

Toutes, d'ailleurs, sont accueillies avec une inépuisable charité. Elles trouvent vraiment dans ces maisons si nombreuses en France les secours matériels et moraux dont elles ont besoin. Peu à peu elles reprennent force et courage; elles se sentent soutenues dans

leurs efforts, entraînées par l'exemple et elles parviennent souvent à se réformer complètement.

Dans la plupart des refuges elles peuvent séjourner aussi longtemps qu'elles le désirent et elles n'ont pas à redouter d'être congédiées, si l'âge ou la maladie les rend incapables de travailler.

Nous signalons, à Paris, l'Œuvre du Bon Pasteur, rue Denfert-Rochereau, 71, qui remonte au XVII[e] siècle; le Refuge de Notre-Dame de Charité, dit St-Michel, rue St-Jacques, 193; aux portes de Paris, le Refuge de Ste-Anne, à Châtillon-sous-Bagneux; puis répandues dans la France entière, les 30 maisons du Bon Pasteur d'Angers et de multiples œuvres locales. Nous nous en tiendrons là pour éviter la monotonie des redites.

II

Enfants coupables

C'est bien l'influence de la femme qu'il s'agit de faire prédominer pour travailler efficacement au relèvement de l'enfance.

Quand on examine les causes qui ont amené la chute d'un enfant, « il y a, dit un observateur expérimenté, le docteur Rou-« veyrollis, un ordre de coïncidences qui ne se démentent jamais. Si « un enfant a succombé, c'est que la mère était ou absente ou « indigne ». La mère est bien, en effet, la gardienne naturelle de l'enfant; c'est à elle de diriger ses premiers pas, de protéger sa faiblesse. C'est pour elle un droit primordial et sacré auquel il n'est pas permis de toucher.

Aucun de ceux qui les ont entendues n'a oublié les éloquentes paroles prononcées par Jules Simon, à l'ouverture du premier Congrès de Patronage, le 24 mai 1893. Il démontrait admirablement que le patronage naturel, plus puissant que tous ceux que nous cherchons à établir, repose sur l'action concordante de trois autorités que l'on ne méconnaît pas impunément : le prêtre, le maître et la mère. Le prêtre parle au nom de Dieu, le maître au nom de la raison, et la mère au nom de la nature. Il réclamait avec force que l'on respectât ces trois autorités s'exerçant chacune dans le domaine qui lui est propre et il concluait que pour relever

l'enfant abandonné ou coupable, il fallait replacer auprès de lui cette triple influence bienfaisante.

Hélas ! ils sont nombreux les pauvres petits privés de chaude affection et de caresses maternelles, grandissant en dehors de toute influence morale et religieuse. Combien déjà flétris par le vice sont d'une perversité précoce ! La criminalité de l'enfance devient effrayante et fait des ravages de plus en plus grands.

Quelques excuses que l'on tire de l'inconscience de l'enfant, de la responsabilité des parents, de la fatalité des circonstances, on se trouve souvent en face de véritables criminels. Si on n'intervient pas à temps pour arracher tel malheureux enfant abandonné au milieu de misère et de corruption dans lequel il est plongé, il deviendra le criminel de demain contre lequel la Société aura à se défendre.

A côté de la justice et de la charité, il y a donc aussi l'intérêt social qui pousse à travailler au relèvement de l'enfance coupable, afin de tarir autant que possible dans leur source même les réserves futures du mal.

Mais il faut se hâter de transplanter le jeune arbrisseau déjà si mal venu, si on veut qu'il se redresse et produise de bons fruits. On ne saurait s'y prendre trop tôt. Pour un certain nombre d'enfants, la tare originelle reste ineffaçable ; l'empreinte du vice est trop profonde ; tous les efforts semblent devoir demeurer stériles. Cependant, malgré la prévision d'échecs inévitables, il faut se mettre résolûment et courageusement à l'œuvre. C'est encore l'enfance qui nous réserve le plus de succès et de consolation. Allons à ces petits déshérités avec un cœur de mère, et disons-nous que si nous ne pouvons pas les sauver tous, c'est déjà quelque chose que d'en préserver quelques-uns d'une perte irrémédiable.

Beaucoup d'œuvres sont consacrées au relèvement de l'enfance. Parcourons rapidement celles qui s'occupent 1° des filles et 2° des garçons.

1° Filles

Les enfants dont nous avons à nous occuper ici comprennent les petites abandonnées, les malheureuses fillettes dressées au mal par d'indignes exploiteurs, les petites mendiantes ou vagabondes, les

enfants vicieuses ou voleuses. Les unes sont arrêtées et jugées ; les autres sont recueillies directement par la charité qui s'émeut de leur triste sort et veut à tout prix leur épargner une flétrissure souvent irréparable. Les premières, qu'elles soient condamnées à une courte peine et soumises à l'emprisonnement, ou qu'elles soient acquittées, mais envoyées en correction, relèvent de l'Administration pénitentiaire ; les secondes restent complètement sous la sauvegarde des institutions privées.

Que fait-on à l'égard des enfants arrêtées ?

Comment leur assure-t-on l'éducation morale, religieuse et professionnelle prescrite par la loi de 1850 ? Pour les mineures de l'art. 66, la question de discernement étant posée, les condamnations sont très rares. Les magistrats estiment avec raison que le mieux est de soustraire les jeunes enfants à un milieu où elles se pervertissent, et de substituer l'éducation correctionnelle à l'emprisonnement.

Signalons toutefois, en passant, l'inexplicable contresens par lequel on inflige à une petite malheureuse pendant la prévention et les délais d'appel, un séjour prolongé dans cette même prison dont on veut la préserver en prononçant son envoi en correction.

Les diverses mesures prises à cet égard ont toujours été très défectueuses. A Paris, par exemple, on a tour à tour enfermé les petites filles arrêtées à la Conciergerie, à Saint-Lazare ou à Nanterre. Il serait à désirer qu'il existât un asile spécial où les petites prévenues fussent soigneusement séparées des condamnées.

Les mineures condamnées sont peu nombreuses et accomplissent leur peine dans les mêmes établissements que les filles envoyées en correction. Nous n'aurons donc pas de distinction à faire à ce sujet en étudiant les différentes maisons de correction.

Plus encore que les garçons, les filles souffrent de l'absence d'une famille régulière et ont besoin de retrouver auprès d'elles la main douce et ferme d'une mère. Aussi est-ce bien exclusivement à des femmes que l'on a confié leur éducation correctionnelle.

A côté des sept établissements privés qui fonctionnent encore, malgré bien des entraves, il n'existe qu'un seul établissement public. L'Etat a dû fermer successivement les maisons d'Auberive,

de Fouilleuse, de Cadillac, après les scandales et les désordres qui y avaient éclaté. Il les a remplacées par l'Ecole de préservation de Doullens, installée dans l'ancienne citadelle et ouverte depuis le 1er Janvier 1895. On y reçoit les jeunes filles détenues conformément à l'article 16 de la loi du 5 août 1850.

Un directeur est placé à la tête de l'établissement, mais tous les services intérieurs sont confiés à un personnel feminin laïque qui se répartit ainsi : 1 inspectrice, 4 institutrices et 2 surveillantes-chef. En diversifiant la nature des occupations des jeunes filles, et en faisant alterner tous les jours la classe avec les travaux de la maison, couture, blanchissage, repassage, jardinage, on a surtout en vue la formation individuelle de chacune. Cette méthode très avantageuse pour les pupilles, mais fort onéreuse, n'est applicable que lorsqu'un établissement peut compter pour se soutenir sur d'autres ressources que sur celles du travail produit. De nombreuses récompenses viennent encore stimuler le zèle des élèves.

A l'Ecole de préservation est annexé un quartier de correction qui renferme les pupilles insubordonnées des différentes maisons pénitentiaires.

Les établissements d'éducation correctionnelle privés sont, avons-nous dit, actuellement au nombre de sept. Les voici par ordre chronologique :

1°. — La Solitude de Nazareth à Montpellier fondée en 1842 par M. l'abbé Coural et dirigée par les Sœurs de Marie Joseph ;

2° L'asile de Sainte-Madeleine, à Limoges, fondé en 1849 par M. l'abbé Féret, dirigé par les Sœurs de Marie-Thérèse ;

3° L'atelier-refuge de Rouen fondé en 1849 par Sœur Marie-Ernestine de l'ordre des religieuses du Sacré-Cœur de Saint Aubin ;

4° La maison Sainte-Odile à Bavilliers près Belfort fondé en 1871 par les Sœurs de la Providence de Ribeauvillé ;

5° L'établissement Sainte-Anne d'Auray fondé en 1871 par les Sœurs de Marie-Joseph ;

6° La maison de refuge israëlite fondée en 1873 par des dames israëlites.

7° L'institut des Diaconesses, rue de Reuilly à Paris fondé en 1874 par l'Etat.

Dans toutes ces institutions les enfants sont soumises à une discipline ferme et douce et formées à un travail régulier.

D'après les observations recueillies par M. Joly dans ses enquêtes auprès des directrices de ces établissements, ce qui domine de plus en plus chez ces jeunes filles, c'est la dépravation des mœurs et l'horreur du travail et de l'assujettissement.

Aussi pour redresser ces natures vicieuses et les plier à de nouvelles habitudes, faut-il une extrême vigilance, du temps et de la patience.

On ne saurait donc trop déplorer les condamnations à de courtes peines et l'envoi en correction pour un temp très limité qui ne permettent pas d'exercer une action efficace et durable.

Ce n'est qu'au prix d'une surveillance de tous les instants continuée nuit et jour avec une persévérance inlassable que l'on arrive à réformer petit à petit ces natures lâches ou violentes.

Le travail de la couture est le plus répandu dans ces maisons qui, grevées de lourdes charges, sont obligées de subir les conditions onéreuses des grands magasins. Dans plusieurs établissements, à Darnetal, à Sainte-Anne d'Auray, à l'école Sainte-Odile, on emploie une partie des pupilles aux travaux des champs ; ce genre de vie convient à la majorité d'entre elles. Qu'il s'agisse d'enfants malingres et chétives ou d'enfants très vicieuses, presque toutes y retrouvent leur guérison physique ou morale.

Di ons seulement quelques mots de l'Atelier-Refuge et de l'exploitation agricole de la grande Mare à Darnetal près Rouen, en souvenir de l'intéressante excursion à laquelle nous avons pris part au dernier Congrès international en juillet 1900.

Les honneurs nous étaient faits par la fondatrice elle-même, cette admirable Sœur Marie-Ernestine qui, dénuée de toutes ressources, mais inspirée par le génie de la charité, avait entrepris, à elle seule, cinquante ans auparavant, cette œuvre du Patronage des jeunes filles détenues et libérées à laquelle elle a réussi à donner un si magnifique développement. On ne pouvait se défendre d'une réelle émotion en comparant la misérable mansarde qui abrita au début deux malheureuses avec ce bel et vaste établissement qui peut contenir environ 400 jeunes filles.

Les pensionnaires élevées à Darnetal sont réparties en deux sections : les urbaines et les rurales. Les premières habitent à l'Atelier-refuge le grand quartier qui renferme un outillage mécanique absolument perfectionné. On s'occupe particulièrement de la confection des chemises d'homme. Les travaux de magasinage, de coupe et de couture, la surveillance des entrées et des sorties des produits, la comptabilité fort compliquée qui en résulte, tout en un mot, est fait par des femmes, élèves ou maîtresses.

C'est à 1858 que remontent les premiers essais de culture qui ont donné à tous égards d'excellents résultats. En 1873 eut lieu l'acquisition de la ferme dite de la grande Mare comprenant une exploitation de 175 hectares d'un seul tenant dont 105 en grande culture et le reste en landes. Cette ferme, dans un état d'abandon complet lors de l'achat, a subi au prix d'un rude labeur et de grands sacrifices une véritable transformation.

C'est dans cette exploitation que sont initiées aujourd'hui à l'agriculture toutes les pupilles appartenant à la population rurale et désirant être placées à la campagne. 500 patronnées de cette catégorie ont été honorablement placées dans les fermes de la région et presque toutes d'ailleurs ont été demandées en mariage par des cultivateurs aisés. Nous relevons dans un rapport de 1900 les indications suivantes : l'établissement avait reçu depuis sa fondation 3720 pupilles dont 2515 ont été placées directement par ses soins et patronnées en toutes circonstances, mais surtout au moment de leur mariage, de la naissance et de la première communion de leurs enfants : souvent ces derniers ont été bien placés par son initiative

Le Patronage comptait jusqu'à ce jour 2222 pupilles honorablement mariées et devenues bonnes mères de famille. Il est touchant de voir un grand nombre de ces anciennes pupilles revenir de temps à autre auprès de Sœur Marie-Ernestine accompagnées de leurs maris et de leurs enfants. Lorsqu'elles viennent de loin elles sont hébergées pendant la durée de leur séjour à la maison même.

Toutes quelles qu'elles soient, sont toujours très maternellement reçues et secourues.

Ces chiffres éloquents que nous regrettons de ne pouvoir compléter par ceux de ces trois dernières années disent bien haut le succès de cette œuvre de relèvement et de moralisation.

Nous n'avons pas oublié la vibrante allocution faite au cours de notre visite par le Président du Congrès, M. le Conseiller Petit déclarant que de tels résultats sont dus à l'éducation, au travail et surtout à la religion, car, disait-il, « sans l'éducation religieuse, « les œuvres de moralisation conduisent souvent aux plus amères « déceptions. »

Et nous avons éprouvé une légitime fierté à constater l'admiration sans réserve que manifestait un éminent étranger, M. le Dr Muensterberg, président de la Direction générale de l'Assistance publique à Berlin qui se trouvait avec nous.

Tout en rendant à la direction de l'établissement de Darnetal l'hommage le plus complet, il est juste de reconnaître que la maison se trouve dans des conditions exceptionnelles qui favorisent singulièrement le placement et le mariage de ses pupilles. Ainsi par exemple, les jeunes filles sorties de Sainte-Anne d'Auray se placeront très difficilement dans la région même. C'est qu'en Bretagne les familles sont nombreuses et les enfants de la maison suffisent à seconder les parents pour tous les travaux nécessaires, tandis qu'en Normandie les enfants sont rares et les bras font défaut. Aussi les personnes capables et laborieuses élevées à Darnetal sont-elles assurées d'être toujours bien accueillies.

Le placement des jeunes filles à leur sortie des établissements correctionnels, lorsqu'elles ne peuvent compter sur personne au dehors pour les protéger, présente des difficultés et des dangers que l'on ne peut envisager sans effroi. Pour ne pas abandonner celles qui désirent demeurer sous leur sauvegarde, les religieuses, partout où elles ont pu le faire, ont annexé un Refuge à la maison de correction. Il en existe ainsi à Sainte-Anne d'Auray et à la Solitude de Montpellier qui ont pris une extension considérable. Là sont reçues les anciennes pensionnaires qui n'ont pas trouvé de situation dans la région et qui ont redouté avec raison les dangers des grandes villes. Là sont admises également, souvent à la requête de l'Administration fort embarrassée d'elles, des mineures libérées à 14 ou 15 ans, trop jeunes par conséquent pour pouvoir gagner leur vie, puis des

jeunes filles malades ou sans place qui attendent la première occasion favorable pour se replacer.

Il s'est constitué ces dernières années plusieurs œuvres qui recueillent à Paris les petites prévenues, les libérées conditionnelles, les jeunes condamnées qui sortent de Saint-Lazare ou de la prison de Fresnes. Des dames averties par le juge d'instruction vont les chercher au Dépôt de la Préfecture de police ou dans les diverses prisons. On les élève pendant quelque temps dans des Asiles spéciaux sous la surveillance assidue d'un Comité qui s'efforce ensuite de les placer convenablement. C'est dans ces conditions que le Patronage des Détenues et Libérées a ouvert une section pour les mineures dans son Asile rue Michel Bizot, 21. Les enfants, au nombre d'une quinzaine, sont complètement séparées du quartier des femmes libérées et sont soumises au régime cellulaire pendant la nuit.

Notons avec regret que sous l'influence d'une direction protestante, ces enfants, presque toutes d'origine catholique, sont élevées en dehors de leur religion.

L'œuvre de préservation et de réhabilitation des jeunes filles de 15 à 25 ans, fondée en 1892 par la regrettée M^me^ Auber, et présidée par M^me^ Lannelongue possède un asile admirablement aménagé à Clichy (98, boulevard de Lorraine). La direction en est confiée aux Sœurs de Marie-Joseph, si aptes à comprendre et à guérir toutes les misères morales de la femme. Les jeunes filles, environ une soixantaine, sont élevées avec une sollicitude maternelle qui s'étend à tous les détails.

Le régime est doux et ferme ; les enfants s'y habituent facilement. C'est tout au plus si, en dix ans, on a dû en renvoyer quatre ou cinq trop insubordonnées ou d'un contact dangereux pour les autres. La durée moyenne des séjours dans la maison est d'environ un an. Le Comité des Dames qui soutient l'œuvre apporte le plus grand soin au placement des pupilles. La plupart d'entre elles sont placées comme domestiques. D'autres ne se sentant pas encore assez sûres d'elles-mêmes pour pouvoir vivre honnêtement dans le monde obtiennent leur admission dans des refuges. Plusieurs sont bien mariées et quelques-unes sont parvenues à des positions de gouvernante ou de garde-malades.

Somme toute, les résultats de cette œuvre sont très satisfaisants. Les Dames patronnesses conservent des relations suivies avec les anciennes pupilles qui reviennent à l'Asile pour chercher appui et conseil dans toutes leurs difficultés.

En 10 ans on a reçu 546 jeunes filles.

Une œuvre semblable, mais de proportions plus modestes, a été fondée à Lyon par M^me^ Payen. C'est la maison de famille Saint-Augustin pour jeunes filles libérées à Sainte-Foy-lès-Lyon. Cette œuvre obtient des tribunaux la garde d'enfants susceptibles d'amendement, conformément à la loi de 1898, recueille des mineures libérées et des jeunes filles particulièrement exposées.

Le succès déjà bien établi de la maison Saint-Augustin est attribué à trois causes : le petit nombre de ses élèves (elles sont 18 ou 20), le soin extrême apporté à leur sélection et la surveillance maternelle incessante dont elles sont entourées par leurs maîtresses dévouées, les petites sœurs de Saint-Joseph. Après quelques années d'épreuve, les jeunes filles sont placées dans des ateliers bien choisis et leurs bienfaitrices, les dames patronnesses, continuent à les visiter et à les protéger.

A la série déjà longue des filles recueillies aux abords de la prison, prévenues ou acquittées, condamnées ou envoyées en correction, mineures libérées, il convient d'ajouter la catégorie bien nombreuse, hélas ! de ces pauvres enfants abandonnées ou exposées qu'il est urgent de préserver au plus tôt. Comme le fait remarquer M. H. Joly, préserver n'est déjà plus la même chose que conserver : c'est un mode de vigilance qui indique que l'ennemi a été vu et qu'il approche. On ne pourrait donc sans graves inconvénients introduire ces enfants, si jeunes soient-elles, dans des orphelinats ordinaires, où elles risqueraient de compromettre la moralité des autres.

La charité religieuse a créé pour elles un grand nombre d'œuvres qui s'adaptent avec une extrême souplesse à toutes les situations.

Dans les maisons du Bon-Pasteur répandues aujourd'hui dans le monde entier sont reçues deux catégories de pensionnaires, les pénitentes et les préservées. Les premières sont des jeunes filles

placées là, par l'autorité civile, ou par l'autorité paternelle ou encore par l'Assistance publique ; ce sont des enfants paresseuses ou indisciplinées, vagabondes ou vicieuses, des filles mères de 13 ans, parfois déjà criminelles au sens étroit du mot. M. H. Joly fait observer que toutes les œuvres religieuses ou laïques, libres ou officielles, les orphelinats ordinaires, les ouvroirs, les placements familiaux de l'Assistance à Paris et en province déversent dans les maisons du Bon-Pasteur les plus rapprochées la plupart des enfants difficiles, compromises ou compromettantes qui leur sont confiées. Il est particulièrement à noter que l'Assistance, administration publique cependant, cherche soigneusement à éviter à ses mauvaises têtes les colonies correctionnelles de l'Etat. Très sagement elle préfère les disperser dans des asiles privés.

En même temps qu'elle confie la charge de ces enfants, souvent bien plus difficiles à redresser que des libérées, à des personnes capables et dévouées, elle profite de conditions pécuniaires qu'elle ne rencontrerait nulle part ailleurs. Elle paye des sommes minimes pour la pension de ses pupilles... lorsqu'elle paye, car en maints endroits comme à Nancy, par exemple, où elle a 27 assistées au Bon Pasteur, elle ne paye absolument rien (1)

Pour ne pas opérer de mélange fâcheux, il existe dans les maisons du Bon-Pasteur des quartiers soigneusement séparés pour les préservées. Ce sont des enfants qui n'ont pas encore failli mais qui sont particulièrement exposées à tomber, soit à cause de mauvais instincts, soit à cause du mauvais milieu dans lequel elles se trouvaient.

Signalons encore à Bordeaux, à Montpellier, à Marseille dans les établissements des Sœurs de Marie-Joseph des quartiers de préservation que M. H. Joly considère comme des sortes de maisons de correction libres et adoucies. Nous ne voulons pas nous engager dans une nomenclature longue et monotone. Rappelons seulement

(1) A l'heure où nous revoyons ces lignes, la maison du Bon Pasteur de Nancy, à la suite d'un arrêt relatif à des faits remontant à 20 et 30 ans vient d'être fermée par décret du Ministre de l'Intérieur. Nous tenons à exprimer des regrets publics, qui seront partagés par tous ceux qui s'occupent de Patronage. La maison du Bon Pasteur abritait actuellement 170 malheureuses de tout âge (il y a des vieilles et des infirmes) qui mises brutalement sur le pavé, ne savent où aller.

qu'à Marseille il existe en dehors de l'asile de N. D. de la Garde des Sœurs de Marie-Joseph, le monastère de N. D. de Charité dans le quartier du Cabot, l'œuvre de préservation du Patronage de Marie fondée sur la paroisse St-Michel en 1840 et l'œuvre du Refuge reprise en 1820 qui a reçu en 50 ans 4800 pensionnaires.

Toutes ces œuvres qui avec des règles variables travaillent avec un même succès au relèvement de la femme et de la jeune fille proclament bien haut la charité marseillaise.

2° Garçons

La participation des femmes à l'éducation correctionnelle des jeunes garçons est d'origine récente. Avant 1876, la Colonie pénitentiaire renfermait des enfants de tout âge. Les garçons au-dessous de 12 ans formaient bien une section spéciale appelée « petit quartier » surveillée par les Sœurs des prisons. Cet essai d'isolement des petits était insuffisant, car dans nombre de circonstances la vie était commune et ils se trouvaient en contact avec les moyens et les grands. Ce fâcheux mélange a malheureusement souvent donné raison à ceux qui prétendent que les maisons de correction sont de véritables foyers de corruption.

En 1876, on autorisa la congrégation des Sœurs de Marie-Thérèse à créer à St-Eloi à 12 kilomètres de Limoges, une maison spéciale où ne devaient être admis que des enfants au-dessous de 12 ans. Ce fut la première Ecole de Réforme. L'établissement était administré par les religieuses ayant sous leurs ordres un personnel masculin assez nombreux pour faire les classes et diriger les travaux agricoles Nous avons pu constater que la direction toute maternelle des Sœurs avait porté d'excellents fruits. Elles se faisaient aimer et obéir de leurs enfants, grands et petits Il est regrettable que des embarras financiers aient tout ruiné. L'Administration ayant cessé depuis quelques temps d'envoyer des pupilles et les sociétés de patronage, parmi lesquelles nous mentionnerons celle de Marseille, et la nôtre à Nancy ne pouvant fournir le nombre de pensionnaires nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'établissement, celui-ci a dû se fermer l'an dernier à Pâques.

Presque en même temps que Saint-Eloi, en 1877, à une autre extrémité de la France, à Frasne-le-Château (Haute-Saône), se fondait une seconde école de réforme, celle de Saint-Joseph, dirigée par les Sœurs Alsaciennes de la Providence de Ribeauvillé. Nous en empruntons la description à un rapport de Mme H. Rollet (1).

Cette Ecole peut contenir 350 ou 400 enfants ; le personnel qui doit gouverner tout ce petit monde se compose de 35 religieuses d'un aumônier et d'un brave homme chargé de la garde des écuries pendant la nuit.

Ce sont donc les religieuses qui assurent tous les services depuis la direction supérieure jusqu'aux emplois les plus infimes ; elles n'ont aucune espèce de servantes, pas même de sœurs du tiers ordre, estimant sans doute que ces pauvres filles avec leur figure plus commune et leur costume plus grossier ne pourraient avoir vis-à-vis des enfants, ni assez de charme, ni assez d'autorité. Jusqu'à treize ou quatorze ans, les pupilles de Frasne passent à peu près tout leur temps à l'école, et ce sont les Sœurs pourvues de leur brevet qui leur font la classe. Au-dessus de cet âge on leur donne le choix d'un métier : ceux qui ont du goût pour la campagne restent à Frasne et s'appliquent aux travaux agricoles, toujours sous la direction des religieuses qui vont avec eux ensemencer les champs ou sarcler les plates-bandes.

Ce sont encore les Sœurs qui aident les grands garçons à la vacherie, à la boulangerie, à la lessive ; elles enfin, qui les servent tous au réfectoire et les surveillent au dortoir.

Tous les visiteurs de Frasne qui ont vu les Sœurs à l'œuvre éprouvent pour elles la plus profonde admiration. Et ceux que leurs fonctions mettent à même d'apprécier mieux que d'autres les difficultés d'une telle tâche ne leur ménagent pas des éloges bien mérités. Ainsi à une séance de la Société des prisons (2) M. Brunot, inspecteur général des prisons, déclarait ressentir une très réelle émotion en voyant comment quelques femmes pouvaient arriver, à elles seules, à conduire 300 jeunes garçons parmi lesquels il y a, disait-il, des gaillards de dix-huit et dix-neuf ans dont le passé est loin d'être recommandable.

(1) Rapport présenté au Congrès des Institutions féminines le 22 juin 1900.
(2) Rev. 1900 page 595.

Ces femmes comprennent d'une manière merveilleuse leur rôle d'éducatrices et y réussissent parfaitement. Elles savent imposer le respect, maintenir l'entente entre leurs nombreux pupilles et leur inspirer un sincère attachement qui persiste toute leur vie.

L'Administration pénitentiaire, frappée des excellents résultats obtenus en confiant l'éducation correctionnelle des jeunes enfants à des mains féminines, a voulu entrer à son tour dans cette même voie. En 1891, elle a commencé à organiser à Saint-Hilaire une école de réforme aujourd'hui complètement établie. La colonie comprend trois fermes bien distinctes : les arrivants sont dirigés sur celle de Chanteloup où ils sont confiés aux soins d'institutrices et de surveillantes laïques. L'école de Chanteloup renferme une centaine d'enfants de sept à douze ans ; ceux qui sont petits ou faibles peuvent par exception y être maintenus au-dessus de cet âge. Les trois institutrices assurent à tous les enfants une bonne instruction primaire conforme à celle que l'on donne dans les écoles publiques ; elles concourent aussi à la surveillance des pupilles au réfectoire, pendant les récréations et même au dortoir ; elles sont aidées dans cette dernière partie de leur tâche par six surveillantes laïques, simples et honnêtes femmes prises généralement parmi les veuves de gardiens et chargées aussi des gros travaux. Les bâtiments sont entourés d'un joli parc, et l'installation, l'aménagement et la tenue de la maison sont absolument dignes d'éloges. Les résultats répondent pleinement aux louables efforts qui ont été faits. Malheureusement les garçonnets ne restent pas longtemps avec les femmes dévouées qui les soignent si maternellement, et dans les deux fermes de Bellevue et de Boulard où on les envoie quand ils ont dépassé douze ans, ils retrouvent des gardiens ordinaires et un régime qui ne diffère guère de celui des autres colonies publiques. On ne peut que regretter ce système et souhaiter que l'Administration, se préoccupant de cette situation, trouve le moyen d'employer au moins partiellement l'élément féminin dans les autres fermes.

Des écueils et des difficultés de toutes sortes attendent à la sortie de la colonie les jeunes gens qui ne peuvent compter sur aucun appui au dehors. Pour eux la famille n'existe plus ou n'est souvent

hélas ! qu'une pierre d'achoppement. Ils sont souvent moins capables que d'autres de se tirer d'affaire en raison même du régime spécial auquel ils ont été astreints pendant de longues années. On se préoccupe bien de les placer, mais on n'y parvient pas toujours d'une façon satisfaisante. C'est pour remédier autant que possible aux inconvénients résultant de l'inexpérience et de l'isolement de leurs pupilles que les Sœurs de Frasne ont cherché le moyen de les initier et de les préparer elles-mêmes aux conditions normales de la vie libre.

Sur les hauteurs de Saint-Claude qui dominent Besançon, les Sœurs possèdent une grande maison entourée d'un jardin où elles ont installé un patronage, qui contient actuellement *cinquante* jeunes gens de 16 à 20 ans. Ces jeunes gens mangent et couchent au patronage, où ils ne sont soumis qu'à la direction de six religieuses dont l'une couche à côté du dortoir et le surveille. Dans la journée ils vont travailler en ville, chez des patrons qui leur enseignent les métiers les plus variés (tailleur, cordonnier, horloger, menuisier, ferblantier, etc.). Les patrons sont généralement satisfaits de leur exactitude et de leur travail. Il est touchant de voir l'ascendant que les Sœurs exercent sur ces grands garçons qui, accoutumés à leurs soins dès leur enfance, continuent à les regarder comme leurs mères adoptives. Jamais il n'y a eu de révolte, ni à Frasne, ni à Besançon.

A Limoges pendant quelques années, il a existé une organisation du même genre pour les pupilles de Saint-Eloi mis en apprentissage en ville.

En dehors du personnel féminin employé à Chanteloup, nous ne voyons aucune femme occuper de fonction dans les colonies publiques de garçons. Mais point n'est besoin à des femmes intelligentes et dévouées d'être investies d'une mission officielle pour faire du bien. Il en est plusieurs dans les colonies qui s'associent de tout leur cœur à l'œuvre de relèvement dont la direction est confiée à leur mari, qui connaissent les enfants, s'intéressent à eux, encouragent et récompensent leurs efforts.

Cette action féminine se remarque d'une façon plus frappante encore dans les colonies privées.

A la colonie protestante de Sainte-Foy, les enfants les plus jeunes sont logés à part dans un joli châlet où ils sont soignés et élevés par des dames. La femme du pasteur s'occupe d'une façon générale des pupilles, grands et petits.

A la colonie de Bologne, nous avons entendu vanter souvent l'utile et active collaboration de la femme du Directeur ainsi que le dévouement inépuisable de l'aumônier (1). C'était bien là effectivement la réunion des trois éléments du Patronage naturel que réclamait Jules Simon.

Dans de telles conditions, l'éducation correctionnelle ne peut manquer d'atteindre son but, en assurant aux mineurs détenus la formation morale, religieuse et professionnelle qu'impose la loi du 5 août 1850.

Il y a lieu de signaler encore le régime familial observé par M. H. Joly dans la petite colonie de Bar-sur-Aube. Dans ce modeste établissement qui comprend 45 pensionnaires, tandis que le Directeur travaille à la vigne au milieu de ses élèves, c'est sa mère, une veuve active et de bon sens, qui, cumulant toutes les charges, exerce la véritable direction. En constatant le bon ordre de la maison, l'excellente tenue et l'entrain des enfants, on reconnaît vite l'influence bienfaisante d'une femme.

Les pupilles s'accoutument facilement à cette vie si simple et familiale ; ils se retrouvent dans des conditions normales et ils tiennent bien leur rang dans la petite ville. C'est un des exemples de reclassement les plus caractéristiques qu'ait rencontrés M. H. Joly ; et il n'hésite pas à déclarer que la création de nombreuses maisons analogues à petits effectifs hâterait singulièrement la solution du relèvement de l'enfance.

Terminons enfin par quelques mots sur de modestes œuvres privées qui peuvent joindre leur témoignage à tous ceux qui ont été donnés déjà en faveur de l'influence moralisatrice de la femme sur l'enfant.

Notre Société Nancéienne de Patronage de l'Enfance a recueilli pendant six ou sept ans ses plus jeunes pupilles dans un asile dirigé par une femme de cœur et de dévouement, Mlle Apolline

(1) M. et Mme Cyprien Sommelet aujourd'hui décédés et feu M. l'abbé Jacquin.

Muscat. C'était vraiment la reconstitution du foyer familial pour ces pauvres petits qui, maltraités pour la plupart, ne savaient pas ce qu'est la tendresse d'une mère. Aussi en ont-ils gardé une empreinte ineffaçable comme nous avons pu le constater souvent.

La Société Rémoise de Protection des enfants traduits en justice a organisé un système nouveau pour faire élever sous sa direction des jeunes garçons de 8 à 10 ans. Elle confie ces enfants par groupes de trois ou quatre au plus, à des personnes de condition modeste, capables de remplir l'office de mères de famille. Ce sont généralement des veuves d'ouvriers, âgées d'une quarantaine d'années et n'ayant pas charge d'enfants. Le choix de ces personnes est délicat assurément, car elles doivent offrir des garanties toutes particulières de moralité, d'économie, d'ordre, de discrétion et surtout de dévouement. Il nous a paru que cette pensée de recruter le concours de femmes de la classe ouvrière et de maintenir l'enfant dans le milieu social où il aurait dû être normalement élevé, méritait d'être signalée à l'attention et à l'approbation du Congrès.

Nous savons d'ailleurs que ces petits groupes constitués déjà depuis trois ans marchent bien et nous avons eu le plaisir de les visiter.

Nous avons parcouru en grande partie le sujet si vaste et si complexe qu'on nous avait donné à traiter. Tout en nous excusant de la longueur de ce rapport, nous ne nous dissimulons pas qu'il présente de nombreuses lacunes. Nous n'avons pas eu le temps, ni le moyen de faire des enquêtes plus générales et plus approfondies. Nous aurions voulu, par exemple, indiquer d'une façon exacte, la situation faite à la femme dans l'Administration pénitentiaire et donner la statistique du personnel féminin employé à l'heure actuelle. La lettre que nous avons adressée à ce sujet à M. le Directeur de l'Administration est restée sans réponse. Quant aux œuvres privées, en raison de leur prodigieuse variété, il nous eût été bien plus difficile encore d'en tracer un tableau d'ensemble.

Nous avons donc dû nous borner à recueillir les avis que nous avons entendu émettre dans les Congrès par les personnes les plus compétentes, et à y joindre les observations que nous avons pu faire dans nos enquêtes personnelles. Nous n'avons rien avancé

que nous ne l'ayons vérifié nous-mêmes ou appris des personnes dont nous citons les noms.

La femme, avons-nous dit, est vraiment désignée par sa nature pour exercer auprès des êtres tombés un rôle providentiel en s'approchant d'eux comme le ferait une sœur ou une mère. C'est qu'elle a reçu en partage la profonde pitié du cœur, l'élan généreux, un patient et infatigable dévouement.

Cependant ne nous contentons pas d'une assertion aussi générale. Ces qualités vraiment féminines ne sont pas données indistinctement à toute femme au degré nécessaire pour se consacrer au relèvement des coupables.

Il faut pour cela que la femme ait une vocation, c'est-à-dire un attrait spécial pour la tâche qui lui est assignée par ses fonctions ou qu'elle s'est librement donnée en embrassant les œuvres de patronage. Il faut qu'elle soit convaincue de l'importance de l'œuvre à accomplir, qu'elle aime et qu'elle se dévoue sans se laisser jamais décourager par les difficultés.

En passant en revue au cours de cette étude les principales œuvres consacrées au relèvement des coupables, il nous a paru que si le champ était vaste, le nombre des ouvrières était insuffisant. Ce n'est pas, croyons-nous, que le dévouement des femmes soit rare, c'est bien plutôt parce qu'il n'est pas orienté assez souvent dans cette direction.

Que de femmes disposant de leur temps et ayant à cœur de faire du bien n'entrent pas dans cette voie, soit parce qu'elles la connaissent mal ou qu'elles s'arrêtent aux préjugés fâcheux que le monde professe vis-à-vis des condamnés, soit parce que, craintives et modestes, elles se défient trop d'elles-mêmes ! Nous voudrions les décider à se livrer à cet apostolat en leur affirmant qu'elles y trouveront joies et consolations.

Et en terminant, nous émettons le vœu que les œuvres et les personnes qui s'occupent du Patronage des Libérées fassent une active propagande et suscitent de nombreux prosélytes, afin qu'aucune misère morale ne se trouve sans secours.

RAPPORT

DE

M. Camille GRAMACCINI

Directeur de la Maison centrale de Clermont (Oise)

Il est tout naturel à un vieux directeur qui, après avoir passé successivement dans les établissements d'enfants et les maisons Centrales d'hommes, se trouve maintenant à la tête d'une maison centrale de femmes, d'aborder cette quatrième question qui n'a pas été agitée depuis le Congrès de Stockholm ; et encore n'y a-t-elle pas été résolue. Est-ce à dire pour cela que rien n'ait été fait dans cette voie ?

Contrairement à la plupart des idées émises depuis plus de trente ans dans nos assises pénitentiaires, l'application de celle-ci a précédé sa définition : rejetant donc tout ce qui est trop technique, et semblerait d'ailleurs hors de propos quand il s'agit de femmes, j'ai recherché dans les documents fournis par le Congrès, aussi bien que dans mes souvenirs personnels, les faits principaux se rattachant au rôle de la femme dans le relèvement des criminels, pour arriver ensuite aux moyens pratiques de développer ce rôle, s'il y a lieu.

Le premier nom féminin, mêlé au mouvement de réveil de la science pénitentiaire en Europe, est celui de Miss Mary Carpenter, née à Bristol en 1807, morte dans cette ville le 14 juin 1877.

Non seulement on lui doit des œuvres originales sur les écoles correctionnelles et disciplinaires, mais elle tint elle-même dans sa ville natale une de ces écoles.

En 1855, elle présente un rapport au Parlement où elle réclame pour ces œuvres d'utilité publique le droit d'émarger au budget.

Bientôt son zèle, trop à l'étroit en Europe, chercha un aliment dans les contrées lointaines ; déjà, en 1864, elle avait écrit un livre sur les convicts, et une étude sur la discipline et l'éducation des femmes aux Indes (1867), qu'elle devait visiter l'année suivante pour approfondir la question ; elle y resta six mois, pendant lesquels elle adressa à lord Salisbury des lettres remarquables.

Sa vie, toute de dévouement aux prisonniers, fut un commentaire vivant de ses œuvres.

Une autre femme, pendant trente ans, inspectrice générale des prisons de l'Espagne, devait prouver que le sens pratique et la charité ne sont pas une question de latitude,

Dona Concepcion Arenal, dont le nom est encore sur les lèvres de tous ceux qui s'occupent des prisonniers, naquit à Ferrol en 1820, se maria en 1847 au jurisconsulte Carasco, et mourut à Vigo en 1893 ; toute son existence dépensée au service des prisonniers s'écoula en Espagne, mais sa vie morale eut un rayonnement sur l'ancien et le nouveau monde.

Au Congrès international qui s'ouvrit à Stockholm le 22 août 1878, elle prit part à toutes les discussions avec une chaleur de cœur qui n'excluait ni le bon sens pratique, ni la hauteur de vue.

Elle, qui nous donne dans le Manuel de visite au prisonnier, cette définition si féminine : « le délit est égoïsme et dureté » s'éleva avec force contre le projet, d'ailleurs réalisé depuis en Amérique, de condamner le délinquant à une peine indéterminée, limitée par son amendement et son repentir.

« En limitant le pouvoir disciplinaire du fonctionnaire, dit-elle excellemment, on augmente son pouvoir moral qui est son véritable pouvoir. »

Le Manuel déjà cité, succédant au Manuel du visiteur du pauvre, est marqué tout entier à ce même coin de sens pratique qui le sauve de l'exagération et de la sensiblerie ; elle-même l'a caracté-

risé en trois mots, ou plutôt trois qualités quelle déclare indispensables au visiteur : cœur, modestie, persévérance.

Si nous passons en Amérique, cette terre nouvelle qui nous a dépassés sur le terrain pénitentiaire, nous y voyons d'abord, Mme Elisabeth Fry, cette missionnaire de la Société des Quakers ou Amis, dont la visite à Saint-Lazare en 1828, et plus tard, en 1842, fut l'origine de l'œuvre protestante des femmes de Paris

De nos jours, les Américaines, non seulement prennent la plume et élèvent la voix dans les Congrès, mais elles dirigent des prisons importantes de femmes, entre autres celle de Massachussetts dont la première directrice fut Mme Clara Burton qui organisa la Croix-Rouge en Amérique, et la prison de Sherborn sur laquelle Mme Barrows a écrit un rapport détaillé.

Il est bien temps de revenir en France, où le rôle de la femme, pour être moins éclatant, n'en est pas moins lié aux racines mêmes de toute vie morale ; là, nous avons peu d'écrits, mais des actes, et si nous ne citons pas toutes les œuvres inspirées par le dévouement des femmes à leurs sœurs malheureuses et coupables, c'est à cause de leur nombre même

Il en est une cependant qu'on ne peut passer sous silence : fondée à Paris, par Mlle Pauline de Grandpré, elle fonctionne depuis, sous le nom d'œuvre des libérées de Saint-Lazare, mais s'occupe de toutes les détenues de France sans acception d'origine et de religion.

Cette œuvre a été continuée et développée par Mme Isabelle Bogelot, qui a pris part aux travaux de nos divers Congrès internationaux, et dont le nom est maintenant aussi universellement connu que celui de ses illustres devancières.

Non seulement l'œuvre visite les prisonnières et s'occupe des familles pendant leur détention, mais elle place les détenues à leur sortie, soit directement si c'est possible, ou après une hospitalisation de quelques jours dans le petit asile de Billiancourt.

Ce genre d'asile, qui mérite de servir de type, à cause de la simplicité et de l'économie de son installation, a reçu l'approbation du Congrès de Bruxelles, et tend à se généraliser pour le plus grand bien des libérées.

Qu'il me soit permis aussi de parler de la maison de famille de Rueil, fondée par une émule française de Dona Concepcion Arenal, Mme Dupuy, inspectrice générale ; cet établissement me semble le point de départ d'une idée infiniment pratique, en combinant dans le même local une pension économique pour les dames d'une situation pécuniaire modeste, et une école de service de maison pour les jeunes patronnées.

En parlant de ces deux œuvres, nous ne rendons pas seulement un hommage respectueux à leurs inspiratrices, nous y trouvons un exemple que nous proposons d'amplifier ou d'appliquer aux œuvres de patronage.

Chez Mme Bogelot comme chez Mme Dupuy, la partie effective est tout entière aux mains des femmes ; ce sont elles seules qui visitent les condamnées, qui s'occupent de les recevoir et de les placer ; la maison de famille est complètement entre les mains de femmes, mais d'un côté comme de l'autre, des hommes apportent leurs cotisations, et s'occupent de la partie financière et de la marche de l'œuvre au point de vue général.

Or, puisque ces dames ont le bon sens.... ou la modestie, de nous abandonner la part de leurs travaux qu'elles nous croient, plus qu'elles, aptes à remplir, pourquoi n'agirions-nous pas de même dans l'intérêt supérieur des nôtres.

N'est-il pas banal, à force d'être vrai, que le rôle des femmes est principalement celui des patronages : Consoler, relever, soigner, et qu'elles s'acquittent de tout cela avec plus de succès que nous.

Je propose donc de créer ou d'amplifier, à côté de toute œuvre de patronage s'occupant du placement des détenus hommes, une section féminine, ou plus simplement, d'y admettre des dames, qui se chargeraient surtout de la famille des détenus ; ce serait préparer au libéré, à sa sortie, un milieu plus sain, et propager pour ainsi dire, le bien par approche, en attendant que le père, sorti de prison, devienne à son tour le protégé de ces dames.

Il semble en effet nécessaire d'attendre que, devenu libre, il ait échappé à cette promiscuité de pensées vicieuses, jointe à ce penchant de gouaillerie malsaine qui rend, à mon avis, toute introduction féminine dans une prison commune, dangereuse pour les

jeunes femmes, et inutile pour celles que l'âge devrait désigner au respect de tous.

Ceux qui ont, comme moi, l'expérience des détenus, partageront ma manière de voir ; je fais d'ailleurs des réserves pour les prisons cellulaires, où les visites des femmes pourraient présenter moins d'inconvénients.

J'ajoute que le penchant à ridiculiser la vertu, qui domine les français, ceux mêmes qui auraient le plus d'intérêt à feindre au moins le respect, est sans doute un défaut national ; je ne vois pas, en effet, les étrangers avoir la même répugnance que nous à la visite des prisonniers par les femmes, et je trouve dans le rapport adressé au Congrès de 1900 par le colonel Howard, chef de la police métropolitaine de Londres, que la duchesse de Bedfort est la présidente d'un patronage général dans cette ville ; mais c'est ici un Congrès national et il faut chercher des solutions pratiques en France.

Il me reste à traiter la partie la plus encourageante de la question, celle qui ne soulève plus de controverse, mais dont l'application ne se généralise que depuis quelques années ; je veux parler de l'influence de la femme dans le patronage des enfants des deux sexes, du rôle d'éducatrice qui devrait lui être exclusivement réservé pour les plus petits.

Là, à notre avis, est son domaine incontesté, où les avantages sont la règle, et les inconvénients, la monstrueuse exception ; un enfant doit être élevé par sa mère, ou une femme remplaçant sa mère, jusqu'à l'âge où il peut être privé sans péril de ses soins moraux, période dépassant de beaucoup le temps où les soins matériels lui sont indispensables.

Ces errements sont suivis depuis longtemps dans les orphelinats désignés par le populaire sous le nom d'hopitaux généraux, où les garçons, arrivés à l'âge d'apprendre un métier, travaillent dans des ateliers du dehors ; le soir ils rentrent à leur quartier dirigés par des femmes, religieuses presque toujours ; toutes déclarent avoir moins de peine à se faire obéir et respecter que dans la section des filles.

Il est certain que l'application aussi prolongée du système ne

peut se tenter partout, mais il a été adopté d'une façon rationnelle dans nos écoles de réforme publique de garcons ; désormais les enfants au-dessous de douze ans sont centralisés et confiés à des institutrices et à des surveillantes ; c'est un exemple qui doit être suivi.

Croyant donc à l'éfficacité absolue du rôle de la femme dans le patronage des enfants, tant des filles que des garçons, je voudrais voir ces dames les visiter, et leur procurer, sous le contrôle de l'Administration, encouragements, distractions et douceurs ; ne serait ce pas un auxiliaire puissant qu'une voix ressemblant à celle de la maman ? et la visite, avancée ou retardée, se transformerait en récompense ou en punition.

Vous avez à Marseille même un champ d'expérience tout indiqué, puisque, depuis 1891, fonctionne dans votre ville, une association charitable dite : Société Marseillaise de patronage des libérés et des adolescents.

Pour me résumer en une conclusion pratique, je propose de donner le plus d'essor possible aux œuvres de patronage féminines, s'occupant des femmes détenues et des enfants, sans distinction de sexe.

Je propose également d'annexer à toute œuvre de patronage pour les détenus adultes, une section féminine s'occupant de la famille du condamné pendant la détention, et du condamné lui-même à sa sortie, toutes les fois que l'action d'une femme peut être convenable et utile.

Je ne demande aucune autorisation de visites pour les femmes dans les maisons centrales où la prison est subie en commun, mais je pense que ces visites pourraient être utiles dans les écoles de réforme de garçons.

RAPPORT

DE

M. Gaston VALRAN

Professeur d'Histoire au Lycée d'Aix

On n'a point à dire à la femme d'être charitable ; elle le sait d'instinct, elle le sent, c'est sa mission. Peut-être ne sera-t-il pas inutile, vu les besoins de la société contemporaine, vu la variété des institutions de lui dire comment elle peut être charitable. C'est un art, il s'apprend avec le cœur, il se comprend avec la raison aidée de la science. Préparer la femme à sa mission, voilà peut-être une vérité qui ne méconnaîtront ni les mères de famille ni les éducateurs investis de leur confiance.

Sans entrer dans le détail des institutions d'assistance, de prévoyance qui fleurissent sur notre sol pour le plus grand honheur de notre France généreuse, il est permis d'avancer que ces institutions sont si nombreuses, diverses et ingénieuses que l'on peut-être en quelque mesure excusable d'en ignorer, mais qu'il est douloureux que cette ignorance nuise à leur plein développement et à la propagation de leur action Quand, rencontrant une misère sur sa route, on ne peut l'aider de son argent, n'est-ce pas déjà l'aider que de lui signaler l'institution d'assistance qui la secourra ? Qui de nous en signalant à un ouvrier faisant son tour de France l'Hospitalité de nuit, la Bouchée de pain et tant d'autres, et non des

moins dignes d'attention, a préservé ce malheureux de la maladie, du vice, et des délirantes suggestions de la lassitude ou de la faim ?

Pour le pouvoir, il faut le savoir.

La femme n'aurait-elle pas une occasion de le savoir si dans les programmes de l'enseignement s'adressant plus spécialement à la bourgeoisie ; il était fait une mention spéciale, détaillée, voire même énumérative et descriptive des institutions sociales de charité et de prévoyance.

Ces raisons ne légitimeront-elles pas les vœux suivants :

Dans les établissements d'instruction pour les jeunes filles :

1° Au cours de morale ou cours d'histoire pourrait être ajoutée une étude descriptive et raisonnée des institutions de charité et de prévoyance ; les leçons étant accompagnées de visite à ces établissements et d'initiatives telles que fêtes ou distributions d'ouvrages à la main à leurs profits, comme cela se pratique pour cette partie dans quelques établissements.

2° Les Académies ou Sociétés littéraires ne pourraient-elles ouvrir un concours pour récompenser le meilleur manuel, ouvrage de vulgarisation et d'enseignement, qui renseignerait la femme sur ces institutions ?

5me QUESTION

Du patronage des enfants délinquants arriérés

Rapporteurs :

M. Emile BRUN, directeur de la Colonie agricole des Douaires.

M. F. MARIN, vice-président du Tribunal civil de Bordeaux, secrétaire général de l'*Œuvre des enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde*.

M. le Docteur Georges PAUL-BONCOUR, ancien interne des hôpitaux, ancien interne de l'hospice de Bicêtre (section des enfants nerveux et arriérés), médecin du service biologique à l'école Théophile-Roussel.

M. Gaston VALRAN, professeur d'histoire au Lycée d'Aix.

Rapporteur général :

M. GRANIER, président du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'Intérieur.

RAPPORT

DE

M. Émile BRUN

Directeur de la Colonie agricole des Douaires

Notes sur les Enfants délinquants arriérés

Je ne puis que féliciter les zélés organisateurs du V^e^ Congrès national de patronage d'avoir eu la pensée d'inscrire, dans leur programme, la question éminemment humanitaire et sociale qui touche aux enfants délinquants arriérés. C'est la prem ère fois que l'attention des spécialistes est appelée sur les enfants anormaux qui, considérés comme une caste de parias, étaient privés de soins physiques et moraux. Abandonnés par tous, ils végétaient comme des plantes avortées et finissaient par tomber sur une grande route, un coin de rue, dans une prison ou dans un hôpital, pour y terminer leur triste existence, à la honte de l'humanité, dans un état de décrépitude écœurante.

Pauvres victimes de leur origine, car ils ont eu pour marraines en arrivant au monde les cruelles et fatales fées qui ont noms : « syphilis et alcoolisme ».

Je me permettrai, moi, simple et bien modeste praticien, de faire connaître que cette catégorie d'enfants a été depuis longtemps l'objet des préoccupations de l'Administration pénitentiaire.

J'ai signalé dans bien des cas combien il était regrettable de

voir ces malheureux anormaux soumis à la même règle, à la même discipline, à la même éducation que les autres pupilles moins frappés par les tares physiques et morales.

En décembre 1897, je signalais à l'attention du Ministre cette catégorie de mineurs, et le 3 novembre 1898, j'adressais le rapport ci-dessous :

Les Douaires, le 3 Novembre 1898.

Monsieur le Ministre,

Permettez-moi de signaler à votre bienveillante attention une catégorie de nos enfants qui me paraissait dignes du plus grand intérêt.

Depuis seize ans que je vis au milieu de nos pupilles, j'ai été frappé du nombre de malheureux enfants qui, par leur organisation morale et physique semblent appartenir plutôt à la population des hôpitaux qu'à celle des jeunes coupables qu'a visée la loi du 5 août 1850. Ce sont les épileptiques, les idiots, les infirmes, les dégénérés, les impulsifs, les hystériques, les alcooliques ou issus d'alcooliques.

Tous sont sujets à des crises plus ou moins aiguës et, par suite, deviennent une cause de désordre, de mauvais exemples par leur révolte ouverte contre la discipline, la règle et le personnel de surveillance ; dangereux même, à certains moments, pour ceux qui les entourent.

Le Directeur doit les punir sévèrement, c'est un devoir, mais où ce dernier s'arrête, c'est lorsqu'il est reconnu que le coupable n'est pas conscient de ses actes et qu'il ne peut en être rendu responsable, une mesure coercitive ne peut être prise à l'égard d'un malade.

De ce fait, il résulte une injustice qui étonne les surveillants et même les camarades. Les uns et les autres ne voient que le fait brutal dont ils ont été les témoins. Il est bien difficile, dans ces circonstances, au Directeur, d'expliquer à ses subordonnés, à sa jeune population, le sentiment humain qui l'a fait agir ! Il s'ensuit un mécontentement et une fausse interprétation de la Justice disciplinaire qui doit être inattaquable. L'enfant se montre scrupuleusement jaloux des idées de justice, lesquelles le touchent, idées complètement opposées à sa vie et à ses actes. Aussi les décisions du Directeur sont elles pesées, étudiées et jugées, et, si elles échappent à un certain nombre d'enfants dont le sens moral est oblitéré, il se trouve des camarades intelligents et malins qui se plaisent à leur donner une interprétation dissolvante et pernicieuse.

Il résulte des hésitations de la part de l'Educateur qui, parfois, punit, se montre sévère pour préserver et sauvegarder le principe de discipline qui doit être un dans toute agglomération, même d'enfants.

La présence de ces malades est, à n'en pas douter, une véritable gêne pour l'application de la règle.

Si nous l'envisageons au point de vue de l'éducation professionnelle, là nous constatons qu'elle est encore une entrave.

Sujets, comme je le dis plus haut, à des crises nerveuses provoquées souvent par un incident futile, variation de température, observation du surveillant, contrariété, etc., etc., ces malheureux jettent une pertubation regrettable dans la brigade ou l'atelier.

En général, ils n'ont aucune aptitude pour un travail manuel suivi. Ils doivent également être écartés des ateliers industriels, afin d'éviter des incidents graves. La vie au grand air, la fatigue physique, la diversité des travaux agricoles leur sont nécessaires ; mais on ne saurait espérer en faire des ouvriers de campagne parfaits. J'ai voulu essayer du placement et les résultats ont été souvent négatifs ; leur état morbide les empêche de satisfaire aux exigences d'un patron. Aussi, au terme de leur correction, ils sont incapables de gagner leur vie, ils deviennent des épaves dangereuses pour la Société, comme je pourrais en citer des exemples et figurent pour un chiffre relativement élevé dans la récidive de nos anciens pupilles.

Pour l'instruction, les résultats sont nuls ou presque nuls. Comment, en effet, arriver à faire réfléchir, à faire raisonner ces cerveaux vides ! ! Nous avons des enfants qui depuis plusieurs années sont l'objet de soins particuliers de la part des Instituteurs, qui ne peuvent apprendre à lire, malgré même leur bon vouloir. Là, encore, ces malheureux sont une gêne pour notre éducation.

Si nous les prenons dans la vie commune, combien remarquons-nous, qu'ils ont à souffrir de leur état mental et physique qui semble les designer à la malice et à la méchanceté des camarades ! C'est ici, plus que partout ailleurs, que nous pouvons voir la véracité de l'appréciation du fabuliste sur l'enfant : « Cet âge est sans pitié ». Oh ! oui, nos enfants n'ont pas de cœur, nos enfants sont méchants, durs au mal, ils n'hésitent pas à le faire.

Absence complète de sentiments généreux ; qui les leur aurait inspirés ? ce n'est qu'à la longue et avec une persévérence *exagérée* que nous arrivons à les faire naître et à les faire vibrer.

En un mot, nos malades sont les souffre-douleur de leurs camarades. Ils ne sauraient se plaindre à leurs chefs de crainte de représailles. Aussi ils se font parfois justice eux-mêmes et ils deviennent dangereux.

Des considérattons qui précèdent, il n'est pas douteux que cette catégorie d'enfants ne doit pas rester parmi notre jeune population. Il lui faut une maison et un traitement spécial. Nos malades sont assez nombreux pour fournir un contingent pouvant justifier la création d'un établissement qui pourrait prendre le nom de "Colonie hôpital" où ils seraient soumis à un traitement et à une règle approprlés à leur état.

D'un autre côté, nos maisons d'éducation seraient purgées d'un élément très intéressant, assurément, mais qui nous est nuisible et vient nous gêner dans notre œuvre.

Pour parer à cet inconvénient, nous n'avons aujourd'hui comme ressource que l'envoi à la colonie correctionnelle d'Eysses ! On ne peut que déplorer cette mesure à l'égard d'un malade et non d'un insubordonné comme l'a prévu l'article 10 de la loi de 1850.

Je me suis entretenu de cette question avec M. le Docteur Colin remplaçant notre médecin. Ce praticien qui est bien à même d'apprécier le sujet, partage mon opinion. Aussi, pour mieux affirmer nos appréciations, M. Colin serait désireux de faire une étude individuelle de tous nos enfants malades. Une notice spéciale avec photographie, serait faite pour chacun. Ces documents vous seraient communiqués, Monsieur le Ministre, et pourraient vous servir de base à l'étude de l'organisation d'une "Colonie hôpital".....

A la suite d'une mutinerie à la colonie d'Aniane (Décembre 1898) à laquelle la Presse et un Député donnaient une importance qu'aucune enquête administrative et judiciaire n'a pu établir, la Chambre demanda la nomination d'une commission extra-parlementaire au Ministère de l'Intérieur, elle devait avoir pour mission de réviser les règlements dans les colonies. J'eus l'honneur d'en faire partie comme secrétaire.

Dans la séance du 24 Janvier 1899, M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire signala qu'il y avait lieu d'examiner la question de créer un type spécial de colonie pour les enfants anormaux, dégénérés, etc., etc. Il voulut bien donner connaissance à la Commission du rapport que je lui avait adressé le 3 novembre 1898.

M. Robin, chef de bureau au Ministère, rappela qu'au Congrès de 1895 la IVe section avait voté différentes résolutions relatives à l'enfance, entr'autres cette question :

« *N'y a-t-il pas lieu de substituer au type unique de la mai-*
« *son de correction une série d'établissements appropriés aux*
« *diverses catégories de mineurs ?* »

A l'unanimité les membres de la Commission se montrèrent favorables à l'étude d'une Colonie hôpital.

A l'occasion du Congrès international de Bruxelles, en août 1900, l'administration pénitentiaire publia un opuscule spécial sur l'organisation des établissements pénitentiaires en France.

Dans la partie relative aux colonies, mes chefs, par une délicate attention, voulurent y intercaler quelques observations morales que j'avais faites sur les pupilles confiés à la tutelle administrative. J'y divisais notre jeune population en quatre classes :

Les intelligents ;
Les vicieux ;
Les indifférents ;
Les arriérés,

Pour ces derniers, je disais :

4e *Classe.* — LES ARRIÉRÉS, LES ANORMEUX, LES DÉGÉNÉRÉS

Cette classe est l'exception, mais elle existe et elle existe plus

nombreuse parmi les enfants nés dans les départements où l'alcoolisme est devenu une plaie sociale.

« L'alcoolisme et la débauche sont les grandes sources de la criminalité » a dit avec juste raison un écrivain moderne (Fouillée), aussi ces enfants ont-ils besoin d'une éducation spéciale, de soins spéciaux et doivent-ils former une sélection bien distincte de la jeune population.

Mêlés aux autres pupilles, ils sont une gêne pour les éducateurs, pour la discipline et d'un mauvais exemple pour les camarades par leurs caprices et parfois leur révolte ouverte contre le personnel qui a mission de les élever.

Cependant, malgré leurs difformités physiques et cérébrales, ils sont susceptibles d'un certain perfectionnement, Une des conditions essentielles pour obtenir ces résultats est que cette catégorie d'enfants soit confiée jeune à la tutelle administrative.

Pour la généralité, l'esprit restera sans instruction, parce qu'il ne peut ni concevoir, ni réfléchir, ni raisonner ; mais le corps se sera fortifié et sera apte au travail manuel qui fait vivre.

Ce sera pour ces malheureux un grand bienfait d'avoir été sous la tutelle de l'administration, car au lieu d'être devenus, par l'abandon, une triste épave, l'éducateur en aura fait une individualité, peu utile assurément, mais au moins peu nuisible à la Société.

Pour eux, point de sévérité, point de moyens cœrcitifs ; la bienveillance seule, les conseils, l'affection donnée largements, doivent être les grands leviers pour impressionner l'âme de ces malheureux victimes de leur origine.

C'est en présence de ces tristes constatations que l'Etat a voulu donner, non seulement à ces malheureux, mais à tous, ce qui leur fait défaut : l'éducation morale, l'instruction primaire et professionnelle.

. . . . . .

Et enfin je dirai, sans pour cela être taxé d'indiscret, que je sais pertinemment que l'honorable M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, poussé par ses grands sentiments humanitaires et de philantropie vraie, se préoccupa des anormaux comme il s'est déjà occupé des tuberculeux.

De ce qui précède je crois avoir suffisamment prouvé ce que j'avance au début de ce travail, que la catégorie des enfants délinquants arriérés n'a pas été négligée par l'Administration.

Et pour l'affirmer davantage encore, je vais donner queques études faites avec le concours précieux et indispensable de praticiens distingués et spécialistes : M. le Docteur Colin ancien médecin de la colonie actuellement médecin en chef des Asiles d'Aliénés de la Seine ; M. le Docteur Leroy médecin adjoint de l'Asile des Aliénés de Navarre (Evreux) chargé du service médical à la colonie des Douaires.

Je copie, *in-extenso*, le travail qui fut remis par M. le docteur Colin, en juin 1900 :

« Il est un fait qui frappe de suite le médecin d'une colonie pénitentiaire, pour peu qu'il ait été préparé par ses études antérieures « à l'observation des maladies mentales. Ce fait, c'est la présence « au milieu des enfants, qui constituent la population ordinaire de « ce genre d'établissement, de toute une catégorie d'individus, « d'un niveau mental si inférieur ou, d'autre part, d'une déséquilibration morale, si évidente, que l'on est stupéfait que de « pareilles particularités aient pu passer inaperçues.

« J'entends, bien que souvent il est difficile de fixer des limites « précises, de faire le départ de ce qui relève d'un état mental « défectueux et de ce qui appartient à la mauvaise éducation, aux « mauvais exemples, cela est d'autant plus difficile qu'il n'est pas « rare de voir ces divers éléments se combiner entre eux, et que les « aliénés criminels ou simplement les aliénés vicieux constituent « une classe à part et très importante dans le groupe des maladies « mentales. Il peut donc se faire que ce soit seulement à la longue « et après une étude toute spéciale qu'on soit à même de porter un « diagnostic exact sur certains de ces individus, diagnostic d'où « leur responsabilité sortira singulièrement amoindrie et qui expli- « quera, d'autre part, le peu de prise de l'éducation ou de l'amen- « dement, sur ces cerveaux mal faits. Mais, je le repète, à côté de « ces cas difficiles, il y en a une quantité d'autres où l'infériorité « intellectuelle est évidente pour tout le monde.

« Au point de vue de la neuropathologie, on peut diviser en

« trois catégories les sujets anormaux qu'on est appelé à rencontrer « dans une colonie et qu'on rencontre en particulier aux Douaires.

« Dans un premier groupe et au plus bas de l'échelle, se classent « les idiots et les imbéciles, individus éminemment dangereux au « point de vue social, puisque l'idée des délits qu'ils commettent « (incendies, etc.), leur est le plus souvent inspirée par des tiers, « individus dont la présence dans une colonie pénitentiaire sur- « prend au premier-chef puisque leur irresponsabilité éclate aux « yeux les moins prévenus. Il y a, à leur condamnation, des rai- « sons multiples, mais une des plus sérieuses, à mon avis, c'est la « répugnance de certaines municipalités à provoquer l'internement « moyennant finances dans l'asile départemental d'aliénés et leur « préférence marquée pour l'entretien de ces malheureux aux « frais de l'Etat, dans une colonie pénitentiaire. J'ai cité ailleurs « (Société générale des Prisons, novembre 1897), le cas typique de « deux idiots condamnés à la correction pour outrages à la pudeur « sur l'initiative d'une municipalité, et pour lesquels, le jugement « fut cassé sur appel de la famille, après expertise médicale. Mais, « en général, la famille ne fait pas appel, soit qu'elle ait abandonné « complètement l'enfant, soit qu'elle soit complice de celui-ci.

« Dans un deuxième groupe viennent se ranger les nerveux à « attaques convulsives, les épileptiques, les hystériques, souvent « fort intelligents, ces derniers surtout.

« Dans le troisième groupe on trouve les déséquilibrés, atteints « de dégénérescence physique et mentale, les débiles, les sujets « bizarres, qui, de par leur hérédité, possèdent un terrain tout pré- « paré pour l'éclosion des idées délirantes qui, à la moindre exci- « tation, se livreront aux actes les plus anormaux et chez lesquels « les obsessions et les impulsions violentes ou autres, constituent « le substratum mental.

« Il nous serait facile de donner de nombreux exemples de diffé- « rentes catégories énumérées plus haut (car j'estime à une quaran- « taine au moins le nombre d'enfants anormaux, qui sont actuelle- « ment aux Douaires). Mais une pareille étude sortirait du plan de « ce travail et en dépasserait de beaucoup les limites. Aussi me « bornerai-je à donner ci-dessous des notes sommaires sur quel- « ques types.

1. Idiots - Imbéciles

« **A.**, né le 2 juillet 1886, d'un père qui est mort d'excès alcooli- « ques et d'une mère ayant bonne conduite et bonne réputation.

« A douze ans, il mit volontairement le feu à un tas de gerbes « pour les voir flamber ; poursuivi, il est acquitté comme ayant agi « sans discernement et envoyé en correction jusqu'à 15 ans.

« Au point de vue physique, peu de chose à signaler, légère « asymétrie cranienne ou faciale. Voûte palatine nettement « ogivale.

« Au point de vue mental **A.** est atteint d'idiotie avec mauvais « instincts. L'instruction est nulle, le malade ne sait ni lire, ni « écrire, ni compter. Il ne se rend aucun compte de sa situation, ne « connaît pas son âge, etc.

« Il a une tendance marquée aux propos orduriers qu'il tient « sans raison. Il insulte sans motif ses camarades, se montre nu, « urine là où il se trouve.

« Il est d'une instabilité remarquable, remuant, changeant de « place, s'écorchant, se rongeant les ongles, etc... Bien entendu il « est incapable de tout travail.

« L'infériorité mentale de ce malade est manifeste pour tout le « monde. Les deux rapports suivants du surveillant de l'infirmerie « sont intéressants à cet égard.

« Désordre le plus complet étant au repos. Ce pupille, qui cer- « tainement doit être atteint d'idiotisme ou avoir le cerveau com- « plètement déséquilibré, cache sous un air de Sainte-Nitouche un « fond vicieux et dépravé. Insulte ses camarades en se servant de « propos les plus orduriers. Si je lui demande pourquoi insultez- « vous vos camarades ? Sa réponse, invariable, est : « Je ne sais « pas ». Paraît inconscient et ne pas se rendre compte de la gravité « de ses paroles. »

« Ce pupille est de plus en plus insupportable, impossible d'arri- « ver à le faire rester tranquille. Aujourd'hui, étant sur le carré du « du vestibule, s'est amusé à uriner dans le crachoir, ce n'est pas « la première fois qu'il urine là où il se trouve. Peut être incons- « cien, mais n'en est pas moins vicieux et reconnaît très bien qu'il « *fait* mal ».

Docteur COLIN.

Le 2 juillet 1901, A était mis en liberté et retournait dans sa famille. Un an après, il est arrêté de nouveau pour vols avec son frère et nous est renvoyé aux Douaires jusqu'à 20 ans accomplis. Ses déclarations sont typiques et je tiens à les résumer.

Questionné sur son délit, il répond : « Ma mère me faisait voler et « l'homme » (le concubin) est toujours saoul, il nous battait, nous chassait de la maison ». Il vivait comme un fauve, courant la campagne la nuit et il ajoute : « Je n'avais pas peur ». Arrêté deux fois dans cette période d'un an, pour vol, il fut relâché la première, et la seconde condamné à un mois. Mais *ayant fait appel*, la Cour de Paris l'acquitta en l'envoyant dans une maison de correction.

Lors de sa libération, j'avais mis sur sa notice : « Qu'il eut mieux valu garder cet être malfaisant jusqu'à vingt ans, que nous aurions préservé ainsi la Société ».

J'avais raison.

A Epernay, à la Pelite-Roquette, il fallut le mettre au cachot. Il essaya de se pendre pour, m'a-t-il dit, « ne plus voir sa mère ». Il me fut signalé comme dangereux par le Ministère.

Le 1er septembre 1902 il était interné aux Douaires, et me souvenant de ce qu'il était, je le mis en observation. Dès le 14 septembre il se montra plus déséquilibré que jamais, il essaya de s'étrangler avec sa cravate. Le 10, il était signalé pour avoir accusé un camarade de se faire *sodomiser par le Directeur*. Les jours suivants il refuse d'obéir, insulte les surveillants, casse et brise tout, pousse des cris, appelle au secours. Il traite son surveillant de vache, tante, assassin, le provoque et simule une évasion. On a beaucoup de peine à le ramener à la colonie. Mis en cellule, je donne des ordres pour que ce fou soit soumis à l'examen du médecin. En cellule, il cherche encore à se suicider.

Le 21 octobre, le Docteur me donne un certificat constatant que A est atteint d'imbécillité avec mauvais instincts. Le 13 novembre, par ordre ministériel, il est interné à l'Asile des Aliénés de Navarre

M. le Docteur Leroy, médecin-adjoint de cet Asile, et notre médecin, le soigne et voici ce qu'il en pense :

« Au point de vue mental nous notons : Absence complète des « notions, connait quelques lettres de l'alphabet mais se montre « incapable de les assembler. R ignore le nom du mois et du jour « courant, ne sait pas son âge, prétend qu'il a 7 doigts dans la « main et 18 au pied, Son état d'infériorité intellectuelle est si « manifeste qu'on a de la peine à concevoir comment un tel *minus « habens* a pu être poursuivi et envoyé en correction.

« Ce pupille a été transféré le 13 novembre 1902 à l'asile des « Aliénés d'Evreux où il a été placé dans la section des idiots. Il « n'a aucune mémoire, aucune conscience de ses actes et se fait « remarquer par son instabilité. Incapable de tout travail, il passe « son temps à courir continuellement à travers les plates-bandes « du jardin et à taquiner les voisins. »

Docteur Leroy.

H âgé de 12 ans. Taille à l'arrivée 1 m. 35. Poids 36 k. le père bonne réputation, mais il boit et est brutal. La mère est morte de convulsions par suite de la brutalité de son mari. 5 enfants qu'élève une grande sœur. Il fut arrêté une deuxième fois pour vol d'une pipe et rendu à son père. Arrêté une première fois pour coups et blessures volontaires il fut envoyé en correction jusqu'à sa 19e année, le 10 octobre 1901. Il raconte ainsi son délit. J'ai f .. des coups à un camarade parce qu'il me disait « Ton père est peintre, n'est-ce pas ? Il t'en a mis une couche ». Il parle en riant, ce qui me fait supposer qu'il comprend la plaisanterie de son camarade.

J'annotais ainsi son dossier :

« A étudier, c'est un *minus habens*, à laisser en obse vation à « l'Infirmerie. »

Interné tout d'abord à la colonie d'Auberive. il fut envoyé aux Douaires où il arriva le 20 juin 1902. Après une étude de la part du docteur et des observations journalières du surveillant infirmier je demande l'envoi de ce malheureux dans un asile.

Sur la notice du Parquet, on lit :

« Ne cesse depuis un certain temps de vagabonder et de mani- « fester des instincts brutaux et querelleurs, mendiant, menaçant « et injuriant les passants, notamment les femmes dans les rues. »

« Il rit niaisement lorsqu'on lui propose de quitter la colonie et « au bout d'un instant, dit qu'il préfère rester avec ses cochons.

« Rétrécissement concentrique, bilatéral, notable du champ « visuel. »

Docteur COLIN.

O est encore à la Colonie, son développement physique se fait normalement, mais son intelligence reste la même. Très impressionnable il est sensible aux reproches, pleure si on le menace de le punir et promet de ne plus se mettre en colère. Il vit toujours avec les porcs et les entoure de soins attentifs.

Il n'est libérable que le 15 janvier 1904 et j'ai l'intention de le placer chez un particulier où il fera peut être un bon service comme le font plusieurs arriérés que j'ai placés autour de la colonie. Un d'eux est chez un patron depuis 3 ans, il a été réformé du service militaire, mais ce qui *m'effraie c'est qu'il veut se marier*...

B né le 18 novembre 1881. Taille à l'arrivée 1 m. 56 poids 46 k. Taille au départ 1 m. 59 poids 53 k. Il est arrêté et envoyé en correction jusqu'à 20 ans accomplis le 7 septembre 1899 (Il a près de 16 ans) pour mendicité et vagabondage. Avant, il avait subi une peine de 6 jours de prison Les parents sont chiffonniers et se livrent à la boisson. Etre inoffensif, bon caractère, il rit toujours, travaille assez bien, son instruction est nulle. Ses infractions ne sont pas graves, il perd ses effets, renverse tout ce qui lui est confié. J'essaie du placement, il reste un mois chez son patron qui le brutalisait. Je le replace chez un autre cultivateur, 3 mois apres il s'enfuit et n'est arrêté qu'un mois après. A son entrée à la prison d'Alençon le Docteur s'aperçoit que B présente des plaques muqueuses à l'anus ; résultat d'un acte passif de sodomie. Il raconte qu'étant sur la route il rencontre des trimardeurs qui ont abusé de lui. Il est réintégré et reprend sa vie à la colonie. Préoccupé de mettre en liberté un malheureux imbécile, je le fais examiner par le Docteur qui le reconnait atteint d'imbécilité. Nous le gardons 3 mois au refuge et il est interné dans un asile d'aliénés où il est encore.

Le Docteur Colin donne sur ce malheureux l'appréciation suivante :

« **B** est atteint d'imbécillité avec idées niaises de satisfaction. « **B** se figure avoir été en Russie, il a bâti sur cette idée délirante « tout un roman qu'il raconte volontiers.

« Il est parti de Paris, est passé par Lyon, l'Algérie, où il a pris « le bateau pour la Russie. Là il a vu l'empereur qui lui a fait porter son carnier de chasse et lui a donné 20 sous pour sa peine, « on l'a fait manger à la cuisine où il s'est rencontré avec le Président de la République Il est resté une année en Russie.

« **B** ne se rend du reste aucun compte de sa situation, il n'a « aucune idée du temps, de l'espace, etc . A la Colonie il est inoffensif, mais une fois en liberté, cet individu peut devenir très « dangereux soit à l'instigation d'autres personnes, soit sous l'influence d'une excitation alcoolique ou autre. »

Docteur : COLIN.

2· Hystériques - Epileptiques

« **P**, né le 7 Mars 1882. Taille à l'arrivée 1 m. 48, Poids 48 k. « Taille au départ 1 m. 55. Poids 61 k. La mère est morte jeune « de la tuberculose, le père s'est remarié. Le malade a une profonde haine pour sa belle-mère, il l'accuse de son malheur ; son » frère, fort intelligent, a une très bonne situation.

« Il quitta le toit paternel à cause des tracasseries de sa belle-« mère. Apprenti imprimeur, il fut batelier et se met à vagabonder. Arrêté sous un pont il est poursuivi et envoyé en correction « jusqu'à 20 ans.

« **P** est atteint d'hystéro-épilepsie combinée avec de la dégénérescence mentale. Envoyé dans une colonie après son arrestation, « il était transféré peu de temps après, en raison de ses crises « d'hystérie, à la colonie des Douaires.

« Les attaques d'hystérie sont assez fréquentes et provoquées « souvent par des accès de colère ou des contrariétés. Elles s'accompagnent, comme c'est la règle, de gène de la respiration, de constriction de la gorge que le malade cherche à déchirer avec ses « mains. Comme tous les hystériques, **P**, au moment de ses crises, « se plaint d'étouffer, puis il tombe. Il y a une période de grands

« mouvements et la crise est suivie d'une période de stupeur qui « dure seulement quelques minutes.

« La nature des attaques est extrêmement nette, il n'y a pas lieu « de croire à la simulation. Du reste P présente les stigmates « ordinaires de l'hystérie une diminu tion notable de la sensibilité « au point de vue sensoriel et sensitif et un rétrécissement concen- « trique bilatéral du champ visuel.

« J'ai dit au début que chez le malade l'hystérie se combinait « avec la dégénérescence mentale. En effet à côté de l'instabilité « de caractère qui relève de la maladie nerveuse il existe chez P « des tendances aux impulsions violentes alternant avec des pério- « des de découragements et de mélancolie.

« Quand je suis en colère, dit-il un jour, il me faudrait pouvoir « assouvir ma vengeance en me jetant sur celui qui en est cause et « frapper dessus à volonté. Quand même je le tuerais, je continue- « rais à frapper quand il serait mort. Quand j'en veux à quelqu'un « c'est pour de bon. »

« Par contre il existe au dossier de nombreuses lettres où P se « montre absolument découragé et en proie à une véritable dépres- « sion mélancolique.

« Du reste ces associations ne sont pas rares chez les malades « du genre de P et tous les aliénistes pourraient en citer des « exemples. Avec cela vaniteux à l'excès, entiché de sa per- « sonne, P se croit d'une intelligence supérieure il a des velléités « poétiques, et littéraires et, d'autre part se montre d'une arro- « gance extrême envers les surveillants qu'il considère comme peu « intelligents. Il critique tout ce qu'il voit, réclame continuelle- « ment et constitue un perpétuel sujet de trouble et de désordre. »

Docteur COLIN.

L'état de P. ne s'améliore pas, il s'aggrave comme le constate les nombreux rapports des surveillants. Après un dernier examen du médecin, il est reconnu que ce malade doit être transféré dans un Asile.

Ce transfèrement eut lieu le 22 février 1900.

Sur la demande du médecin, P. fut mis en liberté provisoire et

confié à une Société de Patronage. Le 4 mai 1901 je le trouvais à Paris, il était venu me voir à l'Exposition de l'Enfance. Voyant qu'il était sans travail, je pris sur moi de le ramener aux Douaires et cette mesure fut ratifiée par décision ministérielle du 14 mai.

Il eut une certaine accalmie. P. placé à la vacherie, travaillait bien, mais ses crises hystériques se reproduisirent et je dus le mettre en observation à l'infirmerie, puis au quartier cellulaire. Le 8 février 1902, après la visite du Docteur, il tenta de se suicider. Il ne se fit aucun mal, mais cette tentative fut suivie d'une crise terrible. 15 jours après, il était de nouveau envoyé à l'Asile de Navarre où il est encore.

M. le docteur Leroy qui le traite dans cet établissement, dit l'avoir vu plusieurs fois en pleine crise de mélancolie avec idées au suicide. Il ajoute qu'un tel individu n'aurait jamais dû être placé dans une maison de correction, c'est un malade ayant besoin d'un traitement approprié.

3° Déséquilibrés

« Ceux-ci sont extrêmement nombreux. Certains sont intelli- « gents en même temps, d'autres, au contraire, sont d'un niveau « intellectuel inférieur à la moyenne.

« Nous nous bornerons à citer deux cas pour donner une idée de « ce que peuvent être ces individus.

« T., né le 22 mars 1878. Taille à l'arrivée, 1m 68. Poids 63 k. « Taille au départ, 1m 69. Poids 65 k. D'un père âgé de 55 ans et « d'une mère atteinte déjà de délire de la persécution et de mysti- « cisme, Bonne instruction. Il est accepté comme novice dans un « couvent ; s'en fait chasser pour mauvaises mœurs. Végète, vaga- « bonde, vient à O..., commet un meurtre dans les conditions indi- « quées ci-dessous. Echappe aux recherches, voyage, revient à « O... Trouve à se placer. Pris par le remords, il raconte son « crime à son patron qui le fait arrêter. Poursuivi, il est acquitté « comme ayant agi sans discernement et envoyé en correction jus- « qu'à 20 ans. Ce meurtre avait été commis dans des circonstances « bien particulières.

« Etant hospitalisé dans une maison de refuge, **T.** y avait fait « la connaissance d'un individu, âgé de 45 ans, adonné à l'ivro- « gnerie et de mauvaises mœurs. Celui-ci avait emmené **T.** à O... « Là, il le défrayait de tout, le logeait, le nourrissait et surtout le « faisait boire d'une façon immodérée.

« Au bout de quelques jours de cette existence, le protecteur de « notre malade lui déclarait qu'il était las de la vie et lui proposait « de lui donner toute sa fortune, soit une centaine de francs, plus « un billet à ordre de 1.800 francs s'il consentait à le tuer. **T.** « accepta et le crime eut lieu aux environs de O..., au bord de la « mer.

« Interné dans une colonie pénitentiaire, notre sujet ne tarda pas « à donner des signes d'aliénation mentale. Il fut transféré dans « un asile où le médecin le déclara atteint de dégénérescence « mentale avec accès d'excitation maniaque. Transféré dans l'asile « de son lieu d'origine, il s'évadait. Arrêté, et interné de nouveau « dans l'asile d'où il était parti et après examen et rapport médical « nouveau, **T.** fut reconnu guéri et renvoyé dans une colonie « pénitentiaire.

« Des différents certificats médicaux, il ressort que **T.** est un « dégénéré. Il existe chez lui l'asymétrie faciale, la voûte palatine « est ogivale, le crâne est aplati en avant et en arrière. Sa mère est « incontestablement une aliénée et le médecin le signale dans une « de ses lettres adressée à son fils dans laquelle « de la première à « la dernière ligne, s'étale un délire de persécution des mieux « caractérisés ». C'est bien un déséquilibré auquel nous avons « affaire, un de ces individus chez lesquels, comme nous le disions « en commençant, la cause la plus futile provoque l'éclosion du « délire, délire transitoire, guérissant presque toujours, mais avec « la possibilité sinon la certitude d'une rechute.

« Pour ce qui est de l'acte incriminé, c'est ce qu'on pourrait « appeler un drame de l'alcoolisme. Le fait est typique sous ce « rapport et le cas des plus nets. Cela a été notre conviction dès « que nous avons eu connaissance des différentes circonstances de « l'affaire, et notre conviction s'est encore affirmée à la suite de « l'examen du malade et en écoutant son propre récit ».

Docteur COLIN.

T. a été engagé dans l'infanterie, puis il a passé dans un régiment colonial, a fait la campagne du Soudan et actuellement il est *sous-officier* à Madagascar.

On peut donc espérer des cures ! ! !

« **D**, né le 4 février 1879. Taille à l'arrivée 1 m. 47. Poids 40 k. « Taille au départ 1 m. 53. Poids 53 k, Le père est mort à la suite « d'une morsure de chien enragé, la mère prostituée. Assez intel- « ligent, sait bien lire et écrire. Arrêté pour vagabondage à 13 ans « et envoyé en correction jusqu'à 20 ans, n'a jamais pu se livrer à « aucun travail en raison de son infirmité.

« Le pupille est atteint de scoliose droite et d'hémiplégie enfan- « tile avec paralysie du bras droit et insuffisance aortique.

« Est tantôt d'une violence extrême, tantôt, au contraire, a envie « de mourir, se plaint d'être un infirme,un malade.

« L'extrait ci-dessous qui reproduit les inscriptions faites par lui « sur l'un de ses livres, permettra de le juger mieux qu'une lon- « gue observation.

« **D** et **X**, nous buvons à la gloire des voleurs les plus hardis, ne « sortant que le soir en rasant, attaquant les passants par leur vin « alourdi et nous allons gaiement sur la paille des prisons.

« **D** et **X** disent à bas les Douaires, vive Mazas à Paris « cou- « rage et du sang » demande justice à tout prix. A bas les juges, « les gafs, les directeurs, les avocats chargeurs, les juges d'ins- « truction. Vive Paris et ses plaisirs, les femmes sournoises, les « boxons, les bals, vive les souteneurs et les marcheurs parisiens. « Mort aux chouettes. Vive les cambrioleurs. Vive Ravachol et « Vaillant. Vive les bagnes et ses forçats. Mort aux vaches. Mort « à tous ces bourreaux. »

Docteur : COLIN.

Malgré cette haine pour la Société comme tous les infirmes du reste, **D** nous a demandé à rester au Refuge à sa libération, le 4 février 1899. Il a continué à garder les moutons. Pendant 18 mois il est resté tranquille et dévoué, mais le spleen de Paris l'a pris et il a fallu qu'il y aille. Il nous écrit de temps en temps, regrette la Colonie, mais semble supporter sa misère avec une certaine philosophie, au reste il fait le chiffonnier !

« Les exemples qui précèdent suffisent amplement à donner une « idée des différents types d'anormaux qu'on rencontre dans une « Colonie. Reste la question de savoir ce qu'on doit faire de ces « différents individus. La solution varie à notre avis suivant le « types des malades auquel on a à faire.

« Pour les idiots et les imbéciles, la réponse ne saurait être dou- « teuse, la place de ces individus est non pas à la Colonie, mai « dans un asile d'aliénés, où ils seront maintenus jusqu'à la fin « de leur vie.

« Il n'en est pas de même des nombreux hystériques et déséqui- « librés dont nous parlions plus haut, de ces individus qui se main- « tiennent, sur la frontière de la raison et de la folie, pour employer « une expression consacrée. Certains d'entre eux malgré la dése- « quilibration de leurs facultés sont fort intelligents d'autres ont « des bouffées délirantes alternant avec des périodes de saine « raison.

« Si l'on envoyait ce genre de malades dans un asile d'aliénés, « ils n'y resteraient pas, et la difficulté de les maintenir, le désordre « qu'ils apporteraient chez des malades tranquilles, leurs mauvais « instincts seraient autant de raisons pour hâter leur sortie dès que « toute idée délirante aurait disparu.

« Et cependant, ce sont des malades et non seulement des mala- « des, mais des individus dangereux, et leur maintien dans la « colonie, en même temps qu'il n'est pour eux d'aucune utilité, « constitue un danger permanent pour les camarades.

« C'est pourquoi nous sommes d'avis qu'il conviendrait d'établir, « ou bien une colonie-hôpital d'un genre spécial, ou bien, dans « certaines colonies, un quartier particulier où ces malades pour- « raient recevoir les soins que réclame leur état, où ils seraient « isolés et en même temps où ils seraient occupés à des travaux « appropriés ».

Docteur COLIN.

M. le docteur Leroy, médecin de la colonie, a bien voulu me donner ses impressions sur notre jeune population. Je les transcris, après en avoir extrait, comme suite aux appréciations du docteur Colin, tout ce qui concerne les aliénés A et P.

« Chargé depuis une année du service médical de la colonie des « Douaires, nous avons été frappé par deux ordres de faits qu'il « n'est peut-être pas inutile de mettre en évidence.

« D'une manière générale, les pupilles de la colonie sont absolu- « ment différents des enfants de nos écoles. Chez eux les stigmates « de dégénérescence abondent, il est rare que nous ne signalions « pas quelques anomalies physiques sur la feuille d'observation « médicale dressée lors de leur arrivée à l'établissement. On se rend « compte que ces jeunes gens portent le poids d'une lourde tare « héréditaire, aggravée encore par l'influence du milieu où ils ont « vécu. L'hérédité fait à chacun de nous sa destinée : nous sommes « la conséquence organique nécessaire de certains antécédents « organiques. Presque tous les pupilles sont venus échouer dans « une maison de correction, victimes de cette fatalité terrible et « inexorable qui veut que les fautes des pères retombent sur les « enfants jusqu'à la troisième et à la quatrième génération.

« En second lieu, nous tenons à dire qu'il existe à la colonie des « Douaires, parmi la population si particulière dont nous venons de « parler, toute une catégorie d'individus qui s'en distinguent encore « par des caractères bien tranchés. Ceux-ci sont de véritables « aliénés, analogues à ceux de nos asiles et on ne peut qu'être sur- « pris de les voir mélangés aux jeunes délinquants de l'Établisse- « ment.

« Il est juste d'ajouter qu'entre ces deux catégories d'internés, il « existe des cas intermédiaires d'un diagnostic délicat chez lesquels « il est difficile de distinguer la part qui revient à un état mental « défectueux ou à la criminalité.

« La proportion de ces individus dont la place serait dans un « asile ou dans un établissement spécial nous paraît être de 15 à « 20 %.

« Au point de vue de la neuropathologie, on peut les diviser en « trois grandes classes :

« 1° Les faibles d'esprit ; comprenant : tous les états d'infériorité « intellectuelle depuis la débilité mentale jusqu'à l'idiotie en « passant par l'imbécilité ;

« 2° Les déséquilibrés : toujours en instance de délire, sujets à

« des obsessions, à des impulsions ; êtres intelligents, pervers,
« ayant quelques fois le génie du mal dont les bizareries de carac-
« tère ou de conduite ne peuvent s'expliquer que par la connaissance
« de la pathologie mentale ;

« 3° Les convulsivants, c'est-à-dire les épileptiques et les hysté-
« riques.

« A l'appui de ces assertions nous pouvons donner les observa-
« tions de trois pupilles qui ont été transférés des Douaires dans
« des asiles départementaux et maintenus comme aliénés dans ces
« établissements. Les différents médecins spécialistes qui ont rédigé
« les certificats de transfert, d'entrée et de quinzaine s'accordent à
« reconnaître que ces trois individus sont de véritables fous.

R âgé de 14 ans, 1 m. 31 à l'arrivée, enfant naturel, la mère a cinq enfants, envoyé en correction jusqu'à 20 ans accomplis pour " attentat à la pudeur sans violence sur une enfant de 7 ans " — La notice du Parquet porte : Victime de son éducation, la mère a 5 enfants naturels : **R** a reçu les plus mauvais exemples chez son grand père dont la moralité est déplorable, il ne s'est jamais livré à aucun travail, vit de mendicité.

Il nous est arrivé aux Douaires le 4 septembre 1902 et sur ma question au sujet de son acte, il répond : J'ai fait des *saloperies* avec Alexandrine parce que *j'avais vu mon grand'père en faire avec ma mère*, et j'annotais mes impressions : « Dégénéré, bien caractérisé, pendant que je lui parle, il ne peut rester tranquille, se met le doigt dans le nez, a des mouvements nerveux et un rictus d'idiot » je terminais par cette réflexion « sa place n'est pas ici mais dans une maison d'anormaux ».

Je laissais **R** à l'infirmerie, confié à notre bonne et excellente infirmière, mais il eut des crises de méchanceté et de colère et après avis du Docteur, je demandais au Ministre l'envoi de cet idiot dans un asile.

Il fut transféré à l'asile de Navarre, le 5 novembre 1902.

Le docteur Leroy le caractérise ainsi :

« Cet enfant est le prototype de l'idiot, taille exiguë, infantilisme,
« malformations dentaires, front très bas, prognatisme considérable
« du maxillaire supérieur.

« Au point de vue physique, on note : légère asymétrie de la
« face et du crâne, oreille droite plus écartée que la gauche, ptosis
« des deux paupières.

« Au point de vue mental, **A** est atteint d'imbécillité avec mau-
« vais instincts. Il ne sait pas son âge, ignore l'année de sa nais-
« sance, le millésime de l'année où nous sommes, le nom du mois
« et du jour courant, le nombre de mois de l'année.

« Il ne connaît pas l'heure d'une montre, ne peut additionner un
« et un, ni compter une somme d'argent en pièces de monnaie.
« Il ne sait ni lire, ni écrire.

« **A** a une tendance marquée aux propos orduriers qu'il tient
« sans raison. Il insulte à tout propos ses camarades, leur montre
« ses parties, enfin urine dans n'importe quel endroit quand il en
« sent le besoin.

« Il ne peut tenir en place et éprouve continuellement le besoin
« de remuer, d'aller et venir, s'abîme les mains, le cou, la figure
« et se ronge les ongles souvent.

« Transféré, le 13 novembre 1902, à l'Asile des Aliénés d'Evreux
« en raison de son état d'imbécillité, **A** se montre à l'Asile aussi,
« insupportable qu'à la Colonie des Douaires. Il ne tient pas en
« place, se dispute constamment avec ses voisins, menace les autres
« malades de coups de couteau et blesse même l'un d'eux avec une
« pierre lancée violemment à la tête. »

Docteur Leroy.

« **O**, né le 15 janvier 1884. Les parents ont assez bonne réputa-
« tion, misérables, besogneux (3 enfants). Taille à l'arrivée, 1m 41 ;
« poids 31 k. Et actuellement, 1m 58 ; poids 47 k.

« Placé chez un cultivateur à 13 ans, il mit le feu à un bâtiment
« contenant de la paille, pour se venger des reproches de sa
« patronne. Acquitté, il est envoyé en correction jusqu'à 20 ans.

« Cet enfant est atteint d'imbécillité, il sait un peu lire et écrire,
« mais il y a chez lui, un défaut complet d'attention. La réflexion
« est extrêmement lente et c'est à grand peine qu'on arrive à l'in
« terroger. Il est gâteux.

« Placé à la porcherie, il s'y trouve très bien et mange les
« pommes de terre de ses élèves.

Envoyé le 4 mars 1902 à l'asile de Navarre, M. le docteur Leroy l'apprécie comme suit :

« **H** met le trouble partout à la colonie, ne veut se plier à aucune « discipline, insulte les maîtres, frappe ses camarades. Nous l'exa- « minons sur la demande de M. le Directeur et nous constatons un « état de débilité mentale très accentuée. Nombreux stigmates « physiques de dégénérescence : crâne exigu asymétrique oreilles « volumineuses, très écartées de la tête, ogive de la voûte palatine. « Asymétrie de la face.

« Cet enfant ne possède que des notions sommaires, il ignore le » calendrier, les saisons, ne peut énumérer dans leur ordre les « jours de la semaine, connait à peine la valeur différentielle des « pièces de monnaie et se montre absolument incapable d'attention « et de réflexion.

« Il est transféré à l'asile d'Evreux le 11 novembre 1902. Le « docteur Bessière, directeur de l'établissement rédige le certificat « suivant :

« Débilité mentale avec impulsions violentes. Il frappe brutale- « ment les enfants de la division et a constamment le poing levé « et la menace à la bouche. Son intelligence est aussi faible que ses « facultés morales et son vocabulaire consiste presque uniquement « en des mots injurieux et obscènes. Cet état nécessite son maintien « à l'asile ».

« **H.** est une cause de désordre pour l'asile, il frappe à plusieurs « reprises ses voisins à coups de sabot, casse des carreaux, n'obéit « jamais, ne tient pas en place, va et vient continuellement dans « une agitation fébrile. Les impulsions violentes qu'il présente à « chaque instant le rendent dangereux malgré son jeune âge. Le « raisonnement n'a aucune influence sur ce cerveau débile. **H.** est « un fou, un véritable fou ».

Docteur LEROY.

C. avait dix ans lorsqu'il vint aux Douaires, les parents ont une mauvaise réputation, le père est un ivrogne. L'enfant avait été exclus de l'école à 9 ans comme étant un danger pour ses camarades, signalé comme très vicieux.

Le 25 novembre 1891, il été envoyé en correction jusqu'à 19 ans accomplis pour incendie volontaire, attentat à la pudeur sur une petite fille, coups et blessures à un enfant, outrages publics à la pudeur sur une route, vols, bris et dommages à la propriété mobilière.

C. est resté près de 7 ans à la colonie. Sa conduite s'étant améliorée, j'avais essayé du placement. Il reste chez son patron un mois, s'enfuit et revient à la colonie.

Préoccupé des faits et gestes de ce malheureux, dénotant chez lui un dérangement cérébral et voyant approcher l'époque où il faudrait le rendre à la société, je le fis examiner par le médecin qui conclut à son envoi dans un asile comme atteint de faiblesse intellectuelle avec excitation violente par intervalles, impulsif dangereux. **C.** fut transféré à l'asile de Navarre le 22 février 1899.

Libéré de sa correction le 24 février 1900, je formulais ainsi mon appréciation sur la notice transmise au Ministre.

Le type de l'anormal et du dégénéré moral. Tous les vices, toutes les passions, pédéraste passif, se livrant avec plaisir aux lubricités des camarades.

Les crises impulsives s'étant accentuées, et **C.** étant devenu un vrai danger pour les autres et pour la discipline, j'ai dû provoquer son envoi dans un asile, ce que j'aurais dû faire plus tôt.

Il est à espérer que ce malheureux sera maintenu dans un asile, car il y aurait danger à le rendre à la liberté.

C. est fort heureusement toujours à l'Asile de Navarre et le docteur Leroy m'a fourni les renseignements suivants sur l'état de mon ancien pupille.

« **C.** est intelligent, mais il met son intelligence à faire le mal. « Il présente de temps à autre des accès de fureur pendant lesquels « il menace, frappe ses voisins.

« Au point de vue physique, cet enfant présente de nombreux « stigmates physiques de dégénérescence : asymétrie cranio- « faciale, front bas, oreilles très écartées, prognathisme du maxil- « laire supérieur, proéminence de la région occipitale.

« Au point de vue mental, nous notons un développement incom- « plet des facultés morales, une grande inégalité de caractère, de » la loquacité, des idées vaniteuses, des impulsions.

« **C.** est transféré à l'Asile des Aliénés d'Evreux, où il reste « raisonnable pendant quelques mois, puis au mois de mars 1902, « il s'excite, perd le sommeil et tombe dans un état de violente « agitation maniaque avec hallucinations de l'ouïe. Il entend des « voix qui le menacent, pousse des cris, casse le mobilier, se fait « remarquer par une tenue absolument excentrique et une conduite « extravagante.

« C'est ainsi qu'il passe des journées étendu à terre, en travers « de la porte, sans vouloir se lever, afin, dit-il, « d'empêcher les « canailles d'entrer ».

« Cet accès d'excitation se calme au bout de trois semaines « et reparaît avec les mêmes caractères au mois de juin 1902. Dans « l'intervalle des crises délirantes, **C.** reste ce qu'il a toujours été, « déséquilibré, fantasque, locace, vaniteux, d'un caractère très « difficile. Il exige une surveillance de tous les instants, en raison « de ses instincts vicieux, de ses tendances à la pédérastie.

« Cette observation offre cette particularité qu'elle relate non « seulement les symptômes classiques de la dégénérescence men- « tale, mais encore l'existence de bouffées délirantes passagères « s'accompagnant de troubles psycho-sensoriels. La place de ce « malade est bien dans un Asile d'Aliénés.

« Les observations que nous venons de rapporter, concernent « des individus envoyés à l'Asile des Aliénés en raison de leur état « mental manifestement défectueux. Mais à côté de ces cas types, « il existe à la Colonie des Douaires, bien d'autres jeunes pupilles « manifestement aliénés. Leur infériorité ou leur déséquilibration « intellectuelle vient compliquer singulièrement la tâche du Direc- « teur et des Instituteurs et annihile en partie les grands efforts « effectués pour moraliser et régénérer les pupilles de l'établisse- « ment. Ces anormaux sont absolument réfractaires à toute éduca- « tion ; ils mettent partout le trouble par leur insubordination, « leurs penchants pervers, leur impulsions nocives.

« Les punitions pas plus que les bons conseils ou les encourage- « ments n'ont aucune prise sur ces cerveaux malades.

« Lors de leur libération, ils deviendront une source de dangers « pour la sécurité publique, car leur affection est malheureusement « congénitale et incurable. Fous ils sont nés, fous ils mourront.

« Reste la question de savoir ce qu'on doit faire de tels individus. « Faut-il les interner purement et simplement dans un asile d'alié- « nés dont leur cas semble relever ? Médecin-adjoint de l'asile « d'Evreux, qui reçoit chaque année un certain nombre d'enfants « de la colonie des Douaires, nous avons eu l'occasion de les suivre « et de voir ce qu'ils y deviennent. Notre opinion basée sur des « faits incontestables est formelle sur ce point : la place de ces « malades n'est pas dans nos asiles d'aliénés. Ils sont aussi diffé- « rents des aliénés ordinaires qu'ils étaient différents des jeunes « enfants de la colonie. Ce sont des fous méchants, dangereux, « évadeurs, mettant le trouble dans les quartiers, frappant leurs « voisins inoffensifs, essayant de fomenter des révoltes. Leur pré- « sence rendrait impossible dans nos asiles l'application de ces deux « admirables conquêtes de la psychiatrie moderne : le *no-restreint* « et la *porte ouverte*. On pourrait dénommer ces jeunes malades : « aliénés criminels ou aliénés vicieux, il faut pour eux des établis- « sements particuliers avec un régime approprié. La sélection des « anormaux dans les colonies pénitentiaires serait un grand pro- « grès humanitaire et social : la création d'une colonie spéciale à « ce genre de pupilles s'impose. »

Docteur LEROY.

J'ai tenu à citer quelques-uns de nos pupilles qui appartiennent à la pathologie spéciale. Faire une étude des autres arriérés pourrait devenir fastidieuse. Je préfère résumer numériquement nos études qui ne sont qu'un relevé, du compte moral ouvert à tous les pupilles qui nous sont confiés.

Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1902, 861 pupilles ont été mis en liberté. Sur ce nombre, 208 peuvent être compris parmi les anormaux, arriérés, déséquilibrés, nerveux, hystériques, impulsifs.

Que sont-ils devenus pour le plus grand nombre ?

Condamnés	75	
Devenus fous	5	
Bataillons d'Afrique	17	
Réformés au corps	3	115
Déserteurs	5	
Suicidés	2	
Morts	8	

Les 93 autres ont pu se faire, péniblement souvent, une situation. Ceux réformés font des domestiques de ferme, ceux qui sont au régiment font des soldats soumis (un est sous-officier). Nous en avons un certain nombre qui placés dans le pays y sont restés.

Ce coefficient n'est-il pas la preuve que l'on peut arriver à un résultat ? Ce résultat serait encore meilleur si l'on soumettait les délinquants arriérés à un système d'éducation médico-pédagogique appliqué par des hommes spéciaux.

On préserverait la Société et on empêcherait la chute inévitable de ces malheureux, incapables de se diriger et de discerner là où est le bien : leur discernement va tout entier vers le mal.

J'ai dit plus haut dans mon rapport du 3 novembre 1898 :

« Nous n'avons comme ressource que l'envoi de nos anormaux à la colonie correctionnelle d'Eysses. On ne peut que déplorer cette mesure à l'égard d'un malade et non d'un insubordonné tel que l'a prévu l'art. 10 de la loi du 5 août 1850. »

La statistique suivante donnera une idée de ce que sont devenus un certain nombre de pupilles déclarés par nous, soi-disant « insubordonnés. »

Du 1er janvier 1894 au 31 décembre 1902, nous avons transféré 208 pupilles à Eysses. Sur ce nombre, nous pouvons en signaler 64 comme anormaux.

Ce qu'ils sont devenus :

N'ayant pas fini leur correction	26	
Libérés et condamnés	20	
Condamnés à mort aux bataillons d'Afrique	1	51
Bataillons d'Afrique	3	
Travaux publics	1	

Les renseignements manquent pour les 13 autres.

Pupilles anormaux, dégénérés, etc., présents à la colonie au 1er février 1903 : 58, dont 13 sont placés chez des patrons comme domestiques de ferme et vachers.

Sur les 45, 12 sont gâteux.

On peut les classer :

1° Faiblesse intellectuelle ;

2° Déséquilibrés.

Depuis le 1er janvier 1894 au 31 décembre 1902, 8 pupilles reconnus aliénés ont été transférés dans un asile.

J'aurais pu citer nombre d'individualités très intéressantes pour le psychologue, mais je crains d'avoir déjà dépassé les limites que je m'étais tracées en commençant.

J'ai cherché surtout à constater que les modestes éducateurs pénitentiaires avaient la notion exacte de leur grande mission sociale et humanitaire.

J'ai établi que cette catégorie d'enfants arriérés existait bien dans nos colonies et en nombre suffisant pour appeler sur elle la bienveillante attention du Gouvernement de la République et celle des hommes éminents qui apportent leur puissant et dévoué concours à l'œuvre d'éducation des mineurs délinquants.

J'ai essayé d'éclairer la question par des faits, et j'ai voulu faire preuve de bonne volonté en apportant le grain de sable indispensable pour établir l'équilibre des choses et des idées.

RAPPORT

DE

M. F. MARIN

Vice-Président du Tribunal civil de Bordeaux
Secrétaire général de l'Œuvre des Enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde
et du Comité de Défense des Enfants traduits en Justice de Bordeaux

Les mots d'enfants « délinquants », et d' « arriérés », accolés l'un à l'autre, surprennent au premier abord. — Le délit suppose, en effet, l'intention frauduleuse, que ne peuvent avoir les êtres privés de raison et d'intelligence — Mais on n'a évidemment compris sous le vocable *d'arriérés* que les faibles d'esprit, les *minus habentes*, les semi-idiots, si j'ose dire, qui sans être absolument responsables de leurs actes, ne rentrent pas dans la catégorie des déments, dont parle l'art. 64 du Code pénal. On leur accorde (est-ce toujours bien exact ?) assez de discernement pour distinguer le bien du mal, le fait permis du fait défendu.

L'un de ces malheureux a volé, incendié, attenté aux mœurs. Il a subi sa peine, a été acquitté, ou a bénéficié de la loi de sursis. Que va-t-il devenir ? Ou il sera rendu à sa famille, ou il sera placé chez un particulier, ou il entrera dans une maison d'éducation, orphelinat, établissement de réforme.

Première hypothèse. — La famille. — Si elle est en situation morale et pécuniaire de donner les soins au malade, de veiller sur sa conduite, le rôle de la Société de patronage se bornera à des visites d'encouragement et de sympathie. Si elle en est incapable, si par sa négligence, par les mauvais exemples donnés, elle a une

part de responsabilité dans la faute, délicate et difficile sera la mission des intervenants qui auront une surveillance continue à exercer, sur l'enfant, et sur les parents, des préjugés à combattre — Sera-t-il possible aux membres de la Société, malgré leur dévouemene, d'exercer une action utile, d'acquérir l'influence dans un milieu indifférent ou hostile, — le temps ne leur fera-t-il pas défaut ?

Deuxième hypothèse. — Le placement familial. — J'ai souvent eu l'occasion, dans des comptes rendus, dans les congrès, de dire ce que j'en pense - et je n'en pense pas beaucoup de bien. — Oui, il y a de braves gens à la campagne, de bons patrons, des gardiens dévoués, c'est entendu ! Mais les gens braves, bons, dévoués ne sont ni des éducateurs ni des réformateurs de caractères, ni des directeurs d'âmes, ni des médecins aliénistes.

Et le seraient-ils, ils n'ont pas les « moyens » d'exercer.

S'il prennent un « imbécile » c'est pour lui faire garder leurs vaches, travailler la terre, — à bon compte — et non pour le soigner et développer son intellect. Verront-ils d'un œil très favorable une surveillance, une immixtion qui gêne a « le service »?. J'en doute.

Troisième hypothèse. — L'établissement de réforme. C'est là, évidemment que le jeune délinquant dont il est question, trouvera le traitement le plus favorable.

Dans les établissements de l'Œuvre des Enfants Abandonnés de la Gironde, la colonie enfantine A. Lecocq, et la colonie agricole de Saint-Louis, nous avons eu un certain nombre d'arriérés. J'ai indiqué, dans le rapport sur l'éducation des enfants anormaux, que j'ai préparé pour le Congrès d'Assistance publique et de bienfaisance privée qui se réunit à la fin de mai à Bordeaux, les résultats que nous avons obtenus. On me permettra de faire quelques emprunts à ce travail.

Je cite quelques types dont les inintelligences si je puis dire, étaient de formes diverses.

Le premier, appelons-le Drousse, avait des absences, des extinctions de vie cérébrale. On causait avec lui, on lui faisait une recommandation. Il vous regardait assez fixement et sans rien dire,

s'en allait. L'ordre n'était pas exécuté, la recommandation était perdue. D'abord, il fut grondé, puni. Je l'interrogeai sur les motifs de ses désobéissances, il finit par m'avouer (ce sont ses propres paroles) qu'il y avait des moments, et ces moments duraient plusieurs minutes, où quand on lui parlait il n'entendait rien, ou plutôt entendant sans rien comprendre. Une sorte de muraille se plaçait entre son interlocuteur et lui. Nous l'envoyâmes deux, trois fois à l'hôpital, son état restait le même. On nous supplia de le reprendre, de tenter la guérison ; nous le reprîmes à la colonie.

Un autre Darbé, âgé de 14 ans, était le type de l'enfant méchant et sournois. Il avait passé en police correctionnelle pour s'être amusé à placer des pierres sur les rails afin de voir culbuter le train et avait été acquitté comme ayant agi sans discernement. Il vivait à l'écart, ne parlant à personne, ne fréquentant aucun camarade, ne jouant pas, les yeux toujours baissés. Sa sauvagerie, sa bizarreté lui attirèrent des niches, des farces, des taloches ; sur le moment, il ne répondait rien. Mais gare à celui qui l'avait vexé ou bousculé ; un, deux jours après, il recevait, alors qu'il s'y attendait le moins, au moment par exemple où il se baissait pour sarcler, un fort coup de caillou ou de bâton sur la tête.

Je le faisais souvent venir, le raisonnais amicalement, lui apportais des friandises, il levait les yeux, souriait et ne répondait que par monosyllabes ; il ne savait ni lire, ni écrire et jamais on ne put lui apprendre l'alphabet.

Babin était le fils d'une mendiante idiote des Landes ; avec son air égaré, sa jambe de bois, ses yeux de folle, ses cheveux roux épars, cette femme avait le type de la sorcière. Lui, avait vécu plutôt en animal qu'en être humain, couchant dans les étables, à moitié nu, se nourrissant des morceaux de pain noir qu'on lui jetait, car il faisait peur cet enfant à face bestiale qui hurlait plutôt qu'il ne parlait et qu'on voyait la nuit au clair de lune courir dans les bois. Il vint à la colonie et nous dûmes d'abord le préserver contre les taquineries de ses camarades qui s'amusaient des actes et des rires de cet inconscient, de ses grognements, car il était incapable de construire une phrase, et répondait par oui et par non. Son appétit était extraordinaire : il engloutissait plutôt qu'il ne mangeait et sa grande joie était d'aller fourbir les casseroles à la cuisine pour dévorer les restes des plats.

Fort comme un taureau, il s'attelait aux travaux les plus pénibles, et je l'ai vu mouiller de sueur sa chemise, son gilet et sa blouse sans qu'il eut songé d'ailleurs à changer de vêtements, si on n'y avait pas pensé pour lui. Inutile de dire qu'il ne connaissait ni une lettre, ni un chiffre et qu'il ne distinguait pas un sou d'une pièce de 20 francs.

Que sont devenus ces arriérés, quelle amélioration s'est produite dans leur état ?

Avant de le dire, il est utile d'indiquer le régime auquel ils ont été soumis, le traitement qu'ils ont reçu, par suite, de faire connaître en quelques mots quels sont notre méthode, nos moyens d'action, le genre de vie de nos pupilles.

Je me plais souvent à répéter que le but qu'il faut poursuivre, c'est de faire aimer par l'enfant l'Etablissement où il est élevé, de le lui faire considérer non comme une prison, mais comme sa maison de famille. Il importe qu'elle ait un aspect gai, souriant.

Notre colonie enfantine Lecoq réservée aux enfants de 8 à 13 ans et notre colonie de St-Louis où sont les pupilles de 13 à 21 ans, remplissent ces conditions ; la colonie Lecoq est entourée de prairies, et de beaux arbres. La colonie St-Louis, avec ses 48 hectares, ses trois cours de récréation, ses pelouses, ses massifs de fleurs, sa jolie garenne, ses serres, n'a rien de la geôle.

Le nombre de nos pupilles n'est pas très élevé ce qui permet au directeur, aux administrateurs de connaître à fond leurs défauts, leurs qualités, leur tempérament, leurs goûts, de suivre leurs progrès, leurs défaillances.

Nous avons un personnel excellent.

Nos directeurs ont toutes les qualités nécessaires à l'emploi. Ils sont à la fois les croquemitaines, les bons papas, les éducateurs, les apôtres.

Nos surveillants, nos chefs de culture ou d'atelier, nos instituteurs qui doivent vivre côte à côte, du matin au soir et du soir au matin avec les pupilles, sont choisis avec soin. Nous voulons des hommes honnêtes, de mœurs et de langage irréprochables, de

caractère égal, pas trop facile, car on prendrait pied sur eux ; ni trop rude, car il rebuterait l'enfant.

La plupart des abandonnés qui entrent dans nos établissements ont subi de rudes privations. Leur enfance n'a pas été bercée sur les genoux d'une duchesse. Ils sont de tempérament débile, anémiés, parfois scrofuleux, et ont besoin d'une nourriture saine et abondante.

Nos dortoirs sont très aérés ; on veille d'une façon spéciale aux soins de propretés. Nos pupilles en revenant du travail des champs, à midi et le soir, se lavent les pieds et les mains dans un réservoir d'eau froide ; le samedi ils passent à la douche tiède avec savonnage des pieds à la tête.

La discipline est sévère, car il faut plier les jeunes gens qui ne connaissent ni la soumission, ni le respect, à l'obéissance, à la vie réglée.

Mais on ne saurait oublier qu'on a d vant soi non des hommes, mais des enfants. Il est sage parfois de ne pas voir certaines peccadilles pour n'avoir pas à sévir, de n'user des punitions qu'avec une grande modération. Il vaut mieux frapper fort et vivement que de multiplier les pains secs et les piquets. Les punitions trop répétées énervent l'enfant au lieu de le corriger.

Les récompenses qu'on distribue largement consistent dans les distributions de vin supplémentaires, les primes en argent, l'attribution d'un grade.

Ce qui attache l'enfant à l'établissement, plus que le bien-être matériel, plus que les récompenses, plus que la disparition de la souffrance, c'est — je l'ai dit souvent — le plaisir. Il faut qu'il soupire après l'heure de récréation, qu'il attende fiévreusement les jours de fête.

Il importe d'organiser sérieusement les jeux pendant les récréations. L'enfant qui s'amuse ne complote pas un mauvais coup, une mauvaise action ou une évasion. Dans nos établissements, toute l'année, il a en perspective un grand jour, pas trop éloigné, auquel il songe. Un grand jour qui amène un repas copieux avec rôti et café, un lancement de ballon, une visite aux baraques de la foire, un feu d'artifice, une promenade sur l'eau,

une représentation à notre petit théâtre ; nous possédons une fanfare ; c'est obligatoire !

Le travail, chacun est d'accord sur ce point, constitue un des agents les plus actifs de la conversion. Nos enfants, à partir de quatorze ans, restent aux champs, au jardin quatre heures le matin et quatre heures le soir (avec des intervalles de repos toutes les deux heures). Songez qu'ils ne sont pas continuellement en action de labeur, qu'ils sont en plein air, causent entr'eux, prennent des temps, que certains travaux de la terre d'ailleurs ne sont pas fatigants.

L'instruction constitue aussi l'un des bons instruments de réforme, de moralisation, ainsi que l'éducation morale et religieuse, les conversations et les « sermons » affectueux des membres de l'Œuvre.

III

Nous devions soumettre et nous avons soumis à la règle commune les enfants arriérés, en tenant cependant compte de leur état dans une certaine mesure, fermant les yeux sur certaines fautes, exigeant moins de travail.

Notre but, le seul que nous poursuivions, car nous n'avons pas la prétention d'en faire des ouvriers de choix, des agriculteurs émérites, était de les mettre en mesure de gagner leur vie. Ce but, nous l'avons atteint, et nos arriérés même les plus rapprochés de l'idiotisme ont pu être placés comme domestiques dans des fermes, comme aide-jardiniers. C'est pour eux l'existence matérielle assurée.

L'existence en commun dans les conditions d'hygiène, de bien-être, de régularité, de distractions et de bonté que j'ai signalées, le frottement avec des camarades, les soins matériels et moraux et surtout le travail réglé, en plein air ont donc eu une action, ont amené une amélioration dans leur état, ont même, jusqu'à un certain point ouvert, entr'ouvert, si mieux l'on aime, leur intelligence, puisqu'ils sont capables d'accomplir un travail déterminé, et de se conduire, sans trop de difficultés dans la vie.

Je sais, et c'est là le point délicat, qu'il existe en France très

peu d'Etablissement de réformes ; — que les orphelinats ne se soucient pas de recevoir les délinquants — que l'administration dans ces maisons est difficile, parce que l'education coûte fort cher, et qu'elles regardent à deux fois, avant de grever leur budget d'une somme de 400 à 450 fr. par an (C'est le prix de revient d'un enfant).

Et l'on est bien obligé dès lors si l'enfant n'a pas de parents honnêtes, capables de le diriger, de le surveiller, d'avoir recours au placement familial malgré ses imperfections et ses risques.

L'intervention des membres des sociétés de patronage pourra alors s'exercer utilement.

La tâche n'est pas aisée, même facilitée par le bon vouloir des gardiens ; d'amener l'arriéré à diriger sa vie avec la peur raisonné, du gendarme, et la compréhension — approximative — du bien et du mal.

Elle exige du temps, de la persévérance, une patiente volonté, mais elle n'est certes pas au-dessus du dévouement des hommes qui aiment et protègent l'enfance malheureuse.

RAPPORT

DU

Docteur Georges PAUL-BONCOUR

Ancien interne des Hôpitaux. Ancien interne de l'Hospice de Bicêtre
(Section des Enfants nerveux et arriérés)
Médecin du service biologique à l'Ecole Théophile-Roussel

La protection des enfants délinquants arriérés me semble d'autant plus intéressante à étudier qu'elle se rattache à cette question plus générale *de la Protection de l'Enfance anormale.*

Quand je considère la pénurie de nos moyens de réforme ou de préservation, j'estime que c'est une bonne fortune pour les enfants anormaux qu'un des côtés de la question soit l'objet d'une discussion à un congrès dont l'autorité et les décisions mettront en évidence la nécessité de créer et d'organiser des œuvres de défense sociale et de régénération individuelle. Une expérience constante démontre qu'on est fréquemment désarmé en face d'un délinquant arriéré dont la famille ne possède pas les ressources pécuniaires indispensables pour mener à bien son éducation, à laquelle les méthodes ordinaires ne conviennent pas ou ne suffisent pas. On n'ignore pas la nature des procédés devant être employés, seul le moyen de les fournir à l'anormal fait défaut : aussi, à l'heure actuelle pour remédier à cette insuffisance, on est forcé de recourir à des méthodes détournées, souvent mal adaptées à la nature du sujet; quelquefois même elles sont susceptibles d'aggraver son état.

Malgré leur multiplicité, les questions se rapportant au

patronage des enfants délinquants arriérés peuvent se ramener à deux principales :

1° *Comment convient-il de traiter les arriérés délinquants au triple point de vue, médical, pédagogique et moral ?*

2° *Où convient-il de les traiter ? (dans leur famille ou en dehors d'elle ?)*

La plupart des points ressortissant à la première question ne m'arrêteront pas. Inutile d'insister par exemple sur ce fait que les arriérés sont des malades et qu'à ce point de vue ils doivent être traités médicalement. Leur intelligence retardée réclame une instruction individualisée : on n'ignore pas ce fait non plus. Les règles qui doivent présider au traitement médico-pédagogique des arriérés sont définitivement établies : ce ne sont plus des expériences à tenter et les résultats démontrent qu'il est possible de ramener ces malheureux à l'état normal ou dans son voisinage, grâce à une méthode facile à appliquer. Et cependant *dans notre pays, il n'y a encore qu'un très petit nombre d'enfants qui puissent en profiter car les moyens propres à fournir aux arriérés l'instruction qui leur convient font défaut ou à peu près. Délinquants, ils restent tels ; non délinquants, ils risquent de le devenir.* Je vais donc presque exclusivement m'occuper ici des institutions à créer, ou à perfectionner, ou à transformer dans le but de procurer aux arriérés délinquants des moyens de réforme et de retour à l'état normal. C'est l'objet de la deuxième question. Je me contenterai de signaler, chemin faisant, les particularités que nécessite au point de vue médico-pédagogique (première question) l'état de délinquance qui se superpose à l'état d'arriération.

Auparavant je tiens à mettre en relief un certain nombre de considérations qui malgré leur allure théorique sont d'une incontestable utilité si l'on veut résoudre efficacement (je pourrais ajouter économiquement) le problème de la protection des arriérés délinquants.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

NÉCESSITÉ D'ÉTABLIR DES CATÉGORIES PARMI LES ARRIÉRÉS DÉLINQUANTS AU POINT DE VUE DU MODE DE PATRONAGE A ADOPTER

Il faut se garder, quand il s'agit d'anormaux de tout système préconçu. L'idéal serait de mettre les moyens d'action en harmonie avec les différences individuelles. Mais comme pratiquement on ne peut multiplier à l'infini les modes de patronage, il est nécessaire d'essayer de dégager avant toute intervention, un certain nombre de types en regard desquels on pourra mettre un mode d'action déterminé.

Or dans les sujets qui se présentent à l'observation deux éléments sont combinés : 1° l'arriération 2° la délinquance ; il faut donc déterminer leurs parts respectives dans la genèse de l'état anormal et dans son évolution.

1° En raison de la diversité des circonstances qui président à son éclosion *l'arriération intellectuelle* ne constitue pas une forme toujours identique à elle-même. Tantôt on peut affirmer que sa disparition (après traitement rationnel) sera complète, tantôt on ne doit espérer qu'une amélioration plus ou moins accentuée : parfois enfin les résultats probables sont peu encourageants. Avant donc de prendre une détermination quelconque sur le mode de patronage à adopter vis-à-vis d'un arriéré délinquant, la nature du sujet et celle de l'affection causale doivent être intégralement connues.

2° *L'état de délinquance nécessite à son tour la connaissance d'un élément non moins important, l'appréciation exacte du degré non pas de culpabilité, mais de perversité.* Avec ces données seules on peut instituer un traitement à la fois médico-pédagogique et réformateur en proportionnant les moyens d'action aussi bien à l'état actuel qu'à l'état futur du sujet.

Par conséquent il est nécessaire, avant tout patronage, de pratiquer une enquête portant sur l'état intellectuel de l'arriéré délinquant, sur les causes génitrices de son insuffisance, sur le degré de perversité ou de viciation morales et sur leurs rapports avec l'état mental.

Ce dernier point doit être élucidé. Le délit peut être la manifestation d'une tendance antisociale, d'une amoralité qui persistera ou même s'accentuera malgré la diminution de l'arriération. Au contraire la faute commise peut n'être qu'un accident transitoire, le degré de moralité étant en raison directe du degré de culture intellectuelle. Ou bien on s'apercevra que c'est une ambiance malsaine, que ce sont des exemples néfastes quotidiennement répétés qui ont amené le délit. Pourrait-on exiger d'un enfant à l'intelligence embryonnaire de discerner judicieusement le bien et le mal alors qu'on ne le demande pas à un enfant normal lui-même !

Dans ces derniers cas le degré de viciation est donc variable suivant l'état psychique, la durée de l'influence mauvaise, etc. etc.

A la suite de l'examen attentif des faits et des circontances on peut établir une première division parmi les arriérés délinquants. Les catégories ne répondent aucunement à la nature de la lésion causale ; elles permettent seulement de prendre une détermination utile sur le mode de Patronage à adopter selon le degré de surveillance à employer et la facilité de la réforme. *On distinguera donc les arriérés délinquants, avec perversion des instincts, des arriérés délinquants non pervers.*

Dans la première catégorie doivent être rangés les pervers proprement dits et les sujets profondément pervertis. Ceux-ci peuvent être amendés après de longs efforts et une direction ferme, et si je les range à côté des autres, c'est parceque le vice chez eux est devenu une habitude profondément enracinée et partant difficile à détruire. Les pervers proprement dits, peu nombreux heureusement, constituent un terrain déplorable, où toute tentative d'amendement menace de rester stérile. Faisant le mal pour le mal, incapables, même quand l'insuffisance mentale est améliorée, de s'adapter à une vie sociale régulière, ces individus sont un danger permanent. Désobéissants, réfractaires à tout conseil les moyens employés glissent sur eux. Ils subissent des impulsions mauvaises (pyromanie, destructivite,cruauté etc.) et semblent,comme on l'a dit,personnifier le vice : même dans un milieu absolument sain (et c'est ce qui les distingue des profondément pervertis) leur tendance au mal peut se faire jour.

Opposé à ce type accompli d'antisocial auquel un régime sévère conviendra et dont l'exclusion de la société s'impose plus ou moins longtemps sinon définitivement (arriéré pervers proprement dit) se trouve *l'arriéré délinquant non pervers*, Ce n'est qu'un extra-social auquel une méthode plus douce peut être appliquée, dont l'isolement parfois utile n'a jamais besoin d'être prolongé. Le milieu joue un rôle prépondérant dans le crime de ces arriérés : le vice n'est pas devenu une seconde nature et surtout le facteur individuel n'est plus comme précédemment au premier rang. Sans doute l'intelligence débile de ce sujet, et son manque de discernement en font un être plus criminalisable qu'un enfant normal auquel l'éducation imprime rapidement une direction bienfaisante. Mais ce sont les mauvais exemples, les perversions du milieu habituel qui les poussent fatalement au délit. De même que dans un foyer épidémique les débilités et les malingres sont les premiers atteints par la contagion, de même dans un milieu social contaminé les cerveaux débiles, les natures impulsives et sans direction sont les premières victimes.

Avec les arriérés délinquants non pervers, il faut donc s'inspirer, pour régler la conduite à tenir, du degré de viciation. Sans être des pervertis avérés et profonds, ils n'ont pas tous pris également l'habitude du délit. Les chances de criminalisation sont variables suivant la nature et le tempérament de l'enfant : l'un tombe inconsciemment dans la faute, l'autre peut y trouver en plus la satisfaction d'un besoin maladif d'activité : tel le vagabondage, conséquence fatale et incessante de l'instabilité. Le choix des méthodes et la surveillance doivent donc aussi varier : mais au point de vue pratique et malgré la multiplicité des aspects présentés par les arriérés délinquants, on peut, en ne s'attachant qu'à quelques grands traits, ramener les arriérés délinquants non pervers à deux types principaux entraînant l'un et l'autre un mode d'action différent.

D'un côté on voit les *arriérés soumis, tranquilles, doux, apathiques, passifs :* leurs sentiments moraux comme leurs facultés sont en retard : ils ne peuvent distinguer le bien du mal, d'où une première cause de délit. Entre les mains de criminels de

profession, ce sont des instruments soumis et aveugles. Inversement leur surveillance est facile, leur réforme est complète le jour où l'intelligence est redevenue normale. Ce type d'arriéré délinquant est moins fréquent que le suivant.

De l'autre côté se rangent les *arriérés délinquants excités ou excitables, instables, impulsifs, remuants*, etc. Plus intelligents peut-être que les précédents, leur manque d'application et leur nature toujours en mouvement, aussi bien physiquement que psychiquement rendent leur surveillance plus délicate et les tentatives de redressement moins fructueuses.

Sans être foncièrement vicieux, ils aiment le changement ce qui multiplie les contacts dangereux et les expose plus fréquemment au délit. C'est parmi eux qu'on rencontre les indisciplinés de nos écoles : apportant dans les classes le trouble et la confusion, ils sont rejetés à la rue, ou bien ils manquent spontanément l'école où leur nature instable rencontre une règle qui leur pèse, et c'est encore la rue qui les reçoit. Dans ces conditions on ne saurait s'étonner du grand nombre de ces arriérés qui deviennent criminels, et c'est en raison de ce fait que ce type est plus fréquent (en tant qu'arriéré *délinquant*) que le premier.

Toutes ces considérations qui semblent m'éloigner de la question primordiale permettent cependant d'opérer une sélection et de repartir les arriérés délinquants suivant trois catégories faciles à distinguer, et en regard desquelles on mettra un mode d'assistance déterminé.

Tout ce qui précède montre une fois de plus, combien *une enquête faite suivant un ordre systématique et s'informant de l'état biologique et moral de l'anormal est importante : elle est le point de départ rationnel de toute action réformatrice et pédagogique* et j'en ai récemment encore demontré la nécessité pour des sujets même plus près de la normale que ceux qui m'occupent actuellement, (1) et indiqué le plan.

Nous sommes à même maintenant d'étudier le principe de la question :

(1) " Assistance et traitement médico-pédagogique de certains écoliers anormaux " Annales de chirurgie et médecine infantile Paris 1902.

Où l'arriéré va-t-il recevoir les soins médico pédagogiques nécessaires ? Où va-t-il subir en même temps la réforme utile ? Qui va le surveiller et par quel procédé ? Faut-il laisser l'enfant dans sa famille ? Faut-il au contraire le placer dans un établissement spécial ?

PATRONAGE DE L'ARRIÉRÉ DÉLINQUANT DANS SA FAMILLE ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE CE MODE DE PATRONAGE

Au premier abord il semblerait que la famille n'ayant pu une première fois éviter le délit l'enfant dut lui être enlevé. Je le répète encore, il faut se garder d'appliquer systématiquement un même mode de patronage et les distinctions précédentes indiquent qu'un bon nombre des arriérés délinquants peut être laissé parmi les siens. Evidemment si l'enfant est un pervers tel que je l'ai indiqué, si les soins de la famille manquent de vigilance, si cette famille renferme dans son sein un être malfaisant l'hospitalisation de l'enfant s'impose.

Si au contraire le délit n'est qu'un accident, si l'enfant n'est sujet qu'à de rares impulsions, si c'est un tranquille, il est non seulement possible mais même utile de le laisser séjourner dans son milieu habituel. Le milieu familial est encore la meilleure école d'éducation morale : la présence de frères et de sœurs exerce une influence excellente sur l'anormal et tend à provoquer le développement de l'instinct de socialité.

Beaucoup d'arriérés excitables et d'instables peuvent également bénéficier du patronage familial : Ce sont ceux chez lesquels l'habitude du mal n'est pas encore profondément enracinée et dont la surveillance est possible malgré leur nature remuante ; dans le cas contraire, leur garde et leur direction constitueraient une trop grosse responsabilité. L'enquête sus-indiquée fournira à ce sujet toutes les informations nécessaires.

L'avantage du patronage familial, lorsqu'il peut convenir, est de donner d'excellents résultats, d'être peu coûteux, et de ne pas éloigner l'enfant de sa famille ; *mais il n'est possible* que grâce à la coexistence d'un certain nombre de conditions essentielles. Ce sont les suivantes :

1° La famille doit être honnête.

2° La famille doit exercer une surveillance réelle et intelligente sur son enfant. Si malgré une bonne volonté évidente elle n'y réussissait pas, des patronages ou des sociétés peuvent intervenir et suppléer l'insuffisance des parents. D'ailleurs l'action d'un patron étranger parallèlement à celle de la famille est toujours excellente, soit qu'elle renforce l'autorité des parents, soit qu'elle les aide de conseils éclairés dans l'œuvre de réforme.

3° L'arriéré doit pouvoir recevoir l'instruction qui lui convient. Il faut en conséquence que chaque jour l'enfant se rende, ou soit conduit (vagabonds — indisciplinés) dans un établissement spécialement affecté aux enfants anormaux. La débilité intellectuelle nécessitant des moyens appropriés au degré d'existence des facultés, *ces méthodes particulières (individualisation de l'éducation* grâce à des classes peu nombreuses — leçons de choses, travail court et entrecoupé de nombreuses récréations, gymnastique des mouvements, occupations constantes, traitement hygiénique, etc. etc.) *ne peuvent être appliquées que dans des écoles à cet effet.*

Dans un autre ordre d'idées *la présence des indisciplinés dans les classes ordinaires* apporte un élément de trouble continuel, aussi si sont-ils chassés laplupart du temps en raison de leur insubordination. *L'arriéré tranquille*, si on s'occupe de lui, retarde les progrès des enfants normaux ; si on le délaisse (c'est le cas habituel) il sort de l'école aussi ignorant que lorsqu'il y est entré. Et je passe sous silence la situation qui est faite en général à ces arriérés doux, par les autres enfants : ils deviennent un objet de moquerie, de risée et de véritables souffre-douleurs. *Toutes ces considérations justifient la nécessité d'une éducation spéciale annexée à l'éducation ordinaire.*

Le fonctionnement en serait facile, et que ces classes spéciales soient placées à côté des classes ordinaires ou bien qu'elles constituent des établissements isolés, leur existence seule rend possible le patronage des arriérés dans leur famille. Or je suis forcé de faire une constatation navrante : alors que presque tous les pays (Italie, Suisse, Hollande, Belgique, Angleterre, Allemagne, Autriche, Etats-Unis) en ont reconnu l'utilité, la France, malgré des demandes réitérées, malgré la multitude des faits en prouvant l'urgence ne possède pas une seule école, ainsi comprise, à l'usage des anormaux.

C'est volontairement que j'emploi le terme général *d'anormaux à la place de celui d'arriérés délinquants* ; je pense mieux démontrer l'utilité de ces classes en insistant sur ce fait que nombre d'écoliers qui actuellement ne vont pas en classe dont ils sont renvoyés pour indiscipline, faiblesse intellectuelle, instabilité, etc. etc. profiteraient de la création de cette éducation spéciale aussi bien que nos arriérés délinquants. *En résumé*, à l'heure actuelle tout arriéré restant dans sa famille ne reçoit aucune éducation ; bien plus, le père et la mère par suite de leurs occupations étant absents une partie de la journée, il trouve la porte du logis de même que celle de l'école fermée devant lui, et de cette façon l'enfant anormal se trouve rejeté dans la rue. Ne nous étonnons donc pas de voir un aussi grand nombre d'anormaux ou d'arriérés devenir criminels !

Ce n'est pas une utopie de réclamer pour nos grandes villes la création de ces classes. *Leur organisation immédiate est aisée :* le local ne peut faire défaut puisque la place de l'enfant y est marquée de toutes façons. Il suffit de quelques maîtres intelligents auxquels on donnera les quelques notions théoriques indispensables concernant l'état mental et pathologique de ces enfants et qui pourront rapidement se mettre au courant de la pratique pédagogique par un stage dans les asiles trop rares où l'enseignement spécial est appliqué.

Patronage des arriérés délinquants en dehors de la famille. — Etablissements médico-pédagogiques ou Asiles-Ecoles.

Ce mode de patronage n'est pas moins nécessaire que le précédent : il le complète. Sans parler des cas où le séjour de l'enfant dans sa famille ne peut exister en raison de la faible densité de population qui ne suffirait pas à alimenter des classes spéciales, il s'habitude du vice est invétérée, si les fréquentations mauvaises

ne peuvent être empêchées, si la surveillance est impossible eu égard à la mobilité de l'arriéré, il y a un bénéfice évident à retirer l'enfant de son milieu ; autrement le redressement menacerait d'être incomplet ou nul, ou bien la perversion ne pourrait que s'exagérer.

Ce mode de patronage convient aux indisciplinés accentués, aux arriérés instables difficiles à tenir, aux impulsifs et aux pervers. Pour ces derniers (première catégorie que j'ai établie), *c'est une règle sans exception. Pour les autres il faut se baser sur les notions sus-indiquées.*

Avons-nous des établissements de ce genre ?

Dans le département de la Seine, des asiles comme Bicêtre, la Salpêtrière, Vaucluse ont des sections réservées aux anormaux et par conséquent aux délinquants arriérés. L'instruction y est appliquée conformément aux principes réclamés par l'état pathologique des enfants : le service du Docteur Bourneville, à Bicêtre peut-être considéré comme un modèle du genre. Des ateliers reçoivent les enfants une partie de la journée et l'éducation professionnelle sur la nécessité de laquelle je vais insister est ainsi donnée. Tout récemment l'école Théophile-Roussel a été créée et un certain nombre d'indisciplinés et d'arriérés y sont admis. De vastes ateliers existent dans l'établissement, mais le fonctionnement de classes spécialement appropriées à l'état d'arriération se fait attendre !..

Malgré tout, le nombre de ces maisons est insuffisant, d'autres devraient être fondées. On objecte toujours que c'est une grosse dépense, mais il me semble qu'on pourrait l'éviter en partie, sinon totalement dès maintenant ; et voici comment.

Les asiles sont encombrés par une foule d'anormaux *non délinquants* ou non dangereux qui y occupent par conséquent des places plus utiles à ceux dont l'hospitalisation est une mesure urgente. Pour les premiers le séjour dans la famille aidée par un patron étranger et des classes spéciales serait plus efficace et beaucoup moins coûteux.

Quelques départements (Seine-Inférieure, Vendée par exemple) ont dans les asiles d'aliénés des sections analogues à celles de

Bicêtre. La plupart du temps dans les autres on ne s'occupe pas assez, je puis même ajouter on ne s'occupe pas du tout des arriérés. On se contente d'hospitaliser certains idiots qui ne peuvent être maintenus chez leurs parents, certains anormaux qui sont reconnus dangereux, mais les arriérés délinquants ou non n'attirent pas l'attention. D'ailleurs dans ces asiles les soins pédagogiques sont en général insuffisants. Quelques établissements de bienfaisance privée hospitalisent les anormaux mais l'éducation nécessaire en est souvent absente.

La question de la protection des anormaux (je parle toujours d'une façon générale puisque la classe des arriérés délinquants en est une partie importante) mérite cependant d'attirer l'attention, Ce sont précisément ceux qui ne sont pas hospitalisés (et cela parce que leur intelligence ne les met pas comme les idiots dans un état de déchéance imposant leur retrait de la société) qui sont livrés aux dangers de la rue et deviennent vicieux ou criminels.

Il serait à souhaiter qu'on introduisit dans les lois concernant la situation des aliénés l'obligation d'assister les enfants anormaux au même titre que les adultes. Leur curabilité est la règle si on leur applique le traitement médico-pédagogique : donc leur hospitalisation s'impose, même s'ils ne sont pas dangereux. De plus il ne suffit pas d'inscrire dans la loi que les asiles doivent recevoir les alcooliques, les épileptiques, les idiots il faudrait aussi y spécifier que *les imbéciles et les arriérés (délinquants ou non) sont justiciables d'un internement* au même titre que les autres. *Cette mesure doit être obligatoire et précoce* si l'on veut quelle soit fructueuse : aussi la création de sections pour les arriérés doit être imposée sans délai aux départements ; l'organisation des établissements médico-pédagogiques serait perfectionnée ultérieurement.

Quelle doit-être cette organisation ?

Les arriérés doivent être séparés des adultes et la forme donnée à l'établissement peut-être celle d'un asile-école comme Bicêtre, ou d'une maison de préservation comme Théophile-Roussel, Les établissements peuvent être placés à côté des asiles d'aliénés pour

diques, qui suivant les règles bien établies par le Docteur Thulié créent *l'instinct d'obéissance*. En vertu des corrélations du physique et du moral, corrélations souvent méconnues, on peut faire naître cet instinct d'obéissance comme un véritable reflexe : par l'usage répété de l'exercice commandé, par le mouvement succédant immédiatement à un ordre donné, l'habitude de l'obéissance apparait spontanément et inconsciemment.

C'est de la même façon qu'on impose le travail, qui, accompli régulièrement dans une atmosphère tranquille et saine, sous une direction sérieuse, exerce une influence bienfaisante et incite à la répétition d'actes utiles. L'expérience est là pour démontrer que mieux que des leçons de morale si habiles qu'elles puissent être, le travail quotidien, exigé d'une façon ferme est le meilleur moyen de donner à l'arriéré des habitudes d'ordre, de subordination, de discipline et d'obéissance,

Cette influence du travail est doublement bienfaisante : 1° Il permet de *régulariser la vie* en l'assujettissant journellement à une œuvre permettant de dépenser utilement une énergie qui tendait à suivre une direction moins conforme à la sécurité sociale.

2° Il contribue aussi à *maintenir le sujet dans le bien* car, lorsque l'intelligence se sera ouverte et que l'enfant sera devenu un homme, la connaissance d'un métier mettra obstacle aux dangers du désœuvrement et de la misère génitrice de bien des crimes même chez un sujet normalement organisé. Il convient donc que dès le début l'arriéré soit dirigé vers un *métier approprié à son état de santé, à son tempérament, et à son caractère*.

Je présente toutes ces considérations pour bien prouver que *l'apprentissage est le complément indispensable de toute éducation réformatrice. A côté de l'instituteur il faut l'atelier* et cela même dans les écoles spéciales. Sans doute d'un arriéré en bas âge on ne pourra exiger que des travaux simples, mais de bonne heure il faut agir sur son habileté manuelle et exercer son sens musculaire. Laissant de côté les habitudes des classes ordinaires il faut résolument ne pas attacher une importance aussi excessive à l'obtention de brevets et certificats que la complaisance accorde trop souvent à l'amour propre des maîtres et aux efforts de ces déshérités de l'intelligence.

profiter de leurs services généraux ou en être nettement séparés. Pour les départements où le nombre des enfants à interner ne serait pas considérable et où les ressources menaceraient de faire défaut, la première solution est la meilleure et même pour arriver plus rapidement à un résultat pratique plusieurs départements peuvent s'unir et fonder un asile-école régional. (Bourneville).

Dans les asiles les arriérés délinquants doivent être soumis à des règles variables suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent. Même un arriéré délinquant non pervers y trouverait un milieu convenant à ses particularités mentales et à sa nature douce et faiblement viciée, puisque il pourrait être mélangé avec ceux des écoliers honnêtes auxquels l'éducation habituelle des écoles primaires ne suffit pas. Ce qui est capital, c'est que les anormaux sujets à des crises convulsives ou atteints d'affections médicales ne soient pas mélangés aux autres. Les idiots par exemple doivent être nettement séparés ; il en est de même des épileptiques.

Le But de tout Patronage doit être de donner l'Education morale et l'Education professionnelle

Je n'insiste pas sur la nature de *l'enseignement* qui doit être donné aussi bien dans les écoles spéciales que dans les asiles-écoles : *il est identique pour tous les arriérés*. J'attirerai simplement l'attention sur *les moyens qui me paraissent les plus aptes à reformer et affermir la moralité de l'arriéré coupable*. Ceux qu'une observation prolongée n'a pas familiarisés avec la la mentalité de l'arriéré se font généralement des illusions sur les méthodes à employer et dépensent mal à propos des efforts insuffisamment éclairés. Pour habituer les sujets au bien et les éloigner du mal, il serait puéril de compter sur des sentiments qui n'existent pas ou sont encore à l'état embryonnaire. Il est déplacé de leur parler de la beauté du devoir accompli pour lui-même, ainsi que j'ai vu un maître ignorant le faire sous mes yeux. Accessibles à l'intérêt, les récompenses et les punitions judicieusement employées ont seul de l'effet et la sagacité de l'éducateur trouvera facilement le côté vulnérable. D'autres moyens doivent être employés. Avant tout il faut multiplier, sans arriver à la fatigue ces exercices métho-

Que ces ateliers fassent partie intégrante des établissements, ou qu'ils soient situés en dehors, du moment que des maîtres-ouvriers expérimentés et informés des anomalies de leurs apprentis surveilleront les travaux, l'organisation est indifférente.

Les arriérés délinquants peuvent-ils être placés dans des colonies familiales ?

C'est à dessein que je n'ai envisagé que deux formes principales
1° l'école (l'enfant restant parmi les siens).
2° l'asile-école (l'enfant par suite des raisons énoncées plus haut devant être éloigné de son milieu habituel. Elles répondent à tous les désiderata ; néanmoins elles peuvent être modifiées dans certains cas particuliers et il y va de soi que certains arriérés tranquilles pourraient parfaitement être placés chez des étrangers. Mais il n'est pas moins vrai que nombre d'arriérés délinquants ne peuvent être soumis à ce régime.

Un indiscipliné peut à la rigueur rester avec ses parents, mais une famille étrangère reculera devant la responsabilité d'une telle surveillance et s'effraiera à juste titre de la liaison de l'arriéré avec ses enfants. Cela s'impose pour les pervertis. En conséquence une colonie sans asile-école ne convient qu'à une portion extrêmement limitée des arriérés délinquants, tandis qu'un asile-école isolé convient à tous les cas à la condition que les sections soient suffisamment nombreuses pour éviter tout mélange dangereux.

Mais rappelons-nous que des placements en dehors et proches de l'asile-école seront toujours, dans certains cas, un heureux perfectionnement et constitueront un excellent moyen de retour graduel à la vie sociale avant la sortie définitive de l'établissement.

Quand le Patronage des arriérés délinquants doit-il prendre fin ? Et Comment ?

Lorsque l'état d'arriération a disparu et lorsque l'habitude du mal paraît définitivement oubliée il semblerait qu'il n'y a plus à s'occuper du sujet étant donné surtout qu'il a en main un métier le mettant à l'abri du besoin. Pratiquement la surveillance ou tout

au moins l'aide doit se prolonger. Abandonné sans appui, sans ressources et sans direction l'arriéré guéri doit affronter un milieu semé de dangers et inconnu de lui. Que son intelligence présente encore quelques faiblesses, que le travail vienne à faire défaut, le chômage et les hasards des liaisons feront perdre en peu de temps les bénéfices de plusieurs années de tentatives d'amendement.

N'oublions pas non plus que l'on est souvent prévenu contre les sujets sortant des établissements d'aliénés et qu'un placement convenable est souvent impossible ; je puis aussi citer ceux qui profitent mal de leurs premières heures de liberté et sont rapidement arrêtés. Tous ces motifs nécessitent la continuation du patronage pendant un temps plus ou moins long. On a réclamé pour les aliénés sortant des asiles, des sociétés de Patronage : il devrait en être de même pour les arriérés délinquants. Une même société peut remplir le rôle, mais je crois préférable qu'elles aient chacune leur autonomie en raison des nombreuses attributions de la société devant protéger les arriérés : je vais y revenir à l'instant.

En ce qui concerne les arriérés sortant des asiles-écoles, elle exercerait une surveillance lors de leurs premières sorties qui seraient d'abord *des sorties d'essais* éclairant sur les aptitudes du sujet, puis la sortie serait définitive en apparence ; c'est-à dire qu'en cas de besoin *la réintégration à l'asile* se ferait sans formalité, la place de l'individu y étant toujours marquée jusques au jour où vraiment on serait certain de sa résistance. Une surveillance pourrait être exercée sur les ex-hospitalisés par la société de bienfaisance dont je vais indiquer sommairement l'organisation.

Utilité de l'existence de Sociétés de Patronage pour l'enfance anormale et leur rôle

J'ai parlé à plusieurs reprises de l'utilité de l'intervention de patrons aidant la famille à diriger l'enfant en le surveillant. La nécessité d'agir sur les enfants de cette nature pendant de longues années et de façons différentes montre qu'il y a intérêt à former *des sociétés de Patronage pour les enfants anormaux*.

Des sociétés déjà créées peuvent évidemment jouer ce rôle, mais

le nombre des anormaux aussi bien que la surveillance particulière qu'ils réclament justifient la création de sociétés ayant leur autonomie et ne s'occupant que de ces sujets (parmi lesquels les délinquants arriérés forment une masse sérieuse).

Lorsque les arriérés fréquenteront les écoles spéciales, la société renforcera l'autorité des parents, dirigera leur action réformatrice et exercera personnellement une influence bienfaisante sur le caractère de l'enfant auquel elle accordera des récompenses ou des punitions suivant les résultats constatés. Si les parents ne peuvent fournir une surveillance constante elle sera à même de trouver des familles consentant à garder les enfants jusques au retour des parents.

Rien n'empêcherait d'ailleurs la société de fonder elle-même des sortes de *garderies* qui tout en aidant la famille, ramèneraient chaque jour l'enfant sous sa direction au sortir de la classe.

Après la sortie de l'école, comme *après la sortie de l'asile-école* le rôle des patrons serait encore nécessaire en s'occupant de faciliter l'apprentissage ou de procurer des places stables et conformes au caractère particuliers du sujet. Par des relations avec des industriels ou des commerçants ; la société aurait toujours sous la main un placement immédiat. De plus elle exercerait une surveillance étroite sur les protégés, et elle serait seule juge de la nécessité de faire réinterner l'arriéré sorti de l'asile. Elle attirerait d'autre part ceux qui seraient définitivement libérés et ceux qui sont sortis des écoles spéciales au moyen de réunions, de distractions etc., de manière à être perpétuellement en contact avec eux et à diriger habilement leurs inclinations.

C'est à peu près sur ce type que fonctionne à Bruxelles une société protectrice de l'enfance anormale due à l'activité de M. Demoor qui est si compétent en matière de pédagogie anormale.

Elle assure même l'avenir de ses protégés grâce à un système de versements dans les caisses de retraite pour la vieillesse.

L'existence de sociétés de ce genre dans les grandes villes aurait certainement comme premier résultat, la création de classes spéciales. Devant l'inertie prolongée et inexplicable des Pouvoirs publics, *l'initiative privée me semble désormais seule capable de résoudre rapidement et efficacement le problème.* On rendrait un service signalé à ceux des arriérés délinquants qui peuvent séjourner dans leur milieu familial et on exercerait une action préservatrice de premier ordre sur ceux des arriérés, qui victimes du manque d'éducation, de soins et de surveillance, ne tardent pas à devenir criminels.

RAPPORT

DE

M. Gaston VALRAN

Professeur d'Histoire au Lycée d'Aix

Les délits dont le nombre va croissant parmi les jeunes gens ne relèvent-ils pas plus souvent du laboratoire physiologique que du ministère public ? Criminalistes, physiologues, philosophes, de l'école italienne, de l'école française, tendent aujourd'hui à se rapprocher. Du concours même de leurs investigations, date une évolution dans le régime pénitentiaire. Depuis quelques années la prison semble moins une épreuve de réparation qu'un temps, voire même une épreuve de redressement. Quel est aujourd'hui le but du législateur s'inspirant du sentiment de compassion qui est d'essence humaine autant que de l'idée de justice qui est d'essence sociale ? N'est-il pas nécessaire de faire succéder à la réparation de la faute la préparation au relèvement ? Tel est le premier moment de l'évolution.

Il en est un second qui commence à se dessiner : le législateur estime que mieux vaut prévenir que sévir, et avec cette nouvelle interprétation de la mission qui lui est confiée par la société, le juge se transforme dans la plus haute acceptation du terme en un rééducateur.

N'est-ce pas dans l'Œuvre des arriérés délinquants que le juge peut accomplir sa mission ?

Point n'est utile d'attirer la discussion sur le degré de responsabilité des jeunes délinquants. Le point vif du débat ne doit-il pas être plutôt l'organisation d'une institution qui recueille ces malheureux dégénérés par le vice ou la misère de leurs parents ?

Où doit-être leur place ? Elle ne sera pas à l'école de réforme : ils s'y trouveraient confondus avec des coupables, conscients de leur état, et même avec des irréductibles, chevaux de retour indomptables.

La place des arriérés ne sera pas davantage dans les patronages : ils sont délinquants et ils sont contagieux.

Leur condition exceptionnelle réclame une institution spéciale.

Quel serait-il ? L'asile interdépartemental des arriérés ou anormaux.

De ces institutions, il existe des types spéciaux à Genève, à Paris-Bicêtre.

En Suisse, l'institution a une physionomie particulière, elle recueille les enfants arriérés des écoles primaires de Genève dans une classe annexe à un groupe scolaire. C'est une institution à caractère strictement pédagogique.

En France, cette institution, sauf erreur, recueille des sujets reconnus malades et incapables de rester dans la famille : elle a le caractère d'un institut médical.

Le type à concevoir et à créer pourrait tout en conservant une origine, un caractère judiciaire, participer de l'institution genevoise et de l'institution parisienne.

Il y aurait même le plus grand intérêt dans nos écoles à discerner avec méthode les sujets anormaux. Ils constituent un poids mort qui alourdit l'allure de la classe ; ils sont souvent, un dépit des précautions, les souffre douleurs d'un âge sans pitié et même dans les angoisses journalières que rendu plus vives l'excitabilité naturelle, ils contractent une irritabilité chronique, morbide qui se manifeste par un prurit latent de vengeance et l'absence totale de maîtrise de soi toutes prédispositions à la criminalité. Ce sont là des faits d'expérience. Faut-il ajouter à ces faits d'ordre scolaire, ceux qui peuvent s'observer dans la famille, dans le quartier ? Il y a là autant de bouillons de culture pour les germes du vice que portent en elles ces natures déséquilibrées. Pour ces raisons, par mesure de préser-

vation sociale, par mesure de prévention, ne serait-il pas intéressant d'attirer l'attention des autorités compétentes sur les mesures suivantes :

1. Tout directeur d'établissement d'instruction devra se faire signaler par ses collaborateurs les élèves anormaux ou arriérés.

2. Il devra recommander à ses collaborateurs de tenir ces sujets en observation avec constitution de dossier.

3. Constatation faite, il devra le faire reprendre s'il faut par la famille ou recommander de le diriger vers un asile spécial.

4. Pour les enfants suivant les écoles publiques, il pourra être institué *un asile arriérés interdépartemental* sous le nom de quelque grand bienfaiteur.

6me QUESTION

Des moyens pratiques d'organiser la surveillance, dans leurs familles, des enfants délinquants

Rapporteurs :

M. Frank BASSET, avocat, docteur en droit, secrétaire du *Comité de défense et de protection des enfants traduits en Justice* du Havre.

M. Georges BESSIÈRE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, secrétaire du *Patronage familial*.

M Joseph MAGNOL, docteur en droit, professeur suppléant à la Faculté de droit de Toulouse, secrétaire de la *Société de patronage*.

Rapporteur général :

M. ALBANEL, juge d'instruction du Tribunal de la Seine, président du *Patronage familial*.

RAPPORT

DE

M. Frank BASSET

Avocat, docteur en droit, secrétaire du Comité de Défense et de Protection des Enfants traduits en Justice, du Havre

Il s'agit ici, si nous comprenons bien la question, des mineurs de seize ans qui ont commis un premier délit, puis ont été remis à leurs parents soit par le Parquet, qui a classé l'affaire, soit par une ordonnance de non-lieu du Juge d'Instruction, soit par un jugement du Tribunal correctionnel prononçant leur acquittement.

La faute, à laquelle ils s'étaient laissé entraîner, leur a été judiciairement pardonnée ; après une admonestation dans le cabinet du magistrat, ou bien la leçon plus sévère de la comparution à l'audience, ils ont été rendus à leur famille. Solution, dont l'application prudente et éclairée implique d'une part, que l'enfant, qui en a bénéficié, avait cédé moins à des habitudes vicieuses qu'à une tentation ou une influence extérieure ; d'autre part, que la moralité et la conduite de ses parents sont bonnes et qu'ils présentent des garanties suffisantes pour l'élever convenablement.

La réunion de cette double condition est, en effet, essentielle pour que la remise aux parents réponde aux véritables intérêts du jeune délinquant. Autrement une telle mesure d'indulgence serait une grave méprise de la part du magistrat, dont la décision doit

s'inspirer uniquement des moyens les plus sûrs de redresser la conscience de l'enfant et d'assurer son relèvement moral ; résultat qui bien souvent ne pourra être cherché en dehors d'un changement de milieu et de l'incorporation dans un établissement de bienfaisance ou dans une colonie pénitentiaire.

La sixième question nous place donc en présence d'enfants, ayant de mauvais penchants sans être encore pervertis, accessibles au mal et au repentir, chez des parents qui sont de braves gens.

Ceci posé, ce qu'il faut empêcher, c'est la *récidive*, la *répétition*, qui deviendra vite *l'habitude* de l'action défendue et transformera l'enfant en malfaiteur irrémédiablement perdu.

Or, ce but ne peut être atteint que si l'enfant est :

1. — *Occupé* ;

2. — *Surveillé* ;

1. — L'enfant doit être *occupé* ;

Rien n'est plus dangereux, spécialement pour la catégorie d'enfants visée ici, que le désœuvrement.

S'ils n'ont pas un travail, une tâche déterminée pour remplir leurs journées, une occupation régulière qui leur soit en même temps une discipline quotidienne, ils sont fatalement rejetés à la rue, sur les quais ou sur les marchés, et ils n'y résistent pas à la convoitise des étalages, ni aux entraînements des pires rencontres.

Il importe donc, avant tout, que, suivant leur âge, *ils aillent à l'école ou qu'ils travaillent à l'atelier*, soit comme apprenti, soit comme ouvrier.

Et comme les allées et venues par les rues présentent pour eux des risques évidents, il sera désirable dans bien des cas qu'ils puissent prendre le repas de midi dans les cantines scolaires ou à la table de leur patron.

2. — L'enfant doit être *surveillé*.

D'abord par ses parents, cela va sans dire, et l'on peut attendre beaucoup de leurs exhortations, de leurs remontrances, à la fois fermes et affectueuses, de leur application à punir à propos et sans excès. Mais à côté de cette surveillance parentale, pour la compléter et la seconder, il en faut une autre, non moins nécessaire, exercée,

celle-là, par un protecteur, par une société de patronage avec le double objet précis que voici ;

1° — Assurer la fréquentation régulière par l'enfant de l'école ou de l'atelier, auxquels il est attaché ;

2° — Prendre des mesures pour que, si l'enfant vient à cesser d'aller à l'école ou à quitter sa place, ou que, sans même avoir abandonné l'une ou l'autre, il commette une faute grave, la société de patronage en soit immédiatement informée, et ainsi mise à même d'intervenir à temps, c'est-à-dire efficacement.

On ne se rend souvent pas assez compte de l'importance qu'il y a en pareil cas à pouvoir agir vite, à pouvoir aviser de suite aux recherches, aux démarches, au choix du placement d'où dépend le salut de l'enfant. Cela est de toute évidence lorsqu'il aura disparu de la demeure de ses parents et que, dans l'ignorance de ce qu'il sera devenu, on devra recourir au concours de la police ; un délai de quelques jours suffira quelquefois pour rendre impossible de retrouver sa trace et lui permettra d'échapper aux poursuites de sa famille et de ses bienfaiteurs. Mais même en dehors de la fuite du domicile paternel et dans tous les cas, les retards compromettent la réussite de l'intervention : plus l'enfant sera resté de temps éloigné de l'école ou de l'atelier, plus on aura de peine à obtenir de lui qu'il en reprenne le chemin et l'habitude, ou qu'il s'acclimate dans une maison de réforme, — plus le contact avec les mauvaises compagnies et l'exemple contagieux de leurs vices aura été prolongé, plus la guérison d'un mal déjà tenace deviendra une entreprise difficile et son succès incertain.

Voilà pourquoi il y a un intérêt capital à ce que la société de Patronage soit immédiatement avertie de ce qui se produit de grave ou seulement d'inquiétant dans la conduite de son jeune protégé : en temps utile alors, elle pourra lui faciliter la rentrée à l'école ou chez son patron, si la faute est légère, — lui trouver une nouvelle place, si le patron trop vite découragé n'a plus voulu le reprendre, — enfin le faire interner dans une institution de bienfaisance ou dans une maison de réforme si la discipline de ces établissements s'impose.

Comment les parents, journaliers occupés du matin au soir, sans

ressources ni relations, n'ayant ni la connaissance, ni l'expérience des questions d'éducation pourraient-ils, abandonnés à eux-mêmes, discerner, dans ces cas particulièrement embarrassants, le parti que l'intérêt de leur enfant commande de choisir, et la décision prise, en assurer matériellement l'exécution ? Leur impuissance à cet égard est absolue, et c'est pour cela que tout jeune délinquant rendu à sa famille, ne devrait quitter le Palais de Justice pour rentrer chez lui, qu'escorté par un de ses parents et par une société de patronage, le tenant chacun par une main.

Ces quelques idées élémentaires rappelées, il n'y a plus qu'à en tirer la conclusion pour avoir répondu à la sixième question du programme du Congrès.

Dès qu'un mineur de 16 ans est relaxé par le Parquet, ou bien bénéficie d'un acquittement ou d'une ordonnance de non-lieu, il doit être signalé à une société de patronage, qui le pourvoit aussitôt d'un protecteur en le confiant à une dame patronnesse, d'après le mode de répartition usité par l'œuvre (à tour de rôle, par quartiers, par paroisses, d'après le domicile de l'assisté, etc).

S'il existe un comité de défense des enfants traduits en justice, c'est à lui que revient naturellement le soin d'informer la Société de Patronage avec laquelle d'ailleurs il se confondra souvent. S'il n'en existe pas, la Société de Patronage devra demander à être avisée directement par le Parquet.

Sans perdre de temps, la dame patronnesse désignée s'acquittera de son double devoir consistant à :

1. — Suivant l'âge de l'enfant, le faire inscrire dans une école ou lui trouver une place d'apprenti ou d'ouvrier ;

2. — Organiser et exercer la surveillance de l'enfant au point de vue spécial que nous avons indiqué plus haut.

Le premier point ne comporte aucune explication.

En ce qui concerne la *surveillance*, les moyens de la réaliser, pour être pratiques, ne peuvent être que très simples et à la portée des personnes charitables qui consacrent aux œuvres de bienfaisance une part de leurs journées si remplies déjà par des occupations professionnelles ou mondaines parfois très exigeantes.

C'est pourquoi, nous inclinons, en principe, pour une organisation se confinant :

1. — Des visites.

2. — De la correspondance.

3. Des récompenses et subventions.

Et pourvu que les unes et les autres soient *suffisamment fréquentes* et surtout RÉGULIÈRES, le but poursuivi pourra être atteint : l'enfant, encouragé à fréquenter l'école ou l'atelier, sera maintenu dans la bonne voie, et si un accroc survient, le protecteur aussitôt informé par les parents, l'instituteur ou le patron, s'entendra avec eux pour la décision à prendre.

Que pourrait-on attendre de sérieux comme surveillance matérielle ou comme action morale, d'un patronage qui se laisserait aller à n'être qu'intermittent ? Il importe que l'enfant se sente et se voie suivi, afin qu'il en éprouve une reconnaissance et une crainte également utiles. Il n'est pas moins nécessaire d'apporter aux parents qui ont besoin d'être continuellement soutenus et aidés autre chose qu'un concours se manifestant par des accès de sympathie suivis d'éclipses prolongées.

Ce qu'il faut, avant tout, c'est la *régularité*, et c'est peut être ce qui est le plus difficile à obtenir, aussi bien de soi-même que des autres.

1. *Visites.* — Chaque dame patronnesse doit faire visite, non seulement aux parents de l'enfant, mais aussi à son maître d'école ou à son patron. De cette façon, il lui sera possible de se rendre un compte exact de la conduite de l'enfant et de ses progrès. A tous, elle devra soigneusement recommander de ne pas manquer de l'avertir de suite, si l'enfant cessait d'aller à l'école ou à l'atelier, ou s'il commettait quelque faute grave.

Lorsque l'enfant se sera placé par ses propres moyens, sans l'intermédiaire de la Société de Patronage, il arrivera presque toujours que le patron n'aura pas été mis au courant de la première faute de son jeune ouvrier ; et la lui faire connaître aboutirait souvent à provoquer le renvoi de ce dernier. C'est ce que ne devra pas perdre de vue la dame patronnesse dans ses entretiens avec le patron de son protégé ; son tact et sa prudence sauront se tirer de cette difficulté.

Les visites doivent-elles être fréquentes ?

Evidemment, cela vaudrait mieux.

Mais, nous avons dit qu'il est encore plus important qu'elles soient régulières.

D'autre part, les société de patronage qui emploient un personnel rémunéré étant absolument exceptionnelles, nous restons fidèles à cette idée, qu'à se montrer trop exigeant, on risquerait de préconiser des moyens de surveillance cessant d'être pratiques.

Nous estimons donc qu'une visite rendue chaque mois aux parents et toutes les six semaines à l'instituteur ou au patron peut être suffisante, mais c'est un minimum.

2. — *Correspondance.*— Il est naturel que les visites entraînent certains rapports de correspondance entre la dame patronnesse d'une part, les parents de l'enfant, son maître d'école ou son patron de l'autre. Nous nous bornons à les mentionner.

Par contre, nous insistons sur l'utilité toute particulière de lettres adressées par la dame patronnesse *directement* à l'enfant si elle est empêchée de lui faire sa visite mensuelle, et toutes les fois que, dans l'intervalle de ses visites, une occasion se présente d'encourager l'enfant et de lui marquer de l'intérêt. Ce sera par exemple, la circonstance d'une fête religieuse, de son jour de naissance, du nouvel an, de bonnes notes obtenues à l'école, d'une augmentation de salaires témoignant de la satisfaction de son patron, etc..

Ces lettres laisseront dans l'esprit de l'enfant, une impression moins fugitive peut-être que les visites ; il y repondra le plus souvent, et un échange de pensées, un lien plus intime s'établira ainsi entre la bienfaitrice et son protégé, qui faciliteront et hâteront le but à atteindre.

3° *Récompenses et Subventions.* — Enfin, tous les enfants ont besoin d'être encouragés à bien faire par des récompenses ; mais combien plus que les autres, ces petits indisciplinés de la classe ouvrière, d'autant plus faibles devant la tentation à laquelle ils ont déjà cédé, qu'ils n'ont chez eux que bien juste le nécessaire, et encore pas toujours, quand viennent le chômage et la maladie !

Il ne faut donc pas hésiter, les ressources de la Société de Patronage le permettant, à leur faire de temps en temps un petit cadeau,

si leur conduite a été satisfaisante, et à leur donner des étrennes au bout de l'année.

Ce n'est pas tout. Rien n'est à négliger pour s'assurer du côté des parents le concours indispensable de leur bonne volonté à suivre les directions de la protectrice et à l'informer éventuellement des fugues de l'enfant. A eux aussi, on sera bien avisé de promettre une allocation trimestrielle, devant être employée par exemple en vêtements ou en frais de cantine scolaire pour l'enfant patronné.

Enfin s'agit-il d'un enfant entraîné par des voisins, dont le contact journalier ne peut lui être évité, il serait utile que la Société pût, par une subvention exceptionnelle, fournir aux parents le moyen de déménager et de soustraire ainsi leur enfant à l'exemple démoralisant d'un milieu vicieux.

En résumé, c'est, croyons-nous, par une collaboration des parents, de l'instituteur ou du patron et de la Société de Patronage qu'il y a lieu de chercher à organiser pratiquement la surveillance de l'enfant délinquant rendu à sa famille. — Nous n'avons pas la prétention d'avoir indiqué les moyens les plus satisfaisants d'y arriver, ni sans doute une idée nouvelle pouvant servir à la solution du problème. Mais nous avons eu le désir de ne pas laisser sans réponse l'aimable appel qui nous est venu de Marseille, et aussi d'apporter à une cause qui nous est chère ces simples réflexions suggérées par cinq années d'observation consacrées aux pupilles du Comité des Enfants traduits en Justice du Havre.

RAPPORT

DE

M. Georges BESSIÈRE

Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris
Secrétaire du Patronage familial

Les réformes des vingt dernières années, les efforts des Comités de défense n'ont pas réussi à modifier sensiblement les pratiques de nos tribunaux correctionnels : et l'on peut dire encore aujourd'hui que les enfants arrêtés sont en immenses majorité rendus à leurs familles après un premier, quelquefois après un deuxième, un troisième, un quatrième délit.

Remettre l'enfant à sa famille, quelle que soit l'honorabilité de celle-ci c'est la replacer au milieu de toutes les influences mauvaises qui ont provoqué la première faute. Comment combattre et neutraliser ces influences?

Il ne s'agit pas seulement de préserver l'enfant contre la récidive mais aussi et surtout d'empêcher la première faute. Ce sont, en effet, à notre avis, les mêmes causes contre lesquelles il faut lutter, qu'il s'agisse d'enfants délinquants ou simplement d'enfants vicieux ou faibles de caractère.

Quelquefois c'est la famille elle-même qu'il faut accuser. Contre la famille indigne, des mesures législatives ont été prises, des œuvres puissantes se sont crées. Mais en dehors des statistiques

qui ont été dressées, des observations des hommes de pratique (1), les habitudes mêmes de nos magistrats et de nos tribunaux démontrent qu'en France, en particulier qu'à Paris, les parents des enfants délinquants ou vicieux sont des parents honnêtes, ni meilleurs, ni pires que les autres. Trois fois sur quatre, sinon neuf fois sur dix, la famille ne peut être considérée comme la cause active de la criminalité de l'enfant.

A côté de la famille, il y a l'enfant lui-même. Le nombre des enfants délinquants anormaux est un aspect des plus douloureux de la question de la criminalité juvénile. Les distingués médecins de l'Infirmerie spéciale du Dépôt, MM. les docteurs Garnier et Legras, évaluent à plus du tiers de la totalité des enfants délinquants la proportion des arriérés et dégénérés de toutes catégories. Sur 423 enfants qui ont été l'objet d'un examen médical au siège du « Patronage Familial » à Paris, les chiffres suivants ont été trouvés :

	NOMBRE	PROPORTION %
Enfants à interner dans un asile d'aliénés ou d'arriérés	60	14,2 %
Enfants dégénérés auxquels conviendrait un régime médical et pédagogique	121	28,6 %
Enfants affligés d'infirmités physiques	8	1,8 %
Enfants vicieux perfectibles	185	43,7 %
Enfants vicieux signalés par le médecin comme incorrigibles	49	11,7 %
TOTAL	423	100 %

La proportion des enfants affligés de tares physiques et mentales d'après les observations du Patronage Familial, recueillies de 1900 à 1903 serait donc de 44,6 0 0.

La troisième cause principale du mal, c'est, à notre avis, la Société elle-même, je veux dire le milieu social.

(1) V. Albanel : Le crime dans la famille — Jules Jolly : Rapport au Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris.
V. aussi Bulletin du Patronage Familial.

Il y a d'abord un fait d'observation banale. Si la famille est le plus souvent honnête, elle est aussi presque toujours faible et plus ou moins désorganisée. M. Albanel, qui depuis de nombreuses années instruit à Paris les affaires de mineurs, l'a coustaté bien souvent. Presque tous les enfants délinquants ont été privées de foyer; la mort, le divorce,la grande industrie l'ont détruit. Voulez-vous des chiffres ? Depuis trois ans, 646 familles adressées au Patronage Familial, ont fait l'objet d'une enquête approfondie. Voici quelques constations :

Familles normales légitimes	135
« désorganisées par la séparation ou le divorce des parents..... ...	116
« désorganisées par la mort de l'un des parents ou des deux.....	322
« normales naturelles (1).....	75

Et ces constations sont plutôt au-dessous de la vérité, car bien souvent l'absence totale de la famille a rendu toute enquête inutile.

Sur les 208 familles où nous avons trouvé les parents habitant ensemble, nous avons noté 141 familles dans lesquelles le père et la mère travaillaient tous deux au dehors toute la journée. Mais ces chiffres sont l'image affaiblie d'un mal social qui tous les jours augmente. L'évolution économique, la transformation des mœurs, notre Code lui-même qui met certains enfants pour ainsi dire hors la loi, ont contribué à l'œuvre de désorganisation.

Par là même l'influence morale du milieu familial s'est trouvée diminuée, souvent même anéantie. La misère économique a produit la misère morale : elles sont toutes deux le grand facteur de la criminalité juvénile.

Les directions morales que l'enfant ne trouve plus dans sa famille, il ne les trouve pas plus à l'école. On a souvent critiqué nos lois scolaires au point de vue de l'influence qu'elles ont pu avoir sur la criminalité. Nous n'avons pas ici à les défendre ; mais il faut bien constater que les polémiques de parti, soulevées à ce

(1) J'appelle ainsi les familles où le père et la mère habitent ensemble, que l'enfant ait été reconnu ou non par les deux parents.

sujet, sont étrangères à toute idée scientifique. Car l'enfant criminel est presque toujours un enfant qui n'a pas ou qui a mal fréquenté l'école : c'est un enfant de la rue. La faiblesse de la famille laisse plus de prise aux mauvais penchants de l'enfant ; le premier de ces mauvais penchants, c'est le vagabondage scolaire.

Il a eté recueilli depuis trois ans, au Patronage Familial, 540 observations sur la fréquentation scolaire. Sur 540 enfants, 390 avaient fréquenté l'école irrégulièrement ou ne l'avaient pas fréquentée du tout. Et parmi les enfants âgés de plus de treize ans, qui étaient au nombre de 305, 31 seulement possédaient leur certificat d'études ! Nous avons comparé ces chiffres avec les renseignements recueillis sur le travail des parents. Dans 421 cas sur 540 les deux parents ou le seul parent existant travaillaient au dehors !

Entre tous ces faits, entre tous ces chiffres (1) il y a donc un lien étroit. La cause originaire qui pousse l'enfant au vagabondage, puis aux autres délits, paraît être très souvent la faiblesse constitutionnelle de l'organisme familial, si l'on veut me permettre cette expression.

Pour combattre le mal, pour surveiller et protéger l'enfant, il faut donc employer les moyens dont une famille normalement et solidement constituée pourrait user ; et puisque la famille est presque toujours insuffisante, il faut venir à son aide.

Notre loi civile donne un tuteur aux orphelins, afin de veiller sur leurs personnes et sur leurs intérêts. Elle protège les biens des interdits et des faibles d'esprit ; elle annule les actes faits par eux.

A cet orphelin des notions morales qu'est l'enfant délinquant, il faut donner aussi un tuteur qui puisse secourir, fortifier, aider la famille. Il faut que chaque enfant abandonné au foyer désert, pendant que les parents luttent à l'usine contre la misère, trouve

(1) Si au lieu de chiffres précis, nous nous étions contenté de recueillir des impressions et des observations personnelles portant sur plus de 1,400 enfants examinés depuis trois ans par les secrétaires et les chefs de section du Patronage familial, nous aurions exagéré encore les constatations ci-dessus. La famille, dans les conditions économiques d'aujourd'hui, est impuissante à enrayer les tendances vicieuses d'un enfant ; mais elle est honnête presque toujours ; lui enlever l'enfant, c'est contribuer à l'œuvre de désorganisation.

un autre foyer, fait d'affection et de fermeté morale ; il faut que chaque enfant, abandonné dans la rue parce que notre système scolaire est insuffisant, trouve et sente auprès de lui, à tout instant, l'autorité et les conseils, la récompense et les encouragements. En un mot, pour répondre à la question posée au Congrès, j'estime que chaque enfant délinquant ou vicieux, appartenant à une famille honnête, doit être pourvu d'un tuteur moral.

C'est ici que peut se manifester, de la manière la plus heureuse, l'intervention des Sociétés de patronage. Il leur appartient d'organiser, avec le concours des familles, cette tutelle morale et de trouver les personnes acceptant la lourde charge de surveiller un enfant. Car il ne peut être question, dans l'état actuel de nos mœurs, d'instituer une véritable tutelle dans le sens juridique du mot : ce serait, sous prétexte de combattre le mal, l'empirer encore et détruire la famille. Ce qui est possible, c'est l'intervention officieuse (sur la demande même et avec le concours de la famille) d'une personne ayant pour s'occuper de l'enfant le temps, les moyens d'action, le tact et l'intelligence, que les parents n'ont pas.

Quels seront les modes d'intervention du tuteur moral ? Cela dépendra des circontances. Il doit, dans les grandes villes, habiter auprès de l'enfant, le voir le plus souvent possible, tous les jours, être en relations constantes avec les parents, avec le maître d'école, ou il s'agit d'un apprenti, avec le contre-maître ou le patron. Il doit acquérir sur l'esprit et le cœur de l'enfant l'influence la plus grande possible ; et pour cela établir un système de récompenses. Il doit demander le concours de toutes les personnes susceptibles d'approcher l'enfant, de lui parler, et créer en quelque sorte autour de lui un atmosphère moral Quelquefois c'est un ouvrier ou même un camarade plus âgé plus raisonnable, qui sera le meilleur auxiliaire du tuteur moral.

Quels seront les pouvoirs du tuteur moral ? Je l'ai déjà dit : il doit fortifier et non détruire l'autorité du père de famille, il n'aura donc pas de pouvoirs spéciaux.

On a songé à instituer un système de surveillance basé sur l'intervention des juges de paix. Ceux-ci auraient le droit de prononcer certaines peines contre les parents faibles ou négligents et cela, au besoin, sur la demande de la Société chargée de l'enfant. On a songé aussi à demander aux tribunaux la remise de l'enfant à sa famille sous la condition qu'en cas de mauvaise conduite signalée par la Société de patronage l'enfant serait enfermé de nouveau. La première de ces deux propositions est peu pratique et serait un bien inefficace remède. La deuxième ne peut s'expliquer que dans des cas exceptionnels.

Mais ne faut-il pas craindre alors que les Sociétés de patronage n'aient jamais l'occasion d'exercer leur tutelle morale ? Les familles ne verront-elles pas avec défiance l'intrusion d'un étranger dans leur vie journalière ? Ne refuseront-elles pas le secours qui leur est offert ?

A cette objection, je pourrai répondre par l'expérience tentée au Patronage familial à Paris ; dans l'espace de trois ans, plus de 1400 familles, conseillées par les commissaires de police, les directeurs d'école, les magistrats, etc., se sont adressés à cette Société. Ce n'est pas à dire qu'il ne faille pas combattre souvent la mauvaise volonté des parents ; il y a là une œuvre d'éducation sociale à remplir. Ce sera aussi le rôle de la Société de patronage. Par des conférences, faites surtout dans les milieux ouvriers, par des brochures, par des affiches mêmes, il faudra appeler l'attention des familles qui n'ont pas le temps de surveiller efficacement leurs enfants et leur signaler les dangers qui menacent ceux-ci.

Puis il appartiendra au tuteur moral de ne jamais blesser les susceptibilités des parents ; notamment de respecter leur liberté de conscience et de ne pas transformer l'enfant en champ d'expériences philosophiques ou religieuses.

Ainsi formulée, ainsi acceptée, cette intervention pourra souvent donner d'heureux résultats. Mais elle doit être complétée. Avant de songer à surveiller l'enfant dans sa famille, à assurer la fréquentation régulière de l'école et de l'atelier, il importe de connaître, d'abord bien entendu, la situation même de la famille, les garanties morales qu'elle présente — ce sera l'objet d'une enquête approfondie faite par les soins de la Société — mais surtout l'état physique, mental et moral de l'enfant lui-même. Beaucoup de ces enfants

devront être placés dans des établissements spéciaux (écoles de préservation, asiles d'arriérés ou de dégénérés). D'autres, affligés de tares héréditaires, auront besoin de soins médicaux constants.

Enfin, la Société de patronage ne peut pas se désintéresser de toutes les réformes susceptibles d'aider la famille et le tuteur moral dans leur œuvre de préservation sociale. Elle doit donc, si ses moyens d'action le permettent, favoriser la création des patronages du jeudi et du dimanche, des voyages de vacances, des classes d'enfants anormaux et de toutes les autres œuvres scolaires ou post-scolaires. Elle doit en tout cas faire une propagande incessante en ce sens. Et puisque l'enfant vicieux ou délinquant est souvent la victime de notre organisation scolaire défectueuse, les Sociétés de patronage doivent étudier et proposer les mesures législatives susceptibles d'assurer la fréquentation de l'école, sans se préoccuper des polémiques des partis. Car si l'on peut discuter la supériorité de l'instruction religieuse ou celle de l'instruction laïque, on ne discutera pas la supériorité de l'une et de l'autre sur l'école de la rue.

J'ajoute qu'en France, dans les grandes villes tout au moins, les diverses Sociétés protectrices de l'enfance, notamment les Comités de défense des enfants traduits en justice, sont désignés pour entreprendre cette œuvre nouvelle. Nous savons qu'à Marseille le Comité de défense fait depuis plusieurs années et avec succès du « patronage familial ». A Paris, sous l'impulsion de M. le juge d'instruction Albanel, une Société s'est fondée il y a trois ans, sous ce titre même, et avec le but précis indiqué dans la question posée au Congrès. Cette Société a créé des sections dans un certain nombre de quartiers de la capitale ; et elle a environ trois cents enfants, à l'heure actuelle, placés sous la protection de ses « tuteurs moraux ».

En résumé, nous proposons au Congrès les conclusions suivantes :

1. La surveillance dans leur famille des enfants délinquants ou vicieux doit être assurée au moyen de tuteurs moraux intervenant sur la demande et avec le concours des parents.

2. Auparavant les enfants seront l'objet d'un examen approfondi, médical et spychologique.

3. Les Sociétés protectrices de l'enfance ont le devoir d'organiser cette surveillance, d'appeler l'attention des parents par la propagande, sur l'état moral de leurs enfants, de favoriser la création des œuvres ou établissements destinés à des catégories spéciales d'enfants, notamment aux enfants anormaux ; enfin, d'étudier et et de proposer aux pouvoirs publics les réformes susceptibles d'assurer la fréquentation scolaire.

RAPPORT

DE

M. Joseph MAGNOL

Docteur en droit, professeur suppléant à la Faculté de droit de Toulouse
Secrétaire de la Société de patronage

Lorsqu'un mineur de 16 ans a commis un délit ou un crime, le Tribunal peut prendre à son égard diverses solutions qu'il est à peine besoin de rappeler. Il peut l'acquitter comme ayant agi sans discernement ; il ordonne dans ce cas qu'il sera remis à sa famille ou envoyé en correction jusqu'à sa 20e année au plus, ou enfin depuis la loi du 19 avril 1898 (art. 4 et 5) il peut enlever le droit de garde sur cet enfant à ses parents pour le confier soit à une Société de patronage, soit à une personne ou à une institution charitable, soit à l'Assistance publique. Si les magistrats estiment que ce mineur a agi avec discernement, ils le condamneront à une peine d'emprisonnement ordinairement de courte durée, sans pouvoir l'enlever à sa famille à l'expiration de sa peine, à moins que l'on ne se trouve dans un des cas exceptionnels de déchéance de la puissance paternelle. Il est inutile d'insister sur les inconvénients d'une pareille condamnation : elle a uniquement pour effet, dans la très grande généralité des cas, d'habituer l'enfant au séjour de la prison, sans rien faire pour son éducation ; elle le laisse à sa libération prochaine en proie aux mêmes dangers et aux mêmes

causes qui l'ont entraîné et qui l'entraîneront de nouveau ; la mention de cette condamnation au casier judiciaire, qui souvent figurera au bulletin n° 3, sera enfin une sérieuse entrave pour son placement. Aussi les condamnations de mineurs de 16 ans se font-elles tous les jours plus rares.

En cas d'acquittement, c'est la remise aux parents qui prévaut en pratique. Sur 21.657 mineurs de 16 ans arrêtés dans ces 12 dernières années, constate M. Jules Jolly dans un remarquable rapport présenté en 1901 au Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris, 18.868 ont été rendus à leur famille. (1) Cette pratique s'explique en partie par la prévention contre les maisons de correction, qui existait autrefois chez la plupart des magistrats et qui n'a peut-être pas encore complètement disparue.

Et puis, il faut bien le dire, l'envoi en correction ne doit être recommandé qu'à défaut d'autre solution possible. Sans doute la loi du 19 avril 1898 a permis aux tribunaux d'éviter cet envoi en correction, sans ordonner la remise à la famille : ils peuvent confier la garde de l'enfant à une personne ou à une institution charitable ; mais les moyens pratiques de mise à exécution de cette mesure, moyens d'ordre financier principalement, n'ayant pas été organisés, cette loi n'a pu produire tous les résultats qu'on en attendait. En fait, les magistrats n'ont à choisir, encore aujourd'hui, le plus souvent qu'entre la maison de correction et la famille.

La colonie pénitentiaire vaut certainement mieux que la rue ou que le milieu d'une famille indigne ; mais elle ne va pas jusqu'à remplacer l'éducation familiale, lorsque tout espoir dans le résultat de cette éducation n'est pas encore perdu. Les magistrats ordonneront souvent, en conséquence, la remise du mineur à ses parents. Mais si l'on ne veut pas que cette mesure prise dans l'intérêt de l'enfant se retourne contre lui, il faudra venir au secours de la famille pour l'aider à le corriger, à le remettre et à le maintenir dans la bonne voie. Parfois, en effet, les parents, quoique honnêtes, manqueront de l'autorité nécessaire pour diriger un enfant au caractère indiscip'iné et chez qui se révèlent des mauvais instincts. Souvent, les néces-

(1) *Rev. pénit.* 1901 page 347.

sités du travail industriel moderne obligeront le père et la mère à l'abandonner à lui-même pendant la plus grande partie de la journée ; fort heureux sera-t-on, si les heures diverses de présence aux ateliers n'arrivent pas à détruire, ou à peu près, la vie en commun dans la famille. Renforcer l'autorité des parents, remplacer au besoin leur surveillance, telle est l'œuvre ingrate, délicate et pourtant nécessaire du patronage.

L'organisation pratique de ce patronage n'est pas sans difficultés. Il faut éviter en effet, que, sous prétexte de protection, on ne porte atteinte dans une certaine mesure à la liberté individuelle par suite d'une intervention étrangère dans les familles, destinée à assurer la surveillance de l'enfant et aussi à exercer, s'il le faut, un certain contrôle sur ses parents. La difficulté vient donc de la nécessité de concilier ces deux idées : d'une part assurer le patronage du mineur rendu à sa famille, et d'autre part, assurer autant que possible le respect de la liberté individuelle.

La tâche des Sociétés de patronage sera facile, si les parents acceptent volontairement leur secours ; c'est même cette acceptation volontaire qu'elles doivent rechercher par dessus tout, car le patronage repose éminemment sur la confiance du patronné envers son protecteur et cette confiance ne peut guère naître que si l'intervention de ce dernier est acceptée de bon gré. Est-ce à dire que le patronage ne puisse s'exercer avec fruit que dans de telles conditions et qu'il ne saurait jamais être imposé au moins dans une certaine mesure ? Evidemment non ; il sera dans ces hypothèses plus difficile à exercer ; mais grâce au zèle et au tact des membres des Sociétés de patronage, secondés par les pouvoirs publics, il pourra éviter bien des rechutes. Il est d'un intérêt social de premier ordre que l'enfant rendu à sa famille puisse être surveillé, si l'on ne veut pas que les causes qui l'ont entraîné une première fois venant à se reproduire il ne retombe une seconde fois.

La liberté individuelle des parents ou de l'enfant en souffrira peut-être par quelque côté ; cela ne doit pas suffire à arrêter l'action du patronage. Il faut songer en effet, que l'on se trouve en présence d'enfants délinquants frappés par une décision de justice, ils ont été sans doute acquittés, mais seulement comme ayant agi sans discernement, le fait délictueux est définitivement et publiquement mis à leur charge ; on a bien le droit, dès lors, de prendre des mesures reconnues nécessaires pour éviter leur récidive. Cette crainte de porter atteinte à la liberté individuelle pourrait être prise en quelque considération, s'il s'agissait d'imposer le patronage à un mineur simplement en danger moral, ce qui suppose une appréciation toujours quelque peu arbitraire ; elle ne saurait l'être à l'égard des enfants délinquants. Tout ce qu'il faut retenir de cette idée, c'est que le patronage doit s'exercer le plus discrètement possible, et qu'à cet effet, les Sociétés doivent n'admettre parmi leurs membres que des personnes présentant les garanties les plus sérieuses.

Jusqu'ici nous n'avons parlé que des mineurs rendus à leur famille après un acquittement pour défaut de discernement. C'est le cas le plus fréquent, mais non le seul, où le patronage ait à s'exercer. Nous devons nous occuper aussi des enfants condamnés à de courtes peines avec ou sans sursis,— des enfants acquittés et envoyés en correction, libérés soit à l'expiration de la durée normale fixée par le jugement, soit après une mise en liberté provisoire à la suite de laquelle ils ont été remis à leur famille par l'Administration.

Nous allons rechercher quels sont les principes dont les Sociétés de patronage doivent s'inspirer et quels sont les moyens pratiques qu'elles doivent employer pour assurer d'une façon efficace la surveillance des enfants. Nous nous demanderons ensuite quels sont les droits qui doivent leur être reconnus pour leur permettre d'étendre leur action aux familles qui n'accepteraient pas volontairement leur intervention.

I

Moyens d'action des Sociétés de patronage

D'une façon générale le patronage des enfants délinquants nous paraît devoir consister dans une sorte de tutelle officieuse (nous ne prenons pas ces expressions dans leur sens technique) exercée, sous le contrôle de la Société, par un de ses membres. Celui-ci serait délégué pour s'occuper spécialement d'un ou de plusieurs enfants,

toujours les mêmes, de façon à ce qu'il s'établisse entre lui et les familles cette confiance dont nous parlions tout à l'heure et qui faciliterait son action au plus haut point.

En conséquence, les Sociétés de patronage doivent, pensons-nous, s'efforcer de recruter parmi les personnes charitables des membres actifs en assez grand nombre pour assurer cette surveillance personnelle. Elles doivent aussi s'assurer le concours de toutes les personnes qui à un titre quelconque peuvent avoir une influence sur leurs jeunes patronnés. Il est désirable par exemple qu'elles intéressent à leur œuvre les instituteurs et les maîtres d'école, les chefs d'ateliers ou d'entreprise, et même, si c'est possible, de bons ouvriers sérieux ; on comprend sans peine combien leur protection serait utile aux jeunes apprentis dans l'atelier.

Les ministres du culte peuvent rendre, en bien des cas, de réels services à l'action du patronage ; nos Sociétés ne doivent pas négliger leur influence. Sans doute, si elles veulent exercer une action générale et au besoin imposer dans une certaine mesure leur intervention, elles ne doivent pas prendre un caractère confessionnel, ni faire acte de prosélytisme religieux ; mais il va s'en dire qu'elles ne doivent pas non plus repousser le concours du prêtre, du pasteur ou du rabbin, ni renoncer à l'ascendant moral qu'ils peuvent exercer sur les familles. En fait, les enfants délinquants sont tous ou presque tous (en province surtout) élevés dans une des religions reconnues par l'Etat. Si les parents ne professent pas des sentiments religieux très profonds, s'ils ne veillent pas à l'instruction religieuse de leurs enfants (veillent-ils davantage à leur instruction primaire), c'est le plus souvent par négligence ou indifférence. Ils ne s'opposeront donc pas dans la plupart des cas, à l'intervention du ministre du culte, qui reste, d'ailleurs, juge de la façon dont elle doit se produire La Société de patronage peut même provoquer cette intervention, si elle comprend qu'elle ne sera pas repoussée de parti-pris par la famille.

La surveillance des enfants doit être confiée, avons-nous dit, à des membres de la Société spécialement chargés de certains d'entre eux. Le meilleur moyen d'exercer pratiquement cette surveillance nous paraît consister dans des visites fréquentes des familles à domicile.

Ces visites seules permettent de se rendre un compte exact du milieu où vit le jeune patronné, de l'honnêteté ou de l'indignité des parents, de leur caractère et de leurs habitudes, de leur faiblesse ou de l'autorité dont ils sont capables pour redresser les défauts de leurs enfants. Le visiteur peut suivre ainsi, en quelque sorte au jour le jour, la conduite de son protégé ; il est à même de rechercher les causes de sa chute. Il peut faire connaître à la Société la situation matérielle et morale soit de l'enfant soit de la famille. La Société pourra par suite prendre d'une façon éclairée les mesures qu'elle jugera utiles, et qui varieront suivant les circonstances. Tantôt elle tendront à protéger l'enfant contre ses parents : en fait, ils sont indignes, ils compromettent son éducation par leur mauvais exemple et leurs mauvais conseils, si mêmes ils n'exploitent pas ses vices ; il faut alors soustraire l'enfant à leur influence, l'enlever à ce milieu pernicieux et le placer dans une école de préservation, ou provoquer son envoi en correction. (Nous verrons plus bas quelles réformes il faudrait adopter à ce sujet). Tantôt la Société devra venir au secours des parents faibles, mais honnêtes et impuissants à corriger leur enfant ; elle prendra dans ce cas des mesures destinées à renforcer leur autorité.

Bornons-nous, enfin à signaler (c'est croyons-nous d'une pratique constante) la nécessité pour les Sociétés de patronage de se mettre en rapport avec les Parquets et les Commissariats de police, qui leur feront connaître les enfants délinquants, afin quelles puissent offrir leur protection à leurs familles dès qu'ils leur auront été rendus.

Voilà pour ce qui est de la surveillance générale. Elle ne saurait suffire ; il faut suivre l'enfant de plus près et les mesures à prendre doivent varier suivant que son âge l'oblige ou non à aller à l'école.

A. — L'Enfant va à l'école.

D'après la loi du 28 mars 1882 (art. 4 et 6) tout enfant est tenu de l'obligation scolaire de 6 à 13 ans ; il peut en être affranchi à partir de 11 ans, s'il a obtenu son certificat d'études. La fréquentation scolaire doit avant tout être assurée de la part des jeunes

patronnés. La loi de 1882 a bien institué des commissions municipales chargées de veiller à cette fréquentation ; mais en fait ces commissions n'ont pas fonctionné ; c'est au patronage à remplir cette mission à l'égard des jeunes délinquants. Le visiteur devra se mettre en rapport avec l'instituteur ou le chef d'institution de façon à s'assurer de la présence régulière en classe de son protégé.

C'est à l'égard de cette catégorie d'enfants que les Sociétés de patronage ont avantage à intéresser les instituteurs à l'œuvre de relèvement qu'elles poursuivent. Si le maître d'école est imbu des idées qui président au patronage, s'il a foi dans l'efficacité de son action, il sera pour ces Sociétés un auxiliaire précieux ; par une surveillance plus étroite du jeune patronné, par un traitement particulier, adéquat à son caractère indiscipliné et à ses défauts, il peut contribuer plus que tout autre à son relèvement moral

Les Sociétés de patronage doivent enfin, si non fonder elles-mêmes, ce qui seraient un peu en dehors de leur champs normal d'action, du moins encourager la création de garderies, de cantines scolaires, de patronages du jeudi et du dimanche, etc. Ces excellentes institutions, qui ne sont pas seulement utiles pour les enfants délinquants, permettent d'enlever à la rue et à la fréquentation des mauvais camarades les jeunes écoliers, que les parents ne peuvent pas eux-mêmes surveiller en dehors des heures de classe.

B, — L'enfant est affranchi de l'obligation scolaire

Aucune obligation légale ne s'impose plus ni à l'enfant parvenu à l'âge de 13 ans ou qui a obtenu son certificat d'études, ni à ses parents, pour le soumettre à une éducation complémentaire ou à un travail professionnel. Il peut résulter de cette situation un grave danger, si l'affection bien comprise des parents pour leur enfant ou leur intérêt à ce qu'il puisse augmenter par son travail les ressources de la famille, ne lui font pas donner un métier. Ce sera l'oisiveté, mère de tous les vices, pour rappeler le vieux proverbe toujours vrai ; ce sera le vagabondage des rues, les fréquentations mauvaises et par suite la chute de nouveau inévitable. Peut-être

l'enfant se livrera-t-il à un travail facile et souvent lucratif, comme celui de camelot, de commissionnaire ou à quelque métier louche tel que la vente des allumettes de contrebande. La situation ne sera pas meilleure, peut être sera-t-elle pire : l'argent gagné sans effort sera bien vite gaspillé et l'on peut deviner à quelles dépenses il sera employé, à un âge où tant de passions agitent le jeune adolescent.

Parfois les parents auront placé leur enfant dans un atelier, mais il ne pourront pas s'assurer de son assiduité au travail, et cette situation également pleine de dangers, est plus fréquente qu'on ne le pense. Le père et la mère sont retenus le plus souvent toute la journée dans un établissement industriel ; quelquefois même ils sont obligés d'y prendre leurs repas ; comment pourraient-ils, dès lors surveiller la conduite de leur enfant. Tandis qu'ils le croiront à l'atelier, cet enfant aura suivi de mauvais camarades et sera livré à tous les dangers de la rue.

Veiller au travail régulier des patronnés qui sont déjà placés, aider leur famille à leur trouver un emploi, un atelier, une usine où ils puissent faire leur apprentissage, s'ils n'ont aucun métier, telle est la principale mission du patronage à l'égard de cette catégorie de jeunes gens. C'est encore au visiteur, devenu le guide de son protégé, qu'incombe la plus grande part de cette tâche. Ayant suivi l'enfant pas à pas, il pourra fournir à la Société des renseignements précis sur sa moralité, sur ses goûts et ses aptitudes, sur la situation de sa famille ; il sera plus facile alors de lui trouver un placement.

A cet égard, les Sociétés de patronage doivent se mettre en rapport avec des industriels, qui consentiraient à recevoir leurs patronnés. Elles doivent tâcher de les intéresser à l'œuvre poursuivie et de les faire participer à leurs travaux ; ce n'est, il faut bien le dire, que par la collaboration de toutes les bonnes volontés, que le relèvement de ces enfants peut être pratiquement assuré.

En même temps ces Sociétés ne doivent pas se désintéresser des œuvres post-scolaires ; il y a lieu pour elles d'encourager la création et le fonctionnement des patronages d'apprentis, remplaçant ou fortifiant la surveillance et la sollicitude des parents, et veillant

au besoin, soit de la part de ces derniers, soit de la part du patron à l'exécution des clauses du contrat d'apprentissage.

Dans l'atelier, le visiteur pourra recommander son patronné à la surveillance spéciale du patron ou du chef d'atelier, ou même, si c'est possible, de quelque ouvrier sérieux qui deviendra son protecteur pendant la durée du travail. Le visiteur devra s'assurer de son assiduité au travail et de sa bonne conduite, pour faire connaître à la Société les résultats de son action.

Ces moyens d'action que nous venons de proposer, nous ne nous faisons guère d'illusions à ce sujet, sont difficiles à mettre en pratique. Les patrons sont peu disposés à accepter comme apprenti dans leur atelier un jeune homme qui leur est présenté comme devant être soumis à une surveillance spéciale à raison de ses antécédents, de son caractère indiscipliné, peut-être même de ses mauvais instincts. Sera-t-il aisé, d'autre part, de trouver des ouvriers assez dévoués pour s'intéresser à un enfant qu'ils considéreront comme un mauvais garnement ? Il est permis d'en douter, à une époque surtout, où, par suite d'une sorte de jalousie de métier, les ouvriers aiment peu à former de nouveaux ouvriers, susceptibles de devenir demain leurs concurrents.

Il ne faut pourtant pas désespérer ; la collaboration, si nécessaire des patrons et des ouvriers à l'œuvre du patronage n'est pas impossible à obtenir ; il s'agit d'implanter des mœurs nouvelles, de répandre des idées généreuses qui étonnent au premier abord, et ces petites révolutions ne se font pas en un jour. Il y a toujours de braves cœurs dans la classe laborieuse ; il appartient aux Sociétés de patronage de faire appel à leur dévouement, et nous sommes convaincus que souvent ce ne sera pas en vain.

Ce qui montre que ce but n'est pas impossible à atteindre, c'est le succès déjà obtenu par le *Patronage familial* fondé à Paris, sous la généreuse impulsion de M. le juge d'instruction Albanel (1). Après un an d'existence, grâce à une série de conférences, organisées par cette Société pour répandre dans le monde du travail les idées de patronage, de petits groupes d'ouvriers ont adhéré à ses statuts et promis leur concours.

(1) *Rev. pénit.* 1901, p. 107, et suiv. ; 1902, p. 90.

Les quelques principes, que nous avons indiqués permettant d'assurer de près la surveillance des enfants, ont servi de base à la fondation du *Patronage familial*. Nous ne saurions par conséquent mieux faire que d'émettre le vœu de voir se fonder en province des groupes analogues à celui de Paris. Quelques-uns existent déjà ou sont en voie de formation, notamment à Beauvais, à Dunkerque, à Caen, à Marseille, à Lyon (1). Ce mouvement ne doit pas s'arrêter là. Il existe aujourd'hui dans la plupart de nos grandes villes une Société de patronage ; ne pourrait-elle pas servir de noyau au nouveau groupe ?

En terminant sur ce point, nous nous bornons à rappeler, il est aujourd'hui inutile d'insister sur des avantages, que l'engagement militaire dès qu'il est possible, doit être recommandé et facilité à leurs protégés par les Sociétés de patronage.

II

Comment les Sociétés de patronage seront-elles à même d'exercer leur surveillance ?

Si le patronage est volontairement accepté, les Sociétés agiront d'après les principes que nous avons posés. Mais il arrivera quelquefois que la famille de l'enfant délinquant repoussera son action ; c'est, par exemple, une famille que l'on avait cru honnête, et qui vit au contraire dans le désordre, laisse l'enfant livré à lui-même, si elle n'exploite pas ses vices ; toute intervention étrangère est en ce cas une gêne, et l'on comprend qu'elle ne soit pas acceptée de bon gré. C'est précisément dans ces hypothèses que le patronage est surtout nécessaire, il faut donc donner à la Société les moyens pratiques de l'exercer.

Ces moyens nous paraissent devoir consister, d'une façon générale et sauf à préciser dans la suite, dans le droit qui devrait être reconnu à la Société de provoquer le retrait de l'enfant à ses parents, dans le cas où elle trouverait des entraves à sa surveillance, comme dans celui où à raison de circonstances diverses, l'éducation familiale serait impuissante à corriger son patronné. Et, pour arriver à ce résultat, les tribunaux devraient avoir le droit d'ordonner provi-

(1) *Rev. pénit.* 1901, p. 107.

soirement, et sous condition, la remise du mineur acquitté pour défaut de discernement à sa famille ; l'envoi ultérieur en correction étant possible, sans être obligé d'attendre qu'il ait commis un nouveau délit.

Comme on le voit, ce moyen n'est possible qu'en cas d'acquittement. Si le mineur est condamné, on n'aperçoit pas la possibilité de l'enlever à ses parents lors de sa libération, à moins de provoquer la déchéance de la puissance paternelle ; or, cette mesure, qui est très grave en elle-même, ne peut être prononcée que dans des cas strictement déterminés. Il en sera ainsi alors même que le Tribunal aurait fait bénéficier le mineur du sursis. Ce sursis pourra bien être révoqué ; mais il faudra un second délit, qui amènera une seconde condamnation ; il paraît, en effet, difficile en cette hypothèse, d'obtenir un acquittement pour défaut de discernement ; il sera par suite impossible d'envoyer cet enfant en correction et de l'enlever à sa famille ; on n'aura fait qu'aggraver le mal résultant de ces courtes peines.

En cas d'acquittement, au contraire, à la première faute on peut entrevoir la solution desirée. Une pratique administrative très louable nous en offre déjà quelques exemples; elle consiste à mettre en liberté provisoire chez ses parents un de ses pupilles, en vertu de la loi de 1850 Avant de prendre cette mesure, l'Administration s'entend avec la Société de patronage locale pour savoir si elle consent à se charger de la surveillance du libéré et à lui donner une protection qui le mette à l'abri des occasions de rechute. Lorsque la libération conditionnelle intervient dans ces conditions, l'arrêté qui la prononce déclare que le libéré est placé sous la surveillance de la Société de patronage, et que si cette dernière renonce à cette surveillance, à raison de l'inconduite ou de l'indocilité du libéré, la liberté pourra être révoquée. A l'égard des mineurs de 16 ans envoyés en correction, cette mise en liberté provisoire est accordée quelquefois immédiatement après la condamnation, à raison des bons renseignements fournis sur la famille, des bonnes dispositions manifestées par l'enfant pour racheter sa faute (1). La loi du

(1) *Rev. pénit.* 1901, p. 1317.

5 août 1850 n'impose aucun délai d'épreuve minimum, à la différence de la loi du 14 août 1885. Cette pratique réalise à peu près le vœu que nous avons formulé : donner aux Sociétés de patronage l'autorité nécessaire pour assurer la surveillance, en leur permettant de provoquer le retrait de l'enfant à sa famille, tout en lui évitant, en fait, le contact de la maison de correction.

Cet ensemble de mesures ne nous paraît pas suffisant ; nous voudrions voir accorder aux tribunaux le droit qui est aujourd'hui reconnu à l'Administration pénitentiaire. En prononçant l'envoi en correction d'un enfant acquitté comme ayant agi sans discernement, nous voudrions qu'ils puissent décider qu'il sera sursis à l'exécution de cette mesure, tant que l'enfant se conduira bien et que la Société de patronage, sous la protection de laquelle il aura été placé, consentira à se charger de sa surveillance. Les magistrats n'hésiteront plus dans ces conditions à prononcer un envoi en correction, que l'enfant par sa bonne conduite, et ses parents par leurs efforts à le maintenir dans le bon chemin, pourront éviter. La libération conditionnelle étant laissée à l'appréciation de l'Administration, il est à craindre que, dans le doute sur le point de savoir si elle sera accordée immédiatement, les tribunaux ne préfèrent, ou condamner le mineur à une courte peine, ou l'acquitter et le remettre purement et simplement à sa famille.

Notre législation reconnait-elle un tel pouvoir aux magistrats ? La question est discutable. Avant 1898, la Cour de cassation avait jugé (1) qu'en cas d'acquittement du mineur pour défaut de discernement, les tribunaux n'avaient que le choix pur et simple entre ces deux solutions ou bien la remise aux parents, ou bien l'envoi en correction, sans qu'il leur fut possible, par exemple, de confier l'enfant à une Société d'éducation privée. Des motifs de cet arrêt, il résultait que le sursis à l'envoi en correction ne pouvait pas être prononcé, en vertu de la loi du 26 mars 1891, cette mesure n'étant pas une peine.

Mais depuis cet arrêt, est intervenue la loi de 19 avril 1898, qui a permis aux tribunaux d'adopter la solution condamnée par la Cour

(1) Cass. 20 juillet 1893, S 93. 1. 490.

suprême. L'art. 4 de cette loi reconnaît au magistrat instructeur le droit de confier provisoirement la garde de l'enfant à une tierce personne ou à une institution privée, et l'art. 5 déclare : « Dans les mêmes cas, les Cours et Tribunaux saisis du crime ou du délit, pourront, le ministère public entendu, statuer sur la garde de l'enfant. » On le voit, la loi ne limite pas les pouvoirs des magistrats à cet égard. Aussi, plusieurs tribunaux ont-ils pensé, qu'en confiant la garde d'un enfant à une institution charitable, ils pouvaient décider en même temps que si cette institution ne pouvait plus le conserver, il serait renfermé dans une maison de correction jusqu'à sa vingtième année. C'est ce qu'ont décidé le Tribunal de Château-Gontier, le 6 mars 1901, la Cour d'assises de la Mayenne, le 23 avril 1901, le Tribunal de Mayenne, le 24 mai 1901 (1). La Cour de Dijon s'est prononcée dans le même sens le 13 mars 1902. Mais cette décision a été cassée par un arrêt de la Cour de cassation en date du 11 avril 1902 (2); les juges, d'après cet arrêt, n'auraient qu'un droit d'option pur et simple entre plusieurs mesures à prendre; ils ne pourraient pas ordonner que, le cas échéant, l'une remplacerait l'autre. L'affaire a été renvoyée devant la Cour de Besançon, qui n'a pas eu à statuer en droit. Dans l'intervalle, le mineur objet du litige s'est évadé et n'a pu être repris. Dans ces conditions la Cour de Besançon, statuant par défaut, a jugé en fait et prononcé l'envoi en correction (3). Tout le monde est d'accord pour trouver la décision de la Cour de Dijon excellente au point de vue pratique, en ce que l'institution à qui a été confié l'enfant n'est pas obligée d'attendre qu'il ait commis un nouveau délit pour provoquer son envoi en correction. Mais plusieurs criminalistes, suivant l'opinion de la Cour suprême, ont émis des doutes sur sa légalité (4). Dès lors, si l'arrêt de cassation fait jurisprudence, une réforme législative s'impose pour consacrer la solution contraire. Cette réforme aura, d'ailleurs, l'avantage de

(1) Dalloz 1901-2-249.
(2) *Rev. pénit.* 1902 p. 683.
(3) *Rev. penit.* 1902, p. 1192.
(4) Voir discussion au Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris, séance du 12 juin 1901, *Rev. pénit.* 1901, p. 1316 et 1317.

préciser les conditions auxquelles aura lieu la révocation de la liberté provisoire, mesure grave en elle-même, et qu'on ne saurait assez entourer de garanties.

Voici donc dans ses grandes lignes la réforme que nous voudrions voir adopter. Il faudrait reconnaître formellement aux tribunaux le droit, en ordonnant la remise à ses parents d'un mineur de 16 ans acquitté pour défaut de discernement, de décider qu'il sera soumis à la surveillance de la Société de patronage, désignée par le jugement; ils devraient pouvoir décider en même temps que si l'enfant se conduisait mal, ou que, s'il se trouvait en danger moral dans sa famille par les exemples pernicieux qu'il aurait devant lui, la mesure serait rapportée. Le Tribunal prononcerait alors soit l'envoi en correction, soit la remise du mineur à une tierce personne ou à une institution charitable, conformément à la loi du 19 avril 1898. Il serait désirable à cet effet, ainsi qu'on l'a maintes fois proposé, de voir créer des Ecoles de Réforme ou de Préservation, soit publiques, soit privées, n'ayant pas le caractère pénitentiaire, mais comportant une discipline sévère appropriée aux caractères indisciplinés qui y seraient élevés.

Grâce à cette réforme, on comprend, sans qu'il soit besoin d'insister, quels puissants moyens d'action aurait à sa disposition la Société de patronage, et de quelle autorité jouirait le visiteur délégué auprès de son patronné et de sa famille. Ce serait, en effet, cette Société, représentée à cet égard par son bureau ou par une commission spéciale, qui serait chargée de provoquer le retrait de l'enfant à ses parents et la révocation de sa liberté provisoire, sur le rapport motivé du visiteur. Sa décision serait portée à la connaissance du Parquet, qui prendrait la responsabilité de la demande en révocation. On pourrait bien songer à donner à la Société le droit de porter directement cette demande devant le Tribunal, mais il nous paraît préférable qu'elle use de l'intermédiaire du Parquet. D'une part, en effet, elle serait dans une situation fausse, si sa requête était rejetée, et elle perdrait, par le fait même, toute autorité sur son patronné. Il y aurait à craindre, d'autre part, qu'il se produise des froissements, de nature à compromettre l'action générale de la Société. En se bornant, au contraire, à signaler au

Parquet la conduite de l'enfant ou des parents, elle est loin d'engager autant sa responsabilité ; le refus par le Procureur de la République de provoquer la mesure demandée est moins grave que ne le serait le refus opposé par le Tribunal à la requête qu'elle lui aurait directement présentée.

La révocation de la liberté provisoire devrait pouvoir être prononcée, sans attendre que l'enfant ait commis un nouveau délit, dès que l'on estime que l'éducation familiale, soit à raison de ses mauvais instincts, soit pour tout autre cause, est impuissante à le diriger dans une bonne voie. La mesure que nous proposons est grave, puisqu'un délit n'est pas nécessaire, et qu'il y a par suite place à une appréciation quelque peu arbitraire ; ne risquera-t-elle pas de porter gravement atteinte à la liberté individuelle ? L'objection paraît sérieuse au premier abord, mais elle perd beaucoup de sa force si l'on songe que l'on a affaire à des enfants qui ont déjà commis une infraction et qui, pour ce fait, auraient pu être envoyés en correction jusqu'à leur vingtième année. Ce n'est pas attenter à leur liberté, que de retarder l'exécution de cette mesure jusqu'au moment où ils montrent qu'ils ne méritent plus la faveur dont ils avaient été l'objet.

Tout ce qu'il faut retenir de cette objection, c'est que de sérieuses garanties doivent entourer la révocation de cette liberté provisoire. Voilà pourquoi nous voudrions qu'elle soit prononcée par le Tribunal correctionnel. Le tribunal compétent serait celui du domicile de l'enfant ou de sa résidence ordinaire, alors même qu'il n'aurait pas connu de l'infraction à la suite de laquelle cet enfant avait été acquitté dans les conditions ci-dessus énoncées. Plusieurs raisons militent en faveur de la compétence de ce tribunal. D'une part, celui qui a prononcé l'acquittement peut être très éloigné de la résidence actuelle du jeune patronné; il peut se faire, en outre, qu'exceptionnellement l'affaire ait été jugée par une Cour d'assises, et cette juridiction n'est pas permanente. D autre part, n'est-ce pas le Tribunal du domicile ou de la résidence ordinaire de l'enfant, qui est le mieux placé pour obtenir des renseignements précis et pour mieux apprécier par conséquent les faits qui doivent motiver son jugement ? Il s'agit ici, moins de revenir sur une précédente

décision, que de prendre une mesure de tutelle ; l'intervention des magistrats n'est utile que pour sauvegarder la liberté individuelle ; il importe peu, dès lors, que ce soit un tribunal ou un autre qui prononce.

Le caractère tutélaire de cette mesure nous paraît égalemsnt devoir faire décider qu'elle devrait être prise en chambre du conseil. La publicité de l'audience ne pourrait qu'aggraver la situation de l'enfant, sans être pour lui une garantie sérieuse. L'enfant serait appelé, il pourrait, bien entendu, se défendre et contester l'utilité de la révocation de la liberté provisoire : ses parents jusqu'au 5e degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur pourraient y faire opposition. En somme, on pourrait étendre par voie d'analogie la disposition de l'art. 4 de la loi du 19 avril 1898 relativement à la décision du juge d'instruction, qui enlève provisoirement le droit de garde aux parents.

L'utilité de cette réforme est aujourd'hui à peu près unanimement admise par les criminalistes. Un vœu dans ce sens a été émis par le Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris, sur le rapport de M. Jules Jolly, dans ses séances des 1er mai et 12 juin 1901 (1).

Ce Comité a émis, en même temps, le vœu de voir le juge de paix coopérer à la surveillance de l'enfant. Ce magistrat serait chargé d'admonester l'enfant et d'avertir les parents qu'ils pourront être rendus responsables dans l'avenir de sa conduite; en cas de négligence grave de leur part, il pourrait prononcer contre eux une amende et, au besoin, signaler la situation au Parquet pour qu'il provoque le retrait de la liberté. Nous avouons être sceptique sur l'efficacité de cet avertissement et de cette amende, qui sera prononcée le plus souvent contre des insolvables. L'intervention des juges de paix, qui fut vivement discutée, nous paraît être inutile. La réforme que nous avons proposée, tout en garantissant la liberté individuelle, donnera assez d'autorité aux Sociétés de patronage pour leur permettre d'exercer une surveillance effective sur leurs patronnés. Rien ne s'oppose à ce qu'en cas de mauvaise conduite

(1) *Rev. pénit.* 1901, p. 872 et 1316

elles s'adressent directement au Parquet, sans l'intermédiaire des juges de paix, pour rechercher quelle est la mesure la plus convenable à prendre dans l'intérêt de l'enfant.

Nous ajoutons, en terminant ces trop longues explications, que la réforme ne produira ses entiers effets, que si l'envoi en correction peut être prononcée jusqu'à la 21e année et non plus seulement jusqu'a la 20e. Ce vœu, qu'il est peut-être bon de renouveler, a reçu une telle approbation unanime, qu'il nous paraît inutile de le justifier.

Nous devons préciser nos conclusions :

1° La surveillance des enfants délinquants dans leur famille doit être organisée de telle façon qu'elle soit la plus étroite possible. En conséquence, il y a lieu pour les Sociétés de patronage de déléguer certains de leurs membres pour être les protecteurs spéciaux d'un ou de plusieurs enfants.

2° La visite à domicile de l'enfant et de sa famille apparaît comme l'un des principaux moyens pratiques d'assurer cette surveillance. Le visiteur doit tenir au courant la Société de la situation matérielle et morale des familles qui lui sont confiées ; la Société prend alors les mesures qu'elle juge nécessaires dans l'intérêt de l'enfant.

3° Les Sociétés de patronage doivent s'efforcer d'intéresser à leur œuvre les instituteurs publics ou privés, les patrons ou chefs d'industries et même des ouvriers sérieux chargés de la surveillance de leurs patronnés à l'école ou à l'atelier. Elles doivent encourager la création et le fonctionnement d'œuvres scolaires et post-scolaires, telles que cantines, garderies, patronages, etc.

4° Pour donner une autorité suffisante à ces Sociétés, il y a lieu de permettre aux tribunaux de prononcer l'envoi en correction conditionnel jusqu'à sa 21e année du mineur de 16 ans acquitté pour défaut de discernement, pour le cas où ce mineur, remis provisoirement à ses parents et placé par le jugement sous la protection d'une Société de patronage, se conduirait mal ou serait en danger moral dans sa famille.

5° La révocation de la liberté provisoire serait poursuivie à la

requête du ministère public, sur la demande à lui faite par la Société de patronage. Cette révocation serait prononcée par le Tribunal correctionnel du domicile ou de la résidence ordinaire de l'enfant, en chambre du conseil. Les parents jusqu'au 5e degré inclusivement, le tuteur ou le subrogé-tuteur pourraient faire opposition à cette demande.

6° En attendant cette réforme, il y a lieu de maintenir, et de généraliser autant que possible, la pratique administrative qu consiste à mettre les jeunes pupilles immédiatement en liberté provisoire chez leurs parents, sous la condition de les soumettre à la surveillance d'une Société de patronage.

NOTE PRÉSENTÉE AU CONGRÈS

PAR

Le Comité de Patronage des Prisonnières Libérées de Bordeaux

Le Comité de patronage des prisonnières libérées de Bordeaux n'ayant pu déléguer un de ses membres à Marseille, a prié le directeur de la 26me circonscription pénitentiaire, M. P. Vitry, de bien vouloir le représenter au sein du congrès, jugeant que celui qui assiste journellement à ses efforts, les dirige et les encourage, est plus apte que personne à élever la voix en sa faveur.

La branche bordelaise du patronage des prisonnières libérées a continué à se développer depuis sa fondation en 1890. — Elle a fait acte de vie au congrès de Paris, comme cela a été constaté dans le *Bulletin de l'Union des patronages de France*, d'avril 1896. — Au congrès tenu à Bordeaux, le comité a suivi les séances et pris part aux travaux et délibérations ; son asile de la rue Lasseppe a reçu la visite des membres du congrès, et cette œuvre s'est rattachée à l'Union des patronages de France, dont elle continue à faire partie. Notre société a également pris part à la dernière exposition de Paris, en y envoyant une collection reliée de ses rapports, un graphique et une photographie de l'asile.

Depuis sa fondation, le patronage des prisonnières libérées a reçu dans son asile 452 femmes, dont 213 prisonnières sortant du fort du Hâ. Leur recrutement s'opère par les dames patronesses qui visitent régulièrement les deux prisons tous les 15 jours.

Le nombre des prisonnières visitées, interrogées, conseillées, est dans la proportion de 20 sur une admission à l'asile, la plus grande partie des condamnées étant mariées ou vivant comme tel. Elles sortent de prison pour retourner dans leur famille légitime ou illégitime.

Le séjour de ces femmes à l'asile représente un nombre de 22.131 journées. Les dépenses de loyer, personnel, éclairage, chauffage, nourriture, frais de rapatriements, secours de toute nature, se montent à 71.800 francs. Les ressources de l'asile sont assurées par les subventions du Ministère de l'Intérieur, du Conseil général de la Gironde et de la ville de Bordeaux. Une souscription, recueillie par les dames du comité elles-mêmes, se monte à 3.000 francs et réunit 150 noms bordelais.

L'œuvre du patronage des prisonnières libérées, extrêmement modeste et n'ayant jamais cherché une notoriété brillante, s'effraie à juste titre de se voir oubliée dans la plupart des comptes rendus d'œuvres similaires, où il est parlé de toutes les autres sociétés de patronage de province.

Pour obvier à l'inconvénient de ce silence qui pourrait influencer fâcheusement les amis de l'œuvre et compromettre ses ressources, le comité des dames, réuni en séance le 6 avril 1903, a décidé de modifier le titre de son œuvre qui s'est appelée jusqu'à présent : Relèvement moral et Patronage des prisonnières libérées.

Le comité prend donc la liberté de prévenir M. le Président du congrès de patronage et ses membres réunis à Marseille, ainsi que M. le Secrétaire général de l'Union des patronages de France, que dorénavant les rapports publiés chaque année sur les travaux de ce comité porteront comme titre :

Patronage des prisonnières libérées et Relèvement moral

En intervertissant simplement les termes de son titre, le comité ne change rien à la marche de son œuvre. Il espère seulement mieux retenir l'attention sur son but et sa raison d'être, qui sont : Le patronage des libérées et leur relèvement moral.

Ce n'est pas au sein d'une assemblée comme celle réunie aujourd'hui à Marseille, qu'il s'agit de vanter sans discernement les effets du patronage et ses résultats merveilleux !... Tous étant compétents dans la matière, savent de combien de déboires et de désillusions sont accompagnés les efforts si patients et si infatigables des dames patronesses, des directrices de nos asiles, et de celles qui, de près ou de loin, cherchent à relever leurs sœurs tombées.

A côté des tristesses, nous nous souviendrons surtout des joies. Elles sont assez nombreuses pour justifier l'existence de notre patronage qui a vu bien des femmes relevées, des jeunes filles rendues à leurs familles, des mariages inespérés ; et qui a pu toujours assurer, dans son asile, un abri et du travail à la libérée qui a voulu en profiter.

En chargeant M. P. Vitry de représenter l'œuvre du patronage des prisonnières libérées devant le congrès de Marseille, le comité des dames accomplit un devoir de profonde reconnaissance envers le directeur du fort du Hâ, qui ne cesse de témoigner aux dames patronesses la plus grande bienveillance, et qui leur facilite une tâche souvent ingrate par sa bonté et les précieux conseils de son expérience.

NOTE PRÉSENTÉE PAR M. ARTHUR LEGRAS

Docteur en médecine,
Médecin de l'infirmerie des aliénés, près le dépôt de la préfecture de police

SUR

LA PRÉSERVATION JUVÉNILE

La communication que j'ai l'honneur d'adresser, sur ce sujet, au Congrès National du Patronage des Libérés, réuni à Marseille, ne peut pas comporter l'intégralité des développements auxquels il est susceptible de donner naissance. Ces développements dépasseraient certainement les limites de l'aperçu, pour ainsi dire schématique, auquel je veux actuellement me borner. D'autre part, je ne me dissimule pas que le titre donné à cette communication peut sembler sortir des six questions portées au programme par les organisateurs du Congrès. Cependant, lorsque je lis le titre de la sixième question, je ne puis m'empêcher de penser que, parmi les moyens pratiques d'organiser la surveillance des enfants délinquants, se place, à leur tête, la préservation morale de ces enfants, non pas après leur chute, après leur délinquance, mais avant qu'ils aient commis un délit : en vertu de cet aphorisme hippocratique, qui s'applique aussi bien aux maladies physiques qu'aux perverses dispositions morales: « Il vaut mieux prévenir que guerir ». C'est donc sous le bénéfice de ces considérations que je demande la permission au Congrès de lui soumettre de très brefs aperçus se rapportant à la préservation de l'enfance en danger moral ou délinquante.

Dans l'hiver de 1902, le Patronage Familial, à Paris, prit l'initiative d'organiser une conférence publique sur la Préservation de l'Enfance ; il demanda à M. le docteur Paul Garnier, médecin en chef de l'Infirmerie spéciale des aliénés près le Dépôt de la Préfecture de police, de vouloir bien s'en charger. L'éminent conférencier chosit pour sujet : « La Criminalité juvénile ». Et, ayant fait opérer le dépouillement du mouvement des entrées au Dépôt, des mineurs au-dessous de 21 ans, entre les années 1887 et 1900, en treize ans

par conséquent, il établit cette effrayante statistique que, dans cette période de temps, la criminalité juvénile avait *septuplé*; ou en d'autres termes, et d'une manière générale, que le chiffre annuel des mineurs arrêtés doublait au bout de deux ans environ. C'est là, indubitablement, une formidable progression ; et, bien que depuis 1900 cette statistique n'aie pas été continuée, on a l'impression, néanmoins, que cette progression n'a pas dû interrompre sa marche ascensionnelle. En effet, ne voit-on pas, presque journellement, le récit dans les journaux de délits ou de crimes opérés par des mineurs, non seulement de 16 à 21 ans, mais même par des enfants. N'est-ce pas hier que le public a appris qu'une fillette de 13 à 14 ans, qui avait la garde d'un bébé, imagina, par vengeance, d'introduire de la teinture d'iode dans la bouche de l'enfant ? N'y a-t-il pas très peu de jours qu'on a arrêté une bande organisée de jeunes voleurs, dont le plus âgé avait quelque treize ans, et dont le chef était un gamin de dix ans, sévère et rigide pour *ses hommes*, et possédant, paraît-il, une maîtresse. Quant aux mineurs compris entre 16 et 21 ans, leurs forfaits défraient la chronique criminelle ou judiciaire des journaux quotidiens, et leur raffinement dans le crime, ainsi que leur insensibilité psychique, dépassent ce qu'on peut imaginer. Pour ma part, je n'oublierai jamais, quoique habitué à l'observation des hideurs morales, le sentiment d'horreur que m'ont inspiré deux adolescents, âgés de 18 et 19 ans, en me racontant, avec un cynisme stupéfiant et une indifférence répulsive, les détails les plus intimes de l'homicide qu'ils avaient commis sur une fruitière, dans le but de la voler. La criminalité juvénile est donc très probablement en progression, et c'est avec une anxiété bien légitime qu'on se demande quel sera l'avenir moral de notre pays, si une digue n'est pas mise à l'extension de ce fléau social. Pour moi, j'en ai la conviction, c'est en réfrénant chez les enfants leurs prédispositions perverses, qu'on coupera le mal dans sa racine, car ils sont la pépinière de laquelle sortent tant d'adolescents criminels ou délinquants. C'est, en effet, presqu'une vérité digne de M. de la Palisse, d'émettre cet axiome, que dans l'enfant, dans cet homoculus, gît tout l'homme ; et pour peu qu'on l'étudie, j'entends surtout l'enfant qui

est au-dessous de dix ans, on retrouve, en miniature, dans ses manifestations, toutes les qualités, mais aussi tous les défauts et même les vices de l'homme. C'est une démonstration que je ne veux pas entreprendre ici ; elle m'entraînerait au delà des limites que doit conserver cette communication : et je ne retiens que cet axiome, *que dans l'enfant est tout l'homme*. Or, l'enfant est en voie de développement physique et moral : il ressemble à la graine dont le produit définitif est plus ou moins satisfaisant suivant les soins dont elle a été entourée. Un sauvageon poussant au hasard dans la haie, ne donnera qu'une mauvaise récolte, ou une fleur sans éclat; qu'il soit greffé sur une tige étrangère, mais saine, et il s'épanouira en une fructification de bonne qualité. Il en est de même pour l'enfant : qu'il pousse à l'aventure, livré à lui-même, sans appui tutélaire, il fera comme le sauvageon, il donnera de déplorables et mauvais produits, tandis qu'au contraire, s'il est placé, opportunément, sous une surveillance bien dirigée, s'il est *greffé* à temps, sur une souche sans tare, il se répandra, un jour, en une floraison intellectuelle de bon aloi. Eh bien ! J'ai la ferme croyance que la préservation morale, pratiquée habilement à l'égard de l'enfant, peut conduire à des résultats qui, pour minimes qu'ils soient peut être actuellement, n'en constituent pas moins un puissant encouragement à développer l'emploi de ce procédé d'amélioration morale chez les jeunes mineurs. C'est en leur faisant jouer le rôle d'une sorte d'amorce au sujet de l'application de la préservation juvénile, que je fais connaître au Congrès les trois observations suivantes, recueillies au cours de mes fonctions médico-légales, et qui synthétisent, pour ainsi dire, les incidents les plus généralement rencontrés pendant la pratique de la préservation juvénile. Et, pour bien préciser, je dois faire remarquer que dans cette communication, je vise uniquement les jeunes mineurs vicieux, laissant de côté les enfants anormaux ou malades mentalement, parce que ceux-ci appartiennent exclusivement à la thérapeutique médicale, et que ceux-là relèvent à la fois de la médecine et de la pédagogie.

Un jour, un enfant de 13 ans est arrêté pour vol : il avait dérobé des cahiers de musique à un ami de son père, veuf et ouvrier dans

un atelier ; il les avait proposés à un marchand qui les lui acheta pour une somme quelconque, que l'enfant destinait à la satisfaction de quelques plaisirs. La soustraction fut découverte, et à la suite de circonstances qu'il est inutile de relater, une instruction judiciaire fut ouverte contre l'enfant. C'était M. Albanel qui en avait été chargé. Un examen médico-légal ayant paru nécessaire, je reçus la mission d'y procéder. Mon attention fut tout particulièrement attirée par l'intelligence naturelle et les dispositions musicales peu communes du délinquant, qui, malgré son jeune âge, était capable de faire sa partie dans un orchestre : il était engagé comme violoniste dans un des théâtres de Paris. Et, lorsque la représentation était terminée, il se rendait avec ses camarades musiciens dans un bouge, ouvert toute la nuit. L'enfant, à ce qu'il m'a raconté, passait plusieurs heures dans ce foyer d'immoralité, donnant à son père, afin d'excuser ses rentrées tardives, un motif quelconque qu'il inventait. L'examen que je pratiquai me porta à proposer le placement de l'enfant sous une surveillance tutélaire, car il était indubitable que la maladie n'était pas l'instigatrice de sa conduite. Ma proposition fut agréée, et le jeune mineur fut admis dans un Patronage sis à Paris ; comme je l'ai dit, il avait alors treize ans.

Les premières années furent terribles pour le Patronage, dont la bienveillance et la longanimité furent soumises à de rudes épreuves. L'enfant ne restait pas chez ses patrons, il s'enfuyait ; en province, où il avait été envoyé, sa tenue continua à être aussi déplorable qu'à Paris, et il alla même une fois, afin de se faire renvoyer, jusqu'à simuler une attaque convulsive, prétendant être hystérique. La ruse fut aisément dévoilée par le médecin appelé, et pendant quelque temps le pupille se comporta un peu moins mal : son échec l'avait, paraît-il, assez déconfit : et, en tout cas, il ne renouvela pas sa tentative de simulation.

Le directeur du Patronage, qui me tenait au courant des agissements de l'enfant, se montrait assez las et était sur le point de le rendre à son père, lorsqu'il résolut cependant de faire un suprême essai. Se rappelant les dispositions musicales de l'enfant, il le fit entrer dans une école de musique, bien décidé cette fois à se séparer définitivement de son pupille si cette dernière tentative ne réussissait

pas. C'était un lourd fardeau pour le patronage, car il y avait une rétribution mensuelle à payer ; néanmoins, on plaça l'enfant dans cette école, en demandant qu'on le gardât comme interne. A la grande satisfaction de son tuteur moral, le pupille s'assagit progressivement ; il cultiva ses dispositions musicales ; autant il avait été indiscipliné, autant il se montra correct et soumis ; puis, au bout de deux ans, je crois, de séjour dans l'école de musique, l'adolescent ayant atteint sa dix-huitième année, s'engagea dans l'armée. Là, il fut placé dans la musique du régiment qu'il avait choisi, et, il n'y a pas longtemps, j'ai appris que sa conduite était si satisfaisante que ses chefs se montraient toujours disposés à lui accorder les faveurs qu'il sollicitait. C'est une guérison, un véritable sauvetage moral que la préservation, et je puis dire aussi la bienfaisance qui a des générosités insoupçonnées, avait heureusement accomplis.

Voici la seconde observation :

Il y a quelque quinze ans, fut amené à ma visite, à l'infirmerie spéciale des aliénés, un jeune garçon âgé de douze ans environ ; il avait été trouvé errant dans les rues de Paris, étant sans domicile, sans famille, et ne connaissant qui que ce fut dont il pouvait se recommander. Ayant paru un peu étrange mentalement, il avait été dirigé sur l'Infirmerie. En m'entretenant avec cet enfant, je constatai bien quelques légères défectuosités intellectuelles, peu importantes, et, m'en autorisant, je rédigeai un certificat administratif en vertu duquel l'enfant fut dirigé sur la colonie de l'asile de Vaucluse. Il y séjourna jusqu'à l'âge exigé pour les engagements militaires, s'étant perpétuellement comporté de la façon la plus irréprochable pendant les six années qu'il avait passées dans la colonie. Le régiment auquel il appartenait fut, à un moment donné, désigné pour faire campagne au Tonkin. Là, le jeune soldat se montra d'un dévouement vraiment héroïque. Un jour il était de grand-garde, et, subitement, les Pavillons Noirs attaquèrent le petit poste avancé. On résista pendant quelque temps, mais, débordés par le nombre, les hommes durent battre en retraite sur le gros de la compagnie, semant le chemin qu'ils suivaient, de plusieurs blessés. Notre jeune militaire ne voulut pas abandonner aux mains

des brigands chinois ses camarades frappés par les balles, car il savait les horribles supplices qui les attendaient. Aussi, il chargea sur ses épaules, successivement, six de ses camarades atteints par les projectiles ennemis, et il alla les déposer, les uns après les autres, en lieu sûr, faisant ainsi six fois la navette entre le champ du combat et sa compagnie. Puis, lorsqu'il eut ramené le dernier de ses camarades blessés, il reprit son fusil et fit le coup de feu jusqu'à la fin de l'affaire. Seulement, au bout d'un certain nombre de mois, survint le jour où l'engagement contracté arrivait à expiration. Notre militaire rentra en France ; il débarqua à Toulon : mais toujours seul, sans soutien physique ou moral ; il chercha du travail inutilement ; la misère était sa compagne assidue ; il vint alors à pied à Paris ; il essaya de se placer, acceptant le premier emploi qu'il rencontrerait ; il échoua. Pendant quelque temps il n'eut pour vivre que les corvées apportées par le hasard ; mais, quant à un travail suivi, comme il en demandait un, il n'en rencontrait pas. Alors, un jour, il va dans un poste de police, expose sa situation misérable, déclarant être sans domicile, et comme il ne voulait ni voler ni mendier, « il était trop honnête pour cela, disait-il simplement », il se mit à la disposition de la police, reconnaissant qu'il était un vagabond. On l'arrêta ; mais comme, sur ces entrefaites, on apprit qu'il avait séjourné autrefois à la colonie de Vaucluse, on le dirigea sur l'Infirmerie spéciale. C'est là que je revis, homme, l'enfant que j'avais examiné plusieurs années auparavant, et que j'appris son héroïque conduite au Tonkin, mais aussi son inébranlable honnêteté en même temps que sa lamentable détresse, à laquelle j'apportai un soulagement dans la mesure du possible.

Assurément, cet enfant avait ancrées dans le cœur, si je puis ainsi dire, les dispositions les plus favorables, et la préservation morale n'avait eu qu'à les parfaire. Malheureusement, ils sont exceptionnels les cas de cette nature, et il faut le plus souvent intervenir, sans succès quelquefois, ainsi qu'on va le voir dans la troisième observation.

Assez récemment, M. Albanel me chargea, conjointement avec M. le docteur Paul Garnier, de procéder à l'examen médico-légal

d'un mineur, âgé de dix-sept ans, sur lequel pesait une très grave inculpation. Cet adolescent, de naissance légitime, était demeuré orphelin de père et de mère, vers l'âge de dix ans ; recueilli par sa grand-mère, ainsi que ses frères et sœurs, il avait été, disait-il, assez malmené par les siens. Aussi, vers la douzième année, il prit le parti d'abandonner sa famille, et se rendit à pied à Paris, quoiqu'affligé d'une claudication congénitale. Il ne tarda pas à être arrêté pour vagabondage, et, ultérieurement, il fut confié à un patronage. Au bout d'un certain temps, l'enfant se conduisant mal chez le patron auquel il avait été confié, fut changé de place ; successivement, divers patrons l'occupèrent soit à Paris, soit en province, où il fit une tentative de suicide par submersion ; et enfin, il s'évada un jour abandonnant le patronage qui, pendant assez longtemps l'avait gardé sous sa surveillance.

A partir de ce moment, l'ex-pupille mena la vie la plus errante qu'on puisse imaginer : il était le type de l'enfant migrateur. Il parcourut la France à peu près dans tous les sens, et alla même à l'étranger, accomplissant ses voyages à pied, en vendant quelques marchandises qu'il colportait avec lui, et se trouvant heureux comme un roi, disait-il, lorsqu'il faisait sa cuisine sur la route, et qu'il mangeait sa soupe.

Chez cet enfant la surveillance tutélaire exercée par le patronage qui l'avait recueilli, n'a pas donné de bons résultats : car le vol, le vagabondage, la mendicité furent les moyens d'existence auxquels le jeune mineur eut le plus habituellement recours. Et cependant, chez lui, la perversité ne paraissait pas être bien profonde : il semblait qu'il n'aurait pas été inaccessible à d'autres procédés de préservation morale que ceux auxquels on s'était adressé. Quoi qu'il en soit, le mineur dont je viens de relater partiellement l'existence, a fini par être appelé devant la Justice pour y rendre compte d'un crime qui est, comme je l'ai dit, d'une extrême gravité.

Je reconnais assurément que quelques faits ne suffisent pas à confirmer ou à infirmer la valeur pratique d'une méthode, car la préservation infantile en est une ; je n'ai pas la prétention de la prouver dans cette communication déjà longue : surtout lorsque

cette méthode, dis-je, s'applique à un procédé aussi difficile à conduire, et exigeant un doigté aussi délicat que celui qui vise à l'amendement moral de l'enfant. Cependant il me semble que ces quelques faits, auxquels j'imagine on pourrait aisément en adjoindre d'autres, peuvent provoquer une incitation efficace chez les esprits qu'intéressent le relèvement de l'enfance en danger moral ou délinquante. Lorsqu'à un enfant il faut remettre un membre ou une colonne vertébrale déviés, dans une rectitude physiologique, on ne fait pas intervenir un traitement contentif toujours identique ; on le varie, on modifie le procédé suivant les circonstances diverses qui se présentent. Eh bien ! il en est de même pour le moral de l'enfant tendant à sortir, ou sorti tout à fait de la ligne droite. Il faut lui appliquer un système de redressement psychique, d'orthopédie morale qui doit différer selon les dispositions innées ou acquises du sujet, car tous les enfants vicieux ne sont pas taillés sur le même patron. Chez le mineur de la première observation, par exemple, le placement au dehors n'a déterminé aucune amélioration morale ; tandis qu'au contraire l'internement dans un établissement particulier a amené un complet changement intellectuel et psychique. Chez l'enfant de la seconde observation, le procédé de préservation devait être des plus simples, il devait se borner à favoriser l'épanouissement des dispositions heureuses dont la nature avait doué le mineur ; pas n'a été besoin de recourir pour lui à une stratégie mentale spéciale : l'expansion morale s'est faite en quelque sorte toute seule. Enfin, chez l'enfant de la dernière observation, le seul procédé d'amélioration morale qui a été employé, le placement chez des étrangers, n'a été suivi d'aucun succès : l'échec a été complet. L'enfant est demeuré ce qu'il avait été précédemment. Mais qui pourrait dire que si cet enfant avait été interné comme le premier, il n'aurait pas subi, lui aussi, une transformation plus ou moins satisfaisante ? Que moins livré à lui-même, que soumis à l'espèce de coercition morale résultant d'un internement particulier, qui pourrait soutenir qu'il n'aurait pas changé moralement ?

Il faut donc, dans la pratique de la préservation juvénile, faire entre les enfants vicieux une sélection, un tri. A l'égard de tel enfant il conviendra de faire intervenir l'internement, ou plutôt le mot prêtant à la confusion, l'internat dans un établissement approprié à ses dispositions naturelles. A l'égard de tel autre enfant, il suffira de le placer sous la surveillance d'étrangers, le laissant jouir d'une liberté relative. Je pourrais multiplier les citations pour démontrer que la préservation juvénile, dont l'idée n'est pas vieille, ne doit pas se cantonner, systématiquement, dans une méthode uniforme et immuable ; qu'il faut la varier suivant les aptitudes individuelles des enfants vicieux : et c'est ce qui entraîne l'adjonction, aux procédés moraux, de combinaisons matérielles qui en facilitent le succès. Ainsi que je le disais en commençant, il vaut mieux prévenir le mal que le guérir ; aussi ce n'était pas sans tristesse qu'on a remarqué pendant si longtemps l'absence, chez nous, d'établissements appropriés pour défendre, contre elle-même, l'enfance vicieuse, pour la *préserver*. Mais, et c'est par cette constatation que je termine, l'idée de la préservation juvénile, conformément à une certaine méthode, est lancée ; le grelot est attaché grâce aux efforts persévérants de M. Albanel. La préservation de l'enfance en danger moral ou délinquante a reçu, il y a à peine deux ou trois ans, une double application par le patronage familial et la création de l'école Théophile-Roussel, à Montesson, près Paris. Ce sont deux innovations, toutes jeunes encore, mais dont le succès suscitera, il faut l'espérer, de nombreuses imitations.

NOTE PRÉSENTÉE PAR M. HENRI BAILLEUL

Directeur de la 3e Circonscription Pénitentiaire

SUR

LE PATRONAGE DES ENFANTS DÉLINQUANTS ARRIÉRÉS

Le Patronage dans son premier aspect se restreint à aider le délinquant libéré dans ses premiers efforts pour lui faciliter l'accès d'une occupation continue qui lui assure le pain quotidien et peu à peu le ramène à son rang social.

Il intervient donc après la faute, après l'expiation et l'on peut concevoir son rôle se bornant là quant il s'agit des adultes : il n'en a jamais été de même quand il s'agit des enfants, des mineurs de 16 ans.

Leur régime, qui découle des art. 66 et suivants du Code pénal a été réglementé par notre loi du 3 août 1850, sous ce titre : *Loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus,* dont la pensée dominante ressort du rapport présenté à l'Assemblée Nationale, le 14 décembre 1849 par l'honorable M. Corne, représentant du Nord : « Venir en aide, disait le rapporteur, à de pauvres enfants délaissés « et entraînés dans des premiers écarts, les préparer à rentrer dans « la vie débarrassés des mauvaises impressions et de vices qui ont « failli les perdre, rendre à la société d'honnêtes et paisibles ouvriers » de l'agriculture au lieu de jeter dans les carrefours de nos grandes « villes de jeunes êtres pervertis et prêts à toute espèce de guerre « contre les lois et la société, cela rentrait essentiellement dans le « cercle de l'assistance et de la prévoyance publiques. »

Toute l'économie de la loi est formée de ces trois idées fondamentales que la faute de l'enfant est imputable à l'abandon dans lequel il a été laissé ; que son redressement est matière d'éducation dont l'envoi en correction n'est que le moyen général, et que dans cette mesure l'application aux travaux agricoles est de nature à en

assurer le succès de préférence aux travaux industriels ; qu'enfin l'intervention sociale est moins acte de justice répressive que de justice préventive et de bienfaisance se caractérisant par l'action du patronage pour faciliter la rentrée et suivre les efforts dans la vie libre des jeunes détenus libérés. Et c'est pourquoi par une disposition finale la loi disait, art. 19 : « Les jeunes détenus désignés « aux art. 3, 4, 10 et 16 § 2 et 3, sont, à l'époque de leur libération, « *placés sous le patronage de l'assistance publique pendant trois* « *années au moins.* »

La loi, dans une pensée généreuse, a confondu ici les deux catégories de jeunes détenus, ceux acquittés (art. 66) mais envoyés dans une maison de correction, pour y être élevés, sous la déclaration de non discernement, et ceux reconnus capables de discernement et atteints de l'emprisonnement correctionnel (art. 67) : ce dernier mode seulement a un caractère pénal, qui le différencie du premier. Plusieurs arrêts de la Cour de Cassation sont venus consacrer cette doctrine en qualifiant l'espèce de détention qui suit l'acquittement « de mesure de police pour rectifier l'éducation » (arrêts 21 juin 1811, 17 juillet 1812), « de moyen de discipline » (arrêt 17 avril 1824), ou « de supplément à la correction domestique » (arrêt 16 août 1832). Quoi qu'il en soit, sous l'empire de cette doctrine, le simple envoi en maison de correction n'en conserve pas moins un caractère coërcitif, et c'est pourquoi la mise en apprentissage direct des enfants de cette catégorie, inaugurée par l'instruction du 3 décembre 1832, d'où devait sortir la colonie de Mettray premier type des institutions de ce genre, *doit être précédée d'un stage*, ainsi que l'ordonne l'instruction subséquente de 1849 : « tout « enfant, y est-il prescrit, même acquitté comme ayant agi sans « discernement, doit commencer par être enfermé dans une prison « et soumis à un régime bienveillant sans doute, mais sévère. C'est « que l'intérêt de *l'enfant ne doit pas seul préoccuper l'autorité.* « Il faut éviter que le père de famille honnête, mais pauvre, qui « élève ses enfants avec un soin religieux et souvent au prix des « plus grandes privations puisse voir avec une sorte d'envie le sort « réservé à des enfants dont l'inconduite est presque toujours le « fruit d'une mauvaise éducation : aller jusque là ce serait ébranler

« la morale publique. La société est obligée d'agir d'après un autre « principe que celui de la charité. Si l'enfant est remis à la tutelle « de l'administration ce n'est pas principalement parce qu'il manque « peut-être d'asile, ce n'est pas même parce que le juge lui a « reconnu des dispositions plus ou moins vicieuses, mais *parce* « *qu'il a commis un acte défendu par la loi pénale.* La loi a « donc surtout en vue, la protection de la société, lorsqu'elle confie « aux soins de l'administration l'éducation d'un jeune acquitté et « lorsque sa famille est connue, c'est en même temps un reproche « public qu'elle lui adresse ». Même dans sa forme adoucie et sous le bénéfice de la déclaration de non discernement, la mesure a donc un caractère de répression, qui va jusqu'à l'infliction d'une peine véritable, quoique mitigée, s'il y a discernement reconnu.

Toutes ces considérations sont fondées quand il s'agit d'enfants, de mineurs normaux. Mais quelle règle suivre quand il s'agit d'enfants anormaux ? Nous n'avons pas à parler de déments, car si à propos des majeurs la loi dispose qu'il n'y a ni crime ni « délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action » à *fortiori* cette règle de suprême justice s'impose pour les mineurs au sujet desquels le législateur prescrit toujours l'examen de la question du discernement en tout état de cause.

Laissons de côté les déments et la disposition spéciale qui les concerne, pour ne voir que les arriérés, les anormaux.

Nous inclinons à croire que, en raison même des atténuations apportées par la loi sur la seule considération d'âge, le juge doit être amené à déclarer le non discernement en présence d'un état mental qui n'est pas la démence, mais un état en approchant plus ou moins et,dès lors, c'est l'acquittement des délinquants arriérés. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'ils ont commis des méfaits contre lesquels il est nécessaire de se mettre en garde, c'est donc l'acquittement, mais avec le renvoi, sous la tutelle de l'Etat, pour être soumis à la détention d'éducation correctionnelle. Ce sera le même résultat, objectera-t-on, que s'ils avaient été dès l'abord, traités comme normaux. Oui, à s'en tenir à ce premier résultat, mais il n'en est plus de même si l'on considère que la loi la plus récente permet en cas de renvoi en correction, de confier directe-

ment l'enfant à une personne, sorte de tuteur bénévole, à une société de patronage, nous dirons, nous, le mieux, à l'assistance publique où le mineur de 16 ans sera soumis au traitement médical approprié, en même temps qu'à une pédagogie particulière. Car il n'y a que l'Etat, centralisant des enfants de cette catégorie, qui soit en mesure d'assurer ce traitement particulier à un double titre, tout en donnant à la Société les garanties qu'elle est en droit d'exiger pour la sécurité publique.

C'est dans cet ordre d'idées que M. le juge d'instruction Albanel, au Congrès de 1900 des « Œuvres et Institutions féminines » sur la question: « Œuvres de préservation et de relèvement — du régime des prisons et des maisons d'éducation correctionnelle », déclarait qu'il serait très désirable que l'on créât des maisons de préservation destinées aux enfants qui, sans être des déments ni des aliénés, ont cependant une tare originelle qui nécessite des soins médicaux en même temps qu'une éducation sévère pour les punir, nous ajouterons nous, pour les préserver, eux et la Société, contre la récidive des méfaits qu'ils ont commis.

Pour les délinquants normaux, la loi de 1850 les soumet, après le temps de correction expiré, au patronage de l'assistance publique. Nous exprimons le vœu que, pour les anormaux, le renvoi à l'assistance publique soit immédiatement appliqué. Pour les premiers, c'est la mesure finale et comme le couronnement de l'œuvre réformatrice pénitentiaire ; pour les seconds, c'est la mesure initiale assurant à la fois le double traitement médical et pédagogique, nécessaire au redressement du mineur délinquant anormal, et donnant toute garantie à la sécurité publique.

A côté de l'anormal il y aussi l'arriéré, les uns et les autres formant une catégorie à part, mais constituant dans leur ensemble toute une série d'individus profondément séparés aux extrêmes, se rapprochant par les intermédiaires au point qu'une démarcation précise devient difficile et qu'une confusion se produira fréquemment en pratique.

L'anormal est l'être dont la constitution, soit au physique, soit au moral, n'est point conforme au type tel qu'il est donné par la nature. L'arriéré n'a point de ces anomalies apparentes au moins

de premier aspect, mais son développement est tardif, sans corrélation avec le progrès régulier de l'âge.

On comprend que ce dernier, surtout au milieu des délinquants, appelle une attention particulière et nécessite des soins spéciaux tant au point de vue physique qu'au point de vue moral ou intellectuel, et cela étant, en dehors du régime médical approprié, quel peut être le meilleur mode d'éducation pour le redressement ? Dans quel sens le patronage doit-il intervenir et agir au mieux de l'intérêt du pupille, aussi bien que de l'intérêt social ?

Cette catégorie d'arriérés est-elle bien nombreuse parmi les pupilles dans nos établissements pénitentiaires ? La statistique officielle sur ce point contient une lacune qu'il serait utile à la criminologie de combler ; mais à défaut de chiffres basés sur des données scientifiquement relevées, comme il conviendrait en la matière, l'expérience des colonies de jeunes détenus fait ressortir que le chiffre en reste peu élevé ; la raison s'en trouverait peut-être dans leur état de plus grande infirmité physique et intellectuelle qui tient les arriérés éloignés des occasions de faits délictueux et particulièrement aussi dans le triage opéré par les soins des magistrats au début de l'instruction ouverte contre des délinquants de cette catégorie.

Il nous a été donné de contrôler l'exactitude de cette observation au quartier correctionnel de Rouen en août 1890 ; il y existait à ce moment plus de 150 jeunes détenus, dont les éléments [1] étaient fournis par la section des condamnés à deux ans et au-dessus, en application de l'art. 67 du Code pénal, par suite de reconnaissance de discernement, et par la section des insubordonnés, déclarés tels suivant les termes de la loi de 1850, c'est-à-dire dans les deux cas ne comprenant que des enfants profondément vicieux et dont plus de vingt avaient été condamnés pour homicide, allant de l'homicide simple à l'assassinat. Un des éminents professeurs de l'Ecole de Médecine de Paris, M. Ball, qui a présidé le Congrès National d'aliénation

(1) Nous ne parlons pas d'une troisième catégorie, constituée peu après, des jeunes gens qui, s'ils avaient été majeurs de 21 ans, auraient été atteints de la relégation suivant les termes de la loi de 1885 : Les pires parmi les pires, en fait de dégradation morale dépassant tout ce que l'esprit le plus prévenu peut imaginer.

mentale, alors réuni à Rouen en août 1890, vint visiter nos jeunes gens, et c'est sous ses auspices que nous avons pu confirmer nos observations : un très petit nombre étaient atteints de ces signes désignés en médecine sous le nom de tares, de stigmates physiques, tels que l'asymétrie du visage, du crâne, le palais en ogive, l'étroitesse accentuée du front ; on peut estimer à 10 0 0 de l'effectif total ceux qui, au cours de cette visite minutieuse, ont été reconnus ostensiblement atteints de ces stigmates, signes extérieurs d'une anomalie caractérisée, et parmi ces signes le plus fréquemment observé était le palais en ogive ; d'ailleurs, à ces signes ne correspondait pas toujours une débilité morale caractéristique, mais un penchant plus accentué vers le vice et la violence ; ils restaient comme indices d'instincts bas et cruels, de bestialité.

Et il ne faut pas perdre de vue que Rouen offrait à cette époque un centre tout particulièrement intéressant et propice à l'observation dans cet ordre d'idées, attendu qu'il était le lieu de concentration des jeunes détenus provenant des régions du Nord, surtout de Paris, de Normandie et de Bretagne, notoirement connus pour les ravages qui y exerce l'alcoolisme, signalé par les médecins comme le principal agent des tares découlant de l'atavisme, c'est donc là que devaient se rencontrer en plus grand nombre les tares physiques, et nous venons de voir que la proportion n'était point supérieure à 10 0|0.

La débilité intellectuelle ne présentait pas un pourcentage plus élevé dans ce milieu de sélection criminelle qui concentrait les pires parmi les jeunes délinquants, car les progrès réalisés à l'école l'ont démontré péremptoirement ; quelques-uns y étaient doués, au contraire, d'une intelligence supérieure, dont une culture plus attentive et commencée plus tôt aurait pu assurer un épanouissement fructueux.

L'infirmité morale y était beaucoup plus accentuée sans correspondre, d'ailleurs, à *l'habitus corporis*, et ce n'est pas la constatation la moins frappante que de retrouver des âmes de petits enfants dans des êtres ayant atteint le développement d'adultes ; ce sont les simples, l'infirmité intellectuelle correspondant toujours, mais à un degré moindre peut-être, à l'infirmité morale.

L'expérience démontre pour ces enfants, l'avantage, pour leur éducation, des travaux de force, particulièrement à l'air ; dès qu'un de nos pupilles de la catégorie inférieure se livrait, comme par un entraînement irrésistible à une série de plus en plus grande d'actes d'indiscipline, le remède se trouvait moins dans la serie de punitions de plus en plus graves, qu'il fallait bien appliquer au début et impliquant la claustration, que dans la mise, au premier témoignage de soumission, à des travaux simples mais exigeant un effort, et les meilleurs étaient ceux entraînant des mouvements fréquents, des changements de position et le grand air.

Celui qui réalise le mieux toutes ces conditions est le travail des champs pour cette catégorie des jeunes délinquants, dont il assure un développement physique plus sain et prépare le développement intellectuel par le contact des choses simples, telles que le procure le spectacle toujours ouvert de la nature.

Cet ensemble d'observations est confirmé par une série d'autres observations que nous devons à l'obligeance de nos collègues, dont nous avions sollicité le concours en leur soumettant un questionnaire proposé par M. le Dr Chevalier, médecin-adjoint des prisons de Marseille [1].

(1) Ce questionnaire, tardivement dressé, n'a pu être l'objet d'un examen approfondi ; nous en relevons le texte comme susceptible de servir de point de départ à des études ultérieures qui s'imposent et à des observations continues sur la question posée qui nous paraît présenter un grand intérêt sociologique.

Avez-vous dans votre établissement des enfants arriérés ? — Combien en avez-vous ? — Avez-vous une section spéciale pour ces enfants ? — Sont-ils l'objet de soins spéciaux ? — Avez-vous, pour en prendre soin, un personnel éduqué ou ayant reçu des indications particulières ou spéciales ? — Avez-vous pour eux une éducation spéciale adaptée à leur état ? — Pourriez-vous nous fournir sur chacun de ces enfants, détenus chez vous, une note où vous indiqueriez les points vous paraissant plus particulièrement intéressants ? — Et entr'autres les suivants : L'Enfant est-il arriéré physiquement, intellectuellement et moralement ? — A quel degré est-il arrivé ? — Quel est son âge réel ? — Quel est celui qu'il paraît avoir au moral et au physique ? — Pour quel délit est-il détenu ? — Quel était son état à son entrée chez vous (mental, physique et moral) ? — Quel système d'éducation physique, moral et mental avez-vous employé à son égard ? — Comment s'est-il comporté durant son séjour chez vous ? Quel est son état actuel (physique, moral et mental ? — Quel résultat estimez-vous avoir obtenu ? — Quelle est votre opinion personnelle ?—Avez-vous fait à ce sujet des observations particulières ?—Auriez-vous à formuler des desiderata particuliers à ce sujet ? — Prière de distinguer soigneusement les enfants arriérés des enfants idiots ou aliénés et de faire une mention spéciale pour les myxadimateux au cas où vous en auriez.

Nous les résumons :

Colonie du Val d'Yèvre (Cher), effectif 269. — Dans l'effectif total, on compte 1 idiot et 9 arriérés, qui donnent respectivement les proportions de 0.4 et 3.1, 0 0. Pour eux, pas de régime spécial ; mais ils sont occupés à des travaux légers ne demandant pas beaucoup d'efforts intellectuels et en rapport avec leurs forces physiques.

L'éducation leur est donnée par le personnel enseignant et par les surveillants de la colonie ; à l'école, ils sont confiés aux moniteurs les plus intelligents.

L'idiot, physiquement, est bien constitué ; des 9 arriérés, 6 le sont intellectuellement et moralement, les 3 autres le sont également physiquement.

7 paraissent leur âge, les 3 autres paraissent 2 ans de moins.

Les motifs de condamnation sont : mendicité, 1 ; vagabondage, 2 ; vol, 4 ; coups et blessures, 2 ; incendie, 1.

Sauf l'idiot qui est doux et soumis, les autres se sont fait punir : 4 pour paresse invétérée et insubordination, 5 pour de motifs moins graves.

Bien que dans nos établissements il ne soit pas possible de s'occuper d'une façon toute spéciale des idiots et des arriérés, on obtient cependant des résultats appréciables aux points de vue physique, moral et mental. Ces enfants, qui respirent l'air des champs à pleins poumons, qui peuvent se livrer à tous leurs ébats, qui font une heure de gymnastique par jour et qui reçoivent une nourriture très substantielle, se fortifient beaucoup, et plusieurs d'entre eux, qui sont arrivés chétifs, malingres à la colonie, en sont sortis grands, robustes ; d'autre part, les bonnes paroles qui leur sont adressées les nombreuses leçons de morale qui leur sont faites, les rendent meilleurs. Enfin, grâce au peu d'instruction que l'on arrive à leur donner, leur intelligence se développe, ils raisonnent mieux et contractent des habitudes de propreté, d'ordre et ils font de petits travaux demandant déjà un peu de réflexion. — Briavoine, directeur.

Ecole de Réforme de Saint-Hilaire (Vienne), effectif 340. — Actuellement nous n'avons aucun enfant qu'on puisse *qualifier d'arriéré*. Quelques-uns sont très petits, malingres vu leur âge, mais ils sont assez intelligents et courageux malgré tout. S'il s'en trouvait ici ils n'auraient ni régime, ni personnel spéciaux. A mon avis les tribunaux ne devraient jamais envoyer des enfants de cette catégorie dans nos établissements ; il vaudrait mieux les confier à l'assistance publique, mieux préparée que nous pour leur donner une éducation appropriée à leur état intellectuel, moral et physique. — Beaunier, directeur.

Colonie Maritime de Belle-Ile en Mer (Morbihan), effectif 307. — On compte 5 pupilles arriérés, soit 1.66 0 0. Ils sont confiés à un maître qui n'a pu parvenir à leur apprendre à lire, écrire et compter. Tous sont faibles d'esprit, sans particularité à signaler dans leur état ; sur les 5, un seul, après 9 ans de séjour à la colonie commence un peu à lire et à écrire, et il est âgé de 19 ans 1/2.

En général tous paraissent avoir 1 ou 2 ans de moins que leur âge réel ; l'un d'eux est atteint de bégaiement ; tous ont été atteints d'incontinence nocturne d'urine jusqu'à l'âge de 16 ans. Les motifs de condamnations sont : vols, 3 ; attentat à la pudeur, 1 ; mendicité, vagabondage, 1.

Leur conduite a toujours été satisfaisante.

Le résultat au point de vue intellectuel est nul, satisfaisant au point de vue du travail manuel ; ces arriérés pourront faire des ouvriers agricoles, susceptibles de subvenir au dehors à leurs besoins.

Le recrutement des pupilles transférés à Belle-Ile a toujours été l'objet d'une certaine attention tant au point de vue physique que moral, attendu qu'un grand nombre d'enfants sont affectés à la section maritime.

Le nombre relativement restreint de pupilles arriérés ne nous a pas permis de nous faire une opinion personnelle à leur égard.

Les renseignements héréditaires sont bons pour 4 de ces enfants, médiocres pour le cinquième qui est un enfant naturel.

Ces enfants devraient être dirigés sur un établissement spécial, comme les enfants malades, car ils sont une cause de retard et de gêne dans l'instruction de leurs camarades.

Tous sont simplement arriérés, intellectuellement, mais ni idiots, ni aliénés. — Peyron, directeur.

Colonie Agricole et Industrielle de Sainte-Foy (Dordogne), effectif 521. — Pas un seul enfant de la catégorie des arriérés, affirme le Directeur ; mais il y en a eu un de 1895 à 1899, et c'est l'historique de ce pupille qui est présenté. Nous l'insérons entier, et nous pouvons y voir le type des enfants de cette catégorie que l'observation retrouve, suivant les circonstances, dans la vie, en prison, dans les hospices ou refuges.

Antécédents. — Orphelin de père à 10 ans, il vit abandonné de sa mère, recueilli par un oncle qui habite une ville de 25.000 âmes, il est envoyé en classe, mais ne s'habitue ni à la ville, ni à l'école, où il est le souffre-douleur des autres ; il quitte souvent la maison, court le long des chemins, et quand il n'est pas occupé par charité dans une ferme à titre de berger, il mendie. Arrêté comme vagabond, il est envoyé, par le tribunal de Bourg (Ain), en correction jusqu'à la 20e année ; il a alors 15 ans 1/2.

A la Colonie, il se montre doux, docile, soumis, un peu taquin, et sans l'assistance bienveillante des surveillants, il serait bientôt le souffre-douleur de ses nouveaux camarades.

Il a la manie d'écrire aux personnes qu'il connaît de vue et, après avoir entendu un missionnaire, il voudrait le suivre.

Comme il est seul de sa catégorie, il est assimilé aux autres colons et vit de la vie commune ; cela est bon pour lui, bon pour ses camarades aussi, qui doivent apprendre à vivre avec les faibles sans les opprimer ou les malmener.

Au début, il est lent en tout, mais, peu à peu, il se dégourdit, se met au train des autres. En classe, il se développe un peu, apprend à lire et à écrire, mais quand il écrit, il coupe tous les mots, les décomposant en leurs syllabes.

Au chantier, il travaille autant que les autres enfants de sa taille, mais non de son âge. Physiquement, en effet, il a grandi, mais n'a pas la taille normale, et quand il atteint sa vingtième année, il a l'apparence d'un garçon moyen de 14 ans ; toutefois, la moustache et les favoris ont poussé et le vieillissent un peu.

En sortant, au moment de son départ, en 1899, après un séjour de 4 ans 1/2 à Saint-Foy, il est capable d'un travail de culture léger et pourrait gagner sa vie comme petit domestique de ferme,

mais il aimerait mieux être berger, car il aime les animaux ; seul, il est facilement distrait, mais avec un compagnon de travail il ne reste pas inactif.

Son séjour à Saint-Foy lui a été certainement profitable ; il a pris goût au travail et n'a pas l'idée d'errer comme autrefois. Les facultés affectives et morales se sont développées, il veut se bien conduire, il est reconnaissant du bien qu'on lui a fait ; il s'est attaché aux personnes qui l'entourent ; il quitte Saint-Foy dans d'excellentes dispositions ; il est toutefois insuffisamment préparé pour les luttes de la vie. Ce n'est pas sans anxiété que je le fais conduire à la gare. Que deviendra-t-il ?

Dans la vie. — Trois années se sont écoulées : il a écrit à son directeur à diverses reprises. Il est revenu auprès de sa mère qui l'a reçu chez elle ; malheureusement elle habite Lyon ; il est employé chez un jardinier, mais il ne peut s'habituer à la ville, dans le quartier il est exposé aux quolibets des enfants dont il paraît avoir l'âge, il s'ennuie, s'irrite et se réfugie auprès d'une tante qui habite une toute petite ville et qui ne peut lui procurer du travail. On voudrait des jeunes gens solides et, hélas, il n'a guère de mine. Les gamins lui font ici encore la vie dure ; il voudrait reprendre sa place à la colonie ou en trouver une dans les environs ; ici il aurait le nécessaire et se sentirait protégé.

Pour les arriérés, la solution de la question est toute entière dans la charité ; ils ont besoin d'êtres qui les aiment pour opérer leur développement dans la mesure où il est possible par l'éducation, et, ensuite, d'êtres qui les patronnent et les protègent, les adoptent comme s'ils étaient leurs propres enfants. — Pasteur PÉNISSON, directeur,

Colonie Industrielle d'Aniane (Hérault), effectif 236. — On compte 3 enfants arriérés, soit 1.3 %: ils sont soumis au même régime alimentaire que les autres, mais ils sont l'objet d'une surveillance plus indulgente, recommandés d'une façon particulière à l'attention et aux bons soins des agents et des employés qui doivent les protéger dans la mesure du possible contre leurs camarades et contre eux-mêmes.

Il n'est pas possible de les isoler, ni de leur faire donner une

éducation particulièrement appropriée à leur état mental et physique par suite de la disposition des lieux.

Ce sont des enfants simplement arriérés au moral comme au physique ; leur taille, leur périmètre thoracique et leurs poids sont au-dessous de la moyenne des enfants de leur âge. Au point de vue intellectuel, il n'a pas été possible, malgré toute la patience et la persévérance des instituteurs, de leur apprendre à lire et à écrire couramment.

Au point de vue moral, ils sont inconscients ou presque inconscients, car ils ne discernent que très imparfaitement les bonnes des mauvaises actions ; en résumé, le sens moral n'existe pas chez eux ou il n'existe qu'à l'état rudimentaire. Des trois pupilles, l'un, âgé de 18 ans, paraît avoir 10 ans au point de vue moral et 15 ans au point de vue physique ; l'autre, âgé de 19 ans, de 13 à 14 ans au point du vue moral et 17 ans physiquement, le troisième, âgé de 17 ans, de 12 à 13 ans sous tous les rapports.

Les délits sont : vagabondage, 2 ; vol, 1.

Ces enfants se sont légèrement développés au point de vue physique, mais sans progrès appréciable mentalement et moralement. Etant à peu près inconscients, leur conduite a souvent laissé à désirer, mais ils n'ont jamais encouru que des punitions légères, en égard à leur responsabilité relative.

A titre de conclusion on ne devrait jamais en correction, surtout dans une colonie indnstrielle, où l'apprentissage, long et difficile, exige une attention soutenue et intelligente de la part des apprentis, des enfants marqués par une telle infériorité.

Il faudrait des établissements spéciaux pour cette catégorie d'enfants. — JUILLET, directeur.

COLONIE CORRECTIONNELLE D'EYSSES (Lot-et-Garonne), effectif 359. — Il faut noter que cette colonie a été enfin constituée suivant le vœu de la loi de 1850, au titre d'établissement correctionnel, c'est-à-dire réservée aux insubordonnés et aux condamnés après reconnaissance de discernement par application de l'art. 67, en remplacement des quartiers dits correctionnels, notamment de celui de Rouen à partir de 1895 ; cette observation expliquera l'augmentation sensible du nombre des jeunes détenus, signalés arriérés, qui se rapproche de celui que nous avions relevé à Rouen en 1890. A la colonie d'Eysses, le chiffre total atteint 20 sur 300, soit une proportion de 6.66 0/0.

Voici les faits relevés avec une remarquable sollicitude par le Directeur :

Il y a une section spéciale pour les « petits », dans laquelle vont naturellement les arriérés ; ils sont traités avec toute l'indulgence que comporte leur état et sont, en outre, l'objet de soins particuliers de la part des instituteurs, recevant l'éducation de la section à laquelle ils appartiennent. Il est difficile d'établir une démarcation précise entre arriérés et normaux. A mon avis cependant, 13 de nos pupilles entrent nettement dans la catégories des arriérés, soit au point de vue intellectuel, soit au point de vue mental. Le retard ou l'arrêt de développement physique, est, en outre, très marqué chez 8 autres sujets : mais comme les facultés sont intactes, j'écarte ces derniers et je classe les 13 premiers comme suit :

1° Arriérés physiquement, intellectuellement et moralement :

G. ., 18 ans, en paraît 10 ; condamné pour vols et coups et blessures (art. 67 Code pénal), peu intelligent, pas de sens moral, se refuse à tout travail scolaire ou manuel, enfin, à tout effort, reste stationnaire, Pas d'espoir d'amélioration : un dégénéré.

2° Arriérés intellectuellement et moralement :

A..., très faible à son entrée, s'est développé au physique, mais est resté très inférieur mentalement ; caprices d'enfants, entêtement, caractère difficile. Bien qu'âgé de 20 ans, il a la raison et l'intelligence d'un enfant de 12 ans. Légèrement amélioré, avenir très incertain, jugé pour incendie volontaire (art. 67).

Lh..., 20 ans, *asymétrie faciale accusée* : très borné, sait à peine lire, pas de sens moral. Accès de fureur confinant à la démence ; un dégénéré, état stationnaire : jugé pour vol (art. 66), a fait à diverses reprises des menaces d'incendie. Raison d'un enfant de 8 ans.

M..., 20 ans, en paraît 12 par son infériorité intellectuelle et morale ; presque illettré, fait peu de progrès, moralité douteuse, très faible physiquement, aspect vieillot et peu sympathique. Jugé pour mendicité (art. 66).

L..., 16 ans 1/2, raison et intelligence d'un enfant de 8 ans, instable ; pas de volonté, illettré, condamné pour attentat à la pudeur (art. 67).

R..., 16 ans, même état que le précédent et condamné pour le même délit (art. 67).

D..., 17 ans, très méchant, borné, absence de sens moral, impulsion au suicide, condamné pour vol.

H ..., 18 ans, infériorité moins accusée, épileptique, condamné pour vol et bris de clôture.

R..., 20 ans, infériorité mentale et intellectuelle très prononcée et correspondant à un retard de 7 ou 8 ans, passions basses, volonté faible, jugé pour coups volontaires et vols.

3° Arriérés moralement :

G..., 20 ans, sens moral très faible, instable, défaut d'équilibre des facultés, peu de volonté ; raison d'un enfant de 12 ans, sait lire, écrire et calculer ; jugé pour vagabondage.

J..., 17 ans, intelligent, sait lire, écrire et calculer. Absence de sens moral ; la volonté semble se fortifier, inférieur de 8 ans aux enfants de son âge, a les entêtements, les impatiences, les colères subites et les découragements de tous les jeunes enfants. Jugé pour vol.

4° Arriérés intellectuellement :

P..., 20 ans, intelligence très peu développée, demi-surdité, veut bien faire ; s'est amélioré et s'est développé physiquement en ces derniers temps, a appris à lire et à écrire. Jugé pour vols, coups et blessures.

La plupart de ces arriérés ne me paraissent susceptibles d'aucune amélioration au point de vue moral et mental, quel que soit le système d'éducation auquel on puisse les soumettre.

La vie au grand air, les exercices du corps, les distractions et une nourriture saine suffisent dans la plupart des cas à leur amélioration physique.

Je ne vois pas, en dehors de la création d'un établissement avec désignation spéciale dans l'une de nos colonies, la possibilité de faire donner une éducation particulière aux enfants arriérés. Il y faudrait un personnel préparé en vue de cette éducation et qui fait défaut dans nos maisons.

Il y a, en outre, 3 pupilles traités dans un asile comme aliénés. Sitôt que de troubles cérébraux se manifestent, les malades sont transférés dans cet asile — GIRARD, directeur.

ECOLE DE PRÉSERVATION POUR LES JEUNES FILLES A DOULLENS (Somme), effectif 163. — Cet établissement est de récente création et paraît avoir acquis une existence définitive, succédant à d'autres dont le premier fut fondé vers 1873, sous le titre de : Colonie Sainte-Marthe, près Paris. Il y avait des colonies de l'Etat pour les garçons ; l'expérience n'avait pas été faite pour les jeunes filles : c'est l'origine de l'école de Préservation de Doullens, qui compte aujourd'hui une moyenne de 163 pupilles, sous la direction d'un personnel de surveillantes et d'institutrices laïques et d'un directeur, fonctionnaire de l'Etat, comme il en est placé à la tête des colonies publiques de jeunes détenus.

Nous résumons ces observations particulièrement précieuses en ce qu'elles concernent les jeunes filles, élevées directement sous la tutelle de l'Etat, et il est intéressant de constater, pour la solution du problème posé, que les observations qui ont été recueillies concordent avec celles relevées dans les colonies de garçons, en ce qui touche l'indication fournie par l'étude de ceux-ci, savoir la supériorité des travaux en plein air, de la campagne pour notre catégorie d'enfants arriérés.

La plupart des enfants nous arrivent dans un état de santé qui laissent beaucoup à désirer. Les unes, les petites principalement, n'ont pas le développement physique que comporte leur âge ; les autres présentent, ainsi que le constate le médecin, des traces de lymphatisme, quelquefois de scrofule. Beaucoup, d'autre part, et c'est le plus grand nombre, sont maigres et anémiées. Cela s'explique très facilement, étant donné les misères de toutes sortes qu'ont dû supporter ces fillettes avant leur entrée à l'école (privation de nourriture ou nourriture insuffisante et malsaine manque quelquefois d'abris, souvent de vêtements, absence totale de soins hygiéniques, l'usage de l'eau au point de vue propreté leur est inconnu, nuls soins intimes par conséquent, vagabondage et souvent aussi mauvaises mœurs et habitudes vicieuses).

Dès leur arrivée, toutes les pupilles reçoivent un bain, plusieurs,

si c'est nécessaire ; elles sont l'objet d'un examen médical aussi complet que possible, et c'est alors que, suivant leur état de santé, un traitement spécial leur est donné.

Ce traitement se compose généralement de vivres supplémentaires (régime de l'infirmerie) et de médicaments toniques : huile de foie de morue, vin de quinquina, préparations ferrugineuses et arsenicales, douches, etc. Grâce à ce régime, grâce aussi et surtout aux conditions d'hygiène exceptionnelle dans lesquelles l'Ecole de Préservation de Doullens est installée, enfin grâce aux soins intelligents et dévoués qu'elles reçoivent de leurs surveillantes, nos pupilles, au bout de quelques mois, sont devenues méconnaissables et florissantes de santé et d'embonpoint. Elles nous quittent, au moment de leur libération, complètement transformées.

Au point de vue intellectuel, la situation n'est pas la même. Victimes de tares ataviques, perverties souvent par le milieu familial auquel elles ont appartenu, nos élèves sont généralement atteintes d'une évidente dépression intellectuelle. Plusieurs au début, se montrent incapables de tout effort soutenu, et opposent une réelle apathie, voire de la résistance, aux leçons de leurs maîtresses ; mais peu à peu, et après de patients efforts, les cerveaux obscurs dès le principe, s'ouvrent aux choses de l'esprit.

Il convient de noter que l'exploitation agricole annexée à l'établissement donne d'excellents résultats en permettant d'occuper à la culture 40 pupilles, qui bénéficient de l'effet salutaire que produit sur elles la vie en plein air.

Les pupilles suivantes peuvent être citées comme étant entrés dans la maison, d'abord rebelles à toute culture (arriérés intellectuellement) et s'étant ensuite perfectionnées sous le rapport de l'éducation professionnelle et de l'instruction primaire.

X... Marie-Germaine, née le 7 octobre 1877 ; en correction jusqu'à 18 ans accomplis, vol et mendicité.

Le délit commis doit être attribué à la misère et à ce fait qu'e l'enfant, battue par l'homme avec lequel habitait la mère, a dû abandonner la roulotte où elle demeurait.

A son entrée, était très arriérée ; grâce aux bons soins prodigués par la dame surveillante chargée du quartier des « Petites », elle

s'est peu à peu développée. Depuis quelques mois, elle est employée à l'exploitation agricole ; le travail des champs lui est profitable ; en classe, elle fait des progrès ; il est certain que cette enfant sortira de l'école complètement transformée.

X..., Joséphine, née le 19 janvier 1885, en correction le 12 octobre 1896, jusqu'à sa 20e année accomplie, pour outrage à la pudeur.

Conduite assez bonne ; au début ne travaillait que par boutades. Occupée à l'exploitation agricole, s'est mise au travail et s'est développée physiquement ; en classe, est arrivée à lire et à écrire, mais bien lentement.

Fera une fille de ferme et pourra bien faire si, une fois libre, elle évite les mauvaises fréquentations et si, en raison de ses mauvais instincts précoces, elle sait se tenir éloignée des plaisirs faciles.

X... Marie, née le 24 septembre 1885, en correction le 21 septembre 1897, jusqu'à l'âge de 18 ans pour mendicité et complicité de vol. Est arrivée dans l'établissement assez bien portante, mais complètement arriérée intellectuellement, et dépourvue de tout sens moral. Guidée par ses maîtresses (institutrice et dames surveillantes) elle a appris à lire, à écrire et à calculer ; elle fait partie des élèves qui se présentent cette année au certificat d'études primaires et qui ont des chances d'être admises dans les premiers rangs.

Soumise et très assidue au travail, elle est devenue une ouvrière habile, notamment en lingerie. Au dehors elle pourra gagner entièrement sa vie.

X... Hélène, née le 29 décembre 1884, en correction le 28 août 1897 jusqu'à 18 ans pour vol et escroquerie,

Assez bonne conduite pendant son séjour à l'Ecole. Est arrivée complètement arriérée, savait à peine parler. Dès le début ne pouvait rien apprendre, la surveillante du quartier des « Petites », qui dirige maternellement ses enfants, lui a appris à travailler ; peu à peu elle s'est mise à l'ouvrage, a appris le ménage, le blanchissage du linge et la couture ; en classe elle a fait quelques progrès. Libérée le 29 décembre dernier, elle a pu être placée comme bonne à tout faire et gagner sa vie. — DE BONAFFOS, Directeur.

A côté de l'Ecole de préservation de Doullens, nous aurions à citer les colonies privées des plus importantes de Montpellier (Nazareth), Rouen (Darnetal) et Ste-Anne d'Auray, dont les effectifs sont respectivement de 89, 229 et 155 filles : cette dernière ne nous est pas connue personnellement, mais nous avons eu maintes fois, sous les auspices et la haute compétence de Madame l'Inspectrice générale Dupuy, l'occasion de visiter les deux premières, où nous avons vu pratiquer les mêmes méthodes pour les enfants arriérées ; les éléments nous font défaut pour en établir le pourcentage, mais cette catégorie d'enfants trouve facilement son classement avantageux dans les services économiques et les travaux des champs, dont la répartition, d'après la dernière statistique (1900), donne les chiffres suivants : Montpellier, 32 et 14 ; Rouen, qui exploite une ferme modèle, 58 et 44 ; Ste-Anne d'Auray, 20 et 17.

L'ensemble de ces témoignages vient corroborer les observations relevées au quartier correctionnel de Rouen dans les conditions que nous avons relatées ci-dessus : elles étaient de 1890, celles-ci sont du moment, ce qui semble démontrer une certaine permanence dans les faits observés, et, dès lors, confirme notre première conclusion de la nécessité de travaux simples, même de force, la vie au grand air, tels que les offre la vie des champs. N'est-ce pas à cette conclusion que conduisent aussi les données de la science médicale pour les enfants arriérés d'une manière générale en ce qui touche le développement physique, aussi bien que les préceptes de la pédagogie en ce qui touche le développement intellectuel et l'éducation morale ?

La voie du patronage, devant les faits acquis de l'expérience que nous venons de résumer recueillis partout, semble dès lors toute tracée ; à l'origine suivre les enfants devant le tribunal de répression et, par les comités de défense, tendre à un examen médical approfondi, afin d'assurer l'élimination complète en vue de soins spéciaux de ceux que M. le juge Albanel signalait au congrès de Paris en 1900, provoquer la mise en apprentissage des délinquants arriérés aux travaux des champs et du grand air, soit dans les colonies et maisons d'éducation, soit dans les placements particuliers, et, le terme de correction accompli, s'efforcer de les maintenir dans

cette direction : telle nous apparaît la triple tâche du patronage en cette matière, avant, pendant et après l'action de la justice de répression.

Pratiquement, pour faciliter l'atteinte de ce but, faudrait-il des établissements spécialement créés à cette fin ?

Il ne nous semble pas qu'il en doive être ainsi, toute question de budget mise de côté d'ailleurs ! Car il ne faut pas se dissimuler qu'il y aurait de ce chef un accroissement sensible de dépenses, que ne justifierait point le nombre relativement peu élevé de nos arriérés devant la masse générale. Mais il serait utile que ces enfants fussent centralisés dans un ou plusieurs établissements déjà existants qui apparaîtraient le mieux réunir toutes conditions de situation, et, où les moyens d'éducation, physique, intellectuelle et morale seraient condensés avec un personnel de choix, après aptitudes éprouvées.

TROISIÈME PARTIE

TRAVAUX DU CONGRÈS
SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

STÉNOGRAPHIE
DE
MM. VICTOR GALLIAND et CAMILLE ROUQUIER
Sténographes judiciaires à Paris

SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

Lundi 13 Avril 1903

Présidence de M. Emile LOUBET, Président de la Républiqne

La séance solennelle d'ouverture du Congrès a eu lieu le lundi, 13 avril, à la Préfecture, sous la présidence de M. le Président de la République.

Plus de trois cents membres du Congrès, parmi lesquels un très grand nombre de dames, ont répondu à l'appel de la Commission d'organisation et constituent une assistance d'élite.

A 5 heures, M. Léonce Conte, président de la Commission d'organisation prend la parole :

Mesdames,
Messieurs,

En attendant l'arrivée de M. le Président de la République, je vous propose de nommer le Bureau du Congrès. (*Assentiment*).

Voici le Bureau que le Comité d'organisation vous propose de nommer pour le V^e^ Congrès National du Patronage des Libérés :

PRÉSIDENTS D'HONNEUR :

MM. Chaumié, Ministre de l'Instruction publique.
Théophile Roussel, sénateur, membre de l'Institut, président l'*Union des Sociétés de Patronage de France*.

MM. Bérenger, sénateur, membre de l'Institut.
Ballot-Beaupré, premier président de la Cour de cassation.
Charles Petit, président honoraire à la Cour de cassation, qui a présidé le Congrès de Paris.
Voisin, conseiller de la Cour de cassation, qui a présidé le Congrès de Lille.

PRÉSIDENT :

M. Cheysson, membre de l'Institut, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, ancien président de la *Société générale des Prisons*, vice-président de *l'Union des Sociétés de Patronage de France*.

VICE-PRÉSIDENTS

MM. Dormand, premier président de la Cour d'appel de Toulouse.
Rack, procureur général à Rouen.
Harel, président de chambre à la Cour d'appel de Paris.
Eugène Rostand, membre de l'Institut, président de l'*Assistance par le travail*, de Marseille.

TRESORIER :

M. Poupardin, trésorier de la *Société Marseillaise de Patronage des libérés*.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :

M. Vidal-Naquet, président du *Comité de défense des enfants traduits en justice*.

SECRÉTAIRES ADJOINTS :

MM. Baillière, secrétaire général de la *Société du Patronage Familial*.
Bonnecorse de Lubières, ordonnateur de l'*Œuvre des prisons d'Aix*.
Guillard, secrétaire adjoint du *Comité de défense des enfants traduits en justice*, du Havre.
Lung, secrétaire adjoint de la *Société de Patronage des libérés* de Bordeaux.

Augustin Gardair, secrétaire général de la *Société Marseillaise de Patronage des libérés et des adolescents*.
Wulfran Jauffret, secrétaire général du *Comité de défense des enfants traduits en justice*, de Marseille.

La nomination de ce Bureau, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

M. Cheysson :

Mesdames,
Messieurs,

Votre Bureau, étant maintenant constitué régulièrement, a qualité pour représenter le Congrès auprès de M. le Président de la République, et l'introduire dans cette salle.

Nous allons suspendre la séance jusqu'à son arrivée et je vous demande la permission d'ajourner à ce moment l'expression de ma reconnaissance pour le grand honneur que vous venez de me faire et dont je sens à la fois toute la charge et tout le prix. (*Applaudissements*).

A 6 heures, M. Loubet fait son entrée dans la salle salué par les applaudissements de toute l'assistance et prend place au fauteuil qui lui est réservé, ayant à ses côtés, MM. Cheysson, président du Congrès ; Fallières, président du Sénat ; Chanot, maire de Marseille ; Mastier, préfet des Bouches-du-Rhône ; Thierry, député ; Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire.

M. Conte a alors pris le premier la parole en ces termes :

Monsieur le Président de la République,

Lorsque les organisateurs du Congrès de patronage conçurent le rêve de vous voir assister à l'ouverture de ses travaux, ils sentirent bien ce que leur ambition avait de présomptueux ; mais, inspirés par la préoccupation de leurs œuvres, ils ont caressé ce rêve, ils vous l'ont soumis, et voici qu'avec un empressement dont nous ne saurions

trop vous rendre grâce, vous avez bien voulu le transformer en une heureuse réalité.

Vous nous donnez, en venant au milieu de nous, Monsieur le Président de la République, une marque d'extrême bienveillance qui nous touche ; vous obéissez aussi à cette pensée constante du bien public, qui remplit votre existence et qui vous a si dignement porté à la première magistrature de l'Etat. Nous vous sommes profondément reconnaissants d'avoir répondu à notre appel, moins encore, permettez-moi de le dire, à raison du grand honneur qui en rejaillit sur nous, qu'à cause de la portée et de la signification considérable qui s'y attachent, au point de vue de l'œuvre du patronage.

Celui qui représente notre patrie, que tous les Français sans distinction, entourent de leur fidélité respectueuse et dévouée, donne, par sa haute fonction comme par sa personnalité même, une valeur exceptionnelle à toutes les manifestations de sa pensée ou de son cœur, et l'intérêt qu'il veut bien témoigner aujourd'hui à cette œuvre devient une affirmation solennelle de son utilité patriotique. Œuvre ingrate parfois, toujours difficile, mais d'autant plus passionnante, œuvre magnifique qui s'attache à prévenir le crime, pour n'avoir pas à le punir, à en diminuer les occasions par le secours du travail, et à en combattre les funestes effets personnels et sociaux en faisant germer le repentir et l'espérance au cœur de ceux qui furent coupables, œuvre de défense sociale en même temps que de solidarité et de fraternité.

Comment notre démocratie moderne, si éprise de progrès, si ambitieuse d'atténuer, de supprimer même toutes les misères, pourrait-elle rester indifférente à celle de ces misères, qui est à tous égards la plus lamentable ? Ce sentiment qui nous étreint, cette pensée qui nous inspire, vous les approuvez, Monsieur le Président de la République, vous les faites vôtres, vous les légitimez, vous les consacrez par votre présence au milieu de nous, et, au nom de toutes les Sociétés de patronage ici réunies, au nom de l'intérêt public dont vous êtes le suprême gardien, nous vous en exprimons à nouveau notre profonde gratitude. (*Vifs applaudissements*).

M. Cheysson a ensuite prononcé le discours suivant :

Monsieur le Président,

Après son Comité d'organisation, le V^e^ Congrès national du Patronage des Libérés éprouve le besoin de vous exprimer à son tour, par l'organe de son Bureau, ses sentiments de joie et de gratitude pour le grand honneur que vous lui faites en venant inaugurer ses travaux. Nous savons le prix de votre temps, dont tous les instants pendant votre court séjour à Marseille, sont jalousement disputés. Aussi vous sommes-nous infiniment reconnaissants d'avoir bien voulu nous apporter par votre présence un précieux témoignage de sympathie et un puissant réconfort pour l'œuvre du patronage des Libérés.

Cette œuvre — nous osons le dire, car si on a le devoir d'être modeste pour soi, on a celui de ne pas l'être pour les institutions qui ont besoin du concours de l'opinion publique — cette œuvre est grande et opportune. Elle répond, en effet, de la façon la plus précise à cette passion généreuse, qui porte notre démocratie à se pencher vers toutes les plaies sociales, vers toutes les misères physiques et morales pour s'efforcer, sinon de les guérir, du moins de les soulager, et pour éviter les maux évitables dans la mesure où le peuvent la prévoyance humaine et la solidarité.

Parmi les problèmes si graves avec lesquels nous sommes ainsi aux prises, l'un des plus pressants et des plus douloureux est certainement le sort de ce détenu d'hier, devant lequel viennent de s'ouvrir les portes de sa prison. Que va-t-il faire de sa liberté, ce Jean Valjean, dénué de ressources, ulcéré, déprimé, noté d'infamie, suspect ? Si on ne l'aide pas, partout repoussé, pressé par la faim, mauvaise conseillère, guetté par des compagnons de prison, qui ne veulent pas le laisser sortir de la fange où ils se vautrent eux-mêmes, il va être ressaisi par l'engrenage du crime et grossir l'armée des récidivistes. Si on lui tend, au contraire, une main secourable et s'il a encore, sommeillant sous la cendre, quelque étincelle que l'on puisse rallumer, cet homme sera sauvé, reclassé et deviendra un producteur utile, au lieu de rester à l'état d'hostilité farouche et violente contre la société.

C'est déjà certes une noble tâche que de relever un homme tombé ; mais combien plus belle et plus auguste celle d'épargner la chute et la flétrissure à l'enfant entraîné sur la pente qui mène aux abîmes ! L'enfant, c'est le printemps de la nation, c'est la fleur d'où sortira le fruit. Or, c'est grand pitié, quand toutes ces espérances se flétrissent, quand cette fleur est rongée par un ver ! Il ne se peut pas qu'on se résigne à ce malheur, comme s'il était fatal. A cet âge, rien n'est encore définitivement perdu et tout peut être réparé.

Nos Œuvres de patronage, nos Comités de défense sont là pour arracher ces enfants au danger qui les menace, pour les soutenir et les garder debout, de même que je les montrais tout à l'heure ramassant les blessés de l'honneur et cherchant à ranimer chez eux la vie et l'énergie morales.

Pour une pareille entreprise, ce n'est pas trop que de l'union de toutes les forces vives du pays, que de l'alliance étroite de l'initiative privée et de la puissance publique.

L'initiative privée est indispensable pour mettre au service du patronage sa spontanéité, sa souplesse, son cœur, y compris le cœur féminin avec ses trésors de bonté compatissante. Libre de ses mouvements, n'ayant pas à compter avec des règles générales, qui ne sauraient prévoir tous les cas particuliers, elle imagine, en vue de ces derniers, des solutions ingénieuses qui leur sont adaptées ; elle multiplie, pour l'assistance, le placement et le rapatriement, des démarches que peuvent seulement risquer des individus ou des Sociétés privées, mais qui engageraient, outre mesure, la responsabilité de l'Etat, s'il en chargeait ses représentants.

D'un autre côté, pour remplir avec succès leur office de patronage, ces Sociétés ont besoin de s'appuyer sur la bienveillance de l'administration avec laquelle les mettent incessamment en contact tous les détails du service quotidien. Nous sommes heureux de proclamer ici que nous n'avons qu'à nous applaudir de nos rapports avec elle ; qu'elle nous facilite de son mieux notre tâche, et nous avons constaté avec joie dans le dernier rapport sur l'application de la loi de libération conditionnelle que l'administration pénitentiaire s'applaudissait à son tour du concours que lui prêtent les Sociétés privées (1).

En outre de cette bienveillance et de ces facilités administratives, nos Sociétés ne sauraient, malgré la gratuité absolue de leur gestion, se passer de quelques subsides de l'Etat pour venir efficacement en aide à leur clientèle de libérés. La loi des finances contient, en effet, un article consacré à cet emploi ; mais le patronage et l'assistance se sont développés beaucoup plus vite que le montant de ces subventions, ce qui équivaut à leur véritable réduction proportionnelle. Nos Sociétés ne cessent de réclamer, respectueusement mais avec insistance, le relèvement de ce crédit pour qu'il soit mis au niveau des besoins accrus. Elles font remarquer, en regard de ce léger sacrifice, les heureux effets qui en sont l'ample contrepartie, c'est-à-dire la part qui revient au patronage dans la diminution de la récidive, et les précieuses économies que réalisent le pays et l'administration pénitentiaire pour chaque malfaiteur, qui, au lieu d'être entretenu à grands frais dans les prisons après une série de crimes, a repris sa place dans l'organisation normale du travail et de la production.

C'est parce que vous avez compris, Monsieur le PRÉSIDENT, la portée et l'utilité de nos efforts que vous avez tenu à vous rendre parmi nous. Vous venez d'assister à ces émouvants exercices d'une jeunesse vigoureuse et enthousiaste, qui a évoqué devant nos yeux ravis le tableau d'un grand peintre représentant *Les Jeux pour la Patrie*. Mais, tout en vous réjouissant de ce contact fortifiant avec notre jeunesse saine et vaillante, vous avez bien voulu réserver une pensée à l'autre, à celle qui a besoin d'une gymnastique morale, de soutiens et de guides, pour venir occuper elle aussi, sa place un jour dans ces phalanges olympiques, que nous admirions tout à

(1)... « Quant aux Sociétés de patronage, on peut voir par les statistiques ci-après annexées dans quelles proportions elles sont utilement associées au fonctionnement de la libération conditionnelle. » (Rapport adressé le 20 mars 1903 au Président de la République par le Ministre de l'Intérieur, *Journal Officiel* du 7 avril 1903).

Les statistiques visées par ce Rapport montrent qu'en 1902, sur 1.447 libérés conditionnels, 243 « ont spécialement invoqué, pour obtenir leur libération, l'appui d'une Société de patronage »

Pour la Seine, en 1902, ce nombre a été de 62 sur 157 ou de 40 0/0.

l'heure et qui sont l'espoir de notre avenir. Au milieu des splendeurs du soleil du Midi, de ce paysage sans rival, des acclamations de la foule, vous avez également songé à ces prisonniers, hélas ! trop nombreux, qui, suivant qu'on va les abandonner ou s'occuper d'eux après leur libération, échapperont au crime ou deviendront sa proie. Et c'est pourquoi vous vous êtes, un moment, dérobé à vos autres devoirs, pour nous apporter vos encouragements personnels et ceux de l'Etat, dont vous êtes la plus haute personnification. Grâces vous en soient rendues ! Au nom du Congrès, au nom de toutes les Sociétés de patronage, au nom des libérés à relever et des enfants à préserver, je vous en exprime notre profonde et respectueuse reconnaissance *(Applaudissement répétés)*.

Après avoir salué le chef vénéré de l'Etat, c'est à vous que je m'adresse, MM. les membres du Congrès, et à vous aussi, Mesdames, pour vous remercier d'être venus en si grand nombre prendre part à nos travaux. Vous appartenez à toutes les régions de la France et à toutes les professions, prouvant ainsi l'universalité des aspirations qui nous ont, ici, rassemblés de tous les coins de l'horizon, sans acception de province, de carrière, d'opinion politique ou de confession religieuse. Cette question est, en effet, une de ces oasis trop rares, où l'on peut se rencontrer, se donner la main, travailler ensemble et oublier ses divisions sur tout le reste pour se dévouer à une tâche commune. C'est là, déjà, un heureux privilège dont jouit la cause du patronage et une première récompense pour ceux qui lui consacrent, comme vous, leur dévouement.

Parmi les catégories qui composent le Congrès, ne pouvant les citer toutes, je demande la permission d'envoyer un salut particulier aux industriels qui s'affranchissent du préjugé contre l'emploi des libérés et leur ouvrent, avec leurs ateliers, la perspective du reclassement social ; aux dames, qui mettent partout où elles passent la grâce et la douceur, et qui savent d'une main légère toucher à ces plaies morales, plus difficiles encore à panser et à guérir que les plaies du corps ; enfin aux magistrats, notre phalange d'honneur, qui après avoir fait la part de la justice, veulent faire celle de la clémence et se courbent avec sollicitude, pour les relever, vers ceux qu'au nom de la loi ils ont eu le devoir de frapper.

Vous tous, en un mot, quelles que soient les diversités de votre milieu et de vos occupations, vous vous rapprochez du moins par une pensée commune : le désir de courir au secours des libérés et des enfants en danger moral.

Le patronage présente, en effet, le double aspect dont je parlais tout à l'heure, celui du relèvement de l'adulte et celui de la protection de l'enfant, c'est-à-dire de la réparation morale et de la préservation.

C'est là un dualisme que l'on constate aujourd'hui dans la plupart des organisations contre les misères sociales. J'ajoute que la tendance actuelle — et l'on ne saurait trop y applaudir — est dans la prédominance croissante de la prévention sur la réparation.

Il est bon, certes, il est humain de soigner un ouvrier blessé, de lui accorder une pension, s'il est incapable de travail ; mais il est mieux encore de lui épargner ces souffrances, ces mutilations, cette invalidité, en le protégeant même contre sa propre imprudence, par des appareils préventifs, qui le mettent à l'abri de tous les organes dangereux, tels qu'engrenages, volants et scies.

De même, s'il est très louable de reclasser un homme déchu, il est bien préférable de sauver un enfant qui va se perdre.

Aussi, est-ce avec raison que notre Congrès a fait une large place, dans son programme, à cette préservation de l'enfance, de manière à pousser nos Sociétés locales dans une voie féconde où elles ont tout profit à s'engager de plus en plus résolument.

En même temps qu'il se conforme à l'évolution générale vers la préservation, le patronage subit aussi, pour son grand avantage, une autre évolution, dont la généralité n'est pas moindre et qui conduit les œuvres locales à se rapprocher, à se grouper pour fortifier leur action.

Au début, ces œuvres surgissent par une sorte de génération spontanée, chacune de leur côté, se donnant à leur gré leur charte particulière, leur outillage, leur méthode ; elles s'ignorent l'une l'autre ; elles vivent isolément et semblent séparées par des cloisons étanches. C'est la période de la nébuleuse en formation, de l'être

encore invertébré, période qu'il ne faut pas regretter, parce que, grâce à la liberté impulsive des initiatives privées, elles font çà et là d'heureuses trouvailles et jettent des semences qui préparent l'avenir, mais période qui ne saurait se prolonger trop longtemps sans des inconvénients sérieux.

Plus tard, on s'aperçoit que l'isolement fait l'impuissance relative ; que, dans toute campagne, il faut un plan, une stratégie, une organisation ; qu'en se battant en tirailleur et chacun pour son compte, on peut déployer beaucoup d'héroïsme individuel, mais non espérer la victoire ; que, dès lors, il importe que les soldats dévoués à la même cause se réunissent pour mettre à son service la puissance que donne la cohésion. C'est la période de « l'ordre concentré » qui succède à celle de « l'ordre dispersé ».

Cette transformation, sans laquelle on ne peut pas espérer le succès dans l'action, s'opère successivement sous nos yeux dans la plupart des organisations qui se proposent de combattre nos misères sociales. Pour ne parler que des plus récentes de ces fédérations, je citerai celles qui viennent de se constituer ou qui sont en cours de préparation pour la mutualité et pour la lutte contre la tuberculose et l'alcoolisme.

Le patronage n'a pas attendu ces exemples pour effectuer, lui aussi, son mouvement de concentration. Il l'a opéré, il y a dix ans, au lendemain de notre premier Congrès national de Paris, qui a eu pour objet et pour résultat la constitution de notre Bureau Central.

Si, à l'instar du voyageur qui, après avoir parcouru une longue étape, se retourne un moment pour mesurer du regard le chemin parcouru, nous faisons, nous aussi, un retour en arrière après ces dix années de fonctionnement, il nous semble avoir le droit de dire que l'attente des fondateurs du Bureau Central n'a pas été déçue. Depuis sa création, le nombre des Sociétés locales est passé de 50 à 115, c'est-à-dire qu'il a plus que doublé ; le nombre des assistés s'est accru dans la même proportion ; mais en même temps qu'elle gagnait en étendue, l'assistance gagnait aussi en profondeur. Grâce à leurs relations plus étroites, les Sociétés se prêtent un mutuel appui et peuvent plus utilement intervenir en faveur de leurs clients pour les

reclasser, ce qui est le but final du patronage. Elles mettent en commun leur expérience, réalisant ainsi une mutualité d'enseignement et d'émulation profitable à tous. Enfin, elles possèdent maintenant, vis à-vis de l'administration, de l'opinion et des pouvoirs publics, un porte-parole, qui sert d'interprète à leurs doléances locales ou aux desiderata généraux du patronage.

Si nous mentionnons ces résultats, ce n'est pas dans l'outrecuidante pensée d'en tirer vanité au profit des fondateurs ou directeurs du Bureau Central : car ces résultats sont dus aux Sociétés elles-mêmes, dont le Bureau n'est que l'organe et l'émanation. C'est elles qui le constituent et qui l'inspirent ; c'est donc à elles seules qu'appartiennent les progrès réalisés dans ces dernières années. Le seul mérite du Bureau Central est d'être venu à son heure et d'avoir répondu à ses besoins pressants.

C'est ainsi qu'en le voyant à l'œuvre sont tombées les défiances, instinctives et toutes naturelles, qui avaient fait hésiter au début quelques Sociétés à lui apporter une affiliation, où elles voyaient une sorte d'abdication et de vasselage. Elles sont aujourd'hui pleinement rassurées par l'expérience ; elles dominent dans le Conseil et ont pu constater que, sans gêner en rien les Sociétés, ni porter la moindre atteinte à leur indépendance, cet organe central rendait, à toutes en général, et à chacune d'elles en particulier, le service de coordonner, c'est-à-dire de féconder leur action.

Le succès a donc consacré notre fédération, comme il l'a fait dans toutes les organisations similaires ; mais peut-être, aurons-nous encore à l'instar de ces dernières, à faire un pas de plus dans cette voie. Après avoir réuni en un faisceau nos Sociétés locales, nous devrons peut-être songer à nous rapprocher des fédérations dont le but présente quelque affinité avec le nôtre, pour réaliser avec elles une entente de second degré, tout en sauvegardant avec un soin jaloux l'autonomie et l'armement particulier de notre groupement.

On étudie en ce moment même un rapprochement de ce genre, sous le nom d'*Alliance de l'hygiène sociale*, entre les fédérations qui concernent la mutualité, la lutte contre la tuberculose, contre

l'alcoolisme et contre le logement insalubre. On a reconnu que le moment était venu d'orienter leurs efforts vers un même but, puisqu'en somme elles s'attaquaient aux différents aspects d'un même problème et que le succès de chacune d'elles était lié à celui de ses voisines par l'étroite filiation de ces divers fléaux, véritable hydre à plusieurs têtes, dont on ne peut venir à bout qu'en coupant toutes ses têtes à la fois.

N'y a-t-il pas là pour nous une indication bonne à recueillir ? Si l'alcool engendre la tuberculose, n'est-il pas aussi l'inspirateur du crime et ne nous épuisons-nous pas à vider un véritable tonneau des Danaïdes, si l'alcool continue à le remplir ? Tout ce qui peut diminuer la misère, assurer par l'épargne et la prévoyance la sécurité et la dignité de la vie, n'est-il pas un préservatif contre les transgressions pénales et ne rentre-t-il pas dans cette politique « de la prévention », dont j'essayais tout à l'heure de faire pressentir la supériorité sur la réparation elle-même,c'est-à-dire, sur le relèvement après la chute. Empêcher l'homme de tomber, rendre inutile le patronage réparateur à force de patronage préventif, tel est l'idéal lointain, mais non chimérique vers lequel il me semble que nous devons nous orienter, comme le navigateur se guide la nuit sur le phare qui éclaire sa route à travers l'océan.

Après m'être trop longtemps attardé à ces aperçus sur l'évolution de l'action sociale en général et sur celle du patronage en particulier, il me reste, avant de clore cette allocution, l'agréable devoir de payer en votre nom quelques dettes de reconnaissance.

L'une des principales est celle que le Congrès a contractée vis-à-vis de son Comité d'organisation et notamment vis-à-vis de son président, M. Conte et de son secrétaire général M. Vidal-Naquet. Par une heureuse fortune, chacun d'eux personnifie l'un des deux aspects sous lesquels apparaît désormais le patronage, puisque M. Conte préside la Société Marseillaise du patronage des Libérés et Adolescents et M. Vidal-Naquet, le Comité de Défense des Enfants traduits en justice. Ils ont, l'un et l'autre, à force de services rendus au patronage, acquis à leur nom, comme à leur Société le respect et l'estime de tous les amis de cette cause. Ils ont bien voulu

consacrer leur expérience et leur dévouement à la préparation du Congrès, où leur programme savamment élaboré, mêle, suivant le précepte antique, « l'agréable à l'utile », c'est-à-dire les distractions et les visites à l'austérité des réunions de travail.

Pour l'organisation de ces visites et de ces réceptions, ils ont trouvé les dispositions les plus favorables auprès de la Cour d'Aix, des Municipalités d'Aix de Marseille, de Nice, et des différentes œuvres, dont leurs directeurs veulent bien nous faire les honneurs. Nous leur offrons à tous nos remerciements anticipés pour le plaisir et le profit dont nous leur serons redevables.

Nous ne saurions sans injustice oublier nos Rapporteurs particuliers et généraux, qui,par leurs études consciencieuses, vont fournir à nos discussions une base solide et auront ainsi puissamment contribué à la valeur, comme à l'autorité de nos conclusions.

Je vous demande aussi d'envoyer un hommage de souvenir affectueux et respectueux à ces hommes de bien et de talent, qui sont l'honneur du patronage et dont les noms sont profondément gravés dans nos cœurs, M. le sénateur Th. Roussel, l'illustre président du Bureau Central, qui a consacré sa vie à la défense des faibles et surtout des enfants ; M. le conseiller Petit, notre ami dévoué, qui a présidé avec tant d'éclat notre Congrès international de 1900 et que notre pensée fidèle suit dans sa retraite ; M. le sénateur Bérenger, ce vaillant champion de toutes les grandes causes où se trouvent en jeu la moralité publique ou la préservation sociale.

Enfin, Mesdames et Messieurs, je vous dois un témoignage particulier de reconnaissance pour le grand honneur que vous m'avez fait en m'appelant à la présidence de ce Congrès.

Afin de ne pas rester trop au-dessous de ma tâche, je chercherai à m'inspirer de l'exemple de mes éminents prédécesseurs et je fais surtout appel à votre concours et à mes collègues du bureau, en vous assurant en retour de mon bon vouloir, et de mon dévouement.

Je déclare ouvert le V^e^ Congrès national du Patronage des Libérés et j'espère qu'inaugurés et encouragés par le Chef de l'Etat, solidement préparés par la commission d'organisation, ses travaux feront faire un grand pas à la cause qui nous réunit et qui marquera une date mémorable dans l'histoire du Patronage des enfants traduits en justice et des libérés.

L'orateur est longuement applaudi pendant que M. LOUBET lui adresse ses félicitations.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE remet ensuite les palmes académiques à Mme LIVON, Dame patronnesse, à MM. GARDAIR, avocat, secrétaire-général de la Société Marseillaise de Patronage, et HUOT, architecte de la Société.

A 6 heures et 1/2, cette séance solennelle prenait fin et M. LOUBET se retirait dans ses appartements, après avoir été salué une dernière fois par toute l'assistance.

TRAVAUX DU CONGRÈS

Séance du 14 avril

La séance est ouverte à 8 heures, sous la présidence de M. CHEYSSON, inspecteur général des Ponts et Chaussées, membre de l'Institut.

M. LE PRÉSIDENT.—Nous avons reçu de nombreuses excuses de nos amis qui regrettent de se trouver dans l'impossibilité d'assister à nos travaux, mais qui sont de cœur avec nous :

Mgr COUILLÉ, archevêque de Lyon ; M. FEUILLOLEY, avocat général à la Cour de Cassation ; M. ZADOC KAHN, grand rabbin de France ; M. le Conseiller PETIT, auquel nous envoyons un nouveau témoignage de respect et d'affectueux souvenir *(Applaudissements)* ; M. LOUICHE-DESFONTAINES, la cheville ouvrière de l'*Union des Sociétés de Patronage*. Nous comptions sur son concours, qui nous aurait été bien précieux ; malheureusement il est retenu par l'état de santé de sa mère. Il nous envoie lettre et télégramme pour nous exprimer ses vifs regrets de ne pouvoir partager nos travaux et nous assurer qu'il est de cœur avec nous.

Ses regrets sont aussi les nôtres et je pense que vous voudrez bien autoriser votre Bureau à lui transmettre nos sympathies, en même temps que nos souhaits pour le rétablissement de Mme LOUICHE-DESFONTAINES *(Applaudissements)*.

M. LE PRÉSIDENT.—M. GRANIER, rapporteur général de la cinquième question, qui ne peut prolonger son séjour à Marseille, nous a demandé d'intervertir en sa faveur l'ordre du jour *(Assentiment)*.

Nous allons donc aborder immédiatement la discussion de la cinquième question qui est relative au *Patronage des enfants délinquants arriérés*.

La parole est à M. Granier.

M. Granier. — Mesdames et Messieurs, votre Bureau a bien voulu me charger de vous faire un rapport sur la cinquième question concernant le patronage des enfants délinquants arriérés. J'aurais eu le regret de décliner cet honneur, malgré la satisfaction que j'en ressentais, à raison de mon incompétence en médecine mentale, à raison de mon inexpérience du patronage et à raison de mon ignorance en matière de pédagogie, si je n'avais espéré trouver les éléments de ce travail dans les communications préliminaires envoyées aux membres du Congrès. Ma confiance n'a pas été trompée. Nous avons en effet, les observations de deux hommes qui sont deux autorités en matière de patronage, d'un professeur de l'Université et d'un docteur en médecine, ancien interne des hôpitaux de Paris.

La première étude est celle de M. le Président Marin, secrétaire général de l'*Œuvre des Enfants abandonnés ou délaissés* de la Gironde, qui nous démontre que la question n'est pas insoluble en employant l'argument classique des philosophes grecs en faveur du mouvement. Ses conclusions sont par conséquent très encourageantes et elles nous auraient apporté un grand réconfort si son exposition n'avait été volontairement écourtée. M. Marin nous prévient, en effet, qu'il a préparé pour le Congrès d'Assistance publique et de Bienfaisance privée qui se réunira le mois prochain, à Bordeaux des observations dont il ne nous donne qu'une analyse malheureusement restreinte ; ce travail est très intéressant, je regrette d'y trouver la mention : « la suite au prochain congrès. »

A ce sujet, il me semble qu'il y aurait intérêt pour l'avenir à ce que des questions similaires ne fussent pas sacrifiées pour une assemblée en faveur d'une autre et vice-versa. Si j'avais prévu que nous serions privés du travail complet de M. Marin, j'aurais demandé, comme membre du Comité d'organisation du Congrès d'assistance publique et de bienfaisance privée de Bordeaux, que cette question des arriérés fût distraite de la liste des anormaux dont l'assistance est à l'ordre du jour de cette réunion.

Dans tous les cas, je crois que nous devons éviter d'avoir l'air d'en vouloir à M. Marin de sa préférence pour le congrès de Bordeaux et ne pas porter ombrage, ni jalousie à cette association. Pour cela je me permets de faire appel encore à l'activité toute dévouée du secrétaire général : je le prierais de faire en sorte que notre discussion puisse être communiquée, au moins en épreuves, au bureau du Congrès de Bordeaux.

La seconde étude que nous avons est de M. Emile Brun, directeur de la *Colonie agricole des Douaires*, dont le nom est bien connu de tous ceux qui s'occupent de l'enfance malheureuse et coupable. M. Emile Brun nous a envoyé une plus riche moisson d'observations et il les a fait contrôler scientifiquement par deux aliénistes, les docteurs Colin et Leroy.

Nous avons encore une étude de M. Gaston Valran, dont l'éloge n'est pas à faire ici, puisqu'il est connu dans toute la France par ses remarquables travaux sur la misère et la charité en Provence. C'est une heureuse recrue qu'a fait le patronage et nous ne pouvons que remercier le bureau d'avoir fait l'un des nôtres, cet historien qui apportera dans ses études de sociologie ses connaissances historiques qui, comme vous le savez, sont l'équivalent de l'expérience physiologique pour les questions sociales.

La dernière étude est celle du docteur Georges Paul-Boncour qui y a réuni et ses connaissances puisées dans l'enseignement de ses maîtres lorsqu'il était interne de l'hospice de Bicêtre, à la section des enfants nerveux et arriérés, et le fruit de son expérience personnelle comme médecin du service biologique de l'école Théophile-Roussel.

Je pourrais peut-être adresser à ce travail la même observation que celle que j'ai faite pour le travail de M. Marin ; mais ici j'ai une promesse formelle de M. le docteur Paul-Boncour qui peut nous rassurer. Le docteur Paul-Boncour m'a en effet écrit que s'il avait eu le temps, il nous aurait donné une statistique personnelle de 200 cas environ portant sur des arriérés. Il ajoutait : si l'occasion s'en présente, lors de la discussion du rapport, il sera facile de revenir sur ce point.

Je ne me permettrais pas de rappeler cette dernière phrase à M. le Président, il a une trop grande habitude de conduire les débats dans le sens le plus intéressant et le plus lumineux pour qu'il y ait lieu de la lui signaler.

Je dois ajouter que M. PAUL-BONCOUR a fait ses expériences à Paris avec son collègue, le docteur Jean PHILIPPE ; il les a faites, très gracieusement, sur la demande de la *Société pour l'étude physiologique de l'enfant*. Une fois par semaine les docteurs PAUL-BONCOUR et PHILIPPE se tiennent à la disposition des familles et des instituteurs qui demandent à avoir des renseignements sur l'état mental de leurs enfants. Nous avons eu ainsi, ce que possède officiellement Bruxelles par suite de la création municipale du docteur DEMOOR, grâce à la généreuse initiative de deux membres du corps médical, car je crois bien me rappeler que l'offre a précédé la demande.

Je vous dis cela pour vous expliquer pourquoi, à la fin de son travail, le docteur PAUL-BONCOUR se montre, sinon sévère, au moins un peu sceptique sur la rapidité des réformes administratives.

Mesdames et Messieurs, si vous voulez bien vous reporter aux conclusions de ces quatre études, vous constaterez facilement qu'on peut les diviser à peu près en deux :

Nous avons deux études qui concluent en disant que tout est à faire, qu'il n'y a absolument rien de fait ; nous en avons deux autres, celles des éducateurs, MM. BRUN et MARIN, qui nous disent au contraire : certainement il y a encore beaucoup à faire, mais cependant nous avons déjà fait quelque chose.

Il y a là une différence dont il faut chercher l'origine et je crois qu'elle se trouve très facilement. Si on lit complètement les travaux dont je parle on s'aperçoit que d'un coté M. BRUN et M. MARIN, et d'un autre côté M. le docteur PAUL-BONCOUR et M. VALRAN n'ont pas eu exactement les mêmes sujets en vue.

Chez M. MARIN et chez M. BRUN, nous trouvons incontestablement des arriérés, puisque c'est le nom qu'il faut leur donner, mais des arriérés profondément atteints Au contraire dans le travail de M. VALRAN et dans celui de M. le docteur PAUL-BONCOUR nous trouvons les véritables arriérés, les arriérés dont l'état semble moins désespéré. Ceci se comprend très bien si vous admettez, avec moi, que la population d'une colonie correctionnelle est en retard d'au moins trois ans sur la population scolaire normale.

Par conséquent M. BRUN aurait dû nous présenter l'observation toute de sa colonie, il a préféré choisir les cas les plus graves.

On pourrait en dire peut-être autant de la thèse de M. MARIN. M. MARIN, probablement, doit avoir généralement des sujets arriérés. C'est sans doute pourquoi il conclut en disant qu'on peut obtenir d'heureux résultats avec la co-éducation des normaux et des arriérés ; il n'a probablement chez lui, dans cet asile girondin, que des arriérés plus ou moins gravement atteints, c'est ce qui lui permet de les élever ensemble avec succès.

Il n'y a pas lieu d'en vouloir à nos rapporteurs d'avoir choisi leurs types parmi ceux qui sont plus ou moins gravement arriérés. Il est certain qu'il y a d'abord à rechercher une définition de l'arriéré. Elle va être assez difficile.

L'année dernière, M. le docteur APERT a écrit un petit traité qu'il a intitulé : " Les Retardataires ", en disant : Je n'emploie pas le mot " arriérés " parce qu'on a fait de ce mot le synonyme d'idiot ou d'imbécile. En medecine mentale c'est tellement vrai, que le docteur Legrain, nous ayant fait une communication à la *Société d'étude internationale des questions d'Assistance*, n'a cessé de nous dire que les idiots ou arriérés, indifféremment, devaient être envoyés dans des asiles d'aliénés ou des quartiers spéciaux. Par conséquent, la confusion existe chez le docteur LEGRAIN et M. APERT la signale avec raison.

De même, lorsque j'ai voulu chercher jusqu'à l'étranger une définition de " arriéré " je me suis trouvé en présence de la définition donnée par une autorité italienne très considérable, le docteur Parise, qui est directeur d'un établissement d'imbéciles et d'arriérés en Italie. Il dit : Le tardif ne doit pas être confondu avec l'arriéré, parce que le premier terme signifie retard du développement en évolution, le second arrêt du développement accompli. Je crois qu'il a été trompé par la désinance du participe passé, arriéré, auquel il a donné un sens accompli et un sens passif.

Si vous voulez me permettre de vous donner une définition à la fois plus rationnelle et plus moderne, je vous proposerai celle de M, le docteur CLAPARÈDE, de Genève, qui distingue l'arriéré médical, tel que l'idiot ou l'imbécile, de l'arriéré pédagogique qui sera l'enfant retardé dans son éducation, mais sans tare mentale. Voilà deux classes d'arriérés, nous voyons que MM. BRUN et MARIN se

sont occupés de l'arriéré médical, tandis que MM. Valran et Paul-Boncour se sont occupés de l'arriéré pédagogique.

Toutefois, il est difficile, me semble-t-il, de les distinguer l'un de l'autre.

Le docteur Claparède a proposé d'employer le signe de Demoor. C'est une expérience bien connue de nous tous qui fait que nous répondons toujours par l'appréciation de la densité d'un corps lorsqu'on nous demande d'évaluer son poids. Cette erreur est bien sensible dans une phrase qui la généralise et en fait un principe, quand on dit qu'un kilo de plumes pèse plus qu'un kilo de plomb. Evidemment, là l'erreur est manifeste, et cependant quand on se trouve en présence d'un volume plus petit et d'un volume plus grand pesant également, on dit toujours que c'est le plus petit volume qui pèse plus que le gros volume. C'est donc une erreur qui paraît une faute de raisonnement et dont le docteur Claparède a voulu faire une erreur absolument physiologique, et il a dit que les arriérés médicaux surtout et quelques arriérés pédagogiques ne répondaient pas comme le commun des mortels et ne surestimaient pas le poids du plus petit volume. Son explication est ingénieuse. Elle exigerait, pour être exposée avec quelque clarté, un temps qui nous manque.

Le signe n'est d'ailleurs pas infaillible, je le signale pour bien indiquer que la science moderne a essayé de distinguer deux classes d'arriérés : d'une part, l'arriéré sans tare, l'arriéré pédagogique, et d'autre part, l'arriéré qu'on appelle l'arriéré médical, l'idiot, l'imbécile, etc.

Pour les arriérés avec tare dont parlent MM. Brun et Marin, la solution me semble exister aujourd'hui ou à peu près. Supposez, en effet, qu'un enfant atteint d'une défectuosité mentale évidente, incontestable, ait commis un délit, le rôle du patronage paraît assez simple et suffisamment tracé aujourd'hui : il est représenté par les *Comités de défense des enfants traduits en justice* qui ont l'habitude de plaider l'article 66 ; pour ces cas spéciaux, s'ils sont en présence d'idiots, ils plaideront l'article 64 par exception et alors, à l'aide d'une autre loi, on arrive à trouver la solution : on demande que l'enfant auteur du délit correctionnel soit renvoyé directement dans

un asile d'aliénés. . vous savez que les asiles avec quartiers spéciaux d'enfants manquent encore ; mais il faut espérer que quand on aura un nombre suffisant de pensionnaires à envoyer on les enverra quelque part recevoir l'éducation qui leur est nécessaire.

Mais, je le répète, en dehors de cet arriéré médical nous avons l'arriéré pédagogique qui paraît être une découverte plus récente.

Séguin, qui a été le grand éducateur des idiots et des imbéciles, lorsqu'il a employé vers 1840, l'expression arriéré, l'a employé dans le sens d'idiot. Depuis, nous avons eu Legrand du Saule, le prédécesseur du docteur Garnier au dépôt de la Préfecture de Police, qui était placé là où il pouvait le mieux observer ces enfants, nous dit :

« Quinteux, irritables, violents, malheureusement peu intelligents, « ils sont réfractaires à tout sentiment honnête. Indisciplinables, « incorrigibles, les bienfaits de l'éducation, la crainte de la religion, « la sévérité des punitions n'ont aucune prise sur eux. Ces êtres ne « sont ni aliénés, ni imbéciles, ni idiots, ce sont des arriérés ; ils « sont toujours en retard soit pour la marche, soit pour l'évolution « dentaire. »

Cette constatation est faite souvent et c'est probablement même ainsi qu'à contrario est née la légende des hommes de génie naissant avec des dents. Vous savez qu'en Provence Mirabeau a passé pour présenter ce phénomène dès sa naissance.

Legrand du Saule continue :

« Fatalement prédisposés aux affections mentales et nerveuses, « inexorablement voués à tous les hasards, ils vagabondent, mendient, volent, mettent le feu et ne s'arrêtent même pas devant « l'assassinat. »

Cette description est poussée au noir, incontestablement.

L'école italienne s'en est emparée aussitôt et dès 1889 le professeur Taverni disait, au congrès d'anthropologie criminelle de Paris, qu'il y avait une espèce d'inaptitude à l'éducation qui constitue une prédisposition naturelle au crime dans la jeunesse et dans la virilité.

Le docteur Thuillié est revenu depuis sur cette idée de Taverni et de Legrand du Saule et il nous a présenté des arriérés simple

ment pédagogiques sous une dénomination dont on peut contester le choix, sous le nom de dégénérés supérieurs, et alors nous sommes arrivés à avoir une définition extrêmement heureuse, une description très détaillée que je vous demande la permission de vous présenter au moins en abrégé :

Le docteur THUILLIÉ nous dit :

« L'école est la pierre de touche de leur mentalité. Les insuccès « dissipent les illusions que conservait la famille. La comparaison « s'impose et jette d'abord le doute dans les esprits les plus favora- « blement prévenus. On constate qu'à l'âge où les enfants appren- « nent, retiennent et comprennent, seuls, ces cerveaux restent « imperméables à l'enseignement. Alors la prétendue vivacité du « caractère qui faisait la joie de l'entourage apparaît comme un « phénomène d'instabilité ; cette prétendue rêverie qui en faisait « l'orgueil et où on voulait trouver la promesse d'un esprit sérieux « et réfléchi, se dévoile comme l'inertie mentale tous les jours plus « profonde. »

En attendant le complément oral que nous a promis le docteur PAUL-BONCOUR, et qui vous montrera mieux que je ne pourrais le faire l'existence d'arriérés pédagogiques purs en dehors des arriérés médicaux, j'ai voulu chercher quelques observations d'enfants qui ne se trouvaient atteints d'aucune convulsion, d'aucune tare et qui, cependant, étaient des arriérés, et j'ai voulu voir quelle était leur existence morale et quelle était leur situation dans la vie. Je manquais évidemment de documents pédagogiques ; cependant, dans une thèse du docteur PETIT, qui s'est occupé précisément de ces êtres, qui passent continuellement de la prison à l'asile et de l'asile à la prison, j'ai trouvé le cas d'un individu assez légèrement atteint et qui n'était pas aussi débile, au point de vue de la volonté, que ne le sont généralement ces arriérés. C'est l'histoire d'un garçon qui a eu, en moins d'un an, six inculpations de vagabondage. Son observation, dans la thèse de M. PETIT, commence ainsi que toutes les autres, par cette constatation : mis à l'école jusqu'à l'âge de quinze ans, son instruction est restée des plus sommaires .. C'est bien la thèse de M. THUILLIÉ, c'est l'école qui est le critérium, la pierre de touche ; tout en ayant suivi un stage scolaire plus prolongé

que d'habitude, il ne put pas faire son éducation. Placé chez un forgeron, il n'y reste que trois mois, la masse lui paraît trop lourde. Il revient chez son père qui l'occupe tant bien que mal pendant trois ans. Il s'engage au régiment, est ouvrier boulanger, nombreuses punitions pour ivresse. Son service militaire terminé, il rentre dans sa famille. Comme il refuse de travailler, son père le chasse et il va à Paris. Là, il vit quelques mois en ramassant des bouts de cigares, ce qui lui fait gagner trois à quatre francs par jour, et il dit qu'il aurait vivement désiré trouver une occupation plus relevée.

M. ALBANEL a bien voulu me remettre, au moment où j'allais commencer ce rapport, un travail de M. le docteur Legras qui paraît très intéressant, qui pourra être publié dans les annales du congrès, dont malheureusement je ne puis vous donner lecture. Il m'a paru contenir un cas plus curieux encore. Il s'agit d'un arriéré qui est devenu un héros. J'ai eu à peine le temps de jeter un coup d'œil sur ce manuscrit qui vient d'être déposé sur le bureau du congrès... Je ne saurais retrouver le passage qui vient à l'appui de mes remarques. Vous pourrez le lire, car cette étude mérite d'être comprise parmi les actes de notre réunion.

Le docteur PETIT termine en disant qu'il est incapable de se conduire seul ; que s'il a travaillé au régiment, c'est qu'il y a trouvé une énergique direction ; s'il y a bu plus que de mesure, c'est qu'il y a trouvé des camarades qui l'ont entraîné.

N'est-ce pas là le type de l'arriéré pédagogique et ne peut-on pas dire que la moindre intervention secourable aurait pu empêcher ce garçon d'avoir six inculpations, six arrestations pour vagabondage en moins d'un an ?

M. MARIN nous a parlé du placement d'enfants plus gravement atteints que celui cité par le docteur PETIT.

M. BRUN nous dit également que près de la moitié de ses arriérés, qui sont mieux caractérisés, je le répète, que celui du docteur PETIT, peuvent être placés et qu'on peut, s'ils sont soldats, obtenir d'eux un service satisfaisant, grâce sans doute à l'intervention de l'excellente œuvre de M. le président VOISIN, dont je n'ai pas à rappeler ici ni le fonctionnement, ni les résultats.

On peut, également, les placer dans des fermes comme le fait justement M. MARIN ; ils y restent et font un petit travail.

Vous voyez, par conséquent, mesdames et messieurs, que lorsque nous étudions l'arriéré pédagogique nous ne sommes pas en présence du criminel-né. Il y a quelque chose à faire de ces êtres débilités, inférieurs, qui sont certainement mal armés pour la lutte de la vie mais qui, avec le concours de personnes charitables, peuvent se créer une position comme les autres, et l'influence de l'énergie directrice du régiment, que nous montre M. le docteur PETIT, peut se trouver certainement dans la vie. Si j'avais eu les notions nécessaires pour le faire, j'aurais pu vous apporter des cas d'arriérés qui sont restés trouvés hors de l'asile et de la prison précisément parce qu'ils étaient surveillés et qu'ils avaient été éduqués.

J'aurais voulu vous présenter une observation dans ce genre là ; je l'ai cherchée, j'ai remonté aussi haut que possible dans le passé, sans avoir les lumières du professeur VALRAN en histoire, et je n'ai pu trouver qu'une observation très vieille puisqu'elle date d'au moins 230 ans ; elle n'a pas le mérite de l'âge ; il n'est pas bon en science d'avoir trop d'années pour soi, mais elle a le mérite de la rédaction. Cette observation de l'arriéré a été faite par son propre père qui peut être suspect à ce point de vue là, mais ce père était un médecin, sinon des plus illustres, certainement des plus connus : c'est M. DIAFOIRUS. Vous savez ce qu'il dit que : son fils « on eut toutes les peines du monde à lui apprendre à lire et il avait neuf ans qu'il ne connaissait pas encore ses lettres » ; « il n'a jamais eu l'imagination bien vive, ni ce feu d'esprit qu'on remarque dans quelques-uns ». Cette lenteur à comprendre, cette pesanteur d'imagination est la marque d'un bon jugement à venir, ajoute-t il, excusez un père qui n'a pas lu le docteur THUILLIÉ évidemment, sans quoi il aurait vu que cette lenteur d'esprit réflète surtout la débilité mentale.

« On le voyait toujours doux, paisible et taciturne, ne disant « jamais mot et ne jouant jamais à tous ces petits jeux que l'on « nomme enfantins ».

Tous les médecins qui se sont occupés des enfants arriérés savent que la première remarque que fait le père ou la mère est celle-ci :

mon enfant ne joue pas comme les autres Cette première observation est un indice, non pas de maturité pour l'avenir, ni d'un jugement profond, mais d'une faiblesse intellectuelle.

Je m'arrête là-dessus, m'excusant d'avoir introduit Molière dans cette discussion si grave... si Molière avait besoin d'excuse, et je ne dirai pas qu'il y a eu d'autres arriérés très soigneusement étudiés en littérature, tels que le Fils de Mme GERVAISAIS dans l'œuvre des Goncourt.

Tout ce que je retiens de ces observations, c'est que si nous prenons la qualification du Docteur CLAPARÈDE de l'arriéré pédagogique, nous la trouvons très juste, non pas en ce sens qu'il faille rejeter complètement l'influence médicale pour ces arriérés, au contraire, elle est plus utile que pour les incurables, mais il y a aussi une influence pédagogique énorme à faire valoir, très fructueuse, très utile, et qui nous fait malheureusement défaut en France. Vous en avez la preuve, précisément, dans une des observations que vous a présentée M. Emile BRUN. M. Emile BRUN, à la page 23 de son rapport, nous parle d'un enfant qu'il désigne sous la lettre C... Cet enfant a été exclu de l'école à neuf ans comme dangereux pour ses camarades. Il a été envoyé un an après à la *colonie correctionelle des Douaires*. Si vous voulez bien compter le temps normal de l'instruction, il lui sera resté quelque chose comme six ou sept mois de liberté entre l'école et son arrestation. Or, voici, d'après M. BRUN, comment il a employé ces quelques mois : il est accusé de : incendie volontaire, attentat à la pudeur sur une petite fille, coups et blessures à un enfant, outrages publics à la pudeur sur une route, vols (au pluriel), bris et dommages à la propriété mobilière.

Ces faits très graves et même douloureux nous dévoilent une lacune, non pas seulement dans notre organisation, mais aussi dans notre législation, si touffue cependant. Il est certain que nous avons des enfants qui sont excessivement ennuyeux, pour ne pas dire insupportables, à l'école, et dont le professeur, ayant charge d'enfants normaux, cherche à tout prix à se débarrasser. Vous avez le témoignage de M. VALRAN, qui vous dit que ces enfants constituent un poids mort pour les classes, qu'ils sont une cause d'indiscipline, de désordre, parce qu'ils excitent les petits jeux, les moqueries de leurs

camarades qui les irritent, d'ailleurs, d'autant. Ces enfants, dont l'instituteur ne peut rien faire, qui sont une gêne pour lui, vous donnez à l'instituteur le droit de les expulser de l'école, sans qu'il y ait personne à la porte pour les recueillir... que les gendarmes.

D'après les règlements scolaires, on peut renvoyer un enfant de l'école pendant une durée plus ou moins longue ; c'est l'envoyer directement en prison Autrement dit, dans la législation française, c'est précisément pour les enfants qui ont le plus besoin d'éducation ou d'instruction que nous avons cherché à en donner le moins possible, puisque, je le répète, on peut les en priver pendant quatre, cinq, six mois, lorsqu'on trouve leur aptitude insuffisante, leur conduite mauvaise à l'école.

Il est certain que, considérée à ce point de vue, au point de vue scolaire pur, la question pourrait encore se généraliser. On pourrait se demander si, comme patronage, vous n'avez pas un rôle à jouer dans l'intérêt de l'assiduité scolaire. Aujourd'hui, nos théories basées sur le bon sens ont triomphé ; nous sommes tous d'accord avec M. Tarde, qui disait que la criminalité des enfants, est en raison inverse de leur assiduité à l'école. Nous avons une circulaire récente du Garde des Sceaux, qui précisément, a demandé que le Parquet et les Juges d'instruction s'occupent des conditions intellectuelles des délinquants et établissent leur degré d'instruction comme élément d'appréciation. Par conséquent, nous raisonnons très bien, nous envisageons les avantages moraux que l'on peut obtenir de l'instruction, même primaire élémentaire.

Ceux qui, comme moi, connaissent le dévouement des patronages, seraient tentés de leur voir accepter le rôle que jouent, par exemple, les bedeaux des enfants en Angleterre, qui sont, si je ne me trompe, des particuliers et non des fonctionnaires. Ils se chargent de faire exécuter l'obligation scolaire. Il est certain que je ne songe pas à vous engager à adopter cet emploi pour obtenir les sanctions plus que dérisoires de la loi de 1882 sur l'obligation scolaire, les petites contraventions qui en résultent et les affichages ; mais on pourrait dire que les parents qui ne se préoccupent pas de l'instruction de leurs enfants compromettent leur moralité et il sera fréquemment possible de prouver que c'est, « soit par ivrognerie,

soit par inconduite notoire, soit par de mauvais traitements, » qu'ils le font, et alors nous nous trouvons dans le cas prévu par une loi qui a été votée, il y a quelques années, par le parlement français pour la France et qui y a été promulguée, conformément à la Constitution française, le 24 juillet 1889 et que tout le monde, je crois, ignore ou refuse d'appliquer en France : la loi sur la déchéance paternelle.

Voilà, semble-t-il, un rôle que pourrait peut-être jouer le patronage : voir s'il n'y a pas lieu, lorsqu'il constate le défaut d'assiduité à l'école, de demander, si l'ivrognerie, l'inconduite notoire ou les mauvais traitements peuvent être prouvés, la déchéance de la puissance paternelle.

Vous comprenez, Mesdames et Messieurs, que je mets la plus grande discrétion dans cette affaire, puisque je ne fais pas de patronage directement ; je ne fais que vous entr'ouvrir cette voie ; mais je me garde bien de vous engager à y entrer, je n'ai aucune autorité pour cela.

Je dois vous indiquer qu'il y a quelques années les enfants qui ne suivaient pas l'école étaient excessivement nombreux ; en 1898, je crois, on avait établi qu'il y avait 10 0/0 d'enfants qui ne suivaient pas les écoles en France. Par conséquent, pour une population scolaire de 5.500.000 enfants en France, il y en a 550.000 à patronner.... c'est un peu gros pour vos ressources et pour votre activité cependant si dévouée.

Si maintenant vous voulez savoir, dans ce nombre de 550.000 enfants qui ne suivent pas l'école, ceux qui ne sont pas des arriérés accidentels par la faute de leurs parents qui ne les ont pas envoyés à l'école mais qui sont des arriérés pédagogiques, je vous dirais que je n'ai pas de renseignements pour la France, mais que j'ai une statistique très curieuse qui a été faite en Suisse et qui est très intéressante, parce que c'est une personne bien connue et très estimée de tous les pœnologues, M. le docteur Guillaume, qui l'a dirigée. Il a recherché les causes de l'absence de l'école et il les a divisées en plusieurs catégories qui sont : la faiblesse d'esprit à un léger degré, la faiblesse d'esprit à un degré plus profond, l'infirmité physique seulement, l'idiotie, la surdimudité, la cécité, et enfin les influences morales dont je vous parlais il y a un instant.

Je n'insiste pas sur les chiffres, mais il en résulte que les deux premières catégories, la faiblesse d'esprit, donnaient un total beaucoup plus considérable que les trois autres. Par conséquent, il y a beaucoup plus d'arriérés pédagogiques ou médicaux que d'aveugles, de sourds muets et d'enfants atteints d'infirmités physiques marquées. Il en résulte que la législation française est tombée dans une étrange erreur lorsqu'elle a organisé une disposition spéciale pour les sourds-muets et les aveugles et qu'elle n'a rien dit et rien fait pour les arriérés qui sont les plus nombreux en Suisse et probablement aussi en France. Elle a négligé de statuer sur le « plerumque fit ».

Pour la question du rapport entre l'arriération et la délinquance, nous avons des chiffres comparés que je me permets d'emprunter au rapport de M. Georges Bessière sur la sixième question.

M. Georges Bessière nous a donné un tableau qui a été dressé par MM. les docteurs Garnier et Legras. Voici le résumé de la statistique du patronage familial :

Sur 423 enfants nous en avons 14 % qui sont des arriérés profonds ou médicaux, si vous voulez, qui méritent l'asile d'aliénés ; nous en avons 28 % qui sont des arriérés simplement pédagogiques, semble-t-il, et enfin nous en avons 43 % qui sont des enfants vicieux perfectibles. Il y a donc 57 % d'enfants qui sont atteints d'infirmités mentales ou physiques.

Il vous paraîtra sans doute peut-être assez pénible de réduire votre assistance à ces enfants-là ; mais, d'un autre côté, nous avons vu qu'on ne pouvait pas l'étendre outre mesure et qu'il fallait se résoudre à admettre la délinquance comme occasion de vous occuper d'eux.

Malheureusement, vous savez que si vous vous en tenez là, si vous ne voulez pas adopter les mesures préventives, vous n'éviterez pas les arguments si souvent servis par les adversaires du patronage qui ne manqueront pas de dire : voilà bien de la justice, les arriérés sont secourus, instruits, placés, protégés, à condition d'avoir commis un délit ou un crime ; mais si, malgré leur infériorité sociale, ils ont pu rester honnêtes, personne ne s'occupera d'eux parce qu'on veut probablement soutenir la thèse que tout arriéré doit devenir un délinquant.

Il faut franchement en finir avec cet argument. Il est certain que vous êtes placés à la tête de la bienfaisance ; vous en êtes les pionniers, c'est incontestable, et cela a toujours été ainsi de tout temps. Je me rappelle avoir lu dans l'Encyclopédie que dans ce vieux port de Marseille les galères présentaient une propreté merveilleuse que n'avait pas la marine royale de l'Etat ; je vous demande si le grand amiral devait interdire de nettoyer les chiourmes ou s'il valait mieux engager les matelots à être aussi propres que les galériens?... C'est le même cas pour nous. Il est certain qu'actuellement, déjà, le patronage des libérés se manifeste partout. Nous avons essayé de créer des patronages d'aliénés ; ils trébuchent au moindre obstacle et il est très difficile de les constituer... Il faut rester à votre place qui est très honorable, il faut rester en tête du mouvement et votre exemple, me semble-t-il, doit soulever une émulation féconde et non pas de stériles critiques.

J'insiste sur ce point, parce que je lis à la fin du rapport de M. le docteur Paul Boncour la phrase suivante qui tendrait à vous dessaisir un peu de ce patronage spécial :

« Des sociétés déjà créées peuvent évidemment jouer ce rôle, « mais le nombre des anormaux, aussi bien que la surveillance « particulière qu'ils réclament, justifient la création de sociétés « ayant leur autonomie et ne s'occupant que de ces sujets, parmi « lesquels les délinquants arriérés forment une masse sérieuse. »

Messieurs, permettez-moi de le dire, voilà bien les Parisiens et voilà bien nos illusions ! nous supposons, parce que nous voyons, pour ainsi parler, plusieurs raisons sociales, qu'il y a une affluence de personnes dévouées, même à Paris, voulant bien s'occuper de classer les différentes indigences et les secourir ; c'est une erreur absolue. Il y a à Paris, comme presque partout, ce que j'appellerai les maîtres Jacques de la charité.... Si vous trouvez le mot irrévérencieux, je vais vous citer des noms propres ; je songe à notre président qui fait partie active de tant de bonnes œuvres différentes et à différents titres ; d'autres exemples ne manquent pas, dans cette salle ; il y a notamment un de vos rapporteurs, M. Vidal, qui est secrétaire du *comité de défense des enfants traduits en justice* et président de la *Société de patronage et d'assistance par*

le travail à Toulouse... Ce sont toujours les mêmes personnalités qui sont partout et toujours prêtes au dévouement et au bien.

Cependant, je reconnais que si l'observation de M. Paul Boncour peut se justifier quelque part, c'est à Marseille où, en effet, vous avez deux sociétés, le *Comité des enfants traduits en justice*, et une *Société de patronage des adolescents* qui elles, avec un bureau différent, rivalisent de zèle. C'est une exception somptueuse qu'on ne peut pas espérer rencontrer partout ; on ne peut pas l'exiger ailleurs qu'ici. Je crois que nous sommes trop heureux d'avoir en France un Patronage et je crois que c'est à lui qu'il faudra confier les arriérés lorsqu'ils sont délinquants.

Nous allons convaincre facilement, je crois, le rapporteur, M. Paul Boncour, que la chose est très possible, car je vous propose, comme conclusion, d'adopter précisément le mode d'assistance qu'il a indiqué dans son rapport avec beaucoup de détails à l'appui sur lesquels je ne reviens pas. J'ai résumé cela dans des conclusions que je vais vous lire et que je demanderai à M. le Président de soumettre à votre vote :

« *En attendant la création d'établissements spéciaux pour* « *l'instruction et l'éducation professionnelle des arriérés, les* « *jeunes délinquants de cette catégorie ne peuvent qu'être* « *confiés aux personnes qui voudront bien s'occuper d'eux, et* « *dont l'intervention se manifestera, selon le cas* :

« *Soit dans la direction et le contrôle de l'éducation donnée* « *par les soins de la famille, soit par des placements indivi* « *duels chez des patrons habitués à surmonter les difficultés* « *que présente l'éducation de ces enfants, soit par un enseigne-* « *ment collectif qui devra toujours comprendre un apprentis-* « *sage, soit dans le patronage proprement dit dont la continua-* « *tion est nécessaire même après les améliorations obtenues par* « *par un des moyens énumérés ci-dessus.* »

(Applaudissements).

M. le Président. — En commençant ses observations, M. le Rapporteur Général déclinait sa compétence ; mais on peut dire qu'il s'est chargé lui-même de réfuter cette trop modeste appréciation, puisque vous avez tous constaté avec quelle clarté et quelle autorité magistrale il a exposé le sujet qu'il avait à traiter devant nous.

Il a bien voulu, chemin faisant, faire allusion à l'opportunité de faire intervenir dans cette discussion, au besoin, disait-il, par une provocation présidentielle, l'honorable rapporteur, M. le docteur Paul Boncour. L'assemblée a certainement, comme moi, noté au passage et retenu cette précieuse indication.

Je me hâte donc de la mettre à profit, en priant M. le docteur Paul Boncour de vouloir bien, en quelques mots, compléter son rapport.

M. Paul Boncour. — Je regrette de ne pouvoir vous apporter, comme j'avais l'intention de le faire, une statistique de 214 cas que je possède, accompagnés d'observations que j'ai toutes prises moi-même. Comme il me faut trois ou quatre heures pour mettre à jour une observation, j'ai dû y renoncer et renoncer par là même à montrer les causes de l'arriération pédagogique et de l'arriération en général ; il m'eût fallu pour cela un mois ou un mois et demi.

J'ai examiné *ces écoliers anormaux* soit au Patronage Familial, dont M. Albanel a bien voulu m'ouvrir les portes toutes larges, soit en vue de leur entrée à l'école Théophile-Roussel, qui doit être précédée d'un examen médical, à la suite duquel les enfants sont admis ou non à l'établissement. Je rappelle que cette école est une école de préservation où sont reçus surtout les enfants indisciplinés, mais on y prend aussi des arriérés.

Il y a d'autres enfants que j'examine avec M. Philippe ; c'est ce que M. Granier vous a dit tout à l'heure. Nous nous mettons une fois par semaine à la disposition des directeurs d'écoles qui veulent bien nous envoyer des élèves ; nous les étudions et nous renvoyons ensuite le dossier à l'instituteur. Nous interrogeons les enfants en présence des familles ; ce n'est, en effet, qu'avec leur assentiment que nous agissons ainsi. J'insiste sur ce point, car on m'a reproché ces enquêtes comme une atteinte portée à la liberté des parents. Au contraire, les familles en sont très heureuses ; elles viennent chaque jour au Patronage demandant qu'on examine leurs enfants : quand les instituteurs renvoient des élèves parce qu'ils sont indisciplinés

ou parce qu'ils ne peuvent rien en faire, quand, devant un enfant de 14 ans qui ne sait pas lire, ils ont dit à une mère : Tâchez de trouver une institution quelconque, c'est souvent à nous qu'on amène l'enfant.

Ma statistique porte sur 214 écoliers anormaux. Je les répartis ainsi :

D'abord les indisciplinés. ILS SONT AU NOMBRE DE **56**. Il faut remarquer que les enfants indisciplinés apportant le trouble dans les écoles en sont fréquemment chassés : on peut donc parfaitement les classer parmi les « anormaux », car il est utile de s'en occuper, sinon ils vagabondent. J'ajoute que ces enfants sont souvent atteints d'instabilité mentale (cela ne veut pas dire aliénation). Sur ces 56 indisciplinés il y en a 14 qui ont une intelligence normale et 42 qui sont arriérés, c'est à-dire qui ont un retard de l'intelligence.

Ensuite, je distingue les arriérés tranquilles, c'est-à-dire non indisciplinés. Je m'arrête sur ces catégories qui correspondent aux arriérés médicaux ; j'ignore si j'ai mal compris ce que disait M. GRANIER tout à l'heure, mais il me semble qu'il citait quelqu'un qui rangeait les idiots parmi les arriérés médicaux ?

M. GRANIER. — Le docteur CLAPARÈDE, de Genève.

M. PAUL BONCOUR. — Je ne suis pas de cet avis; négligeant certaines formes d'idiotie on peut distinguer l'enfant qui est seulement en retard soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, soit au point de vue moral; généralement cela va ensemble. C'est un arriéré, médical si l'on veut, MAIS CE N'EST PAS UN IDIOT ; il y a une grande différence

L'arriéré n'est qu'un retardataire. L'idiot a une lésion cérébrale, c'est un arrêté. Il a un organe qui ne se développera pas, c'est un amputé du cerveau, et vous ne lui rendrez pas ce qui lui manque, pas plus que vous ne ferez repousser la jambe d'un amputé ; on peut l'améliorer, mais l'idiot reste souvent un idiot. On dit parfois que l'idiot est un individu possédant un instrument auquel il manque des cordes, tandis que l'arriéré possède un instrument ayant toutes ses cordes; aussi peut-on facilement ramener ce dernier à l'état normal et rétablir l'harmonie.

J'en ai des observations frappantes; je pourrais vous les lire et

vous montrer des photographies de quelques sujets ; je voudrais vous parler d'un de ces enfants qui au mois de juillet dernier a passé son baccalauréat moderne. C'était un retardataire... Mais cela,c'est de la médecine, je ne veux pas insister. Donc,mes arriérés non indisciplinés sont au nombre de 60.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur quel nombre ?

M. PAUL BONCOUR. — Sur 214.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous n'avez pas fait le pourcentage ?

M. PAUL BONCOUR. — Pressé par le temps je ne l'ai pas fait.

Je reprens ma statistique :

Sur les 214 anormaux, il y a *56* indisciplinés dont *14* ont une intelligence normale, et *42* sont arriérés. Il y a 60 arriérés tranquilles. Restent, les arriérés pédagogiques qui sont au nombre de 58. L'arriéré pédagogique est un écolier pourvu d'une intelligence suffisante mais qu'une infirmité ou une maladie empêche de profiter des méthodes usuelles de l'éducation. Tels sont les enfants qui viennent d'avoir une maladie grave, une fièvre typhoïde par exemple ; ils viennent à l'école, mais ils ne peuvent rien y faire, les instituteurs les délaissent ou les rendent à leurs familles. Il y a encore des enfants qui ont des infirmités, par exemple (je vous demande pardon de signaler ces faits), l'incontinence d'urine ; beaucoup en sont atteints ; or, cette seule infirmité les empêche d'aller à l'école, ils ne reçoivent aucune éducation, et à 14 ou 15 ans ils ne savent pas lire, mais ils savent vagabonder. Il me reste encore 40 arriérés dont les causes de l'arriération me semblent difficiles a préciser.

Tel est le résultat de mes 214 observations. J'aurais voulu dire les causes premières de l'arriération, montrer le rapport de cette arriération avec les arrêts de développement C'est ce qu'a tenté M. APERT, auquel on faisait allusion tout à l'heure. Mais sous le nom de retardataires, il ne décrit qu'un type, avec des variétés souvent très éloignées ; or à côté de ce type intéressant il y en a bien d'autres qui sont le produit d'une maladie.

Il existe actuellement un grand nombre d'individus arriérés ; en s'en emparant le plus tôt possible pour leur faire suivre un traitement médico-pédagogique,il est aisé de les ramener à l'état normal. Ce n'est pas une utopie de médecin. Tel est cet enfant dont je parlais

tout à l'heure, il avait douze ans, il en paraissait huit, et l'année dernière il a passé son examen. Un traitement médicamenteux a aidé au résultat. Je ne fais pas de réclame pour mon procédé, j'en reporte le mérite à M. Apert, médecin des hôpitaux très distingué qui s'en occupe tout particulièrement.

La question des enfants arriérés est encore intéressante au point de vue de la terminologie à adopter. Nous ne parlons pas tous la même langue, nous venons de le constater tout à l'heure puisque, avec le docteur Claparède, M. le Rapporteur de la cinquième question identifie l'idiot et certains arriérés. Je le répète, dans la majorité des cas il n'y a aucune comparaison à faire entre les deux. L'arriéré, si on ne s'en occupe pas, deviendra un anti-social, parce que c'est un individu qui se développera néanmoins, mais qui se développera mal ; il faut agir sur lui quand il est encore à l'école. Il n'en est de pas de même de l'idiot qui est et qui reste un extra-social. Vous avez remarqué que M. Granier me reproche d'être un peu sévère pour les pouvoirs publics ; je ne mérite ce reproche qu'à moitié : En effet, lorsque je prétends qu'il n'y a rien de fait, je me place au point de vue du " patronage dans les familles ", car nous avons au besoin des internats pour les sujets retirés de leur milieu familial. Chaque jour des parents viennent nous demander de nous occuper de leurs enfants en nous disant : où mettre cet enfant ? on l'a refusé à l'école, le commissaire de police nous l'a renvoyé deux ou trois fois. (Notez que ce ne sont pas des délinquants au sens propre du mot, mais quand ils sont arrêtés ils ont déjà commis trois ou quatre petits délits). Nous ne savons qu'en faire ; les instituteurs les refusant absolument, nous avons les bras liés. Ces enfants ne savent ni lire ni écrire ni être honnêtes, et c'est pour eux justement que je demande un enseignement spécial. Je parle de classes spéciales parce que cela existe à l'étranger... ce n'est pas pour vanter ce qui se fait à l'étranger et dénigrer ce qui existe en France, mais enfin, à Bruxelles, sous la direction de M. Lanoix, il existe une école qui renferme plus de deux cents enfants, il y en a une autre qui va être créée ; une école spéciale vient de s'ouvrir à Anvers ; il en existe aussi en Allemagne, en Suisse, etc. Pourquoi pas en France ?

Pour faire des comparaisons, je puis vous citer une statistique du docteur Demoor, relative à l'école de Bruxelles. Dans cette école spéciale, sur 246 enfants il y a 16 indisciplinés qui ont troublé les classes ordinaires ; 44 enfants qui ont de la faiblesse d'esprit, c'est ce qu'il appelle les arriérés médicaux; il ne les confond pas avec des idiots ; 136 qui sont des arriérés pédagogiques purs et 50 arriérés de causes impossibles à fixer. A peu de chose près, je procède donc comme M. Demoor ; c'est du reste à la suite de la lecture de ses documents que j'ai résolu d'établir des distinctions parmi les sujets soumis à mon examen.

De plus, sur ces 136 arriérés pédagogiques purs, il y en a 23 qui sont arriérés pour fréquentation irrégulière de l'école, par suite de la maladie... Vous remarquez que quand un enfant ne fréquente pas l'école, cela suffit pour qu'il devienne arriéré. Il y en a 40 dont la fréquentation irrégulière de l'école est due aux parents, et 6 dont la fréquentation irrégulière est due à des causes diverses. D'autres sont arriérés pour manque complet de fréquentation de l'école, dû à la maladie ; enfin, il y en a 9 qui ne fréquentent pas l'école par suite de la négligence des parents ; ce sont des indisciplinés.

C'est là une statistique très démonstrative.

C'est pour cela que je voudrais qu'on s'occupât en France de tous ces enfants et que je demande qu'on fasse quelque chose ; que ce soit une société de patronage ou que ce soient les pouvoirs publics qui interviennent, je crois qu'il y a lieu d'instruire ces enfants d'une façon complète ; les instituteurs n'y peuvent rien et, en effet, ils n'ont pas le droit de retarder toute une classe à cause de quelques uns ; mais alors, où les envoyer ? tel est le problème à résoudre. Je crois qu'on pourrait créer un enseignement spécial à côté de notre enseignement primaire, soit dans des classes annexées à l'école primaire, soit dans un établissement quelconque ; cela est indifférent. En résumé, quel que soit le moyen, il importe de donner une éducation à ces enfants.

On m'objectera peut-être que le nombre de ces enfants n'est pas assez élevé ; cela n'est pas; il en existe suffisamment pour qu'on crée un enseignement spécial annexe.

A l'étranger il existe un certain nombre de ces classes annexes;

à Berlin il y a 58 de ces classes ; aux Etats-Unis il y en a un certain nombre ; et, d'après une statistique, il y aurait 100.000 arriérés. En Angleterre je connais trois ou quatre de ces écoles.

A Paris, une statistique a été faite, il y a quelques années. La délégation cantonale des Ve et VIe arrondissements avait chargé un inspecteur de l'enseignement primaire de demander à tous les instituteurs et institutrices de ces deux arrondissements le nombre des enfants anormaux, indisciplinés et arriérés qui fréquentaient l'école. Sur 3.375 garçons et 3.200 filles on a trouvé un total de 132.

Ce chiffre est certainement au dessous de la moyenne, car on n'a pas compté ceux qui ne fréquentent pas l'école, par conséquent beaucoup d'indisciplinés. Ensuite, certains instituteurs n'ont pas déclaré tous les enfants anormaux ; ils ignoraient le but de cette enquête, et ils ont cru que c'était une mesure contre eux, aussi ont ils caché tout ce qu'ils ont pu. En outre, cette enquête portait sur les garçons et sur les filles à la fois ; or il y a beaucoup moins d'arriérés parmi les filles que parmi les garçons, il y a deux ou trois arriérés garçons pour une arriérée fille. Par conséquent. sur ces 132, il faut en attribuer les deux tiers aux garçons. Pour ma part, j'estime qu'il y a quatre à cinq pour cent d'enfants anormaux dans nos écoles. Vous voyez le nombre qui en résulte : il me semble justifier l'attention des philantropes.

J'ai consulté des instituteurs ; ils constatent que la proportion des arriérés été de 3 à 4 0[0.

Au moment de partir, j'ai reçu un renseignement d'une directrice d'école maternelle. Sur 400 élèves fréquentant une école maternelle il y en a 15 0[0 qui sont peu intelligents, 4 0[0 qui sont absolument inintelligents. Il s'agit d'enfants de 3 à 6 ans.

Je vous faisais remarquer tout à l'heure que la statistique faite dans les cinquième et sixième arrondissements était peut-être au-dessous de la moyenne. J'ai un autre argument à faire valoir. En effet, la statistique parisienne porte sur deux arrondissements relativement aisés ; mais quand on va dans le vingtième arrondissement ou à Saint-Ouen, il est extraordinaire de voir le nombre des enfants dégénérés et arriérés ; dans une classe de 40 élèves, j'en ai compté 12, qui constituaient un véritable déchet.

Tels sont, Mesdames et Messieurs, les quelques renseignements que j'avais à vous communiquer. Je regrette de ne pas vous donner quelque chose de plus complet ; mais j'espère, néanmoins, avoir quelque peu contribué à éclairer cette question que je trouve si importante. (*Applaudissements*).

M. LE PRÉSIDENT — Quoique vous ayant déjà mis — et très fructueusement pour nous — à contribution, je commettrai encore l'indiscrétion de vous demander quelques renseignements sur l'Ecole Théophile Roussel, que plusieurs d'entre nous peut-être ne connaissent qu'imparfaitement.

M. PAUL BONCOUR. — L'Ecole Théophile-Roussel a remplacé l'école Lepelletier de Saint-Fargeau qui n'avait pas donné les résultats qu'on avait espérés. M. Albanel vous dira pourquoi, puisqu'il a été chargé de la transformation de l'établissement.

A l'école Théophile-Roussel on reçoit certains enfants qui ne peuvent rester dans les écoles ordinaires, tels les enfants arriérés et indisciplinés ; ce sont généralement les instituteurs qui nous envoient ces enfants. A l'école Théophile-Roussel on donne une éducation surtout professionnelle, sans négliger le point de vue intellectuel. Cette éducation intellectuelle est entrecoupée de nombreuses récréations et d'exercices physiques qui occupent constamment l'écolier. On y reçoit aussi les enfants qui ont été traduits en justice, mais qu'on considère comme non responsables et susceptibles d'être amendés ; ils nous sont envoyés par les magistrats. Dans cette école, qui est fort importante puisqu'elle peut contenir 350 enfants, il y a plusieurs pavillons séparés. On pourra donc organiser un certain nombre de sections, ce qui est capital, car il faut distinguer parmi les élèves ceux qui sont actifs et ceux qui sont passifs. C'est un point que j'ai signalé dans mon rapport : il faut mettre d'un côté les indisciplinés, de l'autre les disciplinés. Au bout de deux ou trois ans, tout en individualisant l'éducation, on aura ramené les indisciplinés à une forme disciplinée et les divisions seront devenues inutiles.

L'école Théophile-Roussel possède de vastes ateliers où les enfants reçoivent l'éducation professionnelle sus-indiquée.

Voilà, en résumé, l'organisation de cette école.

M. ALBANEL. — Les enfants arriérés anormaux ou dégénérés, ou retardataires dont on a parlé, font l'objet d'une préoccupation constante et néanmoins rien de sérieux n'a été fait pour eux en dehors de l'école Théophile-Roussel dont je vais parler tout à l'heure, ayant été chargé du rapport qui a amené sa transformation.

Il y a deux ans, j'étais avec M. GRANIER au congrès d'anthropologie criminelle ; on a bien voulu adopter, sur mon initiative, un vœu tendant à ce que tous les enfants délinquants fussent examinés avant que la justice ait à s'occuper d'eux. En effet, lorsqu'un enfant a commis un méfait, je ne dis même pas un délit contre la société, mais un simple méfait familial... il faut savoir s'il est responsable de l'acte qu'il a commis et s'il est dans un état complet d'évolution consciente.

Il s'agit de savoir dès que l'enfant commet une faute, soit dans la famille, soit à l'école, soit un véritable délit, comment cet enfant doit être traité. Il ne doit pas être considéré comme un malade, s'il n'est point un idiot ou un dément, les arriérés médicaux faisant l'objet d'une catégorie spéciale. Mais les arriérés dont il s'agit, les arriérés pédagogiques dont a parlé M. GRANIER, il faut savoir ce qu'on doit en faire.

Or, voici l'impression qui m'est venue à force de voir venir dans mon cabinet des enfants... j'en ai vu comparaître près de trois mille. C'étaient souvent les mêmes qui revenaient dans des conditions identiques, qui étaient arrêtés soit pour vagabondage, pour mendicité, qui est un délit succédané du vagabondage, pour vol ; j'en ai fait examiner beaucoup, au risque de me faire adresser des observations par mes chefs hiérarchiques, parce qu'en somme cela coûte de l'argent, mais on ne doit pas, à mon avis, regarder à ces questions-là lorsqu'il s'agit d'une chose aussi importante. J'ai eu ensuite l'idée lorsque nous avons fondé notre Patronage Familial, de rechercher, quand on amenait un enfant, si nous étions en présence d'un petit vaurien, d'un petit vagabond qui veut fuir l'école ou la famille, parce qu'il sent que cela lui plaît, en pleine conscience, pour aller faire l'école buissonnière, ou si nous étions en présence d'un enfant n'ayant qu'une conscience instable, sans volonté suffisante pour résister à l'idée de vagabonder. Nous avons alors institué un dispensaire d'anthropologie qui nous a permis de faire des observations précieuses.

M. BESSIÈRE, dans un rapport qui fera l'objet de la sixième question, nous dit : il y a à peu près 50 0 0 des enfants qui sont envoyés au patronage par les magistrats, les instituteurs et les familles, qui sont des anormaux. Or, il y a des catégories dans ces 50 0/0. Les uns sont tout à fait arriérés, qui doivent être envoyés dans des maisons comme Bicêtre, Vaucluse, soit à peu près 15 0 0. Mais les autres sont des instables, de ces enfants qui ne peuvent avoir une direction ordinaire, normale, qui font le désespoir des parents et des instituteurs, qui, lorsqu'ils ont été malmenés chez eux, quittent la maison, et qui, lorsque l'instituteur les a renvoyés parce qu'ils troublaient l'école, vont dans la rue, deviennent des vagabonds: C'est pour établir exactement la cause du délit commis par l'enfant qu'il est utile de les faire examiner par des médecins compétents. Je dis compétent parce que cette généralisation peut être dangereuse et qu'il faut que ces enfants soient examinés non pas par tous les médecins, mais par des spécialistes. Or, ce qui nous manque en France, c'est peut-être des médecins réellement compétents. A Paris, à Marseille, à Bordeaux, dans les grandes villes, vous avez des médecins éminents qui peuvent donner un diagnostic — et encore avec une certitude qui n'est pas toujours absolue — sur la mentalité des enfants ; mais dans les petites localités le médecin légiste peut bien faire une autopsie et décider que tel individu a été assassiné au moyen d'un couteau ou d'une balle de revolver ou empoisonné, mais il ne pourra peut-être pas diagnostiquer l'état mental d'un individu. Il faudrait donc pousser d'abord à ce qu'on institue dans les facultés une chaire de psychiatrie destinée à former les médecins de province en vue de ces examens spéciaux.

Mais je ferme ma parenthèse.

Supposons que nous ayons partout ces médecins compétents : même pour déterminer l'état absolu de l'enfant au point de vue cérébral, que devra-t-on faire de ces arriérés pédagogiques ? Il y a des enfants qui, malgré les méfaits les plus odieux (incendie, attentat à la pudeur), comme cet enfant de neuf ans dont vous

parlait tout à l'heure M. GRANIER, ne peuvent être envoyés en correction, il faut bien les placer quelque part. Les écoles les rejettent parce qu'ils troublent les classes et qu'ils ne peuvent pas empêcher les autres de travailler ; les maisons de préservation les rejettent également. Seuls des établissements spéciaux pourraient les recevoir.

L'école Théophile Roussel, dont je vous parlais tout à l'heure, est une école destinée non pas à des enfants qui ont commis des méfaits bien graves mais à ceux qui pourraient peut-être à la rigueur aller dans une maison de correction s'ils avaient un âge un peu plus avancé ou bien si les actes qu'ils avaient commis étaient plus graves.

Cette école Théophile-Roussel a remplacé l'école Lepelletier de Saint Fargeau, qui était une colonie pénitentiaire ; elle est destinée à des enfants de plusieurs catégories. Ce sont toujours des enfants — j'y reviendrai demain — qui ont des parents normaux, c'est-à-dire pouvant les élever convenablement, mais qui n'ont pas pu les corriger, car, pour les autres, ceux qui ont des parents indignes, la société est suffisamment armée par la loi de 1889, qui en fait des moralement abandonnés avec la déchéance paternelle. Pour ceux-là, l'Assistance publique intervient et les élève.

Dans cette école Théophile-Roussel, on reçoit des enfants de trois catégories : 1° Les enfants envoyés par les juges d'instruction, en vertu de la loi du 19 avril 1898 ;

2° Les indisciplinés des écoles du département de la Seine qui sont envoyés par leurs parents ou leurs tuteurs ;

3° Enfin les indisciplinés des pupilles de l'Assistance publique du département de la Seine.

Ce sont là tous les enfants qui peuvent être pris par l'école Théophile-Roussel, à la condition qu'ils ne soient point déclarés anormaux ou dégénérés.

Quant aux arriérés, ainsi rejetés des maisons de correction et de préservation et des écoles, il faut les mettre quelque part. C'est pourquoi je vous engage à voter le vœu de M. GRANIER en y ajoutant peut-être une phrase indiquant qu'on devra faire examiner les enfants anormaux délinquants par des médecins compétents,

afin d'établir leur état de dégénérescence ou d'arriération pédagogique.

Voilà ce que j'avais à dire pour aujourd'hui. Je termine en priant M. le Président de vouloir bien me donner demain matin la parole pour mon rapport sur la sixième question, afin de ne pas séparer ces deux questions qui se lient ensemble. Cela permettra de vider en deux séances tout ce qui concerne l'enfance coupable ou dégénérée. *(Applaudissements).*

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie M. ALBANEL des renseignements très intéressants qu'il vient de nous donner.

Madame l'inspectrice générale DUPUY aurait peut-être, à son tour, quelque chose à nous dire sur l'Asile de jeunes filles de Rueil.

Mme DUPUY. — Je vous prie, Monsieur le Président, de me permettre de dire quelques mots à l'appui de la thèse de M. B... de l'atavisme familial ; la science actuelle attribue presque absolument la même cause — l'alcoolisme.

Lorsqu'il y a plus de 20 ans, l'administration pénitentiaire fut amenée à faire dans une école nouvelle une sélection absolue en faveur des jeunes garçons, elle n'y admit que des enfants au dessous de 12 ans. Les statistiques n'avaient pas alors les rigueurs d'exactude qu'elles ont acquises depuis, et, de plus, cette école confiée à des femmes, surveillée et dirigée par des femmes, avec les conseils de M. le Directeur Général d'alors, M. CHOPPIN, n'inspirait qu'une confiance limitée à ses débuts.

Elles ont prouvé depuis ce qu'on en pouvait attendre par les services qu'elles y ont rendus.

Un groupe d'enfants surtout y était inquiétant. Tous, cependant, recevaient les mêmes soins, mais combien résistaient à l'influence douce et ferme qui cherchait à les élever, à les soustraire à leurs mauvais penchants.

Ils n'étaient pas des enfants anormaux, mais ils n'avaient pas le courage de faire un effort vers la voie qui leur était montrée. Méchants, brutaux envers leurs camarades, ingrats, rebelles à toute bonne influence, ils étaient un sujet de trouble partout.

Les dossiers étaient muets et ne signalaient que des semblants de délits amenés par la fréquentation de la rue au lieu de l'école.

Le médecin, excellent homme cependant, ne voyait que des coupables et des révoltés dans ces enfants.

Un nouveau venu indiqué comme issu d'alcooliques, devant suivre un régime lacté, nous ouvrit d'autres horizons, et nous reprîmes l'étude des dossiers de la même région et ceux de quelques jeunes filles montrant les mêmes dispositions d'inconscience, de rébellion et de défaut de raison.

Presque toujours le père ou la mère, sinon tous les deux, étaient alcooliques, et les exceptions sont des plus rares.

Vous voulez bien, M. le PRÉSIDENT, me demander ce qui a été tenté à la Maison de Famille de Rueil, pour l'éducation et le patronage des jeunes filles, dont la situation de famille rend si nécessaire la prolongation d'instruction ménagère et professionnelle, afin de les préparer à tous les travaux d'un ménage.

Des causes diverses ne permettaient pas toujours cette préparation spéciale, non plus que l'instruction primaire poussée jusqu'au certificat d'études.

Cette tâche, qui a toujours été accomplie fidèlement, généreusement dans plusieurs établissements, est en voie de perfectionnement, en rendant ses enseignements moins passifs, et en développant chez les enfants un sentiment de responsabilité, tout en tenant compte des aptitudes de chacune.

Les deux directions qui, au Ministère de l'Intérieur, s'occupent de l'enfance, confient à la Maison de Famille des jeunes filles dressées non seulement à tous les travaux d'intérieur, mais préparées à être des mères de famille, laborieuses, économes par la pratique de cet enseignement.

Nous nous sommes inspirés des conseils du vénérable docteur MARJOLIN qui s'est tant occupé des petits enfants. « Vous ne ferez « rien pour le Patronage si vous ne préparez pas d'autres carrières « à vos jeunes filles que la couture. Faites des bonnes d'enfants, « des bonnes à tout faire, des femmes de chambre, ce sont des « carrières plus lucratives et moins déprimantes pour des jeunes « filles. »

C'est après de longues réflexions et bien des hésitations que nous sommes entrées dans cette voie ; nous ne le regrettons pas,

car nous sommes très sollicitées pour le placement de nos pupilles. Nous avons accepté de recevoir des petites filles qui sont absolument soignées par les grandes, sous la direction d'une surveillante et surtout de Mme la DIRECTRICE.

Elles les lèvent, les couchent, les baignent, les font manger, les soignent enfin comme une mère attentive et intelligente, se conformant aux conseils d'hygiène et de propreté presque toujours étrangers à des jeunes filles que l'on prend à la campagne, comme de savoir prendre, soulever et porter un petit enfant.

D'autres sont moins attirées par les jeunes enfants, préfèrent être placées près d'une dame seule.

Nous disposons dans ce but de plusieurs chambres, et nos jeunes filles se préparent ainsi à un service plus difficile tout en terminant leur apprentissage de couturière, repasseuse et lingère.

Les dames pensionnaires sont choisies parmi des personnes bien élevées, mais ayant peu de fortune, ce qui les rend indulgentes pour leur jeune servante qui n'ont qu'à gagner à ces contacts.

Je profite de l'occasion pour remercier M. VOISIN de l'appui tout puissant que j'ai trouvé auprès de lui.

Je donnerai volontiers l'adresse de la maison pour qu'on aille la visiter ; elle a eu des temps d'arrêt, mais j'espère qu'elle sera bientôt très prospère *(Applaudissements)*.

M. LE PRÉSIDENT. — Mme DUPUY peut voir, par les applaudissements du Congrès, l'intérêt avec lequel a été accueillie sa communication. Je lui en adresse nos félicitations avec nos remerciements.

M. ALBANEL, vous aurez la bonté de nous remettre par écrit le complément que vous proposez au vœu de M. GRANIER.

M. GRANIER. — Voici la rédaction que j'ai préparée :

« Le choix d'une de ces mesures dépendra du résultat de l'exa- « men du patronné qui devra être confié à un médecin compétent « dans toute information ouverte déjà contre le délinquant. »

M. ALBANEL. — Parfaitement.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est toute une éducation à faire pour les médecins qui auront à remplir ce rôle aussi important que délicat. Aussi M. ALBANEL a-t-il eu grandement raison d'insister sur la nécessité d'une chaire spéciale.

M. Eug. Rostand. — Le Congrès ne ferait-il pas quelque chose d'utile en faisant précéder la proposition excellente de M. Granier d'une classification des catégories d'arriérés que M. Paul Boncour a distinguées avec tant de netteté ?

M. le Président. — M. le docteur Paul Boncour lui-même n'a pas osé prendre parti et proposer une définition et une classification définitives. Son hésitation se comprend en présence de la complexité et de la nouveauté du sujet.

M. Eug. Rostand. — C'est qu'alors nous confondrons des catégories qui sont bien différentes.

M. Paul Boncour — On ne peut établir une classification étiologique étant donné qu'on ne connait pas les causes exactes de l'arriération dans une grande partie des cas. Mais au point de vue pédagogique il suffit de distinguer les indisciplinés, — les arriérés indisciplinés (excités ou excitables, ou instables) — et les arriérés tranquilles ; ces dénominations sont simples et pratiques. Une classification médicale est plus difficile à établir : il faudrait d'abord bien spécifier qu'un arriéré médical n'est pas un idiot qui a une grosse lésion cérébrale, tandis que l'arriéré même dégénéré, n'en a pas au sens matériel du mot et peut être instruit facilement. Au sujet de l'arriéré pédagogique, tout le monde s'entend ; c'est celui qui est en retard de deux ou trois ans sur les autres. Reste à fixer le degré de viciation, il faut s'informer en conséquence s'il y a ou nou de la perversion des instincts ; c'est là un gros point à envisager avant d'adopter un mode de patronage ; un enfant qui a de la perversion des instincts doit être retiré du milieu ordinaire ; celui qui n'a pas de perversion des instincts est susceptible d'un placement dans une école comme l'école Théophile-Roussel ou dans une classe annexée à l'école primaire. Il y a, en somme, plusieurs façons d'établir une classification ; de là des confusions.

M. Eug. Rostand.— M. Paul Boncour ne pourrait-il pas ramener ces catégories à deux ou trois en les définissant.

M. le Président. — Il est difficile d'improviser séance tenante des définitions, devant lesquelles des maîtres eux-mêmes hésitent. Peut-être pourrions-nous confier ce soin à une commission composée, par exemple, de MM. Granier, Albanel et Paul Boncour, qui nous apporterait demain des propositions (*Assentiment*).

M. Granier. — Nous manquons de distinctions physiologiques parce que nous ne pouvons remonter aux causes ; mais nous pouvons donner une définition qui ne sera pas votée, mais annexée aux vœux du Congrès.

M. Albanel. — Si on mettait simplement le mot "anormal", cela suffirait peut-être.

M. Eug. Rostand. — C'est encore plus vague.

M. Paul Boncour. — Je proposerais le terme "écoliers anormaux", cela élimine les idiots qui ne vont pas à l'école, les sourds-muets, etc...

Je crois que cela limiterait heureusement la question.

M. le Président. — L'anormal, en dehors de l'idiot, peut être justiciable de la médecine, avoir une tare physiologique, ce qui nous ramène à la classification de M. Claparède : les arriérés médicaux et les arriérés pédagogiques.

M. Paul Boncour. — Pardon, Claparède range les idiots dans les arriérés, mais je ne parle, moi, que des écoliers, c'est-à-dire de ceux qui fréquentent l'école, or jamais un idiot ne fréquente une école.

M. le Président. — Bien entendu ; mais il peut y avoir des anormaux qui, sans être idiots, ont des tares...

M. Paul Boncour. — Oh ! parfaitement. Dans mes 214 observations, il y a à peine 30 anormaux, sur lesquels je n'ai pas trouvé de tares : mais on peut être un peu arriéré pédagogique et néanmoins avoir beaucoup de tares, c'est une autre question.

M. le docteur Rey. — Je voudrais, d'abord, rappeler au congrès que l'Assistance des enfants arriérés a été, ici, l'objet d'une étude très approfondie et que de sérieuses tentatives ont été faites en vue de son organisation dans la région du Sud-Est. Sur l'initiative du Conseil général de Vaucluse, en 1892, une Commission interdépartementale, composée de représentants des Basses-Alpes, des Bouches-du-Rhône, du Gard, du Var et de Vaucluse, adoptait le principe de la création d'un établissement régional destiné au traitement et à l'éducation de cette catégorie de deshérités. Des décisions furent prises pour fixer l'importance à donner à cette œuvre et les charges de chaque département intéressé ; le plan d'un institut médico-pédagogique, des devis furent dressés.

Malheureusement, des raisons budgétaires, à mon avis très discutables, ont fait ajourner la réalisation de ce projet. Il faut espérer que ces mêmes Conseils généraux et l'administration n'oublieront pas les statistiques tristement éloquentes qui démontrent la nécessité de combler une regrettable lacune dans l'assistance des enfants.

Permettez-moi de vous faire connaître quelques résultats de notre enquête. Elle a porté, d'abord, sur la population scolaire. A cet effet, un questionnaire fut adressé par les soins de l'autorité académique aux directeurs et directrices des écoles primaires publiques du département des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse. Ce questionnaire visait : 1° Les enfants dont l'intelligence est manifestement en retard et qui ne peuvent pas suivre utilement les leçons ; 2° Les enfants qui se font remarquer par une turbulence habituelle et excessive, un défaut absolu d'attention et des instincts vicieux ; 3° Enfin ceux qui, dans la commune ou dans le quartier, à cause de cet état intellectuel et moral, n'ont jamais été envoyés dans les écoles, ou ont dû cesser de les fréquenter.

Il s'agissait des enfants des deux sexes et de 5 à 12 ans. Le dépouillement des réponses a donné, pour le département de Vaucluse, un total de 318 enfants, et pour les Bouches-du-Rhône un total de 778 enfants, comprenant tous les cas visés par le questionnaire. Si on ne tient compte que du premier et du deuxième groupe, qu'il est plus facile de déterminer, c'est encore pour Vaucluse environ 200 enfants et pour les Bouches-du-Rhône 472 enfants, manifestement arriérés.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur quel total ?

M. le docteur REY. — Je ne puis le donner en ce moment (1). Mais

(1) Voici le renseignement fourni postérieurement au Secrétariat Général par M. le Docteur Rey :

L'enquête a été faite en 1891 — 1892.

Il y avait dans les écoles publiques :

Garçons.....	23.658
Filles.....	17.356
TOTAL.....	41.014

Pour les 3 catégories d'enfants visés par l'enquête.

Savoir :	567 garçons
	221 filles
TOTAL :	788

quelle que soit la proportion sur la population scolaire totale, on voit qu'il existe un très grand nombre d'enfants idiots, imbéciles, faibles d'esprit, dont il faut s'occuper, et soyez certains qu'un très grand nombre des réponses à la deuxième question s'appliquent bien à des arriérés, peut-être moins déchus, plus susceptibles de culture intellectuelle, et d'éducation professionnelle, mais d'une perversité morbide qui nécessite une prompte intervention. Ce sont eux qui grossissent les statistiques de la criminalité infantile, Voici, à ce point de vue, les résultats de notre enquête. En cinq ans, de 1896 à 1900, 1273 enfants mineurs de 16 ans, ont été poursuivis correctionnellement dans le ressort de la Cour d'Aix. Marseille est représentée dans ce chiffre, par 802 garçons et 104 filles, qui n'ont bien souvent que 7 à 8 ans.

Ces précoces criminels sont pour la plupart des arriérés, produits de l'hérédité alcoolique, dont nous avons ailleurs signalé la progression incessante depuis quelques années. Ce triste tableau ferait bien ressortir, s'il était nécessaire, l'importance de la question soumise au Congrès. Le Patronage des libérés doit, en effet, chercher un mode d'assistance pour ces jeunes pupilles, porteurs de tares intellectuelle et morales. Mais il ne faudrait pas faire de ces sujets une classe ou une catégorie d'arriérés à part et les appeler seuls à jouir des bienfaits de l'assistance. Que d'enfants arriérés qui commettent des actes de violence, des vols, des attentats de toute nature et qui ne sont pas l'objet de poursuites. Les uns et les autres sont justiciables du même traitement et des mêmes méthodes d'éducation. Il faut surtout les appliquer aux

la proportion est :

pour les deux sexes . ..	1.9 °/₀
pour les garçons.....	2.4 °/₀
pour les filles.....	1.4 °/₀

Si on ne prend que les deux catégories du questionnaire qui comprend les enfants arriérés les plus douteux, la proportion est :

pour les garçons...	11 °/₀₀
pour les filles.....	6,5 °/₀₀
les deux sexes.....	9 °/₀₀

Il ne sagit que des écoles publiques.

Si la même enquête était faite sur les 30.553 enfants des écoles libres et congréganistes, elle donnerait une proportion non moins élevée.

enfants avant toute manifestation dangereuse de leur état morbide. Quel est le meilleur mode d'assistance ? Dans quelles conditions peut-on espérer les meilleurs résultats ? A part de rares exceptions, les enfants arriérés, délinquants ou non, ne peuvent recevoir dans leur propre famille, ni dans les familles étrangères, ni dans les maisons de réformes, les soins matériels et d'éducation spéciale appropriés à leur état. On les place parfois dans des asiles d'aliénés. C'est l'abandon. Quant aux quartiers spéciaux annexés aux asiles, ils ont sans doute l'avantage de diminuer les frais généraux, mais l'organisation y reste toujours incomplète, rudimentaire. C'est dans des établissement spéciaux, dans des instituts médico-pédagogiques, comme les a désignés le docteur Bonneville, que doivent être recueillis et traités les arriérés porteurs de tares intellectuelles et morales. Il sera toujours possible d'y faire un classement judicieux, dans l'intérêt des enfants, pour prévenir tout désordre. Aussi, je prierai M. le RAPPORTEUR GÉNÉRAL, de vouloir bien insister, dans le vœu qu'il soumet au Congrès sur la necessité de ces établissements spéciaux. Le Congrès souhaitera certainement la réalisation du projet qui doit donner satisfaction aux besoins de notre région.

M. GRANIER. — Je l'ai indiqué dans le vœu...

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions M. le docteur REY d'avoir bien voulu apporter cette contribution à notre étude. Nous lui demanderons de vouloir bien se joindre à la Commission de définition dont l'Assemblée a tout à l'heure accepté le principe et de nous fournir, en chiffres précis, les résultats de l'enquête dont il nous a parlé afin de les annexer au compte rendu du Congrès.

En ce qui concerne sa dernière proposition, elle me semble contenue dans le vœu formulé par M. le RAPPORTEUR GÉNÉRAL :

En attendant la création d'établissements spéciaux pour l'instruction et l'éducation professionnelle des arriérés. »

M. REY. — Je voudrais que dans le vœu on indique bien le désir du Congrès

M. LE PRÉSIDENT. — Nous pouvons mettre, pour donner satisfaction à la suggestion de M. le docteur REY :

« En attendant la création *très désirable* ».

M. GRANIER. — J'accepte très volontiers cette adjonction. Je ne l'avais pas mise parce que je connais trop le patronage pour imposer une condition à son dévouement.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est une orientation générale que nous indiquerions ainsi, sans outrepasser notre droit.

Il est entendu que MM. ALBANEL, Paul BONCOUR, GRANIER et REY, voudront bien se réunir en petit comité et nous apporter demain, au début de la séance, la définition réclamée par M. ROSTAND, à moins qu'ils ne la trouvent trop difficile ou du moins prématurée.

Ce point ainsi réglé, je mets aux voix le vœu qui a été lu tout à l'heure par M. le RAPPORTEUR GÉNÉRAL avec l'adjonction proposée par M. ALBANEL.

M. FERDINAND-DREYFUS. — Auparavant, M. le PRÉSIDENT, je vous demande la permission de dire un mot.

Dans le vœu on emploie l'expression "jeunes délinquants" et en effet, la question posée se rapporte au patronage des enfants délinquants arriérés. Il serait donc utile dans la définition qui nous sera apportée demain, de ne s'occuper que des enfants qui ont commis.., je ne dis pas un délit — parce que lorsqu'il s'agit d'enfants cette expression me parait inexacte — mais qui ont commis un méfait social, comme le disait M. ALBANEL.

Le vœu ne s'appliquant qu'aux enfants délinquants arriérés, il est entendu que nous laissons de côté tout ce qui touche ces différentes catégories d'enfants arriérés, dégénérés, etc., qui ne sont pas des enfants ayant commis un méfait social ; nous ne nous occupons que des enfants soi-disant déliquants. Il faut que ce soit bien dit.

M. LE PRÉSIDENT. — Le texte de de la conclusion ne vise en effet que les « jeunes délinquants » ; mais la discussion a été plus large et s'est étendue aux enfants en danger moral.

M. ALBANEL. — Ce sera l'objet de la sixième question.

M. FERDINAND-DREYFUS. — Parfaitement.

M. FÉLIX VOISIN. — Je suis d'avis de voter le vœu tel qu'il a été rédigé par M. GRANIER ; seulement, il est bien entendu — je reviens sur cette idée parce qu'elle me préoccupe beaucoup — qu'il faut un médecin compétent. Permettez-moi d'insister sur ce point, parce

qu'un médecin qui n'a pas fait des études spéciales peut ne pas être bien inspiré pour la suite à donner à l'éducation de l'enfant.

Je ne voudrais donc pas qu'il fut entendu que, dès aujourd'hui, il y a lieu de faire examiner tous les jeunes délinquants par un médecin. Les vœux que nous allons exprimer ne devront recevoir leur application que quand il y aura des médecins compétents.

Je connais des cas, et ils ne sont pas très rares, où des jeunes gens qui ont subi 8 ou 10 condamnations pour vagabondage ne sauraient être considéré comme des malades. A première vue, un médecin, sans études préliminaires spéciales, sera facilement amené à dire : mais ce sont là des dégénérés. Eh bien ! ce ne serait pas toujours exact, car j'en pourrais citer qui, engagés dans l'armée, arrachés ainsi aux mauvais milieux dans lesquels ils se trouvaient, sont devenus parfaits : caporaux au bout de six mois, sergents au bout d'un an, et qui aujourd'hui, sergents-majors ou adjudants, sont signalés comme des modèles *(Applaudissements)*.

Par conséquent, moi qui suis d'une famille de médecins et qui ne voudrais à aucun prix être taxé d'irrévérence vis-à-vis de la médecine, je demande qu'il soit bien entendu que le vœu que nous exprimons, à savoir que les enfants soient soumis à un examen médical, doit s'entendre en ce sens que les médecins qui pourront plus tard avoir à les examiner, auront une compétence éclairée sur les questions se rattachant à l'enfance.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous pouvons accentuer en disant : « des médecins dont la compétence soit éprouvée ».

M. Félix VOISIN. — J'en serais reconnaissant au nom de la jeunesse.

M. LEREDU. — La Société de Médecine légale de France serait heureuse de voir qu'un institut médico-légal soit institué en France pour faciliter les études des médecins légistes. A Paris, il y a un corps de médecins légistes distingués, mais dans certaines provinces reculées on s'est aperçu qu'il y avait souvent des erreurs très graves commises.

Les médecins légistes seraient heureux de voir le vide comblé. M. BROUARDEL lui-même, le médecin légiste par excellence, demande que les médecins légistes ne soient médecins légistes qu'après avoir passé un examen spécial.

Par conséquent vous irez au-devant du vœu de la *Société de médecine légale* que je représente ici, en insistant sur cette expression de compétence et même en insistant encore davantage en ajoutant, comme le proposait M. le PRÉSIDENT, un qualificatif à l'expression « compétence », il faut que ce soit une compétence absolue.

M. LE PRÉSIDENT. — Je propose de mettre : « des médecins spécialistes d'une compétence éprouvée » (*Assentiment*).

M. GRANIER. — La rédaction serait donc celle-ci

« *Le choix d'une de ces mesures dépendra du résultat de l'exa-*
« *men du patroné qui devra être confié à un médecin spécialiste*
« *d'une compétence éprouvée.* »

Puis :

« *... dont la nécessité s'impose dans toute information ouverte*
« *déjà contre le délinquant.* »

Par conséquent vous demandez que l'examen soit fait seulement par un médecin spécialiste d'une compétence éprouvée, puis vous ajoutez qu'il est nécessaire de le faire.

M. GAUTHIER. — J'ai l'honneur d'appartenir à la justice répressive, ma place ne serait donc pas au Congrès si vous n'aviez pas, M. le PRÉSIDENT, dans votre discours d'hier, réservé la place pour les magistrats et ceux qui ont le pénible devoir de poursuivre les délits.

Je m'empare de l'autorité incontestée de M. le conseiller VOISIN ; j'ai été très heureux, en effet, d'entendre dire ce que je n'aurais pas osé affirmer moi-même. Il a constaté que fort souvent, malgré huit ou dix condamnations précédentes pour vagabondage, des jeunes gens entrés au régiment faisaient des sous officiers et d'excellents sous-officiers.

Le Congrès se préoccupe en ce moment d'éviter aux délinquants ou aux jeunes gens vicieux les dangers résultant pour eux d'une tare physique ; je viens lui demander, en ce qui me concerne, s'il considère que ce n'est pas sortir de son rôle, d'émettre un autre vœu :

J'ai été frappé de voir sur les casiers judiciaires de très jeunes gens des condamnations pour vagabondage. Puisque nous nous

occupons tous ici, magistrats ou autres, d'éviter aux jeunes gens les conséquences des condamnations, je crois que le moyen pratique d'éviter la tare qui s'attache à des condamnations pour vagabondage, notamment, serait d'émettre le vœu que les jeunes gens ne devraient même pas être exposés à être traduits devant un tribunal sous le simple motif de vagabondage. Il est certain qu'alors le résultat dont parlait M. VOISIN serait encore beaucoup mieux obtenu et d'une façon plus certaine. Le casier judiciaire du jeune soldat ne porterait pas trace de condamnation...

PLUSIEURS VOIX. — Ce n'est pas la question.

M. GAUTHIER. — Je demande au Congrès s'il ne serait pas possible d'émettre un vœu qui aurait pour objet de supprimer à l'égard des enfants de moins de 20 ans le délit de vagabondage.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Congrès semble peu disposé à s'engager dans l'étude de cette question spéciale qui, d'ailleurs, n'est pas à l'ordre du jour. Par conséquent, tout en donnant acte à l'orateur de sa proposition, je ne crois pas que nous puissions la mettre en discussion. (*Assentiment*).

Pour clore la discussion sur la question à l'ordre du jour je mets aux voix le vœu proposé par M. le RAPPORTEUR GÉNÉRAL avec les modifications qu'il a introduites au cours de la discussion.

Ce vœu, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 11 heures 1/2.

Séance du 15 avril

La séance est ouverte à 8 h 1/2, sous la présidence de M. CHEYSSON.

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames et Messieurs, nous allons aborder aujourd'hui l'étude de la sixième question qui est la suite de la cinquième question dont nous nous sommes occupés hier.

La parole est à M. ALBANEL, rapporteur général.

M ALBANEL. — Mesdames et Messieurs, je commence tout d'abord par remercier la Commission d'organisation du Congrès du Patronage des Libérés d'avoir bien voulu mettre à l'ordre du jour de ce Congrès la question sur laquelle on m'a demandé de faire un rapport.

Cette question qui est intitulée : *Des moyens pratiques d'organiser la surveillance, dans leurs familles des enfants délinquants*, est une idée toute nouvelle dans un congrès de patronage des libérés. En effet, jusqu'ici on ne s'était occupé que de rechercher quels étaient les moyens, lorsqu'un individu avait été frappé par la justice, de le reclasser dans la société et d'en faire un citoyen utile après lui avoir fait payer sa dette pénale. C'est ce qu'on peut appeler, en comparaison avec ce qui se passe en médecine, le procédé thérapeutique, c'est-à-dire guérir ce qui a causé la maladie et le détruire pour l'avenir afin d'éviter la récidive de ce même mal, en transformant complètement celui qui en a été atteint. De même qu'en médecine, le mal criminel, ou, si vous le préférez, le crime peut aussi faire l'objet d'un moyen prophylactique. Or, pour cela, il faut établir la préservation de la contagion elle-même.

Quoique le Congrès s'intitule : *Congrès du Patronage des Libérés*, nous allons donc nous occuper de gens qui ne seront jamais des libérés si le moyen prophylactique a réussi à éviter une comparution en justice.

Tout d'abord permettez-moi d'exposer en quelques mots, avant de parler des rapports écrits sur cette question, comment j'entends la prophylaxie en matière de crime.

En premier lieu le crime étant dans tous les pays l'objet de mesures répressives il faut, bien entendu, sans toucher aux droits de la société, savoir s'il peut faire l'objet d'autres mesures préventives.

Jusqu'ici les législations de tous les pays, surtout en France, ont tenté d'atténuer les modes répressifs ; c'est ainsi qu'on a établi peu à peu ces formules nouvelles qui commencent par les circonstances atténuantes pour passer par la libération conditionnelle et par la loi de sursis due à l'initiative de M. le sénateur Bérenger, pour aboutir peut-être demain à la loi de pardon.

Il est bien entendu que dans les sociétés civilisées le droit de vengeance sociale peut s'atténuer, sinon disparaître, car la société doit toujours avoir ce droit; mais enfin l'homme condamné n'est plus ce qu'il était autrefois. On a bien cherché à le guérir pendant sa détention et à lui donner les moyens de se reclasser, avant même la fin de sa peine, par la libération conditionnelle, par la grâce et par tous autres moyens. Je n'ai pas à insister sur ce point là et j'arrive tout de suite aux moyens prophylactiques.

Comment organiser la prophylaxie du crime ?

Pour l'adulte j'avoue que ce sera chose sinon impossible du moins difficile. Il ne sera presque jamais possible de connaître quelles seront les intentions futures d'un homme ; on pourra peut-être quelquefois les deviner, sans les prévoir absolument. On voit, par exemple, tel individu qui cesse de travailler, qui se livre au vice, à l'inconduite, à l'alcoolisme : ce sera peut-être un criminel de demain ; on ne peut pas, à moins d'un acte absolument certain, déterminer quelles seront ses intentions et par conséquent le préserver d'une façon sérieuse.

Pour les jeunes, c'est tout autre chose. En ce qui concerne l'enfant qui doit jusqu'à un certain âge, au moins dix-huit ans, faire l'objet d'une éducation dirigée non pas seulement par sa famille mais encore par l'Etat, puisque nous avons un régime d'instruction obligatoire, on peut intervenir entre la famille et l'enfant. Mais pour cela il faut tout de suite opérer une classification.

Il y a d'abord l'enfant élevé par des parents normaux, c'est-à-dire

qui ont le sentiment de leurs devoirs, et je dois vous affirmer, bien qu'on ait dit souvent le contraire, que c'est la généralité, d'après ce que m'a démontré la statistique personnelle que j'ai faite pour les affaires que j'ai instruites, dont le nombre est de deux ou trois mille. Je considère que les familles normales, c'est-à-dire les parents qui peuvent élever, éduquer convenablement leurs enfants, sont la grande majorité.

Pour les autres, qui ont des familles indignes, j'en parle tout de suite pour m'en débarrasser. Des lois protectrices de l'enfance ont prévu le cas. On a, dès 1874, promulgué la loi contre les enfants employés à la mendicité par leurs parents ; en 1889, on a établi une loi qui permet d'enlever la puissance paternelle aux parents indignes qui se livrent au vol, à l'alcoolisme, au vice et enfin qui ont été condamnés. Une loi toute récente, en 1898, a prévu le cas où les parents ne sont plus indignes, mais simplement douteux, impuissants ou incapables de pouvoir corriger eux-mêmes leurs enfants ; cette loi de 1898, due encore à l'initiative de M. Bérenger et de M. Paul Strauss, permet d'enlever à ces parents non plus la puissance paternelle, c'est-à-dire tous leurs droits sur leurs enfants nés ou à naître, mais de leur enlever la garde d'un enfant déterminé, qui fait l'objet d'une poursuite à l'occasion d'un délit ou d'un crime.

Je laisse donc maintenant de côté tous les enfants qui peuvent faire l'objet de cette préservation et de cette protection sociale ; pour ceux-là, je le répète, la loi est armée et on peut — je reviendrai tout à l'heure sur la loi de 1898, enlever aux parents indignes le droit de les élever et même de les considérer à l'avenir comme étant leurs enfants ; et aux parents incapables ou insouciants, le droit de garde des enfants, c'est-à-dire le droit d'éducation et de correction.

Mais il y a une autre catégorie très nombreuse : celle des enfants délinquants qui appartiennent à des familles honorables, qui ont conscience de leurs devoirs et qui sont restés impuissants à corriger leurs enfants malgré tous leurs efforts. On a fait beaucoup pour les enfants en vue de les protéger contre leurs parents, mais ne pourrait-on se demander s'il n'y aurait pas lieu aussi de préserver les

parents contre les instincts vicieux et mauvais de leurs propres enfants quand ils n'ont rien à se reprocher eux-mêmes. Ici j'ouvre une parenthèse : Dans la statistique que j'ai faite j'ai tablé sur 600 familles qui avaient élevé 2.500 enfants. En défalquant les enfants qui étaient uniques, il reste 530 familles ; sur ces 530 familles — je ne me rappelle plus exactement les chiffres — il n'y avait que 700 enfants délinquants ou vicieux environ, tous les autres étaient restés honnêtes, et cependant ils avaient été élevés par les mêmes parents !

Il est en effet évident que des enfants élevés par des parents normaux, honorables, peuvent à un moment donné devenir vicieux. Il faut donc préserver ces enfants-là non pas en les enlevant brusquement à leur famille, en coudant le lien familial, mais au contraire en le reconfortant et en faisant de ce lien familial comme le viatique précieux qui pourra rénover l'enfant avec le concours d'un tiers.

Voilà la question posée. Quels sont maintenant les moyens pratiques ?

Il est bien entendu que tel enfant tout jeune qui aura commis un délit n'est presque jamais envoyé dans une maison de réforme ou de correction de l'Etat parce qu'on trouve qu'il est trop jeune, mais lorsqu'il est envoyé en correction malgré tout, on le confie à certaines colonies toutes spéciales que connaît bien Mme Dupuy, où ce sont des femmes qui s'occupent exclusivement de lui.

Néanmoins, il faut le dire, le magistrat, en France, est un peu rebelle à l'envoi en correction; il a tort dans beaucoup de cas. Mais la jurisprudence est ainsi établie. Alors que faudra-t-il faire vis-à-vis de cet enfant ? Faudra-t-il le laisser chez ses parents ? Quelquefois oui... Je ne parle pas des parents qui veulent se désintéresser complètement de leurs devoirs et se débarrasser de leurs enfants, ceux-là sont légion, je le sais ; je parle de ceux qui ont l'intention de remplir leurs devoirs, de conserver leurs enfants, qui veulent les corriger

Ces parents sont dans une position sociale qui ne leur permet pas de se servir des moyens dont se servent d'autres plus fortunés: des internats, des précepteurs, des surveillants. Ces enfants-là, il faut le dire,

n'ont que l'école primaire ; lorsqu'ils vont à l'école, c'est très bien, mais encore dans l'intervalle des classes ils peuvent être l'objet de contaminations funestes d'autant plus que — je l'ai établi pour 600 familles — les parents travaillant au dehors les enfants sont laissés à l'abandon aux heures de liberté. Dans les grandes villes on a établi des garderies tant à l'école maternelle qu'à l'école communale ainsi que des classes de garde, c'est-à-dire qu'on conserve l'enfant de 8 heures du matin à 6 heures du soir. Il est vrai de dire qu'il y a des parents qui travaillent au dehors avant huit heures du matin et après six heures du soir. Néanmoins on peut être certain que pendant tout ce temps l'enfant ne recevra que de bons principes et ne trouvera pas l'occasion de mal faire.

Après l'école, c'est là où est le grand danger. En effet, l'apprentissage, étant donnée notre situation économique actuelle, disparaît de plus en plus. Les parents n'ont quelquefois même pas le temps de trouver un métier à leur enfant ; ils n'ont qu'une idée c'est de le caser, de l'empêcher, avec la meilleure intention du monde, de rester dans l'oisiveté. Alors, que fait-on de l'enfant ? On songe tout de suite à en faire un fonctionnaire... en France c'est tout naturel ; on commence par le faire entrer, par exemple, dans les services télégraphistes; s'il ne peut arriver à cette position rêvée, on lui donne quelquefois une situation dont il sortira peut-être avec un métier, il deviendra garçon boucher, garçon épicier, mais la plupart du temps c'est chez le marchand de vin du coin qu'on le place ; comme cela on aura l'occasion de voir son fils quand on ira prendre une consommation. J'ai même connu des enfants à qui les parents disaient le matin, en partant eux-mêmes pour l'usine, d'aller chercher du travail. Or, ils se promènent dans les rues, lisent quelquefois les affiches où on demande des apprentis, mais s'ils rencontrent de mauvais sujets sur leur route, ils ont bientôt fait de commettre un méfait, ne serait-ce qu'un vol à l'étalage. Et voilà un enfant devenu criminel.

C'est pour ces familles, qui ne peuvent s'occuper de leurs enfants, parce qu'elles sont en quelque sorte dans l'impossibilité matérielle de le faire, qu'il faut créer des moyens pratiques d'organiser la surveillance des enfants... Et encore je ne parle que des familles complètes, le père travaillant au dehors, la mère aussi, mais com-

bien y a-t-il de familles incomplètes, c'est-à-dire désorganisées par le divorce, par la mort de l'un des parents, ou même par la maladie, car quelquefois le père ou la mère est malade à la maison ou à l'hôpital et l'enfant est laissé à l'abandon.

Toutes ces conditions étant indiquées, il faut voir ce qui se passe à l'égard de l'enfant qui commet un premier délit. Cet enfant est arrêté soit par la gendarmerie, soit par le commissaire de police ; quelquefois il s'agit d'une peccadille qui lui vaut une admonestation et on le rend à ses parents. Quand la faute est plus grave ou qu'il y a récidive on l'envoie en prison. Le magistrat du Ministère public examine s'il y a lieu, de traduire cet enfant en justice, c'est-à-dire devant le juge d'instruction, car, depuis une circulaire de M. Milliard, qui date de deux ou trois ans, tous les enfants qui pourraient faire l'objet d'une comparution devant le Tribunal sont soumis à l'information préalable d'un juge d'instruction. Quelquefois, le Ministère public ne recourt pas à ce moyen et la plupart du temps il rend l'enfant aux parents après une admonestation. Même quand le juge d'instruction est saisi, les enfants ne vont pas toujours devant le tribunal correctionnel. Je ne veux prendre que les chiffres de Paris :

Mille deux cents enfants environ par an sont arrêtés pour toute espèce de délits. Sur ces 1.200 enfants il y en a à peu près le quart qui sont remis entre les mains des juges d'instruction, c'est-à-dire 300, et encore, parmi ces 300, il y en a une grande quantité qui font l'objet d'une ordonnance de non-lieu. En définitive, il n'y a guère que le septième de ces enfants qui comparaissent devant les tribunaux et qui sont envoyés en correction.

C'est pour ces six septièmes qu'il faut faire quelque chose afin d'éviter la récidive.

Quand l'enfant ne peut rester dans sa famille, il faut trouver un internat, et c'est pour ces enfants qu'on a songé à créer la maison de préservation. Cet établissement, malheureusement, n'existe pas encore dans beaucoup de départements. Une école modèle vient d'être créée dans le département de la Seine, comme je le disais hier, par la transformation de l'école Lepelletier, de Saint-Fargeau, devenue inutile étant donné que l'Etat a des colonies

pénitentiaires très prospères et très bien organisées. Il y en a une dans le département de la Seine-Inférieure, à Aumale, une à Brignais, près de Lyon, etc.

Si l'on trouve que ce mode de préservation, qui est très coûteux, n'est pas absolument indispensable, on change l'enfant de milieu, on le transplante, on le retire de la ville pour l'envoyer à la campagne. C'est ainsi que beaucoup de patronages se sont fondés pour envoyer à la campagne des enfants qui y seront améliorés, non pas seulement au point de vue moral, mais même au point de vue physique : c'est le placement familial. Beaucoup de patronages le font avec succès ; mais ce n'est pas toujours très facile parce qu'il faut très bien choisir le patron chez lequel on placera l'enfant.

Je n'admets, pour mon compte, qu'un placement qui sera certain au point de vue de la sécurité morale.

Pour cela il faudrait, dans le cas où les patronages ne pourraient point eux-mêmes avoir auprès de ces enfants des personnes dévouées, que l'Assistance Publique, ou les autorités départementales, puissent veiller à ce que ces enfants reçoivent une éducation meilleure que celle qu'ils recevraient chez eux. A défaut d'autre contrôle, M. le juge de paix pourrait devenir le vrai tuteur moral de ces enfants placés dans les familles à la campagne ; il est près d'elles, il peut voir les enfants ; au besoin, les maires peuvent lui signaler tous les abus, toutes les situations qui pourraient donner lieu à une remarque. Le juge de paix, qui est en somme l'homme placé par la loi pour s'occuper des mineurs puisqu'il préside les Conseils de famille, pourrait très bien — il faudrait naturellement une loi — être le gardien moral, pour ainsi dire, de ces enfants-là.

J'ai déblayé jusqu'ici toutes les questions relatives aux enfants qui doivent quitter leurs familles pour la maison de correction, pour la maison de préservation, ou pour le placement familial ; restent les enfants qui doivent vivre dans leurs familles. Que faire pour ceux-là ?

Ici la question se complique.

D'abord je ne crois pas, quant à moi, qu'on puisse obliger, même par une loi, les familles à subir la surveillance et l'ingérence d'un étranger.

En Allemagne cela se pratique, il est vrai, mais dans des conditions spéciales ; mais dans notre pays, où la famille est en quelque sorte une des cellules de la société, toucher à cet organe essentiel de notre organisation sociale cela peut être très dangereux lorsque, bien entendu, les parents sont des gens honorables et qu'il n'y a rien à leur reprocher. Car j'ai déjà dit tout à l'heure que si les parents sont indignes, s'ils sont impuissants et incapables, la loi de 1889 peut leur retirer la puissance paternelle et la loi de 1898 leur enlever tout au moins la garde de l'enfant ; je ne parle, en effet, que des parents animés des meilleures intentions qui veulent faire leur devoir et ne peuvent pas y réussir parce qu'ils sont isolés.

C'est alors qu'on a pensé à organiser le patronage dans la famille. Parmi les six septièmes des enfants dont je vous parlais tout à l'heure il y en a un certain nombre qui sont absorbés par quelques patronages qui les placent à la campagne lorsque les parents veulent bien consentir à se débarrasser complètement de leurs enfants ; mais cette déduction faite, il en reste au moins les cinq septièmes qui restent dans leurs familles et qui peuvent commettre une nouvelle faute.

Comment établir la surveillance de ces enfants dans la famille ? Pour mon compte, je le dis tout de suite, je n'admets que la surveillance avec le concours de la famille et quand la famille le désire. J'arriverai tout à l'heure aux rapports qui ont été faits sur cette question ; il y en a trois. Je ne parlerai pas de celui de M. Bessière qui voudra bien exposer lui-même comment notre *Patronage Familial*, à Paris, existe et fonctionne depuis trois ans ; mais je parlerai dans un instant des rapports de MM. Magnol et Basset. Je tiens simplement, pour le moment, à préciser ce point, à savoir que le patronage dans la famille ne peut être utile qu'à la condition que la famille soit en quelque sorte complice de la personne qui patronne, qu'elle lui donne son concours et lui ouvre largement son foyer, sans quoi il arrivera que les parents se méfieront, tromperont le tuteur moral qui pourra être désigné ; en un mot, on n'arrivera à rien.

On peut supposer que les familles ne désirent pas voir leurs enfants patronnés ; c'est une erreur.

A Paris, ce qui nous a donné l'idée de fonder le *Patronage Familial*, c'est que des parents ayant repris leurs enfants, quelquefois dans des scènes d'attendrissement où, je dois le dire, les parents ont souvent des larmes plus sincères que les enfants, ces parents sont venus faire connaître que, dès le lendemain, l'enfant vagabonde de nouveau et ne veut pas aller à l'école ou refuse de travailler. Les familles ne savent comment faire, elles vont trouver le commissaire de police qui leur dit : je ne peux rien, votre fils ou votre fille n'a pas commis de délit, attendez qu'il en ait commis un et alors nous verrons. Quelquefois les parents reviennent trouver le juge d'instruction. C'est ainsi que des centaines de parents sont venus me trouver. Etant seul, je leur ai donné quelques conseils. Puis, ayant trouvé des collaborateurs dévoués, nous nous sommes dit : nous pourrions peut-être arriver à une certaine intervention plus efficace. Nous nous sommes fondés ainsi, mais notre but est d'obtenir des collaborateurs de plus en plus nombreux, de façon que chaque enfant puisse être pourvu d'un tuteur ne s'occupant que de lui seul avec la collaboration des parents.

Dès notre fondation, des quantités de familles nous ont été envoyées d'abord par les commissaires de police auxquels M. le Préfet de police avait bien voulu envoyer une circulaire à cet effet ; les instituteurs, surtout, nous ont envoyé des enfants. Ce n'étaient plus des enfants qui avaient commis des délits, mais des enfants qui étaient à la veille d'en commettre ou qui avaient commis de petits méfaits d'école, c'étaient, enfin, de petits candidats au délit.

C'est ainsi que la clientèle du *Patronage Familial* s'est formée et qu'aujourd'hui les familles réclament notre intervention.

Pour patronner les enfants dans les familles, je considère qu'il faut laisser au tuteur moral qui s'en occupera, quand on est sûr de lui, toute latitude ; il faut qu'il soit à côté du père, de la mère, qu'il puisse renforcer leur autorité et que, par sa situation, il puisse en imposer un peu à l'enfant. Les patronnés fourmillent ; ce qui manque, ce sont les patronnants ; l'idée, étant neuve, n'est peut-être pas entrée d'une façon complète dans l'opinion publique mais, quand elle y sera entrée, on se rendra compte que le véritable moyen de se préserver du crime ce sera d'aider soi-même à l'empêcher de le commettre.

Notre organisation, dont M. Bessière vous donnera tout à l'heure les détails, consiste à installer dans tous les quartiers de Paris des sections autonomes, non pas au point de vue financier, bien entendu, mais au point de vue de l'organisation, de façon à ce que, dans ces sections, on trouve des personnes qui s'occupent tout d'abord de plusieurs enfants en attendant qu'on en trouve assez pour ne s'occuper chacune que d'un seul enfant.

En réalité, ce que nous voulons faire c'est ce qui se pratique à Bruxelles pour les enfants délinquants, mais nous voudrions l'étendre aux enfants vicieux afin d'étendre le système de préservation.

M. Jaspar, qui est ici, pourrait nous donner sur le *Comité de Défense de Bruxelles* des détails intéressants. Ce *Comité de Défense* est composé de 25 avocats qui se sont distribué Bruxelles en 25 sections. Lorsqu'un enfant a commis un délit dans la circonscription de tel avocat, l'avocat ne l'accompagne pas seulement à l'audience, s'il y va, il s'occupe de lui, il le suit jusqu'à sa majorité.

Voilà ce qu'il faudrait faire chez nous.

Pour remplir ce rôle, il n'est pas nécessaire d'appartenir à des classes supérieures : le bon ouvrier, le contremaître, le patron, le voisin peut devenir un tuteur suffisant dans la plupart des cas. Ce qu'il faudrait, surtout, ce serait l'intervention — je demande pardon à mon ami, M. Ferdinand Dreyfus si j'empiète un peu sur ses attributions, sur le rapport qu'il doit nous présenter — ce qu'il faudrait, surtout, ce serait l'intervention des femmes.

Je veux vous citer rapidement un ou deux cas des miracles opérés par des femmes, les *Dames de France*. Il y en a une, qui a organisé notre section du XII^e^ arrondissement, qui est une femme admirable ; non seulement elle fait du patronage pratique, mais elle trouve, pour le faire, des moyens tout à fait inattendus. Ainsi il y avait, dans le XII^e^ arrondissement, un enfant de 9 à 10 ans qui vagabondait constamment ; les parents étaient désolés, ils venaient trouver continuellement cette dame et lui disaient : que faire ? Cette dame, avec cet instinct de la femme, leur dit un jour : Mais il n'a donc pas un goût spécial, une passion quelconque ? — Oh ! si, madame, il aime beaucoup les fleurs. — Eh bien ! je vais lui

acheter un pot de fleurs... C'étaient, je crois, des oignons de tulipe ; on lui a acheté un vase pour que ces fleurs puissent pousser. Tant que les fleurs sont restées près de son lit, il n'a pas bougé ; il revenait aussitôt après la classe voir si ses fleurs avaient fait des progrès. Le charme était rompu. C'était un moyen bien simple qu'une femme, seule, pouvait trouver. (*Applaudissements*).

La même femme, dans le même arrondissement, a trouvé autre chose : un autre enfant courait partout, vagabondait ; il allait surtout sous les portes cochères où l'on chante des chansons, où vont les musiciens ambulants. Cette dame dit : il aime la musique. On lui a fait suivre des cours de musique... des cours bon marché, bien entendu... et aujourd'hui il est devenu un violoniste... Oh ! ce n'est pas un émule de Paganini, mais, enfin, il joue du violon. A Noël dernier, cette dame, qui réunissait ses enfants et ceux de ses amis, avait invité aussi ses patronnés du XII^e^ arrondissement ; le jeune homme à la tulipe a récité un monologue et le jeune homme au violon a exécuté sa petite partie musicale.

Je cite cette dame : c'est M^me^ de C... qui s'occupe de ces enfants, non pas seulement pour leur donner des conseils, mais pour leur procurer des amusements : elle les mène elle même au cirque. Voilà comment il faudrait diriger les enfants des malheureux, c'est-à-dire comme les siens, afin qu'il puisse y avoir chez eux un élément nouveau et réconfortant. (*Applaudissements*).

Voilà les moyens qui ont été employés ; ce sont des moyens puérils très simples, mais enfin ils existent. Il faudrait trouver des femmes ou des hommes de bonne volonté... (les hommes sont toujours plus occupés, il est assez difficile d'en trouver)... qui s'intéressent à ces enfants, surtout aux enfants dont le père est seul, c'est là notre grande clientèle ; il y a des enfants dont le père est à l'usine tout le jour, quelquefois à l'usine la nuit ; alors il dort le jour, ou, s'il travaille tout le jour, il rentre le soir trop harassé pour pouvoir s'occuper de son enfant.

Tant que l'enfant est à l'école cela va bien parce qu'on peut, grâce aux moyens qui ont été organisés par les municipalités, le conserver un peu tard à l'école... Il y arrive cependant quelquefois trop tard, le matin, car c'est surtout le matin qu'on a des tendances à faire l'école buissonnière.

Nous avons organisé un système qui a donné de bons résultats Un père avait deux fils qui avaient des tendances de vagabondage ; ils seraient bien allés à l'école, mais il aurait fallu les conduire et le père partait à son travail avant l'ouverture des classes. Nous avons demandé au concierge de l'école de les garder moyennant une petite rétribution. Le père, en allant à son travail, les conduisait au concierge de l'école communale ; les enfants attendaient là l'heure de la classe, et le père allait les y chercher le soir. Ces enfants sont devenus parfaits, ils sont devenus de bons sujets.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que je voulais vous dire.

J'ai trop longtemps parlé, il faut bien que je m'occupe des collaborateurs qui ont bien voulu faire des rapports sur cette question.

Je vous demanderai la permission de laisser à M. Bessière le soin de vous parler de son rapport car il y a quelques chiffres qu'il vous expliquera.

Les deux autres rapports émanent l'un, de M. Frank Basset, avocat, docteur en droit, secrétaire du *Comité de défense et de protection des enfants traduits en justice* du Havre, l'autre, de M. Magnol, docteur en droit, professeur à la Faculté de Toulouse, secrétaire de la *Société de Patronage*. Eux aussi ont compris que pour tous ces enfants qui passent au travers du crible de la justice il y avait quelque chose à faire quand ils étaient rendus à leurs familles. L'un d'eux, M. Magnol, a fait un rapport à un point de vue purement juridique : c'est un professeur qui parle, il étudie pas à pas ce qu'on doit faire pour ces enfants. Vous avez lu son rapport, je ne le relirai pas ; mais je vais l'analyser brièvement.

Il parle d'abord, après le préambule, des moyens d'action des sociétés de patronage en général et il arrive à l'enfant qui va à l'école. Il est bien entendu que l'enfant qui va à l'école a tout de même des chances de ne pas devenir un criminel. Ce serait parmi les enfants qui ne vont pas à l'école que nous rencontrerions plutôt ces criminels. Dans ma statistique portant sur 600 familles, fort peu d'enfants avaient leur certificat primaire, par conséquent ils n'allaient pas à l'école.

Pour les enfants qui vont à l'école, si le père et la mère peuvent les recevoir dans l'intervalle des classes, tout va bien ; sinon il y a

les garderies scolaires où ils peuvent être gardés entre les classes; un modeste déjeuner peut leur être donné par les cantines scolaires moyennant la somme dérisoire de dix centimes. Ça été un véritable acte de préservation sociale que d'instituer ces modestes cantines scolaires qui donnent un repas chaud à l'enfant entre les classes et qui, depuis l'école maternelle jusqu'à la quinzième année leur permettent de vivre d'une vie commune enfantine sans avoir à courir dans les rues lorsque leurs parents sont absents pour leur travail quotidien.

L'enfant va à l'école ou non. S'il y va, tout va bien ; s'il n'y va pas, pour quelles raisons ? Parce que les parents ne peuvent le surveiller ou ne veulent pas le surveiller, s'en désintéressent. Dans ce cas, la loi de 1898 pourrait intervenir.

Dans le paragraphe *b*, M. Magnol parle de l'enfant qui va en apprentissage. Là, c'est un gros point noir, car l'apprentissage disparaît de plus en plus. Les métiers, grâce aux mécanismes nouveaux, à la vapeur, à l'électricité, à tous les moyens qui évitent la main de l'homme, deviennent de plus en plus rares ; aujourd'hui on ne fait plus ses habits à la main, on ne fait plus les chaussures comme autrefois, il n'y a plus que les métiers alimentaires qui peuvent encore donner à des enfants et à des hommes, souvent, une situation fixe, le chômage n'existant jamais ou à peu près jamais.

M. Magnol continue son exposé et il se demande comment les sociétés de patronage exerceront leur surveillance. Il prend un point de vue que je n'admets pas tout à fait ; c'est, qu'en somme, il voudrait que ce soit la loi et les tribunaux qui organisent la surveillance dans les familles, un peu malgré elles. Dans certains cas c'est très possible, mais alors il faut que l'enfant ait comparu devant le tribunal, soit que la loi de 1898 ait enlevé la garde aux parents, ou bien que l'enfant ait été envoyé en correction, libéré conditionnellement et renvoyé à la famille. Dans ce cas-là, je suis de son avis, il y a des sociétés de patronage qui s'occupent des jeunes libérés ; mais on pourrait confier à d'autres personnes le soin d'exercer une surveillance et signaler à l'autorité judiciaire ou administrative, la situation mauvaise d'un enfant qui pourrait,

à un moment donné, devenir mauvais s'il n'était pas placé dans la maison de correction.

Ici j'ouvre une parenthèse pour vous raconter un exemple terrible d'un enfant dans ce cas-là :

Un jeune homme avait été libéré conditionnellement. Il était dans une maison de correction, le patronage l'avait réclamé pour le rendre à sa famille ; ce patronage s'en était désintéressé immédiatement. Il avait été placé tant bien que mal. Ce n'était pas un très mauvais sujet, mais cet enfant, dans une circonstance spéciale, était devenu l'ennemi de l'homme qui était son père légitime, quoiqu'il ne fut pas son véritable père, c'est-à-dire que la mère avait eu cet enfant avant son mariage et le père l'avait reconnu légalement par le mariage, l'avait légitimé. Ce père, qui était un brave homme, était malheureusement un ivrogne. De violentes querelles éclataient souvent entre le père et la mère. L'enfant, qui savait que le père n'était pas son véritable père, prenait fait et cause pour la mère. Or, un jour, le père était entré dans une fureur terrible ; il s'était emparé d'une barre de fer et il allait frapper la mère et la blesser grièvement. L'enfant, s'emparant d'un revolver, l'a tué.

Voilà un enfant qui a commis un parricide, légalement, tout simplement parce qu'il avait été libéré, il y a de cela quelques années, sur la demande d'un patronage qui s'était désintéressé de lui. Si cet enfant avait été l'objet, non pas d'une surveillance, mais, en somme, d'un contrôle simplement de la part du patronage, il est certain que cet enfant aurait pu être éloigné momentanément ; on aurait pu, étant donnée la situation terrible qui existait dans ce ménage d'ouvriers, l'empêcher de devenir l'ennemi de son père, d'abord, et son assassin, ensuite.

Il faut que les enfants soient surveillés malgré les parents, mais à une condition, c'est que l'autorité judiciaire et l'autorité administrative soient intervenues, l'une, par un envoi en correction ou l'enlèvement du droit de garde, l'autre, par la libération conditionnelle. Je crois savoir, à cet égard, que l'administration pénitentiaire ne libère jamais un enfant sans savoir exactement s'il sera dans sa famille ou dans le patronage à qui il sera confié aussi bien, sinon mieux que dans la maison de correction.

M. Magnol pose ici une question assez intéressante. Elle consiste à reprendre ce qui a été fait dans la pratique, pendant quelque temps, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait considéré que c'était illégal : ce serait de prononcer l'envoi en correction d'une façon suspensive, et de remettre l'enfant soit à l'Assistance publique, soit même aux parents, mais en indiquant que, dans le cas où il se conduirait mal, la maison de correction le reprendrait.

L'idée serait bonne, mais la Cour de cassation a dit que l'alternative était seule possible, qu'il fallait ou rendre l'enfant aux parents, ou l'envoyer dans une maison de correction.

M. Magnol reprend cette idée comme vœu, je vous la signale.

J'arrive aux conclusions du rapport de M. Magnol, qui est très long, et que je ne pourrais analyser plus longuement. Ses conclusions sont les suivantes :

1. — La surveillance des enfants délinquants dans leur famille doit être organisée de telle façon qu'elle le soit la plus étroite possible. En conséquence, il y a lieu pour les sociétés de patronage de déléguer certains de leurs membres pour être des protecteurs spéciaux d'un ou de plusieurs enfants.

Cela est certainement vrai et possible, néanmoins je fais toujours cette restriction qu'il faut que la famille demande ce patronage parce qu'on ne peut le lui imposer, à moins que ce ne soit la loi elle-même qui le fasse et je ne vois pas par quels moyens, sauf pour certains cas.

J'admets donc ce vœu, mais à la condition que la famille elle-même demande ce patronage.

2° La visite à domicile de l'enfant et de sa famille apparait comme l'un des principaux moyens pratiques d'assurer cette surveillance. Le visiteur doit tenir au courant la société de la situation matérielle et morale des familles qui lui sont confiées; la société prend alors les mesures qu'elle juge nécessaire dans l'intérêt de l'enfant.

Il est certain qu'il ne suffit pas d'avoir nommément un enfant comme patronné; il faut aller chez lui, il faut aller chez le patron, il faut aller voir même l'instituteur, il faut, en un mot, s'occuper de

lui d'une façon telle que cet enfant sente, non pas une ingérence sévère, mais une ingérence paternelle de la personne qui s'occupe de lui.

3° Les sociétés de patronage doivent s'efforcer d'intéresser à leur œuvre les instituteurs publics ou privés, les patrons ou chefs d'industries et même des ouvriers sérieux chargés de la surveillance de leurs patronnés à l'école ou à l'atelier. Elles doivent encourager la création et le fonctionnement d'œuvres scolaires et post-scolaires, telles que cantines, garderies, patronages... etc.

C'est ce que je viens de dire tout à l'heure. Je crois que ce vœu peut être admis d'une façon absolue.

4° Pour donner une autorité suffisante à ces sociétés, il y a lieu de permettre aux tribunaux de prononcer l'envoi en correction, conditionnel jusqu'à sa 21e année, du mineur de 16 ans acquitté pour défaut de discernement, pour le cas où le mineur, remis provisoirement à ses parents et placé par le jugement sous la protection d'une société de patronage, se conduirait mal ou serait en danger moral dans sa famille.

C'est un vœu, je crois, qui est bon ; mais il ne faudrait pas abuser de ce moyen parce que les parents pourraient quelquefois pousser l'enfant à une rébellion pour s'en débarrasser, sachant que l'administration pénitentiaire sera obligée de le recueillir. Il faut que ce soit des parents sérieux, aimant leurs enfants, qui puissent signaler à l'autorité judiciaire des enfants indisciplinés et qui seraient rebelles à tout moyen de correction familiale.

La révocation de la liberté provisoire serait poursuivie à la requête du Ministère public, sur la demande à lui faite par la société de patronage. Cette révocation serait prononcée par le tribunal correctionnel du domicile ou de la résidence ordinaire de l'enfant, en chambre du conseil. Les parents jusqu'au cinquième degré exclusivement, le tuteur ou le subrogé-tuteur pourraient faire opposition à cette demande.

C'est le moyen pratique d'arriver à la révocation de la libération conditionnelle.

6° En attendant cette réforme,...

Il faut, en effet, prévoir ce qui peut se faire en attendant, étant donné que les lois de notre pays ne vont pas très vite, qu'elles doivent être votées par le Parlement et que l'ordre du jour est très chargé : qu'on ne peut, par conséquent, compter immédiatement sur une réforme.

M. Magnol nous propose comme moyen d'attente :

... il y a lieu de maintenir et de généraliser autant que possible la pratique administrative qui consiste à mettre les jeunes pupilles immédiatement en liberté provisoire chez leurs parents, sous la condition de les soumettre à la surveillance d'une société de patronage.

Voilà les vœux présentés par M. Magnol; ils pourront être développés par lui, car il est ici présent, il pourra également nous donner quelques détails complémentaires.

M. Frank Basset, qui est un praticien, ne s'occupe pas, lui, de la question législative, de la question juridique; il s'occupe de la question pratique et, après avoir exposé comment il comprend les moyens pratiques d'organiser la surveillance des enfants dans leur famille il dit : ce but ne peut être atteint que si l'enfant est occupé, surveillé.

Il doit être occupé, c'est-à-dire qu'il faut, pendant la période scolaire qu'il aille à l'école. Il faut qu'il soit surveillé : « d'abord par ses parents, cela va sans dire, et on peut attendre beaucoup de leurs exhortations, de leurs remontrances, à la fois fermes et affectueuses, de leur application à punir à propos et sans excès ».

Et alors il recommande : 1° d'assurer une fréquentation régulière par l'enfant de l'école ou de l'atelier ; 2° de prendre des mesures pour que, si l'enfant vient à quitter l'école ou sa place, la société de patronage puisse s'occuper de lui si les parents ne peuvent pas le faire eux-mêmes.

Comme conclusion, il demande également des visites, de la correspondance et enfin des récompenses et des subventions.

Il est certain qu'il ne faut pas toujours faire aux enfants des réprimandes et leur donner des conseils et rien en retour, il faut qu'ils puissent recevoir quelques récompenses. Souvent, ces récom-

penses sont quelquefois bien minimes ; je vais vous citer un exemple personnel : Au *Patronage Familial*, nous avons 60 enfants dans la Haute Marne ; au mois de janvier dernier, nous avons envoyé à ceux qui ont été les plus sages, des montres en acier ; cela nous a coûté 5 ou 6 francs pièce ; ces enfants ont été très contents, non seulement parce qu'ils avaient une montre, mais parce qu'ils avaient mérité quelque chose; l'intention peut doubler la récompense.

Voilà, mesdames et messieurs, ce que j'avais à vous dire des deux rapports de MM. MAGNOL et BASSET.

M. BESSIÈRE vous donnera, ainsi que M. Paul BONCOUR, quelques explications sur le fonctionnement de notre organisation à Paris.

Ce que je demande, c'est qu'on veuille bien voter un vœu général qui serait celui contenu au bas du rapport de M. BESSIÈRE, et qui est le N° 1, je laisserai de côté les autres vœux parce qu'ils rentrent un peu trop dans la question qui a été discutée hier ; je vous demande simplement de voter ce vœu :

La surveillance dans leur famille des enfants délinquants ou vicieux doit être assurée au moyen de tuteurs moraux intervenant sur la demande et avec le concours des parents.

Voilà le simple vœu que je voudrais voir voter ici avec le désir qu'il y ait autant de tuteurs moraux que d'enfants délinquants ou vicieux. (*Applaudissements*).

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de donner la parole à M. BESSIÈRE, je tiens à remercier M. ALBANEL du très beau rapport qu'il vient de faire et dans lequel il a présenté les considérations les plus élevées sur l'intervention de la femme, sur les devoirs du patronage familial. Il nous a parlé de ses collaborateurs dévoués ; parmi eux se place au premier rang, M. BESSIÈRE ; je lui donne la parole.

M. Georges BESSIÈRE. — Je voudrais indiquer en quelques mots, d'abord, à quelle catégorie d'enfants peut s'appliquer le patronage dans la famille ; en second lieu, comment peut être organisé d'une manière pratique ce mode de patronage, quelles sont les objections qu'on peut lui faire soit au point de vue pratique, soit au point de vue théorique, et comment on peut répondre à ces objections.

Au point de vue des catégories d'enfants, je dois faire une

première observation : Jusqu'ici, quand on a voulu faire de la préservation, on a surtout songé soit aux enfants de l'article 66, je veux dire aux libérés des maisons de correction, soit aux enfants arrêtés pour un délit quelconque et qui ont été rendus à leurs parents par le commissaire de police, par le juge d'instruction, ou par les tribunaux correctionnels. Je crois qu'il y a un pas en avant à faire dans la voie de la préservation et qu'il faut aussi songer à cette quantité innombrable d'enfants à laquelle on faisait allusion hier, à tous ces enfants qui ne fréquentent pas l'école. D'après une certaine statistique qui a été faite en Suisse, et dont il a été parlé hier, on a constaté qu'un douzième environ des enfants ne fréquentaient pas l'école. Eh bien ! si je prends une statistique qui a été faite pour Paris et qui n'est peut-être pas tout à fait exacte, qui n'est qu'approximative, je vois qu'il y a 30 ou 40.000 enfants qui ne fréquentent pas l'école. Je crois que pour faire de la préservation efficace c'est à cette population d'enfants qu'il faut s'adresser ; c'est à elle qu'il faut songer.

Si l'on pense à faire, pour ces enfants, du patronage, la chose qui est la plus naturelle, c'est que, lorsque la famille est honorable, il faut y laisser l'enfant, il faut laisser l'enfant dans le milieu où forcément, il est destiné à vivre plus tard ; par conséquent c'est dans ce milieu lui-même qu'il faut essayer de préserver l'enfant.

Il y a un deuxième motif qui fait songer au patronage dans la famille... celui-là est une vérité d'ordre tellement banal que je me ferais grief d'y insister... c'est que l'une des causes de la mauvaise conduite chez la plupart de ces enfants, je dirais même la cause de la non-fréquentation scolaire, c'est la faiblesse de la famille. La famille est honorable le plus souvent, dans la grande majorité des cas, comme le disait tout à l'heure M. ALBANEL ; mais presque toujours c'est la faiblesse de la famille et la désorganisation de la famille qui font que l'enfant est conduit au vice et au délit. Je vous ai cité à ce propos, dans mon rapport, quelques chiffres qui vous montrent que dans l'immense majorité des cas nous nous trouvons en présence de familles désorganisées, c'est-à-dire de familles où il n'y a que l'un des parents pour s'occuper de l'enfant, soit pour cause de mort de l'un des parents, soit pour cause de divorce. Et

quand même l'enfant se trouve dans une famille normale, cette famille est rendue à peu près impuissante pour élever l'enfant parce que, le plus souvent, le père et la mère elle-même travaillent au dehors du matin au soir et ne peuvent s'occuper d'une manière efficace de l'éducation de l'enfant, notamment le conduire à l'école.

Voilà donc une catégorie d'enfants à laquelle peut s'appliquer le patronage dans la famille. Vous voyez quelles difficultés présente un pareil patronage, surtout dans les grandes villes, surtout à Paris.

C'est non pas tant en agissant d'une manière directe sur l'esprit et le cœur de l'enfant, mais surtout par une sorte de méthode indirecte — et c'est là l'originalité du *Patronage Familial* — en essayant de porter remède aux vices de l'enfant, qu'on pourra arriver à un résultat. Puisque la famille est faible, impuissante, désorganisée, qu'elle ne peut surveiller l'enfant, c'est en venant à son aide à ce point de vue, c'est en assurant la tutelle de l'enfant qu'on pourra faire une œuvre efficace.

C'est pourquoi, prenant exemple sur ce qui se passe à l'étranger, notamment en Angleterre, aux Etats-Unis, nous avons fondé, à Paris, un *Patronage Familial*.

Notre première pensée, lorsqu'un enfant arrive à notre permanence de la place Dauphine, est de faire une enquête complète sur la situation de la famille et de l'enfant de manière à nous rendre compte des causes exactes qui poussent l'enfant au délit.

M. Albanel vous disait tout à l'heure par quels moyens souvent enfantins il est facile de porter remède aux vices chez l'enfant, de le remettre dans la bonne voie ; ces moyens, nous les avons très souvent employés ; mais, pour cela, il faut connaître l'esprit, la psychologie de l'enfant. C'est pourquoi nous faisons une enquête. Cette enquête est toujours accompagnée, comme le disait hier M. Paul Boncour, de l'examen médical de l'enfant.

Cet examen médical a donné les résultats qui sont dans mon rapport et qui sont véritablement navrants. Sur un nombre assez considérable d'enfants qui ont été examinés depuis trois ans, nous avons trouvé une très grande quantité d'enfants... je ne peux pas employer de mots techniques, je suis incompétent, je ne dirai ni

dégénérés, ni arriérés .. nous avons trouvé une grande quantité d'enfants pour lesquels on doit employer non seulement des mesures pédagogiques et préservatrices, mais surtout des mesures médicales. Nous avons trouvé, par exemple, une très grande quantité d'enfants qui étaient complètement arriérés, idiots, et qu'on devait enfermer dans des maisons spéciales, même dans des asiles d'aliénés. Les médecins qui veulent bien accorder leur concours à notre *Patronage Familial*, M. Garnier, M. Legras, M. Philippe, M. Paul Boncour, nous ont signalé l'existence de cas presque incurables chez ces enfants. Notre premier soin a été d'essayer de les faire interner dans les asiles du département de la Seine, à Bicêtre, à Vaucluse ; nous avons pu y arriver dans un certain nombre de cas, mais souvent nous n'avons pas pu y arriver parce que la loi de 1838, qui régit encore les asiles d'aliénés, ne correspond pas du tout, pour les enfants, à ce qu'elle devrait être. Dans un grand nombre de cas nous n'avons pas pu les faire interner parce qu'ils ne constituent pas un danger social ; ce que prévoit la loi de 1838, c'est l'individu dangereux. C'est ainsi que, dans un grand nombre de cas, nous n'avons pu rien faire. Je pourrais vous citer quelques exemples assez curieux dans lesquels nous avons essayé d'arriver à un résultat et où nous n'avons pu rien faire parce que l'Administration, qui a les mains liées et qui est retenue par la loi de 1838, ne pouvait rien faire.

Je vous citerai le cas d'une petite fille de neuf ou dix ans qui avait l'habitude de tout incendier ; sa mère était dans une situation navrante puisque, d'un moment à l'autre, elle pouvait s'attendre à une catastrophe. Nous n'avons pu arriver à aucun résultat parce qu'on estimait qu'elle n'avait commis sur la voie publique aucun fait grave de nature à justifier l'internement.

Ce cas s'est reproduit trente ou quarante fois depuis trois ans. Il y a donc non seulement pour les sociétés privées une œuvre de patronage à tenter, mais, pour l'Etat, une intervention législative à faire.

Si je signale cela, c'est parce que j'indiquerai tout à l'heure qu'il faut songer non seulement à l'initiative privée qui, seule peut, faire ce patronage, organiser cette tutelle dans la famille, mais il faut

songer aussi à l'intervention de l'Etat qui, par des lois, peut, soit organiser mieux les maisons destinées aux enfants malades, aux enfants malades mentalement, soit, par la réforme de lois scolaires, arriver à assurer la fréquentation des écoles.

Voilà donc un premier point au sujet des enfants malades, mais il y en a d'autres ; il y a les enfants qu'on appelle les arriérés, qui sont extrêmement nombreux: nous en avons trouvé une proportion de 28 0/0. C'est pour ces enfants qu'on parlait hier de la fondation de classes spéciales dans les écoles publiques,c'est pour ceux-là qu'on parle de la fondation d'instituts médico-pédagogiques.

Lorsque nous nous sommes trouvés en présence de ces enfants, notre action, très souvent, a été impuissante précisément parce que nous n'avons pas en France de ces instituts médico-pédagogiques .. du moins nous n'en avons pas qui soient des maisons gratuites et nous n'avons pas de classes pour les enfants anormaux. Il y en a en Belgique, mais il n'y en a pas encore en France.

Voilà pour les enfants anormaux. Vous voyez les difficultés de la tâche. Le patronage familial, pour ces enfants-là, doit surtout consister dans une œuvre de propagande tendant à aboutir à la création, soit par l'initiative privée, soit par l'Etat, d'établissements pour les enfants anormaux.

Quand l'enquête sur l'enfant a été complétée par l'examen médical nous nous adressons à nos chefs de sections et aux délégués que nous avons essayé de trouver dans les principaux quartiers de Paris et dans la banlieue, et nous leur demandons de s'intéresser à l'enfant et de le surveiller d'une manière continue.

Je vous ai dit que l'œuvre du patronage dans la famille s'adressait à une masse si considérable d'enfants, qu'il était difficile de l'organiser d'une manière complète et définitive ; ce n'est pas au bout de trois ans de fonctionnement qu'une Société a pu songer à assurer la préservation des milliers d'enfants qui vagabondent dans les rues de Paris.

Je vous parlerai seulement de trois de nos sections, celles du XII^e^, XI^e^ et du XIX^e^ arrondissements.

Dans le XII^e^ arrondissement, nous avons trouvé un groupe de dames qui s'occupent particulièrement des enfants et nous sommes

arrivés à des résultats merveilleux ; M. ALBANEL vous en citait quelques-uns.

Dans le XI^e^ arrondissement, ce sont surtout les directeurs d'écoles et les instituteurs qui nous ont apporté leur concours ; nous avons trouvé un groupe d'instituteurs qui s'occupent d'une manière assidue de nos enfants, ils ont institué dans l'une des écoles publiques de l'arrondissement,une permanence où on reçoit,une fois par semaine les familles des enfants et où on étudie les causes de la mauvaise conduite des enfants.

Enfin,dans le XIX^e^ arrondissement, c'est dans une université populaire que nous avons trouvé notre champ d'action, c'est à la *Fondation Universitaire de Belleville* que nous avons trouvé un groupe de personnes qui nous ont prêté leur concours et où une permanence fonctionne toutes les semaines, où on étudie les affaires, où on reçoit les familles, les enfants, où on leur distribue des récompenses.

Voilà ce que nous avons fait.

Ce que nous avons fait dans trois arrondissements, nous l'essayons dans d'autres et peut-être arriverons-nous à un certain résultat.

Le principe sur lequel notre œuvre est fondée, comme le disait M. ALBANEL, est un principe de décentralisation ; nous avons voulu donner à chacun de nos tuteurs moraux le plus d'indépendance possible pour s'occuper de l'enfant parce que les moyens de patronage sont multiples; pour chaque enfant, c'est un moyen spécial à adopter, ce sont les moyens les plus divers qui peuvent aboutir à un résultat définitif.

Voilà comment on peut organiser ce patronage dans la famille.

A mon avis, il ne peut être organisé que dans les villes un peu importantes ; dans les petites villes on ne conçoit guère une organisation de patronage dans les familles parce que l'enfant vagabonde moins ; dans les petites villes, l'enfant qui ne va pas à l'école est signalé tout de suite. Dans les grandes villes comme Paris, Marseille, nous trouvons une grande quantité d'enfants abandonnés dans la rue et que l'on ne songe pas à mener au commissariat de police. Si on les amène chez le commissaire de police,le premier soin de ce magistrat est de s'en débarrasser...

J'arrive aux objections qu'on peut faire au patronage dans la famille.

Il y en a une qui est d'ordre théorique ; je n'en aurais pas parlé si elle ne m'avait pas été faite par un de mes maîtres éminents, M. le professeur GARÇON. Il nous a reproché de porter atteinte à l'autorité du père de famille, en intervenant dans la famille entre le père et l'enfant.

Je ferai à cette objection une réponse bien simple : Depuis quelques années, on a l'habitude de parler beaucoup des droits des citoyens, mais pas beaucoup de leurs devoirs. Il me semble que ce n'est pas porter atteinte à l'autorité du père de famille que de venir à son aide lorsque lui-même réclame du secours pour l'aider à faire ce que lui-même ne peut faire tout seul. Je crois, au contraire, que l'intervention d'une société de patronage, l'intervention d'un tuteur moral, dans ce cas-là, peut fortifier l'autorité de la famille puisqu'elle montre que quelqu'un vient en aide au père de famille. Il y a là, évidemment, une question de tact, il faut autant que possible agir par l'intermédiaire du père de famille. Lorsque nous voulons, soit récompenser l'enfant, soit lui faire infliger une petite punition, c'est par l'intermédiaire du père que nous agissons, de manière à fortifier son autorité et à voir reconstituer cet organisme qui doit être la base même de la bonne conduite future de l'enfant.

Une autre objection est d'ordre pratique. On a dit très souvent que la famille n'accepterait pas volontiers cette intrusion d'un élément étranger dans la direction de l'éducation de l'enfant. Je ne puis répondre que par des chiffres. Depuis trois ans nous sommes presque envahis par le nombre croissant de familles qui s'adressent à nous ; à l'heure actuelle, c'est chaque jour, à notre permanence, cinq, six familles qui s'adressent à nous pour que nous nous occupions de leurs enfants.

Enfin, il y a une dernière objection, celle-là on me la fait tous les jours. On nous dit : nous voyons bien l'idée qui est très belle, très intéressante, mais nous ne voyons pas comment vous pouvez la réaliser pratiquement.

J'avoue que souvent je ne puis pas répondre, car ceux qui pourraient répondre ce sont ces tuteurs moraux que nous donnons aux enfants et qui s'occupent d'une manière pratique d'eux. Cependant il me semble qu'il est facile de concevoir l'organisation pratique de ce patronage dans la famille, de concevoir l'action du tuteur moral. M. ALBANEL en donnait quelques exemples, je pourrais en citer de grandes quantités.

Si l'enfant est à l'école, il est facile de concevoir l'action du tuteur moral se mettant en rapport avec l'instituteur, avec le directeur de l'école ; quelquefois le tuteur moral c'est l'instituteur lui-même qui s'occupe de l'enfant, qui le prend dans l'intervalle des heures de classe. D'autres fois, si l'enfant est à l'atelier, ce sera le patron lui-même... nous en avons eu des exemples, nous en avons même un exemple dans cette enceinte... ce sera le patron lui-même de l'enfant qui sera son tuteur moral, qui s'occupera de lui.

Voilà comment peut être organisé ce patronage dans la famille.

Pour terminer, permettez-moi de revenir sur l'idée que j'émettais en faveur de l'intervention législative de l'Etat. Rien ne sera fait tant qu'on ne donnera pas à la famille l'outil nécessaire pour assurer l'éducation de l'enfant.

Il faut bien constater qu'à Paris, dans certains arrondissements, les écoles et le personnel scolaire sont absolument insuffisants ; je pourrais vous citer certains arrondissements où un instituteur a sous sa surveillance 120 enfants. Comment voulez-vous que l'éducation morale puisse se faire ? Etant donnée l'insuffisance des écoles, comment voulez-vous qu'on assure la fréquentation scolaire ? Evidemment si nous voyons à Paris, par exemple, un aussi grand nombre d'enfants vagabonder et devenir des enfants délinquants et vicieux, c'est à l'insuffisance de nos écoles que nous le devons. Il y a là une œuvre législative à faire.

Si nous dépassons le champ de l'initiative privée, c'est à l'intervention de l'Etat que nous devons faire appel. Ainsi on peut comprendre un patronage dans la famille sous une forme théorique et pratique : la forme pratique, c'est le tuteur moral ; la forme théorique, c'est l'étude en vue d'arriver à toutes les réformes dont je parlais.

A Marseille et autres villes nous avons ces deux organisations ; nous avons les *Comités de défense des enfants traduits en justice*

qui s'occupent déjà des délinquants et les *Société de patronage des libérés*. Est-ce que les Sociétés de patronage et les Comités de défense des enfants traduits en justice ne pourraient pas faire ce patronage familial, s'occuper de cette nombreuse catégorie d'enfants qui manquent l'école et qui ne sont pas encore vicieux, mauvais, mais qui doivent fatalement le devenir ?

A Paris, nous le faisons ; le Comité de défense ne s'occupe que d'études théoriques ; c'est une société purement d'études qui a eu une action considérable dans ces dernières années au point de vue de la défense des enfants traduits en justice, mais qui ne fait pas directement du patronage. Mais, en province, ne pourrait-on pas imiter l'exemple de cet admirable comité de défense de Bruxelles dont nous avons ici un représentant que je voudrais bien entendre aujourd'hui ? Ne pourrions-nous pas imiter l'exemple de ces admirables sociétés hollandaises et, en même temps que nous organisons la défense des enfants traduits en justice, organiser la préservation de l'enfant, c'est-à-dire avant de songer à modifier l'enfant, songer à s'efforcer qu'il ne tombe pas dans le vice ?

Voilà, au point de vue pratique, ce qui pourrait ressortir du débat d'aujourd'hui : ce serait un vœu indiquant que le Congrès verrait avec plaisir les sociétés de patronage ou de protection de l'enfance et les comités de défense des enfants traduits en justice constituer, à travers toute la France, une sorte de fédération de la préservation de l'enfance, une ligue pour prévenir le mal que les œuvres des libérés s'efforcent de guérir. (*Applaudissements*).

M. LE PRÉSIDENT. — Les observations de M. BESSIÈRE viennent de compléter de la façon la plus heureuse et la plus précise les indications générales qui nous avaient été données par M. ALBANEL et de nous initier au fonctionnement du *Patronage Familial*.

Cependant, avant de donner la parole à ceux qui la demanderont, je voudrais prier M. BESSIÈRE de vouloir bien nous dire les rapports qui existent entre le patronage et les tuteurs moraux, et les garanties que présentent ces tuteurs.

M. BESSIÈRE. — Je n'ai pas voulu entrer d'une façon trop pratique dans le fonctionnement du patronage familial ; mais, puisque la question m'est posée, voici comment nous procédons :

Nous avons à la tête de chacun des arrondissements de Paris un chef de section qui est un avocat ou un médecin et qui fait partie du Comité Central de l'œuvre. Ces chefs de section sont chargés de réunir les personnes adhérentes à l'œuvre dans chacun des quartiers de Paris et d'organiser avec elles le fonctionnement du patronage. Tous les mois nous réunissons les membres du Comité et là nous discutons les cas plus particulièrement difficiles de patronage, les questions d'ordre théorique, de propagande. Nous avons eu des réunions intéressantes où nous avons discuté et voté différents vœux.

Au point de vue des rapports des tuteurs moraux avec le siège central, cela est organisé de la manière la plus simple : c'est l'intermédiaire, le chef de section, qui est pour ainsi dire le délégué du Comité Central, dans le quartier, qui est chargé de distribuer les dossiers.

Comment les tuteurs moraux sont-ils recrutés ? Nous nous sommes adressés pour cela surtout aux différentes sociétés qui existent à Paris, comme l'Association Polytechnique, l'Association Philotechnique, aux bureaux de bienfaisance, surtout aux instituteurs et institutrices, et je dois dire que depuis le début du fonctionnement de la société c'est là que nous avons trouvé le plus de dévouement, le plus de courage et le plus de confiance dans notre œuvre ; dans le IIe arrondissement, notamment, nos tuteurs moraux sont presque exclusivement des directeurs et directrices d'écoles et des instituteurs. Dans le XIIe arrondissement, nous avons trouvé des personnes voulant faire de la solidarité et de la charité, mais des personnes appartenant même au monde ouvrier. Nous sommes très heureux lorsque nous avons la collaboration, non pas seulement de personnes appartenant au milieu des enfants dont nous nous occupons et nous considérons comme un bonheur de pouvoir faire surveiller un enfant par une personne qui appartient à son milieu. Dans le XVe arrondissement, également, nous avons trouvé des groupes d'ouvriers qui s'intéressent à notre œuvre ; de temps en temps nous nous adressons à eux pour surveiller un enfant. En un mot, notre œuvre s'adresse au point de vue de la surveillance des enfants à toutes les classes sociales, et plus nous pouvons nous rapprocher de

la classe sociale de l'enfant, plus nous sommes heureux, car nous croyons que c'est le véritable moyen pour agir sur l'esprit et le cœur de l'enfant.

M. LE PRÉSIDENT. — On a signalé la présence, dans l'assemblée, de M. JASPAR, qui a bien voulu faire un long voyage pour venir assister à nos travaux ; nous serions très heureux d'apprendre, de lui quelques renseignements sur ce qui se fait en Belgique.

M. JASPAR. — Mesdames et Messieurs, je m'excuse de prendre la parole devant vous ; je m'en excuse d'abord parce que j'étais venu à Marseille en auditeur et non en enseigneur, car lorsque la Commission Royale des Patronages de Belgique m'a fait l'honneur de me déléguer au Cinquième Congrès du Patronage des Libérés, elle a obéi au vif désir qu'elle avait de témoigner aux œuvres françaises, si admirables et si complètes, toute sa sympathie. Je m'excuse surtout parce que, après ce que vous ont dit M. LE PRÉSIDENT, M. ALBANEL et M. BESSIÈRE, je me demande ce que je vais ajouter que vous ne sachiez déjà. Mais je m'empresse de dire que je me rends trop compte de la dette de gratitude que j'ai contractée en recevant ici la plus gracieuse hospitalité, pour ne pas essayer de contribuer, quelle que soit la faiblesse de mes moyens, au succès de votre réunion en lui apportant les quelques renseignements que votre honoré président croit lui être utiles.

L'œuvre du *Patronage Familial*, puisque c'est d'elle que nous parlons en ce moment, je crois qu'elle existe en Belgique... Je dis je crois, parce qu'il faut considérer qu'en changeant de pays on change de mœurs, de tradition et, par suite, de législation. Et par suite, au risque de prendre les choses d'un peu haut, il est nécessaire que je commence ce rapide exposé par un aperçu de nos lois protectrices de l'enfance.

En Belgique, nous appliquons, aux enfants délinquants des dispositions analogues à celles de votre Code Pénal ; notre article 72, semblable à votre article 66, érige comme criterium de la mesure à prendre contre l'enfant qui commet un délit, le discernement ou le non discernement ; sur ce point, il y a à peu près identité.

Mais ce qui nous est particulier, ce sont les lois sur le vagabondage des mineurs, c'est-à-dire la loi du 27 novembre 1901, modifiée en 1897. Cette législation a transformé la notion du délit de vagabondage, non seulement pour le mineur, mais même pour l'adulte. Pour l'enfant, elle considère que le vagabondage est l'indice, soit d'une désorganisation de la famille, soit d'une perversité de l'enfant lui-même ; ce n'est plus un délit, par conséquent, je dirais presque que c'est plutôt un prétexte à intervention pour la Société. Et comme ce n'est plus un délit, la loi ne le frappe plus d'une peine ; elle remplace celle-ci par une mesure d'éducation : suppression de la prison, de ces huit ou quinze jours d'emprisonnement inefficaces et dangereux, internement à l'école de bienfaisance ou placement en famille.

En outre, le juge a reçu le droit d'admonester l'enfant, de réprimander les parents et de mettre à charge de ceux-ci, dommages et intérêts au profit de la partie civile, quand elle existe.

Pour assurer l'application de pareilles mesures, il faut un organisme spécial. Cet organisme doit servir à éclairer la justice, soit le tribunal correctionnel, soit le juge de paix, sur les mesures à prendre vis-à-vis de l'enfant. Il ne peut, nécessairement, se recruter parmi les agents ordinaires, auxquels doit recourir le Parquet ; il faut qu'il se compose de citoyens de bonne volonté ; il faut qu'il soit le produit de l'initiative privée. C'est ce rôle que remplissent chez nous les Comités de défense, et les Sociétés protectrices des enfants martyrs... je vous demande pardon pour ce nom qu'on a critiqué en disant : il est un peu ronflant ; mais il est si heureusement trouvé pour faire affluer les ressources...

A côté des Comités de défense, à côté des Sociétés des enfants martyrs, il y a les Comités de patronage des enfants abandonnés. Cette organisation est complète en Belgique au point de vue géographique, c'est-à-dire que dans tous les arrondissements judiciaires il y a au moins un Comité de patronage, et complète au point de vue des enfants à préserver, puisque ces œuvres sont divisées en sections qui ont assumé le rôle de prévenir la justice et de lui indiquer la situation morale ou sociale de l'enfant.

A Bruxelles, voici comment, au Comité de défense, l'œuvre est accomplie. Ce Comité comprend 25 avocats qui se sont partagés, non

pas seulement la ville, mais tout l'arrondissement de Bruxelles qui comprend une grande partie rurale ; cet arrondissement ayant eté ainsi divisé en sections, les avocats qui sont à la tête de ces sections peuvent connaître à la longue, après un certain nombre d'années d'exercices, toutes les familles qui sont indiquées comme renfermant soit des enfants vicieux, soit des enfants moralement abandonnés. Lorsqu'un enfant est poursuivi soit pour vagabondage — et dans ce cas il comparaît, chez nous, non devant le tribunal correctionnel, mais devant le juge de paix — soit pour un délit, il est immédiatement pourvu d'un de ces jeunes avocats du Comité de défense. Le Parquet, en effet, dès que la plainte lui parvient, avertit le secrétaire du Comité, lequel désigne alors celui des membres dans la section duquel habite la famille de l'enfant poursuivi.

A partir de ce moment, jusqu'à 21 ans, cet enfant sera sous la garde du défenseur ainsi désigné. En effet, le fait qui a servi de motif ou de prétexte à l'intervention, a montré souvent qu'il fallait mettre quelqu'un à côté du père et de la mère parfois indignes (plus souvent, peut-être, que ne le croit M. ALBANEL), souvent incapables .. j'entends ce mot, incapables, dans un sens général : soit incapables par eux-mêmes, soit incapables par la faute de la société elle-même. Ce sera le rôle du défenseur.

Ce jeune avocat débute par une information sur la situation de l'enfant. Il la fait toute entière lui-même et, dans ce but, s'adresse à tous ceux qui peuvent utilement le renseigner ; instituteur, prêtre, patron, s'il y en a un ; il voit l'enfant, il voit ses parents, il s'entretient avec eux. Cela fait, et muni des renseignements ainsi obtenus, il indique au Parquet la marche à suivre. . Je dis qu'il indique au Parquet la marche à suivre, ne croyez pas que ce soit présomption de notre part. Nous avons à Bruxelles un Parquet qui nous apporte une aide puissante. A l'heure actuelle, le Comité de Défense se réunit tous les quinze jours et, au sein de ces réunions, le Procureur du Roi est un membre ordinaire. Il assiste à toutes les séances. Il se munit des dossiers de tous les enfants qui ont donné lieu à information dans la quinzaine écoulée ; nous apportons, de notre côté, les renseignements que nous avons pu

nous procurer, et c'est d'accord avec le Procureur du Roi et après une discussion parfois très longue, que le Comité décide quelle sera la mesure qui sera prise pour sauver l'enfant en péril.

On peut donc dire, me semble-t-il, que dans l'arrondissement de Bruxelles, l'action publique, quand elle concerne des enfants, n'est plus mise en mouvement que d'accord avec ces avocats qui ont pu, par leur activité, leur clairvoyance et leur dévouement, inspirer au chef du Parquet la conviction qu'ils lui apportent une collaboration constante et utile. (*Applaudissements*).

Mais à côté de cette mission qui consiste à donner au Procureur du Roi le renseignement dont il a besoin, les membres du Comité accomplissent une œuvre que je considère comme plus importante encore, et c'est ici l'analogue de ce Patronage familial, auquel restera attaché le nom de M. ALBANEL. Voici comment les jeunes avocats l'entreprennent.

En Belgique, quand le jeune délinquant est poursuivi, il peut être l'objet de diverses mesures : il peut être renvoyé à la famille, j'entends renvoyé purement et simplement. Mais ce sont les cas les moins nombreux ; généralement nous procédons d'une autre manière, même quand notre enquête ne conclut pas à l'internement. Nous tenons, en effet, toujours à ce que notre patronage ait une sanction. Nous cherchons donc à procurer à celui qui va s'installer à côté du père et de la mère une force morale pour exercer son autorité... L'arrêt de cassation dont parlait tout à l'heure M. ALBANEL, consacre, en France, une jurisprudence que je crois un peu décourageante. En Belgique, quand l'enfant est enlevé à l'autorité de son père, c'est le gouvernement qui en a la disposition, et il peut, alors, en faire ce qu'il juge le plus utile à son avenir, tantôt il l'envoie soit dans une école de bienfaisance, tantôt il le place dans une famille étrangère, tantôt il le rend à sa propre famille ; mais toujours en conservant la haute main sur son éducation. Appliquant ce régime, les tribunaux, avertis par le Comité de défense et le Parquet, mettent souvent à la disposition du gouvernement des enfants qui, immédiatement, à la demande du Comité de défense et du Parquet sont rendus au Comité de defense lui-même. Il y a en ce cas une décision de justice qui permet au

Comité d'intervenir dans la famille en disant : vous ne m'avez pas appelé explicitement, sans doute, mais vous m'avez appelé tacitement le jour où votre enfant a commis un délit, a donné lieu à une plainte ; vous avez prouvé que vous n'êtes pas ce qu'il faut pour en faire un honnête homme, je suis venu ; il faut que je puisse faire quelque chose, il faut que j'agisse utilement et que je puisse désormais prendre vis-à-vis de votre enfant l'attitude nécessaire pour le conduire au bien, en couvrant non seulement votre indignité mais même votre faiblesse ; sans doute je compatis à votre tendresse paternelle, mais je n'aime pas cette tendresse quand elle aboutit à la pusillanimité ; il faut que vous ayez une tendresse éclairée, si elle n'est pas suffisamment éclairée elle est néfaste, ce n'est plus que de la sensiblerie, et j'en ai horreur... (*Appplaudissements*).

Il faut donc que, faisant abstraction de cette tendresse, je puisse intervenir et dire : votre enfant, je vous le rends, mais conditionnellement ; le jour où, ne suivant pas mes conseils, mes indications, il commettra un nouveau méfait ou même se livrera simplement à l'inconduite ou au vagabondage, je serai armé pour l'enlever définitivement.

Voilà pour les enfants remis à leurs parents. Mais, à côté d'eux, il y en a d'autres : ce sont ceux qui sont envoyés dans les écoles de bienfaisance. D'habitude, ils n'y restent pas longtemps. Nos tribunaux mettent toujours l'enfant à la disposition du gouvernement jusqu'à l'âge de 21 ans, parce qu'ils se disent que, pour l'enfant qui n'a connu que la rue ou dont la famille est indigne, le séjour à l'école de bienfaisance n'est efficace qu'après un certain temps ; ils se disent aussi que, de cette manière, on l'a toujours sous la main, quitte à ne pas exercer son autorité s'il ne ne la réclame point. Mais, généralement, après un certain séjour à l'école, l'enfant en est retiré pour être placé en famille. Vous le savez, Mesdames et Messieurs, en Belgique, le placement familial est la règle ; nous ne pensons pas que l'internat, si bon soit-il, vaille jamais la famille, soit la famille de l'enfant, si elle est honnête, ce qui est supérieur à tout, soit la famille étrangère, si celle de l'enfant n'est pas suffisante.

Lorsque l'enfant a passé à l'école de bienfaisance un temps plus ou moins long on le rend donc à la vie de famille.

Ceux qui ont fait mettre l'enfant à la disposition du gouvernement, c'est-à-dire ces jeunes avocats qui, à l'origine, ont estimé que cette mesure s'imposait, reparaissent cette fois encore. Lorsqu'il s'agit de libérer l'enfant, le gouvernement leur demande leur avis et c'est sur leur rapport qu'il prend la mesure nécessaire. C'est donc le même membre du Comité qui a connu la famille et l'enfant à l'origine qui, plus tard, dira : « Cette famille, je l'ai connue telle, elle est devenue telle ou elle est restée telle ; rendez-lui l'enfant, ou placez-le ailleurs ». Et si, sur ce rapport, l'enfant revient dans sa famille, ce même avocat, vrai tuteur moral, encore continue le voir régulièrement et fréquemment, et tous les quatre mois adresse son rapport au département de la justice, à l'effet de le renseigner sur la conduite de son petit protégé.

Pour les enfants placés à la campagne, comme il n'est pas possible d'assurer l'action permanente d'avocats qui se trouvent à Bruxelles il y a des correspondants. Ces correspondants, ce sont les juges de paix.

Vous le savez, Mesdames et Messieurs, en Belgique, les juges de paix sont des magistrats importants. Le juge de paix est toujours un docteur en droit, un avocat qui a eu un certain nombre d'années de barreau ; il appartient à une classe sociale élevée, il a la pratique des affaires. Les juges de paix, en Belgique, ont une situation égale, au point de vue du traitement et de la considération, à celle de conseillers à la Cour d'appel. Ils avancent sur place, ils changent peu de situation, ils deviennent rarement juges au Tribunal civil — je parle de la généralité — ou conseillers à la Cour d'appel ; ils préfèrent rester juges de paix. Souvent, ils sont originaires du pays où ils exercent leurs fonctions ; ils connaissent les familles, ils sont dans leur milieu social. Je crois que cette permanence dans la juridiction est une chose essentielle, elle est due à l'intervention de M. Lejeune... (*Applaudissements*) — je ne pouvais parler de nos œuvres sans citer ce nom — de M. Lejeune qui a compris quelle force cette intervention des juges de paix devait donner à tout son système de protection de l'enfance ; ce sont des correspondants parfaits pour toutes les œuvres ; ils sont même devenus les correspondants de la *Société protectrice de l'Enfance anormale*, la dernière en date de celles-ci.

En province, les enfants qui nous occupent sont surveillés par eux, en même temps que par les membres du Comité de défense.

Enfin, certain enfants qui ne font pas l'objet d'une poursuite sont aussi signalés au Comité de défense. Ce sont ceux auxquels s'intéresse particulièrement M. le Rapporteur général ALBANEL, c'est-à-dire, les moralement abandonnés. Comme le Comité de défense ne peut pas tout faire, il délègue cette partie de son œuvre à la *Société protectrice des Enfants martyrs de Bruxelles*, dans laquelle le même système de surveillance par sections, par quartiers, par tuteurs, existe ; là, aussi, le patronage familial s'exerce. Sans doute, cette Société-ci ne comprend pas que des avocats ; mais la très grande majorité des membres de la Société est composée de magistrats, d'avocats, de médecins, de gens appartenant à des professions libérales, et je crois qu'il est bon qu'ils dominent dans des œuvres semblables.

Mais je m'arrête, car j'abuse de votre temps et de l'amabilité que vous avez eue de me donner la parole.

Je termine en émettant l'avis que l'œuvre du *Patronage Familial* est la plus précieuse de toutes nos œuvres de patronage. C'est la plus touchante, parce qu'elle s'adresse à des enfants qui ont évidemment besoin d'une protection constante ; c'est la plus consolante, parce que c'est celle où, nécessairement, les résultats doivent être les plus heureux ; c'est, enfin, la plus sociale, si je puis employer ce mot, car, il faut bien le dire, quand, dans une Société complexe comme la nôtre, où forcément, parfois, les malheureux sont des victimes, les privilégiés n'interviennent pas auprès des humbles et des malchanceux pour, en les protégeant, assurer l'avenir du pays, ils manquent au plus élémentaire et au plus sacré de leurs devoirs. (*Applaudissements prolongés.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. JASPAR, vous pouvez juger, par les applaudissements qui vous accueillent et par l'attention avec laquelle on vous a suivi, du profond intérêt qu'ont suscité vos explications sur l'organisation du patronage en Belgique.

Nous vous prions de porter notre salut cordial et amical au Comité Royal de Belgique qui vous a délégué à notre Congrès ; nous vous prions aussi de porter l'expression de notre reconnaissance à M. LEJEUNE, votre illustre compatriote l'auteur de cette législation contre le vagabondage, sur laquelle nous jetons en France, un regard d'admiration et d'envie. (*Applaudissements*).

M. ROSTAND. — Je voudrais prier M. JASPAR de nous donner quelques renseignements sur l'œuvre belge de *l'Enfance anormal*.

M. JASPAR — Je vais vraiment abuser...

M. LE PRÉSIDENT. — Je demanderai à M. JASPAR de condenser autant que possible ses explications sur ce point.

M. JASPAR. — Il s'est fondé il y a deux ans, à Bruxelles, une *Société protectrice de l'Enfance anormale*. Déjà, avant sa création, le *Comité de défense des enfants traduits en justice* avait dû constater que, parfois, il était nécessaire d'appeler un médecin — un médecin particulièrement compétent, comme le disait si bien M. VOISIN — pour constater la situation médicale de l'enfant poursuivi ; petit à petit, on acquit ainsi la preuve qu'il y avait un grand nombre d'enfants anormaux. C'est alors, que sous l'inspiration du docteur DEMOOR, s'est fondée la *Société protectrice de l'Enfance anormale*. Celle-ci a pour but d'assurer, par le système du patronage, l'avenir des enfants qui lui sont signalés.

Actuellement l'action de la Société s'exerce sur les écoles d'enseignement spécial de Bruxelles et d'Anvers. Ces deux écoles comprennent dans leur sein les différents élèves des écoles primaires que les instituteurs ou les médecins ont indiqués comme atteints d'arriérisme ou d'une tare quelconque.

L'établissement de Bruxelles a pour directeur un homme très compétent au point de vue pédagogique, M. LACROIX, lequel est aidé par différents instituteurs et médecins formés par le docteur DEMOOR.

Les enfants sont partagés, à l'école, en différentes catégories : Il y a des arriérés médicaux, des arriérés pédagogiques, même des idiots. Je ne parle, ici, que des arriérés sur lesquels peut s'exercer l'action de l'instituteur.

C'est grâce à certains procédés d'enseignement — je ne puis entrer dans les détails — c'est grâce beaucoup à la gymnastique, aux récréations savamment comprises, qu'on est arrivé à faire quelque chose de ces enfants ; autrefois, c'était un déchet qu'on

traînait de classe en classe dans les écoles ; actuellement, on a acquis déjà d'excellents résultats.

La *Société protectrice de l'Enfance anormale* intervient, ici, dans un double but : d'abord elle fait du patronage et quand l'enfant a quitté l'école elle le place soit chez un patron, soit dans une famille.

Mais surtout elle agit, à l'heure présente, au point de vue théorique. En effet, les questions comme celle que nous avons discutée hier sont encore bien embryonnaires et la terminologie n'est pas plus fixée à ce sujet en Belgique qu'en France. Je voudrais qu'un prochain Congrès mît à l'ordre du jour la définition de l'enfant anormal, car il serait précieux d'arriver à se mettre d'accord, une bonne fois, sur ce qu'est un arriéré et sur ce qu'est un anormal.

La Société a obéi à ce besoin de s'entendre sur la signification des termes en instituant une vaste enquête qui se poursuit en ce moment. Cette enquête a pour but d'arriver à connaître par les rapports des instituteurs, des prêtres, des juges de paix, combien il y a d'enfants anormaux en Belgique, en donnant à ce mot toute sa signification, c'est-à-dire en y comprenant tous les anormaux : aveugles, hystériques, idiots, etc Nous avons demandé à nos correspondants de nous renseigner à cet égard le plus exactement possible et en faisant naturellement appel aux médecins de leurs localités.

Lorsque nous serons en possession de cette enquête qui sera nécessairement très longue, nous saurons où est le mal et quelles sont les différentes catégories d'enfants à protéger.

La *Société protectrice de l'Enfance anormale de Bruxelles* ne veut rien faire de définitif avant d'être suffisamment renseignée. Pour le moment, je ne puis donc vous dire que ceci, c'est qu'elle a décidé une enquête et que celle-ci se poursuit.

M. Brueyre. — Mesdames et Messieurs, les observations que j'ai à présenter seront très courtes, je condenserai ce que j'ai à dire ; elles puisent toute leur force dans les observations qui ont été développées tout à l'heure d'une façon si solide par M. Jaspar.

Jamais la protection de l'enfance n'a été assurée sous toutes ses formes, à aucune époque de notre histoire, avec autant de sollicitude que dans ces dernières années. Le grand nombre de lois protectrices de l'enfance qui ont été votées depuis moins de trente ans en est la preuve. En l'année 1874, il en a été promulgué trois. De la première, je n'ai pas à parler ici, toute bienfaisante qu'elle soit, parce qu'elle s'applique aux enfants du premier âge. Puis sont intervenues deux autres lois : l'une concerne le travail des enfants employés dans les manufactures, l'autre la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

En 1889, a été votée la loi concernant les enfants maltraités ou moralement abandonnés.

Puisque M. Jaspar demande une définition des enfants moralement abandonnés, je lui signalerai celle que j'ai proposée autrefois, c'est que les enfants moralement abandonnés sont les enfants que leurs parents, par des causes dépendant ou non de leur volonté, laissent dans un état habituel de mendicité, de vagabondage ou de prostitution.

La loi de 1889 a deux titres : le premier concernant ceux que tout à l'heure on a dénommés les enfants martyrs, ou, pour parler avec plus de simplicité, les enfants maltraités par leurs parents. Le moyen légal mis en œuvre pour les protéger a été la prononciation de la déchéance de la puissance paternelle contre leur parents, avec l'attribution à l'Assistance publique de leur tutelle jusqu'à la majorité.

Le second titre, moins connu des légistes, mais qui est susceptible de recevoir dans l'avenir une application plus large que le premier a recours pour la protection des enfants moralement abandonnés au dessaisissement volontaire, consenti par les parents, de leurs droits de puissance paternelle à l'Assistance publique, à des Sociétés spécialement autorisées et même à des particuliers. Ce dessaisissement ne peut d'ailleurs résulter que d'un jugement.

Depuis cette loi de 1889, il y a eu la loi de 1898; elle concerne la protection des enfants victimes de délits ou de crimes et aussi des enfants auteurs de délits ou crimes. Cette loi a été vivement combattue dans son application, en ce qui concerne non pas les enfants victimes, la loi étant quant à eux excellente, mais par rapport aux enfants délinquants ou criminels.

Comment s'exerce, en effet, le placement des enfants par les Sociétés qui les recueillent ou l'Assistance publique ? Il s'exerce au moyen du placement familial, c'est-à-dire le placement dans des familles, généralement des familles de cultivateurs, des enfants qui ont été abandonnés par leurs parents. Le placement familial, en usage dans les services des enfants assistés, depuis 150 ans qu'il est pratiqué en France, a donné des résultats admirables et qu'on ne saurait contester, puisqu'ils ont été constatés sur des millions d'enfants. Mais il n'est applicable qu'à des enfants malheureux et non à des vicieux comme les enfants délinquants de la loi de 1898.

Tout à l'heure, j'entendais avec plaisir M. JASPAR nous dire qu'en Belgique, la valeur du placement familial y était également reconnue.

Je ne m'en étonnais pas car ce système y a pour origine l'union, sous le premier Empire, de la Belgique et de la France. De cette union, que nous ne saurions rappeler sans émotion, la Belgique a conservé une partie de notre législation et de nos codes, et entre autres, la législation des Enfants Assistés d'après le décret de 1811.

Le patronage familial dérive d'un principe autre que le placement familial, il consiste à protéger l'enfant en le laissant dans sa propre famille , l'idée est fort belle, elle est admirable ; mais pour qu'elle puisse produire les bienfaits qu'on en attend, il y faut plusieurs conditions : la première, c'est que la famille de l'enfant soit honnête, sans cela le salut de l'enfant est compromis et c'est au contraire le changement de milieu qui est indispensable pour modifier ses mauvaises tendances ; la seconde condition, c'est que pour rendre une protection efficace et écoutée, il faut que le protecteur en ait obtenu le droit de la loi.

Comment voulez-vous que le patronage dans la famille puisse être exercé si on s'y présente sans être armé d'un titre légal, en n'invoquant que son désir d'être utile ?

Et puis, ne comprenez-vous pas à quels abus peuvent conduire ces visites dans des familles de la part de personnes sans autre mandat que d'appartenir à une Société de patronage ? D'ailleurs de

quel droit viendriez-vous dans une famille, à côté des parents, du père de famille, vous ériger en censeurs ? De quel œil les parents vous considéreraient-ils ?

Lorsqu'un membre d'un patronage familial entre dans une famille il est évident que si c'est pour offrir un service ou de l'argent, il est bien accueilli ; on lui avance une chaise, même un fauteuil. Mais s'il s'agit d'entrer dans la voie des conseils impératifs, utiles à l'enfant, mais qui peuvent être de nature à déplaire aux parents, alors la Société de patronage familial cesse d'être écoutée et obéie.

C'est ici que je trouve les observations très solides qui vous ont été présentées par M. JASPAR et dans ce qui se pratique en Angleterre, des arguments à l'appui de mon raisonnement. Je voudrais que les Sociétés de patronage familial et ceux qui se présentent en leur nom fussent investis d'un droit analogue à celui qui existe dans la législation belge, et qu'en réalité elles sont à même d'obtenir en France, en sollicitant l'autorisation exigée par le titre II de la loi de 1889.

Ce que je voudrais voir fonctionner en France, c'est une société analogue à la Société des enfants maltraités, en Angleterre : *The Society for preventing cruelty to children.*

Cette Société anglaise ne s'occupe que des enfants sur lesquels l'autorité judiciaire lui a donné des pouvoirs, et elle acquiert ainsi le droit d'intervenir, de pénétrer dans les familles. Lorsque la Justice lui a confié un enfant, au lieu d'opérer le placement dans une autre famille, comme nous le faisons en France, elle a eu l'idée ingénieuse de dire : c'est dans sa famille elle-même que je vais protéger l'enfant. Mais elle est armée pour protéger l'enfant, non seulement de ce titre d'intervention qui lui a été donné par la Justice mais elle est armée vis-à-vis des parents récalcitrants ou négligents. En effet, si les parents n'exercent pas, ainsi qu'on le leur a prescrit, leur surveillance sur l'enfant, s'il est reconnu qu'ils l'ont maltraité de nouveau, qu'ils ne lui ont pas donné les soins nécessaires, la loi attribue à cette Société le droit de faire prononcer contre ces parents une peine. C'est une sanction qui n'existe pas en France et qui donne une grande force à cette Société.

Mais ce n'est pas tout. Les Sociétés anglaises et les Sociétés américaines, entr'autres privilèges dont je n'ai pas à vous entretenir ici, ont un droit très précieux qui certainement soulèverait en France de grandes objections, qui en a soulevé en Angleterre à l'origine, qui ne s'est pas établi sans de vives critiques et des objections sérieuses contre son exercice : c'est le droit de citation et de poursuite.

Vous voyez alors comment l'action de ces Sociétés de patronage devient complète. On donne à ces Sociétés le droit d'aller rechercher quels sont les enfants qui peuvent être victimes de mauvais soins ou de mauvais traitements. En France, c'est généralement le hasard qui dévoile la situation des enfants qui sont maltraités dans leurs familles, ou mal soignés, ou moralement abandonnés ; les voisins hésitent presque toujours à venir dénoncer les parents et, ai-je besoin de le dire, il faut n'accueillir ces dénonciations qu'avec la plus grande réserve.

Maintenant il faut remarquer que l'esprit pratique des Anglais a réglementé et mis une limite à cet exercice qui pourrait être formidable, du droit de citation et de poursuite, qui pourrait dériver en un droit de dénonciation calomnieuse. En Angleterre, à l'encontre de ce qui se passe en France, où la presse peut impunément accuser et calomnier, toute atteinte portée injustement à la considération d'un citoyen est frappée très sévèrement. C'est une chose excellente.

Eh bien, les sociétés dont je parle n'ont obtenu ce droit de citation et de poursuite qu'à la condition de l'exercer dans les limites du vrai et du juste.

A l'origine, il y a eu quelques imprudences commises par elles ; elles ont été frappées. Toute Société qui accuse à tort un père ou une famille d'avoir fait subir de mauvais traitements à ses enfants est frappée d'une indemnité pécuniaire très élevée. De sorte qu'aujourd'hui elles sont rentrées dans une appréciation très juste, très saine, très rigoureuse de leur situation. Les chiffres suivants en fourniront la preuve. En cinq ans, la Société faisant office de plaignant a signalé 11.690 cas concernant 24.533 enfants. A la suite des 11.690 plaintes portées, 6.374 parents ont reçu un premier

avertissement, 1.657 ont été poursuivis et 1.540 frappés de peines montant à 376 ans de prison et 13.000 francs d'amendes ; d'autre part, 10.268 enfants ont été laissés en surveillance chez leurs parents ou envoyés dans les écoles industrielles, un millier environ placés en tutelle par les gardiens des pauvres.

Vous voyez qu'avec ce droit de poursuite qui s'est régularisé et est devenu bienfaisant, les Sociétés, de leur propre initiative, peuvent réclamer de la Justice le châtiment des parents indignes et un pouvoir propre sur l'enfant, et quand la Justice a prononcé, elles sont ainsi armées d'un droit vis-à-vis de la famille d'abord, et aussi vis-à-vis de l'enfant pour le diriger suivant ce qui est reconnu de son intérêt.

C'est cette orientation qui donne toute sa valeur au système du patronage familial et, en attendant que ces réformes qui sont dans l'air, soient réalisées en France, je voudrais que le patronage familial fut exercé en s'appuyant sur une base légale. Cette base légale actuellement, on peut l'obtenir de l'application de deux lois. On peut la tirer d'abord du titre II de la loi de 1889, qui permet d'obtenir du tribunal la cession volontaire de la puissance paternelle par des parents qui, pour des causes quelconques, sont dans l'impossibilité d'élever leurs enfants.

Cette base légale, on pourra également la tirer de la loi de 1898 lorsqu'elle aura reçu les compléments nécessaires pour son application. Ces compléments se réaliseront prochainement par suite du dépôt récent, par le gouvernement, d'un projet relatif à la création d'écoles de préservation ; ils donneront satisfaction aux critiques les plus graves justement adressées à cette loi. Et, ainsi, deviendra bienfaisante et pratique une loi en ce moment d'une application difficile, mais qui, dans son principe et son idée primordiale, est une loi de bonté, une loi dont M. Bérenger, avec ses idées philanthropiques, ses idées de bienfaisance, toujours en éveil, a voulu faire bénéficier les enfants auteurs de crimes ou de délits alors que cette loi ne visait primitivement que les enfants victimes de mauvais traitements.

Telles sont les observations que je voulais faire ; elles se réfèrent à ce qu'a dit M. Jaspar. Elles ne visent, bien entendu, aucune

Société déterminée, mais elles s'appliquent au système même du patronage familial qui, ainsi pourvu d'un pouvoir légal, est susceptible de rendre à l'enfance malheureuse les plus grands services.

M. FERDINAND-DREYFUS. — J'aime beaucoup la Belgique et les Belges, l'Angleterre aussi ; cependant il me semble qu'il faudrait un peu revenir à la France.

Que résulte-t-il de l'échange des observations qui viennent d'être présentées ?

En ce qui concerne la catégorie des enfants traduits en justice, délinquants, moralement abandonnés, nous avons des organismes légaux qui peuvent être complétés ; nous avons l'ensemble des lois sur l'enfance, nous avons les Comités de défense des enfants traduits en justice exerçant non seulement une mission académique mais devant exercer aussi une mission de patronage personnel comme cela se passe à Marseille, ou au Havre, ou à Bruxelles, comme nous espérons que demain cela se passera à Paris, grâce au concours de M. JASPAR et de notre bâtonnier, M. DANET, dont nous connaissons toute la largeur d'esprit.

Reste une autre catégorie très nombreuse, très variée, pour laquelle nous cherchons une dénomination plus ou moins scientifique, mais qui pourrait s'appeler simplement : les enfants, socialement abandonnés, ceux que guette la rue, c'est-à-dire le vagabondage, le fait initial qui les conduit au délit, peut-être au crime. Voilà le fléau contre lequel il faut lutter, et le meilleur instrument de lutte, c'est l'école publique.

Je crois donc, avec MM. ALBANEL et BESSIÈRE devoir appeler l'attention du Congrès sur les moyens d'assurer la fréquentation scolaire et sur le développement si nécessaire des œuvres complémentaires de l'école.

On ne saurait trop insister sur les résultats incomplets de la loi sur l'obligation primaire, la loi de 1882. Notre grande charte en matière d'enseignement primaire, n'est pas, il faut l'avouer, suffisamment appliquée. Et pourquoi ces lenteurs et ces flottements dans l'application ? C'est que les sanctions prévues sont inefficaces. Et pourquoi ces sanctions sont-elles inefficaces ? Parce que les organes chargés

de faire respecter l'obligation sont au premier degré des commissions scolaires désignées par des conseils municipaux et qui souvent, n'existent que sur le papier. Or, je le dis très franchement, tant qu'on laissera le soin d'appliquer la loi sur l'instruction primaire à des corps élus, la loi ne sera pas appliqué. Il faut donc la réformer, et, quant à moi, je m'associerai de tout cœur au vœu de M BESSIÈRE ; je crois que, respectueusement — il faut toujours être respectueux avec les Pouvoirs publics — il y aurait lieu de demander aux Chambres de corriger la loi sur l'enseignement primaire en créant des sanctions plus sérieuses et plus efficaces.

Voilà pour la part de l'Etat.

Mais, Mesdames et Messieurs, l'Etat n'est pas omnipotent ; il ne faut pas exagérer ses attributions même en matière d'enseignement. Toutes ces questions sont connexes, la discussion d'aujourd'hui le prouve. Education, enseignement, patronage, placement, mutualité, tout cela se touche de très près. Or, quand il s'agit de compléter et de prolonger l'Ecole publique, l'Etat, je n'hésite pas à le dire, restera impuissant si l'initiative privée ne vient largement à son aide et si, de son côté lui, Etat, ne consent pas à encourager de la façon la plus active l'initiative privée. Ce double travail est commencé... il ne faut pas être injuste pour notre pays, il faut faire des emprunts utiles aux autres pays, mais il faut aussi reconnaître ce qui s'est fait en France. Tout le monde sait qu'en France, depuis trente ans, il s'est fondé, avant l'école, pendant l'école, autour de l'école et après l'école une admirable efflorescence d'œuvres complémentaires nées d'initiatives privées très différentes et inspirées par une pensée commune ; celle de faire de l'école un centre de vie morale active et de créer pour l'enfance un réseau d'œuvres protectrices contre les dangers de la rue ou contre l'abandon moral de la famille : cantines scolaires, distributions gratuites de vêtements et de chaussures, excursions scolaires, colonies de vacances, patronages, associations amicales, petites A., comme nous les nommons.

Vous connaissez toutes ces institutions, vous connaissez ces admirables mutualités scolaires, dont on ne peut parler sans prononcer le nom de leur fondateur, M. CAVÉ.

M. LE PRÉSIDENT. — Et celui de M. Edouard PETIT.

M. FERDINAND-DREYFUS. — Et aussi celui de M. Edouard PETIT, l'inspecteur général, qui a consacré sa vie au développement du patronage. C'est là, Mesdames, en ce qui concerne les jeunes filles, que vous devez intervenir, que vous intervenez déjà si utilement à Paris et ailleurs pour seconder l'œuvre des institutrices.

On a beaucoup parlé des instituteurs et des institutrices, c'est très bien de les appeler à la rescousse, mais il ne faut pas abuser de leur dévouement. Les instituteurs et les institutrices sont absorbés par leurs devoirs professionnels. Le temps qu'ils consacrent aux patronages ils le prennent sur leurs congés du jeudi, sur le repos qui leur est nécessaire.

C'est à l'initiative privée à les seconder et à les décharger d'une partie de leur fardeau Il faut que dans les grandes villes, les femmes et les jeunes filles, favorisées de l'instruction ou de la fortune, viennent joyeusement s'associer à cette œuvre de maternité sociale. (*Applaudissements*).

Je tenais, Mesdames et Messieurs, à appeler d'un mot votre attention sur cet ensemble d'œuvres qu'on a très heureusement résumé en deux mots : pour les garçons, de l'école au régiment ; pour les filles, de l'école au mariage. (*Applaudissements*).

M. Félix VOISIN, président d'honneur, remplace M. CHEYSSON au fauteuil de la présidence.

M. MAGNOL. — Je vous demande la permission de dire deux mots seulement pour justifier mon rapport ; je n'ai d'ailleurs guère besoin de le faire après les brillantes observations qui ont été produites.

J'ai été, semble-t-il, en désaccord avec le Rapporteur général, M. ALBANEL, en ce que j'estime que quelquefois le patronage familial, l'intervention des Sociétés de patronage peut être imposé aux familles à qui les tribunaux ont rendu leurs enfants. Je dis qu'il y a là une contradiction plutôt apparente que réelle, voici pourquoi :

Le titre de la question qui était soumise au congrès était : « De

la surveillance dans leurs familles des enfants délinquants ». M. BESSIÈRE a traité de la surveillance dans leurs familles des enfants délinquants ou *vicieux* ; je reconnais qu'il est aussi très intéressant de s'occuper des enfants vicieux ; mais, pour ma part, j'ai cru devoir, dans mon rapport, borner mes observations aux enfants délinquants. Or, je crois être d'accord sur ce point avec M. ALBANEL lui-même, à savoir que pour les enfants qui ont commis un délit, qui ont comparu soit devant le juge d'instruction, soit devant le tribunal correctionnel, on peut imposer la surveillance aux familles ; je dis même que cela est souvent nécessaire.

Comme le rappelait M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL, il y a en France, chez les magistrats, une certaine prévention qui existe encore contre la maison de correction. Il s'ensuit que, parfois, alors que l'envoi en correction serait peut-être préférable lors de la première chute, les tribunaux, devant les larmes des parents, remettent purement et simplement ces enfants à leurs familles. Ces familles ne seront pas foncièrement malhonnêtes ; quelquefois elles le seront, mais le plus souvent elles seront faibles. C'est alors qu'il faut que la Société de patronage intervienne, si on veut que les causes qui ont entraîné l'enfant dans une première chute ne se renouvellent pas, si on veut que l'enfant ne récidive pas. Il faut donner à la Société de patronage le moyen d'agir efficacement ; ce moyen je le trouve dans la loi de 1898, complétée d'après les conclusions qu'a lues tout à l'heure M. ALBANEL, c'est-à-dire condamnant la jurisprudence de la Cour de Cassation et permettant d'envoyer *conditionnellement* l'enfant en correction. En sorte que la situation serait la suivante : les tribunaux prononceraient ou l'envoi en correction ou la remise du droit de garde de l'enfant à une Société, à l'Assistance publique, mais conditionnellement ; l'enfant serait par conséquent remis à ses parents ; toutefois, s'il ne se conduisait pas bien, si les parents n'écoutaient pas les conseils du délégué de la Société de patronage, celle-ci, ou plutôt le Parquet — car je préférerais que ce soit le Parquet qui en prît l'initiative — pourrait provoquer la révocation de la liberté conditionnelle et faire renvoyer l'enfant dans une maison de correction.

J'ai donné dans mon rapport quelques détails pratiques sur cette

mise en libération conditionnelle et surtout sur la révocation de cette liberté provisoire, car il est certain que, si vous émettez un vœu disant qu'on pourra envoyer conditionnellement un enfant en correction et le remettre provisoirement à sa famille, il doit y avoir possibilité de révocation, et c'est pour cette révocation qu'il va falloir prendre des précautions. Voilà pourquoi, dans mon, rapport je me suis un pou étendu sur ce point.

Maintenant, si nous voulons élargir la question et envisager les enfants simplement vicieux qui n'ont commis aucune infraction proprement dite, la question changera. Il y aura une appréciation toujours arbitraire pour savoir si un enfant est vicieux ou non et je comprends qu'on ne puisse, dans ce cas, imposer la surveillance aux familles.

M. Bessière. — Je suis d'accord avec M. Magnol, s'il s'agit d'enfants délinquants ; j'estime qu'on peut imposer alors le patronage ; mais s'il s'agit d'enfants qui n'ont commis aucune faute, d'enfants vicieux, je n'admets pas du tout l'autorité légale dont parlait M. Bruyre ; je n'admets pas que nous venions, un texte de loi à la main, nous substituer à des parents qui n'ont rien à se reprocher, *qui sont eux-mêmes victimes des mêmes causes sociales que celles qui poussent l'enfant au délit*. Je n'admets pas que nous intervenions avec un texte de loi inspirant ainsi de la défiance aux parents. Je crois que nous avons une tâche de propagande à remplir auprès des parents, en appelant les familles à nous. C'est précisément cette tâche que nous avons entreprise au *Patronage Familial* ; nous avons fait dans les Universités populaires 25 ou 30 conférences dont les unes ont réussi, les autres non. Il faut mener les familles à s'intéresser à une intervention extérieure, mais en ce qui concerne les pouvoirs legaux à conférer aux Sociétés de patronage, nous les refusons en ce qui nous concerne, car j'estime que lorsque la famille n'est pas coupable, il est impossible de voter contre elle des mesures de défiance.

M. Conte. — Je demande la clôture.

(La clôture de la discussion est prononcée).

M. Albanel. — Je vais mettre tout le monde d'accord en proposant de voter dans le rapport de M. Bessière les vœux portant les numéros 1 et 3, en éliminant le paragraphe 2, qui a trait à ce qui a été voté hier, c'est-à-dire l'examen médical des enfants et en proposant de voter également les vœux de M. Magnol, portant les numéros 3, 4, 5 et 6, en ce qui concerne les enfants délinquants. Seulement je demande que dans le vœu de M. Bessière on laisse le mot « vicieux » pour généraliser la question et établir une fois de plus qu'on doit instituer complètement ce mode de la prophylaxie sociale.

Voici ce vœu :

1° La surveillance dans leur famille des enfants délinquants ou vicieux doit être assurée au moyen de tuteurs moraux intervenant sur la demande et avec le concours des parents.

(*Adopté à l'unanimité.*)

M. Albanel. — Second vœu :

Les sociétés protectrices de l'enfance ont le devoir d'organiser cette surveillance, d'appeler l'attention des parents par la propagande, sur l'état moral de leurs enfants, de favoriser la création des œuvres ou établissements destinés à des catégories spéciales d'enfants, notamment aux enfants anormaux ; enfin, d'étudier et de proposer aux pouvoirs publics les réformes susceptibles d'assurer la fréquentation scolaire.

(*Adopté à l'unanimité.*)

M. Albanel. — Nous passons maintenant aux vœux de M. Magnol. Il me paraît inutile de voter les numéros 1 et 2 qui sont contenus dans ce qui vient d'être voté. Je vous propose de voter le paragraphe 3 :

Les Sociétés de patronage doivent s'efforcer d'intéresser à leur œuvre les instituteurs publics ou privés, les patrons ou chefs d'industries et même des ouvriers sérieux chargés de la surveillance de leurs patronnés à l'école ou à l'atelier. Elles doivent encourager la création et le fonctionnement d'œuvres scolaires et post-scolaires, telles que cantines, garderies, patronages, etc.

Je crois qu'il est intéressant de voter ce vœu, bien qu'il rentre un peu dans ceux qui ont déjà été votés parce qu'il est plus complet.

(*Adopté à l'unanimité.*)

M. ALBANEL. — Maintenant, en ce qui concerne les enfants délinquants :

Pour donner une autorité suffisante à ces Sociétés, il y a lieu de permettre aux tribunaux de prononcer l'envoi en correction conditionnel jusqu'à sa 21e année du mineur de 16 ans acquitté pour défaut de discernement, pour le cas où ce mineur, remis provisoirement à ses parents et placé par le jugement sous la protection d'une Société de patronage se conduirait mal ou serait en danger moral dans sa famille.

C'est un vœu de M. MAGNOL que j'approuve de toutes mes forces quand il s'agit d'enfants délinquants, bien entendu, parce qu'alors, comme cela se passe en Belgique, ce sera la mise à la disposition du gouvernement par le fait de l'emprisonnement suspensif.

(*Adopté à l'unanimité.*)

M. ALBANEL. — Comme complément de cette indication, le paragraphe 5 :

La révocation de la liberté provisoire serait poursuivie à la requête du ministère public, sur la demande à lui faite par la Société de patronage. Cette révocation serait prononcée par le tribunal correctionnel du domicile ou de la résidence ordinaire de l'enfant, en chambre du Conseil. Les parents, jusqu'au cinquième degré inclusivement, le tuteur ou le subrogé-tuteur pourraient faire opposition à cette demande.

M. MAGNOL. — C'est la reproduction de la loi de 1898.

(*Adopté à l'unanimité.*)

M. ALBANEL. — Enfin, comme mesure transitoire, le paragraphe 6 :

En attendant cette réforme, il y a lieu de maintenir et de généraliser autant que possible la pratique administrative qui consiste à mettre les jeunes pupilles immédiatement en liberté provisoire chez leurs parents, sous la condition de les soumettre à la surveillance d'une Société de patronage.

C'est un vœu que nous adressons à M. le Directeur de l'administration pénitentiaire.

(*Adopté à l'unanimité.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenant je mets aux voix l'ensemble des vœux que vous venez d'adopter.

(*Adopté à l'unanimité.*)

La séance est levée à 11 heures et demie.

Séance du 16 avril 1903.

La séance est ouverte à 8 heures 1/2, sous la présidence de M. Dormand, premier président de la Cour d'appel de Toulouse.

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion de la première question : *De l'envoi aux Colonies comme mode de patronage.*

La parole est à M. Conte, rapporteur général.

M. Conte. — Mesdames et Messieurs, la Commission d'organisation avait désiré confier le rapport sur cette question à un de nos amis connu et aimé de tous pour son dévouement, qui est l'âme du patronage en France, qui possède admirablement toutes ces questions car il n'est pas une discussion à laquelle il n'ait pris une part active ; malheureusement des événements douloureux l'ont empêché de se livrer à ce travail et j'ai dû arriver comme suppléant. Je vous prie donc d'excuser la façon dont le rapport sera présenté, vous y perdrez certainement, excusez-en pourtant les défauts.

Nous recevons constamment des demandes de gens qui désirent être envoyés aux colonies pour y trouver une position, toutes les Sociétés de patronage en reçoivent toutes. Il nous a donc semblé que cettequestion là présentait un caractère d'actualité urgent et de plus qu'elle devait être traitée tout particulièrement à Marseille qui est la seule ville de France en communication avec toutes les parties du monde car il n'y a pas un point du globe qui ne se rattache directement à Marseille par une ligne de navigation.

Ce qui prouve que nous avons répondu à un certain besoin en mettant cette question à l'ordre du jour, c'est le nombre de mémoires qui a été plus considérable sur cette question que sur les autres. Il y a le nombre et la variété.

Les rapporteurs ont eu le soin de traiter chacun la question à un point de vue, je dirais presque différent ; ils nous ont apporté les résultats de leur expérience personnelle, de leurs connaissances. Ceux qui étaient plus rattachés à la métropole ont traité la question

au point de vue de l'utilité qu'il pouvait y avoir pour ceux qui sont ici ; ceux qui au contraire avaient une connaissance plus spéciale des pays exotiques. nous ont parlé des colonies qu'ils ont habitées et ils ont traité la question à ce point de vue en décrivant les ressources que pouvaient offrir ces pays et les difficultés qu'on pouvait y rencontrer.

Louons les d'avoir ainsi traité la question.

Nous avons voulu la circonscrire mais cette réduction de la question à un point déterminé ajoute en précision et la précision amène les bonnes solutions, les solutions utiles. En effet ce que nous avons en vue ce sont les résultats, nous sommes des réalistes, ce que nous cherchons ce ne sont pas des discussions purement théoriques, nous ne voulons pas, sans doute, négliger, les questions de principe, mais il faut considérer aussi que nous sommes des Sociétés actives qui avons du bien à réaliser et qui cherchons les moyens de le réaliser. Si nous cherchons le pourquoi des solutions, si nous ne voulons pas écarter le côté théorique, nous cherchons aussi comment il faut arriver à un résultat d'une façon pratique.

Donc je remercie les rapporteurs de nous avoir donné des résultats pratiques et utilisables.

Pour résumer les travaux je commencerai par ce qui concerne le libéré lui-même.

En effet que voulons-nous faire ? nous voulons exporter une marchandise. Quelle est cette marchandise ? quelles sont ses qualités et quels sont ses défauts ? nous ne sommes pas des fabricants qui pouvons modifier notre fabrication suivant la demande, nous sommes simplement des commerçants qui prenons en fabrique une marchandise et qui la transportons telle qu'on nous la livre, nous ne nous occupons même pas de demander à la fabrique de modifier cette marchandise ; c'est la prison qui fabrique cette marchandise, c'est le régime pénitentiaire et je désirerais certainement que le régime pénitentiaire nous donnât d'autres sujets ; à certains points de vue vous allez voir que ce serait indispensable. M. Gramaccini a touché cette question elle ne rentre pas dans le cadre de la discussion d'aujourd'hui, aussi l'a-t-il indiquée seulement, mais ce que nous devons conclure c'est que nous devons drendre le libéré tel que nous le livre le régime actuel.

La première chose à noter c'est que nous avons des gens affaiblis par le séjour en prison ou par leur vie passée.

M. Gramaccini écarte alors des catégories assez nombreuses :

Les vagabonds et les mendiants ;

Ceux qui, sans être infirmes, n'ont pas les aptitudes nécessaires pour gagner leur vie ;

Enfin les habitués de la prison de courte peine qui sont incapables en liberté de faire un effort continu de travail ;

Ces différentes catégories sont caractérisées par le manque de persistance de volonté.

M. Bergasse nous dit la même chose d'une autre façon.

Que nous reste-t-il ?

Si nous voulons classifier les prisonniers nous pouvons dire qu'ils se présentent sous trois catégories générales.

Ce sont : 1° les délits contre les mœurs ; 2° les délits contre les personnes ; 3° les délits contre la propriété.

Pour les premiers il est une chose certaine, c'est que rien n'affaiblit le tempérament comme la débauche. Par conséquent de ce côté-là nous aurons des tempéraments affaiblis, des hommes sans énergie ; qui n'est pas maître de ses passions n'est pas maître de ses actions.

Dans la catégorie des délits contre la propriété nous avons les voleurs. Pourquoi est-on voleur ? parce qu'on ne peut s'astreindre au travail régulier.

Enfin les délits contre les personnes représentent des gens violents. Les gens violents font quelquefois illusion mais ce sont des hommes qui n'ont pas l'énergie persévérante.

Voilà donc un caractère général très particulier à noter chez les libérés : le manque d'énergie et surtout le manque de persistance dans la volonté.

La conclusion de nos rapporteurs est qu'il faut que les libérés soient encadrés d'ouvriers honnêtes et toujours maintenus sous la tutelle du patronage.

Vous voyez, messieurs, combien les libérés offrent peu de ressources et combien il est difficile d'en tirer parti.

Chez ces hommes l'énergie — et j'entends par énergie non pas

un coup de force, mais cette énergie patiente qui résiste aux difficultés de la vie, l'énergie leur manque.

Et cependant, dit un rapporteur, il y a une force indéniable en eux. J'attends que l'honorable rapporteur qui a fait cette observation veuille bien la préciser ; je ne vois pas cette force qui se trouve chez les libérés, je n'y vois au contraire que de la faiblesse ; c'est surtout le caractère faible qui est la caractéristique de leur tempérament.

Si, pourtant, nous cherchons dans leur caractère quelles sont les nuances, les qualités qui peuvent présenter des valeurs utilisables, j'en trouverai deux : l'homme faible de caractère, entraîné par de mauvais milieux, des circonstances défavorables qui l'ont mis sous la coupe de malfaiteurs, et aussi peut-être quelques caractères aventureux dont le tempérament un peu ardent cadre mal avec notre organisation civilisée et dont la vigueur désordonnée peut, quelquefois, trouver un champ d'action ailleurs et donner des résultats qu'elle ne peut pas donner en France. Ces caractères là peuvent fournir quelques ressources en étant transplantés.

Il y a une autre raison qui me permettrait, malgré le pessimisme dont je suis imbu, de ne pas repousser complètement la solution coloniale : cette raison c'est, qu'en France, le commerce du casier rend le reclassement des libérés impossible. Lorsque l'Etat s'est sans nécessité, contrairement même à ses devoirs, établi comme agent de renseignements, il a créé une peine qui n'existait pas dans la loi et qui est le plus grand obstacle au reclassement du libéré, du libéré honnête (je veux parler des libérés qui ont conservé des sentiments honnêtes, qui veulent se remettre au travail et qui se trouvent dans l'impossibilité d'en trouver, par suite de la nécessité où ils sont de reproduire leur casier). L'un des rapporteurs, je crois que c'est M. Breuillac, nous dit : il faut envoyer aux colonies des condamnés *primaires*. C'est là une de ces erreurs que l'habitude du casier répand ; il n'y pas de condamnés primaires. Nous connaissons des gens qui arrivent à la première condamnation après l'avoir méritée cent fois ; nous en avons d'autres, au contraire, qui se font condamner un certain nombre de fois sans être mauvais complètement... c'est précisément parce qu'ils ne sont pas mauvais qu'il y

a une réaction qui produit un désordre chez eux, et amène des condamnations successives et immédiates. Par conséquent il faut écarter cette idée de « condamnés primaires » et nous laisser le soin d'apprécier si nous avons affaire à un malfaiteur d'occasion entraîné même plusieurs fois ou à un individu de mauvaises vie et mœurs, qui a pu échapper à des condamnations, mais qui est absolument et irrémédiablement mauvais.

A ce point de vue on peut espérer venir à leur aide en les dépaysant, en les changeant de milieu, soit en les transportant dans un pays où leurs condamnations sont ignorées, soit dans un pays où la main-d'œuvre étant moins abondante et la demande plus grande on soit moins difficile. Sans chercher bien loin, nous pouvons autour de nous observer ces faits : Pour certains travaux, où on a le choix, on est difficile ; quand, au contraire, le choix manque, comme dans certaines industries qui demandent plus de difficulté de travail, qui demandent un travail plus rebutant, plus pénible, ou bien dans des époques où la demande est considérable, où il y a un accroissement de travail plus grand, à ces moments-là on n'est pas difficile et les industriels prennent bien des gens qu'ils refuseraient en temps ordinaire.

Souvent, chez le malheureux qui se trouve sans travail en sortant de prison et qui veut se dépayser, il y a un sentiment qui le guide, c'est la honte de sa conduite passée. Celui-là, je viendrais à son secours volontiers ; la honte, c'est le commencement de la sagesse, et celui qui a ce sentiment qui lui fait tourner le dos à sa vie passée, on peut essayer de le ramener à une vie différente.

Le placement est difficile en France, à cause de la concurrence, nous dit M. Reynaud. En effet, l'abondance du travail permet seule le replacement, tandis, qu'au contraire, la concurrence considérable le rend plus difficile.

Il est donc naturel que ces malheureux rêvent d'un pays où on soit moins difficile et où ils puissent se procurer du travail.

Donc, à leur désir de déplacement, trois causes : 1° la honte du passé qui leur fait fuir les gens qui connaissent la tare dont ils sont affligés ; 2° la difficulté de trouver du travail en France : 3° l'espérance de trouver un travail plus facile et plus rétribué.

Nous allons prendre la troisième question et voir les avantages qu'ils peuvent trouver dans les colonies.

M. Vulliez, dans un excellent rapport, même très amusant, nous dit : Je veux les considérer comme tous les autres ouvriers. A un certain point de vue c'est exact.

M. Vulliez nous dit donc : Je les considère comme des ouvriers comme les autres et je les envoie dans une colonie comme l'Indo-Chine. Là, le Français qui arrive, trouve un climat intolérable qui lui interdit la plupart des professions qu'il pratiquait en France ; de plus il y a une concurrence vitale effroyable, les salaires sont pour rien... et l'auteur représente, à côté du Français qui se met à l'abri d'un soleil anémiant, le Chinois qui enlève son chapeau et qui travaille en plein air à la culture ou au transport des marchandises. Il est certain que les salaires sont moins avilis en France, et le Français qui s'est expatrié et que met en scène M. Vulliez, se dit : Mais à Marseille il y a des Italiens qui viennent travailler ; on les paye encore plus cher que les Chinois, je vais en France demander le salaire des Italiens.

Mais, ajoute M. Vulliez il y a mieux que cela : il y a des pays où est un grand courant d'émigration, des pays qui sont des colonies de peuplement où, avec de l'énergie et du bon vouloir, on peut se placer ; la voie est ouverte, c'est le Mexique, la République Argentine, le climat est le même qu'en France et le travail abondant ; il conclut : allez-donc là-bas, avec des qualités, vous arriverez, c'est l'essentiel.

Mais quelles sont ces qualités ? L'activité, l'endurance, l'ardeur au travail de l'homme qui se prête à tout genre de travail, qui prend celui qu'on lui présente sauf plus tard à en trouver un meilleur. Ce sont des qualités qui ne se retrouvent guère chez les libérés dont nous avons fait le portrait tout à l'heure.

Examinons toutes les difficultés matérielles qui attendent les libérés dans nos colonies françaises.

En Indo-Chine, il y a d'abord le climat qui rend le travail manuel impossible pour l'Européen, le travail au soleil, le travail au feu, qui exclut par conséquent une grande partie des industries ; il y a ensuite l'avilissement des salaires qui est extraordinaire ;

tout le monde sait à quel prix les Chinois travaillent, ils ne produisent pas la quantité de travail des Français, mais la différence du salaire est telle que personne n'hésite à employer l'indigène plutôt que le Français, il y a encore bénéfice. La population chinoise, la population jaune qui est acclimatée, qui supporte tout, est extrêmement dense pour les ressources du pays ; donc, pas de place pour les nouveaux arrivants.

Par contre, les Français peuvent trouver des positions plus lucratives et plus élevées qu'en France. En effet, cette population jaune n'est pas apte encore à notre civilisation industrielle. Il y a des places de surveillants, les professions libérales trouvent à se placer, les ouvriers d'art manquent ; là il peut y avoir des débouchés.

En Algérie, même au Soudan, le climat est encore tolérable ; la population européenne, la population qui pratique nos ressources industrielles n'est pas très abondante, on peut trouver des ressources

M. Genty a fait un rapport qu'on pourrait appeler le *vade mecum* de l'immigrant ; il indique d'une façon très détaillée et très précise les ressources qu'on peut trouver dans ces pays-là. Il parle même d'une chose qui est un thème habituel : les conditions agricoles de l'Algérie. Je vous avoue que, sous ce rapport, je ne le suis qu'avec timidité et réserve. Ces conceptions agricoles ont été la source de déceptions les plus indéniables ; il est difficile d'apprendre un métier, mais un métier difficile à apprendre entre tous est l'agriculture ; l'agriculture demande des habitudes qui ne se retrouvent pas ailleurs, elle demande la renonciation à bien des plaisirs de la civilisation, mais auxquels on renonce difficilement quand on y a goûté, si peu de valeur qu'ils aient. Nous voyons qu'en France, nos campagnes se dépeuplent ; si on les quitte parce qu'on a goûté à la vie des villes, nous ne pouvons pas espérer ramener à la campagne des individus qui ont l'habitude de la ville.

Il y a d'autres raisons à cela : le travail en plein air, qui est certainement le meilleur et le plus salubre qu'il y ait, présente certaines fatigues auxquelles on ne se fait pas volontiers quand on n'y est pas habitué ; il faut travailler au soleil, ce qu'est pénible

En outre, la difficulté du travail agricole c'est qu'il demande une certaine personnalité, il faut prévoir, se préoccuper de bien des choses. Les récoltes peuvent manquer. L'ouvrier, lui, est sûr de son salaire, il est sûr qu'à la fin de la semaine il aura de quoi se nourrir... et boire. Nous remarquons que dans certains pays, quand on crée une mine, les gens qui sont propriétaires du sol aiment mieux aller se placer dans la mine comme ouvriers que de continuer à se livrer à la culture. Ils renoncent à être maîtres chez eux et se domestiquent comme ouvriers, parce que, chaque semaine, ils sont sûrs de voir arriver le salaire régulier. Du reste, c'est la même chose dans la bourgeoisie. Combien perdent leur liberté pour entrer dans les fonctions publiques qui leur assurent une maigre existence avec des conditions d'existence souvent gênantes et désagréables.

Parmi les difficultés morales qui ont été signalées, il y en a qui se présentent plus particulièrement et qui sont plus importantes. M. Reynaud, qui a été longtemps médecin des colonies, nous dit qu'aux colonies, il faut que l'homme soit cuirassé contre les débuts pénibles ; il y a certaines années qui sont plus particulièrement difficiles à traverser parce qu'il y a certainement, de la part de l'immigrant, des erreurs, des à-coups qui pourront lui faire perdre sa récolte, parce qu'il n'a pas prévu certaines précautions à prendre. D'autre part, il y a les rapports avec les indigènes. On est trop facilement porté à abuser des indigènes ; si des gens qui ne sont pas tarés, les colons libres, arrivent à se transformer vis-à-vis des indigènes en exploiteurs féroces — c'est le mot dont se sert M. Reynaud — cela se retrouvera encore beaucoup plus chez des gens qui n'ont pas le sens moral très développé.

Surtout, pour ce qui est de lui-même, le libéré se trouvera bientôt en proie au découragement, ce découragement tous les Français l'éprouvent aux colonies, nous l'éprouvons même en France quand nous quittons notre pays, lorsque nous nous voyons transportés dans un milieu où nous ne retrouvons pas nos habitudes et nos amis. Cette impression, qui est remarquable chez certains soldats, qui fait qu'ils meurent de nostalgie, on l'éprouve plus encore quand on sent entre son pays et soi une longue traversée, des mers qui vous

isolent. C'est une transplantation dans un autre monde. Eh bien, celui qui éprouvera cette impression, si c'est un homme qui a été déjà mauvais, cette nostalgie le ramènera aux mauvaises impulsions qui l'ont déjà assailli. Il est isolé et l'isolement est mauvais : *væ soli*. Il faut encore tenir compte de la chaleur : la chaleur est mauvaise pour le Français, elle décourage en anémiant, elle enlève la valeur de l'homme, c'est-à-dire l'énergie.

Cette anémie est d'autant plus regrettable que là, aux prises avec la nature, avec des difficultés nouvelles qui sont grandes, il faut à l'homme une grande force d'âme. Il faut, nous dit M. Reynaud, autant de force d'âme que de résistance de corps.

J'arrive à un autre ordre de difficultés, c'est la difficulté qu'on rencontre de la part de ceux qui peuvent vous donner du travail ; je dirais presque que c'est là la plus grande difficulté qu'on puisse rencontrer.

Les négociants, les colons qui ont accepté la difficile entreprise de mettre en valeur nos colonies et qui, à ce titre, ont droit non-seulement à la reconnaissance du pays, mais aussi et surtout aux encouragements, ne se soucient pas de prendre des libérés. Croyez le bien, ce n'est pas manque de charité de leur part ; mais ils vous exposent que cela leur est à peu près impossible.

D'une part, il faut qu'ils aient confiance dans leurs employés. Si vous leur proposez un libéré comme employé de bureau ils diront : comment puis-je confier ma caisse à quelqu'un qui peut y puiser ? Comment puis-je confier mes livres à quelqu'un qui les falsifiera à mon détriment ? Et cet homme, que je ne puis prendre dans le bureau que je surveille, vous me dites de l'envoyer dans un bureau éloigné que je ne puis pas surveiller. On comprend que ces négociants refusent.

D'autre part, ils vous disent : les mauvais employés ruinent la réputation d'une maison. Si j'envoie aux colonies comme mon représentant un homme malhonnête, non seulement il pourra me porter tort à moi, me voler, mais il pourra commettre des escroqueries chez le voisin, la réputation de ma maison sera perdue, ruinée. Je ne puis donc, de ce chef encore, employer ces gens-là.

De plus, si on est un malfaiteur c'est parce qu'on est paresseux ;

l'homme courageux ne songe jamais à demander au vol ce dont il a besoin, le travail empêche de mal faire ; ces malfaiteurs seraient donc de mauvais employés, ne me les envoyez pas.

Ils vous diront encore : vous me proposez de mauvais employés alors que je puis en avoir des bons tant que j'en veux ; il faut que je commence par faire la charité aux honnêtes gens avant de la faire aux malhonnêtes ; je dois dire à ces derniers : il y a d'honnêtes gens qui vous priment, laissez-les passer, vous passerez après. Or des honnêtes gens on en trouve tant qu'on en veut ; la concurrence vitale est si ardente, si difficile en France, les professions, surtout les professions dites libérales sont si encombrées, qu'on trouve d'honnêtes gens tant qu'on veut auxquels il faut faire gagner leur vie.

Ces négociants là, Mesdames et Messieurs, nous en avons dans cette salle ; ils vous diront qu'une des plus grandes difficultés que les entreprises françaises rencontrent à l'étranger ou aux colonies c'est la mauvaise réputation des Français qui s'y sont expatriés ; cette mauvaise réputation nuit au commerce français ; pour que le commerce français reprenne sa place dans le monde, il faut qu'il présente des sujets qui puissent s'imposer aux autres, faire de la concurrence morale aux étrangers ; pour cela il faut choisir des sujets honorables.

Je ne veux pas insister sur ce point parce qu'il sera mieux expliqué par ceux qui l'ont pratiqué et qui vous indiqueront avec des détails personnels les difficultés qu'ils rencontrent et les besoins auxquels ils doivent pourvoir.

Je n'ai pas encore parlé d'un point particulier dont il a été question dans différents rapports et qui est un peu subsidiaire, c'est la question des enfants. Je dis subsidiaire car il rentre peu dans le cadre que nous devons envisager ; cependant on a pensé qu'on pouvait en parler ; je vais, à mon tour, en dire un mot.

Le placement préventif peut rendre des services. Cette question a été déjà étudiée par M. Henri Joly, au Congrès pénitentiaire de Bruxelles de 1900. On a émis un vœu, dont je n'ai pas le texte ici, auquel nous nous rallierons sans discussion. Ce que signale M. Henri Joly c'est que le placement d'enfants dans les

colonies, au lieu de diminuer les difficultés, ne fait que les augmenter... Cependant, dans l'intérêt colonial, on a pensé que puisque les colons français manquent en Algérie et en Tunisie, il serait bon d'y transporter les enfants et de créer ainsi une race de colons. Eh bien, si on prend des enfants tarés, ce sont des éléments de trouble que les établissements refusent. On peut les placer chez des fermiers. (Cela se fait en France tout aussi bien qu'en Algérie et en Tunisie), l'enfant n'est placé que pour être exploité. Il faut donc faire un choix de sujets, éliminer tous ceux qui sont mauvais et ensuite créer un salaire pour ces enfants. De plus il faut, l'expérience l'a indiqué, qu'on prenne des enfants qui sont jeunes et pouvant plus facilement se plier à la règle de l'établissement où ils sont, s'intéresser à ce qui s'y fait et aimer leurs maîtres.

C'est l'expérience qui a été tentée à Sainte-Marie du Zit, en Tunisie, et qui a donné des résultats que je laisse à M. Joly le soin d'expliquer.

Ce choix des sujets — M. Valran vous l'a signalé avec détails dans son rapport — ne peut s'appliquer ni aux arriérés, ni aux névrosés, ni aux citadins.

M. Valran nous a cité les *Scattered Home*... S'il ne faut pas abuser de ce qui se passe à l'étranger, il est bon, néanmoins, de voir ce qui s'y fait, sans vouloir tout de suite conclure pour la France.

Les *Scattered Home*, à Scheffield, sont des maisons de famille dans un grand domaine colonial avec une école qui assure l'instruction à l'enfant...

Parmi les caractères très particuliers de cette institution, je vous signalerai que la ferme anglaise a un élément moral qui manque à notre ferme française, c'est l'élément religieux. La race anglaise est profondément religieuse ; la religion, chez elle, constitue un des éléments de la famille. L'enfant trouve dans la famille l'intimité complète que donne le lien religieux, car religion ne signifie rien autre chose que lien. Cet élément établit un lien de plus entre l'enfant et la famille où il se trouve.

Dans nos fermes françaises il y a une chose dont il faut tenir compte : c'est que le paysan passe beaucoup trop de temps au

cabaret ; s'il y amène l'enfant, il le gâte tout de suite ; s'il ne l'amène pas avec lui, il le laisse seul et alors l'éducation disparaît.

M. Valran va plus loin dans ce système : il voudrait qu'en acclimatant des enfants dans une colonie on les prépare à une acclimatation progressive pour d'autres colonies. Je crois que c'est un rêve. Si les Corses, si les Provençaux, même, qui sont habitués à supporter certaines chaleurs peuvent s'acclimater ailleurs plus facilement que d'autres, il n'en est pas de même d'un homme du Nord, ce n'est pas parce qu'il aura été élevé en Algérie que son tempérament sera changé.

Il faut arriver aux conclusions...

M. Bergasse :

L'envoi des libérés aux colonies rencontre de sérieuses objections, mais nous croyons néanmoins que, si restreint soit-il, un débouché existe aux colonies pour les libérés et qu'il peut être utilisé.

M. Gramaccini conclut ainsi :

Dans l'état actuel des choses, le placement des libérés dans nos colonies sera forcément limité à un petit nombre et il est à craindre que les résultats aient des conséquences à peu près insignifiantes au point de vue général.

L'idée cependant ne doit pas être rejetée.

M. Reynaud nous dit :

Les forces indéniables qui existent en eux peuvent être mises à profit et l'œuvre de réhabilitation commencée en France pourra être continuée dans une colonie si... leurs vices sont contenus par une surveillance toujours en exercice.

M. Breuillac :

Notre intervention devra être éclairée et certains individus devront seuls en bénéficier.

M. Henri Joly :

Certains émigrent d'eux-mêmes ; mais ceux-là se divisent en trois catégories :

Les uns succombent à la misère sans profit, à moins qu'ils ne se fassent rapatrier.

D'autres vivent d'usure, de chantage, d'escroquerie... etc.

Quelques-uns arrivent à se placer honnêtement.

Par conséquent, tous les rapporteurs sont unanimes ; que l'émigration aux colonies ne peut être encouragée que pour un petit nombre de cas ; il faut une sélection très rigoureuse.

La seconde condition que nos rapporteurs demandent, et sur ce point encore, ils sont unanimes, c'est qu'avant d'envoyer quelqu'un aux colonies il faut lui assurer du travail. Si le libéré arrive dans une colonie sans avoir du travail, il peut être immédiatement repris par ses vices.

Quel travail faut-il leur donner ?

Beaucoup de nos rapporteurs parlent du travail intellectuel, des professions libérales. M. Breuillac repousse cette idée et je partage entièrement sa manière de voir. Par exemple, en France, nous avons des journalistes de toute nature, c'est une profession qui n'est pas limitée ; sans médire des très-honnêtes gens qui sont journalistes, on peut dire que la profession est accessible aux malhonnêtes gens. En Nouvelle-Calédonie nous avons des journalistes qui sortent du bagne; je ne les citerais pas comme une profession qu'il faille encourager. Au contraire, un travail manuel, mécanique, qui fatigue l'homme, qui ne lui donne pas une haute idée de sa personnalité peut le ramener dans une voie honnête. Ce que je crains dans les professions libérales, c'est la trop grande facilité à commettre un nouveau délit ; l'usure, le chantage, l'escroquerie sont les procédés ordinaires de ceux qui remplissent ces professions lorsqu'ils sont en détresse. Au contraire, celui qui se livre à un travail qui brise le corps, qui humilie un peu l'homme en le mettant dans le cadre le plus vulgaire, celui-là on pourra le ramener au bien car *la modestie et l'humiliation sont des conditions de relèvement moral*.

Pour trouver ce travail, il faut créer dans les colonies des Sociétés de Patronage avec un office de correspondance, afin que la Société de Patronage de la métropole sache si dans la colonie il y a du travail et que, s'en étant assurée, elle y expédie les libérés. Mais

cela demande pas mal de temps. Lorsqu'il s'agira d'une place en Nouvelle-Calédonie, par exemple, il faudra trois mois pour y pourvoir; il est à craindre qu'il soit difficile de trouver des maisons qui attendent des employés pendant trois mois. Mais, enfin, ce n'est pas toujours impossible. Il y a certains travaux pour lesquels on peut prévoir à l'avance les emplois ; lorsqu'il s'agit de la construction d'un chemin de fer, d'une ville, on peut s'adresser à l'avance pour avoir des terrassiers, des maçons et trouver des libérés.

Mais ce n'est pas tout d'avoir l'agence qui cherche le travail pour les libérés; il faut aussi que la surveillance se continue. C'est une chose que demandent tous les rapporteurs : il est nécessaire que la surveillance de la Société de Patronage soit active là-bas ; si le libéré retrouve dans la colonie son mauvais milieu il est repris par ses vices ; s'il est isolé il se décourage. Que sera cette Société de Patronage ?

Si cela est possible on pourra constituer une société laïque ; mais ce n'est pas toujours possible, car la population européenne est rarement assez nombreuse pour qu'on puisse trouver des gens de bonne volonté pouvant constituer une société de patronage.

Dans ces conditions, M. Joly signale l'administration militaire. Nous connaissons le dévouement de nos militaires coloniaux ; ce qu'ils voient, c'est le drapeau de la France pour lequel ils combattent et qu'ils considèrent comme la représentation de la patrie, ce que nous considérons tous ainsi, mais de plus, pour eux, c'est la transplantation de la patrie. De même qu'un ambassadeur retrouve son pays dans le palais de l'ambassade ; de même que sur un bateau le pavillon fait de ce bateau un morceau de la patrie, de même à l'étranger, où le drapeau est planté sur la mairie, là est la patrie.

Les soldats qui sont toujours à combattre pour la patrie sont encore plus naturellement pénétrés insensiblement, involontairement, de ce sentiment... Les officiers, dans les colonies, sont les pionniers avancés de la civilisation, ils sont en avant des quartiers habités... il n'y a souvent dans les postes avancés, en fait de Français, que le chef de poste, c'est-à-dire un sous officier escorté de trois ou quatre soldat noirs de figure mais, Français parce qu'ils

servent sous le drapeau français, d'ailleurs, avec la fidélité et l'orgueil qu'on doit avoir quand on est Français et militaire.

Les officiers français sont donc les premiers auxquels on puisse s'adresser. Actuellement, lorsqu'un Européen, un Français surtout, se présente à eux pour faire certains travaux, ils demandent le casier judiciaire ; mais, comme il faut le demander en France, que cela demande assez de temps, ils emploient immédiatement l'individu qui se présente, qui a très souvent une tare. Lorsque cet ouvrier a été employé quelque temps, si on voit qu'il travaille bien, on le garde ; il y a une tolérance très grande, dont notre cher président d'honneur, M. Voisin, a été témoin bien souvent. Les officiers français sont indulgents, ou plutôt pleins de pitié et sont heureux de contribuer au relèvement de ceux qui leur sont confiés. Ce sont nos auxiliaires les plus dévoués pour le patronage.

Et je puis dire que le bien que nous faisons, c'est surtout pour ceux que nous confions à nos officiers. Nous n'avons de résultats véritablement heureux, à part de rares exceptions, que pour ceux que nous avons faits soldats.

En avant des militaires, dans les pays qui sont encore sauvages et où ne pénètre pas encore l'administration française, on trouve encore des Français, ceux-là sont des grand'gardes : ce sont nos missionnaires, quelle que soit leur religion. Ceux-là servent encore le pays avec l'esprit de sacrifice qu'ont les soldats et même avec une abnégation encore plus grande. Ils sont dans les pays neufs, dans les pays où peuvent aller encore ceux qui veulent fuir la civilisation qui les a perdus. A ceux-là encore on peut s'adresser. Leur qualité, leur situation, leur religion, les fonctions qu'ils exercent leur commandent le pardon et le relèvement, surtout le prêtre catholique, dont la mission la plus sainte est le droit de pardon ; vous ne voulez pas que celui-là ne soit pas accessible à la pitié pour les libérés, c'est son devoir, et quand il a reçu un homme et lui a dit : tu es pardonné, il doit lui tendre la main et le ramener au travail et à la vie. Quand il fait cela il lui fait le plus grand bien qu'il soit possible de lui faire : il le désisole ; le prêtre, le missionnaire, surtout, ne peut pas repousser un homme ; il conserve des relations avec lui, il lui parle, il a avec lui des rapports d'homme à homme.

Tous nos rapporteurs vous ont signalé que l'un des plus grands dangers que l'homme puisse courir dans les pays neufs c'est de se sentir isolé et d'être repris par le découragement, par la nostalgie et puis par ses mauvais instincts qui lui viennent au cerveau. Au contraire, s'il voit un homme qui le traite comme son semblable, auprès duquel il retrouve l'honnêteté, il subira la contagion de l'honnêteté qui peut le relever, et le missionnaire, qui est le seul Européen, le seul Français de ce pays, est le seul auquel il puisse s'adresser pour lui procurer du travail.

Mesdames et Messieurs, il est d'usage de terminer par des vœux.

Pour les enfants je n'ai pas voulu émettre de vœu, la question a été déjà traitée au congrès pénitentiaire de 1900; on a voté à ce moment un vœu qui s'impose en quelque sorte à nous, je n'en ai pas le texte, M. Joly vous le résumera et peut-être n'est-il pas nécessaire de le remettre aux voix puisqu'un congrès l'a déjà voté. Je reviens donc aux vœux qui me semblent devoir être la conclusion de nos rapports :

1° *Les sociétés de patronage ne peuvent envoyer dans les colonies que des hommes ayant un tempérament qui puisse s'adapter à la colonie choisie et un état moral offrant des garanties suffisantes de relèvement, ayant surtout le goût et l'habitude du travail.*

2° *On ne devra envoyer dans les colonies que des ouvriers d'art ou d'industrie capables d'exercer utilement leur métier ;*

3° *Avant le départ ils subiront un temps d'épreuves qui permettra, en attendant l'occasion d'un emploi, de les observer et de connaître s'ils remplissent réellement les conditions requises. Cette période d'épreuve donnera le temps nécessaire pour refaire le tempérament anémié par la détention, pour relever leur moralité par le contact avec les membres du patronage, pour les perfectionner dans leur métier ;*

4° *Ils devront être placés isolément dans les colonies ;*

5° *Ils ne seront mis en route que sur l'offre ou l'avis de vacances d'un emploi d'ouvrier d'art ou d'industrie ou de surveillance, seules professions accessibles aux Européens ;*

jamais ils ne devront être envoyés à l'aventure, même et surtout avec un pécule ;

6° Les renseignements nécessaires pour le placement des libérés seront recueillis par les sociétés de patronage de la métropole, qui, à cet effet, provoqueront la création dans chaque colonie de sociétés correspondantes ou y choisiront des représentants ;

7° Les sociétés de patronage coloniales ou les représentants des sociétés métropolitaines se chargeront de suivre le libéré, de le surveiller, de l'assister matériellement et moralement et se tiendront en correspondance constante avec les sociétés qui leur auront confié des libérés.

M. LARNAC. — Mesdames et Messieurs, vous avez suivi avec un grand intérêt les explications qui vous ont été données par M. CONTE qui a remplacé le rapporteur général, je vous demande la permission de fournir à mon tour quelques explications.

Ceux qui fréquentent les prisons de Paris ou des départements pourront vous dire qu'ils se sont trouvés quelquefois en présence d'individus leur demandant d'être envoyé aux colonies; cependant je dois constater, moi qui visite régulièrement les prisons de Fresnes et de Poissy, que très peu de gens demandent à s'expatrier. Il ne faudrait pas s'imaginer qu'il y ait un enthousiasme général pour quitter la France même quand on réside dans une cellule de nos prisons. Cependant il y a quelquefois un détenu qui demande à s'expatrier et qui me dit : « Monsieur, je n'ai pas de famille, je n'ai pas d'amis, je considère que par ma faute j'ai compromis mon avenir, je demanderais à aller dans les colonies. » Je lui réponds : « Mon garçon, je le voudrais bien, mais vous envoyer aux colonies c'est assez difficile, je ne peux pas vous prendre comme un pigeon dans l'arche et vous faire traverser l'océan, il faut pour cela beaucoup d'argent. il faut que vous soyez reçu par quelqu'un, on ne peut pas vous abandonner à votre sort. » Alors que faire ?

Messieurs, notre *Société Centrale de Patronage pour les Libérés* avait la bonne fortune, il y a trois ans d'avoir au Ministère des Colonies son président l'éminent et honorable M. ALBERT DECRAIS. L'idée me vint de lui demauder de quelle facon on pour-

rait s'y prendre pour envoyer des libérés à Madagascar.... C'est une colonie que je n'ai pas encore entendu mentionner ici et dans laquelle il peut y avoir intérêt à envoyer des libérés. J'exposais à M. DECRAIS ma façon de penser, il l'approuva entièrement, il m'adressa même au lieutenant-colonel LYAUTEY qui se trouvait en ce moment à Paris, c'était au temps de l'Exposition.

J'allais trouver le lieutenant-colonel qui me reçut fort bien, cela va sans dire, et qui me dit : « Moi, Monsieur, au point de vue militaire et civil, quelles que soient les nécessités de la discipline, je penche du côté de l'indulgence. »

M. le colonel LYAUTEY me parla de Madagascar, il me dit: « Oui, il y a quelque chose à faire pour envoyer des libérés à Madagascar, seulement il y a là des Malgaches et des coolies, et faire travailler des blancs à des travaux de terrassement c'est compremettre la domination française... je ne sais pas, m'a-t-il dit, si vous me comprenez ? Pour tout Malgache, un homme qui travaille à un terrassement est un manœuvre et même un esclave ; nous ne pouvons donc faire travailler des blancs aux terrassements à côté des Malgaches et des coolies. C'est, ajouta-t-il, ce qui vous explique que Madagascar qui est un pays aussi grand que la France, la Belgique et la Hollande réunies, puisse être gouverné par seulement trois mille hommes de troupe ; nous avons besoin que notre influence demeure absolument intacte en pays conquis. »

Il me parla alors de la situation de Madagascar et me dit : « Surtout ne nous envoyez pas de vagabonds, vous avez de la difficulté à les placer en France, nous n'en voulons pas à Madagascar. Voici comment on pourrait opérer : on pourrait créer une société de patronage à Tananarive, par exemple, on en donnerait la direction au directeur du Comptoir d'Escompte, qui était à ce moment M. DUFLOS; on formerait un comité dans lequel on aurait soin de mettre un curé et un pasteur, parce qu'il parait que dans ce pays il faut éviter les rivalitée de confessions, il est essentiel — le gouverneur général, le général GALLIÉNI y tient - il est est essentiel qu'il n'y ait pas de zizanies, ce qui malheureusement peut arriver entre les différentes confessions. »

Le général GALLIÉNI fut consulté ainsi que M. le secrétaire géné-

ral civil du gouverneur de Madagascar. La consultation fut favorable à la demande que nous avions adressée.

Malheureusement jusqu'ici nous n'avons rien pu faire au point de vue pratique, l'acceptation n'ayant été que verbale, Je poursuis à ce sujet des négociations qui peuvent aboutir.

Je fus envoyé par le lieutenant-colonel LYAUTEY chez M. le colonel ROQUES qui était et est encore aujourd'hui le directeur général des travaux publics à Madagascar, car le lieutenant-colonel m'avait dit : « Vous feriez bien de voir les différentes professions ; par exemple nous ne voulons pas d'employés de commerce.» Pas d'employés de commerce ! Or ce sont eux le plus souvent, je dois le dire, qui me demandent à aller dans les colonies, il est souvent arrivé qu'un employé de commerce qui était au Bon Marché ou ailleurs et qui avait commis des abus de confiance, m'a dit : « Je voudrais m'expatrier. » Par contre j'ai remarqué qu'il est rare qu'un serrurier, un manouvrier demande à aller dans les colonies. A ce moment, j'ai fait le relevé de toutes les professions qui se trouvaient dans les prisons de Fresnes et de Poissy, j'ai trouvé 18 employés de banque, 8 mecaniciens, 8 journaliers, 2 employés du gaz, 4 valets de chambre, 3 vignerons, 5 garçons de café, puis des couvreurs, des peintres, des garçons pharmaciens, 1 ingénieur.

Je reviens à l'entrevue que j'ai eue avec M. ROQUES au Ministère des Colonies. M. ROQUES me dit : « Nous faisons construire en ce moment un chemin de fer de Tamatave à Tananarive, je veux bien faire une expérience, vous pouvez m'envoyer des libérés, non pas en masse, mais par petits paquets de trois ou quatre ; ces libérés ne devraient pas avoir plus de 35 ans ; pour chaque émigrant vous auriez la bonté d'écrire un mois avant le départ du paquebot au directeur des travaux publics, c'est-à-dire à moi ; lee émigrants à leur débarquement, seraients envoyés à l'administrateur de la province auquel le Ministre des Colonies adresserait une circulaire, les prévenant. Les émigrants devraient être munis de certificats et de pièces pouvant leurs travaux dans la métropole. La Société de Marseille, dont l'honorable M. CONTE est président, serait chargéé, et sera chargée, je l'espère d'embarquer les émigrants.

Seulement M. ROQUES ajouta : « Je veux bien m'occuper de vos

libérés sans vous demander ce qu'ils ont fait, mais il faut pourtant que je ne perde pas de vue que leur emploi dans la construction du chemin de fer, soit comme terrassiers, soit comme menuisiers, n'est que temporaire ; ils doivent considérer le travail que je leur donnerai seulement comme une préparation, comme un stage les préparant à avoir plus tard une situation indépendante soit dans les industries privées, soit chez des colons, soit à leur propre compte. Il y aurait ainsi une Société de patronage à la tête de laquelle serait un officier général car, comme le disait M. CONTE, c'est un hommage qu'il faut rendre à l'armée, elle s'occupe toujours de ce qui peut relever l'homme et le rendre à sa dignité, même à celle qu'il a perdue.

Maintenant à côté de cela, il y a une question très grave, c'est celle du nerf de la guerre ; vous ne pouvez pas envoyer même un petit paquet de détenus sans argent. Tout dernièrement, au Ministère des Colonies, on m'a dit : Si le général Gallieni, qui a des fonds en caisse, veut envoyer de l'argent pour le transport des libérés, cela marchera très bien. J'ai demandé alors : « Que faut-il pour envoyer un homme à Madagascar ? » On m'a répondu : « Il faut à peu près 200 francs. »

J'ajoute qu'il y a à Paris, au Palais Royal, l'Office Colonial qui dispose d'une centaine de mille francs qu'il réserve à l'envoi d'ouvriers et de manœuvres dans les colonies et peut-être même à Madagascar.

Enfin cette question d'argent est une grave question. Nous ne pouvons envoyer un libéré dans une colonie sans lui donner de quoi vivre le lendemain. Le libéré qui irait à Madagascar, qui serait pris par le gouvernement... car ici ce serait le gouvernement, et pour ma part je serais heureux que le gouvernement de la République française fît quelque chose pour nos Sociétés de patronage dans les colonies françaises... ce libéré aurait deux francs par jour, la ration et le barraquement. C'est déja quelque chose, mais aller chercher deux francs par jour, la ration et le barraquement à quelques milliers de kilomètres par delà des mers !... je crois que j'avais raison de vous dire que ceux qui réclament la colonisation ne sont pas nombreux. Vous me direz : on trouve ailleurs les deux

francs par jour, mais on ne trouve pas la ration et le barraquement. C'est possible, mais enfin il y a des difficultés qu'il faut prévoir.

Voilà ce que j'avais à vous dire. Je crois que nous pourrions peut-être en tirer parti pour faciliter l'émigration des libérés qui demanderont à partir pour l'étranger.

Il y a une autre grande question. Je viens de vous parler des petits paquets, mais il y a aussi les gros paquets qu'il faudrait expédier. On parlait hier du patronage préventif, c'est celui qui concerne les jeunes gens de 14, 15, 18 ans... Ce que vous disait hier M. Albanel est juste ; il y a ces petits poissons dont on s'occupe, ils deviendront grands. Qu'arrivera-t-il ? ils seront amendés précisément par les précautions que proposait M. Albanel, par ces sociétés familiales, par ces tuteurs moraux qui s'occuperont d'eux ; mais en attendant qu'ils grandissent, nous sommes en présence de jeunes gens de 15, 16, 18 ans qui sont déjà grands et qui commettent des crimes tous les jours ; vous n'avez qu'à ouvrir un journal pour voir que les plus grands criminels à Marseille, à Lyon, à Paris, surtout à Paris, sont de petits jeunes gens. Qu'allons-nous en faire ? Il faudrait pourtant s'en débarrasser.

S'ils étaient soldats ils ne seraient plus tard ni assassins, ni voleurs ; on s'occupe beaucoup des libérés, des gens qui ont été en prison, mais on ne s'occupe pas de ceux qui n'y sont pas encore allés. Il est certain, Messieurs, que nous devons nous occuper de celui qui est allé en prison ; mais nous devons aussi nous occuper — et cela devrait être mis à l'ordre du jour d'un prochain Congrès — de celui qui ne doit pas être un libéré, auquel il faut fermer la porte de la prison, qui n'a ni famille, ni parents, et qui certainement ira en prison si on ne lui barre pas la route en lui disant : tu n'iras pas plus loin. Comment faut-il faire pour qu'il ne puisse aller plus loin ? Si on le peut il faut l'envoyer dans les colonies. Je disais un jour au très éminent M. Bérenger : « Ne croyez-vous pas qu'il y ait quelque chose à faire dans ce sens ? Je ne voudrais pas qu'on fît une rafle monstre, mais cependant cela serait peut-être utile pour débarrasser notre pays. »

M. Bérenger me répondit : « Le Ministre de la Guerre ne voudrait pas de ces gens-là... » Il n'en voudrait pas ! mais nous ne lui présenterions pas des libérés, des gens qui ont fait de la prison, nous lui présenterions des hommes qui peuvent tomber, des hommes qui n'ont pas de famille, qui sont repoussés par leurs parents, et nous lui dirions : faites des enrôlements anticipés. Il y a là certainement quelque chose à faire.

Pour cela il faut une loi. J'ai été sur le point de rédiger une pétition à la Chambre dans ce but. Un honorable sénateur m'a dit : « Jamais je ne voterai pareille chose parce que je respecte la liberté individuelle. »

Moi aussi je la respecte. Mais pour moi, jamais un soldat n'a été un homme abaissé, au contraire. Eh bien si je dois faire de ce malfaiteur de 18 ans un soldat, je ne l'humilie pas, il me semble au contraire que je le relève.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'avais à dire au sujet des colonies. J'espère que les négociations que nous avons entreprises au sujet de l'envoi de libérés à Madagascar auront une heureuse issue.

M. Henri Joly. — Mesdames et Messieurs, M. Conte a été si complet que je ne voudrais pas reprendre le circuit qu'il a parcouru ; je me tiendrai donc sur le terrain circonscrit où il m'a d'ailleurs appelé et, pour donner une forme plus concise et plus abrégée à ce que j'ai à dire, voici comment je résumerai à l'avance ma petite communication :

Je dis à toutes les personnes qui sont ici : essayez de trouver autour de vous quelque orphelin dont le sort soit menacé, dont l'avenir soit incertain, et si vous voulez bien me le proposer, je serai enchanté de l'accepter comme j'ai accepté celui que M. Conte a bien voulu me proposer hier. Je vais vous dire en quelques mots où ira cet enfant, quels sont les enfants dont je me charge, ceux dont je ne me charge pas, et ce que nous faisons de ceux dont nous nous chargeons.

Je dis « je » et je dis « nous, » je vous demande pardon d'employer indifféremment ces deux expressions. En effet j'agis et je parle au nom d'une Société que beaucoup d'entre vous connaissent et qui est la *Société d'Economie Sociale de Paris*. Cette Société a reçu un legs dont les arrérages doivent être employés à envoyer dans

une colonie française, sous sa responsabilité exclusive, des enfants qui seraient menacés de l'abandon.

La *Société d'Économie Sociale* a pensé qu'elle ne devait pas et qu'elle ne pouvait pas fonder un établissement. Elle m'a chargé d'aller en Tunisie et de m'entendre avec un établissement existant déjà. La chose a été faite et voici plusieurs années que nous envoyons là-bas des enfants ; nous avons même déjà commencé à en marier.

Tout d'abord quels sont les enfants que nous ne prenons pas ? Nous ne pouvons dans les conditions où nous sommes prendre des enfants ayant dépassé 14 ans, ils ne s'acclimatent pas et il arrive inévitablement au bout de peu de temps une sorte de crise.

M. LE PRÉSIDENT. — Il me semble que la question qui est en discussion aujourd'hui n'est pas celle que vous traitez, il s'agit de l'envoi aux colonies comme mode de patronage.

M. HENRI JOLY. — Je vais répondre à votre objection, M. le Président. Je crois qu'il est dans l'esprit du Congrès qu'en ce qui concerne l'enfance la bienfaisance doit se substituer de plus en plus à la répression et qu'il y a un grand nombre d'enfants qu'il s'agit de recueillir, non pas après la sortie de prison, mais avant l'entrée en prison.

Si le Congrès ne veut s'occuper que des enfants qui ont été arrêtés et non de ceux qu'il faut empêcher d'être arrêtés, je renoncerai à la parole ; mais si le Congrès veut considérer, comme on l'a fait déjà, qu'il faut empêcher les enfants d'entrer en prison, je crois que ce que je dis peut avoir un certain intérêt. Puis-je continuer ?

M. LE PRÉSIDENT. — Parfaitement.

M. HENRI JOLY. — Nous nous occupons donc de l'enfant qui n'a pas été en prison, nous voulons l'empêcher d'y aller. Suivant les intentions de notre bienfaiteur, nous prenons des enfants qui sont suffisamment abandonnés pour qu'on craigne pour eux un mauvais avenir ; alors nous intervenons pour leur procurer hors de France une situation qui leur épargne les aventures de la vie errante et les prisons de la métropole.

Eh bien, lorsque les enfants sont arrivés à 14 ans, et à plus forte raison à 15 ans, nous avons constaté que nous ne pouvions pas

utilement les conserver et les employer dans la colonie où nous les plaçons. Cependant nous avons choisi la colonie la plus saine, la plus rapprochée, c'est la Tunisie. En Tunisie, la question d'acclimatation n'existe pour ainsi dire pas, le trajet est court, la dépense n'est pas forte, et enfin nous avons considéré qu'il y avait un intérêt de premier ordre à mettre de jeunes Français dans ce pays où, contre 25 ou 30.000 Français, il y a 75.000 Italiens. Malgré tout nous ne pouvons pas y envoyer et y conserver des enfants ayant dépassé 14 ans. Ceux qui demandent à y aller sont, il est vrai, assez nombreux, ils sont contents de faire le voyage, de compléter leur enseignement géographique par un séjour en Tunisie, mais au premier ennui, quand les prend la nostalgie de la grande ville, ils demandent à revenir.

Nous avons les mêmes difficultés avec des enfants qui ont encore leurs parents. Il ne manque pas de parents qui viennent nous dire : « Nous voudrions que notre enfant allât aux colonies, nous nous proposons même de le rejoindre aussitôt que nous le pourrons. » C'est là une façon détournée de faire élever gratuitement son enfant, en se réservant de le reprendre à 16 ou 18 ans. Il est inévitable que l'enfant que nous envoyons là-bas ait à un moment donné une crise d'ennui, il a une punition, il a un désespoir, un grief réel ou imaginaire ; un jour ou l'autre, la fantaisie lui prend de revenir, il écrit à ses parents, il calomnie l'établissement, il envoie un grand nombre d'histoires qui sont accueillies avec un écho grandi. Alors en présence des inconvénients qui surgiraient inévitablement, on prend le parti de le laisser partir, et tous les frais de voyage sont perdus.

Nous prenons donc des enfants, autant que possible, orphelins jusqu'à 14 ans, orphelins ou en situation d'orphelins, c'est-à-dire dont la père est inconnu, dont la mère a disparu depuis cinq, six ans. Alors nous savons que cette petite crise d'ennui que l'enfant éprouvera disparaîtra vite et qu'on le conservera.

Que faisons-nous de ces enfants ? Nous les envoyons dans un établissement qui a été fondé par un prêtre séculier de Lyon, M. l'abbé BOISARD ; il dispose de plus d'un millier d'hectares dont la moitié est défrichée. Les enfants reçoivent ainsi l'éducation

agricole. Nous prenons l'enfant gratuitement, nous l'envoyons à nos frais à Lyon où l'abbé BOISARD a un établissement ; là, on l'examine, et, s'il convient, on attend une occasion favorable pour le diriger sur la Tunisie.

J'ajoute que depuis quelques temps l'établissement de Tunisie s'est adjoint des sœurs franciscaines qui d'abord soignent les enfants dans la colonie de garçons et puis qui, il y a quelques temps, ont fondé à côté une colonie de jeunes filles pour, plus tard, marier les uns et les autres ensemble.

Nos jeunes gens grandissent. Ils ont des cultures variées, l'élevage, la vigne, les céréales ; on en fait d'honnêtes et braves cultivateurs ; on les conduit jusqu'au service militaire qui, en Tunisie, ne dure qu'un an. Avant, pendant et après le service militaire nous avons pour s'occuper de ces jeunes gens une Société de patronage à Tunis ; cette Société de patronage est composée de trois personnes : le secrétaire général du bey de Tunis, M. RÉMY, le secrétaire général du Comité de peuplement français, M. JULES SAURIN, et le fils de notre éminent collègue, M. GEORGES PICOT.

Lorsque le jeune homme sort du régiment, la colonie est disposée à le reprendre ; elle le prend soit comme moniteur, soit comme chef de culture. Enfin, lorsque ces jeunes gens sont arrivés à l'âge convenable, on leur constitue un métayage, à moins qu'on ait trouvé pour eux dans une grande concession ou exploitation une occupation qui leur convienne et leur suffise.

Notre établissement est encore assez jeune et nous n'avons pas encore pu fixer et établir un très grand nombre d'enfants ; cependant nous avons fait nos premiers pas dans la voie nécessaire, c'est-à-dire que nous avons déjà marié un pupille. Ce pupille nous l'avons doté. D'abord chaque année nous donnons une dot de 1.200 francs au plus méritant. Comme chacun de ceux qui ont travaillé à la colonie et qui ont fait leur service militaire peut disposer, sur les économies de son pécule, de 800 ou 1.000 francs, il s'ensuit que notre petit métayer modèle peut commencer avec une somme d'au moins 2.000 francs.

L'an dernier donc, nous en avons marié un, et, le mois prochain, nous en marierons encore un.

Vous me demanderez comment on peut marier ces jeunes gens. Il y a un procédé que sans doute nous emploierons bientôt et qui m'a été signalé par une sœur de Saint-Vincent-de-Paul ; elle me racontait qu'elle avait participé à des créations d'orphelinats de garçons et de filles à Smyrne. Je ne sais si elle se souvenait des vendanges de Provence et du pays de Mireille, mais elle trouvait ce système très ingénieux : au moment de la vendange on faisait venir les jeunes filles de l'orphelinat et les garçons de l'autre orphelinat qui paraissaient en âge de se marier et on leur faisait faire les vendanges ensemble. Les garçons remarquaient les jeunes filles qui étaient propres et laborieuses, les jeunes filles remarquaient les jeunes gens qui étaient bons travailleurs et suffisamment réservés ; lorsque la vendange était terminée, la supérieure acceptait les propositions et les mariages se faisaient.

C'est un procédé que je n'ai pas laissé tomber et que nous emploierons certainement.

Mais l'année dernière, comme nous n'avions pas beaucoup de jeunes filles assez grandes pour faire les vendanges, nous nous sommes adressés à la supérieure des Franciscaines qui a bien voulu nous donner une jeune fille. J'ai eu le très grand honneur et le très grand plaisir d'aller, avec mon habit noir et ma cravate blanche, donner le bras à la jeune mariée qui a été bénie par l'archevêque de Tunis.

Vous seriez peut-être aises de savoir la situation faite à notre premier couple, la voici :

C'est un peu de la féodalité. Dans ce temps-là on donnait à des conquérants, à des chefs, de grands domaines qu'ils se chargeaient de défricher ; puis quand ils en avaient plus qu'ils ne pouvaient en cultiver, ils en concédaient et ils établissaient de petites communes. L'histoire se recommence toujours. Les circonstances ont fait que la colonie où nous nous trouvons a été constituée très largement. De riches Lyonnais avaient acheté à bas prix des domaines immenses. Quelques-uns d'entre eux dirent à un prêtre de Lyon : nous n'avons pas de clergé en Tunisie, essayez donc d'établir une église, nous vous donnons 500 hectares... La chose fut acceptée. Peu à peu le domaine s'agrandit, et il compte aujourd'hui 11 ou

1200 hectares dont 500, je l'ai dit sont défrichés. Lorqu'on a en vue le placement d'une petite famille, on lui défriche un certain nombre d'hectares, on lui bâtit une maison et on lui constitue un métayage.

En ce qui touche le jeune homme que nous avons marié l'année dernière, on lui a bâti sa maison qui a coûté 1.800 francs, puis on lui a donné 70 hectares. Il est obligé de planter 50 arbres tous les ans. Il a à sa disposition le jardin fruitier, la basse-cour et il a naturellement à payer le principal propriétaire en fruits ; mais le traité lui est très avantageux : il garde les deux tiers des céréales et la moitié du reste. On a calculé que si, après avoir vécu, il voulait payer par des annuités, il ne lui fallait pas plus de 15 annuités pour racheter son métayage. De sorte que, entré à 25 ans, il peut à 40 ans être propriétaire du tout.

L'année dernière j'ai eu le plaisir de voir sous leur habit militaire des jeunes gens qui faisaient leur service à Bizerte et qui bientôt vont nous fournir, à leur tour, de jeunes métayers. C'est encore la supérieure des Franciscaines qui nous réserve la fiancée de cette année ; car à la noce de l'année dernière, garçons et demoiselles d'honneur ont fait connaissance et, nous le savons, le souvenir n'en est pas perdu chez tous.

Mesdames et Messieurs, généralement dans les œuvres semblables on quête de l'argent pour pouvoir entretenir l'œuvre ; notre situation à nous est l'inverse : nous avons de l'argent mais nous n'avons pas suffisamment d'enfants. Par conséquent, je suis ici un solliciteur d'une espèce assez rare, je crois : je ne demande pas d'argent, je demande des enfants pour pouvoir utiliser notre argent. M. Conte a bien voulu m'en promettre deux ; mais nous avons encore de la place, nous avons — je dirai hélas ! — des économies accumulées et nous voudrions les dépenser... (*Rires.*)

Eh bien ! ces enfants là ne sont pas des malfaiteurs, mais enfin — je tiens à le dire, car j'ai été sensible à l'observation de M. le Président — certainement la plupart d'entre eux en France, seraient devenu des malfaiteurs si nous ne les avions pas recueillis.

Maintenant j'espère que ces enfants qu'on me procurera on les choisira avec quelque discernement. Il y a des enfants qui sont

extrêmement précoces, je vous citerai un exemple qui justifiera les mots que je me suis permis de prononcer « avec discernement » : Il y a un an je me trouvais à Troyes, je quêtais des enfants. On m'en amène deux, deux orphelins âgés l'un de 11 ans, l'autre de 9 ans ; ils n'avaient plus ni père ni mère, ils m'étaient amenés par une tante qui était tout ce qu'il y a de plus disposée à s'en débarrasser. Je demande d'abord au plus grand s'il veut aller en Tunisie, il répond qu'il y mourrait d'ennui. L'autre m'avait entendu raconter à sa tante que lorsque les enfants étaient devenus grands on pouvait leur donner là-bas une ferme, un métayage. Eh bien savez-vous ce qu'il me dit ? Il me dit : « Alors, quand on a cela on peut le vendre pour se procurer de l'argent ? » Je le répète, il avait 9 ans Je ne sais pas s'il avait entendu la théorie, mais en tous cas il comprenait trop bien la pratique de la colonisation officielle... Des enfants comme ceux-là nous ne les désirons pas, mais enfin nous désirons les autres, et nous essayons d'en faire d'honnêtes colons, de les fixer dans ce beau pays.

Ces enfants sont entre les mains de prêtres séculiers. Certainement ces derniers nous resteront, mais nos pupilles sont aussi confiés à des sœurs, ils en ont besoin, car la Providence a voulu qu'un enfant fût élevé par un père et par une mère, et lorsqu'il n'y a qu'un des deux sexes, la restauration que la charité s'applique à faire de la vraie famille disparue n'est pas complète. Nous espérons donc que nous pourrons conserver celle où nos enfants rencontrent une maternité d'adoption.

Nous sommes très désireux de diriger vers l'agriculture les enfants qui nous sont confiés. Cependant nous serions désireux d'avoir à peu de distance des établissements dans lesquels on forme des artisans, des menuisiers, des charpentiers, etc. ; notre colonie, qui a quelquefois besoin d'un jeune ouvrier qui puisse réparer la charrue, demandait le concours d'un établissement voisin qui était tenu par des salésiens. Cet établissement vient d'être dissous, parce qu'il comptait quelques religieux étrangers. Cela fait partie des choses que nous regrettons. Car sur les soixante-quinze mille italiens qui sont fixés en Tunisie, les quatre ou cinq salésiens ne nous paraissaient pas, il s'en faut de beaucoup, les plus dangereux, mais je ne puis pas ne pas aller au-delà.

Puisque j'ai parlé des collaborateurs des deux sexes qui nous aident généralement dans nos œuvres, je crois qu'il nous est permis de leur rendre l'hommage respectueux qui leur est dû. Nous avons été émus hier en entendant parler des milliers d'enfants qui ne peuvent aller à l'école, des trente ou quarante mille petits errants pour lesquels il n'y a pas encore de places suffisantes, dit-on, dans les locaux scolaires, nous avons été encore plus émus en entendant parler des enfants arriérés et anormaux qui ne peuvent être soignés. Il nous semblait cependant qu'il y avait bien des maisons et bien des personnes toujours prêtes à recueillir les enfants sans école et les anormaux, les petits idiots, les petits infirmes. Mesdames et Messieurs, aurons-nous encore beaucoup de ruines à déplorer ? Je l'ignore, mais je crois qu'il est du devoir d'un congrès comme le nôtre d'envoyer un hommage à ceux que nous avons toujours considérés comme les héros de la charité et comme les pionniers du patronage. *(Applaudissements.)*

M. Usslaub. — Mesdames et Messieurs, je suis excessivement gêné pour prendre la parole dans cette assemblée après les orateurs qui m'ont précédé. Je dois le faire cependant car si M. Conte a prié M. le Président de vouloir bien me donner la parole c'est afin que je présente quelques observations au point de vue pratique : je représente en effet ici la classe des commerçants spécialement coloniaux et je connais les colonies.

Lorsqu'il a été décidé de traiter dans ce Congrès la question de l'envoi des libérés aux colonies comme mode de patronage M. Conte a bien voulu venir me voir afin de me demander mon opinion à cet égard, ainsi que celle de la maison que je représente, laquelle est une des plus anciennes maisons de commerce française aux colonies ; qui a fondé même certaines colonies, qui les a pour ainsi dire acquises à la France.

Cette opinion est malheureusement en tous points conforme à celle émise par M. Conte dans son rapport, c'est-à-dire que l'envoi des libérés aux colonies offre des difficultés énormes, des difficultés telles que cet envoi apparait de prime abord irréalisable, tant il semble impossible de surmonter ces difficultés.

Nous avons aux colonies... et je parlerai de celle que je connais

le mieux, du Dahomey... nous avons, dis-je, un personnel européen très restreint, excessivement restreint ; ce personnel se compose presque exclusivement des fonctionnaires que nous envoie le gouvernement de la France et des agents des maisons de commerce.

Comment introduire dans un milieu aussi étroit qui se connaît d'une façon aussi intime, des agents ayant des précédents fâcheux, ayant des tares qui les désignent dès le début comme devant être en marge de la société ? Cela paraît être une impossibilité matérielle absolue. C'est ce qui nous a toujours empêchés jusqu'ici de nous associer aux différentes tentatives qui ont été faites dans ce sens.

Nous avons cependant aidé à notre insu il est vrai à des expériences qui ont été faites dans notre propre maison ! Nous avons eu des employés qui n'avaient pas un passé irréprochable mais qui nous ont été présentés, recommandés par des personnes de nos amis ; nous nous sommes liés à eux. Or, il se trouvait que l'un d'eux était précisément un libéré, nous l'ignorions absolument, mais il n'était pas depuis trois mois au Dahomey que tous ses collègues savaient ce qu'il en était et qu'il était mis à l'écart par les autres. A un moment donné il était déplacé parce que les autres agents refusaient absolument de servir à côté de lui. Cet homme fut successivement envoyé dans plusieurs factoreries... nous ne savions pas alors les véritables raisons de ces changements, cela se passant dans le personnel colonial, c'était notre agent en chef qui demandait le déplacement de cet homme. Bref cela s'est terminé par une nouvelle faute et par une nouvelle condamnation.

Eh bien, je crois que pour arriver à quelque chose de pratique pour les libérés qu'on cherche à envoyer aux colonies, le moyen paraissant offrir le plus de chances de réussite serait pour ainsi dire de créer une colonie de libérés qui serait enserrée dans une sorte d'organisation absolument étroite qui ferait que ces gens-là ne pourraient être mêlés aux autres et ne se trouveraient pas, dès leur arrivée aux colonies, placés dans une situation intolérable. Le seul moyen, je puis le dire, de trouver cette colonie spéciale, tout au moins en Afrique, c'est de la chercher tout à fait en marge des colonies déjà exploitées par l'homme libre, l'homme qui n'a pas de

tares, c'est de la placer très avant dans l'intérieur et de trouver une formule qui permette de faire cette colonie par le gouvernement.

Je m'associe donc entièrement à l'idée qui était émise tout à l'heure par M. Joly je crois ; que le gouvernement devrait s'occuper de cette classe de déchus et devrait créer des colonies spéciales avec le concours de l'élément militaire principalement, lequel est plus apte que tous les autres à maintenir ces hommes dans une voie qui les amènerait très probablement, pour la plus grande partie au moins, à la réhabilitation qu'on cherche ; mais je ne crois pas du tout que l'envoi du libéré aux colonies dans les conditions ordinaires, c'est-à-dire comme tout autre mortel, donne les résultats qu'on veut obtenir.

M. de Montricher. — Mesdames et Messieurs, j'ai quelques observations à présenter qui, je crois, peuvent trouver place dans les travaux du Congrès.

On a parlé de l'envoi des libérés aux colonies, à Madagascar, au Dahomey, dans l'Indo-Chine, et notre ami, M. Usslaub, disait il y a un instant qu'il serait nécessaire d'avoir une sorte de colonie spéciale où des libérés et des patronnés seuls seraient envoyés. Mais il existe aux portes de Marseille, à 70 kilomètres, une espèce de Sahara, la Crau d'Arles, d'une surface totale de 53.000 hectares, dans lequel il y a encore près de 30.000 hectares à défricher, où se produisent des phénomènes qui rappellent le désert, le mirage par exemple, et où des usages séculaires, tels que la transhumance des troupeaux sont en tout semblables aux migrations des bergers arabes entre l'Atlas et les immenses plaines de sable.

Il faut arriver au défrichement de ces surfaces et plusieurs sociétés se sont constituées pour exécuter ces travaux.

Parmi ceux-ci, il en est toute une série qui ne demandent aucune aptitude professionnelle, tels que les travaux d'épierrage de la surface du sol et ceux de déchargement et de manutention des gadoues de Marseille.

Toute la surface du sol de la Crau est en effet recouverte d'une couche ininterrompue de cailloux dont il faut le débarrasser avant d'en entreprendre la culture ; il y aurait de ce chef pour le territoire qui reste à épierrer deux millions et demi de salaires.

On sait, d'autre part, que la ville de Marseille a organisé un service de transport par chemin de fer, de ses produits du nettoiement, qui sont expédiés sans rompre charge jusqu'au cœur de la Crau, au moyen d'un embranchement particulier. Les 75.000 tonnes de gadoues expédiées annuellement comportent un salaire de 150.000 francs.

Tous ces travaux, je le répète, ne demandent aucune aptitude professionnelle, et, en effet, les ouvriers que l'on embauche pour les exécuter, appartiennent à tous les métiers, et il en est qui n'en exercent aucun. A côté des ouvriers italiens, que l'on trouve toujours prêts pour toutes les besognes, les chantiers de nos exploitations occupent nombre de chemineaux ; j'ai fait connaissance avec un certain nombre d'entre eux, ils ont une mentalité spéciale qui doit être celle de beaucoup de libérés et de patronnés. Par exemple, un jour un cheminaau se présente, on l'embauche ; le lendemain — c'était en plein été — le contre-maître le réveille d'assez bonne heure, il se lève en rechignant en disant qu'il n'a pas l'habitude de se lever si tôt, il travaille quelques heures puis il demande à s'en aller ; avant de partir il fait à ses camarades la confidence que lorsqu'il se sentait 40 sous dans la poche, il était dans l'impossibilité absolue de travailler, que, du reste, il n'avait pas besoin d'argent, trouvant l'hospitalité dans les fermes, et de quoi subvenir à tous ses besoins, et que s'il lui fallait quelques sous dans sa poche, c'est parce que, lorsque la gendarmerie s'occupait de ses affaires, s'il avait la poche vide, on le mettait à l'ombre. C'est pour cela que de temps en temps il lui fallait ravitailler sa bourse.

Je me suis trouvé aussi un jour en présence d'un homme qui s'exprimait avec plus d'élégance et de facilité que ses camarades, il répondait au nom bizarre de Campagne ; remuant et quelque peu insubordonné, il essaya de fomenter une grève, et on dut le congédier. Ce nom de Campagne était un pseudonyme, auquel cet homme, qui appartenait à une bonne famille, avait eu recours pour déjouer les recherches, c'était un fils prodigue. Il m'écrivit un jour, en signant de son propre nom, qu'il était rentré dans sa famille et qu'il s'était décidé à exploiter la propriété de ses parents ; il n'appartenait à la catégorie des chemineaux que par occasion.

Il y a donc là toute une exploitation de travaux spéciaux dans laquelle on pourrait certainement employer des libérés, des patronnés, des assistés.

Pourquoi ne l'avons-nous pas fait jusqu'à présent ? C'est que, Mesdames et Messieurs, dans une exploitation de ce genre, il y a des intérêts contraires : il y a l'intérêt du travailleur, du patronné, l'intérêt social, et il y a aussi malheureusement l'intérêt de l'industriel. Ces deux intérêts peuvent ne pas toujours être mis d'accord. Lorsque mon excellent ami, M. Conte, notre cher président, me proposait d'employer des patronnés, j'avoue que j'hésitais à le faire ; en effet, en accueillant ces gens-là, je contractais vis-à-vis d'eux un engagement au moins moral de les conserver pendant quelques temps ; au contraire, lorsque j'embauchais le premier venu, je pouvais sans scrupule lui régler son compte le lendemain s'il était une cause de trouble ou ne rendait aucun service. Aussi suis-je convaincu que pour arriver à pouvoir employer les patronnés et les libérés d'une façon effective et permanente, il faut une organisation spéciale en dehors de l'exploitation industrielle.

C'est une idée que je ne fais que présenter au Congrès en vous demandant, Mesdames, Messieurs et chers collègues, de vouloir bien par votre expérience la rendre féconde. Il serait très possible, dans les propriétés qu'on exploite dans la Crau, dans les territoires que nous sommes en train de défricher, d'organiser, à côté des exploitations industrielles et commerciales, des chantiers qui seraient exclusivement réservés aux patronnés et aux libérés, et dans lesquels la société agricole et industrielle pourrait puiser les éléments de ses travaux, mais en maintenant deux organisations tout à fait séparées

Cette division serait d'ailleurs toute à l'avantage de la colonie de patronage ; celle-ci pourrait obtenir en effet des administrations et des pouvoirs publics des faveurs auxquels les simples industriels ne pourraient prétendre ; les Compagnies de chemin de fer, par exemple, accordent des conditions de tarifs ou autres aux institutions ayant un caractère social et charitable, et dans l'espèce, il serait possible que la Compagnie P.-L.-M. consentit à établir une station ou halte pour desservir la colonie et en faciliter l'accès. Une

Société de patronage pourrait réunir ainsi les éléments d'un groupe social à fonder et à développer, en se livrant, sans difficulté ni contrainte, dans un territoire neuf, à l'abri de tout voisinage gênant, à des expériences du plus haut intérêt, au double point de vue moral et économique.

Je n'ai pas, Mesdames et Messieurs, à entrer plus avant dans ce sujet, je me borne à ces simples indications et à jeter dans vos esprits quelques idées, m'en rapportant aux hommes éminents qui sont à la tête des institutions de patronage pour leur réalisation.

M. Conte. — Les deux derniers orateurs nous ont parlé — il ont eu raison — de l'intervention de l'Etat qui leur paraissait nécessaire ; cependant je me permets de rappeler, afin que la discussion ne s'égare pas, que la question que nous avons à traiter est celle de l'envoi aux colonies comme mode de patronage. En mettant cette question à l'ordre du jour, nous avons voulu que le Congrès étudie la question de savoir si les Sociétés de patronage peuvent, en l'état actuel, envoyer des gens aux colonies... Si nous envisageons un autre ordre d'idées la discussion peut s'égarer.

M. Jules Henriet. — On ne peut que féliciter M. Conte, d'avoir ramené les débats sur la question de *l'envoi aux colonies comme mode de patronage*. Nous nous attardons un peu trop longuement dans des considérations d'ordre général, dont le résultat le plus clair est de nous éloigner presque complètement de l'objectif des séances, pourtant si bien déterminé par la précision du programme.

Les personnes qui ont habité, soit les colonies françaises, ou les pays d'outre-mer indépendants, sur lesquels les établissements européens exercent une influence quelconque de peuplement ou d'exploitation, savent combien le problème de *l'envoi aux colonies comme mode de patronage des libérés* est ancien, délicat et difficile à résoudre.

Pendant une douzaine d'années, à différentes reprises, j'ai séjourné dans les pays orientaux. M'occupant de sociologie avec une certaine suite, depuis la grande impulsion donnée à cette science, par l'illustre et vénéré Le Play, j'ai eu l'occasion de recueillir des observations très diverses, concernant la colonisation sous toutes ses formes. La question soumise au Congrès national du

patronage des libérés m'est relativement familière ; de plus, j'ai examiné avec un soin attentif les mémoires spéciaux de MM. Louis Bergasse ; G. Breuillac ; Fréderic Genty ; Camille Gramaccini ; G. Reynaud ; Gaston Valran et M. Vulliez ; travaux dont M. le Rapporteur général à fait une si substantielle et si judicieuse analyse.

Quelque regrettable que cela soit, mais d'accord avec les auteurs dont les recherches ont serré de très près la question de *l'envoi aux colonies comme mode de patronage*, il faut se résigner à reconnaître qu'en principe, dans l'état actuel de nos mœurs et de nos usages sociaux, il n'y a présentement à offrir au public aucune solution digne d'être acceptée dans la pratique et sur laquelle on puisse fonder la moindre chance de succès.

Les membres des Sociétés de patronage de libérés, qui apportent leur zèle et leur dévouement au reclassement des délictuels ayant été atteints par des condamnations graves ou légères, savent que la très grande majorité du personnel dont ils ont à s'occuper, ne possède généralement que de bien vagues connaissances professionnelles. Pour s'établir aux colonies, il est absolument nécessaire de connaître un métier nettement déterminé. Pour vivre avec indépendance et dignité en pays étrangers, au milieu de populations souvent hostiles par nature, il faut avoir une profession capable de procurer des ressources aussi sûres que promptes. Or, on sait que les libérés dont les patronages reçoivent les sollicitations ont rarement l'habileté professionnelle indispensable, qui puisse permettre de subvenir aux besoins urgents, par un travail quotidien suffisamment rémunérateur.

Lorsque, par hasard, un libéré se trouve être un travailleur sérieux, possédant une certaine expérience manuelle ou intellectuelle, pouvant rendre des services réels dans une colonie ou à l'étranger, quel que soit l'intérêt qu'il inspire par rapport à sa personne ou à sa famille, il est dans l'impossibilité de trouver aucune situation : le casier judiciaire dont il est pourvu s'opposera toujours impitoyablement à l'obtention d'un emploi capable de relever son existence compromise. Pour pouvoir se relever avec certitude, le libéré est dans la nécessité ou de changer de nom, c'est-à-dire de mentir, ou

d'éviter toute allusion de casier judiciaire, c'est-à-dire de mentir encore et cela avec un soin si attentif, que parfois même il en résulte le soupçon.

Le casier judiciaire est la mesure policière la plus odieuse et la plus corruptrice qu'ait pu imaginer l'autorité administrative contemporaine.

Si, par d'incessantes précautions, un libéré parvient à cacher son casier judiciaire ; si, par une force morale qui témoigne de la vigueur de son caractère, il résiste au coup qu'il a reçu comme conséquence d'une condamnation quelconque ; si, enfin, il surmonte la déchéance civique qu'il a encourue : malgré tous les obtacles et toutes les difficultés, son classement social s'accomplit naturellement.

Mais si, par suite de circonstances imprévues, ses antécédents d'ancien détenu ou même d'ancien prévenu viennent à transpirer, tous les efforts qu'il a réalisés, tous les travaux qu'il a éxécutés, tous les services qu'il a rendus disparaissent sans merci, dans l'odieux de la vindicte publique : notre société moderne, cruelle par relations et hypocrite par éducation, exprime une impitoyable rigueur au malheureux souvent digne de tous les respects, à qui l'adversité a infligé un casier judiciaire.

La situation des libérés qui s'expatrient de leur propre mouvement, ou qui cherchent eux-mêmes leur relèvement par initiative personnelle, devrait préoccuper les Sociétés de patronage avec une attention des plus scrupuleuses. Lorsque des libérés possèdent une puissance d'énergie suffisante pour faire espérer le relèvement par des efforts personnels, ou qu'ils possèdent une profession manuelle ou intellectuelle capable de subvenir à leur existence, c'est un impérieux devoir aux groupements d'assistance sociale de les aider, de les soutenir et même de les protéger.

Les libérés, quelle que soient leur valeur et leur moralité, si la cause pénale qui les a fait s'expatrier vient à se découvrir, courent le risque, aussi bien aux colonies que dans la métropole, d'être violemment écartés de toute relation commune. Les idées de vengeance, de haine et d'abus de force qu'entretient, dès l'enfance, l'immorale éducation traditionnelle en usage chez les européens,

surtout dans les nations latines, suscitent des préjugés de toute nature contre ceux qui ont été touchés par une condamnation pénale. Ces préjugés s'opposent à la réhabilitation effective recherchée par les intéressés, réhabilitation pour laquelle ils travaillent avec une puissance et une énergie, dont seraient souvent incapables la plupart des rigoristes qui leur manifestent des dédains outrageants.

Dès que la situation légale d'une personne est connue, qu'elle soit domiciliée dans les colonies ou dans son pays natal, si elle a eu des rapports avec la justice répressive, elle est considérée comme tellement déshonorée, qu'immédiatement elle est traitée en paria et misérablement exploitée même par ceux qui devraient la secourir.

Pour une personne qui a subi une condamnation, nos mœurs sont implacables, il n'y a pas de vilenies dont on l'abreuve, soit par la dénonciation ou par la diffamation. Considérée individuellement, la présence d'un libéré dans une colonie est encore moins possible et moins tolérée que dans la métropole.

Le patronage des libérés, tel qu'il est pratiqué actuellement, n'est pas une solution : c'est un provisoire sans efficacité. Ce qu'il faut rechercher, c'est le *reclassement définitif des libérés par unités*. Les Sociétés de patronage se sont trop inspiré des vieux errements de l'Assistance publique ; elles entretiennent un mal dangereux ; elles l'adoucissent quelquefois, mais elles ne le guérissent que bien rarement. Les libérés patronés en groupe par des établissements ne restent au fond que des détenus d'une catégorie spéciale, dont la chaîne s'est allégée, ou plus exactement dont l'emprisonnement s'est élargi, sans pour cela avoir été supprimé.

Les essais de relèvement de libérés par la méthode de groupement dans des établissements coloniaux, n'a donné que de mauvais résulats. Ils ne pouvaient en donner de bons, car les individus qui viennent se réclamer des patronages sont généralement des anormaux, ayant des tares mentales, trop souvent accompagnées de tares physiques.

Le libéré patroné sous la surveillance d'une société d'assistance, n'est pas dans une condition régulière suffisante pour pouvoir se relever après un temps plus ou moins long. Le reclassement d'une

personne touchée par la justice répressive, ne peut se faire que par des efforts individuels et à la condition formelle et absolue que la situation d'ancien délictuel ne soit pas connue.

Sous aucun prétexte, un libéré qui recherche individuellement son reclassement social et sa réhabilitation personnelle, ne doit faire confidence de sa situation. Le public en général, n'a pas assez de grandeur d'âme, ni de délicatesse, ni d'honnêteté, pour comprendre ce qu'il y a de noble, à venir en aide à celui qui subit les douleurs d'une déchéance civique. Un libéré qui aspire à son relèvement doit mentir autour de lui. S'il est confiant il sera repoussé, même par ceux qui font un étalage bruyant de leur philanthropie et de leur bienfaisance publique.

Les libérés ayant conservé de la dignité ne viennent pas solliciter les Sociétés de patronage, ils savent qu'elles seraient impuissantes pour les aider, ou même ils craignent, par une appréhension trop souvent justifiée, d'être plutôt compromis par elles : ils se relèvent seuls, on n'entend plus parler d'eux que quand leur réhabilitation est réalisée.

Ce n'est pas seulement par suite des tares morales ou physiques des individus, dont les Sociétés de patronage des libérés ont à s'occuper, que les essais de placement aux colonies n'ont donné que des déceptions. C'est aussi par le manque de colonies suffisamment étendues, susceptibles de recevoir une proportion relativement importante de délictuels incapables, ou presque totalement déchus.

A proprement parler, la France n'a pas, de colonies. Lorsqu'on apprend la géographie dans les établissements scolaires, la nomenclature des contrées coloniales semble fort longue, mais elle est plus fastidieuse qu'exacte. La France n'a pas de colonies de peuplement, or c'est dans ce seul genre de colonie que les Sociétés de patronage pourraient trouver des asiles à peu près sûrs, pour le relèvement des libérés qu'elle supposerait pouvoir être susceptibles de réhabilitation, soit par le travail ou la transplantation dans un autre milieu.

La France ne possède que des colonies d'exploitation : dans ces contrées on y entretient une quantité considérable de fonctionnaires, toujours coûteuse et souvent inhabile, mais on n'y peut trouver

aucune place pour des libérés expatriés en groupe, sur l'initiative des Sociétés de patronage.

Le gouvernement britannique possède des facilités remarquables pour le placement des délictuels libérés : ses colonies de peuplement sont nombreuses, bien organisées, populaires et en général placées sous des latitudes tempérées, peu différentes du climat de la métropole, où les usages de la vie européenne peuvent y être continués sans dangers hygiéniques appréciables. Les libérés anglais trouvent du travail dans des conditions favorables, soit au milieu des colonies directes, soit au milieu des pays peuplés par leurs congénères, tels que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

L'Algérie, bien que située à peu de distance de la France et sous un climat relativement clément, offre très peu de ressources pour le placement des libérés restant groupés sous la surveillance des Sociétés de patronage.

Dans certains gouvernements étrangers, surtout en Angleterre, on peut remarquer combien le reclassement des libérés occasionnels est considérablement facilité par le régime du recrutement militaire par engagement volontaire, auquel est soumis le pays. Le service du recrutement anglais autorise l'incorporation d'un grand nombre de jeunes délinquants, ayant déjà des tares morales. Ces tares disparaissent avec le temps, avec l'influence d'une paternelle discipline et surtout avec l'esprit relativement familial des corps de troupes du royaume de la Grande-Bretagne. Par le système des engagements militaires, la plupart des jeunes condamnés de courtes peines se réhabilitent naturellement.

Les plus heureux résultats ont été donnés en France comme en Angleterre, par le système des engagements militaires : on ne saurait trop le signaler et en populariser les effets dans le public. L'œuvre de relèvement et de réhabilitation par le service militaire est habilement dirigée en France par l'éminent et sympathique M. Félix Voisin, président de la *Société de protection des engagés militaires*. Cette œuvre démontre qu'avec du tact, de la bienveillance et du soin, on parvient presque toujours à rectifier des volontés égarées ou à améliorer des mentalités atrophiées par les conditions délétères des mauvais milieux.

Les habitants des colonies françaises ou des pays de protectorats soumis à la France, ne jouissent pas généralement d'une réputation morale des plus correctes. On ne peut pas dire que ce soit les libérés qui en sont la cause, puisque, jusqu'à ce jour, cette catégorie d'individus n'a pu encore être expatriée, sauf dans des établissements très localisés et peu nombreux. Si on créait des patronages de libérés dans les possessions nationales d'outre-mer, la réputation des colons français en subirait certainement encore une nouvelle atteinte.

Les débats relatifs aux massacres d'Algérie, qui se sont déroulés à la Cour d'Assises de Montpellier, à la fin de l'année 1902, ont révélé des coutumes de colonisation française sous un aspect assez peu flatteur. Cependant il s'agissait de véritables et honnêtes exploitants, sans casier judiciaire. Si les Sociétés de patronage avaient eu là des établissements, fournissant de la main-d'œuvre pour la colonie, on n'aurait pas manqué d'accuser leurs pensionnaires de tous les méfaits.

Dans le même ordre d'idées, les correspondances parvenues de l'Extrême-Orient, datant du mois de mars 1903, ont appris au public d'indignes abus de pouvoir exercé par des fonctionnaires sur de pauvres populations indigènes sans défense. Ces méprisables fonctionnaires n'avaient certainement pas de casier judiciaire, ils n'en déshonorent pas moins les établissements coloniaux et l'administration française. Quelles récriminations n'aurait-on pas formulé, si des maisons de patronage de libérés avaient existé dans les localités où se sont accomplis les faits odieux dont l'Europe est encore sous la pénible impression.

Suivant l'ensemble des indications recueillies sous différentes formes par les observateurs attentifs et expérimentés, il semble que dans l'état actuel de nos mœurs habituelles et par les dispositions de notre éducation sociale présente, il y a lieu d'adopter les conclusions des différents rapports soumis au Congrès. On peut penser avec eux, que *la colonisation comme mode de patronage des libérés*, par groupements sous la surveillance de Sociétés, n'est pas possible. Elle n'est même pas désirable, parce que certainement elle ne donnerait que des illusions ou d'amères déceptions.

M. Mansais. — L'émigration étant si difficile vers les colonies françaises, on pourrait peut-être la tenter vers les colonies situées dans les pays placés en dehors de la domination administrative gouvernementale. Il y a des établissements français très prospères dans un grand nombre de pays libres, tels que l'Argentine, le Mexique, l'Egypte et autres. Dans ces Etats, on pourrait essayer d'y envoyer des libérés. Là ils seraient l'objet d'un patronage discret de la part Français déjà installés. Ces compatriotes leur procuraient de de l'ouvrage en leur criant : *casse-cou*.

On pourrait émettre un vœu en ce sens : Pour éviter les conséquences néfastes du casier judiciaire, l'émigration des patronnés sera dirigée vers les établissements français situés en pays libres, non soumis à la domination et à la législation françaises.

M. Jules Henriet. — Dans les contrées libres où l'émigration française se pratique assez régulièrement, telles que l'Argentine, le Mexique, l'Egypte et autres, il y a de nombreux établissements coloniaux organisés par des compatriotes. Dans ces pays on peut dire que le relèvement des libérés s'y réalise très facilement et dans d'excellentes conditions.

Il y a quelques années, la direction centrale, à Paris, d'une grande exploitation française très prospère et très populaire, située dans un pays d'outre-mer, qui ne sera pas désigné ici pour n'attirer aucune réclamation, prit la détermination de demander le casier judiciaire de tous les agents qu'elle occupait. A la grande stupéfaction de l'administration, on constata que près des trois-quarts soit des ouvriers ou des employés, avaient un casier judiciaire relatant une condamnation ; un des agents principaux se trouvait dans ce cas. En présence d'une pareille constatation, le Conseil d'administration s'abstint d'exiger par la suite la production de l'odieux témoignage d'une situation civile anormale. On continue actuellement pour cette exploitation, à recruter le personnel comme autrefois, sans demander la production d'une pièce, qui n'indique pas le manque de probité d'une personne, lorsqu'elle signale une condamnation et qui est très loin de garantir l'honorabilité de quelqu'un, lorsqu'elle ne porte aucune mention.

M. Henri Joly.— Je suis tout à fait d'avis que l'envoi des libérés

adultes dans les colonies est une chose difficile, exceptionnelle, mais enfin le monde du crime est un composé d'anomalies, d'exceptions, par conséquent il ne faudrait peut-être pas décourager complètement cette façon de faire.

L'honorable préopinant vient de dire une chose qui me paraît excessive, il a dit que la production du casier judiciaire aux colonies rend le maintien du libéré impossible. Eh bien ! je ne le crois pas, j'ai des exemples qui prouvent que cela n'est pas exact, le casier judiciaire ne constitue pas toujours un obstacle insurmontable. J'ai eu à m'occuper d'un homme qui avait commis un abus de confiance ; il était parti au Transvaal au moment de la guerre, il n'y était pas resté, il était allé à Madagascar ; là, il avait trouvé différents emplois et finalement il en avait trouvé un à Tananarive. M. le lieutenant-colonel Lyautey me donnait de ses nouvelles et me disait qu'il avait très bien réussi, qu'il était invité par les hautes notabilités de la colonie. Comme je manifestais quelque étonnement, il me dit : Il ne faut pas que cela vous étonne, on connaît son casier judiciaire, mais il y en a tant comme cela ! Il ajoutait que celui-là ne marchait vraiment pas mal et qu'il y avait intérêt à le laisser là où il était.

Je suis donc d'accord que l'envoi d'un libéré aux colonies est exceptionnel, mais ce n'est pas la production du casier judiciaire qui est un obstacle insurmontable.

M. Genty. — Mesdames et Messieurs, je désirerais présenter de courtes observations sur l'envoi des libérés spécialement en Algérie, car je crois connaître l'Algérie puisque j'y réside depuis de longues années. Eh bien ! je ne serai pas aussi pessimiste que mes honorables collègues qui disent qu'il n'y a rien à faire du tout. Je crois qu'il est difficile de faire quelque chose de vraiment pratique et de vraiment utile ; néanmoins il me semble que ce qu'il faudrait faire, pour l'Algérie spécialement, ce serait d'étendre le plus possible le patronage.

Cette idée du patronage a encore très peu d'adhérents. Il n'existe en Algérie qu'une Société de patronage, c'est celle que j'ai créée à Pône. Il me semble que si, par la voie de la presse, par des conférences ou des réunions, on pouvait multiplier les Sociétés de

patronage dans les principales villes d'Algérie, dans les chefs-lieux d'arrondissement ou au moins dans les chefs-lieux de département, Alger, Oran, Constantine, on pourrait arriver à des résultats. Ces résultats on ne pourrait, toutefois, les obtenir que par une sorte de correspondance et d'entente entre les différentes Sociétés de patronage de France et d'Algérie.

Avant d'envoyer un libéré en Algérie, il faudrait que, 15 jours ou trois semaines avant sa libération, on put savoir en France quelles sont ses aptitudes, ce qu'il peut faire et où il désire aller en Algérie. Aussitôt qu'on le saurait, on se mettrait en relations avec la Société correspondante d'Algérie ou le correspondant, si on ne peut créer une Société de patronage proprement dite ; la Société d'Algérie ou le correspondant ferait alors savoir s'il y a du travail, s'il est possible de recevoir le libéré et de le maintenir là-bas.

Evidemment il faudrait faire une sorte de sélection parmi ces libérés.

Mais ce qu'il y a de certain c'est que l'agriculture peut offrir des débouchés. A ce propos, je demanderai s'il ne serait pas possible d'ajouter au vœu que lisait tout à l'heure M. CONTE : « tout ouvrier d'art, d'industrie *ou d'agriculture* ? » L'Algérie, en effet, est un pays essentiellement agricole, la grande industrie n'y existe pas car il n'y a pas de houille.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les observations que je désirais présenter. Je crois que ce n'est que par le développement du patronage en Algérie qu'on pourra mettre en pratique les grandes idées de protection, de préservation sociale, de solidarité humaine qui sont l'idéal des Sociétés de patronage. *(Applaudissements.)*

M. LE PRÉSIDENT. — Je vais mettre au voix les vœux formulés par M. le Rapporteur général :

1° Les Sociétés de patronage ne peuvent envoyer dans les colonies que des hommes ayant un tempérament qui puisse s'adapter à la colonie choisie, et un état moral offrant des garanties suffisantes de relèvement, ayant surtout le goût et l'habitude du travail.

Ce vœu ne peut faire de difficulté.

(Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Second vœu :

On ne devra envoyer dans les colonies que des ouvriers d'art d'industrie ou d'agriculture capables d'exercer utilement leur métier.

Le mot « d'agriculture » a été ajouté sur la demande de M. GENTY.

M. Albert RIVIÈRE. On a prouvé qu'il était difficile d'expatrier des individus qui n'ont pas un capital leur permettant d'acheter une terre et de trouver, sur cette terre, la rémunération qui leur permettra de vivre... Si le mot n'a pas été prononcé, l'idée résulte de ce qui a été dit. Puis on a ajouté : « En dehors de ceux-là, il n'y qu'une catégorie qui puisse avoir une espérance; ce sont les ouvriers d'art, d'industrie ou d'agriculture. » Mais quelle agriculture ? Quels sont en Algérie les modes de culture ? Vous avez la vigne, l'olivier et les céréales.

La vigne est une culture très délicate, qui exige une instruction professionnelle fort longue ; je crois qu'un libéré qui serait un bon viticulteur trouverait plus facilement à se placer en France qu'en Algérie.

Pour la culture de l'olivier, c'est impossible ; un habitant de la métropole ne peut la connaître, car on ne la possède en France que dans une zône très étroite, qui constitue une quantité négligeable quant à la surface du territoire.

Je sais bien que, dans le troisième vœu de M. CONTE, il est dit : « Il faudra faire un certain temps d'épreuve, pour préparé le libéré à la vie coloniale.» Je n'en vois pas bien l'utilité, car quelle sorte de préparation pratique leur offrir ? Assurément ce n'est pas celle de la culture ; dans quelle partie de la France, en effet, pourrait-on se livrer à cette préparation pour les colonies ?... On avait songé à instituer des dépôts de préparation pour les relégués (art. 12 de la loi de 1885 et décret du 26 novembre 1885). Eh bien ! Quoique l'organisation semblât plus facile avec des détenus en cours de peine, soumis à la discipline pénitentiaire, qu'avec des libérés soustraits à toute contrainte administrative, on a dû renoncer même

à tenter l'essai « par cette raison qu'il est impossible de préparer, en France, les condamnés à la vie coloniale (1) »

Aussi, je conclus de cette expérience qu'il y a lieu de supprimer le troisième vœu proposé par M. Conte.

Restent les céréales. Oui certes, un homme énergique, vigoureux, persévérant dans sa volonté, pourra y réussir, soit comme surveillant, soit comme journalier. Mais il restera toujours l'objection du climat, qui le déprimera physiquement et moralement s'il n'a pas une santé exceptionnellement robuste.

En ce qui concerne les ouvriers d'art ou d'industrie, je dis de même : si un individu a le goût et l'habitude de travailler, s'il a une bonne santé, s'il a la volonté de se réhabiliter, si, en plus de cela, il a dans les mains un métier lui permettant de gagner sa vie, ne trouvera-t-il pas à la gagner plus facilement en France que dans un pays où il y a encore peu de besoins, et où il y a peu d'argent?

De sorte que je ne m'oppose pas au vote du vœu ; seulement je crois qu'il est utile de nous faire à nous-mêmes cette réflexion que nous formons des vœux qui auront probablement un champ d'application très étroit.

En ce qui concerne les classifications proposées par MM. Gramaccini et Breuillac, j'estime qu'aucune n'est juste, ni pratique. Tout, ici, est question d'espèce. Tel récidiviste présentera une énergie, des aptitudes que n'offrira, à aucun degré, un condamné primaire. Il faut éviter de fixer d'avance des règles trop précises ; il suffit de choisir avec soin les sujets et de bien les encadrer au moyen de patronages sérieux et actifs.

M. Cheysson. — L'observation de M. A. Rivière concernant les ouvriers d'agriculture est judicieuse ; mais la question que nous avons à examiner est tellement complexe, et encore si neuve, le moment n'est peut-être pas encore venu d'arriver aux précisions définitives : Ce qu'il importe de dire, c'est que nous ne voulons pas fermer la porte à une certaine utilisation de main-d'œuvre des libérés. Je crois donc, que pour aujourd'hui, nous devons nous en tenir

(1) Lettre du 26 mai 1902, du Ministre des colonies, au Président de la Société générale des prisons

sur ce sujet à une formule générale que réserve l'avenir, mais sans entrer dans les détails.

M. le Président. — Je crois que sous réserve de cette observation le vœu peut être adopté ? *(Assentiment.)*

(Le vœu est adopté.)

M. le Président. — Troisième vœu :

Avant le départ, ils subiront un temps d'épreuve qui permettra, en attendant l'occasion d'un emploi, de les observer et de connaître s'ils remplissent les conditions requises ; cette période d'épreuve donnera le temps nécessaire pour refaire le tempérament anémié par la détention, pour relever leur moralité par le contact avec les membres du patronage, pour les perfectionner dans leur métier.

En raison de ce qui vient d'être dit tout à l'heure par M. A. Rivière, je propose de considérer cela comme une indication et d'ajourner le vœu. *(Assentiment.)*

(Ajourné.)

M. le Président. — Quatrième vœu :

Ils devront être placés isolément dans les colonies.

(Ajourné.)

M. le Président. — Cinquième vœu :

Ils ne seront mis en route que sur l'offre ou l'avis de vacances d'un emploi d'ouvrier d'art, ou d'industrie, ou de surveillant, seules professions accessibles aux Européens. Jamais ils ne devront être envoyés à l'aventure...

M. Henriet. — Ce vœu est encore une indication.

M. le Président. — Cela a un certain intérêt néanmoins, car le principe qu'il faut admettre, c'est qu'il ne faut pas embarquer par avance. Par conséquent, je crois qu'on peut voter ce vœu.

M. Félix Voisin. — Certainement oui, il ne faut pas laisser partir ces gens là avec la pensée d'un retour prochain.

M. le Président. — Maintenant, il y a la fin du vœu « *...même, et surtout avec un pécule.* »

Il me semble qu'on ne peut pas exiger cela. Par conséquent, je crois qu'on peut supprimer cette exigence. *(Assentiment.)*

(Le vœu, avec la suppression de ce dernier membre de phrase, est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Sixième vœu :

Les renseignements nécessaires pour le placement des libérés seront recueillis par les Sociétés de patronage de la métropole qui, à cet effet, provoqueront la création dans chaque colonie de sociétés correspondantes ou y choisiront des représentants.

(Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Septième vœu :

Les Sociétés de patronage coloniales ou les représentants coloniaux des Sociétés métropolitaines se chargeront de suivre le libéré, de le surveiller, de l'assister matériellement et moralement et se tiendront en correspondance constante avec les sociétés qui leur auront confié des libérés.

(Adopté.)

M. LARNAC. — Je ne vois rien qui soit relatif à l'action gouvernementale ; or, je crois qu'en dehors de l'action gouvernementale coloniale, nous ne ferons absolument rien.

M. CHEYSSON. — Nous ne pouvons agir sans ce concours.

La séance est levée à 11 heures 1/2.

Séance du 17 Avril 1903 *(matin)*

La séance est ouverte à 8 heures 40, sous la présidence de M. RACK, procureur général près la Cour d'Appel de Rouen.

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames et Messieurs, deux questions seront traitées aujourd'hui ; la quatrième question : *Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels*, rapporteur général : M. FERDINAND-DREYFUS ; et la deuxième question : *Du patronage exercé à l'égard de la famille du détenu*, rapporteur général : M. Georges VIDAL.

Nous commençons par la quatrième question. La parole est à M. FERDINAND-DREYFUS.

M. FERDINAND-DREYFUS. — Mesdames et Messieurs, vous êtes saisis sur cette question de trois rapports, le premier de M. Gaston VALRAN, professeur d'histoire au lycée d'Aix ; le second de M. GRAMMACCINI, directeur de la maison centrale de Clermont, le troisième de Mme Henry DÉGLIN, du comité de la *Société Nancéienne du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence*. Je puis dire tout de suite que depuis hier soir vous êtes saisis d'un quatrième rapport, c'est le toast si charmant de notre président, M. CHEYSSON, dans lequel, dans un langage à la fois si précis et si touchant, où se rencontrent l'homme de science et l'homme de cœur, il vous a exposé comment il comprend le rôle de la femme dans le patronage, sa collaboration aux œuvres de protection, de relèvement et de réhabilitation.

Ces paroles serviront à la fois de préface et de cadre à mes observations. Je vais d'abord résumer les trois rapports que vous avez sous les yeux.

Le rapport de M. Gaston VALRAN se refère comme, l'indique la profession du rapporteur, à la pédagogie et à l'éducation morale, et voici les conclusions qu'il vous soumet :

Dans les établissements d'instruction pour les jeunes filles :

1° Au cours de morale ou cours d'histoire pourrait être ajoutée une étude descriptive et raisonnée des institutions de charité

et de prévoyance, les leçons étant accompagnées de visite à ces établissements, et d'initiatives telles que fêtes ou distributions d'ouvrages à la main à leur profit, comme cela se pratique pour cette partie dans quelques établissements.

2° Les Académies ou Sociétés littéraires ne pourraient-elles ouvrir un concours pour récompenser le meilleur manuel, ouvrage de vulgarisation et d'enseignement, qui renseignerait la femme sur ces institutions.

Il a été déjà beaucoup fait dans la voie indiquée par le rapporteur. Il existe plusieurs manuels de vulgarisation et d'enseignement, quelques-uns sont remarquables.

Je citerai le *Paris Charitable* et la *France Charitable*, publiés par l'Office Central des Œuvres de Bienfaisance de Paris, dont il se prépare une nouvelle édition. Ce sont deux grandes enquêtes faites avec soin et renfermant des renseignements complets sur les œuvres féminines de relèvement et de patronage.

Je m'associerais volontiers au vœu présenté par M. Valran sur l'introduction dans les établissements d'instruction pour les jeunes filles, de notions relatives aux institutions de charité et de prévoyance ; cela est une chose excellente. Il est incontestable que des renseignements sur les établissements de charité, des notions scientifiques mêmes sur l'histoire et la pratique de l'assistance, pourraient très utilement figurer dans le programme de morale indiqué dans les écoles normales et dans les lycées féminins (1).

Seulement ne nous faisons pas d'illusions, la théorie n'est rien, il faut les compléter par la pratique, c'est-à-dire par la charité efficace. Rien ne vaudra, comme institutrice charitable, la mère, l'initiatrice naturelle de sa fille à son rôle et à sa mission.

Le rapport de M. Cramaccini est un rapport expérimental.

M. Gramaccini est directeur d'une maison centrale de femmes ; il a vu de près les difficultés de la tâche et il vous apporte ses conceptions personnelles sur les réformes nécessaires.

(1) Depuis le mois de novembre 1903, le rapporteur M. Ferdinand-Dreyfus a été autorisé par le Conseil de l'Université de Paris, à ouvrir un cours libre à la Sorbonne, sur l'histoire de l'assistance en France : le cours de 1903 à 1904 est consacré à l'*Assistance publique et privée pendant la Révolution*.

Dans un historique préliminaire, M. Gramaccini rappelle les noms des femmes de cœur qui se sont occupées des questions pénitentiaires : Dona Concepcion Arenal, Mme Fry, Mlle de Granpré, dont tout le monde salue ici la digne héritière et la digne représentante, Mme Bogelot (*Applaudissements*), et bien d'autres.

M. Gramaccini insiste sur les deux points suivants :

Il faudrait, dit-il, que dans toute œuvre de patronage masculin il y eut une section féminine s'occupant surtout de la famille du détenu, prenant sa famille en charge, et préparant au libéré à sa sortie de prison un milieu plus sain et un placement dans la société. C'est là conclusion à une autre question dont vous êtes saisis : le rôle du patronage exercé à l'égard de la famille du détenu ; mais il n'en est pas moins vrai que dès à présent nous pouvons tous nous associer au vœu formulé par M. Gramaccini.

Sa seconde idée ne peut rencontrer aucune contradiction ; c'est le rôle de la femme dans le patronage des enfants des deux sexes, par exemple dans les écoles de réforme des garçons. Faut-il aller plus loin et dans ce congrès où on a beaucoup parlé de ce qui se passe à l'étranger, peut-on s'inspirer de l'exemple hardi des Etats-Unis où l'on voit les femmes associées au patronage dans les prisons d'hommes ?

Je ne le crois pas.

Nous sommes forcés en France de tenir compte des mœurs et même des préjugés ; en voulant forcer la note, nous risquerions d'échouer.

En ce qui concerne le rôle de la femme dans le patronage des enfants des deux sexes, pas de contradition de ma part, c'est une chose excellente que nous devons encourager.

Le troisième rapport, celui qui — je puis le dire sans faire de tort aux deux autres — est le plus important, est de Mme Henry Déglin, il est inspiré par un sentiment exclusivement religieux.

Mme Henry Déglin s'occupe successivement des détenues, des libérées de toutes catégories et des enfants.

Mme Henry Déglin a une profonde connaissance des difficultés de la tâche. On voit, passez-moi l'expression trop familière, qu'elle a mis la main à la pâte ; elle vous apporte ici les résultats d'une expérience très personnelle.

Les conclusions de Mme Henry DÉGLIN se rapprochent dans une très large mesure de celles qui ont été adoptées après la discussion du Congrès de 1900. Là aussi on a discuté le rôle de la femme. Il y avait en présence non seulement des Français, mais des étrangers ; on a comparé les idées françaises aux idées anglo-saxonnes, aux idées américaines et, dans une partie de son rapport, Mme Henry DÉGLIN s'est inspirée — ce que je ferais moi-même — des idées qui ont été adoptées au Congrès de 1900.

Quel doit être le rôle de la femme en ce qui concerne le patronage des femmes détenues ? Les deux principes qui se dégagent sont les suivants :

Tout ce qui touche le service médical et le service de salubrité dans les prisons de femmes, tout ce qui concerne le transfert des femmes détenues, doit être confié à des femmes... Il est inutile d'insister sur les raisons d'ordres divers qui commandent cette solution, et notamment sur le respect dû à ces malheureuse, même, j'allais dire surtout dans leur pudeur.

Faut-il aller plus loin et donner une part aux femmes dans la direction des établissements pénitentiaires où se trouvent des détenues femmes ? C'est une question très délicate et un Congrès ne peut donner en ces matières qu'une orientation ; c'est à l'administration pénitentiaire à étudier les possibilités pratiques de la solution. Nous avons le plaisir d'avoir ici le directeur de l'administration qui, comme il l'a dit si bien hier, s'est fait notre collaborateur, nous sommes très heureux de le reconnaître, et celui qui parle en ce moment, qui est un peu en même temps homme d'initiative privée et collaborateurs des pouvoirs publics au Conseil supérieur des prisons, est heureux de saluer ici sa présence. *(Applaudissements.)* C'est au directeur de l'administration pénitentiaire à nous dire — nous ne lui demandons pas de réponse immédiate — dans quelle mesure on pourrait actuellement faire place dans la direction des prisons de femmes à l'élément féminin.

Il faut marcher pas à pas en ces matières, il ne faut pas commettre d'imprudences ; on pourrait commencer par certains essais, on l'a déjà fait dans certaines écoles de réforme de garçons ; on l'a fait dans certaines colonies publiques et privées. On pourrait faire un

pas de plus et voir s'il ne convient pas dans une certaine mesure d'associer les femmes à la direction et à l'administration des maisons pénitentiaires où sont des femmes.

Mme Henry DÉGLIN passe en revue tout ce qui touche à ces relations entre le personnel volontaire du dehors et le personnel intérieur de la prison, à l'action personnelle et directe du patronage, aux visites à la prison, aux démarches en vue du placement, au travail manuel, à la préparation d'enseignement professionnel qui est chose si grave pour l'avenir, à la constitution du pécule, au placement à la sortie. Tout cela est illustré dans son rapport par des exemples très justes empruntés aux différentes maisons et aux différentes Sociétés de patronage qu'elle connaît mieux que personne.

Arrivons maintenant aux libérées. Vous trouverez dans le rapport de Mme DÉGLIN des renseignements très utiles sur les asiles temporaires, qui sont un stage indispensable entre la vie pénitentiaire et la vie libre. Vous trouverez notamment des renseignements qui pourront être complétés, si Mme BOGELOT le veut bien, sur l'asile de Billancourt, sur l'asile de la rue Michel-Bizot... Mme DÉGLIN dit que ce dernier est un asile uniquement protestant ; je crois que ce n'est pas exact et que cet asile est ouvert à toutes les confessions.

Enfin, et là j'apporterais un remerciement tout spécial à l'adresse de Mme DÉGLIN, elle fait mention d'une catégorie de malheureuses femmes libérées, je puis dire les plus malheureuses de toutes ; voici comment elle s'explique là-dessus :

« C'est surtout au moment de la libération que la visiteuse exerce son influence de la façon la plus salutaire. Il ne suffit pas, en effet, d'avoir éclairé, fortifié, consolé une femme désireuse de se relever. Il faut encore la soutenir et la guider au moment difficile où elle franchit le seuil de la prison et se trouve aux prises avec la tentation et les dangers qu'offre la vie libre. Sa bonne volonté, si sincère soit-elle, est mal affermie et ne pourra pas résister aux excitations du dehors. La régénération obtenue pendant la détention n'est souvent que *conditionnelle*, suivant l'expression si juste de Mlle ARENAL ; elle ne peut se maintenir que dans un milieu approprié

qui lui assure une sauvegarde bien nécessaire. A côté de la faiblesse morale de la libérée, qui l'expose plus qu'une autre à tant de chutes, il y a à considérer les difficultés de la vie matérielle et les obstacles particuliers qu'elle rencontre avant de trouver du travail ou un emploi. Qui ne sait qu'à la sortie même de la prison, elle est guettée par d'infâmes personnages qui, avec une astuce infernale, spéculent sur sa détresse et son désarroi. Si, étant seule au monde ou repoussée par sa famille, elle n'a ni asile ni gagne-pain immédiat en perspective, comment aura-t-elle la force de résister ? Elle ne voit devant elle qu'une vie de misères et de privations de toutes sortes. Sous l'empire de la faim mauvaise conseillère, ses bonnes résolutions fléchiront vite et elle sera presque inévitablement la proie du vice qui, par un fatal engrenage, l'entraînera de nouveau au crime et la ramènera tôt ou tard en prison. »

Vous le voyez, Mme Déglin ne craint pas de pénétrer jusqu'au plus profond des geoles les plus affreuses et elle a raison. Entre autres réflexions il en est une que ce Congrès inspire, il marque non-seulement un progrès dans la discussion sur les œuvres de patronage, mais il marque aussi, par votre collaboration, Mesdames, une ferme intention de ne plus faire de zônes dans la charité, de ne plus vous laisser arrêter par une fausse pudeur exagérée devant des questions extrêmement douloureuses sans doute, mais sur lesquelles il ne pas fermer les yeux; au contraire, il faut les regarder en face et chercher le remède si difficile qu'il soit à trouver, si pénible qu'il soit à examiner.

Eh bien vous savez tous ce qui s'est fait depuis quelque temps en ce qui concerne cette malheureuse catégorie de femmes à laquelle fait allusion ici Mme Déglin. Vous connaissez le grand rôle joué par un de nos présidents d'honneur, M. Bérenger.

Vous savez que depuis un an il y un très grand mouvement législatif et même international pour essayer, et par une action répressive, et par une action protectrice, de retirer de la fange les malheureuses victimes de la débauche.

Vous savez qu'à la voix de M. Bérenger les nations civilisés se sont émues pour lutter contre ce trafic qu'on connaît sous le nom de

« traite des blanches, » qu'elles se sont réunies, qu'elles ont délibéré ensemble sur une loi nouvelle destinée à armer la société contre ce fléau ; vous savez que toujours sur l'initiative de M. Bérenger, grâce à sa ténacité et à sa persévérance, nos codes ont été récemment complétés par une loi qui permettra d'atteindre et de punir ce trafic. Cela c'est le côté répressif.

Mais pour le compléter il y a un côté préventif, le côté de préservation qui vous appartient, Mesdames, et c'est là qu'il faut nous associer aux pensées de Mme Déglin, et multiplier les œuvres de préservation et de relèvement qui ont pour but de réaliser ces pensées.

Mme Déglin donne des détails intéressants sur les refuges fondés dans différents pays, soit pour les libérées et pour celles qu'elle appelle les filles repenties, soit pour celles-ci seulement. Il convient d'ajouter aux refuges cités par Mme Déglin deux œuvres intéressantes que plusieurs dames ici connaissent très bien. La première est un petit asile que la société de M. Bérenger vient de fonder à Clamart et que dirige Mme Oster, l'autre s'appelle l'œuvre libératrice de Mme Avril de Sainte-Croix, qui est arrivée en matière de relèvement à des résultats véritablements incroyables. Quand on parle de ces œuvres on rencontre souvent du scepticisme; on vous dit : relever une femme déchue, tombée, la reclasser, c'est impossible. Cela dépend, il n'y a pas de miracles que des femmes comme vous, Mesdames, ne puissent accomplir.

Je parle de cette œuvre parce que je la connais ; mais je suis certain qu'il y en a d'autres ; j'en parle pour montrer qu'il n'y a rien d'impossible en ce qui concerne le patronage. *(Applaudissements.)*

J'arrive maintenant à la dernière partie du rapport de Mme Henry Déglin, aux enfants.

Là encore M. Cheysson, nous a admirablement indiqué hier comment la question devait être conçue et comprise.

Vous connaissez tous cet admirable mouvement qui s'est produit en faveur des enfants traduits en justice ; je n'ai qu'à regarder autour de moi pour en trouver les initiateurs. L'idée de protection l'emportant de plus en plus sur l'idée de répression, le magistrat,

l'avocat, le juge d'instruction, le tribunal cessent d'être des antagonistes et deviennent des collaborateurs associés pour essayer de sauver l'enfant. Là encore les femmes ont un rôle à jouer et je voudrais que de plus en plus, même dans les Comités de défense des enfants traduits en justice, on pût leur faire une place. On l'a déjà essayé... Puisque M. Frank Basset est ici, je serais très heureux qu'il voulût bien nous dire ce qui se passe dans le Comité du Havre au point de vue de la collaboration des femmes dans cette œuvre de protection.

A Paris nous étudions la transformation de notre Comité de défense. Nous allons très prochainement entendre M. Jaspar expliquer comment les choses se passent à Bruxelles pour avoir non seulement un Comité de défense discutant les questions générales, mais s'occupant du patronage individuel des enfants confiés à ses soins.

Voilà, Mesdames et Messieurs, l'analyse des trois rapports qui vous sont soumis. J'arrive maintenant aux conclusions que j'ai le devoir de vous présenter.

Comment comprendre le patronage en ce qui concerne les femmes détenues ? Je crois qu'il conviendra de reprendre surtout les conclusions du Congrès de 1900. Il faut que dans les établissements destinés aux femmes, le rôle de la femme soit aussi large et aussi complet que possible pour tout ce qui concerne la garde, la surveillance, la moralisation et l'instruction professionnelle des femmes.

En ce qui concerne la direction, je vous ai dit les raisons qui commandent la réserve, mais je crois que le Congrès ne commettrait pas d'imprudence en indiquant une orientation qui pourrait être ensuite complétée par les études pratiques de l'administration pénitentiaire.

En ce qui concerne le service de salubrité, tout le monde sera d'accord pour demander qu'il soit confié dans les prisons de femmes à une femme docteur en médecine. De même pour le transfert des femmes et des filles détenues, qui doit être assuré par un personnel féminin.

Il est également extrêmement utile qu'on émette le vœu d'annexer à toute œuvre de patronage de détenus masculins une section féminine s'occupant de la famille du condamné pendant la détention.

Voilà les conclusions que j'aurai à vous présenter en ce qui concerne les femmes détenues.

Pour les femmes libérées, il est incontestable que le patronage doit être exclusivement féminin et que c'est aux femmes à assurer le relèvement moral de la femme, à préparer sa sortie et son reclassement.

Enfin, comme je vous le disais tout à l'heure, je crois que pour l'œuvre des enfants traduits en justice c'est à la femme à venir compléter et aider l'œuvre de ces Comités, en les aidant dans leur transformation et en remplaçant auprès de ces malheureux enfants la mère absente.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, à tous les paliers du patronage la femme doit intervenir : pendant la prison, après la prison ; pour la femme et pour l'enfant la femme m'apparaît comme un organe nécessaire.

Vous allez peut-être me traiter de féministe... il y a un bon et un mauvais féminisme. Le féminisme exagéré, c'est celui qui consiste à détourner d'une façon trop absolue la femme de sa mission naturelle, à vouloir la destiner à des fonctions pour lesquelles ni la nature ni l'état social ne paraissent l'avoir créée.

Le bon féminisme, c'est celui qui fait de la femme, et c'est là son rôle naturel, son rôle social bien compris, celui qui fait de la femme l'associée et la collaboratrice nécessaire de l'homme dans tout ce qui touche à l'assistance, au patronage, au relèvement. Quand il s'agit de se pencher sur un berceau où quand il s'agit de s'asseoir à un pauvre foyer pour le réchauffer, quand il s'agit d'écouter une confidence souvent bien difficile à faire, là, le rôle de la femme s'impose. Il n'y a pas de plaies si douloureuses ou si cruelles, plaies matérielles ou plaies morales, qu'une main de femme ne sache panser.

Cette collaboration indispensable commence dans nos Congrès ; il y a ici comme une co-éducation mutuelle qui ne sert pas seulement aux malheureux dont nous nous occupons mais, qui, permettez-moi de vous le dire, nous sert à nous-mêmes.

Depuis une quarantaine ou une cinquantaine d'années on a fait beaucoup dans notre cher pays de France pour l'enseignement des

femmes. Est-ce seulement pour faire des femmes instruites ? C'est quelque chose et, bien entendu, nous n'en sommes plus au mot de Chrysale :

> Il n'est pas bien honnête, et pour beaucoup de causes,
> Qu'une femme étudie et sache tant de choses...
> Nos pères, sur ce point, étaient gens bien sensés,
> Qui disaient qu'une femme en sait toujours assez
> Quand la capacité de son esprit se hausse
> A connaître un pourpoint d'avec un haut-de-chausse.

Aujourd'hui Chrysale serait un arriéré et Molière ne figurerait pas au Conseil supérieur de l'Instruction publique.

L'éducation des jeunes filles doit servir non seulement à faire des femmes instruites (ne parlons pas de femmes savantes) mais à faire des femmes de bon sens ; par la science, on arrive à la conscience ; et par l'éducation morale de sa conscience, la femme arrivera de plus en plus à se pénétrer de son devoir social.

Voilà pourquoi, je salue de grand cœur l'ascension graduelle de la femme dans notre société française. Je la salue comme un signe de civilisation progressive, car je suis convaincu que le degré de civilisation d'un peuple se mesure surtout au rôle, à la condition matérielle, à la condition sociale, à la condition économique de la femme dans la société.

Aidons à ce développement en favorisant la collaboration mutuelle de l'homme et de la femme dans les œuvres d'assistance et de patronage ; secondons-le de toutes nos forces parce que c'est un des meilleurs moyens de réaliser ce qui, comme le disait M. Jaspar, est la caractéristique du siècle où nous vivons, c'est-à-dire la fraternité sociale. *(Applaudissements.)*

M. le Président. — M. Frank Basset veut-il nous exposer le rôle des dames dans le comité du Havre ?

M. Frank Basset. — Le Comité de défense et de protection des enfants traduits en justice du Havre compte, au nombre des membres de son Conseil d'administration, à côté d'avocats, de magistrats, de fonctionnaires et de philanthropes, une trentaine de dames charitables, sans distinction de religion, qui forment le *Sous-comité de protection*. Il se réunit une fois par mois, sous la

présidence du Bâtonnier en exercice, Président du Comité, assisté des précédents Bâtonniers, du Secrétaire et des Secrétaires adjoints.

Dans ces séances mensuelles, il est rendu compte des placements effectués depuis la dernière réunion, il est donné connaissance des nouvelles reçues des nombreux pupilles du Comité ; on passe en revue tous les mineurs de seize ans dont l'arrestation a été signalée par le Parquet au cours du mois écoulé, et on détermine ceux d'entre eux qu'il y a lieu de placer. Aucune décision n'est prise sans que les renseignements de police sur les jeunes délinquants et sur leur famille aient été contrôlés par le Comité ; il charge du soin de ses enquêtes une de ses collaboratrices les plus précieuses, qui s'en acquitte avec une activité, un tact et une sûreté d'informations tout à fait remarquables.

La correspondance ayant pour objet de proposer les enfants aux chefs d'institutions, directeurs d'établissements industriels, patrons, cultivateurs, etc., et d'arrêter les conditions des placements, est, depuis plusieurs années déjà, confiée exclusivement à deux dames, toujours les mêmes, dont l'expérience augmente ainsi le prix de leur concours dévoué.

Puis, avant le placement de chaque enfant, nous lui désignons une dame, choisie à tour de rôle dans le Sous-comité de protection, qui accepte de le patronner, c'est-à-dire de l'entourer de ses conseils et de le surveiller, de le visiter de temps en temps s'il est placé au Havre ou dans les environs, et de correspondre régulièrement avec lui, s'il est placé au loin. En ce cas, le premier soin de la dame patronnesse est de ne pas le laisser partir du Havre sans avoir été le voir et s'être fait connaître de lui, cette entrevue étant, en effet, de première importance pour le succès des rapports qui vont s'établir entre elle et son jeune pupille.

Les dames patronnesses communiquent aux séances du Sous-comité de protection les résultats de leurs visites, ainsi que leurs observations ; de même, elles doivent remettre les lettres quelles ont reçues de leurs protégés au Secrétaire du Comité, qui joint ces documents au dossier du mineur.

Enfin, notre Comité est, grâce à la générosité d'une de ses bienfaitrices, doté d'un vestiaire admirablement organisé et approvi-

sionné, qui permet de vêtir tous nos enfants placés individuellement.

Telle est, résumée aussi succinctement que possible, la part, très importante, des dames dans l'œuvre que nous avons fondée au Havre. C'est à leur concours — je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de rendre cet hommage, dans cette séance du Congrès — que notre Comité doit de ne pas être seulement un comité de défense d'enfants traduits en justice, mais de pouvoir être, en outre, une *Société de patronage* comptant, à la clôture du dernier exercice, 130 pupilles. Le plus grand nombre de ces enfants sont placés dans des institutions de bienfaisance, des établissements industriels, ou chez des cultivateurs; il en est cependant une vingtaine, que nous suivons dans leurs familles au Havre, faisant, en ce qui les concerne, du patronage familial.

Puisque j'ai été ainsi amené à constater les succès encourageants obtenus jusqu'ici par notre Comité, je tiens à ajouter que nous devons beaucoup de reconnaissance aux autorités locales et surtout à M. le Procureur général RACK, dont le haut et bienveillant appui nous rend des services inappréciables.

Je vous demande donc la permission de lui adresser publiquement ici, l'expression respectueuse de toute notre gratitude. *(Applaudissements.)*

Mme DUPUY. — Je demande à dire la tentative faite par l'administration vers 1874 dans le but d'opérer des sélections qui s'imposaient entre les jeunes garçons d'âge différent.

Mais, malgré les efforts des directeurs, les mesures prises ne donnèrent pas les résultats qu'on en avait espéré, et les avis se rallièrent sur la proposition d'une sélection en trois catégories, et une séparation absolue entre ces différents groupes, en prenant pour base l'âge de 12 ans comme admission.

M. le directeur général d'alors, M. CHOPPIN, dont la sollicitude pour les enfants lui faisait suivre attentivement ces études, pensa qu'une école nouvelle organisée sur ces bases donnerait satisfaction à l'opinion publique, qui ne se désintéresserait pas alors de ces questions.

Trois circulaires ministérielles lancées à des époques différentes avaient fait inviter les Directeurs d'établissements privés à

examiner les propositions de l'Administration, mais elles restèrent sans résultats, aucune offre ne fut faite.

Un des importants fonctionnaire, de l'Administration, par une innovation imprévue jusque-là, fut chargé d'entrer directement en négociation avec une communauté de religieuses d'Alsace à l'esprit ouvert, bien élevées, instruites et bien choisies qui consentirent à accepter cette tâche.

L'école est située à Frasnes-le-Château, dans la Haute-Saône : il a fallu faciliter le placement des jeunes apprentis sans les abandonner à eux-mêmes et une maison a été construite dans le faubourg de Besançon où la vie familiale leur est continuée, ils retournent prendre leur repas et couchent au patronage. Le dimanche est occupé par des courses longues aux environs, et un des membres de la Société de patronage les visitent même chez leurs patrons.

Les plus intelligents sont placés chez des fleuristes, qui est une profession florissante dans la région. Grand nombre y sont restés, quelquesuns se sont établis à Paris, se sont mariés et prospèrent. Les enfants d'origine urbaine et qui montrent du goût pour un métier que leur père exerce ou tout autre, sont mis en apprentissage chez un patron où ils restent parfois comme ouvriers jusqu'au service militaire, et passent, en quittant l'Ecole pour le régiment, sous la protection de la Société des Engagés dans l'armée, fondée par M. le Conseiller VOISIN.

Depuis 18.. l'Etat a organisé une Ecole de réforme dans son grand domaine de Saint-Hilaire où la sélection actuellement a pour base l'admission au-dessous de 12 ans, et les enfants restent pendant deux ans confiée à des femmes.

Cette transformation a été facilitée par les trois fermes, qui font, par un mouvement régulier entre les trois maisons, un tout parfait et permirent les grandes lignes des sélections indispensables à des Ecoles de Réformes.

Chanteloup, qui est la première étape, est devenu une ferme riante et gaie comme doit l'être une maison d'enfants, elle est entourée d'un petit parc et de grands jardins bien cultivés par les enfants et des garçons plus grands qui y sont amenés par équipes par les surveillants jardiniers.

Aucun homme n'est employé à l'intérieur, et les surveillants qui dirigent le travail prennent les enfants à la grille, les y ramènent et les remettent à la dame surveillante de service.

M. le Directeur donne seul des instructions à Mme Gendrot qui est chargée de la direction de ce groupe de 125 enfants au moins. Mme Gendrot est secondée par deux collaboratrices institutrices qui font aussi de la surveillance le jour. Une première surveillante est chargée de la surveillance générale, les surveillantes sous ses ordres sont, tour à tour chargées de tous les services intérieurs. Les enfants couchent en cellules treillagées, ce qui n'en intercepte pas l'air et la surveillante de service couche au dortoir dans une cellule aménagée pour cet usage.

La première période de l'instruction à Chanteloup se termine à 14 ans, sauf les exceptions que le peu de développement physique ou intellectuel de quelques enfants justifie.

Ils passent alors à la ferme de Bellevue. Là, la vie est moins douce, il y aura moins de classe et plus de travail. Sa durée se mesure sur la force et l'intelligence. Ce n'est plus l'École Maternelle des enfants de Chanteloup, mais la femme y fait encore sentir son influence. Le personnel est composé d'un instituteur, d'un premier et de quelques gardiens.

La femme est institutrice, chargée de la direction ménagère, secondée par une surveillante qui fait la cuisine. Les blanchissages se font pour les trois fermes à la maison centrale de Fontevraut.

A Bellevue c'est déjà la vie moins douce qu'à Chanteloup, mais non encore la vie d'un grand garçon, presque un homme.

La deuxième période se termine suivant les aptitudes et les forces de travail, et lorsque la dernière commence, ce sont presque des hommes.

Les plus rapprochés de la libération sont placés chez des particuliers et des ouvriers où ils ébauchent parfois un état.

Ils sont souvent visités par le personnel de l'École. M. le Directeur choisit les employés à envoyer dans ces missions de confiance et de bienveillance, sachant fort bien que la meilleure exhortation ne vaut pas une visite, et qu'un mot dit à propos relève les courages abattus.

Mme Oppezzi. — Dans les œuvres de bienfaisance ce qui manque aux femmes ce sont certaines connaissances de droit.

Je crois que dans la plupart des écoles, il serait nécessaire de donner aux femmes qui ne savent rien de la vie au point de vue du droit, certaines notions élémentaires de cette science. Cela leur serait très utile, je l'ai entendu dire souvent par des hommes.

M. Cheysson. — Je crois que l'observation qui vient d'être faite, qui est excellente et à laquelle je m'associe volontiers, pourrait être encore étendue. Il me semble que ce ne sont pas seulement des notions de droit qui sont indispensables à la femme, mais aussi des notions d'économie charitable. Il serait nécessaire qu'on élargit les horizons et qu'on enseignat à la femme non pas seulement son rôle de femme et de mère, qu'elle ignore trop souvent mais aussi cette maternité extérieure qui me paraît être un des plus nobles attributs de la femme.

M. Ferdinand-Dreyfus. — Il ne serait pas mauvais que l'éducation des hommes, aussi, fut faite à ce point de vue.

Mme Bogelot. — Je remercie M. Cheysson de ce qu'il vient de dire qu'il était bon qu'on élargisse les connaissances féminines un peu plus que ne le demandait, même, M. Ferdinand-Dreyfus qui est bon féministe, ce dont je le remercie également.

En effet, si on n'avait pas déjà élargi un peu les connaissances de la femme, si nous étions restées dans notre rôle de bienfaisance, nous n'aurions pas pu formuler le vœu que ce soit des femmes qui plus tard soient employées dans les prisons de femmes.

C'est parce qu'on élargit notre esprit et notre intelligence qu'aujourd'hui nous arrivons à des résultats plus complets.

Je remercie donc ces deux messieurs et en particulier M. Cheysson, qui demande qu'on élargisse encore notre horizon.

M. Conte. — Mesdames et Messieurs, cette séance devrait être consacrée à entendre les dames, je vous demande donc pardon d'intervenir ; mais il est une idée que je voudrais jeter dans le débat.

Jusqu'à présent, on s'était préoccupé du rôle de la femme vis-à-vis des détenues. Le texte que nous soumettions devait, me semble-t-il, montrer un horizon différent.

J'avais cru qu'il serait utile de se reporter un peu plus haut,

peut-être trop haut, pour voir le rôle que la femme pouvait jouer dans l'humanité au point de vue de la criminalité. Ce ne sont pas seulement les femmes criminelles que nous devrions étudier, c'est la femme en face des criminels quels qu'ils soient : enfants, femmes ou hommes.

L'influence de la femme dans la criminalité a été souvent dénoncée; nous la retrouvons dans toute l'histoire de l'humanité. Dans la pénombre de nos premières légendes que voyons-nous ? Une femme tenant en main le fruit du bien et du mal. La Grèce nous montre la femme ayant en mains un coffret d'où se répandent tous les maux sur la terre; mais au fond du coffret reste l'espérance, et c'est l'espérance, que nous voulons chercher dans ce précieux écrin qu'est le cœur de la femme.

La première femme que nous connaissons, c'est notre mère, notre mère à qui nous devons tout de ce que nous aurons de bien plus tard sans aucune exception, qui nous aime comme jamais nous ne pourrons l'aimer et comme jamais nous ne pourrons trouver d'affection dans ce monde. La mère qui apprend à l'enfant à balbutier ses premiers mots, qui, joignant ses mains, lui fait répéter les vers du poète :

O père qu'adore mon père
Toi qu'on ne nomme qu'à genoux
.... Toi dont le front terrible et doux
Fait courber le front de ma mère.

Ce n'est pas seulement la beauté des vers que j'aime dans cette première leçon de notre mère, c'est la beauté de l'idée. En nous défendant de faire le mal, elle nous présente celui qui punit comme un père dont la sévérité est guidée par la nécessité et tempérée par l'affection. Grande et juste idée que je voudrais voir en tête de nos lois et au cœur de tous les magistrats. Que dans la pénible et ingrate mission de punir, le juge ne se considère pas comme un étranger pour le coupable, qu'il ait toujours en vue le relèvement de ce frère malheureux, et que, dans ses préoccupations, se place au premier rang le souci des suites de sa décision.

La mère nous apprend à la fois la tendresse et l'autorité.

Puis, lorsque nous grandissons, nous trouvons encore une femme qui grandit avec nous, qui nous donne ces amitiés d'enfance qui

sont, non pas les seules, mais les plus profondes et les plus durables, avec qui notre esprit se forme côte à côte de la même façon, la sœur, qui apprend à l'homme à respecter la femme d'autrui comme il respecte, et fait respecter celle qui est à côté de lui.

Puis, plus tard, nous la trouvons comme épouse nous donnant la sécurité du foyer et la dignité de la vie.

Enfin, lorsqu'un enfant grandit à nos côtés pour nous accompagner jusqu'à nos derniers jours, jetant sa gaîté et ses illusions sur nos tristesses et nos déceptions, n'est-ce pas surtout la jeune fille plus douce et plus assidue au foyer qui charmera le déclin de notre vie.

Ainsi à tous les âges de la vie, mère, sœur, épouse, fille, la femme apparait créant cette union d'affection et de devoir qui constitue la famille.

Or la famille, qui est la seule société naturelle, est l'école des obligations morales qui ailleurs sont imprécises et lointaines : ici le devoir est évident, présent, déterminé, impérieux. C'est l'obéissance et le respect aux parents qui donne la discipline morale et refrène l'orgueil de l'inexpérience, c'est le respect de l'enfant qui nous oblige au respect de nous-mêmes, c'est surtout l'aide réciproque toujours réclamée qui se désigne d'un nom familial : la fraternité.

Ces nécessités s'imposent inconsciemment et par l'autorité morale du devoir pratique, relèvent des âmes par ailleurs indignes; par contre la désorganisation de la famille accompagne toujours et crée le plus souvent la criminalité.

Il est donc pratique d'enseigner, comme le premier bien à réaliser, la réorganisation de la famille. Je ne méconnais pas la supériorité morale des œuvres sur beaucoup de familles où les principes font plus ou moins défaut; mais d'une part les disponibilités des œuvres sont bien inférieures aux besoins; d'un autre côté la famille étant par toutes les façons de vivre et de penser mieux adaptée à ceux qu'il faut secourir, obtiendra plus facilement un résultat.

Mais il n'est pas toujours possible de refaire la famille. Quand elle est détruite il faut en appeler aux œuvres Certes, bien qu'elles ne puissent suffire à des besoins toujours croissants, elles sont nombreuses; et l'initiave privée, seul artisan de tous les progrès réels,

en produit sans cesse sous toutes les formes et pour toutes les catégories.

Ce sont surtout des femmes qui remplissent ces œuvres de charité, depuis celles qui veulent être les mères de ceux qui n'ont pas de mères et apprennent aux petits abandonnés la douceur d'être aimés, jusqu'à celles qui sans se laisser rebuter, se font les filles des vieillards qui n'ont pas d'enfants.

Notre dévoué collègue, M. ALBANEL, a été le premier à nous signaler, en tous cas le premier à organiser le relèvement par la famille. Ce qu'il fait ainsi pour les enfants sera bon pour tous les âges. Mais ce qui fait le lien de la famille c'est la femme. Mère, fille, remplaçant la mère, c'est elle qui crée l'intérieur et ramène tout le monde à la maison : c'est elle qui pourvoit aux besoins matériels, nourriture et vêtements, et ceux que ces besoins amènent au foyer, elle les y retiendra si, à ce confortable relatif elle ajoute l'ascendant moral et l'irrésistible séduction de la douceur. C'est donc cette femme dans la famille même des malheureux coupables, qui devra devenir l'agent actif et puissant du relèvement moral. Il n'est besoin pour cela que de la droiture et la simplicité du cœur, et nous pouvons fonder notre espoir sur la femme du peuple, qui, dans la décadence de notre pays, possède encore les deux vertus essentielles, l'amour du travail et l'amour de ses enfants. Et si, dans ce travail, elle a besoin d'aide morale ou matérielle, nos dames de patronage sauront le deviner et discrètement y pourvoir. Si même c'est cette femme qui a été coupable, cette assistance sera seulement plus nécessaire.

Pour accueillir l'enfant, la jeune fille ou la femme (il ne faut pas attendre le délit et n'aller qu'à la prison), la douceur de la femme inspirera plus facilement la confiance ; et dans l'intérieur de la famille où l'homme serait reçu avec défiance, la femme, qui ne paraîtra pas s'imposer, sera plus facilement écoutée.

La douceur seule peut ouvrir le cœur humain, qui se contracte au moindre choc, et c'est là ce qui fait la force de la femme.

Reconnaissons aussi que pour les maladies morales, comme pour les autres, la femme par sa patience est la meilleure garde-malade.

Nos dames, si dévouées, et qui ont une expérience si éclairée, les

penseurs généreux qui siègent à ce Congrès, développeront mieux que je ne pourrais le faire, ces quelques faits que j'ai voulu signaler à vos réflexions.

M. FLORY. — J'ai lu avec la plus grande attention le rapport de Mme Henry DEGLIN sur le rôle de la femme dans le relèvement des criminels. Ce rapport si documenté, si intéressant, d'une inspiration si humaine et d'une générosité si délicate qu'on le devinerait senti et écrit par une femme et par une femme d'élite même sans signature, contient certaines appréciations qui me paraissent contestables et que je vous demande la permission de discuter, non pas seulement par un vain désir de polémique, mais pour arriver à des conclusions que j'aurai l'honneur de soumettre au Congrès.

Citant les paroles de M. le Conseiller PETIT au Congrès de Rouen, (p. 23), Mme Henry DEGLIN dit que « sans l'éducation religieuse, les œuvres de moralisation conduisent souvent aux plus amères déceptions » et plus haut (p. 19) : « C'est surtout l'enseignement religieux qui exerce l'influence la plus salutaire sur ces pauvres femmes incultes, en leur révélant tout un ordre de choses souvent insoupçonnées d'elles. La profonde ignorance religieuse de la plupart d'entr'elles a été une des causes principales de leur chute ». Il s'agit ici, Mesdames et Messieurs, de l'ignorance de la religion catholique, car ces citations sont extraites de passages dans lesquels Mme Henry DEGLIN fait l'éloge d'établissements dirigés par des sœurs, soit à Darnetal près Rouen, soit à Montpellier, à Bordeaux et à Marseille. D'autre part, M. Georges BESSIÈRE (rapport sur les moyens pratiques d'organiser la surveillance dans leurs familles des enfants délinquants ou vicieux, p. 7) nous dit que si l'on peut discuter la supériorité de l'instruction religieuse ou celle de l'instruction laïque, on ne discutera pas la supériorité de l'une ou de l'autre sur l'école de la rue. Voilà bien le pur bon sens, et, en thèse générale, il est non moins sensé et non moins évident que nous n'avons pas à nous préoccuper des polémiques des partis sur ce point. Cependant nous pouvons être amenés à prendre des décisions particulières dans l'hypothèse de moins en moins incertaine, il faut bien le reconnaître, où l'éducation religieuse sera remplacée par l'éducation laïque : nous devons donc dès maintenant nous demander si,

comme le prétend Mme Henry Deglin, l'éducation religieuse est indispensable aux œuvres de moralisation ; si, d'autre part, l'éducation laïque ne nous fournit pas les ressources nécessaires pour accomplir l'œuvre de relèvement moral que nous poursuivons, si même enfin elle n'est pas, par essence, supérieure à toute éducation confessionnelle, quelle qu'elle soit.

M. le Président. — Ne sortez-vous pas du cadre de la question ? ..

M. Flory. — Je ne crois pas.

M. Le Président. — Abrégez autant que possible.

M. Flory. — Je demande que les idées que je défends ici aient la même publicité que celles de Mme Henry Déglin... Je continue :

En nous posant ainsi la question, nous ne faisons pas une œuvre de polémique, mais tout bonnement de prévoyance

L'éducation religieuse, Messieurs, vaut surtout par la morale qu'elle contient bien plus que par le dogme, qui varie d'une religion à l'autre, et cette morale religieuse, qu'elle soit catholique, protestante ou juive, en ce qu'elle a d'impératif et d'absolu, n'est qu'un emprunt fait à la morale universelle à nous dictée par la conscience.

Fondée sur cette morale universelle qui nous révèle notre dignité d'homme, la morale laïque est donc celle qui par sa neutralité, pourra être le plus généralement acceptée, parce qu'elle nous apprend à penser, à sentir, à vouloir, à développer toutes les lumières de raison, toutes les ardeurs de sensibilité, toutes les forces de volonté qui sont en nous, et à les utiliser à la fois pour notre perfectionnement moral et pour le bien de nos semblables. Faites aimer la vie aux malheureux qui se sont trompés ou qui ont été trompés ; faites-leur comprendre la nécessité de se régénérer par l'action, par la mise en œuvre de toutes leurs facultés ; montrez-leur des résultats au terme de ces efforts : une famille à fonder, des parents à secourir, ou bien, but moins élevé, une petite aisance à acquérir, et même simplement la vie quotidienne assurée par un travail régulier, travail facile quand on veut opérer son relèvement par l'exercice de la volonté. C'est par là qu'il faut commencer, et l'on peut, je crois, prétendre raisonnablement qu'une telle morale, que cette morale laïque, à la fois élevée, puisqu'en fin de compte elle est fondée sur la connaissance du cœur humain et sur l'amour de l'humanité ; — et pratique, car elle ne décourage pas les faibles en leur proposant un idéal trop haut et trop lointain, et leur laisse au contraire entrevoir des réalisations prochaines, — est bien celle qui convient aux hommes qui ont failli par défaut d'énergie. Mesdames et Messieurs, un bon maître peut enseigner cette morale sans le secours d'un prêtre, d'un pasteur ou d'un rabbin : en vous cantonnant sur le terrain neutre de cette morale laïque, vous éviterez l'inconvénient que signale Mme Henry Déglin elle-même, page 30 de son rapport, lorsqu'elle dit, à propos de la section pour les mineures, ouverte dans l'Asile de la rue Michel-Bidot, 21, par le Patronage des détenues et libérées : « Notons avec regret, que sous l'influence d'une direction protestante, ces enfants, presque toutes d'origine catholique, sont élevées en dehors de leur religion. »

Je sais bien qu'en exprimant ce regret, Mme Henry Déglin ne se propose nullement d'en tirer une conclusion favorable à la laïcisation des établissements de patronage, et à la neutralité en matière d'éducation : elle prétend, au contraire, nous amener à reconnaître que « le détachement et le désintéressement absolus sont impossibles à exiger et à obtenir d'une façon durable de personnes laïques qui ont à satisfaire des devoirs de famille et des intérêts d'avenir qu'elles ne sauraient négliger (page 6) ».

Mesdames et Messieurs, tous ceux qui ont pu apprécier de quelles ressources de sentiments, de quels trésors infinis de tendresse et de pitié le cœur féminin est le réservoir ; tous ceux qui ont connu l'amour d'une mère, l'affection d'une sœur ou même d'une parente plus éloignée, refuseront d'admettre avec Mme Henry Déglin que les devoirs de famille et les intérêts d'avenir soient un obstacle dirimant au détachement et au désintéressement absolu de la part de personnes laïques ; il y a des femmes, des mères, des sœurs qui ont la vocation de la charité et de l'abnégation, sans avoir prononcé des vœux, sans avoir pris le voile ou revêtu la bure. Discerner ces vocations, les encourager, leur donner un champ d'action, Mesdames et Messieurs, voilà l'œuvre que vous devez tenter. Je pense, en effet, qu'il sera impossible à beaucoup d'entre vous de s'imaginer qu'une femme qui a connu les douleurs et les joies de la vie, les épreuves

de la maternité, celles du foyer, les angoisses éprouvées au chevet d'un enfant malade, les inquiétudes que fait naître l'éducation de ce même enfant, souvent indiscipliné, puisse avoir moins de pitié, d'abnégation ou d'héroïsme, que cette autre femme dont le cœur n'a ressenti aucune de ces grandes émotions humaines, qui a tout abandonné, famille, foyer, patrie même souvent, pour servir les intérêts d'une communauté, et pour faire son salut éternel loin du monde et des devoirs qu'il impose.

> L'homme est un apprenti, la douleur est son maître
> Et nul ne se connaît s'il n'a jamais souffert.

Eh bien, Mesdames et Messieurs, la femme qui n'a jamais souffert humainement est-elle mieux qualifiée pour se dévouer et pour se sacrifier par un don quotidien de toutes les forces de sympathie de son être, que celle qui a donné son sang et sa vie à d'autres êtres? Disons plutôt et disons bien haut que celles qui, suivant les lois de la nature ont enfanté dans la douleur, seront bien plus aptes à aimer, à secourir, à relever leurs semblables, que celles qui se sont soustraites à ses lois. *(Bruit.)*

Je n'attendais pas d'une assemblée comme celle-ci un obstruction semblable...

M. LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas la question.

M. FLORY. — Je ne fais que relever les appréciations de Mme Déglin.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est de la polémique.

M. MAUREL-JOURDAN. — Je demande qu'on laisse parler l'orateur... la morale autre que la morale catholique peut être bonne.

M. GRIMANELLI. — Permettez-moi de faire observer simplement que l'honorable orateur apprécie une partie du rapport sur lequel vous avez à délibérer; certaines appréciations, qu'il est permis de ne point partager, ont été émises dans ce rapport, l'orateur soutient une appréciation contraire. Du moment qu'une thèse a été présentée, une thèse contraire a le droit d'être soutenue... Je ne vois pas pourquoi on couperait la parole à un orateur quand il exprime une opinion alors que l'opinion inverse a pu se faire jour dans un rapport imprimé sur lequel vous délibérez aujourd'hui.

Je crois que l'impartialité la plus stricte exige que, du moment

que l'orateur se maintient dans le respect de l'opinion des autres, sa liberté doit être respectée. En ce qui me concerne, je le demande.

M. FLORY. — Je remercie M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire de l'appui qu'il veut bien me donner... Je continue :

Cela est tellement vrai, Mesdames et Messieurs, que Mme Henry DEGLIN, malgré l'ardeur de son sentiment religieux et avec une généreuse impartialité à laquelle on ne peut que rendre hommage, cite dans son rapport des exemples de dévouement laïque et des exemples concluants : ils prouvent que sans rien sacrifier des devoirs de famille, des intérêts d'avenir, dont il était question plus haut, une femme, une épouse, une mère peuvent concourir activement aux œuvres de patronage : « Point n'est besoin (p. 36) à des femmes intelligentes et dévouées d'être investies d'une mission officielle pour faire du bien. Il en est plusieurs dans les colonies — colonies pénitentiaires surtout — qui s'associent de tout cœur à l'œuvre de relèvement dont la direction est confiée à leur mari, qui connaissent les enfants, s'intéressent à eux, encouragent et récompensent leurs efforts. » A la colonie de Sainte-Foy, à celle de Bologne, à la petite colonie de Bar-sur-Aube, ici, la femme du pasteur, là, la mère du Directeur s'occupent des pupilles, grands et petits, ou bien dirigent toute l'économie domestique. Une femme de cœur, Mlle Apolline Muscat, de la Société Nancéenne du Patronage de l'Enfance, reconstitue, pour les pauvres petits qui n'ont jamais connu la tendresse d'une mère, le foyer familial, et à la Société Rémoise de protection des enfants traduits en justice, les enfants sont confiés à des personnes de condition modeste, capables de remplir l'office de mères de famille. Ce sont généralement des veuves d'ouvriers, âgées d'une quarantaine d'années. Mme Henry DEGLIN nous donne donc quelques moyens pratiques d'utiliser les dévouements laïques et de les utiliser d'une façon durable, ce qui nous permet de croire et d'espérer que l'expression a dépassé sa pensée, lorsqu'elle a déclaré que le détachement et le désintéressement absolus sont impossibles à obtenir et à exiger de personnes laïques.

On pourrait aussi trouver que Mme Henry DEGLIN s'avance beaucoup lorsqu'elle prétend que les critiques dirigées contre les sœurs n'ont pour base que l'ignorance et la jalousie, et surtout lorsqu'elle

exprime des regrets publics qu'elle croit devoir être partagés par tous ceux qui s'occupent de patronage au sujet de la fermeture de la maison du Bon-Pasteur de Nancy. Cette fermeture, Mesdames et Messieurs, a été prononcée à la suite d'un arrêt de la Cour d'appel de Nancy qui condamnait la maison du Bon-Pasteur de cette ville à payer à une de ses anciennes pensionnaires, Mlle Lecoannet, la somme de 10,000 francs à titre de dommages et intérêts et aux dépens de l'instance.

Mlle Lecoannet a articulé contre le Bon-Pasteur de Nancy des faits qui peuvent être résumés en quatre points principaux.

Elle a articulé :

1° Qu'entrée en 1871, elle en était sortie une première fois en 1877, anémiée et malade au point de ne plus pouvoir travailler et que quand sa tante a été suffisamment rétablie, la mère du Mont-Carmel reprit de suite cette excellente et avantageuse ouvrière en lui promettant des soins qui ne lui ont pas été donnés après sa rentrée au Bon-Pasteur.

2° Qu'elle a été véritablement séquestrée, sans pouvoir communiquer avec sa famille, ses lettres étant interceptées et les conversations au parloir n'ayant lieu qu'à travers une grille et en présence de la mère du Mont-Carmel, particulièrement redoutée des pensionnaires et que, dans ces conditions, elle a multiplié en vain ses efforts pour sortir ; qu'elle n'a pu prévenir sa famille que grâce à la connivence de l'aumônier qui, pris de compassion, se chargea de faire parvenir une lettre à sa sœur ;

3° Qu'elle a été soumise pendant son séjour au Bon-Pasteur à un travail excessif dépassant de beaucoup, par la durée, les heures prévues, depuis, par la loi ; qu'elle a été particulièrement occupée à des ouvrages de broderie très délicats, à faire « des jours » et que sa vue s'altéra tellement, qu'elle a été chargée d'autres travaux ;

4° Qu'elle a dû subir, en outre, un régime de privations, n'ayant qu'une nourriture insuffisante et mauvaise ; qu'elle a été gravement atteinte d'anémie, que visitée par un médecin, les fortifiants prescrits par lui ne lui ont pas été donnés.

Des médecins experts ont été nommés, une enquête faite, des témoins entendus.

Les faits ci-dessus énumérés ont été reconnus vrais à l'enquête,

sauf sur le premier point où il a été établi que le couvent n'a rien négligé pour recouvrer Mlle Lecoannet, cette excellente ouvrière, sans que cependant les manœuvres dolosives qui pouvaient engager sur ce point, la responsabilité de la Congrégation, aient été prouvées.

Sur le deuxième point (séquestration), nous relevons dans les attendus de l'arrêt que la mère du Mont-Carmel disait à Mlle Lecoannet qu'elle serait damnée si elle s'en allait... qu'elle a usé de toute son autorité sur sa nature douce et impressionnable, faisant appel à ses sentiments religieux pour arriver à ses fins et conserver une ouvrière qui, en cas de retour à la santé, aurait continué à fournir au couvent un travail particulièrement producteur, que c'était la conséquence de ce système qui faisait dire à l'aumônier, l'abbé Dedun, en parlant du Bon-Pasteur : c'était une véritable ruche où on ne gardait que les bonnes ouvrières.

Sur le troisième point (travail excessif), les attendus contiennent le témoignage de Mgr. Turinaz, évêque de Nancy : « J'ai dit et je répète qu'il n'y a pas dans tout ce pays un chef d'atelier impie qui exploite les ouvriers et ouvrières et qui les traite comme ces religieuses traitent les jeunes filles qu'elles prétendent recevoir par charité, » et l'appréciation de feu l'évêque de Grenoble qui constate combien les évêques avaient de peine à empêcher les sœurs de commettre des déni's de justice envers les personnes qu'elles emploient, et cela pour envoyer à leur maison-mère qui la leur impose, une quotité plus grande chaque année, enfin, ils constatent que chaque jour, *le travail* durait plus de douze à treize heures, quelquefois quinze, sans parler des travaux supplémentaires dits « mystiques » imposés aux meilleures ouvrières, effectués pendant les récréations, les repas, au dortoir même, à la lueur d'une veilleuse et destinés à faire des cadeaux, quelquefois en espèces, à la supérieure, à la Mère du Mont-Carmel, ou à d'autres religieuses.

Atteinte d'une grave affection aux yeux, Mlle Lecoannet n'a jamais reçu les soins d'un oculiste, on ne lui a jamais administré les médicaments (1). *(Bruit prolongé.)*

(1) Voici la partie du rapport de M. Flogny qui n'a pas été lu en séance :
Ordonnés par le médecin ordinaire du couvent.
Sur le quatrième point, mauvaise nourriture, défauts de soins corporels, les attendus relèvent que le pain seul était de bonne qualité, qu'on n'en repassait qu'au repas de

M. LE PRÉSIDENT. — Permettez-moi de vous faire observer que tout orateur ne doit parler que dix minutes.

M. FLORY. — Je me soumets au règlement, seulement je fais remarquer que d'autres orateurs ont parlé beaucoup plus longtemps... Je crois, M. le Président, que si notre temps n'est pas limité, on peut me donner le temps d'exposer ce que j'ai à dire.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous rappelle simplement à l'observation du règlement.

M. FLORY. — Vous me l'appliquez à la lettre.

M. FERDINAND-DREYFUS. — Ne pourriez-vous pas, dans un sentiment que très certainement vous comprendrez, passer sur ces détails, qui peuvent être une réponse à certains passages du rapport, mais qui à mon sens — je vous demande pardon de vous parler très franchement — n'ont pas trait au rôle de la femme dans le relèvement des criminels. Il est incontestable que l'affaire du Bon-Pasteur de Nancy, aujourd'hui jugée, est étrangère à la question qui nous occupe.

Je crois donc répondre au sentiment de l'assemblée, et je fais appel à votre sentiment à vous-même, en vous demandant d'arriver

midi et non à celui du soir ; sous le rapport de l'hygiène et de la propreté la situation de Mlle LECOANNET et de ses compagnes est plus mauvaises encore: « Nous n'avions ni savon ni assiettes, a-t-elle dit à l'enquête; pour nous laver il fallait mouiller un linge que nous tenions pour cela au-dessus du vase de nuit ; nous n'avions de linge propre que tous les quinze jours et quelquefois toutes les trois semaines en hiver... Enfin, Mlle LECOANNET, réclamée par sa sœur Mme BEAUDOIS, grâce à la compassion de l'aumônier qui se chargea d'une lettre, fut conduite à la gare par une religieuse, munie d'un billet de chemin de fer et arriva à Paris sans argent et dénuée de tout. L'expertise médicale a établi que les affections locales et l'anémie générale dont souffrait Mlle LECOANNET, ont été causées par le surmenage et les privations qui lui furent imposées au couvent, et non par une tare constitutionnelle.

Ce résumé extrêmement succint mais absolument fidèle des attendus de l'arrêt de la Cour d'Appel de Nancy, rendu le samedi 28 février 1903, nous donne sur le régime imposé aux pupilles du Bon-Pasteur, des précisions si accablantes qu'il nous est impossible de partager les regrets formulés par Mme Henry DÉGLIN. Bien plus, nous nous faisons à notre tour, un devoir d'exprimer aussi un regret, le regret que la plupart des secours matériels et moraux – quels secours Mesdames et Messieurs — donnés aux filles repenties le soient par l'œuvre du Bon-Pasteur de Paris, et par 39 maisons du Bon-Pasteur d'Angers, et qu'en outre, comme l'indique Mme H. DÉGLIN, les œuvres religieuses ou laïques, libres ou officielles, les orphelinats ordinaires, les ouvroirs, les placements familiaux de l'Assistance à Paris et en province, déversent dans les maisons du Bon-Pasteur les plus rapprochées la plupart des enfants difficiles, compromises ou compromettantes qui leur sont confiées. Nous comprenons maintenant que ce régime de séquestration et d'oubliette ait raison des sujets les plus récalcitrants. Mais ce n'est pas ainsi sans doute que vous concevez, Mesdames et Messieurs, la moralisation et le relèvement des libérées. Nous

à vos conclusions en laissant de côté tout ce qui pourrait passionner inutilement ce débat.

M. FLORY. — Mesdames et Messieurs, je me rends au désir qui a été exprimé par M. le rapporteur général, seulement je dois dire pour m'excuser que si je me suis étendu si longtemps sur le Bon-Pasteur, c'est parce que Mme Henry DÉGLIN a indiqué que 39 maisons du Bon-Pasteur recevaient des repenties et étaient constituées à l'état de patronage. Je n'étais donc pas, je crois, en dehors de la question.

J'arrive aux conclusions puisqu'on me rappelle au règlement et qu'on me l'applique à la lettre, je tiens à le déclarer ici.

Quelle que soit d'ailleurs l'opinion de chacun de nous, Mesdames et Messieurs, sur la supériorité de l'éducation religieuse ou de l'éducation laïque, du personnel laïque ou du personnel religieux dans les établissements de patronage, comme nous sommes tous d'accord sur l'impérieuse nécessité sociale d'augmenter le nombre de ces établissements et de perfectionner le fonctionnement de ceux qui existent, nous devons, à l'heure présente, envisager deux questions d'actualité aiguë, si je puis ainsi parler et ne pas nous séparer sans indiquer notre solution :

n'avons pas le droit, direz-vous, de faire d'injustes généralisations et de conclure de l'incapacité ou de l'indignité des sœurs du Bon-Pasteur de Nancy, à l'incapacité ou à l'indignité du personnel de toutes les maisons du Bon-Pasteur de France. Evidemment, s'il ne s'agissait que d'individus isolés, cette objection nous toucherait, le crime ou le délit d'un homme ne pouvant en toute justice être imputé à tout le groupe familial, social ou professionnel auquel il appartient. Mais c'est une collectivité qui est en cause ici, la collectivité des sœurs du Bon-Pasteur de Nancy, qui a été convaincue de rapacité, de dureté, de sécheresse de cœur. Cette collectivité elle-même n'est que la cellule d'un organisme plus complet, la Congrégation, la Maison-mère qui n'a qu'une tête, un cœur, une pensée, qui donne des instructions, en surveille l'exécution, et qui, dans tous les cas, si elle ne remplit pas ce devoir d'inspection, impose à toutes ses succursales l'obligation de fournir une quotité qui va toujours en augmentant sans que la Maison-mère se préoccupe des moyens employés par ces succursales pour se procurer la somme exigée. Le témoignage de l'évêque de Grenoble, qui dénonce ces procédés, nous l'avons dit plus haut, est ici d'une autorité absolument concluante. Enfin si la maison du B. Pasteur de Nancy a été condamnée et fermée, à l'heure actuelle d'autres maisons du Bon-Pasteur sont incriminées de faits analogues à ceux qui ont amené la fermeture du couvent de Nancy. Au commencement d'avril, six religieuses du Bon-Pasteur d'Annonay (Ardèche), viennent d'être citées à comparaître devant le Tribunal de Tournon ; elles sont inculpées de violences ou de voies de fait sur la personne de leurs pensionnaires.

Dans ces conditions nous devons, ce me semble, émettre le vœu que l'œuvre de relèvement des repenties et libérées ne soit plus confiée aux sœurs du Bon-Pasteur, et nous ne voyons pas comment, en face des faits révélés par l'arrêt de la Cour d'Appel de Nancy, on pourrait continuer à soutenir que les critiques dirigées contre les sœurs n'ont pour base que l'ignorance et la jalousie.

1° Une enquête légale est ouverte sur les congrégations d'hommes et de femmes. Cette enquête aboutit souvent à la non autorisation ; il faut donc prévoir dans un avenir, nous ne disons pas immédiat, mais peut-être prochain, la nécessité pour l'initiative laïque privée ou publique d'organiser, en dehors de toute idée confessionnelle e de tout personnel congréganiste, les œuvres d'assistance sociale, et plus spécialement dans la sphère d'action du Congrès les œuvres de patronage des libérés ;

2° Vous avez reconnu, Messieurs les organisateurs du Congrès, qu'il était nécessaire, pour étendre et fortifier votre œuvre, de faire appel aux hommes de tous les partis, de toutes les opinions, de toutes les religions, de grouper tous les élans de générosité, de charité, de solidarité, qui rapprochent les uns des autres tous les gens de cœur dont la devise est que « rien d'humain ne doit leur être étranger ». Nous vous dirons que ces bonnes volontés ne pourront être groupées,ces efforts conscients ou impulsifs solidement et utilement concertés que sur le terrain de la mutualité non confessionnelle, c'est-à-dire sur le terrain laïque C'est pourquoi nous proposons au Congrès d'émettre le vœu suivant :

Sans renoncer à utiliser provisoirement les œuvres de patronage d'un caractère confessionnel, en se fondant sur cette considération que l'éducation quelle qu'elle soit, religieuse ou laïque, vaut encore mieux que l'école dans la rue ; mais en vue :

1° De grouper dans une pensée supérieure de justice et d'humanité, les efforts de tous les gens de cœur quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses :

2° De ne pas être pris au dépourvu par les nécessités légales qui peuvent surgir dans un avenir prochain, le Congrès émet le vœu :

1° Que toutes les œuvres de patronage dues à l'initiative privée aient un caractère exclusivement laïque :

2° Que l'Administration pénitentiaire et que l'Administration de l'Assistance publique, s'inspirant de ces principes, ne confient leurs pupilles (catégorie de libérés), qu'à des établissements laïques.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les conclusions du rapport général qui sont ainsi conçues :

1° Dans les établissements pénitentiaires exclusivement affectés aux femmes, il est désirable que les femmes ne soient pas exclues de la direction dans une mesure à déterminer ;

2° Le rôle de la femme doit être aussi large et aussi complet que possible pour tout ce qui concerne la surveillance, la moralisation et l'instruction générale ou professionnelle des détenues;

3° Il est désirable que le service médical et celui de la salubrité soient confiés dans les prisons de femmes à une femme docteur en médecine ;

4° Il est désirable que le service des transferts de femmes ou filles détenues soit assuré par un personnel féminin ;

5° Le patronage pénitentiaire féminin doit être facilité dans la plus large mesure, de façon à assurer le relèvement moral des détenues et à préparer leur sortie de prison et leur reclassement social ;

6° Il doit y avoir entente et action combinées entre le personnel pénitentiaire interne et le personnel volontaire externe ; à cet effet il serait utile d'annexer à toute œuvre de patronage de détenus une section féminine s'occupant de la famille du condamné pendant la détention ;

7° Il est à désirer que le patronage féminin concoure, dans la mesure du possible, aux œuvres de protection, d'éducation et de placement des enfants traduits en justice.

(Adoptés.)

M. LE PRÉSIDENT. — Et pour tenir compte des observations de Mme l'Inspectrice, je formule le vœu suivant :

Le Congrès émet, en outre, le vœu que le programme de l'enseignement secondaire des jeunes filles contienne quelques éléments de droit pour préparer la femme à son rôle d'auxiliaire et d'éducatrice en matière de patronage.

(Adopté.)

Mme BOGELOT. — D'autant plus que c'est Léon Say, je crois, qui a dit qu'il fallait que le cœur soit dans la barque pour actionner l'hélice, mais la science toujours au gouvernail.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous arrivons à la seconde question : « *Du patronage exercé à l'égard de la famille du détenu* ». La parole est à M. Georges Vidal, rapporteur général.

M. Georges VIDAL. — Mesdames et Messieurs :

« S'il est au monde des êtres dignes de la sollicitude du patronage, ce sont, sans contredit, les femmes et enfants abandonnés de ces hommes que la justice retient sous les liens de la prévention, ou de ceux, plus nombreux, à qui elle a infligé la redoutable épreuve du châtiment. Car eux, *malgré leur innocence*, la justice les a frappés du même coup que les coupables ! Soit que sur de graves soupçons, soit que sur d'irrécusables preuves, la société ait, pour un temps plus ou moins long, et à jamais peut-être ! enlevé à une femme son mari, à une mère son fils, à des enfants leur père ; toujours est-il que, dans l'un et l'autre cas, cette femme, cette mère, ces enfants, subissent par le fait, les conséquences d'un crime qui n'est pas le leur, ou le dommage d'une incarcération due aux déplorables nécessités de la procédure, si ce n'est à l'erreur de la justice.

« En présence de ces poignantes infortunes, la Société va-t-elle s'empresser d'intervenir ! Va-t-elle prendre sous ses ailes ces pauvres familles livrées à toutes les horribles chances de l'abandon, de la misère, et du désespoir ? Va t-elle, en leur faveur, substituer sa protection miséricordieuse à la tutelle subitement interrompue de ceux qu'elle détient, de ceux qu'elle vient de frapper de mort civile ou de mort réelle ? — Non. « Le budget de l'Etat, observait « un publiciste, a des fonds spéciaux pour faire juger les coupables « et pour solder les exécuteurs ; le budget des départements a des « fonds spéciaux pour réparer et aiguiser les instruments de « supplice et pour inhumer les condamnés ; mais ils n'en ont pas « pour donner du pain et un abri aux malheureuses familles que « la Société, dans ses rigueurs nécessaires, a privées de leur « naturel soutien ! »

« C'est assez dire que si, au défaut de la générosité sociale, la générosité du patronage peut jamais faire un usage juste et humain de son appui, c'est en faveur de ces familles *délaissées* des condamnés ou des inculpés.

« Toutefois, jusqu'à ce jour, la théorie du patronage a bien songé

à *améliorer le sort des condamnés libérés de la peine ;* nullement celui de leurs malheureuses familles, pendant les longs jours de la détention préventive et pénitentiaire, ou après l'affreuse catastrophe d'une exécution capitale !...

« Là est donc une des plus importantes lacunes à combler dans l'œuvre sainte du patronage !

« Est-ce à dire que ces vieux parents des coupables, que ces veuves, que ces orphelins du crime, devront être *mieux* traités que tant d'autres infortunés que les accidents, que les maladies ont privés de leur gagne-pain ? — Non, sans doute. J'ai demandé protection pour toutes les misères imméritées ; je l'ai demandé par l'humanité, je l'ai demandé dans l'intérêt de la prévention du crime.

« Mais ici j'invoque, à bien plus forte raison, ce double intérêt social, à cause de la position visiblement *exceptionnelle* de ces familles de prévenus ou de condamnés. En vain la loi a-t-elle pris soin d'effacer le préjugé qui étendait l'infamie des condamnations sur les familles des coupables ; ce préjugé est resté dans les mœurs. Chacun préfère prendre à son service, associer à son industrie, l'enfant d un homme honnête que l'enfant d'un forçat. Beaucoup même repousseront ce dernier par l'excès d'une susceptibilité honorable. Or, s'il est vrai, comme nous l'avons vu, que la répulsion et la misère soient, pour les condamnés libérés eux-mêmes, *des causes inévitables de nouveaux crimes*, comment ces mêmes causes ne pousseraient-elles pas également au désordre ces malheureux enfants qui se voient flétris et repoussés, par suite de la condamnation de leur père, et qu'une injuste opinion punit du malheur affreux d'avoir un père ou une mère coupable ? ..

« Et qu'on ne craigne pas que cette protection donnée aux familles des coupables, décourage et n'attriste les pauvres familles honnêtes ; qu'elle soit une immunité nouvelle à ajouter à toutes celles qui déjà provoquent au crime les malfaiteurs. — Non, car j'ai supposé, d'abord et avant tout, un patronage organisé pour les misères honorables !... »

Dans ces pages éloquentes, écrites il y a longtemps déjà, en 1847, un magistrat éminent qui a eu l'intuition, on peut dire le génie, de

la science pénitentiaire, M. Bonneville de Marsangy (1), posait, comme vous venez de le voir, et résumait le principe et les conditions de l'exercice du patronage des familles.

Il faut franchir bien des années, trente ans, pour entendre de nouveau parler de cette question.

C'est en 1878, mais en passant encore, que le docteur Guillaume, au Congrès pénitentiaire international de Stockholm, appelle l'attention des membres du Congrès sur l'institution de ce patronage. Aucune résolution n'est prise.

Ce n'est qu'en 1890 que cette question apparait de nouveau, alors posée d'une façon directe au Congrès de Saint-Pétersbourg et au Congrès d'Anvers.

Voici, Mesdames et Messieurs, la résolution très simple qui est adoptée par le Congrès d'Anvers. Vous en trouverez le texte dans le rapport très complet de M. PRUDHOMME, à la page 6.

« Le Patronnage doit, autant que possible, comprendre l'assistance des membres de la famille à la charge du détenu ou du libéré. »

Le principe est donc posé. Aucune organisation n'est encore faite. C'est cette organisation que nous avons à rechercher ensemble.

Elle est exposée dans quatre rapports, tous quatre excellents, avec des caractères bien différents, ceux de MM. BAILLEUL, BONNECORSE de LUBIÈRES, JAUFFRET et PRUDHOMME.

Depuis 1890, depuis que la question a été directement posée par des Congrès, deux solutions, au moins en apparence opposées, se sont fait jour : d'une part on a considéré que le patronnage de la famille devait être tout à fait exceptionnel, ne devait être admis que dans des conditions et dans des circonstances rares, dans des circonstances essentiellement malheureuses et intéressantes. C'est l'opinion qui a été exprimée par M. Félix VOISIN et dont le texte est rapporté dans le rapport de M. PRUDHOMME, à la page 6. M. le Conseiller VOISIN, dans le compte rendu du Congrès de Saint-Pétersbourg qu'il fit à la *Société générale des prisons*, s'exprimait ainsi :

(1) Bonneville de Marsangy : *Traité des diverses institutions complémentaires du régime pénitentiaire*; liv. II, tit. I, chap. II, sect. VI, p. 337 et suivant.

« Pour notre part, nous avons dit qu'en France, il nous était quelquefois bien difficile de faire un patronage utile en faveur des libérés eux-mêmes et que, sans exclure la pensée de se mettre en relation avec la famille, dans certaines circonstances malheureuses, il y aurait peut-être un danger de dire dans un Congrès aux Sociétés de patronage : Si vous voulez faire un bien réel, il est indispensable que vous vous mettiez en relations avec toutes les familles des détenus, il faut patronner ces familles elles mêmes. »

D'autre part, on a soutenu le droit de la famille du détenu à l'assistance.

Cette opinion a été émise, ainsi que nous l'apprend encore M. PRUDHOMME, à la *Société internationale pour l'étude des questions d'assistance*, le 3 juin 1891, par M. HERBET. Vous en trouverez le résumé à la page 8 du rapport de M. PRUDHOMME.

Cette opinion trouva un accueil favorable, presque enthousiaste de la part de M. BRUEYRE, mais elle fut l'objet de réserves très formelles et expresses de M. RIVIÈRE (1).

J'avoue que, pour ma part, je serais très embarrassé pour me prononcer entre ces opinions et pour choisir entre les autorités éminentes qui les ont soutenues, si, à la réflexion, je ne m'étais aperçu que les oppositions, les contradictions sont beaucoup plus apparentes que réelles et qu'on peut arriver à une conciliation satisfaisante.

En effet, MM. HERBET et BRUEYRE, en soutenant le droit de la famille à l'assistance, ont envisagé une hypothèse sur laquelle évidemment nous allons être tous d'accord, mais qui est en dehors de notre question ; c'est l'hypothèse de l'erreur judiciaire dans la poursuite, lorsque, après une détention préventive plus ou moins longue, le détenu bénéficie d'une ordonnance de non-lieu ou d'un acquittement. Cette détention préventive a nui non seulement au détenu, mais encore à sa famille ; elle a du porter un préjudice grave à celle-ci et il est juste qu'on lui doive une réparation.

Notre législation n'a pas encore été jusque là. La loi du 8 juin 1895 sur la révision des procès criminels n'a admis l'indemnité

(1) Voir *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1891, p. 826 et 827.

qu'en faveur du condamné, de celui qui a été injustement condamné ; mais plusieurs législations ont été plus loin (1). Cette opinion peut donc être très justement soutenue. Mais cela, je le répète, est en dehors de notre programme.

Cette hypothèse écartée, j'admettrai la réserve si formelle que fit M. Rivière dans la séance de la *Société générale des prisons*. Il ne faut pas, comme il le disait très justement, donner à la famille du détenu une situation meilleure qu'à celle de l'honnête homme malheureux, qu'à la famille de l'ouvrier honnête qui a souffert à la suite d'un accident... Il est vrai qu'aujourd'hui la loi du 9 avril 1898 est venue améliorer à ce point de vue la situation des ouvriers, a apporté à l'ouvrier et à sa famille un droit d'indemnité ; mais l'article 20 de cette loi déclare que quand l'accident est volontaire de la part de l'ouvrier le droit à l'indemnité disparaît. Il ne faut pas qu'un homme puisse, par un crime ou un délit volontaire, donner à sa famille une situation meilleure que l'ouvrier qui provoque un accident volontaire, qu'il subit volontairement dans le but d'enrichir les siens.

Il est vrai qu'on a été jusqu'à dire alors, en sens opposé, qu'on ne voyait pas pour la famille non seulement le droit à l'indemnité mais même l'occasion d'un secours quelconque, parce que la famille doit supporter la situation de celui de ses membres qui a été frappé d'une condamnation. Ce n'est là, a-t-on dit, que l'effet de la solidarité qui lie les membres de la famille, et, de même que ceux-ci profitent des honneurs et des succès de l'un d'eux et surtout du chef de cette famille, par une juste réciprocité ils doivent souffrir de ses malheurs, de ses chutes et de son déshonneur.

Cela, Mesdames et Messieurs, est absolument en contradiction avec le principe moderne sur lequel nous serons tous d'accord, le principe de la personnalité des peines admis aujourd'hui par toutes les législations, qui ne veut pas que les innocents souffrent et que ceux qui n'ont pas pris part à un crime ou à un délit puissent être victimes de ce crime ou de ce délit, ou de ses conséquences.

Dès lors, pour éviter cette souffrance, ces inconvénients et cette

(1) Voir Suède, loi du 12 mars 1886. — Danemark, loi du 5 avril 1888 : — *Code de procédure pénale du canton de Neuchâtel*, du 25 septembre 1893, art. 451.

répercussion indirecte de la situation du détenu et de sa condamnation, il faut bien s'intéresser à sa famille et venir à son aide d'une manière quelconque.

Mais je veux retenir pour le moment des explications précédentes que cette assistance, ce patronage ne peuvent pas prendre le caractère de droit, qu'ils ne doivent avoir que le caractère facultatif.

C'est du reste le principe qui a toujours été admis pour le patronage. Le patronage, même lorsqu'il s'adresse aux libérés, est essentiellement facultatif et pour la société qui l'accorde et pour le détenu même auquel ce patronage est offert.

Ce principe étant ainsi posé, entrons dans les détails d'organisation et voyons comment ce patronage va pouvoir s'exercer.

A mon avis, ce patronage doit être distingué en deux : d'une part le patronage que j'appellerai moral et d'autre part le patronage matériel ou pécuniaire.

Le patronage moral consistera dans la réconciliation du détenu et du condamné avec sa famille et dans le reclassement de celui ci dans cette même famille, comme le dit très bien M. Jauffret dans son rapport : « Les Sociétés de patronage s'efforceront de reclasser le patronné dans sa famille pour le reclasser dans la société. »

M. Bonnecorse de Lubières fait remarquer également qu'il est utile de resserrer les liens aujourd'hui si relachés de la famille.

Le patronage, avec ce caractère moral, me paraît devoir être accepté comme règle générale dans tous les cas et largement exercé.

M. Prudhomme signale, à ce sujet, dans son rapport, une lacune regrettable de la loi du 19 avril 1898. Il nous dit à la page 19 :

« Observons que, sous l'empire d'un mouvement d'opinion dont nous avons été peut-être les premiers inspirateurs, la loi elle-même nous invite à étendre ainsi notre action. Elle appelle d'une façon générale notre protection sur les enfants *victimes* de délits (loi du 19 avril 1898, art. 4). Je dis *notre* protection, car par ces mots personnes ou institutions charitables à qui ces enfants peuvent

être provisoirement confiés par le juge d'instruction, la force des choses nous oblige à entendre avant tout les œuvres de patronage et leurs représentants, qui sont pour ainsi dire en rapport quotidien avec ce magistrat. Pour étendre notre appui provisoire de l'enfant qui a été volé par un nomade, et qui va être rendu dans quelques jours à sa famille, à l'enfant du voleur, de l'assassin, de l'expulsé même, que l'arrestation de son père laisse sans ressources, il suffit de prendre le mot *victime* dans un sens un peu plus large, de manière à comprendre dans cette expression non seulement ceux qui sont directement lésés par le délit, mais encore ceux qu'il frappe d'une façon indirecte mais certaine.

« La loi, sans doute, n'autorise pas actuellement le magistrat à donner cette extention à l'article 4 de la loi de 1898. Mais on comprendrait fort bien qu'elle le fit, et nous applaudirions à une réforme qui permettrait dès l'arrestation du père ou de la mère de pourvoir provisoirement à la garde des enfants mineurs que cette arrestation laisse en état absolu d'abandon. »

Cette protection et ce patronage spécial de l'enfant qui ne peuvent certainement avoir que nos sympathies relèvent en grande partie du patronage dans la famille créé, développé et exercé avec tant de dévouement, de zèle et de succès par M. Albanel, de sorte qu'ils ne touchent qu'indirectement à la question particulière qui nous est posée.

Si, d'une manière générale, je considère que le patronage moral pour la famille doit être admis d'une manière large, il n'en sera pas de même pour le patronage matériel et pécuniaire, pour ce patronage qui a pour but de donner des secours matériels, surtout en argent. Il ne faut pas en effet que le crime ou le délit puisse être, pour un père de famille, un mari, un moyen de se délivrer des charges de famille, et qu'en entrant en prison il soit dépouillé de cette obligation naturelle et légale qui pèse sur lui de soutenir sa famille, de l'entretenir. Or, en entrant en prison, surtout s'il est condamné, il va travailler, il y est obligé ; s'il est détenu préventif, il peut le faire ; il va gagner de l'argent. Vous savez que cet argent lui appartient en grande partie, il y a une portion qu'il peut dépenser au jour le jour, une autre portion qui est capitalisée pour

lui être remise à sa sortie. Or, malheureusement, de cet argent il va la plupart du temps faire un emploi égoïste : au jour le jour, il améliorera sa situation à la prison et lorsqu'il sortira vous savez que la plupart du temps c'est en orgies que l'argent réservé se dépense ; généralement la famille n'en profitera pas. Si le détenu est sûr que la famille va être secourue par des sociétés de patronage, cela l'encouragera encore plus à dépenser son pécule à son profit et à oublier complètement sa famille et les siens.

Eh bien, Mesdames et Messieurs, c'est contre cet abus que je tiens à vous mettre en garde.

Malheureusement les prisons ont encore des amateurs. Certains individus s'y font enfermer à certaines époques de l'année, ils y trouvent un moyen assuré d'être nourris et de gagner de l'argent. Il ne faut pas que cette situation qui est déjà, à un certain point de vue, meilleure que la situation de l'ouvrier honnête, soit encore améliorée en délivrant cet homme du souci de l'entretien de sa famille, par la certitude que cette famille ne souffrira pas et que quelqu'un viendra à son aide.

Voilà pourquoi je voudrais qu'on obligeât le détenu qui gagne de l'argent à consacrer une partie de son pécule à l'entretien des siens.

Cette idée, Mesdames et Messieurs, a déjà été si bien comprise que l'Administration pénitentiaire elle-même fait tout ce qu'elle peut pour engager le détenu à venir en aide aux siens. Ainsi un règlement déjà très ancien, que signale M. Bailleul dans son rapport, à la page 5, encourage les détenus à dépenser ainsi une partie de leur pécule au profit des leurs :

« Des considérations de cette nature avaient amené M. le Ministre de l'Intérieur, lors de la réforme disciplinaire des maisons centrales, à admettre dans la réglementation de l'emploi du produit du travail, la possibilité de dépenses sous forme de secours aux familles : « La captivité, en enlevant un père ou une mère à des « enfants, un fils à sa mère, un frère à sa sœur, les jette quelquefois « dans un état de misère. Quelques condamnés, j'ai du plaisir à le « dire, se sont imposés et s'imposent encore des privations réelles « pour venir au secours de leurs familles qu'ils ont laissé dans le

« besoin. C'est là une réparation morale que *l'administration*
« *doit favoriser*, parce que si elle n'est de la part du condamné
« que l'accomplissement d'un droit sacré, d'un acte de justice, il
« est aussi permis d'espérer qu'une détermination semblable prend
« sa source dans des sentiments honnêtes qui peuvent déterminer
« le repentir. (Instruction sur le nouveau régime disciplinaire
des maisons centrales du 10 mai 1839.) »

Je voudrais qu'on allât plus loin et qu'au lieu de se borner à conseiller au détenu de venir en aide aux siens, on l'y forçât, et qu'il y eut un prélèvement obligatoire imposé sur le pécule (1)... *(Applaudissements.)*

Le patronage matériel, pécuniaire, n'a donc, à ce point de vue, qu'un caractère subsidiaire ; excepté toutefois lorsque le détenu ne peut venir à l'aide des siens, et que ses ressources par son travail personnel sont insuffisantes. Cela arrivera souvent. Dans les courtes peines, le pécule sera la plupart du temps insignifiant, et pour ceux qui sont en état de détention préventive on ne peut, même quand ils sont assez habiles pour prolonger et subir leur peine dans le quartier des prévenus, les forcer légalement à travailler, ils peuvent donc rester sans rien faire et la famille ne pourra profiter des secours du père ou du mari en prison. Il y a là des situations souvent poignantes au secours desquelles il faut évidemment venir. M. Bailleul en signale quelques-unes, que je vous demande la permission de vous rappeler :

« Faut-il des exemples ? En voici quelques-uns, au milieu de tant d'autres montrant au jour le jour la profondeur du mal et la nécessité sociale d'y porter remède.

« N'a-t-on pas souvenance de ce fait divers, signalé il y a quelques années, dans la chronique des journaux de Paris ? Un employé de commerce arrêté, mis au dépôt, relaxé ensuite et rentrant chez lui, heureux d'une ordonnance de non-lieu : le foyer est désert, sa jeune femme, affolée par une absence d'abord inexplicable, désespérée ensuite par l'annonce de l'arrestation qu'elle ne s'explique pas,

(1) Cette idée a été déjà énergiquement soutenue par M. Ferri, dans une conférence qu'il a faite à Rome, le 24 novembre 1885, sous le titre de *Lavoro e colle dei condannati*, insérée dans ses *Studi sulla criminalità* (1901, p. 163 et suivantes, notamment aux p. 172 et 185.

avait pris le parti d'échapper aux étreintes de la misère et au déshonneur qu'elle entrevoit, par le suicide avec ses deux petits enfants.

« A Montpellier, nous trouvons une malheureuse institutrice, elle à la prison, ses deux enfants, un fils de neuf ans, une fille de quinze ans dans la rue. Notre intervention sauve du désespoir la mère, en assurant protection aux enfants et leur retour auprès de l'aïeule. Cette femme, rendue à elle-même par cette assistance qu'elle bénit, reprend courage : elle gagne sa libération conditionnelle, et à force d'énergie, de travail et d'abnégation, elle reconquiert avec l'honneur par la réhabilitation, l'amour et le respect de ses enfants par son admirable dévouement : la fille est maintenant employée supérieure dans une grande administration de l'État, et le fils a conquis les galons de sous-officier, en passe de devenir à bref délai officier mécanicien de la flotte.

« A Toulon, c'est un misérable. Il sait qu'il est un repris de justice, il l'avoue, il a conscience qu'il n'est plus qu'une épave ; mais il a une fille : il connaît son abandon, et si son sort personnel le touche peu, il tremble pour cet enfant que ses dix-huit ans et sa beauté exposent à tous les dangers, et l'on ne pourrait soupçonner, en présence de son casier judiciaire, les trésors de tendresse recélés dans son cœur et la délicatesse des sentiments qui l'animent, et font en en même temps sa torture morale par la constatation de son impuissance actuelle. Ici, nous pouvons faire appel à un patronage « l'Œuvre des Prisons de Toulon », dont le concours bienveillant rend la paix au père en assurant un refuge à la fille ; il accepte pour son compte sa situation de misérable, mais il tremblait à la pensée des souillures pouvant atteindre son enfant, et plus il se sent personnellement indigne, plus il veut l'élever, elle, sur un piédestal de pureté. Par la jeune fille préservée, nous avons pour le père la réhabilitation morale.

« A Aix, et c'est tout récent, notre attention est appelée sur un pauvre enfant souffreteux d'une dizaine d'années, isolé dans une cour. Nous l'interrogeons : quel méfait avait-il bien pu commettre ? Aucun, mais son père, vendeur ambulant, chanteur de rues à l'occasion, venait d'être arrêté sous l'inculpation de vagabondage,

et l'enfant l'avait suivi à la prison. Par humanité on n'avait pas séparé le fils du père; quelle cruelle ironie, la prison devenant un refuge pour un enfant ! Là, il y a une Commission de surveillance avec des hommes au cœur vaillant comme M. le professeur Valran ; là, il y a une œuvre des prisons dont nous connaissons l'admirable dévouement, qui se recrute dans le barreau et qui vit en communion d'idées avec la magistrature : ce double concours invoqué par nous, assure la sortie immédiate de l'enfant par une démarche auprès du magistrat et son placement à la campagne, sous les auspices de la Société de patronage de Marseille. »

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, d'ajouter à ces cas cités par M. Bailleul, un souvenir personnel pour un cas fort intéressant, vous allez le voir.

Il y a quelques années, se trouvait à Toulouse, un ménage mexicain : le père, la mère, âgée de 25 ans, et trois enfants, dont l'aîné avait 7 ans et le plus jeune, 3 ans. Le mari, qui exerçait un petit commerce de denrées coloniales, commit quelque escroquerie et fut condamné à quarante jours de prison. Les quarante jours subis, on le retint par détention administrative, détention, à durée indéterminée; le gouvernement mexicain, en effet, demandait son extradition pour d'autres escroqueries commises l'année précédente, dans un voyage qu'il avait fait tout seul à Mexico. Les choses traînèrent en longueur pendant six mois.

Cet homme qui était un peintre très habile, un peintre de talent, qui faisait des miniatures qu'il vendait assez cher à Toulouse, et qui, avec le produit de son travail, venait au secours de sa femme et de ses enfants, n'étant plus en cours de peine et soumis au travail pénal, voulut continuer à faire des miniatures dans la prison, ce travail lui procurant plus de ressources que le travail pénitentiaire officiel. On ne put pas le lui accorder, les conditions de l'entreprise s'y opposaient. Cet homme, ne pouvant plus subvenir aux besoins de sa famille, m'apprend un jour que sa femme est sur le point de mourir de faim avec ses enfants. Cette femme avait une maladie qui ne lui permettait pas de travailler; elle était étrangère, installée à Toulouse depuis peu de temps.

Heureusement, grâce à la générosité de quelques personnes, je

pus procurer à cette malheureuse femme quelques secours; mais ce n'était pas suffisant. Le mari allait partir au Mexique. Le gouvernement ne pouvait pas faire les frais de la traversée de la famille. J'écrivis au consul général, à l'ambassadeur du Mexique qui m'envoyèrent des secours jusqu'à concurrence de 500 francs. C'était bien pour quelque temps; mais ce n'était pas une solution, il fallait renvoyer cette famille à Mexico; on me promettait de s'en occuper, mais rien ne venait. Finalement, je pris le parti d'écrire au Président de la République du Mexique. Il me répondit par une lettre très aimable et donna l'ordre de rapatrier la famille.

Voilà un cas qui vous montre combien ces secours matériels peuvent être, dans certains cas, urgents, nécessaires, et ne peuvent provenir que des œuvres de patronage. Mais lorsque, en dehors de ces cas absolument exceptionnels et urgents, d'autres œuvres locales pourront venir en aide aux familles, j'estime que la Société de patronage doit borner son action, pour ne pas épuiser ses ressources spéciales, à servir d'intermédiaire entre la famille du détenu et ces œuvres.

Ainsi donc, au point de vue des secours matériels et pécuniaires, le patronage de la famille ne doit avoir qu'un caractère subsidiaire; mais dans les cas exceptionnels, particulièrement intéressants et urgents, le patronage doit intervenir et user de ses ressources personnelles pour venir au secours de ces malheureux, de ces êtres innocents qu'on ne peut rendre responsables d'une faute qu'ils n'ont pas commise.

J'arrive maintenant aux conclusions qui se dégagent de ces quelques observations. Je les emprunterai en grande partie au rapport de M. Prudhomme, qui se termine par des propositions, sauf quelques légères modifications et une addition personnelle sur le point sur lequel j'ai attiré spécialement votre attention :

1° Les Sociétés de patronage doivent en principe étendre leur protection à la famille des détenus ou des libérés, lorsque cette protection est nécessaire.

Ici, je vous propose une modification au texte de M. Prudhomme. J'en demande pardon à M. Prudhomme; le texte qu'il propose ne me paraît pas poser d'une façon suffisamment franche et nette

le principe du patronage, M. PRUDHOMME a adopté une formule négative qui me semble insuffisante ; il nous dit :

L'assistance ne saurait être en principe refusée par les Sociétés de patronage à la famille du détenu.

Je voudrais voir affirmer plus énergiquement le principe du patronage de la famille ; c'est pourquoi je vous propose la résolution que je viens de lire.

2° Par ces mots « la famille » il convient d'entendre d'une façon générale tous les parents qui, en droit ou en fait, se trouvaient à la charge du patronné au moment de son arrestation.

C'est le texte de M. PRUDHOMME.

3° Le patronage doit avoir pour but principal la réconciliation du détenu avec sa famille, son reclassement au milieu des siens, la moralisation sociale des membres de sa famille.

Ceci est extrait des divers rapports.

4° L'assistance des Sociétés de patronage doit particulièrement s'étendre aux enfants qui, par suite de l'arrestation et de la détention de leurs parents, se trouvent en danger moral et en état d'abandon.

Il est désirable que la loi étende à ces enfants le pouvoir de protection qui appartient déjà au juge d'instruction sur les enfants victimes de délits.

C'est la proposition de M. PRUDHOMME.

5° Au point de vue des secours matériels et pécuniaires, le patronage de la famille du détenu ne doit être que subsidiaire. Le détenu ne saurait être déchargé du devoir d'entretien qui lui incombe à l'égard des siens ; il est désirable que des prélèvements lui soient imposés sur son pécule pour satisfaire au moins en partie à ses obligations.

C'est la proposition personnelle que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

6° Sous cette réserve, l'assistance des Sociétés de patronage doit avoir pour but de parer aux besoins indispensables et urgents et de mettre les nécessiteux en rapport avec les institutions publiques ou privées qui, par le but même proposé à leur activité par leurs statuts ou par la loi, sont naturellement désignées pour les secourir.

A cet effet, les Sociétés de patronage doivent se tenir en relations constantes avec toutes les institutions locales de bienfaisance publiques ou privées.

C'est encore une proposition de M. PRUDHOMME.

7° A défaut de ces institutions et du détenu lui-même, les Sociétés de patronage doivent secourir la famille du détenu.

Texte que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

8° Il est désirable que les magistrats du parquet et de l'instruction signalent à l'assistance publique, et par l'intermédiaire des Sociétés de patronage, aux œuvres d'initiative privée, la situation des familles des inculpés préventivement détenus ou des condamnés qui leur sont révélés par les enquêtes officielles comme appelant des secours urgents.

C'est la dernière proposition de M. PRUDHOMME.

Tels sont, Mesdames et Messieurs, les vœux que je vous propose d'adopter. *(Applaudissements.)*

M. CHEYSSON.— Le lumineux exposé que vous venez d'entendre, et qui ne fait que confirmer la grande autorité dont jouit notre rapporteur, a complètement éclairé la question. Je suis d'accord avec lui sur les conclusions qu'il vous a soumises et qu'il a en partie empruntées au rapport excellent de notre collègue et ami, M. PRUDHOMME.

Un congrès doit, à mon avis, s'attacher à traiter les questions par leurs grands côtés, à dégager les principes directeurs des applications particulières.

Si l'on adopte cette méthode au problème en discussion, il me semble que la solution à lui donner doit satisfaire aux trois principes suivants :

1° Ne pas inciter le père à se décharger de son devoir de famille ; 2° ne pas faire à ce détenu, qui a commis une infraction contre les lois de la société, une situation supérieure à celle qu'il

aurait s'il n'avait jamais quitté la voie droite ; 3° enfin, ne pas étendre démesurément les attributions des Sociétés de patronage en empiétant sur celles des Sociétés voisines, c'est-à-dire respecter dans l'organisation charitable la division du travail, tout en ayant avec ces Sociétés des rapports de bon voisinage et en s'entendant, s'il y a lieu, avec elles pour venir efficacement en aide au patronné.

J'ai été heureux de constater que ces trois principes se trouvaient dans les conclusions qui vous sont soumises et leur servaient en quelque sorte d'ossature, de charpente solide, pour les soutenir et leur donner toute leur vigueur.

Il n'est pas bien, ai-je dit tout d'abord, que le père de famille soit dispensé de ses devoirs. C'est ce qu'on vous indiquait avec beaucoup de force en disant que l'on ne devait pas désintéresser ce détenu du souci de l'existence des êtres dont il a la charge et lui permettre de dissiper à l'intérieur de la prison, à son profit égoïste, le pécule qu'il a pu réunir par son travail.

Quand au second principe que j'indiquais, celui de ne pas faire une situation plus avantageuse au détenu qu'à l'honnête homme qui n'a jamais failli, on le retrouve à chaque ligne de l'exposé que nous venons d'applaudir. J'espère donc avoir l'appui de notre rapporteur général, pour l'amendement que je voudrais voir introduire dans la première conclusion, afin d'accentuer encore ce principe avec plus de relief.

On nous a dit que les spécialistes différaient sur la question de savoir si l'assistance de la famille du détenu est un droit ou une pure libéralité ; on vous a rendu compte de la discussion qui s'est ouverte, à ce sujet, dans une grande société, où certains orateurs ont soutenu le droit de la famille, tandis que d'autres, et en particulier M. Albert Rivière, le contestaient. M. le Rapporteur général s'est rangé à ce dernier avis. Je le partage avec une entière conviction et je demande la permission d'ajouter aux raisons excellentes qu'on a déjà produites un motif de plus, emprunté au domaine des accidents du travail.

On vous a fait remarquer que, lorsqu'un accident était intentionnel, ni la victime, ni sa famille n'étaient indemnisés en droit. Comment pourrait-on traiter mieux l'homme qui a commis volontairement un crime ou un délit ?

J'insiste sur l'argument, en m'emparant de l'expérience et du fonctionnement des lois d'assurance contre les accidents, là où elles sont appliquées sur une très grande échelle, notamment en Allemagne et en Autriche.

Dans ces pays, comme d'ailleurs dans le nôtre, la loi des accidents repose sur le *risque professionnel* : il suffit qu'un homme soit blessé pour qu'il soit indemnisé sans avoir à fournir la preuve de la faute patronale. Les adversaires de cette loi lui reprochent d'avoir, suivant l'expression consacrée, endormi les ouvriers sur « l'oreiller » de l'assurance, diminué leur vigilance, peut-être même provoqué des accidents, et l'on produit à l'appui de cette thèse, des statistiques pour démontrer la multiplicité, non pas des accidents mortels, mais des accidents correspondants à une invalidité temporaire.

Si l'on a pu aller jusqu'à croire que la certitude d'être indemnisés avait pu pousser des ouvriers à être moins vigilants ou à se laisser même meurtrir par un engrenage afin de bénéficier des conséquences de leurs blessures, à combien plus forte raison ne pourrait-on craindre un effet pareil, si l'homme qui va commettre un délit ou un crime était lui-même rassuré complètement sur les conséquences de son acte au point de vue de sa famille !

Il y a certainement des hommes qui au moment de se mettre en révolte contre les lois de leur pays, peuvent être arrêtés par la considération des conséquences qu'ils vont infliger aux êtres dont ils ont la charge. Si on les garantit contre cette inquiétude, ne va-t-on pas affaiblir le frein moral et augmenter les chances d'un entraînement criminel ? (*Applaudissements.*)

Il y a là une nouvelle raison pour repousser cette idée du droit de la famille à l'assistance tout en affirmant le devoir pour les sociétés de patronage de la procurer à cette famille dans la limite de leurs ressources. Je voudrais donc que cette théorie, puisqu'elle a été soutenue, fût non seulement écartée d'une façon implicite, mais condamnée par une résolution formelle, conçue par exemple dans les termes suivants :

L'assistance de la famille du détenu, sans être un droit pour cette famille, doit en principe lui être accordée par les Sociétés de patronage.

S'ils vote cet amendement, le Congrès prendrait parti sur une question controversée et qui est de son ressort. *(Applaudissements.)*

Enfin le troisième principe, celui que j'appelais la division du travail, me paraît essentiel en matière charitable. Il n'est pas bon que la même institution s'occupe de tout et qu'elle ait la prétention de tout faire. Certes, je crois à la nécessité de liens fédératifs entre les œuvres, je ne cesse d'y travailler de toutes mes forces : mais en même temps que je demande ce rapprochement des œuvres entre elles, en vue de coordonner leur action et de se prêter un mutuel appui, j'insiste pour qu'elles gardent leur autonomie, leur outillage et leur individualité. A côté de nos Sociétés de patronage, il y en a qui s'occupent spécialement des femmes, des enfants, des vieillards. C'est à elles qu'incombe le soin de venir au secours des familles des prisonniers.

La Société de patronage ne doit intervenir pécuniairement que dans des cas spéciaux, comme celui de cette Mexicaine rapatriée par les soins de M. Vidal. Sauf ces cas urgents et exceptionnels, j'estime qu'il convient de renvoyer aux autres Sociétés les cas qui relèvent de leur véritable ressort et qui leur appartiennent légitimement.

En résumé, j'appuie les conclusions de nos savants rapporteurs et je me suis borné à les rattacher à des idées directrices, qui dominent les cas particuliers et doivent en suggérer la solution. *(Applaudissements.)*

M. Félix Voisin. — Mesdames et Messieurs, je ne contredis pas ce que vient de nous exposer avec son autorité ordinaire M. le Président du Congrès ; mais comme M. Vidal a bien voulu tout à l'heure citer quelques mots de moi, dans lesquels je disais qu'il me paraissait que le patronage de la famille du détenu s'imposait, je demande la permission de fournir quelques explications sur ma pensée.

Sans doute si on suppose que le détenu a précisément commis un delit pour assurer à sa famille des ressources, il y a lieu de se mettre en garde contre de pareils procédés, mais cela est rare. Quand on se place en présence d'une famille de détenu qui, par suite de

l'absence de son chef, est dans la misère, quand la femme et les enfants ne reçoivent plus pendant de longs mois et quelquefois de longues années les ressources qui leur assuraient le pain de chaque jour, il est naturel qu'on pense à ce que vont devenir ces malheureux enfants et cette malheureuse femme.

J'admets très bien qu'on ne pose pas ce principe absolu que parce que l'homme a commis un crime ou un délit, sa famille a droit à l'assistance ; mais M. Georges Vidal arrive en définitive à une conclusion qui me donne satisfaction, lorsqu'il dit dans son septième vœu :

A défaut d'une institution et du détenu lui-même, les Sociétés de patronage doivent secourir elles-mêmes la famille du détenu.

Je ne demande pas autre chose, la femme et les enfants du détenu ne resteront pas sans ressources, le principe est posé et cela me suffit.

Quand on aura imposé au détenu qui travaille l'obligation de mettre sur son pécule une certaine somme de côté pour l'entretien de sa famille, on aura obtenu un résultat fort important ; qu'en définitive et de toutes les façons on prenne des mesures pour qu'une malheureuse famille, non responsable de la faute de son chef, ne reste pas sans pain, c'est ce qui importe.

Je suis donc tout prêt à voter l'ensemble des vœux présentés par M. Georges Vidal et si bien développés par lui, puisque la femme et les enfants seront secourus soit par le fait d'un prélèvement sur le produit du travail du père, soit par les ressources de certaines institutions privées, soit à défaut par les Sociétés mêmes de patronage.

La misère est mauvaise conseillère, et quelle est lamentable la situation d'une femme qui n'a pas à donner à ses enfants le nécessaire ! On ne saurait donc trop applaudir quand on constate que des œuvres multiples pourront leur venir en aide. *(Applaudissements.)*

M. Conte. — Messieurs, les différentes observations qui ont été présentées sont absolument justes et je n'y contredis pas.

Cependant il y a un côté de la question que j'ai touché tout à

l'heure qui est complètement en dehors et qui semblerait mener à des conclusions contraires. Je me préoccupe non pas seulement du secours matériel à la famille du détenu, mais du secours moral. Nous ne sommes pas seulement des théoriciens, mais aussi des réalistes, nous cherchons à aboutir à un résultat. Or, le résultat auquel nous voulons arriver, c'est ramener le coupable dans sa famille et par là le ramener au bien. Comment pourrions-nous faire si nous ne connaissons pas la famille, si nous ne plantons pas des jalons dans la famille ?

Un fait qu'on peut affirmer c'est que lorsqu'un individu est coupable il y a une famille désorganisée, on peut poser cela en règle générale. Si on veut arriver à reconstituer la famille complètement, il faut se mettre en rapport avec cette famille. Il y a le secours matériel à donner, sans doute, mais il y a aussi le secours moral ; c'est là où le patronage doit intervenir. *(Applaudissements.)*

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les conclusions du rapport.

Les conclusions du rapport, avec la modification proposée par M. CHEYSSON, sont adoptées à l'unanimité.

La séance est levée à 11 heures 1/2.

Séance du 17 avril 1903 *(après-midi)*

La séance est ouverte à 3 heures 1/4, sous la présidence de M. CHEYSSON

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai reçu de Mlle Pauline-Michelle de Grandpré, une lettre où elle exprime ses vœux pour le succès du Congrès, en sa double qualité de Provençale et de fondatrice de l'Œuvre des Libérées de Saint-Lazare.

Nous sommes heureux de ce témoignage de sympathie émanant de la fondatrice d'une œuvre qui est représentée par plusieurs délégués et qui a pris un grand essor entre les mains de sa directrice générale actuelle, Mme Bogelot, que nous entourons tous de notre respect et de notre admiration. *(Vifs applaudissements.)*

L'ordre du jour appelle la discussion de la troisième question : *Du placement définitif des patronnés.*

La parole est à M. CUCHE, rapporteur général :

M. Paul CUCHE. — Mesdames et Messieurs, vous avez la mauvaise fortune d'abord de ne pas entendre M. BERTHÉLEMY, professeur à la Faculté de Droit de Paris, qui était rapporteur général de la troisième question, et ensuite de me voir à sa place.

Heureusement, M. BERTHÉLEMY m'a laissé des notes très complètes sur son rapport général, dont la lecture peut suffire pour amorcer la discussion. Si on le désire, je pourrai y joindre quelques réflexions et observations personnelles, mais très courtes et un peu désordonnées, car j'ai été pris au dépourvu. Voici le rapport de M. BERTHÉLEMY :

Rapport général sur la question du placement définitif

Il importe que le prisonnier libéré ne puisse pas invoquer, comme excuse à la récidive, les difficultés que lui crée l'exécution même de la peine, en lui enlevant tout moyen d'existence. Comment les œuvres de patronage parviendront-elles à lui assurer un travail régulier, *un placement définitif ?*

La question, plusieurs fois posée dans nos précédentes réunions,

notamment au Congrès de Paris en 1900, au Congrès de Lyon en 1894, a suggéré de précieux avis; elle n'a reçu — et ne peut recevoir — aucune solution précise. Ce sont seulement de nouveaux et excellents conseils que proposent sur ce sujet, trois de nos collègues, dont les rapports ont été distribués, MM. CUCHE, GODDE et ROUSSET.

Les praticiens du patronage liront ces monographies avec intérêt. Ils seront particulièrement frappés des observations très judicieuses de l'abbé ROUSSET, sur l'impossibilité de procurer un placement industriel et d'assurer un reclassement normal à ceux des libérés dont les passions trop violentes et la volonté trop faible font des êtres anormaux. A ces *moralement incurables*, un seul placement convient : c'est l'hospitalisation définitive avec discipline rigoureuse et travail obligatoire.

On ne sera pas moins convaincu par les remarques pleines de bon sens faites par M. CUCHE, sur la nécessité d'organiser, non pas la centralisation des renseignements comme l'a pu faire, non sans quelques avantages, le bureau central des œuvres de patronage, mais le groupement régional des sociétés en vue de l'action commune. Je tirerai de ces deux idées des conclusions à soumettre au Congrès.

Les œuvres de patronage, qui font du placement définitif des libérés l'objet essentiel de leurs efforts, se heurtent à deux catégories d'obstacles :

Les uns viennent du caractère de leurs protégés ;

Les autres viennent de l'insuffisance de leur outillage.

Il est malaisé de procurer rapidement un emploi à un honnête homme, s'il n'est, en même temps, un ouvrier habile et instruit.

L'ouvrier adroit, doué d'une instruction professionnelle suffisante, se place sans peine, même quand une faute probablement accidentelle l'a, pendant l'exécution d'une peine, tenu à l'écart des ateliers. Rares, parmi nos clients, sont les ouvriers adroits et instruits ; c'est à des non-valeurs qu'il faut faire ouvrir la porte des chantiers ou des usines, et notre effort ressemble à celui qu'on tenterait pour introduire un frelon dans une ruche avec l'espoir que le bon exemple en pourra faire une abeille.

Au moins est-il nécessaire que nous n'agissions qu'avec une grande circonspection, que nous nous gardions de telles imprudences capables de compromettre le caractère sérieux de nos efforts et de nous aliéner à jamais les patrons.

Les espérances que nous inspirent les libérés sont souvent des illusions, veillons au moins à ce qu'elles n'apparaissent pas comme de généreuses folies et souvenons-nous toujours qu'il y a des libérés implacable, des *moralement incurables*. Tenter de les introduire dans un atelier, c'est commettre une imprudence grave et une faute lourde :

Imprudence grave à l'égard des patrons dont nous lasserons la bonne volonté ;

Faute lourde à l'égard de nos protégés plus dignes d'intérêt (je n'ose dire plus dignes de pitié) que nous nous rendons incapables de servir utilement.

Comment distinguerons-nous les libérés, dont le reclassement est possible, de ceux à qui un emploi ne peut convenir ?

M. l'abbé ROUSSET voit dans l'asile l'instrument qui, seul, permet d'opérer ce triage avec un entier discernement. Le séjour de quelques semaines dans un asile est, à ses yeux, un stage nécessaire pendant lequel le libéré révèlera ce qu'il est et montrera ce qu'on peut attendre de lui.

Nous adhérons volontiers à ce sentiment, pourvu qu'il s'agisse d'un stage assez long pour permettre de juger le stagiaire. Une réserve, au surplus, doit être faite sur la valeur probante de l'épreuve; M. l'abbé ROUSSET le reconnaît, puisqu'il admet, avec nous, qu'il y a des natures rebelles à tout reclassement normal, et qui ne sont susceptibles d'équilibre qu'à la condition d'être encadrées dans les règles rigoureuses d'un cloître ou d'un hospice. La conduite régulière à l'asile n'est donc pas un sûr garant de la conduite régulière dans la vie libre. Avec le correctif qu'impose cette considération, nous proclamons l'exactitude parfaite des propositions émises par M. l'abbé ROUSSET. Le stage dans un asile est le moyen le plus pratique que les œuvres de patronage aient à leur disposition pour éclairer le sens dans lequel leur intervention doit s'exercer.

Qu'il nous soit permis d'ajouter à cette constatation l'expression

d'un regret : c'est que le nombre des asiles publics où peuvent être internés, selon notre législation, la plupart des libérés *implaçables* — je veux dire les dépôts de mendicité — soit très inférieur aux besoins. Il est fâcheux que l'application du décret de 1808 soit trop souvent négligée, presque toujours faussée. On a partiellement transformé nos dépôts de mendicité en asiles de vieillards ou d'infirmes. On ne saurait trop insister pour qu'on revienne à l'observation très large du décret de 1808, et qu'il existe, en nombre suffisant, des asiles publics où les libérés anormaux seraient internés et soumis à titre définitif à la discipline qui leur est indispensable.

Débarrassées par cet exutoire d'un grand nombre d'éléments irréformables, les sociétés de patronage pourraient concentrer leur action sur les libérés dont le relèvement n'est pas impossible. Se plaçant dans cette dernière hypothèse, M. Cuche signale, en termes excellents, les caractères peu pratiques, dans la plupart des cas, de quelques-unes des conclusions adoptées dans nos précédents congrès.

On a dit que toute œuvre de patronage devait avoir pour annexe un bureau de placement, et se tenir en perpétuelle relation avec des patrons de toute industrie.

Ces conseils peuvent être suivis à Paris, à Lyon, à Marseille, à Bordeaux. Comment peut-on en tenir compte dans une ville où les patronnés, pour lesquels la question du placement se pose, sont de dix à douze annuellement ? Les œuvres modestes et cependant utiles dont la France est aujourd'hui parsemée, ne peuvent pas s'outiller en vue de tels services.

Nous nous garderons bien de blâmer ce qui a été fait pour la diffusion du patronage ; nous ne devons pourtant pas nous dissimuler ce qu'il y a de factice dans les résultats dont nous nous sommes trop vite félicités.

Avec une sincérité qu'on ne saurait trop louer, M. Cuche montre à quels actes restreints quant à leur portée, et réduits quant à leur nombre, se ramène la pratique du patronage dans une ville moyenne. La statistique du patronage dans les petites villes prouve bien que le seul rôle que les œuvres qu'on y a créées peuvent utilement jouer, est celui de correspondantes des œuvres principales, plus riches et mieux outillées en vue d'un effort plus large à tenter en faveur d'un plus grand nombre de patronnés.

On a eu grand tort de provoquer l'éclosion de petites œuvres indépendantes, presque fatalement jalouses de leur autonomie, en des points où il eût fallu instituer seulement des succursales ou des correspondants d'œuvres régionales.

Quelles méthodes, au moins, doivent suivre, pour placer leurs protégés, les œuvres dont l'activité est assez grande pour que le placement soit un de leurs rôles essentiels ?

M. Godde les a assez exactement exposées. J'extrais principalement des indications qu'il donne un point qui me paraît particulièrement important.

Faut-il qu'une œuvre de patronage concentre son action sur les seuls libérés ? N'est-il pas préférable qu'elle l'élargisse volontiers et qu'elle ne refuse jamais son concours à qui le demande, sans y mettre pour condition qu'on ait préalablement subi une peine ?

Je n'ai cessé d'affirmer qu'un asile d'assistance par le travail, où les *libérés sont mélangés à des malheureux d'autre origine*, était préférable à l'asile spécial pour gens sortant de prison. Il ne faut pas que le secours temporaire implique une flétrissure publique. La même idée me paraît juste quand il s'agit du placement. Une œuvre de patronage doit avoir pour annexe un bureau de placement : mais elle voue ce bureau à l'impuissance, si elle ne s'applique qu'au placement des libérés. Tel chef d'industrie, qui comprend la partie sociale du patronage, consent à recevoir nos protégés ; mais il tient à ce que leur origine reste cachée : il ne faut pas qu'on sache qu'ils sortent de la prison, ou le vide se fera autour d'eux. Évitons donc de le signaler à l'attention de leurs futurs compagnons d'atelier comme clients de nos œuvres. Cette marque fâcheuse s'efface si nos asiles reçoivent aussi bien les non libérés que les gens sortant de prison, si nos bureaux de placement procurent aussi bien des places aux honnêtes gens qu'aux gens suspects.

La vérité, c'est qu'une œuvre de patronage solidement constituée doit avoir pour annexes, et établir sous sa direction, si cela est

nécessaire : 1° un asile d'assistance par le travail, *où tout malheureux sera admis* ; 2° un bureau de placement où tout ouvrier en quête d'ouvrage sera accueilli.

En conséquence je propose l'adoption des vœux suivants :

1° Les œuvres de patronage doivent se garder de recommander, en vue du placement, les libérés qui leur semblent incapables d'efforts personnels et qui ne paraissent susceptibles d'amendement qu'à la condition d'être soumis à une discipline particulière. Le seul placement définitif qui convienne à ces derniers, c'est le refuge ou le dépôt de mendicité.

2° Le placement définitif des libérés susceptibles de relèvement ne peut être régulièrement organisé que par les œuvres importantes des grandes villes. Une entente devrait être provoquée entre les œuvres d'une même région ; celles qui n'exercent leur action que sur un petit nombre de patronnés ne peuvent, à cet égard, rendre de services qu'en jouant le rôle de succursales, de correspondantes ou d'auxiliaires des œuvres principales.

3° Les grandes œuvres de patronage ne peuvent pratiquer facilement le placement définitif des libérés qu'en constituant à côté d'elles, comme annexes, des bureaux de placement « librement ouverts » à toute « personne en quête » de travail et dont le concours ne soit pas exactement réservé aux patronnés, et cela sous les restrictions habituellement prévues pour les institutions de ce genre.

M. Eugène Rostand. — Il semble que le Rapporteur général ait visé dans son rapport l'obligation pour les Assistances par le travail, soit créées directement par les Patronages des libérés, soit alliées des Patronages, d'assurer du travail à tout libéré qui s'y présente, et qu'il ait donné la même indication dans son exposé verbal. Je désirerais qu'il voulut bien préciser ce point, car une telle opinion ne serait pas pratique.

L'Assistance par le travail de Marseille, pour prendre un exemple, a fait avec le Patronage des libérés un accord aux termes duquel tout patronné envoyé par le Patronage est reçu dans les chantiers ; de plus, dans le but d'aider le Patronage, l'Assistance

par le travail, qui a été à Marseille la mère du Patronage des libérés, donne sur ses ressources propres à ces patronnés, jusqu'à un maximum quotidien, un nombre de bons de travail complémentaires égal à celui des bons que le Patronage lui-même leur a délivrés. Si le Rapporteur général a voulu exprimer le vœu que dans ces conditions, ou d'autres analogues, tout libéré envoyé par les Patronages trouve cette assistance, je m'y associe de tout mon cœur ; mais s'il avait entendu que les Assistances par le travail dussent être ouvertes à tout libéré, de droit, et sans bons, je demanderais à expliquer pourquoi je ne pourrais adhérer à cette opinion.

M. Cuche.— Ce n'est certainement pas cela ; nous pensons que l'atelier de l'Assistance par le travail doit être ouvert à tout le monde avec les mêmes restrictions.

M. Rostand.— S'il en est ainsi, nous sommes d'accord.

M. Jules Henriet.— Le titre de la troisième question soumise au Congrès : *Du placement définitif des patronnés*, par sa netteté et par sa concision, tendrait à maintenir la discussion des travaux à examiner, dans des limites relativement restreintes ; mais le cadre imposé par le programme, ayant sans doute paru un peu trop étroit, il s'est insensiblement étendu, pour prendre des dimensions considérablement plus vastes.

Par suite de la gravité que prennent toutes les propositions concernant le *placement des patronnés*, inconsciemment les rapporteurs ont élargi les vues primitives du Congrès. L'auditoire, en réservant une attention aussi vive que soutenue, aux documents qui lui ont été présentés, a certainement accordé une approbation justifiée aux auteurs des rapports.

Il résulte des mémoires soumis à l'examen du Congrès, que le titre de la troisième question pourrait se transformer en un énoncé général et prendre le titre peut-être plus conforme : *Du reclassement définitif des libérés.*

Le reclassement des anciens détenus, quoique étant un problème essentiellement moderne, n'en a pas moins une importance immédiate qui s'impose. Malheureusement l'application des solutions formulées par les législateurs et les sociologues, soulève des objections de toutes sortes, souvent aussi irritantes que délicates.

Malgré des dépenses énormes, et aussi à l'encontre des efforts les plus persévérants, dus à l'action des institutions publiques, ou au dévouement de quelques initiatives privées, le relèvement des anciens détenus est resté presque complètement œuvre morte.

En principe, les associations organisées en faveur des libérés ne donnent que d'amères déceptions. Bien que la plupart des Sociétés de patronage d'anciens détenus en soient encore aux procédés de tâtonnements, quelques-unes, cependant, sans doute plus éprouvées que d'autres par les insuccès, sont déjà parvenues à la période du découragement.

Voulez-vous m'autoriser, Mesdames et Messieurs, d'abord à vous expliquer la cause du résultat en grande partie négatif, obtenu en matière de reclassement d'anciens détenus; puis me permettre ensuite, de vous exprimer les espérances qu'il faut néanmoins conserver pour la prospérité des institutions, qui en se transformant, voudront bien avoir confiance dans la mission qu'elles se sont imposée.

Pour agir avec efficacité auprès des libérés, il est nécessaire de bien les connaître. Or, l'étude de la population des maisons de détention est toujours longue est parfois difficile : elle n'est guère possible qu'à un nombre très restreint d'observateurs ; l'expérience manque même assez souvent aux personnes qui s'occupent avec le plus d'activité, soit de la science pénitentiaire, soit des œuvres d'assistance sociale.

Personnellement j'ai une certaine connaissance du monde des détenus. Je suis allé en prison. Je ne dirai pas que j'ai eu l'honneur d'être détenu, mais je me garderai de dire que j'ai eu le malheur d'être détenu ; pour bien exposer le fonds de ma pensée et m'exprimer avec la précision que peut exiger l'auditoire en présence duquel je me trouve, je dirai que j'ai eu *l'occasion* d'être détenu.

Quoique je n'aie jamais été en détention que comme prévenu, cette circonstance m'a permis d'observer, de près, le régime répressif auquel sont soumis les condamnés. En France tout particulièrement, un prévenu est *a priori* considéré comme un condamné. Pendant mon séjour dans tout une série de maisons d'arrêt, j'ai pu faire un grand nombre de remarques et rassembler des renseignements d'autant plus exacts, que je les ai recueillis sans intermédiaire.

De l'ensemble des cas particuliers, pour l'observation desquels, j'ai appliqué la méthode expérimentale préconisée avec de si justes raisons, par l'illustre LE PLAY, j'ai pu me rendre compte combien il était difficile de se relever quand on était allé en prison. Un délinquant qui a été touché par une condamnation, si infime qu'elle soit, ou qui a été détenu, même seulement préventivement, est tellement avili par le contact du milieu où il s'est passagèrement trouvé, qu'il devient incapable de tout ressort moral après sa libération On ne peut espérer le relèvement d'un délinquant ayant été en détention, que par suite de circonstances absolument exceptionnelles, qui résulte directement de son degré d'éducation individuelle.

Il y a deux catégories bien différentes de délictuels ; il est nécessaire de ne pas les confondre, si on ne veut pas s'exposer à de répréhensibles erreurs et à de flagrantes injustices.

Ces deux catégories sont : les *délictuels occasionnels* et les *délictuels habituels*. Il ne faut pas s'y méprendre, les personnes qui s'occupent de science pénitentiaire, ainsi que la plupart des membres des institutions s'intéressant au relèvement des libérés, oublient trop facilement, ou méconnaissent ce classement de délictuels, pourtant si général, si absolu et si rationnel.

Dans les diverses réunions de ce Congrès, il a été souvent parlé des Sociétés de patronage, ainsi que des formes multiples sous lesquelles leur bonne volonté cherche à se manifester. Malgré l'abondance des renseignements fournis et la valeur des essais tentés, on a conclu, d'un commun accord, que le reclassement des libérés présentait d'énormes difficultés ; de plus, que dans la grande majorité des cas, on se heurtait à des impossibilités nettement caractérisées.

Les mémoires si documentés de M. Paul CUCHE, de Grenoble ; de M. Ch. GODDE, de Lyon et de M. l'abbé ROUSSET, rédigés spécialement en vue de provoquer certaines discussions au sein de nos séances, arrivent tous aux mêmes conclusions pessimistes.

Pourquoi donc rencontre-t-on des difficultés si nombreuses pour

procéder au reclassement des anciens détenus ? C'est que le genre d'individus dont les Sociétés de patronage ont à s'occuper, ne sont que des individus sans valeur morale, ni intellectuelle ; ayant tous des vices et souvent aussi toutes les tares physiques : c'est une population sans vigueur mentale et déprimée matériellement. La clientèle des Sociétés de patronage, n'est guère constituée que par des *délictuels habituels*. Il n'y a rien à faire de ces déclassés ou de ces déformés : la plupart du temps ce sont des anormaux par nature, ou des irresponsables par atavisme.

Les anciens détenus de valeur, ayant conservé la dignité de leur existence au milieu des vilenies et des cruautés de notre régime répressif, c'est-à-dire les *délictuels occasionnels*, ne se présentent que bien rarement au seuil des Patronages de libérés. Ils se relèvent seuls, par la persévérance de leur volonté. Quand une personne de caractère et d'énergie a été touchée par le malheur, ou atteinte judiciairement par suite de circonstances, dont la plupart du temps elle était dans l'impossibilité de prévoir les issues, elle se relève d'elle-même et dans le silence ; elle n'est ni solliciteuse, ni mendiante : son reclassement s'accomplit insensiblement, par la propre vigueur des efforts réalisés.

Si les *délictuels occasionnels* échappent ainsi aux Sociétés de patronage, c'est qu'ils désirent cacher l'amertume qu'ils ressentent pour les lois cruelles qui les ont frappés ; c'est aussi afin de ne pas être obligés de manifester en public le mépris qu'ils éprouvent pour les auteurs directs, de la chute dont ils supportent les conséquences.

Le libéré qui se relève seul, par le fait même de son relèvement, devient une puissance morale. Malheureusement le libéré qui se relève seul, garde des aigreurs profondes contre l'état social au nom duquel on l'a blessé. Le libéré qui se relève seul, se relève généralement en ennemi des institutions de son pays : il conserve des rancunes, envers un passé qui l'a amoindri pendant un certain temps, il garde aussi des ressentiments, du souvenir de l'abandon dont il a souffert et de l'isolement plus ou moins long qu'il a dû subir.

En présence du nombre véritablement inquiétant des anciens

libérés habituels qui vagabondent en marge de la société normale, le public se demande avec une certaine angoisse comment il pourra se garantir contre les maux dont il est menacé, par un si grand accroissement de non valeurs ; il demande un prompt réemploi des déclassés.

Malgré les appels réitérés du monde des travailleurs et malgré la création d'œuvres multiples d'assistance et de patronages divers, il est absolument indispensable de ne pas se bercer d'aucune illusion sur les résultats à obtenir. Il n'y a rien à espérer des *délictuels habituels*, que les maisons de détention rendent journellement à la liberté. Ces individus-là, ce sont des déchets dont on ne saurait tirer aucun parti acceptable.

Tant que nos lois pénales ne seront pas transformées radicalement dans leurs principes fondamentaux ; tant que nos mœurs sociales se traîneront dans les vieux errements de vengeance répressive, au lieu de s'occuper de l'éducation et de l'amélioration des délinquants, on sera encombré par les rebuts fournis par les prisons : rebuts d'autant plus gênants, que nos usages en provoquent l'extension.

Depuis un quart de siècle au moins, les essais les plus louables et les plus persévérants, ont été entrepris pour le placement des *délictuels habituels*, soit dans la grande industrie métropolitaine, soit dans les colonies d'outre-mer. Toutes les tentatives ont échoué misérablement : elles n'ont amené que des résultats désastreux. Les chefs d'établissements industriels, auprès desquels on s'est adressé pour le placement des anciens détenus, ont renoncé avec un véritable dégoût, à l'emploi de ce genre de personnel. Les établissements agricoles coloniaux, même ceux qui semblent les plus avides de main-d'œuvre européenne, manifestent une véritable répulsion envers les libérés qu'on leur propose.

Pourquoi donc les Sociétés de patronage n'ont-elles à s'occuper que des *délictuels habituels*, c'est-à-dire des libérés incapables ou indignes, desquels il est prudent de se prémunir de tout contact ?

C'est que les anciens détenus, méritant de la sympathie et en mesure de reprendre la position sociale, qu'une erreur ou des circonstances fatales leur ont fait perdre, se reclassent sans s'adresser

aux Sociétés de patronage. Ces libérés ont raison de s'isoler ainsi, car les Sociétés de patronage, les Sociétés d'Assistance par le travail et autres associations analogues, sont en général des œuvres impuissantes, la plupart du temps sans influence, ne produisant qu'une agitation stérile, destiné à provoquer l'illusion des bienfaits, ou à masquer l'insuffisance des procédés.

Pour pouvoir aider d'anciens détenus à se relever, il faut posséder un tact et un dévouement qu'on ne rencontre pas toujours auprès des personnes qui s'adonnent aux œuvres d'assistance et de prévoyance sociale.

Un trop grand nombre de promoteurs de ces sociétés se servent des relations de leurs collaborateurs, comme d'un tremplin destiné à lui faire acquérir des distinctions personnelles. Quelques-uns même ne doivent leur réputation de moralistes qu'à leur savoir-faire et à leur facilité toute spéciale à se hausser sur la misère et la souffrance d'autrui. Les *délictuels occasionnels* savent reconnaître assez promptement ces habiles, aussi ils ne s'abandonnent que bien rarement aux secours intéressés qui leur sont bruyamment offerts. Quand des personnes ayant eu à souffrir des duretés de la législation répressive, prennent par hasard la funeste détermination de s'adresser à eux, comptant sur le zèle de parade qui se présente à leur détresse, ils n'en recueillent que des déceptions et d'amers regrets.

Ainsi donc : d'une part les Patronages des libérés et les institutions similaires se proposant pour but le reclassement des délictuels ne parviennent à s'occuper que des individus déprimés ou anormaux, sans valeur et sans moralité ; d'autre part, les libérés dignes d'intérêt et capables de relèvement ne s'adressent, de leur propre initiative, ni aux Patronages ni aux Sociétés du même genre.

Il y a là tout une évolution à réaliser, en ce qui concerne les institutions d'assistance sociale qui s'intéressent aux anciens libérés. Les vieux errements doivent être abandonnés, si ces institutions veulent se placer véritablement à la hauteur de la mission qu'elles ont promis d'accomplir, soit auprès du public, soit seulement auprès des souscripteurs qui les subventionnent.

Il est urgent que les patronages de libérés cessent de s'intéresser

à des sujets dont il n'y a rien à obtenir, ni pour le présent, ni pour l'avenir. Mais il est du devoir de ces mêmes patronages de s'intéresser, plus qu'ils ne le font ordinairement, aux délictuels qui ne leur demandent rien. Les *délictuels habituels* sont tellement dégradés et avilis, qu'ils ne sont plus bons que pour la maison de détention ; ils sont incapables d'aucun usage correct de la liberté, ce sont des atrophiés, qu'il est toujours prudent de maintenir sous une surveillance étroite.

Mais envers les *délictuels occasionnels*, au contraire, il y a une toute autre ligne de conduite à adopter, il faut que les patronages aillent les chercher, mieux encore, il est nécessaire que les patronages aillent au devant d'eux.

Mais comment les trouver, ces libérés, puisqu'ils ne se présentent pas d'eux-mêmes ?

Afin d'atteindre les *libérés occasionnels*, de pouvoir causer avec eux, d'être les confidents de leurs espérances, d'apprécier leur valeur morale et de connaître leur capacité plus ou moins grande de reclassement, il faut les visiter pendant leur détention, longtemps avant leur libération, dès la condamnation si cela est possible. C'est dans la maison de justice que le détenu doit prendre contact avec les membres des patronages. Là, les visiteurs se rendront compte du parti qu'on peut prendre envers chacun des délictuels. Si une pareille méthode était rigoureusement appliquée auprès des détenus en particulier, par les membres des institutions d'assistance sociale qui s'occupent de science pénitentiaire, l'époque de la libération ne serait plus une inquiétude pour un si grand nombre de libérés.

On commet une grosse erreur en ne faisant commencer l'intervention du Patronage qu'après la libération des délinquants. Cette erreur est l'une des causes principales de la stérilité des efforts réalisés en matière de relèvement des anciens détenus. La nullité des résultats transforme toutes les démarches en vaines agitations, qui n'aboutissent finalement qu'à de lamentables déceptions.

Ce sont les *détenus occasionnels* que les Sociétés de patronage doivent rechercher. En tendant une main secourable à cette

catégorie de personnes tombées, on est toujours certain de commettre une bonne action, non seulement envers les délictuels eux-mêmes, mais principalement envers l'ensemble de la communauté sociale.

Les délictuels reclassés, arrachés à l'infamante mort juridique, redeviennent des hommes nouveaux, pleins de vigueur, capables de reprendre, dans la vie du travail, une place morale souvent supérieure à celle du commun des citoyens. Puisque les *délictuels habituels* ont trop de fierté pour s'humilier et s'amoindrir en venant exposer leur détresse aux Sociétés de patronage, c'est aux membres de ces Associations à les rechercher pendant la détention, afin que le relèvement se fasse rapidement, afin surtout que les rancunes suscitées par la répression pénale, s'estompent promptement et disparaissent si cela est possible.

Lorsque les Sociétés de patronage s'occuperont avec suite et avec perspicacité des individus qui le méritent, elles trouveront facilement des auxiliaires généreux et puissants, soit dans les grandes industie, soit dans les établissements coloniaux. Elles pourront coopérer à l'œuvre de réhabilitation réelle, que les libérés sollicitent, que la solidarité sociale désire et que l'humanité espère. Lorsqu'on verra les Sociétés de patronage recommander auprès de leurs collaborateurs, des hommes d'énergie, ayant conscience de la nécessité du travail ; des hommes moraux, dignes d'inspirer de la confiance—car on n'est pas nécessairement une individualité immorale, pour avoir été touché par la justice répressive — alors on ouvrira largement les portes au personnel des anciens libérés, que les institutions d'assistance sociale couvriront de leur protection.

Si on considère particulièrement la catégorie des *délictuels habituels*, ce ne sont pas des prisons qu'il leur faudrait, mais des lieux de refuge spéciaux, destinés à soigner leur incapacité et leur déchéance.

Les *délictuels habituels* sont la plupart du temps des malheureux anormaux ou des irresponsables, grandis dans les milieux tarés de la population flottante des grandes villes. Nés dans le ruisseau des agglomérations urbaines, ils ne se plaisent que dans les atmosphères délétères. Une réforme radicale s'impose en leur

faveur ; les prisons ne les améliorent nullement, au contraire, elles les corrompent définitivement lorsqu'ils ne sont que partiellement contaminés. Ce n'est pas avec la répression pénale qu'on parviendra à les redresser ; ils ne seront transformables que par une éducation toute particulière, donnée dans des établissements où on substituera la bienveillance et les soins, aux rigueurs inutiles des grossiers systèmes répressifs actuellement en usage.

Comme conclusion, je sollicite de la part des membres présents à cette discussion, qui m'ont accordé leur sympathie et leur attention, pendant ce long développement d'une des questions les plus délicates de notre temps, d'émettre un vœu précis, pour qu'une action plus directe des Sociétés de patronage soit exercée auprès des *délictuels occasionnels*. Seuls les libérés ayant encore du ressort mental, méritent véritablement les secours matériels et moraux des institutions d'assistance sociale.

Mme Bogelot. — Je ne sais comment cela se passe dans les patronages pour hommes, mais cette sélection que demande Monsieur se fait dans les patronages de femmes. C'est dès la prison que nous interrogeons la personne qui veut bien demander notre concours et dès qu'elle nous connaît, dès que nous lui avons parlé, nous cherchons l'établissement que nous pouvons trouver pour lui venir en aide.

Je suis de votre avis, mais je suis aussi de l'avis de M. le rapporteur qui dit : il faut s'occuper de tous, les uns pour les sortir de peine par le travail, les autres pour les mettre dans les asiles dont vous avez parlé, mais il faut s'occuper de tous.

M. Cucheval. — Tout cela prouve que si on peut se séparer sur le terrain des doctrines on est toujours d'accord sur le terrain de l'expérience.

Evidemment c'est bien des délinquants d'occasion qu'il faut surtout s'occuper ; mais lorsqu'on dit qu'on ne peut rien faire du tout avec des délinquants habituels c'est inexact ; j'ai pu faire quelque chose avec des récidivistes... oh ! c'est très rare, mais enfin cela arrive.

Ce qu'il faut remarquer c'est que le patronage traverse une moins belle période que celle qui a précédé la loi Bérenger. Avant la loi

de 1891, tous les délinquants entraient en prison, les professionnels comme les occasionnels ; ceux qui étaient tombés par malheur, par accident, les égarés d'un moment, étaient nos bons clients, nous les avions avant la loi Bérenger, nous ne les avons plus maintenant.

A la prison de Grenoble je fais venir les détenus... ce n'est pas commode parce que c'est une prison en commun, il faut être bien avec le gardien-chef, comme je suis à Grenoble, il me reçoit dans son cabinet, il reste là pendant que les détenus comparaissent ; de ce chef le détenu est évidemment gêné et ne dis pas tout, il ne permet pas de sonder trop facilement son passé, on ne sait pas trop à quoi s'en tenir sur lui à la suite de cet entretien. Je fais mes visites avec un médecin ; ce médecin me renseigne sur les tares physiques, c'est très important cela ; il me dit s'il y a des traces d'épilepsie, si l'individu est notoirement alcoolique, s'il y a telle ou telle indice de dégénérescence indéniable. Nous ne pouvons plus aujourd'hui contester ces choses-là et leur effet sur la moralité. Lorsque nous sommes en présence d'un individu qui a des stigmates évidents de prédisposition criminelle nous ne nous en occupons pas.

Les détenus qui nous font le plus de plaisir en somme sont ceux qui demandent à s'engager soit dans les corps de troupe ordinaires, soit dans la légion étrangère. C'est mon bonheur quand je trouve quelqu'un qui veut aller dans la légion étrangère ; je l'engage comme étranger bien entendu.

Il y a aussi ceux qui demandent leur rapatriement. Mais je ne suis pas sûr que nous accomplissions tout notre devoir avec eux. Lorsque j'ai en face de moi quelqu'un qui me dit : si vous voulez me donner un billet pour Lyon ou Chambéry, j'y trouverai du travail, ce n'est pas avec la conscience bien soulagée que je sors de la prison lorsque j'ai fait cela, j'ai pratiqué un peu la transportation à l'intérieur.

Ceux qui nous embarrassent le plus sont ceux qui demandent le placement. J'appartiens par mes relations à un milieu industriel, j'ai essayé de placer un libéré dans ma famille — charité bien ordonnée commence par soi-même — cela n'a pas réussi ; il n'est même pas allé présenter sa lettre de recommandation, il aurait fallu le prendre par la main et le conduire jusqu'au lieu du placement.

J'ai fait un pacte avec les entrepreneurs des Ponts et Chaussées, car vous savez que le cassage des cailloux par les Ponts et Chaussées se fait mi-partie par les cantonniers et mi-partie par l'entreprise. Je me suis entendu avec les ingénieurs qui m'ont dit : envoyez nous ces gens-là, nous les prendrons, nous ne ferons pas trop attention aux cailloux cassés. Je leur ai donné les instructions nécessaires, deux massettes ; eh bien il est arrivé qu'ils ne se rendaient pas à l'atelier et qu'ils vendaient leurs massettes.

Nous sommes ici pour faire un examen de conscience, eh bien je ne crois pas avoir fait un placement définitif depuis cinq ans ; j'ai fait des placements qui ont duré un mois, six mois ; puis le libéré s'en allait généralement, notamment une fois, je le signale en passant, sous l'influence d'un ancien détenu qui avait eu des rapports avec notre patronné à la prison de Grenoble, qui était venu le débaucher et avec qui il était allé recommencer sa vie d'autrefois.

M. H. Joly. — Il me semble que les observations qui ont été présentées il ressort deux conclusions très anciennes assurément, mais bonnes à répéter ici ; car s'il est louable d'essayer de fonder des choses nouvelles, il faut toujours s'appuyer sur une base solide fournie par une tradition. Les deux conclusions qui me paraissent résulter de ce qui vient d'être dit sont les suivantes :

D'abord c'est que le patronage doit être commencé à la prison. Tout le monde est d'accord là-dessus. Il faut avoir connu le détenu dans sa détresse, avoir connu sa conduite à une époque où il était disposé à tout avouer à qui lui promettait de s'occuper de lui.

Mais il y a une seconde proposition qui ressort de ce qu'a dit M. Cuche, c'est que le patronage avant la sortie est extrêmement difficile dans les prisons en commun.

Il est évident que c'est dans la cellule que le patronage est possible, que c'est là seulement qu'on peut être en face du détenu, qu'on peut obtenir ses aveux, des renseignements, des confidences dont il ne rougira pas, dont ses co-détenus ne se moqueront pas.

Or permettez-moi de vous rappeler que c'sst bien l'emprisonnement individuel qui est la loi, puisque la loi de 1875 n'est pas abrogée ; elle est fort peu appliquée malheureusement, mais elle subsiste.

Je crois que nous ne devrions pas négliger une occasion de rappeler ces vérités, à savoir que le patronage exige la visite dans la prison, que cette visite, pour être fructueuse, exige l'emprisonnement individuel, et qu'enfin c'est cet emprisonnement individuel qui est seul conforme à la loi.

M. LARNAC. — Je suis de l'avis de M. CUCHE qui prétend qu'il ne peut pas y avoir de patronage définitif pour la libération conditionnelle. Nous voyons cela tous les jours. Dans presque tous les dossiers, il y a ce que nous appelons au Ministère de l'Intérieur un certificat de travail. Ce certificat de travail est bien et dûment signé par un monsieur qui s'engage à recevoir le libéré à sa sortie. Sur la foi du traité, nous accordons la liberté conditionnelle à l'individu en question. Mais qu'arrivera-t-il ? C'est que, trois, quatre, cinq mois après, et je puis vous le dire parce que mes fonctions m'appellent aussi hors du ministère comme secrétaire général de la *Société Centrale de Patronage pour les Libérés*, je vois arriver un homme qui me dit : Je suis libéré conditionnel. — Vous êtes sorti de prison, très bien ; mais aviez-vous un certificat de travail ? — Oui. — En effet, sans cela on ne vous aurait pas mis dehors. Et où étiez-vous ? — Dans telle industrie ? — Pourquoi n'y êtes-vous plus ? — Ah ! Monsieur, je suis fâché avec mes patrons, ou : ils ont fait faillite.

Permettez-moi de vous le dire, Mesdames et Messieurs, c'était un certificat de complaisance que nous avait présenté l'individu. Aussi je dis que bien souvent le détenu que nous mettons en libération conditionnelle serait mieux casé s'il était encore en prison. Il est certain qu'il aurait là le vivre et le coucher. Il n'aurait pas la liberté, c'est vrai, mais il ne rôderait pas dans les rues de Paris comme j'en ai vu quelquefois, sans moyens d'existence, et qui nous faisaient presque regretter de les avoir mis en liberté.

Il y a un second point à examiner.

Il ne peut y avoir de relèvement définitif. A qui la faute ? Je vais vous citer un cas bien extraordinaire qui s'est produit dans la réalité en même temps qu'on jouait dans un des théâtres de Paris la célèbre pièce d'Anatole France : *Crainquebille*. J'ai vu un Crainquebille ; ce Crainquebille, l'homme qui se faisait prendre par un agent

et qui n'avait rien fait, était le fleuron de notre patronage, c'était un récidiviste de la plus belle eau, il avait été condamné sept ou huit fois. Il était venu me trouver plusieurs fois pour me dire qu'il était heureux, qu'il était marié... Un jour — il y a un mois de cela — il se présente à moi et me dit : « Monsieur, il m'est arrivé un grand malheur. — Ah ! est-ce que vous avez volé quelque chose, assassiné quelqu'un ? — Non, Monsieur, je passais dans une rue de Paris, je vendais avec une autorisation... » Il me montre son autorisation, c'était une autorisation de la Préfecture de police qui lui permettait de vendre des journaux et des livres ; malheureusement ce jour-là il vendait des abat-jour. Un agent — l'agent de Crainquebille — lui dit : « Que faites-vous là ? — Je vends des abat-jour. — Montrez-moi votre autorisation. » Il la montre, on l'amène au commissariat de police, il passe en simple police. Il est désespéré. Il me dit : « Monsieur, je suis perdu, j'ai à mon passif sept ou huit condamnations, que dois-je faire ? je n'ai pas d'argent pour payer l'amende, et si je ne la paie pas, c'est la prison ; et puis si on sait que je suis un récidiviste, un échappé des maisons centrales, mon avenir est perdu. »

Je vais à la Préfecture de police ; on me dit qu'il n'y a plus à revenir là-dessus.

Quelques temps après il m'écrit une lettre dans laquelle il m'informe qu'on va vendre les quelques objets qu'il possède, ses quelques meubles. Il me dit qu'il était dans cette situation parce qu'il ne pouvait pas payer 12 fr. 50 d'amende. C'était pour lui la prison et le reste.

J'ai envoyé au percepteur les 12 fr. et j'espère qu'il est sauvé (1).

Mais est-ce que vous croyez que le relèvement définitif est possible ? Non, et qui en est la cause ? J'ai le regret de le dire, c'est la police, c'est l'agent inintelligent. Voilà un homme qu'on empêche de gagner sa vie, est-ce qu'on aimerait mieux qu'il commit un méfait ? Avec un peu d'intelligence, de bonté, de cœur, on pouvait

(1) Le libéré dont il est ici question a *spontanément* remboursé, depuis la réunion du Congrès, la somme qui lui avait été avancée, ce qui confirme notre assertion, à savoir qu'on avait affaire à un homme décidé à se relever et auquel, avec un peu plus de tact, d'indulgence et de bonté, on aurait pu éviter une condamnation à l'amende et la perspective de retourner en prison.

éviter des conséquences fort graves pour cet individu... notez qu'il a une interdiction de séjour, il peut être condamné pour rupture de ban. Tout cela parce qu'il a vendu des abat-jour au lieu de vendre des journaux !

Il faudrait recommander ces malheureux aux pouvoirs publics... je ne parle pas des grands pouvoirs publics, nous sommes pour la plupart ici dans l'administration pénitentiaire ou dans la magistrature, nous sommes disposés à user partout de bonté avec les malheureux ; mais il y a le petit pouvoir public qui ne s'occupe pas de cela, il faudrait lui demander d'avoir quelque bonté pour ces malheureux.

Je voudrais donc que dans les vœux on introduise une phrase visant précisément cette bonté et cet amour du bien, du relèvement ; alors seulement nous aurons des relèvements définitifs, ce que nous n'avons pas maintenant.

M. Albert DE JOLANS. — Mesdames et Messieurs, il y a des contrées et des grands centres d'industries, vers lesquels les détenus libérés sont généralement dirigés. Ainsi, pendant quinze ans, de 1860 à 1875, j'ai habité la Ricamarie, près Saint-Etienne (Loire), comme ingénieur auxiliaire et directeur des mines du Montcel-Ricamarie. J'occupais plus de quatre cents ouvriers, et généralement tous les mois, le maire ou le juge de paix me disaient, la Préfecture nous annonce un prochain envoi de sept, huit ou de dix libérés à placer. Soit un peu philanthropie, soit un peu pour conserver de bons rapports avec l'administration locale, je disais au maire, suivant la saison des travaux : M. le Maire, vous pouvez m'envoyer trois, quatre et même cinq de vos arrivants. A ce jeu-là, au bout de quelques années, en récapitulant, je me trouvais avoir *cent cinquante-deux* libérés parmi mes quatre cents ouvriers.

Voici comment la chose se passait : c'était toujours la gendarmerie qui m'amenait ces nouveaux travailleurs, je leur faisais un petit speech, en leur disant qu'ils allaient être attachés à divers chantiers suivant leurs aptitudes, qu'ils seraient payés comme les autres de 4 à 5 francs par jour, suivant qu'ils travailleraient à la surface ou au fond de la mine, qu'ils trouveraient facilement à se loger dans la commune, que M. le Maire lui-même leur donnerait

tous les renseignements utiles à ce sujet, que personne ne saurait d'où ils venaient et que s'ils se conduisaient bien, ils reviendraient des citoyens honnêtes vivant de leur travail. J'ajoutais, vous êtes déjà bien nombreux dans mes chantiers, et, comme il pourrait y avoir des mauvaises têtes parmi vous, mauvaises têtes qui seraient tentées de venir chercher leur casier dans mon cabinet, je le rend au brigadier qui le déposera à la mairie, je garde seulement votre nom et numéro sur mon carnet spécial, et tant que vous vous conduirez bien, personne ne saura d'où vous venez, mais si vous faisiez quelques incartades, il me suffira de prévenir la gendarmerie pour vous rappeler à vos devoirs.

Alors j'appelais divers contremaîtres, forgerons, charpentiers, mineurs, et je leur confiais ces nouveaux arrivants ; à l'occasion, je m'informai de leur travail et, rarement, j'avais des plaintes Lorsque je descendais dans la mine pour vérifier les travaux, souvent au fond d'une galerie, à 4 ou 500 mètres de la colonne du puits où tous les travailleurs sont noirs, je reconnaissais cette catégorie d'ouvriers aux prévenances qu'ils avaient pour moi, soit en me saluant, soit en m'éclairant ou en me déblayant un mauvais passage. En somme, je n'ai presque jamais eu à m'en plaindre.

M. GODDE. — Mesdames et Messieurs, j'ai deux observations à présenter, deux vœux à exprimer.

Le premier est relatif aux engagements volontaires. Je crois qu'il serait nécessaire de demander l'assimilation entre les libérés appelés et les libérés engagés en ce qui concerne les formalités qui sont exigées. Il y a, en ce moment, M. le conseiller VOISIN le sait, un projet de loi présenté par M. Bérenger ; j'avoue que ce projet est loin de nous donner satisfaction. Ce projet de loi a été présenté déjà, je crois, devant l'Union des sociétés de patronage, et il n'a pas reçu l'adhésion complète du Comité. Ce que je demande, c'est que l'on permette aux libérés appelés et aux libérés engagés de se présenter absolument dans les mêmes conditions. Le projet de M. Bérenger est beaucoup plus compliqué. Aujourd'hui, il faudrait obtenir une autorisation ministérielle particulière pour permettre à ces jeunes gens de s'engager, non pas dans les bataillons d'Afrique, mais dans les régiments de la métropole. Or, je crois qu'il serait

de toute utilité de permettre à ces jeunes libérés de s'engager, non pas dans les bataillons d'Afrique, mais dans les bataillons situés en France.

La deuxième observation que j'ai à présenter a trait à la nécessité de la création de fédérations régionales. Je crois qu'il serait bon que le Congrès se prononce sur ce point d'une façon nette, ou émette l'idée bien précise de la nécessité de cette union ou, du moins, de ces fédérations régionales. Jusqu'à ce jour, cette idée avait été repoussée plus ou moins formellement. Aujourd'hui je crois, sans vouloir entrer dans les détails particuliers de cette organisation, qu'il serait intéressant que le Congrès se prononce sur la nécessité de cette union de fédérations régionales.

M. LE PRÉSIDENT. — En ce qui concerne le premier vœu qui vient d'être présenté par M. GODDE, personne ne peut en méconnaître l'importance, c'est une question très vaste et qui exigerait une discussion spéciale. Comme elle ne figure pas à notre ordre du jour, je crois qu'elle ne peut être abordée d'une façon incidente ; elle pourra faire l'objet d'une étude ultérieure dans un prochain congrès, mais il ne me semble pas possible de l'aborder ainsi par le petit côté à la fin de la session. Je vous invite donc à ne pas entrer dans cette discussion. *(Assentiment.)*

En ce qui concerne le second vœu, celui relatif à l'union des sociétés de patronage par régions, ce serait une sorte de création intermédiaire entre le bureau central du patronage des libérés...

M. GODDE. — Non... C'est pour permettre aux sociétés locales d'envoyer aux sociétés de Marseille, de Lyon, des grands centres, leurs libérés. Pour que cette union puisse se faire, il faut des liens plus étroits que ceux qui existent...

M. LE PRÉSIDENT. — C'est bien ce que j'indiquais, il y aurait une fédération intermédiaire.

M. CUCHE. — Ce ne serait pas la même chose... Voici ce que M. GODDE et moi nous désirons : je voudrais avoir des relations telles avec Lyon, qu'après avoir fait mon choix à la prison de Grenoble, avoir distingué six, sept libérés que je juge très dignes d'intérêt, je puisse les expédier à Lyon, où on les recueillerait sûrement.

M. LARNAC. — Il arrive souvent que les sociétés de patronage ont, dans leurs statuts, un article indiquant qu'elles ne peuvent s'occuper que des libérés de leur région ; je vous citerai par exemple Bordeaux ; j'ai voulu envoyer des libérés à Bordeaux, on m'a répondu : nous ne nous occupons que des libérés de notre région. S'il y avait une agglomération régionale, ces articles-là pourraient être revisés.

M. CONTE. — Mesdames et Messieurs, je vous apporterai sur ce point une solution pratique :

Nous nous sommes trouvés avoir un asile dans lequel nous n'admettons pas les hommes, parce que nous l'avons réservé pour les enfants et les jeunes gens. Notre asile nous l'avons tenu à la disposition de toute la région ; la Société de Valence, la Société d'Aix, tous les magistrats de la région nous envoient des enfants et des jeunes gens que nous n'avons jamais refusés.

Je me rallierai donc au vœu de M. GODDE puisqu'il ne fait que formuler une pratique qui est la nôtre, en y ajoutant un désir, c'est qu'on rembourse, à la société qui fait des frais, une partie de ce qu'elle dépense...

Mais on a formulé comme règle que nos Sociétés ne devaient s'occuper que des libérés de leur région. Cette expression n'est pas absolument exacte.

En principe, c'est à sa sortie de prison que nous devons aider le libéré ; celui-ci doit donc tout d'abord s'adresser à la Société de la région où se trouve la prison. Mais le libéré n'est pas toujours du pays même. Sans parler des vagabonds, il en est beaucoup qui ne sont tombés en prison que parce qu'ils étaient hors de chez eux, soit que le défaut de ressources les ait entraînés à voler, soit qu'ils aient été arrêtés pour vagabondage. Pour les enfants, qui sont les plus intéressants de nos clients, combien en trouve-t-on en prison qui viennent de fuir la maison paternelle et prenant le chemin de fer se sont fait arrêter loin de chez eux.

Or, la Société de Patronage qui siège au lieu de la prison, ne peut s'occuper utilement toute seule de ceux qui sont d'un autre pays. Je dis utilement, car je ne suppose pas que personne de nous veuille accueillir un jour un malheureux pour l'abandonner immé-

diatement sur le pavé. S'il s'agit notamment d'un homme âgé ou infirme, il faudra le ramener à sa famille qui a le devoir légal de l'aider, au pays où il a son domicile de secours. S'il s'agit d'un enfant, c'est encore le plus souvent à son pays, à sa famille qu'il faut recourir. D'autres circonstances aussi, par exemple, réconciliation avec la famille, ou bien impossibilité de trouver un travail du métier du libéré, en un mot, toutes les fois que le rapatriement du libéré est profitable, alors est indispensable le concours d'une autre Société, celle de la région du libéré. Cette dernière seule pourra faire les enquêtes et les démarches nécessaires, officielles et officieuses ; et même prendre à sa charge ses compatriotes pour une certaine durée. Et aussi lorsque le voyageur doit s'arrêter en route, par exemple pour changer de Compagnie, la Société qui rapatrie, hésite à confier à un libéré l'argent nécessaire pour prendre le nouveau billet ou les frais de route, il lui sera alors avantageux de s'adresser à une Société correspondante dans la ville d'arrêt. C'est du reste une pratique constante.

Reconnaissons donc que nous avons souvent besoin les uns des autres et que nous devons toujours nous entr'aider.

M. Félix Voisin. — Mesdames et Messieurs, la question que nous traitons est la question du placement définitif des patronnés.

Je crois qu'il est très important de leur recommander de se tenir bien strictement dans les limites de la permission obtenue.

Si j'ai bien compris M. Larnac, voici un patronné qui est soumis à l'interdiction de séjour à Paris ; on lui a donné une première faveur, celle d'y résider, cela montre déjà que la préfecture de police n'est pas intransigeante et qu'elle est disposée à rendre possible l'existence des gens frappés par la justice ; ce patronné a une permission pour vivre à Paris, et il est autorisé à y vendre des journaux ; au lieu de vendre des journaux, il vend des abat-jour. On lui demande sa permission et le voilà en contravention ! Vous ne pouvez pas demander à un gardien de la paix qui voit sur l'autorisation accordée « permission de vendre des journaux », de décider, de son autorité privée, que le porteur de la permission pourra vendre d'autres objets ; sans doute, le fait n'est pas grave, mais il n'en est pas moins vrai qu'une faute a été commise, dont la responsabilité pèse sur le patronné.

Par conséquent, nous devons recommander aux personnes à qui nous faisons obtenir des autorisations exceptionnelles, de se cantonner dans la permission même.

J'ai pris la parole parce que j'ai entendu dire : c'est la faute de la police si l'existence du patronné est compromise. Eh bien, non, ce n'est pas la faute de la police, c'est la faute de l'individu qui, ayant eu une faveur, n'est pas resté dans les limites mêmes de cette faveur.

M. Henri Prudhomme. — Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de présenter une très courte observation sur cette nécessité de fédérer les sociétés de patronage que vient de signaler notre honorable rapporteur général. Si mes souvenirs sont exacts, au second Congrès de patronage, c'est-à-dire à Lyon, en 1894, il a été déjà question de cette fédération. On se préoccupait alors de rechercher les moyens d'organiser le patronage dans les petites villes et la conclusion a été celle-ci, c'est que dans une petite ville où on a un personnel restreint, où on a un nombre de patronnés nécessairement restreint, il était impossible de créer ces organismes qui s'appellent une maison d'assistance par le travail pour les femmes, un refuge pour les enfants de l'un et l'autre sexes etc. ; on conseillait donc aux sociétés de patronage de s'entendre entre elles, de s'entr'aider, et l'on a, en conséquence, adopté un vœu à peu près conçu en ces termes : « Il est désirable que les sociétés de patronage fondées dans les petites villes s'entendent soit entre elles, soit avec des sociétés ou des œuvres possédant une organisation plus complète, pour assurer, moyennant une rétribution à déterminer, le placement des libérés qu'elles sont impuissantes à patronner directement (1). »

Ce qui est vrai d'une société établie dans une petite ville est vrai dans une certaine mesure pour celles qui fonctionnent dans les villes plus importantes. L'entente, la fédération entre toutes nos œuvres ne peuvent qu'accroître leur puissance d'action. On a donc eu raison de les recommander.

Mais cette fédération comment la faire ? Il appartient, à mon avis, à chaque société, de chercher en quelque sorte autour d'elle

(1) Voir compte rendu du 2e *Congrès de patronage*, p. 60 et 112 (*N. du S. G.*)

les sociétés ou les œuvres auxquelles elle peut utilement s'adresser.

Nous pouvons donc émettre un vœu, mais il serait imprudent d'aller plus loin et d'essayer de tracer le plan d'une fédération générale, en disant, par exemple, aux sociétés du Dauphiné : Fédérez-vous avec les sociétés de Lyon, ou à celles du sud-ouest : « Fédérez-vous avec Bordeaux. »

D'ailleurs, lors du premier Congrès de patronage, en 1893, lorsqu'on s'occupait de préparer les statuts-types des sociétés de patronage, on avait déjà songé à fédérer les sociétés, et l'idée d'une organisation par ressort de cour d'appel s'était présentée à certains esprits. Immédiatement des objections très sérieuses ont été faites, car on a fait remarquer que cette division judiciaire ne répondait pas aux divisions des industries dans lesquelles il était possible de trouver le placement des patronnés.

Nos conclusions devraient donc se borner à adresser à toutes les œuvres un appel très pressant pour leur conseiller l'union. Il est incontestable que les sociétés établies dans des villes, même de population relativement élevée, ne peuvent avoir l'organisation nécessaire pour le placement des patronnés. Elles ont besoin de se fédérer avec des sociétés des grandes villes. Mais, après avoir émis un vœu très énergique en faveur de cette fédération, abstenons-nous de vouloir donner une indication plus précise, et de jeter sur le papier les bases de cette fédération. Si nous le tentions, nous n'arriverions à aucun résultat pratique, car nous ne pouvons tenir compte des facilités et des convenances personnelles que ceux qui dirigent ces sociétés peuvent avoir pour créer cette union absolument indispensable.

M. Cuche. — A un autre point de vue cela aurait l'air de faire croire que les petites sociétés de patronage qui ne peuvent faire du placement définitif ne peuvent faire autre chose. Or, j'ai montré que nous faisons autre chose : nous conseillons les libérés, nous écrivons à leurs familles, nous les rapatrions, nous les habillons.

M. Prudhomme. — Une petite société peut même rendre des services à une grande société. Si on construit un chemin de fer dans la région de la petite société, il va y avoir des chantiers qui vont s'ouvrir, et c'est la petite société qui pourra offrir du travail à la grande société.

M. Cuche. — Seulement il faudra considérer que le fonctionnement normal c'est l'évacuation des petites sociétés sur les grandes.

M. Godde. — Par quels moyens pratiques va-t-on provoquer cette union, cette fédération ?

M. le Président. — Je crois que ce rôle revient à l'Union centrale, qui est un foyer permanent d'études et un lien entre les diverses Sociétés. *(Approbation).*

M. Muselli, directeur de la Société Lyonnaise de patronage. — Notre temps étant limité pour la troisième question, qui est pourtant bien complexe, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, d'attirer l'attention du Congrès sur un point spécial qui me paraît avoir son importance et, pour aller plus vite, je lirai à ce sujet le passage d'un travail que j'ai fait, intitulé : *Guide théorique, pratique et administratif des sociétés de patronage*, travail qui m'a été dicté par une longue expérience de 14 années dans cette partie.

J'ai eu l'honneur d'adresser un extrait de mon travail à notre éminent président, M. Cheysson, qui, suivant sa noble habitude, a bien voulu m'honorer d'un mot aimable et bien encourageant pour moi.

Voici ce que je voudrais faire ressortir aujourd'hui :

Une entente devrait exister entre toutes les sociétés de patronage pour proportionner leurs forces au degré des éventualités et établir leur zone d'influence réciproque.

Confédérées par cette mesure, elles arriveraient plus rapidement à esquiver les obstructions et à procurer du travail aux inactifs, en se signalant tel ou tel libéré dont le placement serait difficile par sa situation trop connue dans son lieu d'origine ou de condamnation.

Pour en arriver là, les sociétés de patronage des grandes villes ayant leur résidence correspondant aux sièges régionaux, seraient dénommées sociétés centrales régionales. Elles seraient le point d'attache, ou si l'on veut, le centre où toutes les ramifications des sociétés disséminées dans les villes de moindre importance d'un périmètre déterminé viendraient aboutir.

Après une étude attentive, nous avons imaginé de grouper une, deux et même trois circonscriptions pénitentiaires, comprenant

plusieurs départements, en leur donnant pour centre une ville importante.

Paris aurait un siège central comprenant toute la première circonscription ; les deuxième et troisième circonscriptions auraient Versailles comme comité régional ; les quatrième, cinquième et sixième auraient pour centre Amiens, alors même que Lille soit plus importante, pour la facilité des communications ; les vingtième, vingt et unième, et vingt-troisième circonscriptions auraient Lyon comme siège régional ; Marseille comprendrait les vingt-deuxième et trente-deuxième circonscriptions pénitentiaires avec les départements qui s'y rattachent, avec le département de Vaucluse en plus, en raison de sa proximité avec Marseille, etc.

Toutes les sociétés créées auprès de chacune des maisons d'arrêt par l'initiative privée, tout en conservant leur autonomie, seraient en relations suffisantes entre elles, tout au moins lorsque le besoin s'en ferait sentir, mais surtout avec le Comité régional qui serait le pivot de toute la région.

Nous avons préparé une carte qui divise ainsi la France continentale en dix-huit Comités régionaux, et l'Algérie formerait le dix-neuvième.

Pour donner de la vitalité à tout cet ensemble, il sera nécessaire de convoquer une assemblée générale une fois par an, de toutes les sociétés de la région qui enverraient chacune un ou deux délégués, suivant l'importance de la ville, munis de leurs rapports annuels, au Comité régional qui, après la séance, les résumerait en un rapport général et en donnerait un exemplaire à chacune de ces sociétés. Un même exemplaire de ces rapports serait adressé à l'*Union des Sociétés de patronage de France*. Celle-ci ferait elle-même un résumé de tous les rapports régionaux qu'elle insérerait dans un de ses bulletins et qu'elle enverrait à toutes les sociétés adhérentes à l'Union.

Ce travail, qui paraîtrait considérable, plus qu'il ne l'est en réalité, rendrait les plus grands services à la Société et à l'État lui-même.

Par ce procédé : diffusion de l'idée de patronage ; diminution sensible et progressive du vagabondage, de la criminalité et de la

récidive en France, objectif éminemment utile à l'humanité qu'il faudrait s'efforcer d'atteindre.

Ce serait aussi la meilleure défense sociale.

Il m'a paru utile de placer un premier jalon dans ce sens au V^e^ Congrès national.

M. LE PRÉSIDENT. — L'organisation que propose notre collègue est déjà réalisée par les syndicats agricoles avec leurs fédérations régionales, de même par la mutualité qui a ses commissions régionales et sa fédération nationale constituée depuis peu. Ce serait une organisation analogue que notre collègue rêverait pour le patronage ; mais je crois qu'il suffirait aujourd'hui pour le Congrès de donner une indication générale, sauf à renvoyer à l'Union centrale, avec l'assentiment du Rapporteur, l'étude de cette question, afin qu'il puisse la suivre dans ses détails et proposer à un Congrès ultérieur telle résolution qu'il appartiendra. *(Assentiment.)*

Tout à l'heure M^me^ BOGELOT a bien voulu appuyer de son expérience, les observations présentées par un de nos collègues, qui avait une expérience personnelle de ce qui se passe dans les prisons et qui concluait à la nécessité du patronage dans la prison elle-même avant la libération. Il m'a semblé que cette suggestion avait rencontré l'assentiment de l'assemblée ; s'il en est bien ainsi, je propose le vœu suivant qui serait mis en tête des vœux formulés par le rapporteur :

1° Le placement définitif des patronnés doit, autant que possible, être facilité par la visite des prisonniers avant leur libération, de manière à assurer leur sélection en vue de leur destination ultérieure.

M. le PRÉSIDENT. — M. le Rapporteur fait-il une objection à ce vœu ?

M. CUCHE. — Aucune, tout en faisant observer toutefois que ce n'est pas toujours facile.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est précisément pourquoi j'ai mis : « autant que possible ».

M. HENRIET. — Le texte de vœu se rapportant aux développements que j'ai exposés, je vous demanderai encore d'ajouter quelques mots à tout ce qui vient d'être dit.

Il est bien entendu que parmi les condamnés en général, ayant à subir des peines dans les prisons, il y a les *détenus occasionnels* sur lesquels on est à peu près sûr à l'avance, qu'ils ne commettront pas de nouveau délit. Avec ce genre de délictuels, l'entente est facile, car le *détenu occasionnel* désire son relèvement : là le patronage aura toujours une action efficace.

Mais pour la catégorie des *détenus habituels*, les restrictions de M. le Président et les craintes de M. le Rapporteur se justifient pleinement. Les *délictuels habituels* sont essentiellement menteurs : ils cherchent à tromper toutes les personnes qui condescendent à s'occuper d'eux. Presque tous se disent entre eux pendant leur détention : à ma libération j'irai exploiter tel patronage ou telle association d'assistance. J'ai eu occasion d'observer une cinquantaine de détenus, ce qui m'a permis de rédiger un assez grand nombre de monographies, dont quelques-unes sont navrantes et dignes d'inspirer la plus profonde pitié. Ces monographies démontrent les facilités de la chute des délinquants et les énormes difficultés du relèvement.

Je reconnais combien hélas, les *délictuels habituels* sont peu intéressants, mais j'appelle toute l'attention des membres du Congrès, sur la nécessité absolue de concentrer tous les efforts des Sociétés de Patronage, sur les *délictuels occasionnels*. Cette nécessité s'impose plus encore dans l'intérêt de la société en général, que dans l'intérêt particulier des libérés.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous vous donnons satisfaction par le vœu.

2° *Les œuvres de patronage doivent se garder de recommander, en vue du placement, les libérés qui leur semblent incapables d'efforts personnels et qui ne paraissent susceptibles d'amendement qu'à la condition d'être soumis à une discipline particulière. Le seul placement définitif qui convienne à ces derniers, c'est le refuge ou le dépôt de mendicité.*

3° *Le placement définitif des libérés susceptibles de relèvement ne peut être régulièrement organisé que par les œuvres importantes des grandes villes. Une entente devrait être provoquée entre les œuvres d'une même région ; celles qui n'exercent leur action que sur un petit nombre de patronnés ne peuvent, à cet égard, rendre de services qu'en jouant le rôle de succursales, de correspondantes ou d'auxiliaires des œuvres principales.*

4° *Les grandes œuvres de patronage ne peuvent pratiquer facilement le placement définitif des libérés qu'en constituant à côté d'elles, comme annexes, des bureaux de placement « librement ouverts » à toute « personne en quête » de travail et dont le concours ne soit pas exactement réservé aux patronnés, et cela sous les restrictions habituellement prévues pour les institutions de ce genre.*

(Les différents vœux sont adoptés à l'unanimité.)

M. LE PRÉSIDENT. — Maintenant, Mesdames et Messieurs, il ne nous reste plus qu'à clore ce congrès.

Généralement, le devoir du président, à la fin de la dernière séance, est de résumer les travaux du Congrès ; mais je sens bien, que, si je voulais me conformer à cette tradition, mes paroles ne pourraient qu'affaiblir l'impression de ces voix qui vibrent encore à vos oreilles, je pourrais dire à vos cœurs. Je n'entreprendrai donc pas d'analyser l'œuvre du Congrès et je me bornerai à la caractériser en quelques mots rapides.

Le cinquième Congrès national du patronage des libérés tiendra honorablement sa place à la suite de ses devanciers : il s'est signalé par la cordialité des rapports entre ses membres, comme par la compétence de tous ceux qui ont pris part à ses travaux. Les résolutions sont toutes marquées au coin de la sagesse pratique. Il n'a tranché que les questions qui lui semblaient arrivées à maturité ; quant aux autres, il a eu la prudence d'en laisser la solution à ses successeurs.

Ce qui me paraît surtout important à dégager, c'est que ce Congrès correspond à une nouvelle étape dans l'évolution des idées de patronage.

Comme ceux qui l'ont précédé, il s'est occupé des libérés adultes qui formaient autrefois, pour ainsi dire, notre clientèle exclusive ; mais il a étendu ses travaux sur des terrains que les Congrès

antérieurs n'avaient abordés qu'incidemment. C'est ainsi qu'il s'est attaché à la famille du patronné et du libéré, à la protection, à l'assistance qu'on peut lui donner. Il a surtout fait une part considérable aux enfants, et entr'autres aux enfants délinquants arriérés, sans avoir osé donner des arriérés une définition bien précise.

Nous avons aussi jeté un regard — et je crois que c'est la première fois dans un Congrès de patronage — sur nos colonies, sur les placements que nos terres lointaines offriraient à nos patronnés. Nous avons consacré une étude intéressante, malheureusement un peu décourageante, aux débouchés que nous pourrions y trouver.

C'est donc, une zone nouvelle qui s'ouvre devant nous. Notre activité n'est plus limitée comme autrefois à la personne du libéré, de celui qui a été touché par la justice, puisque maintenant nous atteignons sa famille, sa femme et ses enfants. Nous étudions même comment on pourrait le déverser sur notre nouvel empire colonial.

Mais c'est surtout l'enfant qui semble devoir désormais s'imposer d'une façon toute particulière à notre sollicitude. Comme je le disais à notre séance d'ouverture, le patronage a une noble tâche à remplir, soit pour retenir l'enfant sur la pente qui le mènerait aux abîmes, soit s'il est tombé, pour le relever et le préserver de chutes nouvelles, avant que ses défaillances ne soient irrémédiables.

En présence de l'importance qu'ont prise, d'une façon nouvelle et tout à fait caractéristique, les questions relatives à l'enfant, votre Bureau a pensé que le moment était venu d'élargir, en même temps que notre programme, notre titre officiel ; il n'est pas bon de confondre, sous la même appellation de libérés, ceux qui ont été condamnés, détenus, avec les enfants encore indemnes du contact de la prison. Nous attirerions peut-être à nous plus d'adhésions, plus de sympathie, si nous nous abstenions désormais d'englober les enfants dans ce mot général de libérés. Puisque nous avons deux aspects dans nos œuvres : l'aspect préventif et l'aspect réparateur, pourquoi notre titre ne les refléterait-il pas tous les deux ?

C'est pourquoi comme sanction de cette évolution nécessaire et légitime, le Bureau a l'honneur de vous proposer la résolution suivante :

Le prochain Congrès prendra le titre de Congrès National du Patronage des Libérés et des Enfants moralement abandonnés.

(Applaudissements.)

M. Félix Voisin.— Mesdames et Messieurs, j'appuie la proposition du président, et j'espère que vous voudrez bien l'adopter. En effet, vous avez dû être certainement comme moi, assez péniblement impressionnés de voir que nous sommes ici dans un congrès de libérés et que, par la force des choses, on a parlé d'une façon constante, quelquefois même en dehors de la question, des enfants. De telle sorte que pour le public, les enfants, les libérés, tout cela se confond. C'est une mauvaise chose.

J'accepte très bien qu'on mette : « Patronage des libérés et des enfants moralement abandonnés », pour montrer que ce sont deux catégories distinctes ; mais pour moi ce n'est qu'une étape, attendu que les questions de l'enfance sont tellement importantes, l'éducation de l'enfance et de la jeunesse devient tellement impérieuse pour le bien et le salut du pays, qu'il faudra faire uniquement des congrès pour enfants et jeunes gens et laisser de côté les adultes ; il n'y aura plus alors à parler des libérés ; on ne pourra y parler que des enfants et des jeunes gens, de ceux en un mot qu'on veut empêcher de devenir des libérés.

J'accepte provisoirement, comme première étape, la proposition de M. le Président, mais, avec la réserve, qu'à l'avenir, nous nous consacrerons, dans certains congrès, à l'éducation de la jeunesse et de l'enfance qui a besoin d'être l'objet de nos préoccupations exclusives.

M. Eugène Rostand.— Je vais un peu plus loin que M. Voisin; je lui demande pardon de ne pas accepter tout à fait ce qu'il propose.

J'avoue avoir été toujours péniblement impressionné de ce qu'à Marseille le patronage des libérés fût intitulé *Patronage des Libérés et des Adolescents*. L'impression que M. Voisin a indiquée, je l'ai toujours eue. De sorte que je ne serais pas trop porté à généraliser cela, même à l'état d'étape ; j'aimerais mieux entrer tout de suite dans l'ordre d'idées indiqué par M. Voisin, d'autant

plus que l'appellation que propose M. le Président, « enfants moralement abandonnés », ne me paraît pas juridique.

M. LE PRÉSIDENT. — L'expression juridique serait celle « d'enfants traduits en justice », qui aurait, en outre, l'avantage de figurer déjà dans le titre de l'Union du patronage. Mais elle a un sens restrictif et c'est pour l'élargir que le Bureau lui avait substitué celle « d'enfants moralement abandonnés. »

M. EUGÈNE ROSTAND. — Cela vaut mieux, car cela se rapproche des libérés, les enfants traduits en justice sont candidats à la libération... Mais au libéré, mêler l'enfant c'est choquant et je n'en vois pas la nécessité.

M. VIDAL-NAQUET. — Le bureau central de l'Union des Sociétés de patronage des libérés a estimé, sous l'inspiration de son vice-président, M. CHEYSSON, qu'il ne suffisait pas de s'occuper des libérés, mais qu'il fallait aussi se préoccuper de ceux qu'on pouvait empêcher de devenir des libérés. Le Bureau central a fait appel aux Comités de défense des enfants traduits en justice. Il nous a fait une très large place à côté de M. BÉRENGER, de M. FÉLIX VOISIN, de M. THÉOPHILE ROUSSEL. Depuis deux ans le titre de l'union est modifié. L'Union des Sociétés de Patronage de France porte en sous titre : — *Patronage des Libérés*. — *Défense des Enfants traduits en Justice*. Il faut donc qu'à l'avenir nos congrès qui unissent dans un effort commun toutes les œuvres fédérées à l'Union, prennent le titre de l'Union.

Je demande donc que le sixième Congrès prenne pour titre : *Congrès du Patronage des Libérés et des Enfants traduits en justice*.

M. LARNAC. — Si j'ai bien compris M. VOISIN — et je suis absolument d'accord avec lui — il ne s'agit pas seulement des enfants traduits en justice, mais aussi des enfants abandonnés par leurs parents et qui sont sur la voie d'une chute effroyable à laquelle il faut fermer la porte. C'est pourquoi je tiens un peu aux mots : « moralement abandonnés. » Je crois avoir exposé hier mes craintes à ce sujet.

M. FÉLIX VOISIN. — J'ai dit qu'on ne pouvait pas tout faire à la fois.

Nous sommes en présence de l'union des Sociétés de patronage qui, ainsi que l'a expliqué M. VIDAL-NAQUET, a ajouté à son titre « Union des Société de patronage des libérés » les mots « et des enfants traduits en justice ».

Voilà quelle est la situation actuelle. Nous ne pouvons changer le titre de cette union ; par conséquent j'accepte pour le présent, comme une amélioration, qu'on ajoute pour les Congrès, comme on l'a fait pour l'union des Sociétés de patronage, les mots « et des enfants traduits en justice ».

Mais, cela accordé, je me réserve, à l'Union centrale, de plaider cette cause que la question des enfants traduits en justice et autres, comme l'a dit M. LARNAC, soit séparée, afin que dans des Congrès solennels on ne parle plus jamais que des enfants.

Mme BOGELOT. — Je demande, au contraire, que les mots *Patronage des Libérés*, ne soient pas abandonnés ; car, c'est en étudiant les plaies qu'on en découvre la nature et qu'on arrive à détruire le mal. En réunissant l'étude de l'enfant au *Patronage des Libérés*, on donne à ce dernier un aspect plus doux qui attire des sympathies pour le profit de la question dans son ensemble.

Par expérience, je puis vous dire que nous, *Œuvre des Libérées de Saint-Lazare*, nous avons traîné notre titre, comme un boulet, depuis 34 ans. Nous avions réuni dans notre programme la *préservation et le relèvement* ; mais, à cause de l'effroi produit par notre titre, personne ne voulait croire que notre œuvre faisait de la Préservation. Le temps a fait justice de ces préjugés. On a aujourd'hui des idées plus saines et plus justes. En persévérant, nous avons fini par démontrer qu'en s'occupant, même de la libérée, on s'intéressait largement au sort de l'enfant. C'est l'enfant qui, bien souvent, écrase la mère qui lutte pour se relever. Donc, aider la mère, c'est la mettre à même d'élever son enfant.

Je ne voudrais pas voir séparer le Patronage de l'Enfant du Patronage des Libérés. Ce serait injuste et ingrat. Aurions-nous jamais eu la si précieuse et grande découverte du sérum contre la rage, si l'illustre Pasteur n'avait d'abord consacré son temps, son génie et son cœur à l'étude de cette horrible maladie.

Je prie donc le Congrès de ne pas abandonner dans le titre le mot: *Patronage des Libérés;* qu'il reste uni à celui de *Patronage de l'Enfant.*

M. LE PRÉSIDENT.— Cette préoccupation légitime de Mme BOGELOT aura satisfaction, quelle que soit celle des deux rédactions du titre qu'adoptera le Congrès, puisque chacune d'elle a une partie commune relative au patronage des libérés adultes.

M. A. RIVIÈRE. — En associant ainsi intimement dans notre titre les deux idées de patronage des adultes et de sauvetage des enfants nous suivrons une pente naturelle, qui est celle suivie depuis longtemps par nos Congrès et par la plupart de nos Sociétés de patronage de province (il n'y a d'exception que dans les très grandes villes.) C'est ainsi que les Congrès internationaux pénitentiaires, à partir de 1895, ont créé une quatrième Section pour les « Questions relatives à l'enfance et aux mineurs ».

Il est certain, en effet, que tout se tient en la matière : la prévention et la répression, le sauvetage et le relèvement. Aucune différence, souvent, ne sépare le moralement abandonné de l'enfant traduit en justice. Tous sont en danger moral et cela suffit pour que le patronage s'intéresse également à eux. C'est pourquoi le terme qui me semblerait le plus approprié, puisque vous avez renoncé à celui de « moralement abandonnés », est le plus large, celui de « enfants en danger moral ».

Je vais ainsi plus loin que M. VIDAL-NAQUET, qui disait : « Il faut empêcher les enfants de devenir des libérés; pour cela, il faut s'occuper de l'enfant non pas seulement quand il est traduit en justice, mais quand il est susceptible de l'être. » Le titre que je propose, comprend tout : l'enfant traduit en justice et l'enfant susceptible d'être traduit en justice.

Quant à la séparation demandée par M. le conseiller Félix Voisin entre les deux domaines — *adultes* et *enfants* — je ne la souhaite pas, parce que je ne la crois pas possible ailleurs que dans de très grandes villes, comme Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Lille. Dans les autres, j'estime qu'il serait plus que difficile de recruter deux personnels, deux budgets distincts. Enfin et surtout, il faut bien se rendre compte de ce fait : ce sont surtout les enfants

qui attirent les souscripteurs et les bonnes volontés ; si vous mettez dans une œuvre tout à fait séparée les adultes, personne n'ira à eux.

M. LE PRÉSIDENT. — Après les observations qui viennent d'être échangées, je me rallie pour ma part, à l'expression : « enfants traduits en justice. »

Les mots « moralement abandonnés » ou « en danger moral », répondent bien à ma pensée intime ; mais, en les adoptant dès aujourd'hui, certains d'entre vous auraient peur d'élargir trop brusquement le cercle de nos attributions. Résignons-nous donc à procéder par étapes successives, et, pour le moment, ce sera déjà un grand pas d'atteindre les « enfants traduits en justice ».

M. GENTY. — Ne pourrait-on pas mettre : *Des enfants traduits en justice ou moralement abandonnés.*

M. LE PRÉSIDENT. — Cette addition pourra faire l'objet d'un amendement au prochain Congrès ; mais, pour le moment, je crois que nous devons nous en tenir au titre que je viens d'indiquer.

Je mets aux voix ce titre de *Patronage des Libérés et des enfants traduits en justice*, qui serait le titre du prochain Congrès.

M. GODDE. — Il est bien entendu que l'Union porte exactement le même titre.

M. LE PRÉSIDENT. — Oui.

(Ce titre est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je viens de parler du prochain Congrès, qui aura à compléter, s'il le juge convenable, notre titre et le programme de notre action. Vous savez, que c'est à l'Union centrale qu'il appartient de fixer la date et le lieu de ce prochain Congrès ; mais le Bureau central sera heureux des indications que voudra bien lui donner à ce sujet le Congrès actuel. M. le Procureur général de Rouen, vice-président du Congrès, n'aurait-il pas sur ce point à nous faire une communication ?

M. RACK. — Mesdames et Messieurs, j'ai pensé que la ville de Rouen pouvait être désignée comme le siège du prochain congrès. Voici les motifs qu'on peut invoquer à l'appui de cette proposition.

D'abord Rouen est près de Paris ; or, c'est de Paris que nous est

venue l'impulsion dans l'organisation de toutes nos sociétés de patronage ; je crois que la proximité de Paris et la facilité des communications entre Rouen et Paris nous assureraient des concours précieux. C'est là un premier point.

Il en est un autre. Les sociétés de patronage sont nombreuses à Rouen et, je crois pouvoir le dire, en pleine voie de prospérité. Elles sont nombreuses, je ne les énumèrerai pas, je m'attacherai principalement aux sociétés qui ont pour objet le relèvement de l'enfant. Dans chaque chef-lieu d'arrondissement de la Seine-Inférieure fonctionnent des comités des mineurs traduits en justice ; pour n'en citer qu'un, celui du Havre, M. Frank Basset, ici présent, secrétaire du Comité, pourrait vous dire qu'il compte en ce moment 140 ou 145 pupilles.

Ajoutons, Mesdames et Messieurs, qu'au Havre, à Dieppe et aussi dans le département de l'Eure, à Evreux, il y a des observations intéressantes à faire. Peut-être ici encore me reprochera-t-on de sortir du domaine qui nous est tracé, mais enfin je dois dire que là aussi il y a un fléau qu'il faut toucher de près, car c'est une des difficultés du patronage, c'est l'alcoolisme. Quand on est en rapport avec les sociétés de patronage, c'est toujours à cette même objection qu'on se heurte. Dans le département de la Seine-Inférieure comme dans le département de l'Eure, où, malheureusement, le fléau de l'alcoolisme cause de nombreuses victimes, occasionne en matière criminelle une recrudescence des plus fâcheuses, je crois qu'il y aurait un ensemble d'observations intéressantes à faire.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les considérations que je vous soumets, et que je vous prie de vouloir bien peser pour l'indication du siège du prochain Congrès. *(Applaudissements.)*

M. le Président. — Nous remercions M. le Procureur général de ses précieuses indications ; elles ont recueilli l'assentiment de l'Assemblée, et l'Union centrale devra en tenir le plus grand compte. Vous serez ultérieurement informés de la date et du lieu de ce Congrès.

Mesdames et Messieurs, nous voici arrivés au terme de nos travaux. Il me reste, avant de nous séparer, à remercier les rapporteurs généraux qui ont éclairé la discussion par des Rapports si

étudiés ; les personnes, qui ont pris part aux discussions, en nous éclairant de leur expérience et de leur compétence. Je remercie tous ceux qui ont assisté aux séances de Congrès, et en particulier les dames ; j'ai dit hier toute la joie que nous éprouvions de les voir prendre part à ce Congrès et les espérances qu'éveille leur concours pour le développement du patronage.

Je serais impardonnable, si je n'exprimais tout spécialement notre reconnaissance au Comité d'organisation, et notamment à son Président, M. Conte et à son Secrétaire-Général, M. Vidal-Naquet.

Enfin, je remercie la presse et les secrétaires de nos séances.

La mélancolie de la dernière séance est un peu atténuée, puisque ce n'est pas un adieu que nous nous disons, et que nous allons nous retrouver, ce soir, à la réception de M. le Maire de Marseille, et demain au voyage de Nice.

Nous emporterons un inoubliable souvenir de ces heures passées ensemble, où nos cœurs ont battu côte à côte, et chacun de nous, dans sa sphère particulière, essaiera de mettre en pratique tous les enseignements qu'il a reçus ici pour la réussite de la grande œuvre qui nous a réunis. *(Vifs applaudissements.)*

Je déclare clos les travaux du Congrès.

M. Conte. — Encore un mot avant de nous séparer. M. le Président a remercié tout le monde ; mais il y a quelqu'un qu'il a oublié, c'est à moi de réparer cette lacune.

Je vous propose de voter nos remerciements à celui qui a dirigé nos débats avec tant de distinction. C'est grâce à lui, à l'autorité qu'il tient de son caractère et de son mérite supérieur, que ce Congrès a si complètement réussi et que ses travaux ont été à la fois brillants et utiles. *(Applaudissements.)*

La séance est levée à 5 heures.

TABLEAU D'ENSEMBLE

DES VŒUX ÉMIS PAR LE CONGRÈS

PREMIÈRE QUESTION

DE L'ENVOI AUX COLONIES COMME MODE DE PATRONAGE

1° Les Sociétés de patronage ne doivent envoyer dans les colonies que des hommes, ayant un tempérament qui puisse s'adapter à la colonie choisie, et un état moral qui offre des garanties suffisantes de relèvement, ayant surtout le goût et l'habitude du travail ;

2° On ne devra envoyer dans les colonies que des ouvriers d'art, d'industrie ou d'agriculture, capables d'exercer utilement leur métier ;

3° Ils ne seront mis en route que sur l'offre ou l'avis de vacances d'un emploi d'ouvrier d'art ou d'industrie, ou de surveillant, seules professions accessibles aux Européens. Jamais ils ne devront être envoyés à l'aventure ;

4° Les renseignements nécessaires pour le placement de libérés seront recueillis par les Sociétés de patronage de la métropole qui, à cet effet, provoqueront la création dans chaque colonie de sociétés correspondantes ou y choisiront des représentants ;

5° Les Sociétés de patronage coloniales ou les représentants coloniaux des Sociétés métropolitaines se chargeront de suivre le libéré, de le surveiller, de l'assister matériellement et moralement, et se tiendront en correspondance constante avec les sociétés qui leur auront confié des libérés.

DEUXIÈME QUESTION

DU PATRONAGE EXERCÉ A L'ÉGARD DE LA FAMILLE DU DÉTENU

1° L'assistance à la famille du détenu, sans être un droit pour cette famille, doit en principe lui être accordée par les Sociétés de patronage ;

2° Par ces mots « la famille », *il convient d'entendre d'une façon générale, tous les parents qui, en* « droit » *ou en* « fait », *se trouvaient à la charge du patronné au moment de son arrestation ;*

3° Le patronage doit avoir d'abord pour but principal la réconciliation du détenu avec sa famille, son reclassement au milieu des siens, la moralisation sociale des membres de cette famille ;

4° L'assistance des Sociétés de patronage doit particulièrement s'étendre aux enfants, qui, par suite de l'arrestation et de la détention de leurs parents, se trouvent en danger moral et en état d'abandon. Il est désirable que la loi étende à ces enfants le pouvoir de protection, qui appartient déjà au juge d'instruction sur les enfants victimes de délits ;

5° Au point de vue des secours matériels et pécuniaires, le patronage de la famille du détenu ne doit être que subsidiaire. Le détenu ne saurait être déchargé du devoir d'entretien qui lui incombe à l'égard des siens. Il est désirable que les prélèvements lui soient imposés sur son pécule pour satisfaire, au moins en partie, à cette obligation ;

6° Sous cette réserve, l'assistance des Sociétés de patronage à la famille du détenu doit avoir surtout pour but de parer aux besoins indispensables et urgents et de mettre les nécessiteux en rapport avec les institutions publiques ou privées, qui, par le but même proposé à leur activité par leurs statuts ou par la loi, sont naturellement désignées pour les secourir.

A cet effet, les Sociétés de patronage doivent se tenir en relations constantes avec toutes les institutions locales de bienfaisance publiques ou privées ;

7° A défaut de ces institutions et du détenu lui-même, les Sociétés de patronage doivent secourir elles-mêmes la famille du détenu ;

8° Il est désirable que les magistrats du parquet et de l'instruction signalent à l'Assistance publique et, par l'intermédiaire des Sociétés de patronage, aux œuvres d'initiative privée la situation des familles des inculpés préventivement détenus ou des condamnés, qui leur sont révélées par les enquêtes officielles comme appelant des secours urgents.

TROISIÈME QUESTION

DU PLACEMENT DÉFINITIF DES PATRONNÉS

1° Le placement définitif des patronnés doit, autant que possible, être facilité par la visite des prisonniers avant leur libération, de manière à assurer leur sélection en vue de leur destination ultérieure ;

2° Les Œuvres de patronage doivent se garder de recommander, en vue du placement, les libérés qui leur semblent incapables d'efforts personnels et qui ne paraissent susceptibles d'amendement qu'à la condition d'être soumis à une discipline particulière. Le seul placement définitif qui convienne à ces derniers, c'est le refuge ou le dépôt de mendicité ;

3° Le placement définitif des libérés susceptibles de relèvement ne peut être régulièrement organisé que par les œuvres importantes des grandes villes. Une entente devrait être provoquée entre les œuvres d'une même région. Celles qui n'exercent leur action que sur un petit nombre de patronnés ne peuvent, à cet égard, rendre de services qu'en jouant le rôle de succursales, de correspondantes ou d'auxiliaires des œuvres principales ;

4° Les grandes œuvres de patronage ne peuvent pratiquer facilement le placement définitif des libérés qu'en constituant à côté d'elles, comme annexes, des bureaux de placement « librement ouverts » à toute « personne en quête » de travail et dont le concours ne soit pas exactement réservé aux patronnés, et cela sous les restrictions habituellement prévues pour les institutions de ce genre.

QUATRIÈME QUESTION

DU RÔLE DE LA FEMME DANS LE RELÈVEMENT DES CRIMINELS

1° Dans les établissements pénitentiaires exclusivement affectés aux femmes, il est désirable que les femmes ne soient pas exclues de la direction, mais puissent y participer dans une mesure à déterminer ;

2° Le rôle de la femme doit être aussi large et aussi complet que possible pour tout ce qui concerne la garde, la surveillance, la moralisation et l'instruction générale ou professionnelle des détenus ;

3° Il est désirable que le service médical et celui de la salubrité soient confiés dans les prisons de femmes à une femme docteur en médecine ;

4° Il est désirable que le service des transferts des femmes ou filles détenues soit assuré par un personnel féminin ;

5° Le patronage pénitentiaire féminin doit être facilité dans la plus large mesure, de façon à assurer le relèvement moral des détenues et à préparer leur sortie de prison et leur reclassement social ;

6° Il doit y avoir entente et action combinés entre le personnel pénitentiaire interne et le personnel volontaire externe.

A cet effet, il serait utile d'annexer à toute œuvre de patronage de détenus une section féminine s'occupant de la famille du condamné pendant la détention ;

7° Il est à désirer que le patronage féminin concoure, dans la mesure du possible, aux œuvres de protection, d'éducation et de placement des enfants traduits en justice ;

8° Il est à désirer que le programme de l'enseignement secondaire des jeunes filles contienne quelques éléments de droit pour préparer la femme à son rôle d'auxiliaire et d'éducatrice en matière de patronage.

CINQUIÈME QUESTION

DU PATRONAGE DES ENFANTS DELINQUANTS ARRIÉRÉS

En attendant la création très désirable d'établissements spéciaux pour l'instruction et l'éducation professionnelle des arriérés, les jeunes délinquants de cette catégorie ne peuvent qu'être confiés aux personnes qui voudront bien s'occuper d'eux et dont l'intervention se manifestera, selon les cas : soit dans la direction et le contrôle de l'éducation donnée par les soins de la famille ; soit par des placements individuels chez des patrons habitués à surmonter les difficultés que présentent l'apprentissage et l'éducation de ces enfants ; soit par un enseignement collectif qui devra toujours comprendre l'apprentissage ; soit dans le patronage proprement dit, dont la continuation est nécessaire, même après les améliorations obtenues par l'un des moyens énumérés ci-dessus.

Le choix d'une de ces mesures dépendra du résultat de l'examen du patronné, qui devra être confié à un médecin spécialiste d'une compétence éprouvée, examen dont la nécessité s'impose dans toute information ouverte déjà contre le jeune délinquant.

SIXIÈME QUESTION

DES MOYENS PRATIQUES D'ORGANISER LA SURVEILLANCE, DANS LEUR FAMILLE DES ENFANTS DÉLINQUANTS

1° La surveillance dans leur famille des enfants délinquants ou vicieux doit être assurée au moyen de tuteurs moraux intervenant sur la demande et avec le concours des parents ;

2° Les Sociétés protectrices de l'enfance ont le devoir d'organiser cette surveillance, d'appeler l'attention des parents par la propagande, sur l'état moral de leurs enfants, de favoriser la création des œuvres ou établissements destinés à des catégories spéciales d'enfants, notamment aux enfants anormaux ; enfin, d'étudier et de proposer aux pouvoirs publics les réformes susceptibles d'assurer la fréquentation scolaire ;

3° Les Sociétés de patronage doivent s'efforcer d'intéresser à leur œuvre les instituteurs publics ou privés, les patrons ou chefs d'industries et même des ouvriers sérieux chargés de la surveillance de leurs patronnés à l'école ou à l'atelier. Elles doivent encourager la création et le fonctionnement d'œuvres scolaires et post-scolaires, telles que cantines, garderies, patronages, etc.;

4° Pour donner une autorité suffisante à ces Sociétés, il y a lieu de permettre aux tribunaux de prononcer l'envoi en correction conditionnel jusqu'à sa vingt-unième année du mineur de 16 ans acquitté pour défaut de discernement, pour le cas où ce mineur, remis provisoirement à ses parents et placé par le jugement sous la protection d'une Société de patronage se conduirait mal ou serait en danger moral dans sa famille ;

5° La révocation de la liberté provisoire serait poursuivie à la requête du ministère public sur la demande à lui faite par la Société de patronage. Cette révocation serait prononcée par le Tribunal correctionnel du domicile ou de la résidence ordinaire de l'enfant, en chambre du Conseil. Les parents jusqu'au cinquième degré inclusivement, le tuteur ou le subrogé-tuteur pourraient faire opposition à cette demande ;

6° En attendant cette réforme, il y a lieu de maintenir et de généraliser autant que possible la pratique administrative qui consiste à mettre les jeunes pupilles immédiatement en liberté provisoire chez leurs parents, sous la condition de les soumettre à la surveillance d'une Société de patronage.

QUATRIÈME PARTIE

EXCURSIONS
FÊTES
BANQUETS DU CONGRÈS

La Commission d'organisation du V^e^ Congrès national de Patronage essaya de rendre aux congressistes le séjour de Marseille aussi agréable que possible, et se préoccupa de faire alterner l'étude et le plaisir.

LUNDI 13 AVRIL

A midi, le Conseil général des Bouches-du-Rhône, la ville de Marseille et la Chambre de Commerce, offraient un grand banquet à M. le Président de la République ; à ce banquet furent invités les membres du bureau du Congrès.

MARDI 14 AVRIL

A l'issue de la séance, des tramways et un bateau pour ceux qui ne craignaient pas d'affronter la mer en furie, conduisirent tous les congressistes, invités par la Commission d'organisation, au Restaurant de la Falaise, à l'Estaque. Plus de deux cents congressistes, dames et messieurs, avaient accepté l'invitation de la Commission d'organisation et se trouvèrent réunis par petites tables à l'intérieur de ce grand restaurant, le mistral n'ayant pas permis de déjeuner en plein air, et y dégustèrent la traditionnelle bouillabaisse (1).

A l'issue de ce déjeuner, des tramways ramenèrent tous les congressistes à Marseille et, traversant toute la ville, les conduisirent à la prison du boulevard Chave.

On sait que c'est dans cette prison que se trouve le quartier des enfants prévenus et condamnés, quartier transformé en véritable Ecole de réforme par les soins du *Comité de Défense des enfants traduits en justice de Marseille.*

(1) *Menu.* — Fruits de mer ; Hors-d'œuvre ; Bouillabaisse Marseillaise ; Filet rôti aux pommes ; Petits pois provençaux ; Glace ; Dessert ; Vin blanc de Cassis — Vin de la Nerthe.

Dans cette école se trouvent réunis tous les enfants âgés de moins de 16 ans arrêtés à Marseille. Ceux qui sont condamnés à la prison pour une durée inférieure à six mois y subissent leur peine ; ceux qui sont envoyés en maison de correction y demeurent jusqu'au jour de leur départ pour la colonie. Par décision ministérielle, tous les enfants du ressort de la Cour d'Aix sont transférés à l'Ecole de Réforme du boulevard Chave pour y subir leur peine, ou pour attendre leur départ pour la maison de correction.

M. Bailleul, directeur de la 30e circonscription pénitentiaire, reçut les congressistes ; il exposa l'organisation de l'Ecole. La classe est assurée par un instituteur de l'administration pénitentiaire. Le travail manuel (triage de légumes secs) est fourni par l'entrepreneur des prisons ; un gardien spécial est chargé de la surveillance des enfants, dont le nombre varie entre 15 et 40 ; pendant les récréations, on apprend aux enfants l'exercice militaire, et on leur fait faire de la gymnastique ; leur isolement, la nuit, est rigoureux, chaque enfant couchant seul dans une cellule.

Après lui, M. Vidal-Naquet, président du *Comité de Défense des Enfants*, rappelle comment l'Ecole a été fondée par les soins du *Comité de Défense* qui procéda à son inauguration le 3 juillet 1898.

Le Comité obtint du Conseil général le vote d'un crédit qui permit l'édification d'un mur séparant une aile de la prison cellulaire du reste de la prison. Dès lors, dans la galerie ainsi transformée en une immense pièce, on put installer les bancs de l'école, les tables de travail et les tables de réfectoire.

Le Comité fournit des vêtements uniformes, qui remplacent, pour l'enfant, les haillons et les hardes dont il est le plus souvent revêtu le jour de son arrestation. C'est le Comité qui fournit les fusils, les sacs, les jeux de toutes sortes, qui transforme en centimes les bons points gagnés par les enfants et leur permet ainsi de se constituer des livrets de Caisse d'épargne. M. Vidal-Naquet rappelle ensuite en quelques mots, toute l'œuvre du Comité de Marseille qui, le premier en France, a organisé et assuré, d'une façon pratique, la défense des enfants traduits en justice.

M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, se

félicite du concours donné par le Comité à son administration ; il dit que l'Ecole de Réforme du boulevard Chave doit être considérée comme un modèle, et il souhaite que, dans les autres circonscriptions pénitentiaires, les œuvres d'initiative privée lui prêtent le même concours et lui permettent d'assurer, d'une façon complète, la moralisation des enfants dans leur prison. Il s'adresse ensuite aux enfants, leur montre tout le bien qu'on leur fait et les encourage à racheter leur faute en suivant les conseils qui leur sont journellement donnés.

Les congressistes, après avoir visité les cellules et interrogé les enfants, se rendent dans la cour où les pupilles se livrent à des exercices militaires et de gymnastique.

Le Congrès se rend ensuite à l'*Asile de la Société de Patronage des libérés et des adolescents*, rue des Vertus (prolongée).

Il est reçu par M. Léonce Conte, juge au Tribunal civil, président de l'œuvre, entouré des membres du Bureau et de divers membres (dames et messieurs) de son Conseil d'administration.

M. le Président Conte salue les congressistes et leur expose en quelques mots le mécanisme et les antécédents du Patronage marseillais.

La Société a été fondée le 1er octobre 1891, sous le titre de *VI Section de l'Assistance par le travail : Patronage des libérés* ; mais son développement rapide et les conditions spéciales de son fonctionnement exigèrent bientôt une organisation autonome. Celle-ci fut réalisée, le 31 décembre 1893, par la fondation de la Société actuelle, qui fut autorisée le 18 février 1894 par M. le Préfet des Bouches-du-Rhône, et reconnue d'utilité publique par décret du 26 août 1898.

Son organisation est, dans l'ensemble, celle des œuvres similaires.

Les patronnés majeurs reçoivent, pour la plupart, des secours provisoires en bons de l'Assistance par le travail, et ce, grâce au précieux concours de cette institution, et notamment de MM. Eugène Rostand et Guinard, les président et vice-président.

Un certain nombre de majeurs sont occupés dans les chantiers de l'Asile.

Les filles sont placées dans les maisons du Refuge ou autres similaires.

Les jeunes gens sont très souvent dirigés vers l'armée. Le nombre des engagements volontaires ou rengagements contractés par les soins de la Société, au cours du dernier exercice, s'est élevé à 107.

Par suite de la nécessité où on se trouvait d'hospitaliser les jeunes gens et les enfants, il fallut, dès la création du Patronage, se procurer un asile. Cet asile fut fondé le 1er octobre 1893, et provisoirement installé dans une modeste maison de la rue Saint-Naphre, à la Blancarde. Il fut ensuite transféré, le 1er mars 1896, rue Friedland ; enfin depuis le mois de décembre 1902, rue des Vertus (prolongée), dans cet immeuble qui a été spécialement construit par la Société, et qui lui appartient en pleine propriété.

Les congressistes parcourent l'Asile et visitent successivement, dans les deux quartiers qui le composent, les dortoirs, les réfectoires, les ateliers, les salles de bains et de douches.

Ils arrivent enfin dans la cour des jeunes, où se trouvent rangés, au nombre d'une trentaine, les enfants de l'Asile.

M. Grimanelli, Directeur de l'Administration pénitentiaire, adresse la parole à ces derniers, et, en termes aussi éloquent que paternels, leur donne des conseils et des encouragements. Il interroge quelques-uns d'entre eux ; il les invite à se montrer dignes, par leur travail et leur conduite, de la sollicitude qu'on leur témoigne. Ils seront ainsi certains, quelles que soient les difficultés de leurs premières années, de devenir plus tard des hommes utiles au pays, tout en assurant leur propre bonheur.

Après la visite au Patronage, les congressistes se rendirent à l'Œuvre de l'hospitalité de nuit des hommes, rue Forbin. Le père Dosithée, Directeur de l'œuvre, et M. Charles Vincens, leur ont fait les honneurs de tout le vaste local, où l'heure avancée (7 heures) a permis de voir commencer le fonctionnement des divers services, inscriptions sur les registres, bains de pieds, coupe de cheveux, désinfection, etc., etc.

La propreté parfaite régnait dans les vastes dortoirs qui contiennent 250 lits. La bibliothèque les a vivement intéressés, et les congressistes ont déclaré qu'ils n'avaient vu dans aucune ville un établissement de ce genre aussi complet et aussi beau, ni où les détails d'hygiène fussent aussi bien compris et aussi bien appliqués.

MERCREDI 15 AVRIL

A deux heures de l'après-midi, les congressistes se sont rendus à Aix.

Sur le quai de la gare, à l'arrivée du train de Marseille, à trois heures et demie de l'après-midi, M. l'Ordonnateur et Messieurs les Administrateurs de l'Œuvre accueillent les Congressistes, au nombre de cent, environ, et de nombreuses dames, sous la conduite de M. Cheysson, Président du Congrès.

Après avoir donné à chacun des membres du Congrès une brochure renfermant l'ordre et le programme de cette visite et une notice sur notre œuvre, on se dirige vers le Palais de Justice où M. le Premier Président, entouré de nombreux magistrats de la Cour, présents à Aix malgré les vacances, attend le Congrès dans la première Chambre. M. l'Ordonnateur a, en quelques mots, présenté les Congressistes au chef de la Cour.

M. le Premier Président a prononcé l'allocution suivante :

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Nous sommes heureux de recevoir les membres du Congrès au siège même de la Cour et de leur faire les honneurs de notre Palais de Justice, qui, depuis quelques jours, a pris son air de fête. C'est ici, en effet, dans notre belle salle du Conseil, que M. le Président de la République s'est rendu avant-hier et que nous lui avons présenté nos hommages. Nous aimons à renouveler les vœux que nous formons pour lui au moment même où il touche le sol Algérien.

Vous avez eu raison, Mesdames et Messieurs, de comprendre dans le programme du Congrès une visite à la vieille cité si hospitalière où s'écoule notre vie judiciaire toujours laborieuse. Nous marquerons ainsi l'union qui doit exister, et qui existe, entre notre œuvre et la vôtre. La communauté de nos efforts ne ressort-elle pas, aux yeux de tous, de l'inscription à votre livre d'or du nom de tant de magistrats qui ont honoré notre carrière. Pour ne penser qu'à l'heure actuelle, ne sommes-nous pas fiers de constater que l'un de

ceux qui ont fait le plus, depuis quelques années, pour la mise en pratique de vos idées généreuses, appartient à la Cour de Cassation ; j'ai nommé M. le Conseiller Voisin.

Qui pourrait aujourd'hui contester que les missions que nous exerçons, vous et nous, ne doivent se compléter l'une l'autre ? Il semble que la tâche que vous vous êtes imposée soit devenue le complément nécessaire de celle que nous avons à accomplir. Une claire perception de nos devoirs amène le magistrat, quand il applique la peine, à faire porter ses préoccupations sur l'amendement du coupable, si le retour au bien ne paraît pas chose impossible. Sans avoir besoin pour cela de soulever autour de lui un nuage de poussière, il aime à se dire en lui-même, qu'il n'a pas perdu sa journée, s'il a réussi à bien placer son indulgence. Il n'y a pas de meilleur chemin à suivre pour atteindre le but que nous nous proposons, c'est-à-dire la sauvegarde de la société.

La difficulté que nous avons journellement à résoudre est celle qui consiste à discerner les circonstances qui font que notre indulgence équivaudrait à un oubli de nos devoirs. Nous sommes bien placés, dans ce Palais même, pour vous faire entrevoir ce sujet de nos inquiétudes. Vous savez que nous nous trouvons aux portes d'une ville de 500.000 âmes qui compte 100 000 étrangers, et que notre Cour d'assises, ouverte pendant plus d'un mois chaque trimestre, voit défiler devant elle d'incorrigibles malfaiteurs ; il est des cas où la répression doit être inexorable. Mais si, d'après la nature de certains attentats contre la société inspirés par les plus détestables mobiles, cette situation est ici la règle, ne comporte-t-elle pas, quand il s'agit de crimes moins odieux et d'accusés moins pervers, bien des exceptions ? Vous vous appliquez, Mesdames et Messieurs, à en grossir le nombre. Sans vous décourager des insuccès, vous avez la satisfaction d'éprouver l'effet salutaire, parfois inespéré, d'une parole de consolation et d'apaisement.

Nos efforts communs étaient trop généreux pour rester stériles. Aussi, avons-nous vu pénétrer profondément dans nos mœurs les idées de réhabilitation ; notre législation pénale leur a ouvert toutes larges ses portes. Il est permis de dire maintenant qu'il n'est pas un condamné qui ne puisse, surtout au début de la vie, racheter sa

place au milieu des honnêtes gens, pas un égaré que vous n'aidiez à retrouver sa route.

Mes collègues de la Cour s'unissent à moi dans les vœux et les remercîments qu'il m'a été si agréable de vous exprimer.

M. Chevsson, Président du Congrès, a répondu en ces termes :

Monsieur le Premier Président,
Messieurs les Conseiller,

Nous sommes profondément touchés de la réception qui nous est faites dans ce vénérable Palais, si riche en glorieux souvenirs, et des fortes paroles, par lesquelles vous avez si excellemment caractérisé l'œuvre de patronage et la place éminente qu'y prend désormais la magistrature. Je disais, il y a trois jours, en inaugurant le Congrès devant M. le Président de la République, que les magistrats formaient notre troupe d'élite, la phalange solide de notre petite armée. Après le devoir de justice, ils s'inclinent vers celui qu'ils viennent de frapper au nom de la loi, et ils lui tendent la main pour le relever.

C'est là un spectacle plein de grandeur, qui marque une transformation mémorable accomplie dans les mœurs, et qui plaidera en faveur de notre époque devant la postérité. Il est réconfortant pour les amis du patronage, et il leur inspire la plus légitime confiance dans les progrès que lui réserve l'avenir.

Au nom du Congrès, je vous remercie, Monsieur le Premier Président, de votre cordial accueil, des vœux que vous venez de nous exprimer, et du concours précieux que vous et votre Compagnie, vous voulez bien apporter à l'œuvre qui nous a réunis dans cette hospitalière et glorieuse cité.

M. le Premier Président offre alors un lunch aux membres du Congrès et la plus charmante cordialité ne cesse de régner au cours de cette réunion.

Toujours accompagnés des Administrateurs de l'œuvre, les congressistes se dirigent vers l'Hôtel de Ville où les attend M. le Maire entouré de ses deux adjoints. La réception qui a lieu dans la salle des Etats de Provence est des plus cordiales.

Grâce à l'amabilité de MM. les Conservateurs du Musée et de

la Bibliothèque Méjanes, de l'Administration de la Métropole, la visite des divers monuments de la ville s'est effectuée sous la direction de MM. les Administrateurs, dans les meilleures conditions d'agrément et d'intérêt.

La visite de la prison et du bureau de l'œuvre intéresse vivement les congressistes. A sept heures du soir, dans la salle de l'Eden, décorée de tentures claires et de plantes vertes, a lieu le banquet comprenant 110 couverts (1).

Successivement arrivent les invités de l'œuvre : M. le Premier Président, M. le Procureur Général, M. le Maire, M. le Sous-Préfet, M. le Vicaire Général Van-Gaver, représentant Monseigneur l'Archevêque, souffrant, M. le Pasteur Protestant, M. le Bâtonnier ; à la table d'honneur prennent place aux côtés de M. le Premier Président, qui présidait le banquet, et, alternant avec les invités de la Ville, les différentes notabilités du Congrès.

Au dessert, M. DE BONNECORSE, Ordonnateur de l'Œuvre des Prisons d'Aix, se lève et dit :

Monsieur le Premier Président,

Je dois d'abord vous remercier de l'empressement que vous avez mis à répondre à notre appel lorsque nous vous avons prié de vouloir bien présider le banquet que l'Œuvre des Prisons d'Aix offre ce soir au V^e^ Congrès National de Patronage des Libérés. Je dois aussi remercier ceux de nos amis de la ville, qui, à des titres divers, détiennent une partie de l'autorité, qu'ils appartiennent au clergé, à l'administration, à la municipalité, au barreau, d'avoir répondu à notre appel et de nous avoir aidés à faire à nos invités les honneurs de notre vieille et chère ville d'Aix.

Je vois que toutes les sympathies sont de longue date acquises à nos efforts. L'exemple que dans notre petite sphère vous donnez d'une entente parfaite sur le terrain de la charité et de la solidarité humaine, nous le voyons plus que centuplé par cette réunion d'hommes studieux et zélés, venus de tous les points de la France,

(1) *Menu.* — Bouchées Richelieu ; Jambon d'Yorck au madère ; Filet aux champignons de Provence ; Paté froid au fumet de grives ; Roti ; Chapons du Mans ; Salade du Mans ; Salade Russe ; Glace Sapho ; Dessert ; Graves ; Macon ; Champagne ; Café-Liqueurs.

et qui n'ont pas craint de consacrer à l'étude si passionnante des problèmes de relèvement et de patronage, un temps que d'autres emploient en de stériles vacances. Permettez-moi, Messieurs, de saluer dans cette réunion de tant de bonnes volontés et de science, un présage relèvement social et de bien public. (*Applaudissements.*)

M. le PREMIER PRÉSIDENT prononce le discours suivant :

Monsieur le PRÉSIDENT DU CONGRÈS,
MESDAMES, MESSIEURS,

La Société de Patronage d'Aix, qui est heureuse de vous recevoir aujourd'hui, m'a confié la présidence de ce banquet et m'a procuré ainsi le grand plaisir de vous remercier de votre visite, en vous exprimant une fois de plus nos sentiments de confraternité.

Au moment où nous allons nous séparer, permettez-nous d'espérer que cette trop courte rencontre dans notre vieille cité, à l'ombre de son passé glorieux, marquera aussi profondément dans vos souvenirs que dans le nôtre. Quand nos pensées se sont mises aussi complètement d'accord, elles se doivent pour le lendemain une mutuelle fidélité.

Ne vous semble-t-il pas, d'ailleurs, mes chers Collègues, que c'est bien ici qu'il faudrait venir pour prendre, s'il en était besoin, une leçon de fidelité !

De même qu'on veille sur un pieux héritage à défendre contre toute atteinte, ainsi nous avons conservé intactes les traditions qui constituent pour nous le plus enviable des patrimoines. Nous n'avons point, pour cela, détourné les yeux de cet horizon idéal vers lequel l'humanité est constamment en marche, et dont nous voudrions nous rapprocher davantage. Sans rester un seul instant en arrière dans la transformation nécessaire des idées, nous nous inclinons toujours devant les grandes choses d'autrefois.

Placés au cœur même de la Provence, sur ce sol généreux où tant d'évènements se sont accomplis, entourés des monuments qui en ont été les témoins, reconnaissants aussi envers notre époque des progrès qu'elle a réalisés, nous savons, comme il convient de le faire, relier le passé au présent, et, dans ce cadre austère où nos

pères se sont recueillis, ont travaillé et ont vécu, nous aimons à nous recueillir, à travailler et à vivre.

Il ne fallait pas vous attendre, après avoir admiré sur votre route la façade des vieux hôtels sur lesquels les siècles ont marqué leur empreinte, à trouver au but du voyage une Société de bienfaisance dont les parchemins n'eussent pas quelque poussière. Tout ce qui nous entoure a une harmonie d'un charme pénétrant, et si l'acte de naissance de notre œuvre avait l'éclat parfois un peu cru de ce qui est neuf, il détonnerait au milieu de ces teintes assombries.

Ce n'est pas, je gage, l'impression que vous avez ressentie en visitant notre salle d'honneur de la rue des Épinaux. Il semble qu'elle n'ait pour s'éclairer que le regard accueillant des fondateurs et bienfaiteurs de notre Société. Cette galerie de portraits est une part de notre fortune.

Je ne voudrais pas vous arrêter en ce moment devant chacun d'eux, comme au château de Silvo, plus somptueux sans doute que le foyer de notre famille; mais, au risque de tomber dans le travers de ces vieillards qui sont quelquefois un peu conteurs, je tiens à vous rappeler que notre origine remonte au milieu du XVI^e^ siècle.

C'est à cette époque que les Pénitents Blancs formèrent un bureau dont les membres s'appliquèrent à soulager les souffrances des prisonniers. Leur premier souci fut d'approprier les basses-fosses et les locaux immondes dans lesquels ils étaient enterrés. L'exemple fut suivi, et, pendant plus de trois siècles, nous voyons se succéder les uns aux autres ces dévouements que les misères, les maladies rebutantes et les épidémies redoutables des geôles n'ont pas réussi à lasser.

En 1746, l'œuvre des prisons, qui avait compté parmi ses directeurs deux gouverneurs de la Provence, le duc de Mercœur et le duc de Villars, fut séparée de la confrérie des *Pénitents Blancs* et devint, sous le patronage du Parlement, une œuvre de bienfaisance particulière sous le nom de Notre-Dame-de-Consolation et de Saint-Mitre.

Je puis même vous dire en passant que le choix de ce patron fut à l'époque assez critiqué, sans doute par quelques esprits chagrins! On pensa qu'il n'était pas heureux de placer sous les yeux des

prisonniers, dont plusieurs étaient exposés à la peine capitale, l'image d'un saint qui tenait sa tête dans les mains.

Si l'on suit les étapes de notre histoire, on se rend compte des résultats obtenus, en constatant la recrudescence des maux qui se produisaient quand le fonctionnement de l'œuvre des prisons était arrêté.

Elle a eu, en effet, des périodes d'éclipse dont les conséquences se jugent d'après le rapport dressé le 18 germinal, an V, par le Commissaire du Gouvernement exécutif, M. Miollis :

« Depuis plusieurs années, disait-il, on n'a donné aucun linge, aucun caban, aucune paillasse, ni aucune couverture aux prisonniers. Le plus grand nombre de ces infortunés n'a cessé de garder sur le corps le même linge et les mêmes habits qu'ils avaient sur eux lors de leur entrée dans cette maison. Ce linge et ces habits, que leur destruction a fait disparaître en partie, ne présentent plus que des lambeaux qui laissent jusqu'à nu les corps livides de ces hommes qui sont infects et tout couverts d'animaux dévorants...

« Le secours de la soupe dont jouissaient autrefois les prisonniers leur a été enlevé; la plupart ne subsistent depuis plusieurs années qu'avec un peu de pain et d'eau.

« Les souffrances qu'ils endurent occasionnent parmi eux le développement d'une maladie connue sous le nom de fièvre des prisons qui les moissonne d'une manière effrayante...

« Le Commissaire du Gouvernement exécutif ajoute : La cause des maux qu'éprouvent les prisonniers d'Aix a son origine dans la suspension d'un bureau de bienfaisance qui y était établi pour le soulagement des détenus sous le nom d'Œuvre des Prisons.

« Ce bureau, administré par des personnes des deux sexes, vraiment admirables par leur zèle, fesait distribuer aux prisonniers les secours et les soins que l'humanité commande. Il conviendra de rappeler à leurs fonctions les anciens administrateurs et de remplacer par d'autres ceux qui ne pourraient pas continuer cet exercice. »

Laissons retomber le voile sur le tableau si attristant que nous venons d'entrevoir : une seule chose, mes chers Collègues, doit, à la pensée de toutes ces misères, rester gravée dans le souvenir, c'est la vertu de vos devanciers.

Que ne puis-je, en rappelant leurs bienfaits aujourd'hui, faire plus que de conserver à leur mémoire un culte fidèle ? Avec quelle profonde satisfaction, avec quel secret orgueil s'il m'était permis de les évoquer un seul instant au milieu de nous, leur dirais-je que vous n'avez pas été des fils ingrats, et qu'ils doivent se sentir fiers d'avoir été par vous si bien compris et continués.

J'éprouve quelque embarras, mes chers collègues d'Aix, à faire votre éloge quand vous m'écoutez ; mais les services rendus parleront d'eux-mêmes.

Depuis quarante ans vous avez décuplé vos efforts, bien que votre budget, encore trop modeste, ne suivit pas la même progression. Secourir le détenu, lui procurer des instruments de travail et un emploi était le but primitif de votre œuvre, vous l'avez maintenant dépassé en soutenant sa famille, en vous préoccupant des enfants qu'il a laissés derrière lui lorsqu'il a franchi le seuil de la prison, de ces pauvres enfants qui ont été étrangers à la faute, mais qui en supportent pourtant les conséquences. L'ordre des avocats s'est associé généreusement à votre pensée dominante et, grâce à lui, il n'y a plus maintenant un jeune prévenu traduit en justice qui ne soit défendu.

Pour me résumer d'un mot, je vous félicite du bien que vous faites ; je vous félicite surtout d'accomplir votre tâche sans ostentation et sans bruit, dans cette ombre discrète qui protège les efforts tentés auprès des égarés dont on apaise les révoltes et des coupables auxquels on apprend à se repentir.

Vous tous, mes chers collègues, qui êtes venus des différents points de la France pour bien montrer que vos concours ne forment qu'un seul faisceau, recevez les remerciements bien sincères de ceux qui sont assurément vos doyens.

Laissez-nous l'illusion que vous ne quitterez pas sans quelque regret cette ville d'Aix, si jalouse de ses droits en matière de philanthropie et de devoir, cette cité où les questions dissolvantes, qui font de nous des adversaires, sont parfois oubliées quand les bonnes volontés se montrent sur ce large terrain de la solidarité, quand les mains se réunissent pour le soulagement de la souffrance humaine.

Je lève mon verre en l'honneur des membres du Congrès National du Patronage des Libérés. (*Applaudissements prolongés.*)

M. Cheysson, président du Congrès, répond en ces termes :

Monsieur le Premier Président,
Mesdames, Messieurs,

Je suis, comme tous les convives de ce banquet, sous le charme du toast que nous venons d'applaudir. Cette belle page d'histoire retrace de main de maître les titres de noblesse de l'*Œuvre des Prisons*, que nous sommes venus saluer, — dans une sorte de pèlerinage et mus par un sentiment de piété filiale —, comme le berceau même de l'institution et comme la vénérable doyenne et la mère de nos sociétés modernes de patronage des libérés.

Je vous remercie, Monsieur le Premier Président, au nom de tous les congressistes ici présents, pour cette précieuse contribution aux origines du patronage, pour ce tableau saisissant, qui nous permet de rendre hommage au passé, mais en même temps de mesurer d'un rapide coup d'œil le chemin parcouru depuis le 16 germinal, an V. Certes, il nous reste beaucoup à faire ; mais, le rapport de Miollis, dont vous nous avez cité des extraits, nous permet, du moins, de constater le progrès accompli. Je me garderais bien de dire que nous valons mieux que nos pères ; mais si nous ne nous piquons pas, comme à la fin du XVIII^e^ siècle, d'être « sensibles », nous sommes devenus plus pratiquement compatissants : la pitié s'est généralisée ; elle s'est introduite dans les codes pour en distendre la rigueur ; elle a transformé la notion de la peine et assuré, à côté de la justice, la part de la clémence et de la bonté.

Nous devons savoir un gré infini aux organisateurs de notre Congrès pour l'art avec lequel ils en ont composé le programme, et entremêlé à l'austérité de nos séances de travail et de discussions les visites et les excursions, comme celle qui nous a valu cette belle journée dans l'Athènes du littoral méditerranéen, aussi glorieuse par sa culture intellectuelle que par les traditions de son Parlement.

N'en déplaise à ces esprits railleurs, qui ne voient dans les Congrès que des prétextes à villégiatures et à banquets, j'oserai dire que ces prétendus hors-d'œuvre, sous leur apparence aimable,

et si l'on veut même, frivole, ont une sérieuse utilité pour l'œuvre même que poursuivent les congressistes.

Certes, les séances de travail sont le fond même des Congrès : c'est là qu'on étudie les questions sous toutes leurs faces et qu'on en fait le tour. Chacun de nous a une tendance à voir le monde par sa lucarne, à s'imaginer que sa conception est la seule vraie, sa solution, la seule pratique. Mais, quand nous venons, suivant le mot de Montaigne « limer nos cervelles contre celles d'autrui », nous reconnaissons que le monde est plus vaste que nous ne l'avions cru jusque là ; nous élargissons notre horizon ; nous comprenons la complexité des problèmes, la richesse des solutions qu'ils comportent ; nous profitons de l'expérience de nos collègues, comme ils profitent de la nôtre, — véritable et féconde mutualité d'enseignement, où chacun reçoit encore plus qu'il n'apporte.

Mais les congrès n'ont pas seulement pour objet de rapprocher les idées : leur principal bienfait est peut-être de rapprocher les hommes et de leur inoculer réciproquement la contagion d'une idée commune. Jusque là, chacun essayait de la défendre à sa façon dans son coin solitaire. Et voici qu'un certain jour, tous ces hommes, épris du même idéal, serviteurs d'une même cause, se rencontrent et mettent en commun leur foi, leurs mécomptes, leurs succès. A partir de ce moment, ils ne sont plus des soldats isolés, faisant le coup de feu en tirailleurs, chacun pour son propre compte : ils constituent une armée aguerrie, disciplinée, ayant son organisation, sa stratégie, et dès lors, assurée de la victoire.

Ces contacts intimes des personnes,— je dirai plus, des cœurs — apportent donc aux campagnes humanitaires, comme la nôtre, de précieux éléments de succès. Mais cette pénétration s'opère mal dans des séances d'apparat, où la plupart des membres restent à l'état d'auditeurs attentifs et muets. Entre ces hommes venus de tous les points du territoire et dont la plupart se voient pour la première fois, il règne forcement au début une certaine réserve. Pour faire fondre cette glace, rien de tel que « les festivités », dont on émaille les programmes ; que les excursions, avec leurs cahotements dans un même tramway comme celui de L'Estaque, leurs groupements sympathiques, leurs conversations familières, et surtout rien ne vaut les banquets, avec leur « chaleur communicative », et leur cordialité, comme celui dont nous gratifie en ce moment la ville d'Aix.

Je le proclame sans crainte de trouver ici un seul contradicteur : une journée, semblable à celle qui vient de s'écouler, si rapide et si bien remplie avec ses réceptions hospitalières et ses grands enseignements, cimente, entre les amis du patronage, des relations étroites et consolide, avec leurs convictions, leur résolution de redoubler encore de dévouement à cette cause. En se voyant de plus près, on apprend à se connaître, à s'estimer ; on improvise même parfois de vieilles amitiés, qui survivent à ces rencontres d'un jour et qui entretiennent entre les congressistes un échange de services et un entraînement généreux.

La journée a donc été, non seulement agréable et charmante pour nous, mais encore bonne pour le patronage. Le Congrès en est profondément reconnaissant à ceux qui l'ont si bien organisée et c'est en son nom que je vous propose de lever notre verre à l'œuvre des prisons, à la ville d'Aix, à la Cour, en les personnifiant dans M. l'Ordonnateur, M. le Maire et M. le Premier Président. *(Applaudissements redoublés).*

Discours de M. Cabassol, maire d'Aix,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi, non point de faire un discours (je ne l'oserai pas dans une réunion comme la vôtre), du moins de vous dire très simplement mes remerciements, et vous adresser mes félicitations.

Je vous remercie d'avoir bien voulu ne pas oublier, dans votre charmant itinéraire, la ville d'Aix, qui fut le siège du grand Parlement de Provence, où réside la Cour, et où votre œuvre trouve, si souvent, l'occasion de manifester sa salutaire influence. Il est d'ailleurs intéressant de rappeler, comme le disait tantôt l'éminent chef de notre Cour, et l'a écrit le distingué professeur au Lycée Mignet, M. Valran, que c'est à Aix même que vous retrouvez vos origines et qu'ici fut le berceau de votre Association dans la dernière moitié du XVI[e] siècle.

Je vous adresse aussi, Mesdames et Messieurs, mes félicitations bien sincères, car, j'éprouve un grand sentiment d'admiration pour le but que vous poursuivez, le dévouementque vos déployez pour l'atteindre, les résultats considérables que vous avez su obtenir. Et puisque dans vos Congrès, nul ne songe à glorifier des actes qui sont ses propres actes, il est bien juste, qu'à l'occasion, une voix s'élève pour exprimer tout haut ce que vos consciences seules disent tout bas.

Etudier dans son germe même l'immoralité, les misères de la nature humaine dans ses plus tristes penchants, de façon à détruire les périls de la contagion, est la chose la plus louable, la plus française, la plus universellement utile qui puisse être accomplie. Vous rendez d'inappréciables services au pays et à l'humanité toute entière. Soyez donc félicités.

Nous garderons, Mesdames et Messieurs, le souvenir de votre passage parmi nous, car nos cœurs battent à l'unisson des vôtres. Je souhaite que vous emportiez aussi de votre promenade à travers les monuments et les rues de notre ville, une impression heureuse, et, pour ses habitants, une pensée de sympathie. (*Applaudissements.*)

Toast de M. le vicaire général Van-Gaver, représentant Monseigneur l'archevêque d'Aix :

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Jamais je n'aurais osé parler devant une assemblée dans laquelle des maîtres de la parole sont en aussi grand nombre, si je n'avais l'ordre et la très douce mission pour moi, de vous exprimer les regrets de Monseigneur l'Archevêque, que la maladie a empêché d'accepter votre invitation, et l'assurance la plus formelle de tout l'intérêt qu'il porte à l'œuvre si bonne, si humanitaire, à laquelle vous vous dévouez.

Vous avez certainement, Messieurs, éprouvé cette sensation physique, quelques fois dans votre vie.

Dans l'intérieur de la ville, l'air est lourd, chargé de miasmes, souvent empestés ; des cris discordants vous déchirent les oreilles ;

des spectacles désagréables vous froissent, vous attristent... Vous avez quitté la ville et pris la route de quelque sommet. Là, l'air est pur, la poitrine se dilate et respire plus à l'aise. Là, tout est harmonie, depuis le chant des oiseaux jusqu'à la grande voix du vent dans les arbres, vent qui les secoue et en détache les semences portant la fécondité et la vie.

Messieurs, en m'invitant ce soir, vous m'avez mené sur un de ces sommets. En bas, dans la vie de chaque jour, souvent nous respirons bien des miasmes empestés, nous entendons des cris discordants de colère et de haine, nous avons sous les yeux des spectacles qui nous froissent et nous attristent... Ici, sur ces sommets de la charité, du dévouement, du relèvement moral de nos frères égarés, dans cette œuvre de défense sociale aussi bien que de solidarité et de fraternité, nous respirons à l'aise, nos cœurs battent à l'unisson, nos mains se cherchent pour la bonne œuvre commune ; le grand vent de la charité bien comprise, secoue les âmes et en détache les semences, les énergies, les résolutions de dévouement qui portent la fécondité et la vie.

Aussi, Messieurs, au nom de Monseigneur l'archevêque, au nom du clergé, qui est ici à sa place et vous remercie de la lui conserver, je bois à la prospérité toujours croissante de votre, de notre œuvre des prisons. (*Applaudissements.*)

Discours de M. Heirieis, bâtonnier de l'ordre des avocats :

Mesdames et Messieurs,

Laissez-moi, au nom du barreau dont, en l'absence de M. le bâtonnier, j'ai le grand honneur d'être le représentant, laissez-moi, dis-je, vous souhaiter une cordiale bienvenue et vous remercier de nous avoir consacré quelques heures. Vous avez bien voulu abandonner les rivages enchanteurs de la Méditerranée pour rendre visite à une cité un peu sévère, un peu austère, mais qui a conservé de son brillant passé, le culte du bien et de la justice. Vous y êtes venus parce que vous saviez que la moisson pourrait y être abondante. Vous êtes, en effet, dans un milieu où toutes les forces sociales concourent au noble idéal que vous poursuivez : la magistrature, le barreau, l'administration ! Le magistrat poursuit et condamne, l'avocat présente la défense, l'administrateur exécute.

Mais tous sont d'accord pour penser et proclamer que tout n'est pas fini après l'audience, c'est, au contraire, le commencement !

L'avocat a mis toute son énergie et tout son talent à sauver le prévenu, efforts stériles ! Le magistrat a dû frapper et la porte de la cellule s'est refermée sur le prévenu condamné ! Mais ce malheureux est une créature humaine, et, oubliant la lutte de l'audience, tous les efforts vont converger vers un unique but : ne pas abandonner la créature terrassée par la loi sociale, la réconforter, lui tendre une main amie et bienveillante, lui montrer un avenir plus doux par la pratique du bien et du travail ; en un mot, faire jaillir dans cette âme obscure l'étincelle qui doit l'éclairer et la sauver.

Ce sont là les nobles principes, Mesdames et Messieurs, que par votre parole autorisée, par vos exemples, vous propagez à travers les pays de l'Europe.

Ici, je suis fier de le proclamer, vous rencontrez un barreau dont le cœur bat à l'unisson du vôtre, et dont l'idéal et les aspirations sont votre idéal et vos aspirations, et je saisis avec plaisir l'occasion qui s'offre à moi, de rendre un public et solennel hommage aux distingués confrères, qui, avec un dévouement que rien ne lasse, un désintéressement que peut seul inspirer l'amour du bien, avec un talent reconnu de tous, luttent chaque jour pour arracher aux vices de pauvres enfants, dont le seul crime après tout est d'être nés dans la boue et dans la fange.

A ces dévoués confrères, vous avez voulu apporter un salut cordial et un encouragement ! En leur nom, je vous adresse les remerciements du barreau, qui toujours se fera un honneur de suivre la voie lumineuse que vous lui tracez, heureux de tendre la main d'une part à la magistrature, de l'autre, à l'administration, et de coopérer ainsi à une œuvre de salut public. Cette œuvre ne pourra porter ses fruits que par l'union cordiale et intime des trois forces sociales dont je parlais tantôt, et c'est à cette union que je lève mon verre. *(Applaudissements.)*

A 10 heures, les congressistes, accompagnés jusqu'à la gare par MM. les administrateurs de l'Œuvre des prisons, montaient, enchantés de leur journée, dans le train qui les déposait, une heure plus tard, sur le quai de la gare de Marseille.

JEUDI 16 AVRIL

A 2 heures 1/2 après-midi, un très grand nombre de congressistes se pressaient aux abords de l'Agence centrale de l'Assistance par le travail. Les locaux de la place de la Préfecture ont été malheureusement trop exigus pour que tout le monde puisse y pénétrer ; bien des congressistes se tenaient dans le magasin de vente des objets confectionnés par les femmes nécessiteuses, d'autres furent obligés d'attendre au dehors.

Ils étaient reçus par le président et les délégués du Comité de direction.

M. Eug. Rostand exposa sommairement les traits caractéristiques de l'institution marseillaise ; le concours promoteur de la Caisse d'Épargne des Bouches-du-Rhône en 1891, le système d'ateliers libres et ouverts sans hospitalisation, le remboursement des bons de travail par les sociétaires, l'adjonction au travail d'attente du reclassement dans le travail normal par un service de placements, les principes d'union sociale de l'œuvre, étrangère à tout particularisme politique ou confessionnel. Il expliqua, ce qui intéressait particulièrement le Congrès, comment le patronage des libérés et leur relèvement par le travail avaient fait l'objet, à l'origine, d'une section de l'institution, section devenue plus tard une société autonome, sous la présidence dévouée de M. L. Conte, et il montra quels liens particulièrement étroits ont ainsi subsisté entre les deux œuvres, l'Assistance recevant dans ses Chantiers et son Adresse-Office toutes les personnes envoyées par le Patronage, et ajoutant même sur ses ressources propres des bons complémentaires, jusqu'à une certaine limite quotidienne, aux bons délivrés par le Patronage. Il constata avec satisfaction devant le Congrès que dans aucun des locaux de travail de l'Assistance, on n'a jamais eu à relever de plaintes contre les chômeurs envoyés par le Patronage.

M. A. Guinard, vice-président, donna aux congressistes des détails précis sur le mécanisme de ces bons de travail et les diverses branches de la section du Travail Provisoire, chantier de sciage de bois ouvert aux chômeurs sans métier déterminé, ateliers rudimentaires du bois et du fer pour les ouvriers de métier et d'art, Adresse-

Office pour les employés en chômage involontaire, travail à domicile des femmes nécessiteuses ; il fournit ensuite des renseignements, au nom de ses collègues non présents, sur les autres sections de l'œuvre, la Charité efficace, avec des enquêtes gratuites, des prêts sur l'honneur, des secours d'urgence, l'Office Central avec ses rapatriements, ses liquidations des cas de misères, ses placements, son conseil du peuple.

M. Dickman, chef de ce dernier et si attachant service, répondit à une série d'interrogations.

Après avoir parcouru les locaux de l'Agence, l'Adresse-Office et le magasin, les congressistes, que des tramways spécialement réservés attendaient sur la place Saint-Ferréol, se rendirent aux chantiers des Catalans, sous la direction de MM. E. Rostand et Guinard. Reçus par le directeur du Chantier M. Aubert, ils visitèrent les vastes hangars où travaillaient un grand nombre de chômeurs au sciage du bois, l'atelier d'empaquetage du bois gras par les femmes, les ateliers du bois et du fer, la cuisine et le réfectoire des soupes, les cabines de douches, se faisant renseigner avec la compétence des personnes habituées depuis longtemps aux organisations de ce genre, sur les installations hygiéniques des waters-closets, des lavabos, des bains-douches, sur l'offre d'un travail provisoire, constamment prêt, aux deux catégories d'ouvriers en chômage involontaire, ceux sans profession ni aptitude déterminées, ceux de métier et d'art.

Vers 3 heures 1/2, les congressistes quittaient le chantier, et se rendaient aux ateliers des aveugles, fondés par le docteur Nicatti. Situés à l'angle de deux rues, ces ateliers encadrent deux cours contiguës et sont ainsi baignés de lumière et d'air pur que le voisinage de la mer renouvelle incessamment. A droite sont les hommes, à gauche les femmes. On y fait de la sparterie, paillassons, couffins, paniers, du rempaillage de chaises, et il est merveilleux de voir des femmes choisir des pailles de diverses couleurs pour les dessins des chaises, on est surpris aussi de l'adresse avec laquelle de jolies paniers de toutes formes sortent des mains des aveugles. Le directeur est un aveugle, un aveugle tient en caractères pointés la comptabilité. L'aveugle est admis aux ateliers en vertu de bourses payées par les communes, qui lui assurent 2 fr. par jour pendant tout le temps de son apprentissage, et quand il sait son métier, il peut, en travaillant chez lui, gagner sûrement 2 fr. par jour.

Les congressistes arrivèrent ensuite à l'extrémité du Prado, à l'École Courbet ; ils furent reçus par M. Grandval, Président de l'Association de secours aux gens de mer de la Méditerranée, entouré de son Conseil d'administration et du Capitaine de frégate Savigny, Directeur Général des œuvres de la Société.

M. Grandval exposa le but poursuivi par l'Association; hospitaliser d'une part les vieux inscrits maritimes arrivés au bout de leur carrière, et qui, sans famille, n'ayant plus que leur faible retraite, sont reçus à l'Asile des Martigues, asile offert généreusement par M. Jourde, ancien Conseiller général des Bouches du-Rhône, et d'un autre côté, élever et instruire les enfants des inscrits maritimes pour en faire, plus tard, des marins. C'est pour ces enfants qu'a été créée l'Ecole Courbet, qui, située dans une magnifique campagne, au bord de la mer, pourra contenir plus de 300 enfants.

Les congressistes visitèrent avec le plus grand intérêt les salles de réfectoire, d'études, les dortoirs d'un caractère tout spécial et où les lits sont remplacés par des cadres suspendus, les ateliers où les enfants s'initient aux différents métiers de charpentier, forgeron mécanicien de la marine; les congressistes visitèrent ensuite l'annexe de l'Ecole, située dans un des bassins de l'établissement de bains du Roucas-Blanc, et où les enfants se livrent aux exercices de natation et de navigation.

Cette Ecole, unique sur le littoral méditerranéen et réservée aux enfants des inscrits de la côte, est appelée à devenir la pépinière des marins de la flotte de notre premier port de commerce.

Puis les congressistes s'arrêtèrent, en passant sur le chemin de la Corniche, à l'Asile Jean Martin.

Fondé et entretenu par un généreux philanthrope, M. Jean Martin, cet asile reçoit les enfants scrofuleux, il est placé au bord de la mer, et les enfants peuvent y suivent le traitement salin.

Les congressistes continuant en tramway la magnifique promenade du Prado, arrivèrent à Sainte-Anne, à l'Asile des Saints-Anges, dirigé par M. l'Abbé Fouque.

L'œuvre est installée dans une vaste campagne située à vingt minutes de la ville sur la route de Mazargue. Une belle construction, bien aérée, bien éclairée, abrite les enfants orphelins ou moralement abandonnés qui sont reçus à l'École de 7 à 12 ans; l'ancienne maison devenue insuffisante est utilisée pour les malades. La campagne offre des vignes et autres cultures variées, car le jardinage est l'occupation habituelle de ce petit monde que l'on voit par les champs sous la direction de jardiniers. Dans la maison, ces petits sont soignés par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

En rentrant en ville, les congressistes s'arrêtèrent à l'Asile Florence Crittenton.

Les membres du Congrès ont été reçus par Mme Eynard de Montricher, dans la campagne où a été installé récemment l'asile Florence Crittenton. Par une pensée pieuse, un américain a voulu, en souvenir de sa fille morte prématurément, consacrer sa fortune à sauver les plus malheureuses des femmes, celles qui sont moralement perdues, c'est le nom d'une vierge qui protége la maison de ces égarées. Ouvert depuis quelques mois à peine dans le contrefort de la colline du Roucas-Blanc, bordé de grands bois de pins, cet asile réalise l'isolement nécessaire aux pauvres âmes qui ont besoin de se reprendre : une petite maison très intelligement aménagée offre des dortoirs ou des chambres isolées, s'adaptant ainsi aux besoins moraux et matériels et à la surveillance nécessaire. Une directrice, dont le dévouement est conduit par l'expérience, accueille maternellement ces épaves; et les membres du Congrès ont été charmés de la bonne tenue qui ne trahit plus l'origine de ces pensionnaires.

JEUDI 16 AVRIL

Le jeudi, 16 avril, à huit heures du soir, un banquet (1) de 110 couverts réunissait à l'Hôtel de la Réserve, sur le chemin de la Corniche, les principaux membres du Congrès :

(1) Menu : Consommé Mireille; Poisson du Golfe Sauce Bernoise; Pommes nature; Aloyau de Charolais Monte-Christo; Asperges d'Argenteuil mousseline; Poulardes du Mans; Salade Lorette; Bombe Hilda; Dessert. – Vins : Cassis; Saint-Julien; Volnay; Champagne; Venoge.

M. Chevsson présidait, ayant à ses côtés M. Grimanelli, directeur de l'Administration pénitentiaire, ancien préfet des Bouches-du-Rhône et M. Chanot, maire de Marseille.

Au dessert, de nombreux toasts ont été portés.

M. Conte, président de la Commission d'organisation du Congrès :

Mesdames, Messieurs,

La plus agréable partie de ma tâche est de vous remercier pour l'empressement si gracieux avec lequel vous avez bien voulu répondre à l'appel du Comité d'organisation de ce Congrès. Avec nos compatriotes Marseillais, qui ont tenu à se grouper autour de nous pour recevoir nos hôtes, nous remercions nos collaborateurs des Sociétés de Patronage qui sont venus de tous les points de la France, nous apporter le témoignage de cette sympathie qui a créé cette Union, d'où nous tirons des moyens d'action plus puissants et plus étendus. Et nous sommes tous unis pour souhaiter la bienvenue à nos invités, je ne dis pas étrangers, car nous sommes liés par une intime communauté de race, de civilisation, de langue même, et rien ne nous sépare de ces nations neutres de Belgique et de Suisse, que la Providence semble avoir créées pour servir ainsi de modèles, de l'Italie et de l'Espagne dont la vie intellectuelle et morale a toujours été intimément mêlée à celle de la France mais qui se trouvent plus particulièrement chez elles, dans cette Provence où leurs colonies sont si importantes, où ont régné les comtes de Barcelone et les rois de Naples, que les Papes ont habitée, dans cette Provence où Dante a passé, où Pétrarque a aimé.

Nous vous remercions tous d'être venus visiter notre Patrie, cette ville la plus ancienne de France, créée par la Grèce d'Homère, et nos rochers embaumés que le soleil colore à plaisir, et notre mer bleue qui reflète le ciel et nous berce de son chant éternel.

Mais c'est surtout pour notre œuvre que nous vous sommes reconnaissants de votre venue. Vous avez vu la foule affairée, l'encombrement des marchandises qui traversent nos rues et s'entassent sur nos quais; ce ne sont pas seulement des marchandises qui se transportent, ce sont aussi des hommes; les uns viennent chercher

le travail qu'offre un grand centre d'affaires; un plus grand nombre ne font que le traverser, fuyant vers des pays nouveaux, parfois poussés par quelque chagrin ou quelque malheur, parfois entraînés par un rêve de succès qu'ils n'ont pu réaliser chez eux. La vague qui les emporte les rejettera, hélas, souvent, comme des épaves, déçus, ruinés, malades. Ces hommes arrivent de toute la France, d'Italie, d'Espagne, de Suisse ou de Belgique. (Et c'est pour cela que nous avons invité nos voisins amis.) Il en passe qui, déjà condamnés, fuient vers des pays inconnus où ils espèrent se faire une âme nouvelle ; il en passe que la misère amène à tomber dans un délit quelconque, et c'est pourquoi le Patronage est ici plus nécessaire que partout ailleurs et aussi le concours que nous sommes prêts à vous donner et que nous devrons souvent vous demander.

Mais je serai certainement l'interprète de vous tous en disant que notre plus grande gratitude doit être pour l'homme éminent qui nous a fait l'honneur de présider notre Congrès.

Ses qualités personnelles, cette rare distinction que ne peut dissimuler une modestie extrême, cette douceur et ce tact qui charment, cette bonté d'âme qui séduit, vous les avez appréciés dans nos réunions et vous nous avez remerciés d'avoir placé à la tête de nos discussions un guide aussi sûr et un directeur aussi autorisé.

Mais, pour ne pas blesser cette modestie délicate à laquelle nous avons dû faire violence, j'insisterai plutôt sur le caractère que le concours de M. Cheysson a donné à notre Congrès.

Le Patronage des Libérés, œuvre ingrate et difficile, serait impossible si l'on voulait en faire une tâche spéciale à laquelle on se bornerait. Toutes les œuvres de charité sont solidaires et ont besoin les unes des autres, mais c'est surtout ce patronage qui serait inefficace, s'il ne s'appuyait sur les autres œuvres et s'il n'étendait son action.

Ce caractère, qui est manifeste et dans nos œuvres et dans nos études, vous le retrouvez dans le choix des présidents de nos Congrès.

Après l'éminent docteur Lacassagne, qui est le chef de l'anthropologie pénale en France, nous avons eu notre grand citoyen

M. Bérenger, l'apôtre et l'initiateur du Patronage des Libérés, le créateur de cette législation qui moralise la peine et sauvegarde l'honnêteté publique.

A Lille, nous sortions du cadre et marquions la pensée de préservation en mettant à notre tête cet homme, qui, plus que tout autre honore notre magistrature, M. Félix Voisin, qui nous a apporté le remède le plus efficace en créant la *Société de Protection des Engagés volontaires*. Il fallait aller plus loin et nous l'avons fait, en choisissant M. Cheysson, qui représente la généralité des œuvres de bienfaisance.

C'est là, en effet, le caractère tout particulier de cet homme de cœur, qu'il n'a jamais pu satisfaire un besoin insatiable de dévouement et se retrouve partout où il y a quelque bien à faire.

Entré à cette Ecole Polytechnique où la générosité de l'intelligence est une tradition, il y apportait un cœur auquel ne pouvaient suffire les destinées d'une brillante carrière. Ce métier de l'ingénieur auquel on le préparait, il l'entrevit de suite comme un rôle social; par delà la technique professionnelle, par delà les abstractions scientifiques qui forment les intelligences supérieures, il se fit une conception grandiose de l'ingénieur ; dès l'école il se propose ce modèle un homme, un maître d'industrie, qui ne manie pas seulement des machines, mais surtout des hommes, dont celui qui les emploie doit prendre charge devant Dieu, auxquels il doit un profit moral en échange du travail qu'il leur demande, auxquels il doit son intelligence pour les former, son expérience pour les diriger : et cette collaboration intime, désintéressée, affectueuse du maître et de l'ouvrier, du maître savant surtout, qui peut inspirer confiance, sera le seul moyen de résoudre les difficultés d'une transformation sociale que nécessite la transformation industrielle et l'éveil d'appétits et d'ambitions nouvelles.

Cette conception mûrie par une réflexion constante et par l'expérience de toute une vie très occupée, Cheysson a eu le bonheur de pouvoir la formuler et surtout de pouvoir l'enseigner à d'autres. Et je sais que son cœur d'apôtre estime plus haut que les distinctions si nombreuses qu'il a reçues ce simple titre de professeur à l'Ecole des Mines et à l'Ecole des Sciences morales et politiques.

C'est que là il est véritablement lui-même dans la haute conception qu'il a du devoir; et dans la respectueuse adhésion de ses élèves, il la sème pour la récolte qui la multipliera.

C'est la formation de cette idée qu'il a cherchée dans cette variété d'études qui surprend, dans cette universalité de son intelligence qui le portait à la Société de Géographie, à la Société de Géographie commerciale, au Conseil Supérieur de Statistique, au Comité des Travaux historiques, à la Société de Législation comparée, au Musée Social, à la Société d'Economie Sociale, à la Société des Prisons, presque partout appelé à la présidence, toujours conservé au Conseil d'Administration.

C'est cette idée formulée dans des ouvrages d'apostolat que l'Institut a consacrée en s'attachant l'homme éminent qui, parmi tant d'œuvres sociales, représente aussi le Patronage à l'Académie des Sciences Morales.

Poussé par un mérite rare, à des situations dont la plupart se contentent, directeur au Creuzot, directeur au Ministère des Travaux publics, organisateur de nos grandes expositions, il n'a eu en vue dans son élévation que les moyens de faire le bien, et des situations officielles il n'a recherché que celles où on peut être utile : Conseil Supérieur du Travail, Comité Consultatif des Accidents, Commission du Phylloxéra, Conseil Supérieur de l'Assistance publique, Conseil Supérieur des habitations à bon marché.

Mais ces situations officielles, si intéressantes soient-elles, n'auraient pas suffi à son dévouement. C'est dans la charité pratique, dans la charité d'initiative privée qu'il s'est jeté comme un navire se jette à la mer pour aborder aux rivages lointains.

Il fait escale à la Fédération de la Mutualité, à la Ligue contre l'alcool, à celle pour le repos du dimanche, à l'Union d'Assistance par le Travail, pour aborder enfin à l'Union Centrale des Sociétés de Patronage des Libérés, où il se trouvait tout désigné pour notre Congrès.

Et, en vous demandant de joindre vos remerciements à ceux que je lui exprime, rappelons-nous que si le meilleur éloge que l'on puisse faire des hommes supérieurs est de regarder leurs actions, le meilleur remerciement qu'on puisse leur faire est de profiter de

leurs leçons et de leur exemple. Et pour ne pas rester sur un éloge personnel qui choquerait sa modestie, concluons de cette vie que la leçon qu'il nous donne, c'est le principe de la solidarité des Œuvres de charité. *(Applaudissements.)*

M. Cheysson, Président du V^e^ Congrès National de Patronage :

Mesdames, Messieurs,

Mon premier toast — car j'en ai plusieurs à vous proposer, je vous en préviens loyalement — sera pour M. le Président de la République, dont la présence à notre séance d'inauguration a donné une solennité toute particulière à notre Congrès et lui assure une place mémorable dans l'Histoire du patronage. Nos vœux les plus sincères le suivent sur cette terre d'Afrique, qui est comme le prolongement de la mère-patrie et comme la tête de notre immense empire africain. Je vous propose de porter la santé du chef vénéré de l'Etat et de boire à son heureux voyage. *(Applaudissements.)*

Mon second toast est adressé au Comité d'organisation vis-à-vis duquel nous avons contracté une dette très lourde de reconnaissance. J'aurais peut-être quelque querelle à chercher à son président, M. Conte, qui vient de me mettre cruellement et sans pitié sur la sellette; dans les choses excessives qu'il vient de dire, je reconnais bien plus sa courtoisie et son amitié que son souci actuel de la vérité et de la justice. Je pourrais assurément user de représailles; mais je me montrerai plus charitable que lui-même et je me borne à lui dire, ainsi qu'à son collègue, M. Vidal-Naquet, et à leurs collaborateurs, combien nous leur sommes reconnaissants d'avoir pris pour eux toute la peine de la préparation du Congrès, en ne nous en laissant que le plaisir et le profit. Confident et témoin de cette laborieuse préparation, je tiens à leur en rendre ici un public hommage et je vous propose de lever notre verre en leur honneur *(Applaudissements.)*

Vous trouverez sans doute juste d'associer à cet hommage le Bureau central du Patronage des Libérés, qui a concerté, non pas les détails, mais le plan général de ce Congrès avec le Comité d'organisation dans une pleine harmonie, et en particulier son secré-

taire général, sa cheville ouvrière, M. Louiche Desfontaines, qui est retenu loin de nous par des préoccupations de famille. Je reçois à l'instant de lui une dépêche ainsi conçue :

Profondément touché et reconnaissant de la sympathie du Congrès, je suis de cœur à la fête de ce soir et, de loin, je m'associe aux toasts qui vont être portés.

Notre ami pense donc à nous et du milieu de ce banquet, nous lui envoyons une pensée d'affectueux souvenir. (*Applaudissements.*)

Nous serions ingrats, si nous ne rendions pas aussi un hommage de reconnaissance à la Ville de Marseille, dont j'ai l'honneur d'avoir ici à mes côtés l'éminent représentant, qui nous donne une généreuse hospitalité et prête à nos travaux le cadre de son merveilleux décor. (*Applaudissements.*)

Nous devons exprimer aussi notre gratitude à la Municipalité et à la Cour d'Aix, dont nous avons goûté hier la réception très cordiale et dont le souvenir restera inoubliable dans nos cœurs; aux Directeurs de ces œuvres, qui ont bien voulu nous en faire les honneurs avec beaucoup de bonne grâce, nous enrichir de leur expérience, se prêter à toutes nos questions et nous léguer ainsi de précieux enseignements, que nous n'oublierons pas et dont nous tâcherons de faire de fructueuses applications. (*Applaudissements.*)

Je salue également, et toujours en votre nom, — car je ne suis ici que votre interprète, — tous ces étrangers qui sont venus de loin, pour nous apporter le précieux témoignage de leur sympathie et, parmi eux, je fais une mention spéciale pour les Belges et leur représentant M. Jaspar, délégué de la Commission Royale des Patronages de Belgique. (*Applaudissements.*) Nous le chargeons de dire à ses compatriotes toute la sympathie que nous avons pour ce pays, petit peut-être par le territoire, mais grand par ses initiatives sociales, auxquelles la France a eu plus d'une fois l'occasion de faire d'heureux emprunts. (*Applaudissements.*)

Et maintenant, — si la partie masculine de cet auditoire veut bien me le permettre, — Mesdames, c'est vers vous que je me tourne pour vous dire la joie profonde que nous éprouvons à vous voir occuper

dans ce banquet et dans ce Congrès la place qui vous revient dans le patronage.

Je ne veux pas ici faire allusion à ce charme que vous mettez partout où vous êtes : cette constatation serait trop banale. Toute réunion où vous n'êtes pas manque de grâce et de vie ; au contraire, elle s'anime dès que vous apparaissez. Il en a toujours été ainsi partout et toujours depuis que le monde existe.

Mais, si votre influence est de tous les temps et de tous les lieux, elle est particulièrement indispensable en matière de patronage : elle lui imprime un caractère tout nouveaux et correspond à une évolution dans la conception même de la loi pénale. M. Albanel, que nous avons l'honneur de compter ici parmi nos convives, nous disait hier, avec l'autorité qui lui appartient, comment cette conception de l'action pénale s'était transformée dans ces derniers temps, en s'éloignant de plus en plus de l'idée primitive de la vengeance sociale et comment, sous cette inspiration nouvelle, s'étaient successivement détendus et comme humanisés nos codes par les circonstances atténuantes, la loi de sursis, la loi de libération conditionnelle, en attendant demain peut-être la loi de pardon.

C'est précisément cette même évolution, qui explique la fortune du patronage et son rapide développement : du moment où le malfaiteur a été mis hors d'état de nuire, on a cessé s'acharner contre lui et l'on s'est penché vers sa détresse pour tâcher de le ramener au bien et de retrouver en lui quelque étincelle de vie morale qu'on pourrait encore ranimer.

Comme toutes les œuvres naissantes, ce patronage a été d'abord impulsif, invertébré, aux mains de sociétés isolées, impuissantes dans leur isolement ; puis, éclairé par l'expérience, il s'est organisé et il a pris la force que donne le groupement.

Tout cela est excellent, mais ce n'est pas encore assez. Pour être essentielle, l'organisation n'est pas tout le patronage ; il faut autre chose que des cadres administratifs, des mécanismes même bien agencés. En matière sociale, les machines ne valent que par la main qui les commande et surtout par le cœur qui les dirige et les inspire.

Dès que le cœur entre en scène, Mesdames, votre rôle s'impose. C'est pourquoi nous avons fait appel à votre concours pour exercer

le patronage sous ces deux aspects qui le dominent et que j'ai essayé de définir, l'autre jour, devant M. le Président de la République : l'un, tourné vers les hommes déjà flétris que nous voulons ramener au bien ; l'autre, vers les enfants que nous voulons retenir sur la pente qui mène aux abîmes. Vous avez répondu à notre appel. Si, vis-à-vis les libérées, vous avez eu à surmonter vos répugnances pour vous mettre, — vous, ce qu'il y a de meilleur et de plus pur dans la femme, — en contact avec de malheureuses créatures déchues, vous n'avez eu qu'à céder à l'attrait compatissant de votre cœur, quand il s'est agi de l'enfant moralement abandonné. Dans toute femme est une mère : aussitôt qu'elle voit un enfant en danger, elle vole à son premier cri pour lui porter secours.

C'est sous cette inspiration que vous êtes venues au patronage. En vous enrôlant à son service, vous l'avez réchauffé, attendri de votre bonté; vous l'avez humanisé, ou plutôt vous l'avez féminisé.

C'est ainsi, Mesdames, que grâce à vous en grande partie, — nous avons senti dans ce Congrès, passer sur nous comme un de ces grands frissons de « maternité sociale », qui élèvent parfois les assemblées au-dessus de leurs déplorables divisions et de leurs vulgarités égoïstes, pour les faire vibrer d'amour et de pitié au service des misères humaines. Or, parmi ces misères, en est-il qui soient comparables à celles de nos pauvres clients, repoussés, flétris, déchus, voués à l'abjection et au crime, si nous ne leur tendons pas une main secourable pour leur rendre l'espérance et la volonté d'émerger de la fange et de la nuit, pour leur faire reprendre leur place sur la terre ferme et sous les rayons vivifiants du soleil. (*Applaudissements*).

Au risque d'attrister la joie de ce banquet par des spectres importuns, laissez-moi, Mesdames, évoquer l'image de ces pauvres gens, qui, au fond de leurs cabanons, ne se doutent pas qu'il y a, ici, des cœurs dévoués, qu'anime une profonde compassion pour eux et dont l'ardente préoccupation serait de les arracher à leur triste destinée et de les aider à remonter vers la lumière. C'est pour eux que nous nous sommes réunis en grand nombre de tous les points du territoire, et que nous avons mis en commun notre bon vouloir et nos efforts.

A mesure qu'on pénètre plus avant dans l'étude de la misère, on est stupéfait de toutes les profondeurs qui s'ouvrent devant soi, comme aux yeux du Dante épouvanté se déroulaient les spirales de l'enfer et les horreurs variés de ses supplices. Mais — et ce sera la gloire de notre temps — au fur et à mesure que nous connaissons mieux le champ infini de la souffrance humaine, le dévouement grandit et s'ingénie pour se hausser à la taille des maux à soulager.

L'amour, disent les livres saints, est plus fort que la mort ; il sera aussi plus fort que la misère. C'est à lui que restera le dernier mot dans la lutte à entreprendre contre elle, si vous voulez bien, Mesdames, continuer à nous apporter cette chaleur, ce sentiment d'idéal, cette abnégation, qui sont votre noble privilège et qui constituent les plus puissants leviers de toute action sociale ; grâce à vous, le patronage étendra de plus en plus le cercle de ses bienfaits, et parviendra à réaliser, non seulement les ambitions, mais jusqu'aux rêves de ses amis.

C'est à cet essor du patronage, Messieurs que je vous demande de lever notre verre, en y associant les dames qui en sont le charme, la grâce et la bonté (*Applaudissements redoublés*).

M. Jaspar, délégué de la Commission royale des patronages de Belgique.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Les rites qui président à l'organisation des banquets m'obligeraient, en prenant la parole, à vous présenter un exorde, plein d'insinuations.

Je n'ignore point, croyez-le bien, combien présomptueuse doit vous paraître ma jeune inexpérience, et quelle vanité semble me dominer, quand j'ose élever la voix, au moment où vous êtes encore pénétrés de l'éloquent discours que vous venez d'entendre.

Et cependant, je violerai les rites, et ne vous présenterai aucune excuse.

En doit-on, en effet, quand on accomplit un devoir si doux et si facile qu'il soit ? Et qu'est-ce autre chose qu'un devoir, l'hommage

de gratitude et les remerciements que je viens vous apporter ici ?

Quand le comité d'organisation de votre Congrès a invité des Belges à prendre part à vos travaux, il a fait preuve de cette courtoisie charmante, qui parfume d'un si délicat arôme, toutes les actions d'un Français. — Il a voulu appeler, dans cette grande famille qu'est la France, ces parents rapprochés que nous sommes, qui doivent tant à votre puissante nation, dont ils ont si longtemps partagé les destinées ; il s'est rappelé que si la frontière qui nous sépare peut créer des États différents, jamais peuples n'ont été plus unis, plus amis, que ceux qu'elle borde. Et vous tous, Messieurs, pendant ce trop court séjour que nous aurons fait parmi vous, vous avez tenu à accentuer cette cordialité et cette parenté, en revêtant ce séjour de tous les charmes d'une large et délicieuse hospitalité.

C'est de cela qu'au nom de la Commission royale des patronages, et de toutes les œuvres qu'elle centralise, je vous adresse mes remerciements chaleureux.

Mais, vous avez aussi, et surtout, en dehors de ce désir de nous exprimer votre séculaire affection, vous avez voulu associer à votre Congrès, purement national, les œuvres de patronage de notre pays de Belgique dont, à maintes reprises, vous avez tenu à faire l'éloge. Et, de cette pensée, ces œuvres et moi, nous vous sommes profondément reconnaissants.

Car, à quelle plus belle mission pouviez-vous nous convier que celle de partager des travaux comme ceux auxquels nous collaborons. D'autres seront appelés par vous à participer à l'éclat de vos armes, à la prospérité de votre industrie et de votre commerce, à la splendeur de votre art, toutes ces choses qui font votre patrie si grande. (*Applaudissements.*)

Nous, vous nous avez demandé de vous aider dans votre œuvre de justice et de bonté. — Et de tous vos travaux, et de toute votre activité, il n'en est point qui soient plus grands, plus dignes d'envie et plus hautement appréciés. — Ici encore, que ne devons-nous point à vos fécondes initiatives, ici encore, n'est ce point la France, qui avec ses Roussel, ses Bérenger, ses Petit, ses Voisin, ses Cheysson, a montré à l'humanité où est la voie du bien et le chemin

du progrès, auxquels avec un incorrigible enthousiasme, et une inlassable obstination, elle veut croire et croira toujours. — C'est sur cette voie glorieuse que vous nous avez invités aujourd'hui à faire avec vous quelques pas en avant. — Et, en répondant à votre appel, la Commission royale des patronages de Belgique a voulu vous prouver combien elle appréciait l'honneur que vous lui faisiez. (*Applaudissements.*)

N'est-ce pas que je devais me lever pour vous dire cela, et que j'avais raison de dire que je ne vous devais aucune excuse.

Mais, je vous dois un toast et ceci n'est qu'un acte de gratitude.

Permettez-moi donc d'y ajouter que je bois à vous tous, et de vous saluer.

Je vous salue parce que la cause dont vous êtes les plus ardents pionniers est, à mes yeux, la plus haute qui soit. J'en sais qui procurent plus de triomphe, j'en sais qui jettent plus d'éclat, je n'en connais point qui soit plus vaillante et plus noble. (*Applaudissements.*)

Sans doute, ni votre pays, ni le nôtre n'ont jamais ignoré la charité. Les innombrables œuvres d'amour, qui depuis des siècles couvrent nos territoires, ont tendu aux déshérités, des mains secourables, et ouvert à tous les malheureux, des cœurs pleins d'indulgente pitié, en sont l'historique preuve ; hier encore, à Aix, le magistrat éminent qui dirige votre Cour ne nous rappelait-il point que, même dans ce domaine restreint du patronage des prisonniers il y a près de deux siècles que votre amour du prochain exerçait son action bienfaisante ; et n'est ce point en ce pays, que la grande et auguste figure de Saint-Vincent de Paul a éclairé le XVIII^me^ siècle de l'auréole de son infinie bonté .. (*Applaudissements.*)

Manifestement, toutefois, l'œuvre à laquelle vous consacrez vos efforts, est plus que cette ancienne aumône. Vous apportez aux malheureux dont vous vous occupez, un autre reconfort que celui de votre pitié ; vous vous installez à ses côtés, vous partagez sa vie, vous leur versez le baume de vos conseils et de votre exemple ; vous remplissez non seulement le devoir de tout homme, envers son semblable qui souffre, vous accomplissez la plus grande et la plus

grave des œuvres sociales. — Vous obéissez, en effet, à la fois à ce sentiment de charité bien entendue qui veut que l'homme secouru trouve en lui-même d'abord la force qui le régénérera, et à cette connaissance des nécessités sociales, qui fait que vous savez que le salut de l'enfance malheureuse comme l'amendement du libéré sont la sauvegarde de la société de demain, et font plus pour son maintien et sa prospérité que tous les arrêts de justice et toutes les prisons...

— Et votre action ainsi comprise, est bien une œuvre nouvelle, qu'avant vous les âges passées n'ont point connue; c'est qu'elle est inspirée de cette conviction qui fait votre force et votre titre de gloire : que les privilégiés, dans une société comme la nôtre, sont sans excuse, s'ils ne consacrent la fortune, le savoir et l'intelligence dont ils sont dotés, à rendre la société meilleure et la vie moins dure aux malchanceux qu'elle broie. (*Applaudissements.*)

Le siècle écoulé avait souvent négligé ce devoir et oublié cette mission.

De cruelles épreuves nous en ont rappelé l'intense nécessité et nous ont fait sortir, d'un dangereux sommeil.

— Je vous salue et je bois à vous parce que vous êtes le réveil de la conscience humaine.

— Mais je vous salue et je bois à vous parce que vous êtes l'espérance. — Les temps où nous vivons sont des moments troublés. Le XIX^e^ siècle, avait dit Georges Sand est le siècle de l'énergie. — Et cette qualité qui fait les peuples forts ne lui avait pas manqué pendant soixante-quinze ans. — Mais, à son déclin, cette foi en l'avenir et cette certitude en ses destinées, ont brusquement faibli. — Tout a été contesté, dans tous les domaines, et les cris de révolte et les doctrines de haine se sont propagés avec une foudroyante rapidité. — L'humanité a connu déjà ces époques sinistres où elle s'est prise à douter d'elle-même. Elle ne s'en est jamais relevée que par la force de caractère et l'amour d'autrui. — L'amour d'autrui, vous l'avez reconquis, dans l'étude des nécessités sociales et des innocences en péril; la force du caractère vous en donnez tous les jours de nouvelles preuves, en ne vous laissant rebuter par aucune déception, par aucun mécompte, par aucune

raillerie, par aucun scepticisme. — C'est que malgré tout, et malgré tous, au milieu des clameurs de bataille qui nous entourent, des doutes qui surgissent, des blasphèmes qui souillent tout ce qui nous est cher; vous avez obstinément foi dans le triomphe final de la bonté et de l'amour. (*Applaudissements.* — Vous voulez croire et et vous voulez espérer. — Pour les peuples, plus encore que pour les individus, l'espérance est un devoir. C'est à force d'espérance, a dit Héraclite, qu'on trouve l'inespéré.

Je vous salue parce que vous croyez en ce devoir, parce que vous le pratiquez, parce que rien ne pourra vous en détacher jamais.

Je vous salue et je bois à vous parce que vous avez puisé dans la communauté, des souffrances humaines, le culte de l'invincible espérance! (*Applaudissements prolongés.*)

M. Grimanelli, directeur de l'administration pénitentiaire.

Mesdames, Messieurs,

Je n'avais pas une raison, j'en avais deux, d'assister à ce Congrès. J'étais attiré vers vous tout d'abord, vous le pensez bien, par la vive sympathie que doivent inspirer au représentant de l'Administration pénitentiaire de la République Française les institutions de patronage en général. Je ne pouvais pas ne pas me rendre à l'appel très gracieux et très flatteur qu'avaient bien voulu m'adresser les membres du Bureau de l'Union des Sociétés de Patronage de France ayant à leur tête leur digne et éminent président, M. Cheysson. Mais j'étais bien attiré aussi, vous le concevez, par le souvenir plus personnel, plus intime des œuvres marseillaises qui font tant d'honneur à la *Société de Patronage des Libérés de Marseille* et au *Comité de Défense des Enfants traduits en justice de Marseille*, de ces œuvres que j'ai vues, je ne dirai pas naître, mais grandir. J'ai pu constater ici même le bien qu'elles faisaient. Ce n'est pas seulement le directeur de l'Administration pénitentiaire, c'est le Marseillais qui a le droit, non seulement de se féliciter de ces succès et d'en remercier ceux qui les ont assurés, mais d'en être un peu fier.

J'en viens ici à reconnaître combien était juste la formule dont se servait à votre séance d'inauguration votre président, M. Cheys-

son, lorsqu'il constatait, avec une exquise bonne grâce, l'accord si précieux entre l'action des pouvoirs publics et les libres initiatives lorsqu'il s'agit de faire le bien et surtout lorsqu'il s'agit de faire le bien spécial pour lequel vous êtes réunis ici... Oh! je sais qu'il est plus facile de s'inspirer du langage de M. Cheysson que de lui emprunter la grande autorité qu'il tient de son caractère, de son savoir et de ses services, et je ne reprendrai pas, après le président du Comité de Patronage de Marseille, l'énumération si longue, si justement longue des titres que vous avez, Monsieur le Président, à la sympathie de vos concitoyens, de ceux surtout qui, à un degré quelconque, ont à s'occuper d'œuvres de bienfaisance et de solidarité. Evidemment, il est plus facile de citer vos paroles que d'imiter votre dévouement. C'est la tâche la plus facile que j'accomplis en ce moment.

Je répète après vous qu'il est précieux que dans une œuvre aussi complexe, aussi délicate que l'œuvre pénitentiaire, je prends le mot dans son sens large et général, l'action cons tante des pouvoirs publics et celle des sociétés de libre initiative convergent vers un but commun.

L'Etat, en présence du délit et du délinquant, a deux tâches : la première que seul il peut remplir, c'est la tâche indispensable de défense sociale. Il doit la remplir sans duretés inutiles, tout en se gardant de cette fausse sentimentalité qui porterait une génération, héritière du patrimoine de sécurité que lui ont légué les générations précédentes, à le gaspiller par une philanthropie mal comprise au détriment des générations suivantes.

Mais nul aujourd'hui ne conteste qu'aucune société ne peut considérer qu'elle a accompli sa mission entière lorsqu'elle a rempli cette première tâche. En effet, à côté de cette tâche répressive il en est une autre très importante et très riche en conséquences heureuses si on y persévère, qu'il faut accomplir et pour laquelle l'Etat a besoin du concours de l'initiative privée. Indépendamment même des sentiments d'humanité qui nous animent, l'intérêt social le plus strict, l'intérêt de la sécurité publique même exige que lorsqu'on a puni on cherche à reclasser le délinquant. Tout d'abord, il y a là quelque chose comme une sorte d'assurance contre les risques de récidive qui menacent les honnêtes gens, les bons citoyens.

Il y a quelque chose de plus, car toutes les fois qu'un homme tombe, la société perd une partie de son capital moral et c'est une œuvre nécessaire et méritoire que de chercher à lui restituer par le relèvement du condamné ce qu'elle a ainsi perdu du patrimoine humain.

Voilà en quoi consiste l'œuvre de reclassement à laquelle les Sociétés de Patronage consacrent avec l'Etat leur effort.

Eh bien cette collaboration, non seulement l'Etat n'en est pas jaloux, mais il vous en remercie, Mesdames et Messieurs ; en effet, l'Etat a besoin d'être aidé et il a le devoir de vous aider. Il ne manque pas à son devoir, il n'entend pas y manquer et il attend de vous que vous lui continuiez votre aide précieuse, sous toutes les formes et ces formes sont très diverses.

La collaboration de l'initiative privée est nécessaire parce que les formes du patronage, du reclassement sont tellement variées, sont susceptibles de modalités si multiples qu'il y a là une œuvre infiniment complexe, pour laquelle l'Etat avec son mécanisme un peu rigide et un peu lourd ne serait pas apte à pourvoir à toutes les difficultés. Il lui serait impossible de faire face tout seul à tous les aspects du problème.

L'Etat fait lui-même du patronage. Il a la prétention d'en faire. Il en fait notamment dans ses colonies de jeunes détenus. Je pourrais citer ici nos directeurs qui apportent dans cette partie de leur devoir toute leur intelligence, tout leur dévouement et tout leur cœur. Mais je suis le premier à reconnaître que si ce patronage public donne des résultats, là et ailleurs aussi, s'il faut lui rendre hommage, il a besoin d'être secondé par des patronages privés qui peuvent étendre toujours plus loin l'action et le rayonnement des patronages publics.

Vous signaliez tout à l'heure avec raison, Monsieur le Président, ce qu'il y a de particulièrement impératif pour la conscience moderne dans la préservation de l'enfance en danger moral et dans le redressement de l'enfance défaillante. C'est ici que toutes les initiatives, que tous les efforts, que tous les pouvoirs doivent converger. J'entendais tout à l'heure un bien noble mot répété avec éloquence par l'honorable et éminent représentant des Patronages

de Belgique, c'est le mot « espérance ». Eh oui, il faut espérer. Il faut que ces enfants desquels on pouvait être jadis tenté de désespérer, il faut que ces enfants qui ont failli ou qui sont notoirement exposés à faillir, ou qui sont menacés de toutes les contagions du vice, se transforment par notre œuvre en une semence de bons citoyens. C'est à cette tâche que nous devons tous travailler et pour laquelle le courage des hommes et le cœur des femmes associés ne sont pas de trop. (*Applaudissements.*)

C'est avec une grande joie que j'ai entendu M. le conseiller VOISIN, M. ALBANEL et d'autres rendre justice à ce que font pour les enfants qui ont commis une ou même plusieurs fautes les colonies de jeunes détenus et particulièrement nos colonies de l'Etat. Oh ! je supplie tous ceux et toutes celles qui m'écoutent de vouloir bien m'aider à réagir contre certaines légendes. Il y a d'injustes préventions, des légendes sans fondement contre nos colonies ; elles viennent du théâtre ou d'ailleurs, peu importe. On est allé jusqu'à prendre une rime pour une raison. Mauvaise rime, détestable raison.

Eh bien, ceux qui connaissent nos colonies... je ne parle pas seulement de ceux qui les dirigent, mais de ceux qui sont en situation de les apprécier, tous ceux-là peuvent dire qu'on n'y néglige aucun moyen de faire de ces enfants d'honnêtes gens, de bons citoyens ou de braves femmes. M. VOISIN peut vous dire quels soldats elles donnent à l'armée ; la marine nous a félicités à l'occasion de plusieurs sujets que lui ont procurés Belle Ile ou Aniane. Nous avons reçu les témoignages précieux d'industriels, d'agriculteurs qui se sont montrés satisfaits des recrues qui sortaient de nos colonies. Notre colonie de jeunes filles, pour ne parler que des établissements de l'Etat, donne des résultats analogues.

Je supplie les magistrats qui m'entendent de vouloir bien dire aux magistrats de leur connaissance ce que sont ces colonies ; qu'ils les invitent à venir les voir. Je suis persuadé que ceux qui auraient conservé des idées préconçues reviendraient à un sentiment plus juste et plus exact d'une institution qui mérite la sympathie des hommes de bien.

Mais, Mesdames et Messieurs, peut-être trouveriez-vous étonnant

que je me borne à louer un service qui dépend de mon administration, alors que je suis ici pour vous remercier des Œuvres de Patronage que vous dirigez ou que vous encouragez. Les louanges qu'elle vous doit l'administration pénitentiaire n'entend pas vous les marchander ; elle n'entend pas amoindrir à aucun degré la part qui vous revient dans les résultats heureux dont je parlais et auxquels vous vous consacrez si dignement.

C'est toujours vous, Mesdames, qu'il faut avant tout remercier. Qu'aurais-je à ajouter à ce qui a été dit tout à l'heure ? Votre président, M. CHEVRSON, a formé des fleurs de son beau langage une gerbe si riche et d'un tel éclat à votre adresse, Mesdames, que je ne sais s'il a seulement laissé tomber deux ou trois violettes que je pourrais ramasser pour vous en faire hommage.

Cependant, permettez-moi, comme représentant de l'Administration pénitentiaire, de vous dire que nous aussi, Etat, nous comptons sur vous et que nous avons besoin spécialement de votre concours. Oh ! il ne manque pas de magistratures à exercer en France, mais il en est une que seules, mesdames, vous pouvez exercer, c'est la magistrature du cœur. Ce dévouement inlassable, cette tendresse infinie, cette sagesse pratique souvent si ingénieuse et si fertile en ressources quand elle est appliquée aux œuvres de bonté et d'humanité, ces qualités qui honorent et qui parent la femme française entre toutes, ces qualités nous vous demandons, comme vous l'a demandé M. CHEVRSON, d'en faire profiter toujours nos œuvres de patronage, d'en faire profiter surtout les enfants, atteints ou menacés par la contagion du mal ou du vice. Car c'est là pour vos âmes maternelles la plus poignante des misères. (*Applaudissements*).

Rendons hommage à ces vertus et à ces services de la femme, particulièrement de la femme française et pour que notre hommage soit véridique et complet, disons hautement que ces vertus et ces services de la femme ne sont le monopole d'aucune croyance, d'aucune opinion, d'aucune condition.

Monsieur le Président, j'ai peut-être abusé de l'attention de ceux ou de celles qui ont bien voulu m'en prêter un peu ; mais je tenais cependant à dire ce que je n'avais pas à vous apprendre

mais ce que j'avais le devoir de dire et ce que je voulais me donner la satisfaction de dire. De tout cœur, je souhaite le développement et la prospérité des Sociétés de Patronage, je désire que chaque jour elles ajoutent un progrès nouveau aux progrès déjà réalisés et que, tenues avec un soin jaloux en dehors de tout ce qui divise les hommes, c'est une condition essentielle du succès, elles restent toujours imprégnées profondément de ce qui les rapproche, de ce qui unit les bons citoyens et les nobles cœurs, j'entends l'amour du bien public et le sentiment de la solidarité humaine.

Je bois à la prospérité, à la propagation et au succès des Sociétés de Patronage de France. *(Applaudissements).*

M. Félix Voisin, président d'honneur du Congrès :

Mesdames, Messieurs,

Je viens d'être provoqué de la façon la plus aimable par M. le Directeur de l'Administration Pénitentiaire et je veux immédiatement répondre à sa provocation en disant bien haut ce que je pense des maisons d'éducation pénitentiaire qui sont confiées à sa sollicitude.

Oui, c'est une erreur de croire que les enfants qui sont élevés dans ces établissements, n'y sont pas bien élevés et n'y sont pas préparés en vue de leur assurer un meilleur avenir. Trop souvent les magistrats l'ignorent, mais il y en a fort heureusement qui connaissent la vérité à cet égard, je suis heureux de voir parmi nous ici M. le Procureur Général de Rouen, qui, l'un des premiers, n'a pas hésité à la proclamer devant tous les magistrats de son ressort ! *(Applaudissements).*

Je suis venu à Marseille, Mesdames et Messieurs, bien convaincu que j'y rencontrerais des amis fidèles, sachant qu'on parlerait dans ce Congrès de choses qui doivent nécessairement nous intéresser tous, puisqu'elles ont trait à la jeunesse, et je ne me suis pas trompé. Au nom de tous ceux qui sont venus à Marseille des points les plus divers de la France, je vous remercie de l'accueil si gracieux que vous nous avez fait ; en mon nom personnel, je vous prie d'agréer mes sentiments de reconnaissance pour le titre si flatteur de Président d'honneur du Congrès que vous m'avez donné, en me considérant comme un des doyens de patronage.

Mais toute la charge de la Présidence a été pour notre cher Président, M. Cheysson ; par conséquent c'est vers lui que nous devons reporter tous nos sentiments de reconnaissance. *(Applaudissements).*

En terminant, je ne résiste pas au plaisir de dire à mon cher collègue et ami, M. Conte, qu'un des jeunes gens engagé par lui, un de ceux qu'il a ensuite confié à notre sollicitude, a déjà obtenu un très beau grade dans l'armée ; ce grade, il l'a conquis par son travail, par sa conduite, par les sentiments de discipline et d'honneur auxquels il a toujours su rester fidèles ! *(Applaudissements).*

M. le Comte Monceau de Bergendal ;

Mesdames, Messieurs,

En qualité de doyen d'âge des délégués belges au V^e^ Congrès national de Patronage à Marseille, je ne viendrai pas vous redire le discours de mon honorable ami, M. Jaspar. Je crois qu'il est complet. Cependant, il me semble qu'il m'a laissé le soin de conclure.

J'ai vu plus d'un système de gouvernement se succéder en votre beau pays, aucun ne m'a paru plus prospère que la République.

Je vous propose de boire à la santé du chef de l'Etat, de M. le président Loubet. Nous, Belges, nous lui souhaitons sur la terre d'Afrique qui est la continuation de la terre française, un heureux voyage, nous lui souhaitons la réussite complète de la mission qu'il a bien voulu y entreprendre pour le bonheur et la prospérité de la France. *(Applaudissements.)*

M. Vidal-Naquet, secrétaire général du Congrès :

Mesdames, Messieurs,

Le Secrétaire Général du IV^e^ Congrès National de Patronage, dont je suis heureux de saluer la présence à Marseille, nous disait à Lille que le secrétaire parfait doit être silencieux : Je ne suis pas parfait, je dois donc ce soir prendre la parole pour remercier tous

ceux qui m'ont donné leur concours dans l'organisation du V^e^ Congrès de Patronage.

J'ai essayé, grâce à eux, de rivaliser avec ceux qui furent mes prédécesseurs dans ces fonctions parfois absorbantes, mais qui ont au moins un avantage, celui de vous mettre en rapport encore plus direct avec tous ceux qui prennent part à nos travaux, et de créer de ces amitiés durables qui permettent d'accomplir avec plus de facilité la tâche que nous avons entreprise.

Je remercie tous les Congressistes Français et Etrangers de l'empressement avec lequel ils ont répondu à notre appel, je remercie M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire, toutes les autorités de Marseille, d'Aix, et par anticipation celles de Nice d'avoir bien voulu donner, après M. le Président de la République, une nouvelle consécration à l'œuvre de charité et de solidarité sociale que nous poursuivons tous.

Je remercie la Faculté des Sciences de l'hospitalité qu'elle nous a accordée pour nos assises.

Je remercie la presse du concours qu'elle nous a donné. La presse, dont on peut bien dire après Ésope, qu'elle est comme la langue à la fois la pire et la meilleure des choses, a, dans cette circonstance, tenu à nous prouver qu'elle était notre meilleure auxiliaire, et répandant les idées qui nous sont si chères, les faisant connaître à tous, accordant à notre Congrès la place qu'il mérite, elle contribue à porter au loin le résultat de nos efforts en proclamant tout le bien que vous accomplissez.

Je lève mon verre en l'honneur de tous mes collaborateurs ; je lève mon verre en l'honneur de la Presse, la meilleure de mes collaboratrices. (*Applaudissements.*)

VENDREDI 17 AVRIL

Réception à la Mairie. Le soir, à 9 heures, les congressistes se sont retrouvés à la Mairie pour répondre à l'invitation de M. le Maire et du Conseil municipal de Marseille.

Les grands salons de l'Hôtel de Ville étaient décorés de plantes et de fleurs, M. le Maire recevait dans son cabinet entouré de tous

ses adjoints ; un magnifique buffet était dressé dans la salle des Commissions et pendant toute la soirée, la musique municipale a fait entendre les morceaux les plus choisis de son répertoire.

Au cours de la soirée, M. Chanot, Maire de Marseille, a prononcé le discours suivant :

MESDAMES, MESSIEURS,

Tous ces jours-ci j'aurais bien désiré me mêler plus activement que je ne l'ai fait à vos travaux ; n'en accusez que le protocole et n'incriminez pas ma bonne volonté et surtout le désir très vif que j'aurais eu d'être au milieu de vous.

Hier soir, je n'ai pas voulu après votre banquet, troubler les toasts si personnels à votre œuvre qui ont été portés ; il m'a paru qu'il convenait de me taire pour prendre la parole aujourd'hui dans cet Hôtel de Ville qui est, comme je le disais il y a quelques jours, la maison commune qui, dans des œuvres comme la vôtre, appartient à tous, qui doit être libre, qui doit laisser entrer tous ceux qui appartenant à la grande famille humaine, s'occupent d'une œuvre humaine et d'une œuvre fraternelle comme la vôtre.

Il est des moments, Messieurs, et des assemblées où on se sent bien à l'aise, ce sont ceux où il n'est pas question de luttes, où toutes les opinions fusionnent, où toutes les idées convergent vers un même but et où on se trouve dans des périodes de paix qui, devraient être plus fréquentes dans nos sociétés, dans nos villes.

Si une réunion fut une de celles-là ce fut bien la vôtre, si un moment fut celui-là c'est bien le temps qui s'écoule depuis le jour où vous êtes arrivé, M. CHEYSSON, avec les congressistes jusqu'au jour où vous quitterez cette ville qui, malgré le mistral, vous fut hospitalière.

Quelle est votre œuvre, en quoi consiste-t-elle ? Je n'entends pas la définir comme vous et vos collaborateurs l'avez définie hier soir. Mais ce qu'on voit bien dans cette œuvre, c'est que c'est une œuvre de libération, une œuvre s'adressant non pas à ceux qui sont définitivement perdus, mais à ceux qui peuvent se perdre ou passer à côté de la société et qui entend les ramener dans la société ; c'est une œuvre qui tend à faire de gens plus mal doués que mal intentionnés,

d'honnêtes citoyens, de braves gens pouvant rendre service à la société, tels que ceux dont parlait hier soir M. le Conseiller VOISIN.

Eh bien, toutes les fois qu'une œuvre s'adresse à l'enfant, qu'elle cherche à reprendre l'enfant qui va sortir de la société et à l'y faire rentrer, cette œuvre mérite d'être encouragée et elle est encouragée.

Dans toutes les sociétés groupées autour de nous et qui étaient groupées hier soir à la Réserve, je vois des gens venus de tous les coins de la France, même de l'Etranger, se réunissant dans des idées communes vraies, qu'inspire seule et que dégage de tout autre sentiment extérieur l'idée de la fraternité humaine, sur un terrain bien défini et bien choisi comme l'est le vôtre. Le spectacle que j'avais hier devant les yeux s'offre encore aujourd'hui. Lorsque je vous disais que je considérais l'Hôtel de Ville comme la maison commune, comme la maison neutre, je n'exprimais pas une opinion qu'on peut exprimer pour sa vanité personnelle ou pour la galerie, mais une opinion qui est au fond de mon cœur et du vôtre.

Je vous disais que des œuvres de ce genre doivent être encouragées, elles doivent être encouragées non seulement par la parole, par l'action, mais elles doivent trouver près des personnalités et des corps constitués quelque chose de plus.

Avant-hier, j'avais le plaisir et l'honneur de recevoir dans mon cabinet M. VOISIN... C'est un des membres les plus actifs de votre Association. Il me faisait remarquer qu'à l'heure actuelle Marseille était une des rares grandes villes qui, frappées de la grandeur de votre œuvre, ne l'aient cependant pas encouragée. Je le priais, sans engagement de ma part, de s'adresser au Conseil Municipal en ma personne et de formuler ses revendications.

Je ne vous étonnerai peut-être pas en vous disant — c'est un avœu pénible — que notre ville est en ce moment dans une pénurie fâcheuse, dans un état financier voisin de la gêne ; mais il n'en est pas moins vrai qu'on trouve toujours dans l'escarcelle la plus démunie quelque chose pour soulager les grandes misères. J'espère donc que le Conseil Municipal, qui est presque au complet ce soir, trouvera dans un coin du budget de la ville, je ne dis pas une forte somme, mais une obole que vous voudrez bien accepter, non pas pour son importance, mais pour l'intention qui vous la fera donner.

Cette intention est une intention dégagée de tout esprit de parti, c'est une intention absolument pure, c'est celle qui consiste entre nous à nous tendre généreusement la main et de préférence non pas à ceux qui sont les heureux du jour, aux favorisés de la fortune, à ceux sur qui les plaisirs tombent à flots, mais à ceux qui sont dans le malheur et qui pourtant sont des hommes comme nous.

J'espère donc, Monsieur le Président, lorsque nous discuterons le Budget, malgré la façon dont le défend mon adjoint PIERRE, j'espère que la ville de Marseille se montrera généreuse vis-à-vis de vous et qu'elle voudra par ses actes s'associer d'une façon complète au noble but que vous poursuivez.

Mesdames, il me reste à vous remercier d'avoir répondu à notre invitation et à m'excuser auprès de vous ; il vous faut avoir des âmes bien trempées et bien dévouées pour avoir bravé la tempête et le froid, en vous rendant jusqu'à ce port, que le mistral a vigoureusement caressé aujourd'hui. Vous n'en avez que plus de mérite. Encore une fois, je vous remercie.

M. CHEYSSON a répondu en ces termes :

Monsieur le MAIRE,

Les Membres du V^e^ Congrès National du Patronage des Libérés s'applaudissent que le siège de ce Congrès ait été choisi dans votre belle et noble cité. Ils emporteront le plus profond et le meilleur souvenir de leur séjour parmi vous. Ils ont eu la bonne fortune que la tenue de ce Congrès ait coïncidé avec ces fêtes mémorables, qui ont apporté un élément de vie et d'activité à votre Ville, déjà si vivante dans son état normal ; ils ont joui de ces fêtes magnifiques dont l'organisation a fait honneur au bon goût de la Municipalité, en même temps qu'à l'entrain et à l'hospitalité de la population entière.

En dehors même de cette attraction exceptionnelle, nous avons goûté le charme intime et pénétrant de cette belle nature, de ce cadre merveilleux qui rehausse encore la beauté de votre ville, de votre mer bleue, de ses rivages si pittoresquement dentelés, qui semblent l'enlacer d'une amoureuse étreinte, de ces îles qu'on

croirait posées à dessein par un paysagiste habile et pour le plaisir des yeux.

Mais, plus heureux que la plupart de vos hôtes d'un jour, nous avons pu être initiés à des beautés d'un autre ordre, dont ne parlent pas les guides et les indicateurs et qui ne se livrent pas au passant. Montaigne dit quelque part que « ce n'est pas connaître suffisamment Naples que d'avoir mesuré le nombre des pas du pourtour de l'église Santo Rotondo, ou noté, dans un ballet au théâtre, la couleur des caleçons de la signora Livia ».

De même, on ne connaît pas tout Marseille, quand on a vu sa Cannebière, son port et sa Corniche ; on ne le connaît même pas entièrement, quand on a étudié son commerce ou visité ses musées.

Elle n'est pas seulement, Monsieur le Maire, suivant vos propres expressions, « la grande métropole, la porte ouverte de la France sur l'Orient et les contrées lointaines » ; elle n'est pas seulement le foyer du commerce et des arts, la mère de ces hommes illustres qui s'appellent Puget, Eugène Delacroix, Thiers « le libérateur du territoire », Méry, Autran, Léon Gozlan, Reyer, dont vous venez de donner le nom à l'une de vos places ; Edmond Rostand, le brillant auteur de *Cyrano de Bergerac* et de *l'Aiglon*, le fils de mon éminent confrère et ami, M. Eugène Rostand, qui parle si bien de l'*Action Sociale* et qui la pratique mieux encore.

Tous ces titres suffiraient pour la gloire d'une autre ville ; mais, à ses couronnes des arts et du commerce, Marseille en ajoute une troisième, celle de la charité et de la bonté.

Pour achever de bien la connaître et pour lui rendre l'hommage total auquel elle a droit, il faut donc pénétrer le secret de ses fondations charitables, où se dépensent sans compter le dévouement et la générosité de ses habitants. Grâce à l'obligeance et à la bonne grâce des directeurs de plusieurs de ces admirables institutions, il nous a été donné d'en apprécier l'organisation et les bienfaits. Elles ont complété pour nous l'inventaire des richesses de votre grande cité, si justement fière de son glorieux passé et si confiante dans les promesses de son avenir.

Au milieu des préoccupations, qui vous ont assailli au cours de cette semaine si bien remplie, et qui vous assaillent encore, Monsieur le Maire, vous avez eu la bonne grâce de nous réserver quelques heures de votre temps ; vous avez assisté à notre séance d'inauguration, à notre banquet d'hier soir, vous avez reçu notre éminent président d'honneur, M. Voisin ; vous nous faites espérer qu'avec l'aide de votre Conseil Municipal, vous pourrez bientôt nous annoncer la bonne nouvelle que, malgré l'état de ses finances, votre Ville voudra bien nous donner quelques preuves de sa sympathie et de sa générosité. Nous en éprouvons une vive reconnaissance, dont je vous prie d'accepter l'hommage au nom de tous les membres du Congrès.

Nous y ajoutons nos vœux les plus cordiaux et les plus patriotiques pour le développement de votre belle cité, et ses succès toujours plus éclatants, qui sont liés de la façon la plus étroite à la prospérité même du pays tout entier.

Les convives se retiraient à minuit, après avoir remercié M. le Maire de son aimable accueil et en se donnant rendez-vous pour le lendemain à Nice.

SAMEDI 18 AVRIL

Le samedi 18 avril, au matin, les Congressistes, en nombre malheureusement restreint par suite du malencontreux vent de mistral qui sévit depuis huit jours, se retrouvent à la gare de Marseille. Ils prennent le train de Nice et s'arrêtent d'abord à Toulon, où le programme prévoit la visite de l'ancien Bagne et de l'Arsenal. Les formalités préalables à la visite de ce grandiose bâtiment, toujours assez longues, sont heureusement facilitées aux Congressistes, grâce à l'obligeante intervention de M. Albert Augier, commissaire en chef de la marine. La visite s'effectue rapidement, car le temps presse, et à 11 heures, les Congressistes, émerveillés des beautés de notre grand Arsenal, retournent à la gare de Toulon où ils prennent le rapide de Nice. A 2 heures 1/2, on arrive à Nice par un temps magnifique. Plus de mistral. Enfin !

A la descente du train, les congressistes sont salués par Me Tribus, bâtonnier des avocats de cette ville et M. le docteur Malgat, le distingué médecin des prisons, qui leur souhaitent la bienvenue.

Les compliments échangés, on se rend à la prison de Nice, que l'on visite en détail sous la conduite de M. le docteur MALGAT, qui a organisé toute l'excursion à Nice et de M. BAILLEUL, directeur de la 30e circonscription pénitentiaire qui tous deux se multiplient pour expliquer aux membres du Congrès l'organisation de cette prison qui est un modèle du genre cellulaire.

La visite terminée, on se retrouve le soir, à 8 heures, au Casino municipal, où une soirée de gala est offerte aux membres du Congrès.

Le lendemain les congressistes visitent la Ville et l'Observatoire et se séparent le soir en se donnant rendez-vous au prochain Congrès à Rouen.

TABLES

TABLE ANALYTIQUE

NOM DES MEMBRES AYANT PRIS PART AUX TRAVAUX DU CONGRÈS

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

TABLE ANALYTIQUE

Arriérés. — Du patronage des enfants délinquants arriérés.
Rapports 239
Note 345
Discussion 382

Colonies. — De l'envoi aux colonies comme mode de patronage.
Rapports 41
Discussion 468

Enfants délinquants. — (Voir arriérés).
(Voir famille).

Famille. — Du patronage exercé a l'égard de la famille du détenu.
Rapports 120
Discussion 544

Famille. — (Voir surveillance).

Femme. — Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels.
Rapports 191
Discussion 515

Placement. — Du placement définitif des patronnés.
Rapports 155
Discussion 563

Préservation juvénile. — Note de M. Legras. 335

Patronage. — (Voir arriérés).
(Voir famille).
(Voir colonies).

Relèvement des Criminels. — (Voir femme).

Surveillance. — Des moyens pratiques d'organiser la surveillance dans leurs familles des enfants délinquants.
Rapports 297
Discussion 419

NOMS DES MEMBRES

Ayant pris part aux Travaux du Congrès

Les chiffres surmontés d'un astérisque correspondent aux rapports, aux discours détachés, aux toasts.

ALBANEL, 401, 409, 411, 415, 419*, 464, 465, 466.
BAILLEUL, 123*, 345.* 614, 669.
BASSET (Franck), 297*, 524.
BERGASSE, 43*.
BERTHELEMY, 563*.
BESSIÈRE, 301*, 436, 444, 464.
BOGELOT (M^me^), 529, 543, 577, 597.
BONNECORSE de LUBIERES, 130*, 620*.
BREUILLAC, 19*.
BRUEYRE, 454.
BRUN, 241*.
CABASSOL, 627*.
CHANOT, 655*.
CHEYSSON, 369*, 371*, 381, 396, 399, 403, 407, 409, 410, 411, 412, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 426, 444, 446, 452, 453, 462, 512, 514, 529, 557, 563, 584, 589, 591, 592, 593, 596, 598, 599, 600, 619*, 625*, 630*, 657*.
CONTE, 367, 369, 464, 468*, 501, 529, 561, 585, 601, 615, 625*.
CUCHE, 155*, 563*, 569, 577, 584, 588, 589, 591.
DEGLIN (M^me^), 191*.
DORMAND, 468, 490, 510, 511, 513, 514.
DUPUY (M^me^), 407, 526.
FERDINAND-DREYFUS, 415, 460, 462, 515*, 529, 570.
FLORY, 533, 534, 536, 537, 540, 541.
GAUTHIER, 417.
GENTY, 59*, 509, 599.
GIRAUD, 617*, 621*.
GODDE, 166*, 583, 584, 589, 590.
GRAMAGLINI, 71*, 230*.

GRANDVAL, 633.
GRANIER, 382*, 398, 409, 411, 414, 415, 417.
GRIMANELLI, 536, 614, 616, 647*.
GUINARD, 631.
HEIRIEIS, 629*.
HENRIET, 501, 508, 513, 569, 591.
JASPAR, 446, 453, 643*.
JAUFFRET (Wulfran), 134*.
JOLANS, 582.
JOLY (Henri), 50*, 489, 490, 508, 579.
LARNAC, 484, 514, 580, 585, 596.
LEGRAS (D^r^ Arthur), 335*.
LEREDU, 416.
LOUICHE-DESFONTAINES, 630*.
MAGNOL, 312*, 462, 466.
MALGAT, 659, 660.
MANSAIS, 508.
MARIN, 268*.
MAUREL-JOURDAN, 536.
MONCEAU DE BERGENDAL, 653*.
MONTRICHER (Dr), 498.
MUSELLI, 589.
OPEZZI (M^me^), 529.
PAUL-BONCOUR (D^r^), 275*, 397, 398, 399, 403, 410, 411.
PRUDHOMME, 140*, 587, 588.
RACK, 515, 524, 534, 536, 540, 543, 544, 562, 599.
RAYNAUD (D^r^), 87*.
REY (D^r^), 411, 412, 414.
RIVIÈRE (Albert), 511, 598.
ROSTAND (Eugène), 410, 411, 453, 568, 569, 595, 596, 631.
ROUSSET (Abbé), 183*.
USSLAUB, 496.
VALRAN, 93*, 236*, 292*.
VANGAVER, 628*.
VIDAL (Georges), 544*.
VIDAL-NAQUET, 596, 614, 653*.
VINCENS (Charles), 616.
VOISIN (Félix), 415, 416, 462, 467, 513, 560, 586, 595, 596, 652*.
VULLIEZ, 100*.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Bureau du Congrès I
Commission d'organisation III
Circulaire V

PREMIÈRE PARTIE

Règlement du Congrès. 3
Programme des travaux; Rapporteurs 7
Horaire du Congrès 11
Liste des adhérents 14

DEUXIÈME PARTIE

1re Question. — De l'envoi aux colonies comme mode de patronage. . 41
Rapports de MM. Louis Bergasse. 43
Breuillac. 49
Genty. 59
Gramaccini. 74
Henri Joly. 80
Dr Raynaud. 87
Valran 93
Vuilliez. 100

2me Question. — Du patronage exercé a l'égard de la famille du détenu. 121
Rapports de MM. Bailleul 123
Bonnecorse de Lurières. 130
Wulfran-Jauffret. 134
Prudhomme 140

3me Question. — Du placement définitif des patronnés 153
Rapports de MM. Cuche 155
Godde 166
L'abbé Roussset 183

4me Question. — Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels 189
Rapports de Mme Deglin 191
MM. Gramaccini 230
Valran 236

5me Question. — Du patronage des enfants délinquants arriérés . . . 239
Rapports de MM. Brun 241
Marin 268
Georges Paul-Boncour 275
Valran. 292

6me Question. — Des moyens pratiques d'organiser la surveillance, dans leurs familles, des enfants délinquants 295
Rapports de MM. Franck Basset 297
Georges Bessière 304
J. Magnol 312
Note présentée par le Comité de patronage des prisonnières libérées de Bordeaux 331
Note présentée par M. Arthur Legras sur la préservation juvénile. . 335
Note présentée par M. Bailleul sur le patronage des enfants délinquants arriérés 345

TROISIÈME PARTIE

TRAVAUX DU CONGRÈS

Séance solennelle d'ouverture 367
Constitution du Bureau. 367
Discours de M. Conte 369
Discours de M. Cheysson 371

Séance du 14 avril

Rapport de M. Granier, rapporteur général, sur la 5me question : « Du patronage des enfants délinquants arriérés ». 382
(MM. Cheysson, Granier, Docteur Paul Boncour, Albanel, Mme Dupuy, Eug. Rostang, Docteur Rey, Ferdinand-Dreyfus, Félix Voisin, Leredu, Gauthier.)

Séance du 15 avril

Rapport de M. Albanel, rapporteur général, sur la 5me question : « Des moyens pratiques d'organiser la surveillance, dans leurs familles, des enfants délinquants ». 419
(MM. Cheysson, Albanel, Bessière, Jaspar, Eug. Rostand, Brueyre, Ferdinand-Dreyfus, Félix Voisin, Magnol.)

Séance du 16 avril

Rapport de M. Conte, rapporteur général, sur la 1re question : « De l'envoi aux colonies comme mode de patronage » . . . 463
(MM. Dormand, Conte, Larnac, Henri Joly, Usslaub, Genty, De Montricher, Henriet, Mansais. Albert Rivière, Cheysson, Félix Voisin.)

Séance du 17 avril *(matin)*

Rapport de M. Ferdinand-Dreyfus, rapporteur général, sur la 4me question : « Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels » 515
(MM. Rack, Ferdinand-Dreyfus, Franck Basset, Mme Dupuy, Mme Oppezzi, Bogelot, MM. Conte, Flory, Grimanelli.)
Rapport de M. Georges Vidal, rapporteur général, sur la 2e question : « Du patronage à exercer à l'égard de la famille du détenu. » 544
(MM. Rack, Georges Vidal, Cheysson, Félix Voisin.)

Séance du 17 avril *(après-midi)*

Rapport de M. Berthélemy, rapporteur général de la 3me question : « Du placement définitif des patronnés » 563
(MM. Cheysson, Cuche, Eug. Rostand, Henriet, Mme Bogelot, MM. Henri Joly, Jolans, Godde, Conte, Félix Voisin, Henri Prudhomme, Muselli.

Séance de clôture 593
(MM. Cheysson, Félix Voisin, Eug. Rostand, Vidal-Naquet, Larnac, Mme Bogelot, MM. Albert Rivière, Genty, Rack.)

TABLEAU D'ENSEMBLE DES VŒUX ÉMIS PAR LE CONGRÈS

1re Question. — **De l'envoi aux colonies comme mode de patronage.** 603
2e Question. — **Du patronage exercé à l'égard de la famille du détenu.** 604
3e Question. — **Du placement définitif des patronnés.** 605
4me Question. — **Du rôle de la femme dans le relèvement des criminels.** 606
5me Question. — **Du patronage des enfants délinquants arriérés** . . . 607
6me Question. — **Des moyens pratiques d'assurer, dans la famille, la surveillance des enfants délinquants** 608

QUATRIÈME PARTIE

EXCURSIONS, FÊTES, BANQUETS DU CONGRÈS

LUNDI 13 AVRIL.

Banquet à la Chambre de Commerce 613

MARDI 14 AVRIL.

Déjeuner à l'Estaque. 613
Visite à l'école de réforme de la prison Chave 613
(MM. Bailleux, Vidal-Naquet, Grimanelli.)
Visite à l'Asile de la Société marseillaise du patronage des libérés et des adolescents 615
(MM. Conte, Grimanelli.)
Visite à l'Hospitalité de nuit. 616
(M. Charles Vincens.)

MERCREDI 15 AVRIL.

Réception à Aix 617
Visite à la Cour 617
(MM. Giraud, Cheysson.)
Visite à la Mairie et au Musée 619
Banquet. 620
Toasts de MM. Bonnecorse de Lubières 620
Giraud 621
Cheysson 625
Cabassol 627
Van Gaver 628
Heirieis. 629

JEUDI 16 AVRIL.

Visite à l'Assistance par le travail 631
(MM. Rostand, Guinard.)
Visite à l'atelier des Aveugles 632
Visite à l'Ecole Courbet 633
(M. Grandval.)
Visite à l'asile des Saints-Anges 633
Visite à l'asile Florence Crittenton 634
Banquet du Congrès 634
Toasts de MM. Conte 635
Cheysson 639
Jaspar. 643
Grimanelli. 647
Félix Voisin 652
Monceau de Bergendal. 653
Vidal-Naquet 653

VENDREDI 17 AVRIL.

Réception à la Mairie de Marseille 654
Discours de MM. Chanot 655
Cheysson. 657

SAMEDI 18 AVRIL.

Voyage à Toulon et à Nice. 659

TABLES

Table analytique. 662
Tableau des Membres ayant pris part aux travaux du Congrès . . . 664
Table générale des matières 666

1904 — IMPRIMERIE ANT. GED, RUE LUCULL 5-7. — MARSEILLE